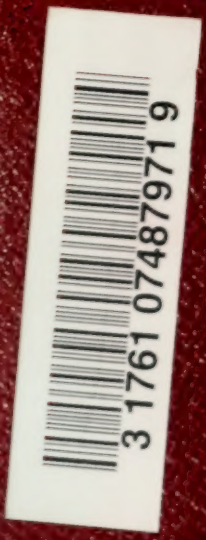


ENCYCLOPÉDIE SOCIALISTE

SYNDICALE & COOPÉRATIVE

DE

L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/encyclopdiesoc04comp

Encyclopédie Socialiste

SYNDICALE ET COOPÉRATIVE

de l'Internationale Ouvrière

Tous droits réservés pour tous les pays
y compris la Hollande et la Scandinavie.

Copyright by Aristide QUILLET, éditeur, Paris, 1912.

Encyclopédie Socialiste

Syndicale et Coopérative

de l'Internationale Ouvrière

Publiée sous la direction technique de

COMPÈRE-MOREL

[t. 4]

AVEC LA COLLABORATION DE

BRACKE, député, **P. BRIZON**, député, **HUBERT-ROUGER**, député,
JEAN LONGUET, de " l'Humanité ",
PAUL LOUIS, **CHARLES RAPPOPORT**, **SIXTE-QUENIN**, député,
J.-B. SÉVERAC, du " Mouvement Socialiste ",
de nombreux Secrétaires de **Bourses du Travail**, de **Fédérations Socialistes**, de **Syndicats et Coopératives**
et de militants de tous les **Partis socialistes du monde entier.**

DIRECTEUR-PROPAGATEUR :

JEAN-LORRIS

Toute la Pensée Socialiste.

Toute l'Action Ouvrière.

Aristide QUILLET
ÉDITEUR
278, Boulevard Saint-Germain, 278
PARIS

MAY 2 1977
UNIVERSITY OF TORONTO

LIBRARY
MAY 24 1977
UNIVERSITY OF TORONTO

HX
21
E6
t.4

LA RÉVOLUTION SOCIALE

PAR

CHARLES RAPPOPORT

La Révolution sociale — le mot comme la chose — est tout à la fois si diversement jugée par nos adversaires et si différemment interprétée par nos amis, qu'il nous a paru nécessaire d'y consacrer tout un volume de notre Encyclopédie.

Trop souvent la violence étant confondue avec la Révolution et celle-ci opposée à l'Evolution, on s'est fait de la Révolution une idée totalement fausse et une conception complètement inexacte.

Aussi, avons-nous pensé rendre service à la propagande socialiste en donnant à nos lecteurs les moyens de se faire une notion exacte et réelle de ce qu'est une Révolution.

Pour cela faire, nous leur faisons un historique aussi précis que possible — tout en étant concis — de tous les mouvements populaires qui ont remué et soulevé les masses, depuis les révoltes inconscientes des esclaves romains jusqu'à l'immortelle Commune de 1871, en passant par la Guerre des Paysans, la Révolution de 1789 et celle de 1848. Et si nous nous efforçons de faire revivre Babeuf pour eux, Babeuf le conspirateur révolutionnaire dont on ne connaît pas assez les vigoureuses critiques sur la propriété, contre le militarisme et contre la guerre; si nous essayons de faire connaître et apprécier l'esprit politique, la grande noblesse de caractère et l'âpre combativité du héros révolutionnaire du XIX*e*: *de Blanqui; si nous tâchons de retracer l'admirable épopée insurrectionnelle que fut la Commune de Paris, sans laquelle nous n'aurions pas eu la République en France, nous nous gardons bien d'oublier d'exposer, aussi longuement que possible, quelles sont les conditions nécessaires à la réussite de toute Révolution sociale, et pourquoi et comment la violence des facteurs révolutionnaires décroît, disparaît, au*

fur et à mesure que leur conscience de classe s'accroît et se développe.

Mettant en parallèle la théorie individualiste de la Révolution et notre conception de l'action révolutionnaire d'ensemble et de masse — en faisant exposer l'anarchisme individualiste par l'unique Marx Stirner et l'anarchisme communiste par le puissant agitateur Bakounine, pour y répondre ensuite en leur opposant l'immuable loi de la majorité qui a toujours joué le premier rôle dans l'histoire — nous nous expliquons sur la conception matérialiste de la Révolution sociale, qui ne peut être et ne sera juridiquement possible, qu'autant que sa réalisation consistera tout bonnement à consacrer juridiquement un ordre de chose déjà établi dans les domaines de la production et de l'échange.

D'un autre côté, nous essayons de démontrer qu'en fait l'Evolution n'exclue pas la Révolution, et qu'au point de vue social, comme au point de vue naturel, la théorie catastrophique ne remplace pas plus la théorie évolutionniste que la théorie évolutionniste ne remplace la théorie catastrophique. En vérité, ces théories se complètent si bien l'une l'autre, qu'il est aussi difficile de concevoir le coup de main final, la catastrophe dernière, sans l'évolution préalable des formes de propriété et de production que de pouvoir songer à l'avènement d'un monde nouveau sans la crise révolutionnaire dernière, par le seul fait d'une saturation socialiste persistante des organismes économique et politique de la classe bourgeoise.

Si, à côté de cela, on ajoute de nombreuses et intéressantes pages sur le « revisionnisme » de Bernstein, que nous avons fait suivre d'une réfutation de Kautsky, et les meilleures pages de la « Révolution sociale » *dues à la plume de ce puissant et pénétrant théoricien marxiste, les lecteurs de l'*Encyclopédie *comprendront à l'avance tout l'intérêt et le charme qu'il y aura pour eux de lire et de relire* « La Révolution Sociale ».

COMPÈRE-MOREL.

Le Triom

de l'Ordre.

PREMIÈRE PARTIE

QU'EST-CE QU'UNE RÉVOLUTION ?

CHAPITRE PREMIER

VIOLENCE ET RÉVOLUTION

I. — La Révolution.

L'opinion courante, pour ne pas dire vulgaire, identifie la Révolution avec la violence sous toutes ses formes : barricades, guerres de rues, fusillades, massacres, lancement de bombes, attentats, guillotine, incendies et exécutions. L'opinion courante ne voit que la surface des choses. La violence n'est pas la Révolution. S'il en était ainsi, les Attila, les Gengis-Khan, les Tamerlan et les Bonaparte, les plus grands massacreurs d'hommes, seraient aussi les plus grands révolutionnaires !

D'autre part, nous parlons de ceux qui n'ont jamais versé une goutte de sang humain : des Archimède, des Aristote, des Newton, des Descartes, des Galilée, des Copernic, des Christophe Colomb, des J.-J. Rousseau, des Kant, des Hegel, des Marx, des Pasteur et des Darwin, comme de ceux qui *ont révolutionné* les sciences, et nous disons, avec raison, que les inventions des Arkwright, des Watt, des Stephenson, des Edison et de tant d'autres *ont révolutionné* la société.

Pendant des milliers d'années, disait Liebknecht la violence fut « un facteur réactionnaire ». Elle extermina des peuples entiers et dévasta des continents. Elle servit aux peuples barbares à supprimer ou à subjuguer des peuples antiques d'une civilisation supérieure. Elle fut le moyen par excellence de tous les coups de force contre la liberté et des innombrables coups d'État, l'apanage des despotes et des tyrans. La violence accumule les ruines. Elle dégrade l'homme, éternise ses haines et nourrit tous ses bas instincts, l'assimile à la brute, le rend méprisable et haïssable, sauf dans le cas de légitime défense, qui est celui d'une vraie révolution.

Les révolutions, même lorsqu'elles sont acculées à repousser la violence par la violence, agissent dans le sens contraire. Elles libèrent l'homme et le relèvent à un degré supérieur. *La Révolution est une transformation radicale ou fondamentale, un changement de régime, de direction, de principe. La Révolution est un acte d'émancipation humaine et sociale.*

La *Révolution* s'oppose, comme principe, à la *réforme*, laquelle n'est qu'une modification de détail, la suppression d'un abus, tandis que la Révolution est la destruction de la base même d'une forme politique et sociale arrivée à sa fin. La réforme, si utile et nécessaire qu'elle soit, n'est qu'une *amélioration*, tandis que la Révolution est *une transformation*, un changement total. La Révolution détruit et construit. La réforme répare et consolide. La Révolution fait table rase et maison neuve. La réforme met des étais à des bâtisses chancelantes. L'Histoire est en même temps une suite ininterrompue de réformes et de révolutions, mais les dernières sont des dates privilégiées, les fêtes de l'Humanité en marche vers son émancipation.

II. — D'où vient une révolution ? " Inertie Sociale "

En supposant même, dit Lombroso, que l'on voulût et que l'on pût contester la loi d'inertie dans le monde organique, on ne le pourrait certainement pas dans le monde moral.

En effet, on a beau croire que nous sommes en grand progrès, si nous établissons une carte graphique du progrès sur le globe, nous voyons à quelles misérables proportions il se réduit. On peut dire que toute l'Afrique, sauf quelques points envahis par les Aryens, l'Australie et une bonne moitié de l'Amérique, sont dans l'état préhistorique ou tout au plus dans l'état des grands empires asiatiques des premières époques historiques. Dans l'Amérique du Sud, à Haïti, la civili-

sation n'a fait que changer les apparences de la vie primitive en substituant à l'immobilité un équilibre instable qui est presque pire encore.

Même chez nous, dans les pays les plus civilisés, si on élimine les vieillards, les paysans, les prêtres, la plus grande partie de l'aristocratie et de la bourgeoisie des villages, tout à fait ennemis du progrès, combien restera-t-il de partisans du mouvement progressif ?

Et dans l'Europe, en Grèce, en Espagne, en Croatie, en Sardaigne, en Corse, quelle barbarie ne dominait pas il y a peu d'années seulement ? Et nous ne voudrions pas dire qu'elle n'y domine pas encore, même dans les cercles les plus éclairés.

Non seulement la continuité et la très grande fréquence des cas dans lesquels l'homme, même le plus civilisé, en proie à de fortes passions, devient farouche (comme au temps du choléra en Italie, des espions prussiens à Paris, de la révolte de Palerme et des grèves de Decazeville), montrent de quelle légère couche est formé le vernis de notre civilisation ; on peut même dire qu'en temps de calme, l'étude des mœurs de nos peuples prouve que, malgré les vissicitudes et les croisements, elles ont varié de bien peu depuis l'époque barbare.

Lombroso, qui a fait des recherches scientifiques sur les révolutions, donne, en dehors de « l'inertie sociale », une autre explication de la stagnation historique : le misonéisme, la haine du nouveau.

III. — Misonéisme.

La preuve la plus certaine de l'extension et de la prédominance de la loi d'inertie dans le monde moral, c'est cette haine du nouveau, si peu remarquée, que nous appelons *misonéisme* ou *néophobie*, et qui naît de la difficulté et de la répulsion que nous éprouvons quand nous devons substituer une sensation nouvelle à une ancienne ; or, cela est si commun chez les animaux qu'on peut dire que c'est un caractère physiologique. A la suite d'une première communication que nous

avons fait à ce sujet dans la *Revue Scientifique*, les faits à l'appui se sont multipliés; nous en recueillons quelques uns.

Un singe, que l'on avait vêtu à l'européenne, étant retourné dans ses montagnes de la Kabylie, y fut accueilli avec horreur; tous ses compagnons le fuyaient à cause de son habillement.

Nous savons tous que les chiens aboient toujours, même sans le besoin ou le devoir de la garde, à chaque voiture qui passe par les rues silencieuses du village; on connaît les cas de chevaux qui s'emportent si le cavalier a changé la manière de se vêtir, parce qu'ils ne le reconnaissent pas.

Selon Romanes et Delbauf, les chiens ont peur des bulles de savon : « A la quatrième bulle qui éclatait, écrit ce dernier, la fureur de mon chien ne connaissait plus de bornes. »

Il en est de même dans l'enfance de l'homme; un enfant qui voit pour la première fois un visage ou un animal s'agite avec violence et cherche à se sauver; et cela rien que par peur du nouveau; c'est pour la même raison que vous le voyez même devenir féroce si vous le changez de chambre et s'effrayer à chaque meuble nouveau; on en observa qui voulaient toujours voir la même peinture et entendre la même histoire avec les mêmes termes. Malheur si on les changeait !

Varigny raconte qu'un petit enfant de deux ans, qui lui était affectionné, s'éloigna de lui avec horreur quand un rhumatisme l'obligea de s'emmailloter une jambe dans de l'ouate; l'enfant le regardait, soupçonneux, puis jetait des hurlements frénétiques; même après sa guérison, l'enfant cherchait à l'éviter et criait s'il l'approchait de trop près; ce ne fut qu'au bout de plusieurs mois, et en présence d'un tiers, qu'il consentit à l'écouter et à lui donner la main.

De même que les enfants sont misonéistes, nous voyons aussi les femmes tenir beaucoup à la religion, aux coutumes et, dans quelques régions, à la langue de leurs ancêtres, au point qu'elles conservent un langage différent de celui des hommes lorsque ceux-ci, comme en Amérique, dans l'Orénoque, chez les Abipons, ont adopté la langue des tribus voisines.

Cette haine pour le nouveau, que l'on observe chez les enfants et chez les femmes les plus civilisées, se remarque, à plus forte raison, chez les peuples sauvages, dont la faiblesse psychique fait que, une fois certaines sensations assimilées, l'assimilation d'autres sensations est empêchée, surtout si la différence est grande et s'il n'y a pas de transition, de nuance qui les rapproche. Ainsi, dans les langues primitives, *éléphant* est *bœuf avec les dents;* dans la langue chinoise, les *chevaux* sont des *grands chiens;* dans le sanscrit, pour dire *étable de chevaux* on emploie les expressions d'*étable de bœufs*

de cheveux, pour dire une *foule de cheveux*, ou dit *une foule de bouts de cheveux*.

(Lombroso et R. Laschi. — *Le crime politique et les Révolutions*. Traduction de A. Bouchard, p. 7, 9.)

IV. — Le Misonéisme des savants.

Mais, ainsi que je l'ai démontré dans *l'Homme de génie*, non seulement les académiciens qui sont, le plus souvent, de pauvres érudits, mais encore les savants de génie sont les plus ardents adversaires et persécuteurs du nouveau; ils apportent une extrême énergie à repousser les nouvelles découvertes des autres, soit parce que la saturation de leur cerveau, si je puis parler ainsi, ne leur permet pas d'autre sursaturation, soit parce que, ayant acquis une espèce de sensibilité spécifique pour leurs propres idées, ils restent insensibles à celles des autres.

Ainsi, Schopenhauer, qui fut cependant un des plus grands rebelles en philosophie, n'eut que des paroles de pitié et de mépris pour les révolutionnaires.

Frédéric II, qui inaugurait une politique allemande et qui voulait susciter une littérature et un art nationaux, ne soupçonna même pas la valeur de Herder, de Klopstock, de Lessing, de Gœthe (*Revue des Deux-Mondes*, 1833, p. 92); pour la même raison, il avait une telle horreur de changer de vêtements qu'il n'en eut jamais plus de deux ou trois à la fois dans sa vie. Rossini ne voulut jamais aller en chemin de fer; Napoléon repoussa la vapeur; Bacon railla Gilbert et Copernic; il ne crut pas à l'applicabilité des instruments ni même des mathématiques en sciences exactes! (*Draper, Histoire du Mouvement intellectuel de l'Homme*, III, 186. Mandelstamm et Nudler bâtonnent les libres-penseurs (*Revue Théo.*, 1895, p. 175.)

Voltaire niait les fossiles et à son tour Darwin niait l'époque de la pierre et l'hypnotisme comme Robin et Quatrefages niaient l'existence des météorites, parce que, disait-il (aux applaudissements unanimes des académiciens) il ne peut pas tomber de pierres du ciel, vu qu'au ciel il n'y a pas de pierres; Biot niait la théorie de l'ondulation (Lombroso, *L'Homme de génie*, Alcan, Paris, 1890). Galilée, qui avait découvert que l'air est pesant, niait pourtant, dans ses dernières années, l'effet de la pression atmosphérique sur les liquides.

(Lombroso et R. Laschi, *Ibid.*, p. 22-23.)

V. — L'Inertie sociale et le Misonéisme ne sont pas des explications.

Ce sont des constatations. L'homme, dit Lombroso, a horreur du mouvement, du nouveau. Il est l'ennemi né des révolutions. Mais comment expliquer que les révolutions soient si fréquentes dans l'Histoire? D'où cette haine du nouveau? Lombroso, tout naturaliste qu'il est, est en même temps tributaire de la conception idéaliste de l'Histoire, et il relègue comme tel, toutes les énigmes historiques dans la mystérieuse « nature humaine », qui est pourtant fréquemment changeante et demande, elle aussi, à être expliquée.

La « haine du nouveau » s'explique tout simplement par ce fait que l'homme d'un milieu déterminé, d'une classe sociale donnée, *n'a pas intérêt au changement,* au nouveau. Il arrive aussi que cet intérêt n'est pas suffisamment élucidé, mis en évidence par les circonstances ou par l'influence de l'éducation. L'homme aime le nouveau qui lui apporte un soulagement, un mieux-être.

Le misonéisme et l'inertie sociale se trouvent le plus souvent dans les classes dominantes et privilégiées qui ont, au moins momentanément, tout à perdre et rien à gagner au changement, au nouveau. Elles sont misonéistes par intérêt, *des misonéistes conscients.*

Chez le peuple, qui ne peut que gagner au changement, le misonéisme est un *état passager,* explicable par l'ignorance de son intérêt, ignorance involontaire, maintenue par le soin des classes qui le gouvernent et dans leur propre intérêt.

Cette haine du nouveau a souvent une portée sociale et présente une nécessité historique. Lorsque les conditions d'un nouveau régime ne sont pas encore réalisées, que les forces nouvelles capables de le faire vivre sont encore en voie de formation l'instinct de conservation de toute la société ré-

clame le maintien de l'ancien. Quand la nouvelle maison sociale est encore en construction, on est bien obligé de garder la vieille masure malgré ses inconvénients.

VI. Explication idéologique de la Révolution.

Pour l'idéologue qui fait surgir les événements des idées et des opinions, des qualités morales ou immorales des individus, la Révolution est le produit d'une nature dépravée, d'un mauvais vouloir, d'un instinct indompté. Socrate croyait que les révolutions provenaient de ce que rien ici bas n'est durable, et que, à certaines époques, naissent des hommes vicieux et radicalement incorrigibles. Aristote, qui le cite, ajoute : « Cela est vrai, parce qu'il y a des hommes *naturellement* incapables de devenir vertueux et de recevoir de l'éducation ; mais pourquoi, demande-t-il, ces révolutions arrivent-elles sous un gouvernement parfait ? »

Mais où est le « gouvernement parfait » qui ne se baserait que sur les intérêts et les désirs mis en harmonie, sur les intérêts généraux de tous et de chacun ? Jusqu'ici toutes les sociétés humaines contiennent des éléments antagoniques, en lutte les uns contre les autres pour l'appropriation des moyens d'existence et de jouissance. Le même Aristote attribue ailleurs les révolutions aux inégalités sociales et économiques existantes. Il est donc tour à tour idéaliste et réaliste, ainsi que Saint-Simon, Charles Fourier, Proudhon et tant d'autres. Ce fait prouve combien il est difficile de penser d'une façon méthodique, en appliquant partout le même principe reconnu juste, ainsi que l'a fait Karl Marx avec une inflexibilité admirable.

VII. — H. Taine et la Révolution.

Le célèbre auteur des *Origines de la France contemporaine* est le représentant type de la doctrine contre-révolutionnaire. Il a la haine de la Révolution. Et il accumule contre elle des monceaux d'actes de violence, pour la compromettre, pour la déshonorer. Il oublie que ce sont les fils de l'Ancien Régime, les hommes qui ont grandi, qui ont été élevés dans cet ancien régime, qui ont commis des violences souvent injustifiées et, par conséquent, criminelles. Rien n'est aussi contraire au véritable révolutionnaire, à l'homme nouveau, partisan de la justice politique et sociale, c'est-à-dire d'une forme politique et sociale supérieure, que la violence brutale. Le révolutionnaire a le culte de l'homme, le culte de la vie, de la dignité humaine. S'il emploie la violence, c'est à son corps défendant et forcé par la violence contre-révolutionnaire, qui, elle, ne cesse jamais, puisqu'elle est chronique, de tous les jours, de tous les instants, toujours là, guettant le novateur pour l'abattre impitoyablement.

Taine, en véritable *idéologue* conservateur, identifie l'esprit révolutionnaire avec l'esprit dogmatique, géométrique, produit de l'éducation classique et verbale. Toujours l'Idée et la Nature humaines appelées à tout expliquer !

Un autre philosophe, Charles Renouvier, plus libéral que Taine a fait une excellente réponse aux sophismes contre-révolutionnaires de Taine. La voici :

Il s'irrite contre les événements, au delà même de ce que ferait un historien qui ne les croirait point nécessaires, et s'attribuerait le droit de traiter avec sévérité les hommes qui ont mal usé de leurs talents et de leur autorité. Dans son premier volume, qui traite de l'Ancien Régime, il démontre avec autant de vigueur que d'éloquence que les institutions de la France n'étaient plus viables : que la Révolution était fatale. Puis il incrimine, comme la cause criminelle d'un bouleversement qui arracha la nation à ses habitudes

séculaires, quoi? l' « esprit classique ». Les progrès de cet esprit, depuis la Renaissance, ont été cependant inséparables de ceux de l'esprit scientifique, auquel il applaudit : ils sont l'un et l'autre ceux de la raison. Il voudrait que la méthode empirique eût été seule en faveur auprès du public et des hommes d'État, et qu'on n'eût jamais entrepris de conformer les institutions à la raison; mais en cela il se met en opposition, lui, philosophe déterministe, avec une évolution séculaire de l'esprit humain, dont lui-même accepte beaucoup d'effets nécessaires. Quand il passe, dans son second et dans son troisième volume, à l'histoire de la Révolution, il s'indigne violemment, et s'exaspère contre des événements dont il a si bien reconnu les causes. Il en présente, avec des procédés de rhéteur, avec de savants effets d'accumulation et de concentration des faits, le même tableau qu'en pourrait peindre un auteur qui ne voudrait qu'exciter les passions haineuses des amis du passé et servir des intérêts de parti. Comment n'a-t-il pas senti que la froideur de Stendhal, un de ses maîtres, était la vraie méthode esthétique à appliquer par un psychologue empiriste et nécessitarien à la narration des événements; que, si lui-même en suivait une autre, profondément différente, c'est qu'il puisait ses jugements passionnés dans la secrète conscience, la possibilité d'un cours de l'histoire, où les résolutions des hommes auraient pris d'autres directions que celles dont il a dépendu?

(*Philosophie analytique de l'Histoire*, par Ch. Renouvier, p. 533-534 (1897, Tome IV.)

C'est encore Taine, l'historien consciencieux et bien informé, qui refute le mieux Taine le philosophe, le critique acerbe de la Révolution et le conservateur social apeuré. On n'a qu'à lire les pages chargées de faits où il décrit la disette effrayante et les mille misères du peuple à la veille de la prise de la Bastille. La Révolution se justifie par de longs siècles de misère populaire, d'oppression nobiliaire.

CHAPITRE II

ÉVOLUTION ET RÉVOLUTION

I. — Révolution et " coups de main "

Les partisans de la légalité quand même mettent dans la bouche des révolutionnaires des stupidités dont ils n'ont, naturellement, que trop facilement raison. Les révolutionnaires, disent-ils, croient que la révolution sociale sera le résultat *d'un coup de main*, d'une échauffourée avec la police, ou, mieux, pour employer une expression favorite, d'un « coup de baguette magique ». Les révolutionnaires sont travestis en mages sociaux, en faiseurs de miracles. Et les réalistes de la légalité — en THÉORIE très idéalistes — ne manquent jamais l'occasion d'afficher un mépris souverain pour ces rêveurs *de catastrophes impossibles*. Eux seuls sont en accord complet avec la science moderne, basée sur l'idée de l'évolution. Les révolutionnaires sont des romantiques, des attardés, en un mot des utopistes. Bernstein n'a-t-il pas dit que Marx lui-même fut souvent un vulgaire blanquiste?

Quelle est la réalité?

Constatons d'abord que tous les grands maitres du socialisme contemporain, ceux-là mêmes qui y ont introduit l'idée de l'Evolution, qui en ont, en quelque sorte, saturé les esprits, Karl Marx, Frédéric Engels, Ferdinand Lassalle, Pierre Lavroff, furent pendant toute leur vie des révolutionnaires convaincus. C'est un fait indéniable. Et nous le prouverons.

On a comparé l'œuvre sociale de Karl Marx à celle de Darwin dans le domaine de la nature. En effet, son œuvre classique, le *Manifeste*, le seul, peut-être, de livres de notre

temps qui contienne, sous une forme aussi restreinte (une trentaine de pages), tant d'idées géniales et fécondes, développe tout un système d'évolution de la société capitaliste. Dans le *Manifeste*, nous voyons le socialisme sortir, par la seule force des choses, des entrailles mêmes de la société capitaliste. C'est le capitalisme lui-même qui produit son propre « fossoyeur », le prolétariat organisé en parti de classe.

Or, le *Manifeste* se termine par la déclaration ultra-révolutionnaire que voici :

« Les communistes considèrent comme indigne de dissimuler leurs conceptions et leurs desseins. Ils déclarent franchement que leur but ne saurait être atteint que par la *destruction violente* du régime social actuel. *Que les classes dominantes tremblent devant une révolution communiste* : les prolétaires, eux, n'ont à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. »

Pourtant Marx a mis définitivement en déroute tous les faiseurs de miracles, tous les fabricants de petits projets présentés comme autant de panacées propres à sauver la société de la misère capitaliste.

L'idéaliste Pierre Lavroff, dans la question de la révolution violente, était pleinement d'accord avec Marx, le matérialiste. Il prêcha, durant toute sa vie glorieuse, la Révolution au nom de la raison, « de la justice et de l'humanité ». Il chercha à établir scientifiquement que « tout socialiste qui pense logiquement doit être révolutionnaire ». Et il ajoutait toujours que la Révolution ne saurait se faire sans violence. Or, Pierre Lavroff a introduit la philosophie scientifique en Russie, contribuant ainsi plus que personne à la défaite des idées métaphysiques et théologiques dans son pays. Il fut l'ennemi juré du miracle, y compris le miracle de la transformation sociale par la *participation des socialistes au pouvoir bourgeois*.

Les partisans de la légalité quand même se plaisent à citer une *Préface* d'Engels où il trace un tableau magnifique de la

croissance du Parti socialiste pendant la période légale. Mais les malins oublient d'ajouter qu'Engels lui-même protestait contre cette publication en affirmant que ses idées avaient été faussées par l'omission d'une conclusion contenant une affirmation nettement révolutionnaire.

On invoque également le mot de Marx qu'en Angleterre la Révolution pourrait se faire pacifiquement et légalement. Dans sa Préface à la traduction anglaise du *Capital*, Engels, en rapportant les paroles de son grand ami, écrit : « Mais il n'oubliait jamais d'ajouter qu'il doutait extrêmement que les classes dominantes, en Angleterre, cédassent à une révolution pacifique et légale ». (*The Capital*, *Introduction*, 1887). Autrement dit : la Révolution sera superflue si les classes dominantes se trouvent en goût de suicide. Il est évident que Marx, qui connaissait à fond l'état économique de l'Angleterre, entendait dire que toutes les conditions matérielles et techniques de la Révolution s'y trouvent réalisées. Pour que la Révolution s'accomplisse, il ne manque que le levier révolutionnaire. « La force est l'accoucheuse de la nouvelle société ». On ne peut nier les douleurs et les violences de l'enfantement sous prétexte que l'embryon se développe d'une façon lente et régulière. Autant nier les éruptions volcaniques en alléguant que la géologie moderne a abandonné la théorie catastrophique de la formation de notre terre. L'enfant se développe pacifiquement, « légalement », mais il vient au monde *révolutionnairement*. Les forces souterraines s'accumulent lentement, invisiblement, mais une fois arrivées à un certain degré d'intensité, elles font explosion. « Les révolutions, dans l'Histoire, sont aussi nécessaires que les tempêtes dans la nature », écrit Malon, que les évolutionnistes ne qualifieront pas de « sectaire ».

En 1887, au Congrès de Saint-Gall, Bebel, qui n'a rien d'un rêveur romantique, déclara : « Celui qui dit que le but final du socialisme se réalisera par la voie pacifique ne connaît pas ce but final, ou se moque de nous ».

Il y a plus. C'est seulement à la période scientifique, basée sur l'idée et le principe de l'évolution, que le socialisme s'affirme comme révolutionnaire. Les grands utopistes, les Fourier, les Owen, les Saint-Simon étaient des pacifiques. Ils réclamaient la transformation sociale pour faire l'économie d'une « révolution ».

C'était précisément la période où les réformateurs sociaux s'adressaient aux monarques, réunis à Aix-la-Chapelle, pour solliciter leur « collaboration » à la réforme sociale au nom de la « conservation sociale ». C'était aussi le bon vieux temps où le noble rêveur Fourier attendait chaque jour, à heure fixe, son « millionnaire », sauveur pacifique de l'humanité souffrante.

Le triomphe de l'esprit vraiment réaliste fut en même temps celui de l'esprit révolutionnaire. Il n'y a que les empiriques, qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez ou qui ont intérêt à dissimuler la vérité historique, pour croire que la Révolution est contraire à l'évolution dont elle n'est, en réalité, que l'aboutissant fatal et irrésistible. *Ainsi, la période utopique du socialisme fut pacifique. La période scientifique adopte la tactique révolutionnaire.*

Ferdinand Lassalle, qui fut le promoteur du suffrage universel en Allemagne, homme d'action immédiate et pacifique par excellence, préconisait la Révolution comme un moyen d'aboutir même dans toute œuvre réformiste sérieuse.

Il citait de grandes réformes qui n'ont pu être réalisées que par une révolution. Pour lui comme pour tout socialiste moderne, la Révolution n'est qu'un moment, une période de crise dans l'évolution dite « normale » de la société, *une évolution qui aboutit.*

II. — La Révolution comme fait historique.

Les socialistes, ennemis de la violence, dont toute la doctrine est faite d'organisation, de création, du principe du travail qui fait vivre, et non de la guerre qui fait mourir, *ne désirent pas la révolution*. Mais, en hommes de science et de vérité, ils sont bien obligés de dire *ce qui est*, pour ne pas induire en erreur le peuple en le nourrissant d'illusions. Et voilà pourquoi Jules Guesde est amené à faire les constatations que voici :

Qui est-ce qui brise le joug de fer de l'unité catholique au XVIe siècle et, par l'introduction du libre examen dans les matières de foi, commence l'affranchissement des consciences? — La Réforme, mais la Réforme armée, l'épée d'une main et l'arquebuse de l'autre, — c'est à dire la Révolution.

C'est la Révolution qui, en 89, supprime les Ordres, sinon les classes, la dîme, le droit d'ainesse; et au droit divin d'une famille royale substitue — au moins sur le papier — les « droits de l'homme et du citoyen ».

C'est la Révolution qui, en 1830, même escamotée par les d'Orléans avec le concours de Lafayette, emporte les Chartes Octroyées et les Religions d'Etat.

C'est la Révolution qui, en 1848, institue le suffrage universel, cette souveraineté au moins nominale de la nation.

C'est la Révolution qui, en 1870, enterre définitivement, avec l'Empire, la dernière forme de la monarchie et fonde la République.

Et je ne parle pas de la Révolution avortée du 18 Mars, qui, si elle avait pu triompher, eût presque inutilisé nos efforts actuels en « universalisant, comme elle le voulait, le pouvoir et la propriété ».

Ainsi, égalité religieuse, égalité devant la loi, égalité devant le scrutin, ces trois grands pas en avant de notre *espèce*, sont d'origine, d'essence révolutionnaire. La force seule a pu en faire accoucher ce que l'on appelle aujourd'hui l'ancien régime.

Et il se rencontre des gens pour prétendre qu'il en sera autrement pour l'égalité sociale, autrement dit pour l'attribution à chacun des membres de la société des mêmes moyens de développement et d'action! Et comment? Pourquoi? A quel titre?

Exécution des généraux Thomas et Lecomte (18 Mars 1871).

Parce que, à les entendre, les temps seraient changés, parce que si la Révolution a été et a dû être l'instrument de tout progrès dans le passé, l'introduction du suffrage universel, la substitution des voix qui se comptent aux bras qui se heurtent, permet de la reléguer, comme une arme inutile, au musée des Antiques entre la *Durandal* de Roland et l'arquebuse à rouet de Catherine de Médicis, parce qu'enfin et surtout nous sommes en République.

La Révolution destituée de sa fonction historique par la République! Le fusil mutisé par le bulletin de vote! Mais où nos humanitaires contradicteurs ont-ils pu — *en dehors de leurs désirs, qui sont les notres* — puiser une pareille assertion, en contradiction flagrante avec tous les faits connus?

Que l'on regarde plutôt vers les Etats-Unis et vers la Suisse. Si le suffrage universel a été quelque part à même de donner ce « progrès pacifique » dont l'heure serait enfin venue, c'est assurément dans ces deux pays, où il fonctionne de longue date, dans les meilleures conditions de liberté, et qui sont de vraies Républiques. Eh bien! est-ce pacifiquement, à coups de scrutin, que la Suisse, en 1846, a pu avoir raison du « Cléricalisme qui est l'ennemi ? » Est-ce pacifiquement, à coups de scrutin, que les Etats-Unis, en 1863, ont pu je ne dis pas abolir, mais seulement entraver l'esclavage noir, l'empêcher de remonter vers le Nord? N'est-ce pas au contraire par la force mise au service du droit, révolutionnairement, à coups de canon, dans le sang, que les nègres ont dû, dans l'Amérique du Nord, être arrachés à leur état de bétail et rendus à la qualité d'hommes, et les blancs des cantons helvétiques sauvés de l'*envoûtement catholique romain*?

Nous comprenons qu'on le déplore — *le déplorant nous-même plus que personne*, — mais, qu'il s'agisse d'organisme social ou d'organisme individuel, qui dit enfantement dit déchirement. *Pas de vie nouvelle sans effusion de sang.*

Ce qui du reste, dans le cas actuel, est fait pour nous réconcilier avec cette nécessité, si douloureuse soit-elle, c'est que jamais Révolution n'aura été plus rationnelle et plus légitime.

Des capitaux, en effet, qu'il s'agit de reprendre à quelques-uns pour les restituer à tous — à compris ces quelques-uns, — les uns, comme la terre, ne sont pas de création humaine, sont antérieurs à l'homme pour lequel ce sont une condition *sine qua non* d'existence. Ils ne sauraient par suite appartenir aux uns à l'exclusion des autres, sans que ces autres soient volés. Et faire rendre gorge à des voleurs, les obliger à restituer, a toujours et partout été considéré, je ne dis pas comme un droit, mais comme un devoir, le plus sacré des devoirs. Les autres capitaux (machines, hauts-four-

moux, etc.), qui sont d'origine humaine, sont le résultat des efforts accumulés de la longue série des hommes qui nous ont précédés, et constituent en conséquence l'héritage commun de notre espèce, sur lequel nous avons tous les mêmes droits, et qui n'a pu être occupé par quelques-uns que par la violence ou par la fraude, deux moyens d'acquérir qui sont condamnés et proscrits, même par la légalité bourgeoise d'aujourd'hui.

(Jules Guesde. *Collectivisme et Révolution.* 1789, nouv. édit. 1890.)

III. — La théorie catastrophique et les sciences naturelles.

Aux yeux des hommes peu informés ou malavisés, les révolutions apparaissent comme « des catastrophes » tombant du ciel. Les évolutionnistes opposent aux révolutionnaires les méthodes des sciences naturelles qui nieraient selon eux, les « catastrophes ». Or, les sciences modernes font, ainsi que le remarque Karl Kautsky, une place de plus en plus grande aux soi-disant catastrophes.

Il se produit, écrit-il, une espèce de synthèse des anciennes théories catastrophiques et des nouvelles théories évolutionnistes semblables à celle que le marxisme a déjà effectuée sur elles. Le marxisme distingue entre la lente évolution économique et le bouleversement subit de superstructure politique et économique. De même beaucoup de théories modernes, tant biologiques que géologiques, reconnaissent, outre l'accumulation des modifications parfois infimes, des changements de forme soudains, profonds, *des catastrophes* qui ont leur origine dans l'évolution plus lente.

Un exemple remarquable nous est fourni par les observations communiquées par De Vries au dernier Congrès des Sciences naturelles, tenu à Hambourg. Il a trouvé que les espèces végétales et animales restent longtemps sans subir de modifications; les unes disparaissent finalement quand elles sont devenues vieilles et ne sont plus adaptées aux conditions d'existence, qui ont changé. D'autres espèces sont plus heureuses: elles « explosent » tout à coup, comme il le dit lui-même, pour donner naissance à nombre de formes nouvelles, dont les unes se maintiennent et se multiplient et dont les autres disparaissent parce qu'elles ne sont pas adaptées aux conditions d'existence.

Je n'ai nullement l'intention de tirer de ces observations une conclusion en faveur de la révolution. Ce serait tomber dans la même erreur que si je déduisais de la théorie de l'évolution l'impossibilité de la révolution. Mais les observations que nous avons rapportées prouvent du moins que les naturalistes eux-mêmes ne sont pas d'accord sur le rôle des catastrophes dans l'évolution géologique ou organique. Pour cette seule raison, il serait déjà dangereux de déduire d'une quelconque de leurs hypothèses le rôle que doit jouer la révolution dans l'évolution sociale.

Tient-on absolument à le faire, nous répondrons par un exemple très vulgaire et qui est connu de chacun; nous montrerons d'une façon palpable que la nature, elle aussi, fait des sauts. Je veux parler de la naissance, de l'accouchement. Il y a là un saut. D'un seul coup, un fœtus, qui constitue une partie de l'organisme de la mère, qui partage sa circulation, qui reçoit d'elle sa nourriture, qui ne respire pas, devient un être humain indépendant, doué d'une circulation propre, qui respire et crie, prend sa nourriture propre et l'évacue par l'intestin.

Révolution et naissance procèdent donc par sauts, par bonds. Mais l'analogie de ces deux phénomènes ne s'arrête pas là. Examinons-les d'un peu plus près. Nous nous convaincrons alors que, dans la naissance, cette transformation soudaine est limitée aux fonctions. Les organes ne se développent que lentement. Il faut que leur développement ait atteint un certain degré; alors est possible le bond qui dégage leurs nouvelles fonctions. Si cet événement se produit avant que ce développement n'ait été atteint, le résultat n'est pas que les nouvelles fonctions des organes commencent, elles s'arrêtent au contraire et le nouvel être meurt. D'autre part, si le lent développement des organes dans le sein de la mère pouvait se poursuivre encore, il leur était impossible de commencer leurs nouvelles fonctions avant l'acte révolutionnaire de la naissance. Celle-ci devient inévitable dès que les organes ont atteint un certain degré de développement.

(Karl Kautsky, *La Révolution sociale*.)

IV. — Évolution et Révolution ne s'excluent pas.

Nous trouvons cette thèse brillamment exposée chez Jules Guesde, Karl Kautsky et Georges Plekhanoff.

Dans tous les ordres, dit Jules Guesde, le phénomène révolutionnaire est précédé d'une période évolutive et *vice versa*.

Evolution, les vapeurs condensées en nuages par l'action solaire, et revolution, la pluie. Evolution, l'œuf — ou l'ovule — fécondé, transformé en poussin ici, en enfant là ; et révolution, la coquille qui se brise ou la matrice qui se déchire pour donner le jour au nouvel organisme.

L'histoire de l'humanité — ou des sociétés humaines — se décompose également en évolutions plus ou moins lentes, couronnées par des revolutions plus ou moins violentes.

L'évolution du Tiers-Etat, qui dura plusieurs siècles et qui provoquent et déterminent la découverte de l'Amérique, l'invention des armes à feu, l'échange démesurément agrandi, etc., entraîne la Révolution de 89, qui ne fait que consacrer — ou de légaliser — la substitution de la classe productive ou utile d'alors, à une noblesse désormais oisive et inutile.

La machine et la vapeur eut opéré depuis un siècle une évolution analogue au profit du prolétariat : 1° en remplaçant le travail individuel par le travail collectif ou en commun ; 2° en transformant en actionnaires et en obligataires — sans rôle aucun dans la production — les propriétaires de l'outillage industriel et universel ; 3° en multipliant les produits sans augmenter, en réduisant, au contraire, la puissance de consommation de la classe productive, ligotée par le salariat.

L'Allemagne, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, l'Amérique ont pu un moment servir de débouchés à cet excédent de la production ouvrière sur la consommation ouvrière ; mais ces pays, industrialisés à leur tour, non seulement suffisent à leurs besoins, mais exportent encore sur notre marché intérieur.

Et, bien que notre bourgeoisie s'entoure d'une valetaille, mâle et femelle, de plus en plus nombreuse (deux millions de bouches à nourrir) la voilà obligée de chercher en Tunisie, à Madagascar, au Tonkin, les acheteurs ou consommateurs qui lui manquent. C'est l'ouvrier, c'est le paysan qui, déguisé en soldat ou en marin, fait les frais de cette exportation obligatoire. Mais, après ces pays lointains saturés de nos mar-

chandises, le problème se posera de nouveau, aussi fatal que le sphynx antique, et sans autre solution, que la Révolution sociale.

(17 décembre 1884, Conférence à Nantes, compte rendu dans le *Cri du Peuple*.)

Une ligne de chemin de fer, écrit K. Kautsky, un ministère ne *peuvent passer immédiatement de la forme capitaliste à la forme socialiste*. C'est d'un seul coup, dans tous leurs organes, simultanément, qu'ils peuvent devenir, d'organes du capital, organes de la classe ouvrière. Cependant, cette transformation n'est possible qu'autant que tous les organes sociaux ont atteint un certain degré de développement. Remarquons qu'ici le cas est différent s'il s'agit de la société ou de l'organisme maternel : pour la première, il est impossible d'établir scientifiquement le moment où le degré de maturité nécessaire est atteint.

D'autre part, la naissance ne marque pas la fin du développement des organes, mais, au contraire, le début de leur nouvelle évolution. L'enfant est placé dans de nouvelles conditions. De nouveaux organes se créent; ceux qui existent déjà continuent à se perfectionner. Les dents poussent, les yeux apprennent à voir, les muscles s'assouplissent, les jambes marchent, la bouche parle, etc.

Une révolution sociale ne peut donc constituer le terme de l'évolution sociale; elle est l'origine d'un nouveau développement. Une révolution socialiste peut, d'un seul coup, faire passer une fabrique, propriété capitaliste, dans la propriété sociale. Mais ce n'est que graduellement, au cours d'une évolution se poursuivant lentement, qu'on peut transformer la fabrique où sévit un travail forcé, monotone, rebutant, en un lieu séduisant où, joyeusement, l'homme exercerait son activité. Une révolution socialiste pourrait aussi faire entrer d'un seul coup dans la propriété sociale les grandes exploitations agricoles. *Mais, par contre, dans les régions où règne la petite exploitation paysanne, il faut commencer par créer les conditions d'une production sociale socialiste; ce ne peut être le résultat que d'une lente évolution.*

(*La Révolution Sociale*, p. 21-22.)

V. — La conception matérialiste de la Révolution.

Marx a donné une nouvelle théorie de la Révolution. On peut même dire que le marxisme n'est autre chose qu'un *Système de révolution* ou, si l'on veut, la *Philosophie de la Révolution sociale*. Voici les idées directrices de cette véritable *dynamique sociale* :

1. Les forces productives de l'Humanité ne cessent pas de progresser.

2. Des modifications lentes, provoquées par les besoins de la production et de l'échange, conduisent aux nouveaux modes de production, aux véritables *révolutions techniques*.

3. Tout nouveau mode de production signifie non seulement une révolution économique, mais aussi une révolution politique et sociale. « Dans la production sociale de leur vie — dit Marx — les hommes contractent certains rapports indépendants de leur volonté. Ces rapports de production correspondent à un certain degré de développement de leurs forces productives matérielles... *Le mode de production* de la vie matérielle *détermine*, d'une façon générale, le *progrès social politique et intellectuel de la vie* ». Autrement dit, toute révolution dans le mode de production doit être nécessairement suivie par une révolution politique et sociale. Toute l'Histoire moderne confirme cette thèse fondamentale du marxisme. La révolution industrielle du XIXe siècle *a révolutionné* tous les rapports politiques et sociaux du globe. Et ses effets ne sont pas encore épuisés.

4. Pour qu'il y ait révolution, il doit y avoir *contradiction*, antagonisme, incompatibilité entre les forces productives développées et les rapports entre les hommes et les classes de la société. Le régime social dominant devient « un obstacle » au développement des forces productives. Il entrave

ou paralyse la nouvelle production. Et il doit céder aux nouvelles forces productives. Il se condamne ainsi à la mort, avec ou sans phrases. Ainsi l'ancien régime féodal avec ses jurandes, ses corporations, avec l'absence de toute liberté de mouvement, était *un obstacle* aux nouvelles forces productives de la bourgeoisie. Et il dut disparaître. La société capitaliste devient, à son tour, *un obstacle* aux nouvelles forces productrices du prolétariat : elle est condamnée à disparaître à son tour.

Les formes politiques et sociales, l'Etat et ses institutions, les associations religieuses et professionnelles de toutes sortes, constituent la « superstructure », l'étage supérieur de l'édifice social, tandis que l'organisation économique, les rapports entre les hommes qui produisent et dirigent la production en forment « la base », le fondement. L'écroulement de la base, du fondement, entraîne évidemment celui de tout l'édifice. Ceci n'est pas une métaphore. Un pays avec un régime capitaliste développé, que ce soit la monarchique Angleterre ou l'Empire demi-absolutiste de l'Allemagne ou la France républicaine, est obligé par sa structure économique de se débarrasser peu à peu des entraves à la liberté. La liberté de mouvement de l'esprit suit de près celle du mouvement des marchandises. Les barrières de la censure tombent avec celles de la douane et des corporations. Les chemins de fer, le télégraphe, le téléphone, en révolutionnant l'échange des produits capitalistes, modifient du tout au tout celui des idées. L'homme borné dans son isolement, le misonéiste des campagnes, cède la place à l'homme social des villes. Le campagnard lui-même change de nature. Il se mêle le plus souvent possible à la vie des grandes villes. D'ailleurs, le service militaire universalisé l'y oblige.

Il n'y a pas d'exceptions à cette loi. Les dernières années ou, plus exactement, les premières années du XXe siècle ont confirmé, d'une façon brillante et incontestable, cette interdépendance de la politique et de l'économie.

Les pays que l'on croyait généralement endormis à tout jamais, comme éternellement figés — la Russie, la Turquie, la Perse, la Chine, la Chine surtout — ont été bouleversés, à la grande stupéfaction du public, mal informé, par des révolutions que l'on croyait impossibles : « La baguette magique » de l'industrie moderne avec ses inventions « diaboliques » les avait éveillés à une nouvelle vie. Quelle que soit leur destinée prochaine, leur innocence patriarcale de la période précapitaliste est perdue, et rien ne la ressuscitera.

Avec le développement capitaliste, la révolution devient inévitable, fatale. Cela ne veut pas dire qu'une révolution peut se passer de l'action des hommes. Le capitalisme lui-même se développe avec l'aide de l'action humaine. Il ne s'agit pas ici de cela. L'homme fait et défait tout dans l'histoire. Mais son action est déterminée. Il n'agit pas *en l'air*, mais sur le terrain solide des réalités économiques. Et il s'agit de comprendre que la société, une fois engagée dans l'engrenage capitaliste, ne saurait plus échapper, qu'elle le veuille ou non, à toutes les conséquences du nouveau régime. La conception matérialiste économique de l'histoire établit que la révolution sociale est inévitable.

Dans le dernier chapitre, nous démontrerons comment cette imminence de la révolution se manifeste dès maintenant par toute une série de phénomènes politiques et sociaux.

CHAPITRE III

LA RÉVOLUTION SOCIALE

I. — Les conditions de la Révolution sociale.

Une révolution a été considérée, jusqu'à Marx, comme une sorte d'aventure où le sort de la société a été livré aux hasards des circonstances, s'est joué à pile ou face. La conception matérialiste de l'histoire a mis fin à cette mythologie historique. On n'a pas encore, soit en théorie, soit en pratique, tiré toutes les conclusions fécondes et bienfaisantes de cette théorie, dans son application au *devenir social*, aux bouleversements sociaux, qui continuent à produire sur notre esprit l'effet de miracles sociaux, de cataclysmes et de vastes imprévus.

Par contre, la nouvelle conception nous permet de suivre d'avance « la révolution qui vient », de la voir surgir, pour ainsi dire, des entrailles mêmes de la société actuelle, de prévoir, sinon les détails, au moins *la direction générale* de sa marche. Une révolution ne se glisse pas chez nous, comme un voleur dans la nuit. Elle ne tombe pas sur nos têtes, comme un aérolithe.

« Quand *on étudie ces bouleversements*, il faut toujours distinguer entre le trouble matériel qui agite les conditions économiques de production, et que *l'on peut constater avec une certitude scientifique*, et la *révolution* qui renverse les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques qui servent aux hommes à prendre conscience du conflit et à l'expliquer ». (Marx.)

Ordinairement, la société se juge très mal. Elle attribue aux causes immédiates, aux causes superficielles, ses révolutions les plus profondes. Les contemporains de la Grande Révolution — et bien des gens partagent encore aujourd'hui

la naïveté ancestrale — croyaient sincèrement que, si nous avions eu 1789-1793, c'était « la faute à Rousseau et à Voltaire ». Autrement dit, que la plus grande des Révolutions avait été provoquée par quelques philosophes que l'immense majorité de la nation — illettrée alors — ignorait quasi-totalement. « S'il est impossible de juger un individu sur l'idée qu'il a de lui-même, on ne peut juger une semblable époque de révolution *sur la conscience qu'elle a d'elle-même* ». (Marx.)

Pour bien comprendre les ressorts intimes d'une Révolution, « il faut expliquer ce conflit par les contradictions de la vie matérielle, par le *combat entre les formes productives de la société et les rapports de production* ». (Marx).

Quand la bourgeoisie active et riche eut commencé à remplir un rôle considérable dans l'économie de la société, dirigée par l'ancien régime féodal, elle livra bataille aux survivances sociales et politiques de ce régime : à la monarchie et aux corporations. C'était précisément « le combat entre les formes productives de la société et les rapports de production ». M. Charles Maurras et son école, qui veulent, très logiquement, rétablir, avec la monarchie, les anciennes corporations, n'ont qu'une chose à faire : détruire la grande production capitaliste, éteindre les hauts-fourneaux, fermer tous les *Creusot*, les *Louvre* et les *Bon Marché*, interdire aux trains de circuler, au télégraphe et au téléphone de transmettre les nouvelles, faire disparaître non seulement la Bourse du Travail, ce qui n'est pas difficile, mais aussi la Bourse des valeurs, etc., etc. Alors, mais alors seulement, le Roy pourra venir... *et rester !*

Pour rendre la « suprastructure » politique de l'ancien régime possible, il faut rétablir son ancienne base : la production et l'échange précapitalistes.

Mais la *contradiction* entre les *nouvelles forces* productives et l'*ancien régime* politique et social ne suffit pas pour effectuer une révolution. Il faut encore que des éléments néces-

saires pour faire vivre la société nouvelle soient là, tout prêts à fonctionner. Il faut qu'en face de la vieille maison sociale, les contours de la nouvelle maison se dessinent... La vie doit refleurir en face de la mort !

« Un état social ne meurt jamais *avant que soient développées en lui les forces productives qu'il pouvait renfermer. De nouveaux rapports de production, supérieurs aux anciens, ne prennent pas leur place avant que leurs raisons d'être matérielles se soient développées au sein de la vieille société. L'humanité ne se pose jamais que les énigmes qu'elle peut résoudre; car à mieux considérer les choses,* on s'apercevra que l'énigme n'est proposée que *quand les conditions matérielles* de sa solution *existent déjà* ou *tout au moins se trouvent en cours de formation.* » (Marx.)

Ainsi deux questions qui se posent invariablement à propos de toute révolution trouvent leur solution. Les voici : la révolution est-elle une utopie ? Sommes-nous prêts pour la révolution ?

II. La Révolution sociale est-elle une utopie ? Sommes-nous prêts pour la Révolution ?

L'ancienne société doit passer dans ses flancs la société nouvelle. Le présent doit être gros de l'avenir. *La société* ne se pose que des problèmes qu'elle est en état de résoudre. Voici les signes auxquels on peut reconnaître si la révolution est une utopie ou non. En effet, quels sont les éléments nécessaires au fonctionnement de la nouvelle société ? De nouvelles forces productives : des outils, des machines, de grandes usines, des fabriques, de nouvelles voies de communication, de puissants moyens d'échange, de grandes banques, de grands magasins, de nouvelles associations, tout un réseau de nouvelles institutions substituant l'action collective à l'action individuelle, la solidarité à l'isolement, la mutualité à

la concurrence, la collaboration créatrice à la lutte destructive, des systèmes de connaissances chassant les ténèbres de l'ignorance, de nouvelles conceptions, de nouvelles croyances se substituant aux conceptions et aux croyances traditionnelles.

Ces conditions sont-elles réalisées ou non ?

Dans le premier cas, la Révolution est inévitable ; dans le second, elle est utopique. On peut toujours se tromper en calculant l'extension et la portée déjà réalisées des conditions. Mais *la méthode* est donnée. On n'a qu'à l'appliquer avec prudence et précision. Tous les phénomènes que nous venons d'énumérer se passent au grand jour, sont faciles à établir et même à compter à l'aide des statistiques officielles.

Les appréciations peuvent varier — et varient — d'un individu à un autre, d'un pays à un autre, d'une époque à une autre. En tous cas, l'exactitude dans cette matière est à la portée des facultés humaines. Et comme ce sont des forces collectives qui doivent résoudre ces problèmes, la possibilité de l'erreur se réduit au minimum. C'est la *société*, et non l'individu, qui est appelée, ainsi que le dit expressément Marx, à résoudre ces problèmes. La nature des faits à établir est aussi d'ordre collectif et concret. La fantaisie est bannie. La science révolutionnaire, ou science de la révolution, devient possible.

A côté et en face de la nouvelle conception scientifique de la révolution, se place la vieille méthode individualiste, la conception bourgeoise de la révolution, comme produit des efforts individuels, des héros ou des « meneurs », des « minorités agissantes ».

III. — La conception individualiste ou héroïque de la Révolution.

Cette conception attribue le succès d'une révolution à l'action énergique des fortes individualités, des héros ou des « minorités agissantes ». Il est curieux que les contre-révolutionnaires appartenant aux classes dominantes adoptent la même conception en substituant seulement au titre glorieux de « héros » un nom qu'ils cherchent à rendre méprisable : « le meneur ». L'artisan héroïque des *révolutions*, des révolutionnaires individualistes, devient le machinateur diabolique des *émeutes* que dénoncent aux terribles représailles de leurs juges les contre-révolutionnaires non moins individualistes. Toutes les fois qu'une « révolution » avorte — une vraie révolution ne peut jamais avorter, car, comme nous le disions tout à l'heure, la société ne se pose que des problèmes qu'elle est en état de résoudre — « les individualistes », par leur conception, sinon par leurs actes — crient à *la trahison*. « Le traître » est le complément inévitable du « héros ». Le Diable! le diable en personne en lutte contre le bon génie révolutionnaire, le Dieu des barricades, qui crée, à force d'énergie, la révolution de rien, *ex nihilo*, qui réveille les masses indifférentes et engourdies, les met en mouvement, les « excite » à l'action par un acte héroïque, prêchant d'exemple, faisant de la propagande « par le fait ». Pour l'individualiste, vouloir la révolution, c'est pouvoir la faire. Il accuse tous ceux qui ne croient pas, à un moment donné, la société prête à se transformer par une révolution, de tiédeur, d'arrivisme.

La société actuelle est inique, absurde, criminelle. L'intérêt de tous est de la transformer. Donc, la révolution est possible. Il suffit de comprendre et de vouloir. Pour faire comprendre la vérité éblouissante, il suffit de la proclamer,

de la crier sur tous les toits. Pour provoquer des bonnes volontés qui ne demandent pas mieux que de « marcher », le dévouement est plus que suffisant. « Je suis prêt à tout, donc vous l'êtes aussi. J'ai compris, donc tout le monde comprendra », tel est le syllogisme exprimé ou sous-entendu de tout individualiste qui va jusqu'au bout de sa conception.

Dans tous les pays, au début du mouvement socialiste, on peut dire à la période de sa jeunesse, cette conception était quasi dominante. Marx et Engels ont été obligés de la combattre dans la personne de Schapper et de Willich.

En Allemagne, elle a fait des victimes avec Most. En Russie, Bakounine d'abord, les Blanquistes de la Narodnaja Volia, ou les terroristes et les jacobins ensuite, ont entraîné toute une génération de la jeunesse révolutionnaire à l'aide de cette conception.

Le paysan russe a été représenté comme un « socialiste », qu'il suffit de lancer dans la voie de la Révolution sociale. Inutile de passer par la période du capitalisme, de la domination bourgeoise, de la démocratie. Tout droit à la Révolution sociale ! A bas toutes les autorités ! Comme le légendaire maréchal Lebœuf, les individualistes déclarent : « Il ne manque pas un bouton de guêtre à la Révolution sociale. En route pour la conquête du Nouveau Monde ! Malheur aux retardataires ! »

Mais nulle part cette conception n'a trouvé autant de défenseurs et de partisans actifs qu'en France. C'est très naturel. La France avait vu plus de révolutions triomphantes que tout autre pays. Pour ne mentionner que les plus importantes, les dates de 1789, de 1792, de 1830, de 1848, du 18 mars 1871 sont restées profondément gravées dans la mémoire de la nation la plus combative du monde, aux passions généreuses et ardentes. C'est la France aussi qui eut le plus à souffrir des représailles contre-révolutionnaires. Les victimes de la terreur blanche, des deux Empires, de la Restauration, des journées de Juin et de la Semaine Sanglante, forment un

total formidable de vies héroïques détruites par la férocité contre-révolutionnaire. Les haines s'accumulèrent. Le sang versé cria vengeance. Si l'on y ajoute le tempérament primesautier de la race, son besoin irrésistible de l'action immédiate, son peu de goût pour une vie contemplative et studieuse et pour d'interminables réflexions, sa passion pour la lutte, son esprit chevaleresque et sa capacité de décisions promptes et parfois irréfléchies, si l'on tient compte de toutes ces particularités nationales qui ont fait attribuer au peuple français le nom de Christ de la Révolution, on comprendra aisément la persistance de la conception héroïque de la révolution en France.

C'est dans ce pays que l'on a essayé de formuler une théorie de rébellion en permanence, sous le nom de « gymnastique révolutionnaire », en transformant ainsi la lutte « révolutionnaire » quotidienne en un moyen d'entraînement pour des conflits sociaux plus vastes.

La France est aussi le pays où l'on peut étudier de plus près la révolution dans toutes ses manifestations, les lois de son progrès et de ses défaites.

IV. — La loi de la majorité dans l'histoire.

La conception héroïque de la révolution, dans sa forme la plus développée, part de cette prémisse erronée que c'est la minorité qui fait à son gré la révolution. La minorité agissante, héroïque, devient ainsi la cheville ouvrière de l'histoire. Or, il suffit d'étudier le mouvement historique avec attention, pour arriver à une conclusion contraire : *c'est la majorité, quel que soit le régime politique et social*, dans l'état normal des choses, *qui finit par faire prévaloir sa volonté*. Dans tout le pays, c'est la majorité qui gouverne ou laisse gouverner, par son égoïsme, par son intérêt ou son

inconscience. *Si la minorité fait une révolution, la majorité la défait.*

L'étude de la révolution confirme cette thèse avec une exactitude quasi-mathématique. Nous le verrons dans les chapitres qui suivent.

La majorité fait l'Histoire normale, régulière, celle de tous les jours, tissant par son action quotidienne la texture même de la vie historique. Car l'Histoire n'est pas une série de coups de théâtre, d'incidents bruyants et brillants, de luttes à grand effet : c'est l'ensemble des modifications qui forme la trame de notre vie, qui la rend possible ; c'est la vie économique, religieuse, sociale, politique, artistique de tous les jours qui crée la substance même de l'Histoire. Les grandes journées historiques ne sont que l'aboutissant, le terme de ce travail quotidien, colossal, anonyme pour la plupart. Ce sont les *dates non signées,* les dates anonymes qui préparent les dates glorieuses, les batailles qui paraissent décisives de l'Histoire. Et c'est *la majorité,* en vivant sa vie de tous les jours, qui fait cette histoire.

Cette loi de la majorité dans l'Histoire résulte d'abord de la définition même que nous avons donnée, d'après Lassalle, de la constitution politique d'un pays (1) : « *Elle est le résumé des forces sociales qui composent un Etat.* » *La majorité des forces sociales a toujours le dernier mot.* L'Histoire connaît des surprises, des usurpations. Une poignée héroïque peut temporairement s'emparer du gouvernement d'un peuple. Un despote peut le surprendre et lui imposer, par un coup de violence brutale, sa volonté de fer. Mais les *surprises et les usurpations ne durent pas.* Ce sont les besoins et les intérêts des masses qui gouvernent. Les autres pouvoirs sont des gouvernements de façade, des gouvernements qui *représentent* les intérêts, les faiblesses, les vertus et les vices col-

(1) Voir le volume « Un peu d'Histoire » de l'*Encyclopédie.*

Massacre de 62 Otages le 25 Mai 1871, rue Haxo, à Belleville.

lectifs ou, plus exactement, qui reflètent, à chaque période, l'état des forces économiques et sociales donné.

Ensuite, dans le cas où les pouvoirs constitués se trouvent momentanément en contradiction avec l'état des choses, avec les intérêts et les besoins de la majorité — comme c'est le cas, par exemple de la Russie et de l'Allemagne actuelles — *la situation est par cela même révolutionnaire*. Autrement dit, la nation se trouve à l'état de *déséquilibre*. Car la révolution n'est pas autre chose qu'une *rupture d'équilibre*, ou, comme dit Marx, une « contradiction » entre les rapports politiques et sociaux et les forces de la production dominante, qui, comme telle, *absorbe la vie de la majorité*.

La conception individualiste de l'Histoire est le produit du régime social individualiste où l'individu, maître et possesseur des moyens de production, s'attribue *tout le mérite* dans la production de la richesse, ainsi que dans la *création historique*. La conception matérialiste de l'Histoire est une conception démocratique, collectiviste. Le peuple est réhabilité dans son droit. Le socialisme, comme organisation, lui restitue les richesses créées par lui. La conception socialiste de l'Histoire lui restitue son rôle dans le devenir historique. *Unique suum* : A chacun selon son mérite.

Grâce à cette conception, nous arrivons à comprendre toutes les lenteurs du progrès historique. Car la majorité se meut lentement. Cette loi de la majorité n'exclut pas l'influence des individualités géniales, des héros, des créateurs et des initiateurs. Mais les inventions et les créations individuelles ne deviennent des réalités historiques que lorsque les majorités y trouvent leur intérêt y donnent leur adhésion. Et voilà pourquoi la conception héroïque de la révolution est fausse et de nature à engendrer, malgré la noblesse des intentions, des catastrophes et des désastres... La société ne doit se poser que des problèmes qu'elle est en état de résoudre. Ce n'est pas notre faute si nous revenons toujours à Marx — ou même à Saint Simon — *la réalité historique nous y ramène*

forcément. Les « révolutions » prématurées sont des *avortements*, comparables à la naissance avant le terme normal de la gestation.

V. — Le rôle de la violence dans les révolutions.

Nous avons déjà constaté que la violence, *par elle-même*, n'est pas un facteur révolutionnaire. La bourgeoisie impérialiste devient de plus en plus partisan de la violence au fur et à mesure qu'elle devient plus réactionnaire ou conservatrice. La réaction la plus arriérée n'a jamais dissimulé son rêve d'un retour *violent* et *sanglant* au passé. Elle fait ouvertement appel à l'armée pour écraser la République, sans même provoquer de représailles gouvernementales, réservées aux antimilitaristes, adversaires, par principe, des violences guerrières. Le plus clair des ressources des nations est absorbé par la préparation d'une guerre qui détruirait les produits d'un siècle. Les menaces de la violence, le spectacle hideux de l'appareil guerrier remplissent, en l'empoisonnant, tout l'horizon de la vie moderne. Nous vivons dans un cauchemar perpétuel de brutalité primitive menaçante. Les nations les plus civilisées ne craignent pas de se déshonorer par des tueries coloniales, par l'extermination de peuples et de tribus désarmés. Et l'honneur, la gloire — et l'intérêt ! — de la révolution est d'attaquer ce système de violence qui marque un retour pur et simple à la brute primitive et qui menace de ruine toute notre civilisation si difficilement conquise.

Les socialistes seuls sont toujours là pour protester contre le retour à la barbarie militariste et guerrière. Les organisateurs de la vie nouvelle sont des ennemis-nés de la violence !

Cependant, nous mentirions à notre conception, à la loyauté scientifique, si nous prétendions que la Révolution sociale se

fera pacifiquement, sans violence. Quel est donc le rôle de la violence dans la révolution ?

La violence ne crée rien, mais elle détruit l'*obstacle* qui se dresse contre elle. Les forces du passé ne désarment jamais avant de livrer bataille. Ce sont elles qui nous obligent à envisager des éventualités violentes. Mais nous ne confondons pas *violence* et *puissance*. Plus grande sera notre puissance au moment de la Révolution, moins il y aura besoin de violence.

C'est Georges Plekhanoff qui, vers 1894, a nettement établi cette distinction entre *puissance* et *violence*. Celle-ci est souvent l'indice d'une faiblesse. Car la menace seule d'une véritable puissance suffit souvent à faire reculer l'ennemi.

Ce n'est pas en employant à tout propos — et hors de propos — la violence que le régime dominant tient en respect ses adversaires, mais en tenant tout prêt et menaçant son appareil de force et de violence. La véritable force n'a souvent qu'à se faire connaître pour vaincre. Et voilà pourquoi les socialistes, en parlant de la Révolution sociale, ajoutent pour la plupart : par des moyens violents *ou* pacifiques, légaux, ou disent : par *tous* les moyens. Nous n'avons aucun respect de la légalité bourgeoise, qui est *la violence légalisée* ou *réglementée*. *Mais nous respectons la vie humaine*. Tout homme de plus représente une valeur économique considérable que le socialisme n'a aucun intérêt à détruire. Enfin, nous sommes déterministes. Nous ne rendons pas responsables les malfaiteurs des méfaits du régime, produit des nécessités économiques et historiques. La vengeance est anti-socialiste. Ces raisons font, ainsi que le fait observer Jules Guesde, dans le passage déjà cité, que les socialistes préfèrent des solutions pacifiques. Mais ils ne sont pas dupes. Ils ont les yeux ouverts sur la réalité, et ils ne doivent pas tromper le peuple en lui faisant croire à une solution pacifique impossible — par la faute des classes dominantes.

Mais la conception historique et socialiste de la violence

nous fait un devoir *de ne pas prêcher la violence*, qui viendra à son temps, provoquée par nos adversaires, *qui en doivent porter toute la responsabilité*.

En étudiant de près les différentes révolutions, nous aurons l'occasion de constater que l'appel à la violence est toujours sorti des classes dominantes. Les préparations sinistres de la Cour de Versailles ont provoqué la violence de la prise de la Bastille. Le massacre devant le ministère des affaires étrangères a fait dresser les barricades de Février. L'attaque de nuit contre les canons de Montmartre a précédé la journée du 18 mars. Nous pourrions multiplier indéfiniment ces exemples.

VI. — La loi de la conscience croissante et de la violence décroissante des révolutions.

La révolution passe par des phases différentes, qui peuvent se réduire à trois grandes périodes :

1° La révolte instinctive des esclaves ;

2° La guerre des paysans ;

3° Les révolutions et les révoltes du prolétariat moderne.

On n'a qu'à envisager le caractère distinctif de chaque période pour arriver à cette conclusion : La violence aveugle diminue avec chaque période, tandis que l'élément conscience est en progression constante. Les révoltes des esclaves ont un caractère de violence, de cruauté inouïe. Les esclaves ne luttent pas pour leur émancipation. Ils se vengent en répondant par des atrocités aux atrocités que leurs maîtres leur ont fait subir. Aucun idéal social, aucun programme de régénération, aucune idée générale ne guident les esclaves dans leurs actes de vengeance contre les maîtres qui ont tout fait pour les provoquer. Les moyens des esclaves sont primitifs. Leurs ressources aussi. Leurs soulèvements ne sont pas des *révolutions*. Ce sont des émeutes condamnées d'avance. Ils

ont un caractère destructif, et ils finissent par la destruction impitoyable des révoltés sans laisser d'autres traces que celles du sang humain atrocement versé. C'est la lutte brutale, animale, et rien que cela.

Les guerres des paysans marquent un progrès considérable. C'est au nom de la justice, du droit de l'Évangile, que les paysans, plus ou moins conscients de leur rôle dans la société, se lèvent contre les vexations et l'exploitation des nobles. Des violences se commettent, mais leur intensité, leur nombre diminue en comparaison avec les guerres des esclaves. Ils trouvent des intelligences, des sympathies, même dans le camp de leurs adversaires. La guerre des paysans est moins brutale et plus consciente que celle des esclaves. Les rapports de production sont devenus plus compliqués, et avec eux tous les rapports sociaux.

Ce double phénomène — la diminution de la brutalité, de l'emploi de la violence et les progrès de la conscience — s'accentuent avec la troisième période, celle de la révolution prolétarienne. Le prolétariat, dans son élite, est conscient de son utilité sociale, de son rôle dans la production, de sa mission historique. Sa lutte donne naissance à une nouvelle science. Il a un but social élevé. Il lutte non pour se venger, comme les esclaves, non seulement pour son pain quotidien, comme les paysans, mais pour l'*émancipation de sa classe*, et plus, pour l'émancipation de la société, de l'humanité tout entière.

Il a un plan de combat, un programme de revendications. Une portion considérable des classes dominantes — des intellectuels, des savants, des penseurs, des théoriciens — adoptent plus ou moins sa cause devenue sacrée pour tout ami sincère du progrès humain.

Avant de se laisser acculer à l'emploi de la violence, il s'organise pacifiquement. Il crée de nouveaux organismes sociaux sous la forme de partis, de syndicats, de coopératives, de cercles d'étude et d'universités populaires. Il a à sa disposition toute une presse, toute une littérature. Il épouse

toutes les causes généreuses de la société. Après avoir conquis quelques libertés politiques dont ses adversaires profitent plus que lui, il cherche à les maintenir, à les défendre contre toute attaque de la réaction et à les élargir. Il devient la conscience et la science de la société, le gardien vigilant de sa liberté, de toutes les grandes conquêtes de la civilisation.

Même les éléments qui se considèrent comme les plus avancés — les syndicalistes révolutionnaires — ne rêvent pas de batailles sanglantes. Ils se contentent de prêcher la cessation générale du travail. La violence est employée dans les cas extrêmes, par les éléments les moins conscients. L'action terroriste *qui cherche à se justifier par des raisons politiques et morales*, ne jouit d'aucune faveur chez les masses organisées : elle est l'œuvre d'individus et de groupements plus ou moins isolés.

L'organisation et l'éducation par la propagande deviennent des armes de plus en plus puissantes aux mains de la classe ouvrière. Même lorsque celle-ci se soulève, comme en Russie, c'est pour conquérir la possibilité de la lutte normale et pacifique, pour acquérir de nouveaux moyens d'organisation, pour conquérir la liberté de propagande. Quel abîme entre la révolution prolétarienne et la révolte des esclaves ! *Et ce serait dégrader le prolétaire, l'abaisser jusqu'à l'état lamentable et désespéré de l'esclave antique que de lui dire : tu n'as que la violence pour te défendre !*

Non, le prolétariat a pour lui, en dehors de l'*ultima ratio* de la violence, en dehors de ce moyen extrême qu'il n'emploie, en tant que conscient, qu'à contre-cœur et forcé, le droit, *son* droit supérieur, le nombre, l'organisation, l'éducation, la nécessité historique, l'avenir certain.

Avec son rôle, sa conscience grandit. La brute recule. L'homme avance. C'est *la loi* de toutes les révolutions. Les formes de révolutions évoluent à leur tour. Comme chaque fois elles correspondent à un état économique et social supérieur, elles revêtent, avec le temps, un caractère supérieur qui

est marqué, nous le répétons, par la diminution de la violence et l'augmentation de la conscience. Il ne tient qu'aux classes dominantes de réduire l'élément violent et sanglant au néant. Mais comme les classes dominantes défendent un intérêt inférieur, un intérêt égoïste de classe, il est peu d'espoir que la solution finale soit pacifique. Le capitalisme se prépare à une lutte terrible. Là est le secret de son militarisme, de son impérialisme persistant — en dehors des raisons économiques connues — et du culte de la violence prêché par ses philosophes, comme le malheureux Frédéric Nietsche. Quelle doit être la tactique du prolétariat en face de cette glorification systématique de la violence. Il y a des philosophes sociaux, comme M. Georges Sorel, esprit d'ailleurs très curieux, qui adoptent le point de vue des classes dominantes et se font à leur tour des entraîneurs du prolétariat à la violence, prêchent le culte de la violence, comme régénératrice d'énergie, comme source féconde d'un renouveau de vitalité. C'est une erreur presque grossière, et c'est un véritable crime contre le prolétariat. Nous ne deviendrons maîtres de la violence bourgeoise qu'en rendant la violence haïssable, méprisable, en dévoilant son caractère anti-social et réactionnaire. Car il n'y a que la réaction qui ne peut triompher que par la violence, tandis que le progrès peut et doit s'imposer par son utilité sociale. Nous ne deviendrons maîtres de la violence organisée de nos adversaires qu'en la désarmant, en *refusant* de l'employer contre nous-mêmes, ainsi que les choses se sont passées dans presque toutes les révolutions victorieuses.

Et voilà pourquoi Frédéric Engels, révolutionnaire de conceptions et de tempérament, a, dans son testament politique (voir la préface aux *Luttes de Classes en France*) exalté la marche pacifique et grandiose du prolétariat moderne, *tout en affirmant l'éventualité violente finale.*

Nous ne sommes pas maîtres de nos adversaires, qui poussent aux solutions violentes. Mais nous ne nous laisserons

pas provoquer avant l'heure. Nous ne tomberons pas dans les pièges que l'on nous tend et que l'on nous tendra de plus en plus. La révolution sociale est une guerre comme les autres, où le mieux organisé, le mieux armé, le plus nombreux remporte la victoire. La justesse de la cause seule ne suffit pas. Le bon vouloir révolutionnaire non plus. Tant que le capitalisme aura à sa disposition — avec l'armement moderne d'une force de destruction sans précédent — les fils et les pères de ceux qu'il exploite et dont il peut faire, au moment voulu, des parricides et des fratricides, nous ne pouvons rien. Mais ces armes formidables deviennent un danger mortel pour les classes dominantes, dès que les mains qui les dirigent sont celles d'hommes conscients, se refusant à une besogne fratricide.

Donc, lutte implacable contre la violence capitaliste ; organisation et éducation du prolétariat aboutissant, par la force des choses, au désarmement général des classes dominantes.

En agissant ainsi, nous agissons dans la direction que nous dicte la marche générale des révolutions, dont nous venons de formuler la loi inéluctable ; nous travaillons à la *diminution de la violence et à l'augmentation de la conscience.*

DEUXIÈME PARTIE

LES RÉVOLTES INCONSCIENTES

CHAPITRE PREMIER

LES LUTTES SOCIALES A ROME

I. — Crises sociales.

En étudiant l'évolution économique de l'empire romain, on croit trouver un fait analogue à l'évolution économique moderne : la croissante concentration de la grande propriété. Pöhlmann cite, dans son *Histoire du socialisme et du communisme antique*, la « Complainte du pauvre contre le riche » qui peint en couleurs vives l'absorption graduelle de la petite propriété par la grande. Mais il existe, ainsi que le démontre Karl Kautsky, dans ses *Origines du Christianisme* (1908), une différence fondamentale entre l'évolution économique de Rome et celle de nos jours : entre le capitalisme agraire et le capitalisme industriel. Celui-ci opère par la concurrence du « travail libre » et en développant les forces productives. Le capitalisme agraire s'appuie sur la guerre, l'esclavage et l'usure. La guerre fut un moyen de se procurer une force de travail à un prix dérisoire.

Depuis bien longtemps, dit Mommsen, l'économie romaine reposait sur deux éléments, toujours rapprochés et toujours opposés : la culture du petit fermier et l'argent du capitalisme. L'argent, étroitement allié avec *la grande propriété*, avait livré depuis des siècles *aux fermiers* une guerre qui semblait ne pouvoir se terminer que par leur destruction et, par suite, de toute la république, mais qui fut arrêtée sans résultat définitif, par suite de guerres heureuses et de distributions nombreuses et intelligentes de terres, qui en furent la suite. Dans *le même temps qui renouvela la distinction entre les patriciens et les plébéiens*, sous des noms différents, l'accumulation

disproportionnée du capital préparait une seconde attaque contre le système du fermage.

Il est vrai que la méthode fut différente. Autrefois, le petit fermier avait été ruiné par les avances d'argent qui le réduisaient en pratique au rôle d'intendant de son créancier : maintenant, il était écrasé par la concurrence du blé étranger et de celui qui était produit par les esclaves. Le « capital », en déclarant la guerre à l'argent, comme il l'avait naturellement toujours fait sous la forme légale, ne le faisait plus de cette manière maladroite qui consistait à changer pour une dette l'homme libre en esclave, mais, au contraire, il trafiquait régulièrement sur les esclaves ; l'ancien usurier de la capitale apparut sous une forme appropriée au temps, comme propriétaire de cultures industrielles. Mais le résultat final fut le même dans les deux cas : la dépréciation des fermes italiques ; le remplacement du petit fermage dans une partie des provinces, puis, en Italie, par le grand fermage : la tendance croissante à consacrer ces grandes propriétés en Italie à l'élevage des bestiaux, à la culture de la vigne et de l'olivier ; puis, le remplacement des travailleurs libres, dans les provinces comme dans l'Italie, par des esclaves. De même que la noblesse était plus dangereuse que le patriciat, parce qu'elle ne pouvait pas être supprimée par un changement de constitution, cette nouvelle puissance du « capital » était plus dangereuse que celle du quatrième et du cinquième siècles, parce qu'on ne pouvait lui opposer d'obstacle en changeant la loi du pays.

II. — L'esclavage et ses conséquences.

Avant de raconter l'histoire des conflits entre le « capital » (1) et le travail à Rome, il est nécessaire, écrit Momm-

(1) Marx note dans le premier volume du *Capital*, p. 135, l'abus que Mommsen fait de ce mot. Il s'agit en effet de la lutte contre la grande propriété foncière et l'usure.

sen, de donner quelques détails sur la nature et l'étendue du système de l'esclavage. Nous n'avons pas à nous occuper de l'ancien esclavage rural, sous lequel le fermier ou bien cultivait les champs avec son esclave, ou, s'il possédait plus de terre qu'il n'en pouvait cultiver, plaçait l'esclave sur une terre particulière, soit comme intendant, soit en quelque sorte comme métayer, obligé de rendre une portion des produits; de pareilles relations ont existé de tous les temps : dans les environs de Conum, par exemple, elles étaient encore la règle du temps de l'empire; mais c'étaient des traités exceptionnels dans des districts privilégiés et dans des propriétés administrées humainement.

Ce dont nous voulons parler, c'est du système de l'esclavage sur une grande échelle, qui naissait, dans l'état romain, comme autrefois à Carthage, de la domination du capital.

Tandis que les captifs pris à la guerre et la transmission héréditaire de l'esclavage suffisaient à alimenter le marché aux esclaves dans les premiers temps, le système de l'esclavage était, comme en Amérique, basé sur la chasse régulière à l'homme; car, comme les esclaves étaient traités sans ménagement relativement à leur vie et à leur propagation, la population esclave diminuait continuellement, et les guerres mêmes qui en fournissaient constamment des multitudes au marché ne suffisaient pas à couvrir le déficit. Aucun pays où cette espèce de gibier pouvait être chassée n'était oublié; même en Italie, ce n'était pas une chose complètement inconnue que *de voir un pauvre homme libre placé par celui qui l'employait au nombre de ses esclaves*. Mais la terre à esclaves de cette époque était l'Asie occidentale, où chasseurs et marchands d'esclaves ravageaient les côtes de Syrie et les îles grecques, et où, avec une véritable émulation, les fermiers des environs de Rome faisaient des chasses aux esclaves dans les États clients et s'appropriaient les captifs.

Cette opération se faisait sur une si grande échelle que, vers 650, le roi de Bithynie se déclara incapable de fournir le

contingent exigible, parce que toute la population en état de porter les armes avait été arrachée de son royaume par les fermiers du revenu. Au grand marché d'esclaves de Délos, où les marchands d'esclaves d'Asie-Mineure vendaient leur marchandise aux spéculateurs d'Italie, on débarqua, dit-on, dix mille esclaves un matin, et ils étaient tous vendus avant le soir, ce qui prouve combien était énorme le nombre des esclaves livrés, et combien, néanmoins, la demande excédait encore l'offre. Il n'y avait là rien d'étonnant. Déjà, au VIe siècle, l'économie romaine était basée, comme toutes les relations de l'antiquité en général, sur l'emploi des esclaves.

Quelque direction que prit la spéculation, l'instrument dont elle se servait était invariablement réduit, aux yeux de la loi, à l'état de brute. Les industries étaient pratiquées, la plupart du temps, par des esclaves, de sorte que les revenus appartenaient au maître. La collection des revenus publics dans les branches inférieures était régulièrement confiée à des esclaves des associations qui les louaient. Le travail servile était appliqué à l'exploitation des mines, à la confection de la poix, et à d'autres travaux de même sorte. On s'habitua à envoyer des troupeaux d'esclaves aux mines d'Espagne, dont les directeurs les recevaient avec plaisir et les tenaient à haut prix.

L'élevage des bestiaux se faisait partout au moyen d'esclaves. Le pâturage de l'Italie devint bientôt dans les provinces un objet favori de la spéculation romaine. La Dalmatie, par exemple, était à peine acquise 599 (155), que les capitalistes romains s'occupèrent d'y élever des bestiaux sur une grande échelle à la façon d'Italie. Mais quelque chose de bien pire encore, c'était le système de la plantation proprement dite, — la culture des champs par une troupe d'esclaves, souvent enchaînés qui, avec des carcans aux jambes, se livraient aux travaux des champs sous l'œil de surveillants pendant le jour, et étaient enfermés ensemble pendant la nuit dans la prison commune, quelquefois souterraine, des ouvriers. Ce système

de plantation était venu d'Orient à Carthage, et paraît avoir été apporté par des Carthaginois en Sicile, où, sans doute pour cette raison, il apparaît plus fréquemment et plus complètement qu'en aucune autre partie des possessions romaines. Nous trouvons le territoire des Léontins, qui contenait environ 30,000 « jugera » de terre arable, et qui, étant taxé comme territoire romain par les censeurs, fut, quelques *decennia* plus tard, partagé entre 84 métayers au plus, qui obtenaient ainsi en moyenne 300 jugera, et parmi lesquels se trouvèrent, avec quelques Léontins, un grand nombre d'étrangers et, pour la plupart, des spéculateurs romains. On voit par là avec quelle ardeur les spéculateurs romains marchèrent sur les traces de leurs devanciers, et quelles affaires considérables les entrepreneurs indigènes et étrangers avaient faites avec le bétail romain; ils couvrirent cette île fertile de pâturages et de plantations. L'Italie resta cependant encore, à cette époque, exempte de cette forme la plus odieuse de l'esclavage. Quoiqu'en Étrurie, où le système des plantations semble s'être établi d'abord, et où il existait sur une grande échelle, au moins 40 ans auparavant, il ne manquât pas vraisemblablement d'*ergastula*, cependant l'agriculture italique était encore pratiquée par des hommes ou au moins par des esclaves non enchaînés; tandis que les grands travaux étaient souvent donnés à des entrepreneurs. La différence entre l'esclavage sicilien et italique se voit par ce fait que les esclaves de la côte de Mamerta, qui vivaient à la manière italique, furent les seuls esclaves qui ne prirent pas part à la révolte servile de 135-132 avant J.-C.

III. — Tiberius Gracchus.

Pendant que Scipion, qui avait sauvé deux fois l'armée romaine de sa désorganisation pour la mener à la victoire, se laissait aller au découragement, un jeune homme sans

titres eut la hardiesse de se présenter comme le sauveur de l'Italie. Il s'appelait Tiberius-Sempronius Gracchus (591-621) (163-133). Son père qui portait le même nom que lui (consul en 577-591 (177-163) et censeur en 585 (169), était le véritable modèle de l'aristocratie romaine. La magnificence brillante de ses jeux édiliciens, obtenus non sans opposition des communautés dépendantes, lui avait attiré la sévère et juste censure du Sénat ; son intervention dans le misérable procès intenté aux Scipions, qui lui étaient personnellement hostiles, prouva son esprit chevaleresque, et peut-être aussi sa considération pour l'ordre auquel il appartenait ; son action énergique contre les affranchis, dans la centurie, montra ses dispositions conservatrices. Comme gouverneur de la province de l'Ebre, par sa bravoure et surtout par son intégrité, il rendit à son pays un service durable et en même temps il éleva pour lui, dans le cœur des Espagnols, un monument durable de reconnaissance et d'affection.

Sa mère Cornélia, était la fille du vainqueur de Zama qui, simplement pour cette généreuse intervention, avait choisi son ancien antagoniste comme beau-fils ; elle était elle-même une femme très instruite et distinguée qui, après la mort de son époux beaucoup plus âgé qu'elle, avait refusé sa main au roi d'Egypte, et élevé ses trois enfants dans le souvenir de son mari et de leur père.

Tiberius, l'aîné des deux fils, était d'un caractère bon et moral, d'un esprit doux et tranquille, et en apparence propre à tout autre chose qu'au rôle d'agitateur des masses. Dans toutes ses relations et dans toutes ses idées, il appartenait à la coterie des Scipions, à laquelle il avait emprunté, ainsi que son frère et sa sœur, une culture hellénique profonde et raffinée. Scipion Emilien était en même temps son cousin et le mari de sa sœur ; sous ses ordres, Tiberius avait, à l'âge de 18 ans, pris part à l'assaut de Carthage, et avait par sa valeur conquis l'estime du grave général et des distinctions militaires.

Exécution sommaire de Millière sur les marches du Panthéon (26 mai 1871)

Il mourut courageusement en criant : Vive le Peuple ! Vive l'Humanité ! (D'après le *Monde Illustré*)

Il était naturel que l'habile jeune homme adoptât et développât, avec toute l'animation et l'entêtement dignes de sa jeunesse, les vues prédominantes de ce cercle sur la décadence de la nation et surtout ses idées sur le soulagement des fermiers d'Italie. Ce n'était pas aux jeunes gens seulement que le désistement de Lælius dans ses projets de réforme semblait une imprudence et une faiblesse. Appius Claudius, ancien consul 611 (143) et censeur 618 (130), un des hommes les plus distingués du Sénat, leur reprochait avec toute la véhémence, qui continuait d'être héréditaire dans la gens Claudia, d'avoir si vite abandonné le projet de distribution des terres du domaine; il y mettait d'autant plus d'amertume, à ce qu'il semble, qu'il avait été en conflit personnel avec Scipion Émilien, dans sa candidature pour la censure. Des vues semblables furent exprimées par Publius-Crassus Mucianus qui, comme homme et comme jurisconsulte, était fort estimé dans le Sénat et le peuple, et était souverain pontife.

De même, son frère Publius-Mucius Scævola, le fondateur de la jurisprudence savante de Rome, dont la voix avait d'autant plus de poids qu'il restait en dehors des partis, ne paraissait pas hostile au plan de réforme. Ainsi pensait également Quintus Metellus, le vainqueur de la Macédoine et des Achéens, homme plus respecté pour ses hauts faits militaires que parce qu'il était un type des anciennes mœurs dans sa vie privée comme dans sa vie publique. Tiberius Gracchus était en rapport avec ces hommes, surtout avec Claudius dont il avait épousé la sœur, et Mucianus, dont la fille était devenue la femme de son frère; il ne fallait pas s'étonner si la pensée s'agitait en lui de reprendre le plan de réforme, aussitôt qu'il se trouverait dans une situation qui lui permettrait de prendre constitutionnellement l'initiative. Des motifs personnels pouvaient l'y encourager. Le traité de paix que Mancinus signa en 617 (137) avec les Numantins, était principalement l'œuvre de Gracchus; le Sénat l'avait cassé, avait livré le général à l'ennemi, et Gracchus n'avait

échappe au sort que les autres officiers supérieurs que par la grande faveur dont il jouissait auprès des citoyens ; ces motifs devaient mettre le jeune, honnête et orgueilleux homme de mauvaise humeur contre l'aristocratie dominante. Les rhéteurs helléniques, avec lesquels il aimait à philosopher et à politiquer, le Mytilénien Diophane, le Cyrénéen Gaius Blossius, nourrissaient dans son âme l'idéal qu'il chérissait ; mais ses vues étaient connues dans un cercle plus étendu, et il ne manquait pas de voix pour l'approuver, et plus d'un placard public appelait le petit-fils de l'Africain à penser au pauvre peuple et à la délivrance de l'Italie.

IV. — Gracchus tribun.

Le 10 décembre 620 (134), Gracchus fut investi du tribunat du peuple. Les conséquences terribles du mauvais système de gouvernement, la décadence politique, militaire, économique et morale des citoyens se montraient alors ouvertement à tous les yeux. Des deux consuls de l'année, l'un combattait sans succès en Sicile contre les esclaves révoltés, et l'autre, Scipion Émilien, employa des mois non à vaincre, mais à écraser une petite ville espagnole. Si Gracchus avait encore besoin d'un motif spécial pour mettre sa résolution à exécution, il le trouva dans un état de choses qui remplissait l'âme de tout patriote d'une incroyable anxiété. Son beau-père lui promit son aide par le conseil et par l'action ; il pouvait compter sur l'appui du juriste Scœvola qui venait d'être élu consul pour l'année 621 (133). Aussi Gracchus, dès qu'il entra en charge, proposa la présentation d'une loi agraire qui, sous certains rapports, n'était autre chose que le renouvellement de la loi Licinio-Sextienne de 387. Par cette loi, les terres domaniales, qui étaient occupées sans redevance par les possesseurs qui en jouissaient (celles qui étaient louées à bail, telles que le territoire de Capoue, étaient en dehors

de la loi) devaient être reprises pour le compte de l'Etat; mais, avec la restriction que chaque occupant se réserverait 500 jugera, et pour chaque fils 250 (jusqu'à concurrence de 1.000 jugera en tout), en possession permanente et garantie, et aurait droit de demander une compensation en terres jusqu'à cette mesure.

On accordait, à ce qu'il semble, une indemnité pour toutes les améliorations exécutées par les anciens possesseurs, telles que constructions et plantations. La terre domaniale ainsi reprise devait être attribuée en partie aux citoyens, en partie aux alliés italiens, non comme propriété libre, mais comme terrain inaliénable et héréditaire, dont les concessionnaires s'engageaient à exploiter les terres pour l'agriculture et à payer une rente modérée à l'Etat. Un collège de trois hommes, qui étaient considérés comme des magistrats permanents de l'Etat, et qui étaient élus annuellement par l'assemblée du peuple, avait pour mission la confiscation et la distribution; à ces fonctions se joignit bientôt celle plus importante et plus difficile de décider, par voie légale, ce qui était domaine public et propriété particulière. La distribution devait être continue et comprendre tous ceux qui en auraient besoin, et nous devons, par suite, présumer que, lorsque les domaines d'Italie qui étaient très étendus et difficiles à administrer auraient été distribués, on avait en vue d'autres mesures telles que, par exemple, le paiement à des commissaires de partage d'une somme fixe du trésor public, pour acheter des terres en Italie et les distribuer. Les nouvelles dispositions de la loi Sempronia, comparée avec la loi Licinio-Sextienne, étaient, d'abord, la clause en faveur des possesseurs héréditaires; secondement, la location et la possession inaliénable proposée pour les nouveaux lots; troisièmement et particulièrement, la Commission exécutive permanente dont l'absence dans l'ancienne loi avait été la principale raison qui l'avait rendue sans application pratique.

V. — Contre la grande propriété.

On déclarait ainsi la guerre aux grands propriétaires qui, alors, comme trois cents ans auparavant, trouvèrent des organes dans le Sénat, et une fois encore, après un long intervalle, un magistrat isolé se trouva en opposition violente avec le gouvernement aristocratique. Le Sénat prit le moyen usité et raisonnable en pareil cas, celui de paralyser les démarches des magistrats l'un par l'autre. Un collègue de Gracchus, Marcus Octavius, homme résolu et sérieusement persuadé du caractère pernicieux de la loi domaniale proposée, interposa son veto, au moment où elle était mise aux voix : par là, constitutionnellement, la proposition était rejetée. Gracchus, à son tour, suspendit les affaires d'État et l'administration de la justice et plaça son sceau sur la caisse publique. Le gouvernement n'y fit pas objection : cette mesure était gênante, mais l'année allait finir. Gracchus, fort perplexe, mit une seconde fois sa proposition aux voix. Octavius renouvela naturellement son opposition, et, à la prière suppliante de son collègue qui avait été jusque-là son ami et qui lui demandait de ne pas mettre obstacle au salut de l'Italie, il pouvait répondre que, sur cette question même le moyen de sauver l'Italie, les opinions différaient. Le Sénat voulut encore essayer d'ouvrir à Gracchus une retraite honorable : deux consulaires lui proposèrent de discuter la matière plus au long dans le Sénat, et le tribun saisit avec empressement cette ouverture. Il chercha à organiser le plan comme si c'était le Sénat qui distribuait la terre publique ; mais cela n'était nullement impliqué par la proposition, et le Sénat n'était nullement disposé à céder ; les discussions se terminèrent sans résultat. Les moyens constitutionnels étaient épuisés. Autrefois, dans de pareilles circonstances, certains hommes avaient consenti à laisser sommeiller pour un temps leurs projets, et à les reprendre successivement chaque année,

jusqu'à ce que les circonstances se montrassent plus favorables. Maintenant, on y allait plus vigoureusement. Gracchus semblait arrivé au point où il lui fallait ou bien renoncer complètement à son plan, ou commencer une révolution : il choisit ce dernier parti ; lorsqu'il parut devant les citoyens, il déclara qu'il fallait qu'Octavius ou lui se retirassent du collège des tribuns, et il essaya de persuader à Octavius de faire décider, par un vote des citoyens, lequel des deux le peuple voulait destituer. Une déposition était, selon le droit constitutionnel des Romains, une impossibilité. Octavius refusa naturellement de violer la loi en se déshonorant. Alors, Gracchus rompit toute relation avec son collègue et se présenta devant la multitude rassemblée en lui demandant si un tribun qui s'opposait à la volonté du peuple ne devait pas être destitué de sa charge. L'assemblée du peuple, habituée à accéder à toutes les propositions qui lui étaient présentées, et composée en majeure partie du prolétariat agricole qui avait émigré de la campagne, et qui était personnellement intéressé au vote de la loi, donna une réponse presque unanimement favorable. Marcus Octavius fut, sur l'ordre de Gracchus, enlevé par les licteurs de la tribune, et alors, au milieu de la joie universelle, *la loi agraire fut votée*, et on nomma la Commission de partage. Les votes tombèrent sur l'auteur de la loi, sur son frère Caïus qui n'avait que vingt ans, et sur son beau-frère, Appius Claudius. Un semblable choix de famille augmenta l'indignation de l'aristocratie. Quand la Commission s'adressa, selon la coutume, au Sénat pour obtenir l'argent nécessaire à son installation et au paiement de ses appointements, les frais d'installation furent refusés, et on leur alloua 24 as (1 fr. 25) par jour. La division augmentant chaque jour et devenant plus haineuse et plus personnelle, la tâche difficile et embrouillée de circonscrire, de confisquer et de distribuer les domaines créait des ferments de haine dans toutes les communautés et même dans les villes italiques alliées. (Mommsen)

VI. — Caractère de la constitution de Caïus Gracchus.

.....En fait, si Caïus Gracchus, comme ses paroles et surtout ses actes le prouvaient, visait au renversement du gouvernement du Sénat, quelle organisation pouvait être possible, après le renversement du gouvernement aristocratique, dans une république qui avait déposé les Assemblées collectives et ne reconnaissait pas le parlementarisme ?

Caïus Gracchus était un homme d'État, et quoique nous ne connaissions pas la forme que ce grand homme voulait donner à son avenir, il savait sans doute ce qu'il faisait. Mais, tandis qu'il est difficile, dit Mommsen, de ne pas croire à son intention d'usurper le pouvoir monarchique, ceux qui regardent de près l'ensemble des circonstances lui en feront difficilement un crime. Une monarchie absolue est un grand malheur pour une nation, mais c'est un moins grand malheur qu'une oligarchie absolue ; et l'histoire ne peut condamner un homme qui donne à une nation une moindre souffrance pour une pire, surtout lorsque cet homme a une nature aussi sérieuse et éloignée du vulgaire que celle de Caïus Gracchus.

On ne doit pas néanmoins oublier que toute sa législation est pénétrée de la façon la plus pernicieuse de tendances contraires, en sorte que, d'une part, elle visait au bien public, et de l'autre elle servait les vues personnelles et, en fait, les vues de vengeance de son auteur. Gracchus essaya sérieusement de trouver un remède aux maux sociaux et d'arrêter l'extension du paupérisme ; cependant, il suscita en même temps un prolétariat de la rue par des distributions de blé, qui devaient être et devinrent en fait une prime à la populace paresseuse et affamée de la ville. Gracchus censura dans

les termes les plus amers la vénalité du Sénat, et traita en particulier avec une sévérité implacable et juste le traité scandaleux que Manius Aquilius avait fait avec les provinces d'Asie-Mineure; cependant ce fut par les efforts du même homme que la populace souveraine de la capitale fut nourrie au retour de son office gouvernemental par l'ensemble des sujets. Gracchus désapprouvait ouvertement la spoliation honteuse des provinces, et non seulement il dirigea des poursuites salutaires dans des cas particuliers, mais il fit abolir les cours sénatoriales manifestement insuffisantes contre lesquelles Scipion Emilien lui-même avait usé toute son influence, pour faire punir les criminels.

Cependant, dans le même temps, en instituant des cours composées de marchands, il livra les provinciaux pieds et poings liés au parti des intérêts matériels, et par suite à un despotisme encore moins scrupuleux que celui de l'aristocratie; il introduisit en Asie une taxation, en comparaison de laquelle le mode de taxation établi sur le modèle carthaginois en Sicile pouvait passer pour doux et humain. Ce furent deux mesures auxquelles il fut amené par le besoin qu'il avait du parti des gens d'argent, et d'autre part, par la nécessité d'entretenir les distributions de grains et les autres fardeaux qu'il avait imposés aux finances de l'Etat. Gracchus désirait sans doute une administration ferme comme le prouvent de nombreuses ordonnances fort judicieuses; cependant, son nouveau système de gouvernement reposa sur un cercle toujours croissant d'usurpations qui ne furent légalisées que pour la forme; il mit en plein désordre le système judiciaire que tout Etat bien ordonné aurait essayé de placer, sinon au-dessus, du moins à l'écart des partis.

Certainement le blâme de ces tendances opposées dans Caius Gracchus tombe en grande partie plus sur la situation que sur l'homme. Sur les confins de la tyrannie, il rencontra le fatal dilemme moral et politique, par lequel un homme a à se maintenir, pourrions-nous dire, comme un capitaine de

brigands, et d'autre part, à gouverner l'État comme son premier citoyen, dilemme auquel Périclès, César et Napoléon ont eu aussi à faire de dangereux sacrifices. Mais la conduite de Caïus Gracchus ne s'explique pas tout entière par cette nécessité; avec ce sentiment brûlait dans son âme une passion violente, ce désir de la vengeance qui, prévoyant sa propre destruction, se hâte de mettre le feu à la maison de son ennemi. Il a exprimé lui même ce qu'il pensait de l'institution des jurés et de semblables mesures destinées à diviser l'aristocratie; il les appelait des glaives, jetés par lui sur le forum, pour que les citoyens, c'est-à-dire les nobles, s'en servissent les uns contre les autres. C'était une mauvaise politique; non seulement la révolution de cent ans qui date de lui, si elle est l'œuvre d'un seul homme, est l'œuvre de Caïus Gracchus, mais il a été le véritable fondateur de ce terrible prolétariat civique, flatté et payé par les classes supérieures, qui, par son agrégation dans la capitale, conséquence nécessaire des distributions de blé, fut à la fois complètement démoralisé et enlevé au sentiment de sa puissance et qui, avec des prétentions quelquefois stupides, quelquefois lâches, et ses grands mots de souveraineté du peuple, pesa comme une montagne sur la république romaine pendant cinq cents ans, et ne périt qu'avec elle. (Id.)

On connait la fin tragique des deux Gracques qui avaient déclaré la guerre à l'aristocratie et à la grande propriété. Ils furent lâchement assassinés, le premier en 133 av. J.-Ch., et l'autre en 121.

VII. — Insurrection d'esclaves en Italie.

En Italie, 133 avant J.-Ch., des scènes de désordre, conséquences immédiates de la guerre d'Hannibal, semblèrent se renouveler; les Romains furent à la fois obligés de saisir et d'exécuter dans la capitale 150 esclaves, à Minturnes 450,

à Sinuessa jusqu'à 4,000. L'état des provinces était encore plus mauvais. Au grand marché de Délos et dans les mines d'argent de l'Attique, les esclaves révoltés durent, vers la même époque, être réduits par la force des armes. La guerre contre Caristonicos et ses « habitants du soleil » dans l'Asie-Mineure, était en somme une guerre des propriétaires contre les esclaves révoltés. Mais une chose pire encore, c'était la condition de la Sicile, la terre privilégiée des plantations.

VIII. — Le caractère général de la révolte d'esclaves.

Elle est terrible, mais elle est aveugle, privée d'une idée directrice, d'un idéal. L'esclave ne cherche pas à émanciper ses pareils, mais à se venger. C'est la réaction physique d'une bête traquée dont la souffrance est devenue intolérable.

Dans son ensemble, écrit Ch. Letourneau, dans *l'Évolution de l'Esclavage*, la situation faite à l'esclave par la Rome impériale fut atroce. Elle ne pouvait manquer d'avilir le caractère de cette immense population servile. Il est donc à croire que les auteurs comiques latins n'exagérent pas trop, alors que, mettant les esclaves sur la scène, ils nous les montrent rampants, vicieux, gloutons, pleins d'astuce, enclins au vol, parjures, menteurs, insensibles au mépris et aux coups.

Ce qui est plus curieux et prouve combien le sens moral dépend étroitement des conditions générales de l'existence, c'est que les esclaves, tout en subissant l'esclavage le plus dur, n'avaient même pas l'idée qu'il fût possible d'abolir l'institution. Les révoltes serviles ne manquèrent pas à Rome; certaines d'entre elles furent terribles; mais le but des insurgés était ordinairement non de conquérir simplement la liberté, mais bien de devenir maîtres à leur tour et d'asservir leurs anciens maîtres. Durant la seconde des grandes guerres serviles, que la dureté, la rapacité sans bornes des maîtres siciliens avait dû dans leur île, le chef de la révolte, Athé-

nion, n'eut pas plus qu'Ennoïs, chef de la première, l'idée d'abolir l'esclavage. L'un et l'autre pillèrent les villes, les villages, les châteaux, puis se parèrent ridiculement des insignes royaux. Le pâtre Athénion se coiffa d'un diadème, revêtit une robe de pourpre et, tenant à la main une canne d'argent en guise de sceptre, il marchait en triomphateur. Le premier soin d'Ennoïs avait été de se faire proclamer roi. Puis ses compagnons de révolte s'étaient réunis en Assemblée publique et avaient condamné à mort tous les hommes libres, sauf les armuriers qui durent travailler, mais enchaînés, à fabriquer des armes pour leurs maîtres improvisés. — Pendant la seconde des guerres serviles siciliennes, Salvius, émule et compagnon d'Athénion, se fit aussi couronner roi sous le nom de Tryphon. Puis, ayant pris une ville, Triocale, il s'installa dans un palais et institua un Conseil qui l'assistait dans ses audiences. Quand il paraissait en public, c'était précédé de licteurs, avec la robe prétexte bordée de pourpre, la laticlave et les emblèmes de la royauté.

C'est que, pour les anciens, l'esclavage était la base même des sociétés. — Toujours il y avait eu des esclaves, toujours il y en aurait. Que l'institution pût disparaître jamais, c'était une idée qui ne venait à personne ; on supportait l'esclavage au besoin, sans même rêver de l'abolir ; on y tombait avec une étrange résignation. C'était un malheur comme un autre. Quand les esclaves essayaient de secouer leur joug, c'était seulement dans l'espoir de le rejeter sur d'autres épaules. Ils étaient las de souffrir, mais dans leur cœur, il n'y avait pas plus d'humanité que dans celui de leurs maîtres. La plupart des esclaves, en réalité, ne songeaient point à la révolte. Ils s'arrangeaient le moins mal possible dans la dure condition que le sort leur avait faite, en s'ingéniant à l'adoucir de leur mieux par les procédés auxquels ont ordinairement recours les faibles opprimés : la ruse, la duplicité, la bassesse. Beaucoup en arrivaient à ne plus même désirer la liberté. Dans sa lutte contre Sylla, Marius, ayant besoin de soldats, essaya

vainement de soulever les esclaves en leur promettant la liberté : il ne fit ainsi que trois recrues. C'est que, pour qui n'a pas le caractère exceptionnellement trempé, l'esclavage du corps finit par éteindre sur l'esprit. Comme il arrive aux animaux domestiques, l'esclave perd le goût même de la liberté ; moyennant une certaine somme de travail qu'il trouve le moyen de réduire au minimum, il est assuré du vivre et du couvert, jamais le souci du lendemain ne l'inquiète et il peut dire, comme l'esclave de l'une des comédies de Plaute : « Si j'étais libre, je vivrais à mes risques, maintenant je vis aux tiens ». Bien plus, un certain nombre d'esclaves non seulement se résignaient comme les autres à la servitude, mais finissaient par avoir le culte du maître et au besoin se sacrifiaient pour lui. Durant les guerres civiles et les atroces proscriptions de Rome, nombre d'esclaves se dévouèrent pour leurs maîtres plus volontiers même et plus souvent que les enfants pour leurs pères. La chose se peut encore comprendre, quand il s'agissait de maîtres paternels, ayant, en fait, supprimé dans leur famille tous les côtés odieux de l'esclavage ; mais il arriva même à des maîtres durs de bénéficier, dans les mauvais jours, du dévouement de leurs esclaves ; tel, par exemple, ce Restion, dont parle Appien, qui fut sauvé par un esclave auquel il avait fait jadis imprimer des stigmates sur le front. — L'histoire vaut la peine d'être racontée. C'était pendant les proscriptions du second triumvirat ; Restion, traqué, dut se réfugier dans une grotte, où l'alla rejoindre et servir l'esclave qu'il avait autrefois si sévèrement puni. Puis, comme la retraite de Restion allait être découverte, l'esclave, pour dérouter les sicaires, se jeta sur un passant, le premier venu, le tua et alla porter son cadavre à ceux qui poursuivaient son maître, déclarant qu'il s'était vengé de ce maître féroce et il montrait en témoignage de sa sincérité les stigmates imprimés sur son front.

CHAPITRE II

LA GUERRE DES PAYSANS

I. — L'Oppression féodale.

L'oppression féodale qui se basait sur la ruine de l'indépendance paysanne et de la propriété communale provoquait un peu partout de terribles révoltes paysannes, surtout en Angleterre, en France (« Les Jacqueries ») et en Allemagne.

Mais c'est dans ce dernier pays que le soulèvement paysan prend un caractère particulièrement inquiétant pour l'ordre existant. Il y revêt, pendant la Réforme luthérienne, une forme religieuse, qui le fait considérer, par le grand historien catholique Janssen, comme un chapitre des guerres de religion. C'est une erreur. Même les historiens bourgeois, comme Ranke, Zimmermann et Lamprecht, sont obligés d'en reconnaître le caractère éminemment social et économique. La religion n'était qu'un prétexte, l'Evangile une arme de plus aux mains des paysans opprimés.

Depuis le IXe siècle, la grande propriété s'empare peu à peu de la terre paysanne en détruisant les formes primitives de la possession familiale. L'Eglise protège d'abord le paysan, mais, à la fin du moyen âge, elle l'opprime au même titre que le faisait la noblesse. Le régime capitaliste naissant, en vidant les campagnes des éléments les plus actifs, aggrave la situation des paysans, écrasés par toutes sortes de redevances et par l'impôt. L'importation de l'or du Pérou et du Mexique, dont les mines viennent d'être découvertes, contribue à renchérir la vie. L'Etat grandissant a besoin d'argent pour ses armées. Et il plonge sa main dans la poche du paysan. La noblesse et l'Eglise en prennent pour leur vie de luxe et

de débauche. Les paysans corvéables et taillables à merci finirent par perdre patience. Ils se soulevèrent.

L'agitation religieuse et mystique demandant le retour à l'Evangile favorisa le mouvement. Les réformateurs religieux prêchèrent les idées d'Egalité. La révolte commença quelques années après la Réforme (1517), au Sud du Schwartzwald. Les paysans, sous la direction de Hans Muller, cherchèrent à entrer en rapports avec les prolétaires des villes. Le programme économique des paysans contenait *douze* articles. A côté des revendications de moindre importance (l'abaissement du taux de l'intérêt, des redevances et la réforme de la justice), les paysans révoltés réclamèrent l'établissement de la propriété commune. (Markgenossenschaft.) Cette revendication contraire à l'évolution capitaliste a fait dire à Ferdinand Lassalle que la Révolte des paysans avait un caractère réactionnaire, parce qu'elle signifiait le retour au passé. Les paysans demandèrent le retour des bois, des pâturages et des terres arables à la commune.

Le servage doit être aboli, car, disaient les paysans, Jésus-Christ avait délivré tous les hommes par son sang. Au point de vue religieux, les paysans demandèrent l'élection des prêtres et l'obligation pour ces derniers de prêcher le vrai Evangile. Des excès furent commis (1525). Une grande partie de l'Allemagne est en flammes. Sur plusieurs points, les paysans sont victorieux. Nombre d'évêques et de villes furent obligés de traiter avec les révoltés et de leur faire des concessions.

A la tête du mouvement, se trouva Thomas Müntzer (né vers 1490-1493), un prêtre révolté. Il étudia la théologie, devint chapelain d'un couvent de religieuses à Halle, puis prédicateur à Zwickau. Il fut partisan d'une sorte de panthéisme mystique et se prononça pour la tolérance. Les païens et les Turcs sont déclarés par lui égaux aux chrétiens.

Le chef de la Réforme, Martin Luther (1483-1546) avait à choisir entre les paysans et leurs oppresseurs. Il opta pour ces derniers et publia le 6 mai 1525, un opuscule *Contre les*

hordes paysannes d'assassins et de pillards, en donnant le conseil que voici aux princes : « Que celui qui peut enfoncer l'épée, frappe, étouffe. Si tu en meurs, tu ne trouveras jamais une mort plus bienheureuse ! » Les princes allemands accoururent, et la révolte fut étouffée d'une manière atroce. Les conséquences se firent sentir terribles pour toute la paysannerie allemande. L'oppression fut plus forte que jamais. Le servage fut généralement maintenu jusqu'à l'époque où le capitalisme triomphant, vers le milieu du XIXe siècle, a trouvé plus profitable de le remplacer par le salariat.

TROISIÈME PARTIE

LA RÉVOLUTION DE 1789

Le dernier combat au Père-Lachaise 28 Mai 1871.

(D'après un dessin original de Robida.)

CHAPITRE PREMIER

UNE GRANDE DATE

I. — La République impossible.

La Révolution de 1789 mérite le nom de grande que lui accordent amis et adversaires. La société moderne est fille légitime de cette Révolution, qui reste objet de haine ou de dénigrement pour la réaction intégrale. Elle mit au pouvoir les classes moyennes, sous la haute direction de la bourgeoisie industrielle, commerciale et financière. C'était son rôle historique. Mais elle ne pouvait le remplir qu'en s'identifiant, au moins dans ses déclarations verbales, avec le peuple. La classe ouvrière des villes se battit pour les autres. Mais, déjà, elle commence à prendre conscience de ses propres intérêts. Nous voyons surgir, dans la bataille, un peuple nouveau, qui revendique sa part du butin révolutionnaire. Les révolutions ouvrières ou populaires ultérieures se rattachent, logiquement, historiquement, à la grande période révolutionnaire de 1789-1795.

Au point de vue du fond, dit M. G. Deville, au point de vue économique, les hommes de la Révolution avaient à transformer les rapports sociaux et à les adapter aux nécessités économiques de leur époque. Ils ont accompli de telle sorte la tâche qui leur incombait que, par la force des choses et malgré la puissance des volontés hostiles à leur œuvre, celle-ci est restée debout.

Au point de vue de la forme, au point de vue politique, l'œuvre de la Révolution n'a pas eu la solidité de sa base éco-

nomique ; et le 9 thermidor fut le point de départ de la réaction qui devait, pour de longues années, aboutir à la chute de la République. Un aussi complet recul était-il de toute façon inévitable ? Je ne le pense pas. Car, si le fond économique sert de base aux phénomènes politiques comme aux autres phénomènes sociaux, il n'implique pas fatalement la forme sous laquelle ces phénomènes se produisent. Les fautes, en effet, sont fréquentes sans être obligatoires ; parce qu'il est possible de trouver ce qui les a déterminées, il ne s'ensuit pas toujours qu'elles dussent être forcément commises, et, quand elles l'ont été, il est bon de les signaler pour essayer d'en éviter le renouvellement. Sans doute, une organisation politique dépassant les besoins de la bourgeoisie n'était pas visible il y a un siècle et tout ce qui, élaboré sous l'impulsion des prolétaires parisiens, maîtres un instant du mouvement, allait au delà de ces besoins, était condamné à disparaître. Il n'était au pouvoir de personne de faire vivre, après la Révolution, une République qui fût réellement la chose de tous ; en particulier, l'extrême divergence qu'il y aurait eu entre l'état arriéré de l'Europe et une République française véritablement démocratique n'aurait pas permis à celle-ci de durer. Mais la forme républicaine aurait peut-être pu persister ; or, à cette époque, comme à n'importe quelle autre, il y avait, tout au moins pour l'avenir, un avantage immense au maintien de la République, quoique celle-ci eût eu nécessairement alors à abriter l'évolution grandissante du capitalisme. Le scepticisme et l'ironie de certains sur la valeur comparée de la forme monarchique et de la forme républicaine sont un indice de myopie politique, lorsqu'ils ne constituent pas des paravents commodes pour dissimuler, en République, d'inavouables compromissions, en monarchie, la supériorité, pénible, semble-t-il, à avouer, de camarades voisions. — (G. Deville. *Thermidor et Directoire.*)

M. Deville cherche à résoudre un problème insoluble : si la première République pouvait durer et vivre. Sa chute

démontre clairement que *l'ensemble* des conditions lui était défavorable. La bourgeoisie des villes et des campagnes pouvait s'en passer. Et la classe ouvrière, à elle seule, était encore trop faible pour la faire vivre à son seul et unique profit.

II. — La justification et l'explication de la Terreur.

Dans la Révolution, le *bourgeois averti* ne voit que le côté « pathologique », la terreur.

Pourtant, le recours à la Terreur trouva son explication, ainsi que l'explique avec raison M. Deville, dans la situation de la France menacée à l'intérieur, menacée à l'extérieur, ayant de tous les côtés à la fois à faire face aux plus graves périls. Au dedans, au dehors, les royalistes, criminellement alliés à l'étranger hostile, étaient acharnés à sa perte; la France républicaine ne pouvait vivre qu'en frappant leurs chefs, qu'en retenant par la crainte ceux qui avaient des velléités de devenir leurs complices; elle ne pouvait vivre qu'en supprimant ceux qui s'efforçaient de la tuer. Et la Terreur qui n'aurait eu aucune excuse si le gouvernement révolutionnaire avait disposé d'autres moyens de maîtriser les forces déchaînées contre lui, la Terreur est justifiée tant que, dans ses applications, elle n'a été qu'un fait de légitime défense indéniable, le fait de légitime défense étant le seul qui puisse autoriser à donner la mort à un être humain.

Quoiqu'il en soit, en dehors des chefs royalistes ouvertement rebelles ou conspirateurs, que, sous peine d'effondrement, il fallait abattre sans faiblesse, en dehors des *exécutions sommaires auxquelles en aucun temps on ne doit jamais pousser*, bien au contraire, mais qu'il n'était absolument pas possible d'empêcher, le régime de la Terreur ne saurait se justifier à aucun titre, et il a été, pour le succès final, la pire

des fautes. D'abord, par son exagération, frappant les petits comme les grands, ne distinguant pas entre les puérilités d'adversaires platoniques et la rébellion la plus caractérisée, il a préparé une réaction : les excès dans un sens provoquant toujours un mouvement en sens opposé. D'autre part, dressée contre les partisans mêmes de la Révolution, calomnieusement et maladroitement assimilés aux conspirateurs, la guillotine diminuait le parti républicain plus encore par la qualité de ceux qu'elle supprimait que par la quantité. Ainsi, devenue en même temps une menace pour tout le monde, elle rendit tout le monde hostile à ceux qui faisaient alors d'elle un instrument de règne et opéra contre eux la concentration de tous ceux qui, sans distinction de partis, tenaient simplement à vivre. C'est l'instinct de la conservation qui a préparé Thermidor, instinct déguisé sous des prétextes divers jugés plus avouables.

III. — La leçon de la Terreur.

La leçon qui se dégage de ces événements est double. Il faut d'abord — surtout en temps de révolution — soigneusement éviter d'inquiéter la masse de la population. S'il est absolument nécessaire de recourir à la rigueur légale contre certaines oppositions dangereuses et irréductibles, on doit agir de telle sorte que l'opération apparaisse clairement à tous comme une exception rassurante pour l'immense majorité tranquille. Ces événements nous apprennent, en outre, que les divisions d'un parti ne profitent qu'à ses adversaires. Dans tout parti, il y aura toujours des nuances, il y aura toujours, si uni qu'on soit et à plus forte raison si on l'est peu, des divergences d'opinion, quel que soit le motif de celles-ci ; mais l'intérêt réel de chacun et de tous exige qu'on s'efforce d'atténuer ces divergences, d'en canaliser les effets prati-

ques, au lieu de les accroître et de les laisser grossir au point de ne plus pouvoir les endiguer. En outre, ce n'est jamais à la violence que les diverses fractions d'un parti, correspondant aux différentes nuances inévitables, doivent entre elles recourir pour assurer le triomphe de leur propre manière de voir. Même au point de vue étroit de l'intérêt bien entendu de chacune d'elles, il vaudrait mieux pour elles se résoudre à un échec de leur idée particulière que de voir celle-ci l'emporter par une élimination violente d'une autre fraction. « On ne fonde point les gouvernements avec la mort », suivant le mot de Baudot dans ses *Notes historiques sur la Convention* (p. 114).

Si on compte sur la violence pour avoir dans un même parti raison les uns des autres, tous, exaltés et modérés, finissent par avoir leur tour au détriment de l'idée commune, et cela devient d'autant plus aisé et plus rapide que les brèches déjà faites au parti ont été plus nombreuses. Une fois les hommes d'initiative, quelle que soit leur nuance, disparus, il ne reste qu'un parti décimé, émietté, épuisé, sans ressort et, par dessus tout, sans hommes aptes à le tirer de son inertie; ce sont, en effet, ceux-là qui, étant au premier plan, ont été supprimés au seul bénéfice de l'ennemi commun. Quand ensuite il faut remuer la masse, les hommes énergiques et capables, donnant l'exemple et écoutés, font défaut, l'impulsion manque ou est insuffisante, et les coups d'État d'hommes disposant déjà de forces organisées ont chance de réussir. Telle a été la situation du parti républicain à partir de Thermidor avec, à la fin, la réaction politique victorieuse pour longtemps. Et si d'anciens conventionnels se mirent en assez grand nombre à la remorque de cette réaction, c'est que, retombés à leur médiocrité par la disparition de ces mêmes grands noms qui leur avaient servi de guides et les avaient un instant haussés au niveau des événements, ils ne firent ni plus ni moins que la majorité des hommes et allèrent au succès. — (Gabriel Deville, *Ibid.*)

Mais ce qui intéresse tout particulièrement un socialiste, ce ne sont pas les péripéties de la lutte sanglante de la Révolution — le côté pathologique — mais les profondes transformations économiques et sociales provoquées et révélées par elle. Ce qui a un intérêt durable, c'est aussi le réveil du peuple ouvrier.

IV. — Le budget d'un maître ouvrier en 1785.

On a décrit avec force détails la situation misérable des paysans avant la révolution. On connaît moins celle des ouvriers des villes. Pourtant, ils ont joué, en s'alliant avec la bourgeoisie, un rôle décisif à toutes les grandes journées révolutionnaires. Nous donnons ci-dessous un tableau des revenus et des dépenses d'un maître ouvrier en 1786.

En 1786, année où les affaires vont tout à fait mal, les maîtres ouvriers publient un tableau parallèle de leurs dépenses et de leurs recettes. Ils supposent un ménage ayant trois métiers « chargés des meilleurs genres » d'étoffes, dont la femme occupe constamment l'un, le mari et un compagnon les deux autres, avec l'aide d'un seul domestique « pour faire les dehors, les connettes et dévider. » Il s'agit de vivre, de nourrir deux enfants, dont un en nourrice, d'entretenir le domestique et de payer le compagnon. Déduction faite des 52 dimanches, de 17 fêtes chômées et de 24 jours employés à monter les pièces, il reste 272 jours ouvrables qui, à raison de 2 aunes 3/4 sur chaque métier, ce qui « sans contredit, est la journée d'un bon ouvrier », produisent « 748 aunes pour chaque métier », et rapportent 1.553 livres 8 sous.

En regard voici les dépenses :

Pain pour 5 personnes (le père, la mère, les deux enfants et le domestique), 10 livres à 2 sous la livre	365 livres	
Une bouteille de vin par jour à 8 sous..	146 l.	
Deux livres et demie de viande à 6 sous la livre	273 l.	5 sous
Sel, pain, huile, fruits, etc.	50 l.	
Loyer de l'appartement	146 l.	
Blanchissage	80 l.	
Chauffage	60 l.	
Entretien des trois métiers	81 l.	12 sous
Huile à brûler à 4 lampes	60 l.	
Gages du domestique	45 l.	
Gages de la nourrice	80 l.	
Salaire du compagnon	349 l.	1 s. 4 d.
Total	1 735 l.	18 s. 4 d.

D'après d'Avenel, la livre, de 1772 à 1790, valait 4 gr. 27 d'argent et correspondait à 0 fr. 95 de notre monnaie. (*Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'à l'an 1800*, Paris, Imprimerie Nationale, 1894, page 481.)

La livre tournoi contenait 20 sous et 240 deniers.

Par conséquent :

1.735 l. × 0 fr. 95 = 1.648 fr. 25, ci	1.648 25
18 s. × 0 fr. 95 = 0 fr. 85 environ, ci	0 85
4 deniers (le denier est le 1/20 du sou)	0 475
	1.649 575
Les 1.533 livres 8 sous que rapportent les trois métiers égalent	1.457 »
Différence (déficit)	192 575

« Voilà, continue M. Lavisse, un déficit de 200 livres. Il faut ajouter les dépenses de l'habillement ; de ce chef, les ouvriers ne sont pas difficiles : un habit complet pour l'homme coûte 80 livres, mais comme il dure huit ans, c'est seulement 10 livres à compter par an. En raison de la durée aussi, la veste et la culotte de travail, de 28 livres, reviennent par an à 7 livres et le chapeau de 6 livres à 2 livres. Le bonnet 2 livres, la chemise, l'unique chemise, 4 livres, la paire de bas et le mouchoir de poche 3 livres, la paire de souliers 6 livres 10 sous, ne font qu'un an ; en tout 34 livres 10 sous pour l'habillement de l'homme. La femme dépense un peu plus : 45 livres 13 sous 4 deniers ; les deux enfants coûtent ensemble 26 livres.

« Enfin il faut compter les couches de la mère, les jours perdus, l'entretien du mobilier et des lits, les frais de barbier, le tabac, la capitation, les six jours perdus par le mari à monter la garde, quelques autres dépenses pour le pliage des étoffes, etc. On arrive ainsi pour l'année à 2.039 livres de dépense contre 1.533 livres de recettes, c'est-à-dire un déficit de 500 livres. » — (Soit 500 × 0 95 = 475 francs.)

V. — A qui a profité la Révolution ?

Toute révolution est un déplacement du pouvoir et de la propriété. La Révolution de 1789 a mis le pouvoir dans les mains de la bourgeoisie. Mais le pouvoir n'est qu'un *moyen*. Le *but* de toute classe conquérant le pouvoir est de s'emparer de la propriété, de s'enrichir, d'augmenter son bien-être matériel et sa considération sociale.

La bourgeoisie a largement profité des biens du clergé, déclarés biens nationaux. On aurait pu les désigner plus exactement : *biens bourgeois*.

Les enquêtes, les recherches et les relevés faits par de nombreux savants, tels que Guillemant, Loutschitcky et Boris

Minzès (de Russie), Legecy, François Rouvière, ne laissent aucun doute sur ce fait que c'est la grande, la moyenne et la petite bourgeoisie qui ont, avant tout, et plus que les paysans, profité des biens nationaux.

Les résultats auxquels sont arrivés ces savants sont tous les jours confirmés par les recherches faites dans les archives.

En voici quelques données caractéristiques :

Parmi les acheteurs urbains, M. Minzès relève constamment la mention : juge de paix, négociant, marchand de vin, de fer, de drap, de bois, boucher, député, vannier, maître de poste, tailleur d'habit vivant de son revenu, arpenteur, rentier, notaire, avocat, aubergiste, garçon d'écurie, perruquier, argenteur, voiturier, taillandier, receveur du district, procureur général syndic, membre du département ou du district, cordier, maçon, mégissier, entrepreneur de manufacture, banquier.

Et qu'on n'imagine pas que la division des biens mis en vente entraînât une division de la propriété ; le même acheteur acquit souvent de très nombreuses parcelles. Ainsi, Girault, André-Louis, bourgeois de Versailles, acheta 20 arpents en dix parcelles ; Louis-François le Pelletier, bourgeois de Versailles, acheta 13 arpents en dix-sept parcelles ; le Grand, bourgeois de Versailles, acheta 41 arpents en vingt-trois parcelles ; Philippe Feuillet, administrateur du district, acheta 175 arpents en 63 enchères différentes ; Mouzet, notaire à Versailles, acquit en 20 achats 713 arpents, parmi lesquels figuraient trois fermes pour 532 ; Oberkampf, entrepreneur de manufactures, acquit en 37 enchères 643 arpents, en évident compris deux fermes, représentant 546 arpents et 47 parcelles d'un arpent. Un négociant de Versailles acquit en 32 parcelles 254 arpents, y compris une ferme de 147 ; Théodore Maupin, architecte, acquit en 28 parcelles 360 arpents, y compris une ferme de 183.

Ainsi le plus souvent, au moins dans cette région, il ne servait à rien aux paysans que les lots fussent très morcelés. Telle était la puissance d'achat de la bourgeoisie qu'elle reconstituait les grandes domaines qu'on ne livrait que subdivisés à l'adjudication. Dans tout le département de Seine-et-Oise les paysans sont brutalement évincés. Mais il faut se souvenir qu'une grande partie de la richesse bourgeoise était accumulée à Paris, et c'est évidemment dans la banlieue de Paris que la bourgeoisie achète le plus.

Il résulte des études de Lunt-Hôle que dans l'Aube et particulièrement

lièrement dans le Laonnais, la bourgeoisie acquit de 40 à 45 pour 100 de la terre mise en vente; le reste se partagea entre les cultivateurs proprement dits et cette petite bourgeoisie ou « artisanerie » de village, qui a une fonction sociale assez mêlée; le cordonnier, le tailleur sont en même temps propriétaires d'un champ qu'ils cultivent de leurs mains après avoir coupé le drap ou le cuir. Loutchisky a étudié avec soin les associations d'acheteurs formées par les paysans en vue d'acquérir des domaines qu'un seul d'entre eux n'aurait pu acheter. Il en relève un assez grand nombre dans le nord de la France, dans le Pas-de-Calais, la Somme, particulièrement dans l'Aisne. Elles étaient composées de laboureurs, de manouvriers, d'artisans. Elles comptaient 20, 30, 40, parfois 60 et 100 membres, tout un village s'associait pour ne pas laisser échapper une belle terre longtemps admirée par tous, et qu'un bourgeois de la ville aurait achetée sans cette coalition paysanne.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, il n'y a pas là une ébauche de communisme, écrit Jaurès, une association en vue d'exploiter le domaine; les acquéreurs le morcelaient ensuite et le répartissaient suivant les ressources de chacun d'eux, et plus d'une fois, les plus habiles, les plus aisés acquirent peu à peu la majeure partie du domaine. Et qu'on n'exagère pas non plus la part de propriété où les paysans purent parvenir ainsi, ces achats par association ne paraissent représenter qu'une très faible partie des opérations sur les biens nationaux.

Dans l'ouest aussi, comme le marque le livre de Legeay, c'est la bourgeoisie des villes qui eut la plus grande part; les achats faits par les bourgeois du Mans notamment sont considérables.

M. Guillemaut, pour le Louhanais, n'indique pas la proportion des achats faits par les bourgeois et par les cultivateurs; il est évident, par l'énumération qu'il en fait, que beaucoup de bourgeois de campagne et aussi beaucoup de laboureurs, c'est-à-dire de propriétaires de terres à blé, se portèrent acquéreurs de biens nationaux.

(Jean Jaurès. *Histoire Socialiste*, t. I 1789-1900, p. 491-492.)

La conspiration de Babeuf est le produit de la désillusion et des misères du peuple, frustré des bénéfices de la Révolution.

VI. — La vie de Babeuf.

Babeuf (François-Noël) adopta le prénom de Camille de 1790 à 1794, de Gracchus ensuite. Il naquit à Saint-Quentin, le 23 novembre 1760. Sa famille était pauvre. A partir de quatorze ans, il fut expéditionnaire chez un géomètre, puis employé chez divers seigneurs. A 20 ans, il perdit son père; à 22 ans, il épousa Victoire Lenglet, femme de chambre chez un comte, qui fut la noble et fidèle compagne de toute sa vie. Cette « femme de la nature » était peu instruite. A Noyon, il travailla chez un feudiste, homme d'affaires s'occupant de ce qui concernait les fiefs; puis chez un arpenteur à Roye, où, en 1787, il était commissaire à terrier. Le commissaire à terrier surveillait le maintien des droits dépendant des terres. « Ce fut dans la poussière des archives seigneuriales, a-t-il écrit (n° 29 du *Tribun du Peuple*), que je découvris les affreux mystères des usurpations de la caste noble. Je les dévoilai au peuple par des écrits brûlants, publiés dès l'aurore de la Révolution ». Ruiné à la suite d'un procès contre un marquis qui était son débiteur, il se trouva dans une situation difficile, ayant à subvenir aux besoins non seulement de sa femme et de deux enfants, mais encore de sa mère et de ses frères et sœurs.

Dès 1786, on reconnait dans sa correspondance avec le secrétaire de l'Académie d'Arras des tendances socialistes.

En 1789, il achève, sous le titre *Cadastre perpétuel*, un ouvrage présenté à l'Assemblée nationale et entamé dès 1787. Dans le « discours préliminaire », il apparaît déjà cherchant à attendrir la fétiche commune des peuples. Il se préoccupe, ce qui est assez rare à cette époque, du sort des ouvriers :

« Le nombre des ouvriers s'est excessivement accru. Non seulement il en est résulté que les mêmes salaires ont pu être diminués de plus belle, mais qu'une très grande quantité de

citoyens s'est vue dans l'impossibilité de trouver à s'occuper, même moyennant la faible rétribution fixée par la tyrannique et impitoyable opulence et que le malheur avait impérieusement forcé l'industrieux artisan d'accepter. Cependant, le refrain ordinaire des gens qui regorgent est d'envoyer au travail l'importun qui, poussé par les sollicitations fâcheuses des plus pressants besoins, vient réclamer auprès d'eux le plus petit secours... *On l'envoie au travail !* Mais où est il donc si prêt à prendre, ce travail ?...

« La société n'est qu'une grande famille dont les divers membres, pourvu qu'ils concourent, chacun suivant ses facultés physiques et intellectuelles, à l'avantage général, doivent avoir des droits égaux. La terre, mère commune, eût pu n'être partagée qu'à vie, et chaque part rendue inaliénable... »

S'il pense, suivant les théories philosophiques les plus avancées de l'époque, que tous ont droit égal au bien-être, il n'est pas encore socialiste, parce qu'il ne va pas encore jusqu'à réclamer pratiquement les conséquences de ce droit, et il se borne pour l'instant à proposer la transformation des impôts en une « contribution personnelle » payée par chacun « en proportion de ses forces », de ses revenus, et en une « contribution réelle » payée par chaque propriétaire « en proportion de ce qu'il a » de possessions territoriales.

A la nouvelle de la prise de la Bastille, il part pour Paris, où il arrive de 17 juillet.

Babeuf revint dans la Somme après la journée du 5 octobre.

Le 28 février 1790, on voulut rétablir à Roye, où il n'était plus acquitté depuis le 19 juillet 1789, le droit d'aides sur les boissons. Les débitants refusèrent de se soumettre et Babeuf les soutint en attaquant violemment les aides et les gabelles dans une brochure « qui électrisa, a-t-il dit, tout le peuple de la Somme et anticipa la suppression de ces impôts ». La municipalité de Roye le dénonça à la Cour des Aides et le « Comité des recherches de l'Assemblée na-

tionale » ordonna de veiller à ce qu'elle ne fût plus réimprimée. Babeuf protesta vivement, le 10 mai, dans une lettre à ce Comité : arrêté et conduit à Paris, il était depuis cinq semaines incarcéré à la Conciergerie, lorsque Marat protesta en sa faveur dans l'*Ami du Peuple* du 4 juillet 1790.

VII. — Babeuf en 1790-91.

Babeuf fut mis en liberté provisoire.

De retour dans la Somme, il revenait à la charge et présentait à la municipalité de Roye, le 17 octobre 1790, une motion relative à l'impôt en général et aux impôts indirects en particulier ; il réclamait l'égalité de tous, bourgeois et débitants, devant l'impôt. Vers la même époque, il fonda à Noyon, un journal, le *Correspondant Picard*, qui parut une quarantaine de fois à la fin de 1790 et en 1791. Il entreprit une campagne contre tous les droits féodaux et toutes les redevances seigneuriales et poussa les campagnards à ne plus se soumettre à ces tributs. Les poursuites dirigées contre lui avortèrent.

Élu le 14 novembre 1790 membre du Conseil général de la commune de Roye, il ne siégea que jusqu'à la fin de décembre, ses ennemis ayant fait annuler son élection, en prétendant que le décret de prise de corps de la Cour des Aides entraînait, malgré la liberté provisoire, l'interdiction des fonctions publiques.

Le 23 mars 1791, il fut élu à Roye commissaire pour la recherche des biens communaux de cette ville et soutint que d'anciens officiers municipaux de Roye avaient usurpé des biens communaux, dont, à leur exemple, « la municipalité constitutionnelle... gaspillait scandaleusement le revenu et se l'appropriait sous divers prétextes ».

Ses réclamations à cet égard le firent arrêter le 5 avril par la municipalité, qui avait le droit de le garder huit jours en détention comme perturbateur. On le conduisit à la prison

de Montdidier, et le 7 cette même municipalité et le maire Longuecamp le dénoncèrent à l'accusateur public du tribunal de cette dernière ville, sous prétexte qu'il engageait le peuple par écrits et discours à s'emparer du « marais de Bracquemont » et « que les maximes dudit Babeuf répandues avec profusion par ses écrits et par ses paroles, *sur la souveraineté du peuple*, sur la manière dont il pouvait et devait exercer ses droits, sans parler, à dessein, de ses devoirs, excitent même la fermentation chez nos voisins ». Les témoignages lui ayant été favorables, il eut la chance d'être relâché la veille du jour où l'accusateur public de Montdidier recevait communication d'une lettre par laquelle le Directoire du département lui ordonnait d'user de la plus grande rigueur contre Babeuf.

En juillet 1791, un certain Gouy de la Mure le dénonçait au même accusateur pour avoir exprimé « le *vœu anticonstitutionnel de substituer une république au gouvernement monarchique* dont nos sages législateurs ont consolidé les bases ».

De l'aveu de ses adversaires, Babeuf nous apparaît donc, dès 1791, partisan de la souveraineté du peuple et républicain. Nous allons le voir, cette même année, réclamer le « droit pour tous de voter » dans une lettre à un de ses anciens abonnés du *Correspondant Picard*, Coupé (de l'Oise), qui venait d'être élu membre de l'Assemblée législative. Dans cette lettre, en date du 10 septembre 1791 (Espinas, *la Philosophie sociale du* XVIIIe *siècle et la Révolution*, p. 215, note; voir aussi *Histoire Socialiste*, t. IV, p. 1538 et suiv.), Babeuf, après avoir eu des tendances communistes, se déclarait partisan de la *loi agraire* et, par elle, de la mise à la disposition de chacun d'une portion suffisante de terre. Du reste, il semblait déjà favorable à cette idée dans son *Cadastre perpétuel* et, de même qu'à cette époque il voulait « assurer à tous les individus : premièrement la subsistance, en second lieu une éducation égale (Espinas, *ibid.* p. 404), ses « vœux » sont (*Id.* p. 407) « qu'il n'y ait plus de division des citoyens en plusieurs classes; admission de tous à toutes les places; *droit*

pour tous de voter, d'émettre leurs opinions dans toutes les assemblées ; de surveiller grandement l'assemblée des législateurs ; liberté des réunions dans les places publiques ; plus de loi martiale ; destruction de l'esprit de corps des gardes nationales en y faisant entrer tous les citoyens sans exception et sans autre destination que celle de combattre les ennemis extérieurs de la Patrie ». « Toutefois, il faut, dit-il, renoncer à ces principes lorsqu'on ne veut pas la loi agraire : sans elle, *liberté, égalité, droits de l'homme*, seront toujours des paroles redondantes et vides de sens ». (*Id.* p. 408). « La fin et le couronnement d'une bonne législation est l'égalité des possessions foncières (*Id.* p. 409) ; à l'exception de ce que chaque individu aurait son patrimoine inaliénable, qui lui ferait dans tous les temps et dans toutes les circonstances un fonds, une ressource inattaquable contre les besoins, tout ce qui tient à l'industrie humaine resterait dans le même état qu'aujourd'hui... » (*Id.* p. 407.)

Babeuf s'évertua aussi à démontrer « que les immenses domaines des ex-seigneurs avaient été presque tous illégitimement acquis ; et que, lors même qu'on ne considérerait pas le crime d'émigration dont le plus grand nombre s'était rendu coupable, la nation avait le droit de rentrer en jouissance de tant de riches possessions ».

Il avait annoncé sur sa tête la fureur de tout ce qui était riche et influent. Heureusement pour lui, ainsi qu'il l'a constaté, « vint le 10 août ! »

Très populaire, il fut, en septembre, nommé membre de l'administration du département de la Somme. Il dénonça, en octobre, une conspiration royaliste « pour livrer le passage de la France par l'ennemi, après le succès attendu du siège de Lille » par les Autrichiens. Il s'occupa d'arrêter une famine factice organisée dans le district d'Abbeville. Les haines qu'il soulevait lui firent abandonner son poste au département et accepter de passer, en novembre 1792, au district de Montdidier en qualité d'administrateur. Il protesta contre les com-

plaisances de fonctionnaires pour les biens de « nobles personnages émigrés qu'on s'obstinait à vouloir qu'ils ne le fussent pas et pour lesquels on épuisait tous les faux-fuyants de la chicane pour éluder la mainmise nationale sur ces propriétés inappréciables ». Or, son ennemi Longuecamp, procureur-syndic du district, était un de ces fonctionnaires et il allait trouver l'occasion de se venger dans l'affaire que les adversaires de Babeuf ont tant exploitée contre lui.

Le 12 décembre 1792, était mise en adjudication la ferme dite de Fontaine, bien national. Elle fut adjugée à Devillas, président du district de Montdidier, qui demanda à deux administrateurs, Jaudhuin et Babeuf, de lui substituer le nom de Debraine. La chose parut toute naturelle, et ils accueillirent favorablement cette démarche. Jaudhuin et Babeuf, mis plus tard au courant de l'irrégularité commise, s'excusèrent, mais Longuecamp les dénonça et les fit révoquer de leurs fonctions. Babeuf vint à Paris pour réclamer contre sa suspension ; il y resta pendant quelque temps, et Sylvain Maréchal lui obtint une place aux subsistances de la commune de Paris, puis aux subsistances de la République.

Traduit devant le jury d'accusation, Babeuf fut condamné à vingt ans de fers (23 août 1793). Il fut arrêté le 14 novembre suivant, puis remis en liberté provisoire sous le cautionnement de Sylvain Maréchal, du professeur de législation Daube et du conventionnel Thibaudeau.

Il demanda à être réintégré dans ses fonctions à l'administration des subsistances et, en attendant, grâce à Sylvain Maréchal, il travailla chez Prud'homme, l'éditeur du journal *Les Révolutions de Paris*. Avant de lui rendre sa place, la Commission des subsistances résolut de consulter le ministre de la Justice, Gohier. Ce dernier exprima l'opinion qu'un condamné devait être arrêté et donna des ordres en conséquence. Sans avis officiel, Babeuf se rendit de lui-même, le 11 pluviôse (30 janvier 1794) à l'Abbaye, où il fut incarcéré ; on devait, le 1er germinal (21 mars) le transférer à Sainte-Pélagie.

La dernière barricade, rue de Tourtille, prise le 28 Mai à 2 heures.

(D'après un croquis original de Bobida)

VIII. — Babeuf après le 9 Thermidor.

Aussitôt après la mort de Robespierre, quelques Sociétés populaires avaient été réorganisées. S'étaient notamment très vite retrouvés nombreux dans la grande salle d'un bâtiment de l'Archevêché, dite des électeurs, entre Notre-Dame et la Seine — c'est là qu'on avait procédé aux élections en 89 — « les vrais amis des Droits de l'Homme », selon l'expression de Babeuf (n° 7 de son journal), les patriotes antijacobins — on sait que, dans le langage de l'époque, les mots *patriotes* et *démocrates* étaient synonymes ; encore en l'an VII, « pour un partisan du vieux régime, *patriote* est également synonyme ou d'*anarchiste* ou de *terroriste* ». (*Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire*, t. V, p. 490.) — les amis de Chaumette, les membres et habitués de l'ancien club électoral, aussi ardents que par le passé, heureux d'abord, mécontents bientôt lorsqu'ils virent rester en fonctions les magistrats municipaux nommés le 10 thermidor (28 juillet) par le Comité de Sûreté générale.

Cette Société populaire, dite « électorale » à cause du nom habituel de la salle qu'elle occupait, et aux séances de laquelle Babeuf assistait assez souvent, présenta à la Convention, le 20 fructidor (6 septembre), une pétition réclamant en premier lieu « la garantie la plus illimitée des opinions et de la liberté de la presse », en second lieu « que le peuple rentre dans la plénitude de ses droits en nommant immédiatement ses fonctionnaires ». Le président de la Convention, Bernard (de Saintes), répondit que la Déclaration des Droits de l'Homme avait réglé le premier point et que « le gouvernement révolutionnaire, établi pour le bonheur public », ne pouvait admettre le second. La Convention, à l'unanimité, passa à l'ordre du jour ; puis, sur la proposition de Billaud-

Varenne disant : « Le club électoral a été toujours un foyer de contre-révolution, il prit part à la conspiration d'Hébert », elle décréta le renvoi de la pétition au Comité de Sûreté générale, « afin d'en examiner les motifs », ce qui était déjà une menace.

Habitant la section du Muséum (quartier du Louvre), Babeuf avait, dès le 30 thermidor (17 août), décidé cette section à voter une résolution revendiquant pour le peuple le droit d'élire les autorités et protestant contre les autorités constituées non élues. Dans une adresse explicative, cette section demandait aux 47 autres de s'unir à elle pour aller dire à la Convention que la cause de tous les maux « était le mépris des droits du peuple... que la révolution du 9 au 10 thermidor ferait toujours trembler ceux qui, au mépris des principes, oseraient proposer des lois immorales ou sanguinaires, ceux qui oseraient usurper sur le peuple le droit des élections, ceux qui oseraient accepter des fonctions publiques dont l'élection appartient exclusivement au peuple », et pour réclamer l'application de ces principes (n° 18 du journal de Babeuf).

Par suite des manœuvres des jacobins, ce projet de pétition, examiné seulement le 10 fructidor (27 août) dans les sections, fut repoussé par la plupart d'entre elles ; une quinzaine adhérèrent. Dès le 11 (28 août), plusieurs de celles qui avaient rejeté ce projet venaient le dénoncer à la barre de la Convention. Enfin, le 19 (5 septembre), la veille même du jour où « la Société populaire séante dans la salle du corps électoral » présentait sa pétition, la « Société populaire » de Dijon demandait la continuation de la Terreur et la limitation de la liberté de la presse. Cette pétition avait été renvoyée au Comité de législation, tandis que l'autre le fut au Comité de Sûreté générale.

IX. — Le journal de Babeuf.

Le 17 fructidor (3 septembre) Babeuf avait fait paraître le premier numéro de son journal sous le titre, jusqu'au numéro 22 inclusivement, de *Journal de la Liberté de la Presse*; à partir du numéro 19 (8 vendémiaire-29 septembre), son journal porta l'épigraphe : « Le but de la Société est le bonheur commun, article 1er, *Déclaration des Droits* ».

« C'est un journal pour les penseurs que je prétends faire, disait-il dans le numéro 2 (19 fructidor-5 septembre), c'est la théorie des lois successivement rendues et l'examen de leurs divers rapports avec la liberté et le bonheur du peuple ». Cependant, ce qui le préoccupe par-dessus tout à cette époque, c'est la liberté d'écrire, puis le droit pour le peuple d'élire ses magistrats; ce qu'il invoque, c'est la Déclaration des Droits de l'Homme de 1793 : « Je rapporte tout aux droits de l'homme, je porte aux nues tout ce qui s'en rapproche, et je sape tout ce qui leur est opposé » (n° 7, du 28 fructidor-14 septembre). Dès son premier numéro, il avait écrit : « Nous estimerons, nous admirerons l'ouvrage, et nous oublierons quel fut l'ouvrier », faisant allusion à cette Déclaration et à Robespierre « sincèrement patriote et ami des principes jusqu'au commencement de 1793, et le plus profond des scélérats depuis cette époque » ; dans son numéro 4, il l'appelle « l'Empereur ». Il est thermidorien, avec excès et naïveté tout d'abord : « le 10 thermidor marque le nouveau terme depuis lequel nous sommes en travail pour renaître à la liberté » (numéro 2). Il réprouve le système de la Terreur et se montre aussi fidèle aux sentiment d'humanité qui rendent si belle sa lettre à sa femme (Advielle, *Histoire de G. Babeuf*, t. I, p. 54-55); il attaque violemment ceux qui ont appliqué ce système — particulièrement Carrier — appelés dans son numéro 4 (25 fructidor-11 septembre) « terroristes », mot dont

on prétend qu'il fut l'inventeur ; il sait toutefois oublier le rôle sanglant de certains tant qu'il approuve leur conduite après Thermidor ; tel fut le cas pour Fréron et Tallien ; cette approbation, il est vrai, ne dura pas longtemps. Il combat les jacobins, il les accuse d'avoir soudoyé des gens qui ont poursuivi à coups de bâton, au Palais-Égalité (Palais-Royal) les colporteurs de son journal.

X. — Contre l'agiotage.

La situation politique était résumée par Babeuf dans son numéro 29, daté du 1er au 19 nivôse an III (21 décembre 1794 au 8 janvier 1795), où apparaît *une conscience très nette de la forme moderne de l'antagonisme des classes* qui, gêné avant Thermidor, allait maintenant se développer sans entraves. Dans la Convention, écrivait-il, « je distingue deux partis diamétralement opposés... Je crois assez que tous deux veulent la République ; mais chacun la veut à sa manière. L'un la désire bourgeoise et aristocratique ; l'autre entend l'avoir faite et qu'elle demeure toute populaire et démocratique... le premier parti veut dans la République le patriciat et la plèbe... le second parti veut pour tous non seulement l'égalité dans les livres, mais encore l'honnête aisance, la suffisance légalement garantie de tous les besoins physiques, de tous les avantages sociaux, en rétribution juste et indispensable de la part de travail que chacun vient fournir à la tâche commune ».

Babeuf publiait à la même époque que son numéro 29, sous le titre *Du système de dépopulation ou la vie et les crimes de Carrier*, une très violente attaque contre le système de la Terreur, l'effusion du sang, la dictature révolutionnaire. Faisant preuve d'une pitié louable et d'une crédulité fâcheuse, il blâmait, avec quelque excès et beaucoup d'illusions, tout ce qui avait été fait avant le 9 thermidor, en Vendée.

Mais, ce qui est plus intéressant, on trouve dans cette brochure une longue note où, de même que dans le numéro 29 du *Tribun du Peuple*, le « socialisme » surgit pour la première fois sans qu'il puisse y avoir doute. « Le sol d'un Etat, disait Babeuf (p. 32 et 33), doit assurer l'existence à tous les membres de cet Etat... Quand, dans un Etat, la minorité des sociétaires est parvenue à accaparer dans ses mains les richesses foncières et industrielles et qu'avec ce moyen elle tient sous sa verge, et use du pouvoir qu'elle a de faire languir dans le besoin la majorité, on doit reconnaître que cet envahissement n'a pu se faire qu'à l'abri des mauvaises institutions du gouvernement » ; et alors, il faut arriver « par des institutions qu'il soit impossible d'enfreindre, à poser des bornes sûres à la cupidité et à l'ambition, à affecter tous les bras au travail, mais à garantir, moyennant ce travail, le nécessaire à tous, l'éducation égale et l'indépendance de tout citoyen d'un autre ; à garantir de même le nécessaire, sans travail, à l'enfance, à la faiblesse, à l'infirmité et à la vieillesse ». Dans le numéro 29 de son journal, conscient de l'importance fondamentale de la question économique, après avoir demandé les mêmes choses, il conclut : « Au fond, voilà où se réduit en principe toute la politique, c'est de garantir à tous les gouvernés la suffisance de leurs besoins ».

XI. — Babeuf et le Peuple.

Le peuple est apathique, écrit Babeuf, pusillanime, disent ses détracteurs ; donc, ajoutent-ils, être peuple est son sort inévitable. Taisez-vous, imbéciles administrateurs ! Silence aussi, plats esclaves ! Le peuple vous prouvera qu'il n'est point insouciant ; il vous fera voir définitivement ce qu'il sait faire quand ses éclaireurs lui auront fait connaître l'à *quoi bon* de la Révolution... quand on lui aura expliqué clairement, démonstrativement, ce qu'il faut pourtant que cette Révolu-

tion, en dernière analyse, soit pour lui, malgré toutes les oppositions des ennemis du *bonheur commun*. Le peuple exposera à vos yeux ébahis, glacés d'épouvante, son intrépide, sa prodigieuse énergie, quand il saura pour quel grand et majestueux motif il la déploie... quand il saura que c'est pour assurer ce qu'il doit être..., quand il saura (déchirons tous les voiles, et laissons enfin échapper le *fin mot*), quand il saura que c'est pour garantir à chacun de ses membres *un état de félicité stable, de suffisance des besoins de tous,* suffisance inaltérable, indépendante de l'ineptie, de l'immoralité et de la malveillance des gouvernants..., quand il saura qu'il peut être un terme à l'état précaire et constamment malheureux dans lequel les tyrans de tous les régimes ont fait languir la plus grande masse des hommes. Il n'est point de digue tyrannique qu'alors le torrent du peuple ne soit capable de rompre et d'entrainer dans ses bouillonnements impétueux, dans ses flots devant qui tout recule. — (Le *Tribun du Peuple ou le Défenseur des Droits de l'Homme*, par Gracchus Babeuf. Prospectus. 17 fructidor, an II de la République, p. 3-4.)

XII. — Babeuf sur la propriété.

En dehors du journal de Babeuf, c'est dans l'œuvre de Buonarroti que sont exposées ses idées communistes et celles de ses amis.

Les malheurs et l'esclavage découlent *de l'inégalité, et celle-ci de la propriété*. La propriété est donc le plus grand fléau de la société : c'est un véritable délit public.

On nous dira que la propriété est un droit antérieur à la société, qui a été instituée pour la défendre. Mais comment pourrait-on avoir l'idée d'un semblable droit avant que les conventions eussent assuré au propriétaire les fruits de son travail? Comment la société a-t-elle pu devoir son origine à

l'institution la plus subversive de tout sentiment social? Que l'on ne dise pas enfin qu'il est juste que l'homme laborieux et économe soit récompensé par l'opulence et que l'oisif soit puni par la misère. Sans doute, il est équitable que l'homme actif, en acquittant sa dette, reçoive de la patrie ce qu'elle peut lui donner sans se détruire; il est équitable qu'il en soit récompensé par la reconnaissance publique, *mais il ne saurait acquérir par là le droit d'empoisonner son pays, pas plus qu'un soldat n'acquiert par sa valeur le droit de l'asservir.*

Quoiqu'il y ait des mauvais sujets qui doivent imputer à leurs propres vices la misère où ils sont réduits, il s'en faut de beaucoup que tous les malheureux puissent être rangés dans cette classe. Une foule de laboureurs et de manufacturiers, que l'on ne plaint point, vivent au pain et à l'eau afin qu'un infâme libertin jouisse en puis de l'héritage d'un père inhumain et qu'un fabricant millionnaire envoie à bas prix des étoffes et des joujoux dans les pays qui fournissent à nos sybarites fainéants les parfums de l'Arabie et les oiseaux du Phase.

Les mauvais sujets eux-mêmes le seraient-ils sans les vices et les folies dans lesquels ils sont entraînés par les institutions sociales qui puissent en eux les effets des passions dont elles provoquent le développement ? — (J. BROSSAROTT, *Conspiration pour l'Égalité* dite de Babeuf, v. II, p. 146-147.)

Et ailleurs :

Le peuple étant le propriétaire unique de tous les biens, il n'appartient qu'à lui de traiter avec tous les étrangers pour l'échange de son superflu contre le leur. D'ailleurs, les négociations de cette nature ne sauraient être confiées à d'autres qu'à des magistrats responsables sans retomber dans les maux que la propriété particulière entraîne après elle et sans exposer l'État à une nouvelle corruption. Il suit de là que les relations commerciales avec les étrangers doivent être soumises à la direction suprême de la République.

Il suit aussi de ces développements que là où la communauté serait établie, le citoyen n'acquerrait jamais sur aucune chose ce qu'on appelle droit de propriété; il n'aurait que le droit d'usage ou d'usufruit sur les effets dont il serait mis en possession par la tradition réelle du magistrat. Dans cet ordre d'économie, la propriété demeure toujours à la République, qui peut en tout temps disposer des choses qui ne se détruisent pas par l'usage. — (*Ibid.*, p. 217-218.)

XIII. — Contre l'inégalité.

Quand il n'y aurait plus de palais, il n'y aurait plus de masures; les maisons seraient simples, et la magnificence de l'architecture et des arts qui en rehaussent l'éclat serait réservée aux magasins publics, aux amphithéâtres, aux cirques, aux aquedues, aux ponts, aux canaux, aux places, aux archives, aux bibliothèques et surtout aux lieux consacrés aux délibérations des magistrats et à l'exercice de la souveraineté populaire.

Rien dans une société constituée ne doit s'écarter de l'esprit du législateur; rien dans une véritable République ne doit contrarier le principe de l'égalité qui en est le but, le bien et la force : pour peu que les citoyens commencent à en goûter les douceurs, toutes les branches de la vie civile y seront bientôt ramenées.

Les mêmes règles sont applicables aux habillements et aux meubles. Il est essentiel au bonheur des individus et au maintien de l'ordre public que le citoyen trouve habituellement dans ses compatriotes des égaux, des frères, et qu'il ne rencontre nulle part le moindre signe d'une supériorité même apparente, précurseur de la puissance et de la soumission servile. L'égalité et la simplicité n'excluent pas l'élégance et la propreté. Des couleurs et des formes différentes eussent pu servir à distinguer les âges et les occupations, et

rien n'eût empêché que le citoyen n'eût pas, dans les ateliers, le même costume que dans les assemblées et dans les fêtes, que les filles ne fussent pas habillées comme les femmes, et que le jeune homme, l'adulte, le vieillard, le magistrat et le guerrier n'eussent chacun leur costume particulier.

A cet égard, le Comité insurrecteur était d'avis qu'il fallait accorder tout à la salubrité et au développement des organes, rien à la mode et à la frivolité ; il désirait aussi que le peuple français adoptât un costume qui le distinguât de tous les autres peuples. — (*Ibid.*, p. 224-225.)

L'idée de l'égalité, ainsi qu'on le voit, est limitée, chez Babeuf et ses amis, à la nation française. L'égalité entre les nations, l'esprit et la solidarité internationalistes sont étrangers aux socialistes de la période utopique.

XIV. — L'emploi du temps nécessaire dans la société égalitaire.

Le travail nécessaire au maintien de la société, également réparti sur tous les individus valides, est pour chacun d'eux un devoir dont la loi exige l'accomplissement. Cependant, il reste dans la vie humaine un long intervalle de temps dont il faut empêcher la mollesse et l'ennui de s'emparer. C'est du sage et libre emploi de ce temps que dépend le bonheur des citoyens et, par conséquent, la prospérité et la durée de la société. Fortifier l'âme en donnant de la vigueur au corps, fermer, sans contrainte, toutes les voies de la corruption, charmer tous les moments de la vie, faire naître l'enthousiasme de la vertu et rendre la patrie le seul séjour supportable à ses enfants, sont les grands effets qu'un législateur vraiment populaire fait jaillir des préoccupations par lesquelles cet intervalle est librement rempli.

Là où des institutions vicieuses, faisant de l'amour des ci-

chesses le principal ressort de l'État, placent le talent de les acquérir au rang des qualités honorables, on tenterait en vain d'y introduire le goût de semblables occupations ; si on essayait de les allier à l'esprit d'avarice et de trafic, elles tomberaient bientôt dans le dernier mépris, et celui qui, pour s'y livrer, négligerait le soin de ses affaires, passerait pour dupe et porterait infailliblement la peine de ses bonnes intentions.

Ces préoccupations, qui ont pour objet l'exercice du corps, la culture de l'esprit, l'éducation de la jeunesse, l'instruction générale, le maniement des armes, les évolutions militaires, les honneurs à rendre à la divinité, l'apothéose des grands hommes, les jeux publics, l'embellissement des fêtes, le perfectionnement des arts utiles, l'étude des lois, l'administration et les délibérations du peuple diffèrent des autres en ce qu'elles ne sont ni indispensables pour l'existence des hommes, ni pour la plupart commandées par la loi. On doit s'y livrer volontairement et sans contrainte. Pour en obtenir un bon résultat, le législateur habile y attache les citoyens par leur libre choix. En ceci le chef-d'œuvre de la politique est de modifier par l'éducation, par l'exemple, par le raisonnement, par l'opinion et par l'attrait du plaisir le cœur humain de façon qu'il ne puisse jamais former d'autres désirs que ceux qui tendent à rendre la société plus libre, plus heureuse et plus durable. Quand une nation en est à ce point, elle a de bonnes mœurs ; alors les devoirs les plus pénibles sont remplis avec plaisir ; on obéit librement aux lois ; les limites posées à l'indépendance naturelle sont regardées comme des bienfaits ; les propositions raisonnables ne rencontrent pas d'opposition ; et il y a dans le corps politique unité d'intérêt, de volonté, d'action.

Il y eut au Comité insurrecteur, quelques jours avant sa violente dissolution, une longue conférence sur cette partie des nouvelles institutions, dont j'ai grand regret de ne pouvoir rapporter toutes les circonstances ; pour m'acquitter, au-

tant qu'il est en moi, des devoirs que je me suis imposés, je dirai tout ce que je trouve des traces dans ma mémoire, sans essayer de remplir les lacunes, de crainte de substituer ma pensée à celle du Comité.

Dans le plan des conjurés, le moule des mœurs était dans l'éducation commune, qu'ils plaçaient sous la direction immédiate de la République. Par la suite, elles se seraient fortifiées dans la cité, où les jeunes gens eussent trouvé les mêmes sentiments, les mêmes opinions et les mêmes usages qu'ils auraient appris à aimer dans les premières années de leur vie. Je parlerai de cette éducation après avoir complété l'idée de l'édifice dont elle devrait être la base éternelle. — (*Ibid.*, p. 228-230.)

XV. — L'égalité politique est la garantie de l'égalité sociale.

Le Comité insurrecteur pensait que l'égalité et la liberté ne peuvent avoir lieu dans une société qu'autant que tous les citoyens participent à la confection des lois, peuvent être chargés de l'administration publique et sont toujours prêts à porter les armes pour la défense du territoire ou des lois.

S'il se formait, disait-il, dans l'Etat une classe exclusivement au fait des principes de l'art social, des lois et de l'administration, elle trouverait bientôt dans la supériorité de son esprit, et surtout dans l'ignorance de ses compatriotes, le secret de se créer des distinctions et des privilèges; exagérant l'importance de ses services, elle parviendrait aisément à se faire regarder comme la protectrice nécessaire de la patrie et colorant ses audacieuses entreprises du prétexte du bien public, elle parlerait encore de liberté et d'égalité à ses peu clairvoyants concitoyens, déjà soumis à une servitude d'autant plus dure qu'elle paraîtrait légale et volontaire.

XVI. — Pour la Patrie. Contre le Militarisme.

La défense de la patrie contre les agressions toujours possibles des étrangers est une partie essentielle de la sagesse des lois ; car les meilleures institutions intérieures ne sauraient préserver un peuple inhabile à la guerre de l'invasion d'un voisin injuste et belliqueux.

Mais si, d'un côté, les armes sont utiles à la République, elles lui deviennent, d'un autre côté, très funestes lorsque, habituellement et exclusivement confiées à une partie des citoyens, ceux-ci, séduits par l'appât du butin et d'une fausse gloire, les tournent contre la liberté des autres, au profit de l'ambition et de la tyrannie. Pour prévenir un si dangereux abus, il est d'une bonne politique *de donner des armes à tous les citoyens et de les rendre tous également habiles à s'en servir.*

Outre un préservatif contre le danger dont nous venons de parler, la République trouverait dans une semblable institution l'avantage de se faire mieux respecter par ses voisins et celui non moins précieux d'accoutumer les citoyens à l'obéissance légale et d'en augmenter la vigueur par la fatigue et par le mépris de la douleur et de la mort.

Aussi dès que les enfants en auraient eu la force, on les aurait habitué aux travaux militaires. En parlant de la première éducation, je dirai comment on voulait leur inspirer la fermeté et le courage. Je me borne ici à faire remarquer que dans l'esprit des membres du Comité, l'effet des institutions à ce relatives a été de n'introduire les jeunes gens dans la vie sociale que déjà préparés à la discipline et aux privations des camps, enflammés de l'amour de la patrie et brûlant de la servir.

Autant les nouvelles institutions auraient augmenté la force défensive de la nation, autant elles lui auraient inspiré

le sentiment d'équité envers les étrangers et d'aversion pour les conquêtes.

Un peuple agricole, sans monnaie et sans luxe, n'ayant d'autres soldats que les citoyens et goûtant les douceurs de l'égalité, de la liberté et de l'abondance, n'a ni la volonté ni le pouvoir de prendre les armes pour opprimer ses voisins ou de prolonger la guerre quand il s'y est engagé pour sa défense. — (*Ibid.*, p. 238.)

Comme chez tous les socialistes utopistes, on ne compte, chez les Babouvistes, que sur *un état agricole*. L'industrie moderne leur reste inconnue. Sparte pacifique est leur cité idéale.

XVII. — Contre la guerre.

On pensait, au Comité insurrecteur, que la loi devait défendre toute guerre offensive et obliger l'armée à attendre sur le territoire de la République les attaques de l'ennemi; on y voulait que pour préserver la nation de la corruption que les dépouilles des vainqueurs traînent à leur suite, tout butin individuel fut interdit, et que tout soldat fut obligé de rapporter au dépôt public tout ce qui pourrait tomber sous sa main.

Cependant, on ne se dissimulait pas que la meilleure sûreté contre la licence militaire résiderait du mépris des trésors des peuples esclaves que l'éducation commune graverait dans tous les cœurs. Sous la tente, au milieu des combats, le soldat citoyen n'eût eu d'autre passion que l'amour de l'égalité et de la patrie, ni d'autre guide que ses lois.

A l'amour de leur République, les conjurés joignaient celui de l'humanité, au bonheur de laquelle ils se rapportaient au fond de tous leurs projets. Si leurs vœux avaient été accomplis, il n'eût pas tenu à eux que le même esprit d'égalité et de justice qui devait régner entre tous les citoyens, ne dirigeât

geât la conduite de la République envers les étrangers ; ils désiraient que le peuple français, se considérant comme un membre de la grande société humaine, contribuât, par sa sagesse et par son exemple, à assurer la paix universelle et à faire respecter en tous lieux les droits que la nature a accordés à tous les hommes. — (*Ibid.*, p. 248-249.)

Pour former les assemblées de souveraineté, on aurait divisé la République en arrondissements aussi étendus que la commodité des réunions pouvait le permettre. Il y aurait eu dans chaque arrondissement :

L'Assemblée de souveraineté, composée de tous les citoyens ;

Un Sénat, composé de vieillards nommés par l'Assemblée susdite ;

Un président et ses secrétaires, choisis par la même Assemblée ;

Un amphithéâtre orné et commode pour les assemblées du peuple ;

Des archives ;

Des officiers chargés de convoquer les réunions et d'y maintenir l'ordre.

L'Assemblée centrale des législateurs se composait, conformément à la Constitution de 1793, de délégués nommés directement par le peuple, avec la double mission de proposer des lois et de rendre des décrets pour en assurer l'exécution et pour diriger et surveiller le gouvernement. Par une différence remarquable entre les dispositions de la Constitution susdite et les projets du Comité insurrecteur, les législateurs eussent été, en certains cas, responsables de leurs opinions.

Le corps des conservateurs de la volonté nationale était une institution nouvelle, destinée à recueillir les actes des Assemblées de souveraineté et à proclamer la volonté du souverain. — (*Ibid.*, p. 264.)

XVIII. — Pour la petite propriété.

Babeuf se défend contre les accusations portées par ses adversaires de vouloir la ruine du « bas peuple ».

Que de charlatanisme, dit-il, que d'astuce, que de grossiers mensonges, que de sophismes maladroits, que de calomnies usées, que de phrases banales dans cette proclamation du Directoire sur les écrits, discours et rassemblements prétendus séditieux ! On a voulu y faire croire que nous demandions *le pillage de la plus mince boutique et du plus mince ménage*, comme s'il n'appartenait pas au Gouvernement seul d'avoir su opérer adroitement ce pillage. Comme si, par son régime de famine, il n'avait pas trouvé le secret de faire transporter chez l'agioteur et chez tous les fripons dorés par les malheureux eux-mêmes tout ce qui était contenu dans leurs *simples ménages* et leurs *minces boutiques*. Comme s'il restait quelque chose à *piller* encore. Comme si nous n'avions pas toujours clairement annoncé que nous voulions *remonter, fortifier les minces boutiques et les petits ménages*, en y faisant rentrer au moins l'équivalent de ce que le brigandage légal en a fait sortir ? Comme si toutes les fortunes ordinaires n'avaient point dû être rassurées par nos déclarations franches ! Comme si nous n'avions pas toujours dit que nous ne voulions que démolir les fortunes colossales et améliorer toutes les autres !

On a fait, dans la proclamation du Directoire, *un appel* aux *gros riches*, aux fameux *propriétaires*, aux *puissants* voleurs. Comme si nous pouvions les craindre, comme si nous ne pouvions pas, nous, faire *un appel* au grand nombre composé non seulement de ceux qui n'ont déjà plus rien, mais encore de tous ceux qui n'ont que des fortunes médiocres, et de tous ceux à qui il ne reste que des débris de la leur, qui fut décomposée et se décompose encore chaque jour par l'effet du système abominable qui existe ! — (*Ibid.*, p. 303-304.)

C'est la même tactique que les adversaires du socialisme emploient encore aujourd'hui. Les socialistes seraient les ennemis des petits propriétaires.

Le voleur capitaliste crie en désignant le socialiste : « Au voleur ! »

Tout en faisant disparaître la petite boutique, la petite banque, les petits métiers, le paysan petit propriétaire, le capitaliste dénonce la *menace socialiste*.

On aurait dit que la réalité d'expropriation capitaliste est un moindre mal qu'une prétendue menace des socialistes d'effectuer la même expropriation ? Même si les socialistes avaient l'intention d'exproprier de force le petit propriétaire, celui-ci pourrait encore retrouver son bien — et avec profit — dans la propriété commune dont il deviendrait le bénéficiaire égal aux autres.

Mais la vérité est tout autre. C'est le capitalisme qui ruine la petite propriété. Le socialiste ne fait que le constater et prévenir les petits propriétaires contre toute illusion. Le socialisme *restituera* la propriété aux propriétaires, sous la seule forme possible et avantageuse dans l'avenir : sous la forme de propriété sociale. Quant aux petits propriétaires que le capitalisme aura épargné jusqu'à la Révolution sociale, le socialisme prêchera d'exemple en faisant ressortir, par l'expérience, les immenses avantages de la possession et de la production en commun. Libre aux petits propriétaires survivants de végéter sur « leur » petit lopin de terre.

La liberté du suicide physique ou économique ne saurait être matériellement entravée, même dans la société communiste. Mais cette folie propriétaire, comme toute autre, ne trouvant pas d'aliment dans les conditions d'une société en lutte contre elle-même, tendra de plus en plus à disparaître et finira par s'éliminer totalement, et de bon gré.

Mai 1871 — Examen des mains des prisonniers fédérés.

Tout insurgé dont les mains semblaient noircies par la poudre était fusillé immédiatement.

CHAPITRE II

LA VIE DE BUONARROTI ET LA CONSPIRATION DES ÉGAUX

I. — Une grande conspiration.

C'est à Buonarroti, le compagnon de lutte de Babeuf, que nous devons le récit le plus complet de la première grande conspiration prolétarienne. Voici l'esquisse de la vie et de l'œuvre de cet homme remarquable.

Buonarroti était né à Pise le 11 novembre 1760. Exilé par le grand-duc Léopold, dans les premières années de la révolution, il se réfugia en Corse, où il publia un journal, *l'Ami de la liberté italienne*. Il vint à Paris vers la fin de 1792, avec Saliceti, qui venait d'être nommé représentant du peuple et, peu de temps après son arrivée, la Convention, par un décret solennel, lui décerna la qualité de Français. En 1793, il fut envoyé en Corse, avec des pouvoirs extraordinaires. La réaction du 9 thermidor lui devait être fatale : en effet, il fut arrêté et détenu à la prison du Plessis jusqu'au 17 vendémiaire an IV. Quel usage il fit de la liberté qui lui fut alors rendue, il s'est chargé lui-même de nous l'apprendre, et on le verra plus loin. En 1806, Buonarroti se réfugia à Genève, et il y professait paisiblement les mathématiques et la musique, lorsque la diplomatie européenne, toute-puissante sur les petites Républiques suisses, vint, à la suite des événements de 1815, forcer la patrie de Rousseau à devenir inhospitalière envers un descendant de Michel-Ange. Buonarroti

réduit à chercher un nouvel asile, se fixa en Belgique, où il vécut de sa profession de compositeur de musique, et publia, en 1828, son livre de *La Conspiration de Babeuf*. Il rentra en France en 1830, et continua d'y vivre du produit de ses leçons. Il y mourut en 1837, à l'âge de soixante-dix-sept ans, avec toute sa mémoire et toute son intelligence, inébranlablement fidèle aux principes de toute sa vie.

« Ce que les biographes ne disent pas, écrit A. Ranc, et ce que savent bien tous les survivants des luttes de la liberté sous la Restauration et la monarchie de Juillet, c'est que depuis le jour où il quitta l'île d'Oléron jusqu'à sa mort, Philippe Buonarroti ne cessa d'exercer une influence considérable sur le parti révolutionnaire, non seulement en France, mais dans toute l'Europe. La Jeune-Italie et Mazzini relèvent de cette action initiatrice, ainsi que les sociétés secrètes qui furent plus tard dirigées à Paris par MM. Blanqui et Barbès. L'espace me manque ici, mais j'espère publier bientôt l'*Histoire de la République en France depuis le* 18 *brumaire jusqu'au* 24 *février* 1848, et montrer quelle place importante tiennent dans ces fastes de la République vaincue et combattant toujours Buonarroti et ses amis, ceux enfin qu'on appelle dédaigneusement les Babouvistes. »

En 1828, Buonarroti écrivait :

« Fortement lié à Babeuf et à Darthé par la continuité de nos sentiments, je partageai leur conviction et leurs efforts, et si nous nous trompions, notre erreur était au moins complète ; ils y persévérèrent jusqu'au tombeau et moi, après y avoir depuis si longtemps réfléchi, je suis demeuré convaincu que cette égalité qu'ils chérissaient est la seule institution propre à concilier tous les vrais besoins, à diriger les passions utiles, à enchaîner les passions dangereuses, et à donner à la société une forme libre, heureuse, paisible et durable. » — (*Gracchus Babeuf et la Conjuration des Egaux*, par Philippe Buonarroti, édit. de 1869, avec préface d'A. Ranc.)

II. — Buonarroti et la Révolution de 1789.

On vit, en effet, dit l'historien du Babouvisme, plusieurs sectes politiques chercher à donner à la France de nouvelles formes d'administration ; mais peu d'hommes aspirèrent, en faveur de la masse du peuple, à la réforme entière de la société.

C'est ainsi que la foule de ceux qui figurèrent sur la scène de la révolution bornèrent leurs efforts à faire prévaloir un ordre de gouvernement sur un autre, sans trop s'occuper du sort de ceux en faveur de qui tout gouvernement légitime doit exister ; c'est ainsi que tant de prétendus législateurs ont cru avoir fondé une République, par cela seul qu'ils avaient condamné un roi, et substitué l'autorité de plusieurs à celle d'un seul.

L'intérêt et les principes furent les causes de nos divisions pendant la révolution. Tandis que les uns défendaient un système parce qu'ils le croyaient bon, d'autres, en bien plus grand nombre, se jetaient dans le parti qui leur paraissait plus favorable à leurs vues de fortune ou d'ambition ; les premiers suivirent constamment la voie qu'ils s'étaient tracée ; les seconds changèrent de conduite au gré des circonstances et des passions.

Ce ne fut que successivement que l'on put attribuer à chaque secte politique son caractère particulier ; car plusieurs d'entre elles durent paraître agir dans le même sens, tant qu'elles eurent des ennemis communs à combattre. A chaque pas vers un nouveau degré d'améliorations, il se forma une nouvelle classe d'opposants intéressés au maintien des vices contre lesquels il était dirigé.

Si quelques nobles de l'Assemblée constituante parurent populaires à l'aurore de la Révolution, ils ne tardèrent pas à

suivre une route opposée, dès que les premiers vœux pour la véritable égalité se firent entendre; si d'autres s'élevèrent contre la famille régnante, dans le dessein de lui en substituer une autre, on les vit se ranger sous les drapeaux de la royauté, lorsque l'espoir fut enlevé à toutes les dynasties; si des prêtres applaudirent aux efforts des réformateurs contre les usurpations du haut clergé, ils devinrent les plus acharnés propagateurs en fanatisme, aussitôt que la nation se refusa à l'entretien de toute espèce de culte; si ceux qui avaient voulu exploiter à leur profit la royauté constitutionnelle se montrèrent, dans les mêmes vues, républicains, ils furent en opposition ouverte avec les plus ardents défenseurs de la République, dès que le peuple prétendit qu'elle fût la chose de tout le monde...

Ce qui se passa en France immédiatement après la création de la République, est à mes yeux l'explosion de la discorde toujours subsistante entre les partisans de l'opulence et des distinctions, d'un côté, et les amis de l'égalité ou de la nombreuse classe des travailleurs, de l'autre.

En remontant plus haut, on trouvera la source des discussions qui eurent lieu à cette époque dans la doctrine anglaise des économistes, d'une part, et de l'autre, dans celle de J.-J.-Rousseau, Mably et quelques autres sages modernes. (*La Conjuration des Egaux*, par Ph. Buonarroti.)

Nous voyons ici comment les communistes, même de la période utopique, sont supérieurs par leur conception réaliste à la plupart des historiens bourgeois incapables de s'élever au-dessus de la surface idéologique des événements historiques. Les revendications de la justice économique rendent l'esprit capable d'apprécier à leur *juste valeur* les hommes et les choses.

III. — Buonarroti contre la richesse.

Mais les premiers communistes confondent souvent dans la même haine, les *riches* et les *richesses*. Leurs théories ont un arrière-goût ascétique. Ils ne voient pas que l'abondance est un bien absolu. Ce qui la rend odieuse, c'est le fait qu'elle engendre, dans la société actuelle, la misère et qu'elle se place cyniquement en face de la misère. Mais ce fait relève des conditions du régime et non de la richesse comme telle. Aussi Buonarroti parle-t-il avec dédain de la multiplicité des besoins, glorifiée par les socialistes modernes.

Rappelons-nous, écrit Buonarroti, que de nombreux écrivains ont fait consister la prospérité des nations dans la *multiplicité de leurs besoins*, dans la diversité toujours croissante de leurs jouissances matérielles, dans une immense industrie, dans un commerce illimité, dans la rapide circulation des métaux monnayés et, en dernière analyse, dans l'inquiète et insatiable cupidité des citoyens. Tantôt on a préféré l'entassement des propriétés territoriales en peu de mains, tantôt on s'est prononcé pour la multiplication des petits propriétaires, et tandis que les uns ont cru la misère et l'abrutissement de la partie productive nécessaires à l'opulence et à la tranquillité de tous, d'autres, en offrant la liberté illimitée de l'industrie et des transactions comme un moyen de remédier à l'inégalité établie, ont frayé le chemin à une nouvelle corruption et à de nouvelles inégalités.

Dès qu'on eut placé le bonheur et la force de la société dans les richesses, on fut nécessairement conduit à refuser l'exercice des droits politiques à tous ceux qui n'offrent pas, par leur fortune, une garantie de leur attachement à un pareil ordre, réputé le bien par excellence.

Dans tout système social de ce genre, la grande majorité

des citoyens, constamment assujettie à des travaux pénibles, est condamnée de fait à languir dans la misère, dans l'ignorance et dans l'esclavage.

IV. — Buonarroti et Robespierre.

Parmi les hommes, écrit Buonarotti, qui brillèrent dans l'arène révolutionnaire, il en est qui, dès le commencement, se prononcèrent pour l'affranchissemeent réel du peuple français. Marat, Maximilien Robespierre et Saint-Just figurent glorieusement avec quelques autres dans la liste honorable des défenseurs de l'égalité. Marat et Robespierre attaquèrent de front le système antipopulaire qui prévalut dans l'Assemblée constituante, dirigèrent, avant et après le 10 août, les démarches des patriotes ; arrivés à la Convention, ils y furent en butte à la haine et aux calomnies du parti de l'égoïsme qu'ils confondirent, s'élevèrent, dans le jugement du roi, à la plus haute philosophie, et eurent une grande part aux événements du 31 mai et jours suivants, dont les faux amis de l'égalité détruisirent enfin l'heureuse influence.

Autant les amis de l'égalité avaient désiré, avant le 9 thermidor, que le gouvernement révolutionnaire fût maintenu dans toute sa pureté, autant en souhaitèrent-ils, depuis, la chute, afin qu'il fût remplacé par la constitution de 1793, contre laquelle étaient dirigées les manœuvres de l'aristocratie : désespérant du triomphe de l'égalité, ils désiraient mettre au moins le peuple en possession de ses droits politiques.

Tel fut le motif du mouvement du 12 germinal de l'an III, et de l'insurrection parisienne du 1er prairial. Le mauvais succès de ces journées redoubla la fureur des ennemis de la liberté, et augmenta de beaucoup le nombre des bons citoyens, entassés dans les prisons ou égorgés sur toute la surface de la République.

V. — Conspiration de Babeuf.

Dès que Babeuf fut privé de la liberté, sa première pensée fut d'avouer la conspiration et d'en soutenir la légitimité. Elle résulte de ses réponses au ministre de la police qui lui demandait s'il avait eu le dessein de renverser le gouvernement et s'il était associé à quelques personnes pour y parvenir. Les voici : « Intimement convaincu que le gouvernement actuel est oppresseur, j'aurais fait tout ce qui était en mon pouvoir pour le renverser. Je m'étais associé avec tous les démocrates de la République ; il n'est pas de mon devoir d'en nommer aucun ».

Interpellé par le même ministre sur les moyens qu'il comptait employer, il répondit : « Tous les moyens légitimes contre les tyrans » ; et, peu après : « Je n'ai pas à donner les détails des moyens qui eussent été employés. Au surplus, ils ne dépendaient pas seulement de moi ; je n'avais que ma voix dans le Conseil des tyrannicides ».

Interrogé quelques jours après, par le directeur du jury, il répondit ainsi à l'imputation d'être l'auteur de la conspiration : « J'atteste qu'on me fait trop d'honneur en me décorant du titre de chef de la conspiration ; je déclare que je n'y avais même qu'une part secondaire et bornée à ce que je vais dire : je l'approuvais, cette conspiration, parce que je la croyais légitime, parce que je croyais et que je crois encore que le gouvernement actuel est souverainement criminel, usurpateur de l'autorité, violateur de tous les droits du peuple qu'il a réduit au plus chétif dénuement, au plus déplorable esclavage, criminel enfin de lèse-nation au premier chef ; et que je croyais et que je crois encore à la sainteté du principe, que c'est un devoir de conspirer contre un tel gouvernement ;

alors je consentis volontiers à aider de tous mes moyens les chefs et les meneurs d'une conspiration qui se forma contre lui ». Et après avoir établi le rôle qu'il avait joué dans la conspiration, il ajouta : « Voilà des détails qui détruiront sans doute la supposition absurde que j'étais le chef de la conspiration ; et cela fondé sur la seule circonstance que je me trouvais, au moment de mon arrestation, à côté d'une partie des papiers des conspirateurs. Je le répète, ce n'est point que je veuille par là atténuer ma culpabilité ; je ne veux qu'être de bonne foi et ne point paraître avec un rôle plus brillant que je ne mérite, avec un rôle qui n'est point le mien. Je consens après cela à porter cependant la plus forte peine du crime de tramer contre des oppresseurs, car j'avoue encore que, quant à l'intention, personne n'a pu conspirer contre eux plus fortement que moi : j'ai la conviction que c'est un crime commun à tous les Français, du moins à toute la partie vertueuse, à tout ce qui ne veut pas de l'affreux système du bonheur d'un très petit nombre, fondé sur l'opprobre et l'extrême misère de la masse ; je me déclare complètement atteint et convaincu de forfait, et je déclare que c'était celui de tous les conspirateurs que je servais. » — (*Ib.*, p. 147-148.)

VI. — Babeuf à sa femme.

Après la déclaration du jury, Babeuf avait écrit à sa femme et à ses enfants cette lettre touchante :

« Bonsoir, mes amis. Je suis prêt à m'envelopper dans la nuit éternelle. J'exprime mieux à l'ami auquel j'adresse les deux lettres que vous aurez vues, je lui exprime mieux ma situation pour vous que je ne peux le faire à vous-mêmes. Il me semble que je ne sens rien pour trop sentir. Je remets votre sort dans ses mains. Hélas ! je ne sais si vous le trouverez en position de pouvoir faire ce que je demande de

lui ; je ne sais comment vous pourrez arriver jusqu'à lui. Votre amour pour moi vous a conduits ici à travers tous les obstacles de notre misère ; vous vous y êtes soutenus au milieu des peines et des privations ; votre constante sensibilité vous y a fait suivre tous les instants de cette longue et cruelle procédure, dont vous avez, comme moi, bu le calice amer ; mais j'ignore comment vous allez faire pour rejoindre le lieu d'où vous êtes partis ; j'ignore comment ma mémoire sera appréciée, quoique je crois m'être conduit de la manière la plus irréprochable ; j'ignore enfin ce que vont devenir tous les républicains, leurs familles, et jusqu'à leurs enfants à la mamelle, au milieu des fureurs royales, que la contre-révolution va amener ; ô mes amis, que ces réflexions sont déchirantes dans mes derniers instants !... Mourir pour la patrie, quitter une famille, des enfants, une épouse chérie, seraient plus supportables, si je ne voyais pas au bout la liberté perdue, et tout ce qui appartient aux sincères républicains enveloppé dans la plus horrible proscription. Ah ! mes tendres enfants, que deviendrez-vous ? Je ne puis ici me défendre de la plus vive sensibilité... Ne croyez pas que j'éprouve du regret de m'être sacrifié pour la plus belle des causes : quand même tous mes efforts seraient inutiles pour elle, j'ai rempli ma tâche...

Si, contre mon attente, vous pouviez survivre à l'orage terrible qui gronde maintenant sur la République et sur tout ce qui lui fut attaché ; si vous pouviez vous retrouver dans une situation tranquille, et trouver quelques amis qui vous aidassent à triompher de votre mauvaise fortune, je vous recommanderais de vivre bien unis ensemble ; je recommanderais à ma femme de tâcher de conduire ses enfants avec beaucoup de douceur, et je recommanderais à mes enfants de mériter les bontés de leur mère, en la respectant et en lui étant toujours soumis. Il appartient à la famille d'un martyr de la liberté de donner l'exemple de toutes les vertus, pour attirer l'estime et l'attachement de tous les gens de bien. Je dési-

rerais que ma femme fît tout ce qui lui serait possible pour donner de l'éducation à ses enfants, en engageant tous ses amis à l'aider dans tout ce qui leur serait également possible pour cet objet. J'invite Émile à se prêter à ce vœu d'un père, que je crois bien aimé, et dont il fut tant aimé; je l'invite à s'y prêter sans perdre de temps et le plus tôt qu'il pourra.

« Mes amis, j'espère que vous vous souviendrez de moi et que vous en parlerez souvent. J'espère que vous croirez que je vous ai tous beaucoup aimés. Je ne concevais pas d'autre manière de vous rendre heureux que par le bonheur commun. J'ai échoué; je me suis sacrifié; c'est aussi pour vous que je meurs.

« Parlez beaucoup de moi à Camille; dites-lui mille et mille fois que je le portais tendrement dans mon cœur.

« Dites-en autant à Caïus, quand il sera capable de l'entendre.

« Lebois a annoncé qu'il imprimerait à part nos défenses; il faut donner à la mienne le plus de publicité possible. Je recommande à ma femme, à ma bonne amie, de ne remettre à Baudouin, ni à Lebois, ni à d'autres, aucune copie de ma défense, sans en avoir une autre bien correcte par devers elle, afin d'être assurée que cette défense ne soit jamais perdue. Tu sauras, ma chère amie, que cette défense est précieuse, qu'elle sera toujours chère aux cœurs vertueux et aux amis de leur pays.

« Le seul bien qui te restera de moi sera ma réputation. Et je suis sûr que toi et tes enfants, vous vous consolerez beaucoup en en jouissant. Vous aimerez à entendre tous les cœurs sensibles et droits dire, en parlant de votre époux, de votre père :

« Il fut parfaitement vertueux.

« Adieu. Je ne tiens plus à la terre que par un fil, que le jour de demain rompra. Cela est sûr, je le vois trop. Il faut en faire le sacrifice. Les méchants sont les plus forts, je leur cède. Il est au moins doux de mourir avec une conscience

aussi pure que la mienne ; tout ce qu'il y a de cruel, de déchirant, c'est de m'arracher de vos bras, ô mes tendres amis ! ô tout ce que j'ai de plus cher ! Je m'en arrache : la violence est faite... Adieu, adieu, adieu, dix millions de fois adieu...

Encore un mot. Ecrivez à ma mère et à mes sœurs. Envoyez-leur, par diligence ou autrement, ma défense, dès qu'elle sera imprimée. Dites-leur comment je suis mort, et tâchez de leur faire comprendre, *à ces bonnes gens*, qu'une telle mort est glorieuse, loin d'être déshonorée...

« Adieu donc, encore une fois, mes bien chers, mes tendres amis. Adieu, pour jamais. Je m'enveloppe dans le sein d'un sommeil vertueux. »

CHAPITRE III

LE PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE DE BABEUF

I. — L' " Acte insurrecteur ".

Pour mettre de l'ordre dans le grand mouvement qui se préparait, le Directoire secret jugea nécessaire de s'en déclarer ouvertement le chef, et d'indiquer en cette qualité au peuple, les demandes qu'il devait former, la marche qu'il devait suivre, les obstacles qu'il lui fallait vaincre, et les pièges qu'il lui importait de déjouer.

A cet effet, après une longue et sérieuse délibération, il adopta ce fameux acte insurrecteur, dont la publication eût été le signal de la nouvelle révolution, et qui était ainsi conçu :

ACTE INSURRECTEUR

« Des démocrates français, considérant que l'oppression et la misère du peuple sont à leur comble ; que cet état de tyrannie et de malheur est du fait du gouvernement actuel ;

« Considérant que les nombreux forfaits des gouvernements ont excité contre eux les plaintes journalières et toujours inutiles des gouvernés ;

« Considérant que la Constitution du peuple jurée en 1793 fut remise par lui sous la garde de toutes les vertus ;

« Qu'en conséquence, lorsque le peuple entier a perdu tous ses moyens de garantie contre le despotisme, c'est aux vertus les plus courageuses, les plus intrépides, à prendre

l'initiative de la résurrection, et à diriger l'affranchissement de la masse ;

« Considérant que les droits de l'homme reconnus à la même époque, 93, tracent au peuple entier, ou à chacune de ses portions, comme le plus sacré des droits, et le plus indispensable des devoirs, celui de s'insurger contre le gouvernement qui viole ses droits ; et qu'ils prescrivent à chaque homme libre de mettre à l'instant à mort ceux qui usurpent la souveraineté ;

« Considérant qu'une fraction conspiratrice a usurpé la souveraineté, en substituant sa volonté particulière à la volonté générale librement et légalement exprimée dans les Assemblées primaires de 1793, en imposant au peuple français, sous les auspices des persécutions et de l'assassinat de tous les amis de la liberté, un code exécrable, appelé Constitution de 95, à la place du pacte démocratique de 1793, qui avait été accepté avec tant d'enthousiasme ;

« Considérant que le code tyrannique de 95 viole le plus précieux des droits, en ce qu'il établit des distinctions entre les citoyens, leur interdit la faculté de sanctionner les lois, de changer la Constitution et de s'assembler, limite leur liberté dans le choix des agents publics, et ne leur laisse aucune garantie contre l'usurpation des gouvernements ;

« Considérant que les auteurs de cet affreux code se sont maintenus en état de rébellion permanente contre le peuple, lorsqu'ils se sont arrogé, au mépris de sa volonté suprême, l'autorité que la nation seule pouvait leur confier ; qu'ils se sont créés, soit eux-mêmes, soit à l'aide d'une poignée de factieux et d'ennemis du peuple, les uns, rois sous un nom déguisé, les autres, législateurs indépendants ;

« Considérant que ces oppresseurs, après avoir tout fait pour démoraliser le peuple ; après avoir outragé, avili et fait disparaître les attributs et les institutions de la liberté et de la démocratie ; après avoir fait égorger les meilleurs amis de la République, rappelé et protégé ses plus atroces ennemis,

pillé et épuisé le trésor public, pompé toutes les ressources nationales, totalement discrédité la monnaie républicaine, effectué la plus infâme banqueroute, livré à l'avidité des riches jusqu'aux derniers lambeaux du malheureux qui, depuis près de deux ans, meurt chaque jour, affamé ; non contents de tant de crimes, viennent, par un raffinement de tyrannie, de ravir au peuple jusqu'au droit de se plaindre ;

« Considérant qu'ils ont ourdi et favorisé des complots pour entretenir la guerre civile dans les départements de l'Ouest, en trompant la nation par une pacification plâtrée, dont les articles secrets stipulaient des conditions contraires à la volonté, à la dignité, à la sûreté et aux intérêts du peuple français ;

« Considérant que, tout récemment encore, ils ont appelé à eux une foule d'étrangers, et que tous les principaux conspirateurs de l'Europe sont en ce moment à Paris pour consommer le dernier acte de la contre-révolution ;

« Considérant qu'ils viennent de licencier et de traiter indignement ceux des bataillons qui ont eu la vertu de se refuser à les seconder dans leurs atroces desseins contre le peuple ; qu'ils ont osé mettre en jugement ceux des braves soldats qui ont déployé le plus d'énergie contre l'oppression et qu'ils ont joint à cette infamie, celle de qualifier d'inspiration royaliste leur généreuse résistance à la volonté des tyrans ;

« Considérant qu'il serait difficile et trop long de suivre et de retracer complètement la marche populicide de ce gouvernement criminel, dont chaque pensée, chaque acte est un délit national ; que les preuves de tous ces forfaits sont tracées en caractères de sang dans toute la République ; que de tous les départements les cris qui appellent sa répression sont unanimes ; qu'il appartient à la portion des citoyens la plus voisine des oppresseurs d'attaquer l'oppression ; que cette portion est comptable du dépôt de la liberté envers l'état entier, et qu'un trop long silence la rendrait complice de la tyrannie ;

« Considérant enfin que tous les défenseurs de la liberté sont prêts ;

« Après s'être constitués en Comité insurrecteur de salut public, prennent sur leurs têtes la responsabilité et l'initiative de l'insurrection et arrêtent ce qui suit :

« ARTICLE PREMIER. — Le peuple est en insurrection contre la tyrannie.

« ART. 2. — Le but de l'insurrection est le rétablissement de la Constitution de 1793, de la liberté, de l'égalité et du bonheur de tous.

ART. 3. — Aujourd'hui, dès l'heure même, les citoyens et les citoyennes partiront de tous les points, en désordre et sans attendre le mouvement des quartiers voisins, qu'ils feront marcher avec eux. Ils se rallieront au son du tocsin et des trompettes, sous la conduite des patriotes auxquels le Comité insurrecteur aura confié des guidons portant l'inscription suivante :

CONSTITUTION DE 1793

Égalité. *Liberté.*

BONHEUR COMMUN.

« D'autres guidons porteront ces mots :

« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ;

« Ceux qui usurpent la souveraineté doivent être mis à mort par les hommes libres. »

« Les généraux du peuple seront distingués par des rubans tricolores flottant très visiblement autour de leurs chapeaux.

« ART. 4. — Tous les citoyens se rendront avec leurs armes, ou à défaut d'armes, avec tous autres instruments

offensifs, sous la seule direction des patriotes ci-dessus, aux chefs-lieux de leurs arrondissements respectifs.

« Art. 5. — Les armes de toute espèce seront enlevées par les insurgés partout où elles se trouvent.

« Art. 6. — Les barrières et le cours de la rivière seront soigneusement gardés ; nul ne pourra sortir de Paris sans un ordre formel et spécial du Comité insurrecteur ; il n'entrera que les courriers, les porteurs et conducteurs de comestibles, auxquels il sera donné protection et sûreté.

« Art. 7. — Le peuple s'emparera de la trésorerie nationale, de la poste aux lettres, des maisons des ministres, et de tout magasin public ou privé contenant des vivres et des munitions de guerre.

« Art. 8. — Le Comité insurrecteur de salut public donne aux légions sacrées des camps environnant Paris, qui ont juré de mourir pour l'égalité, l'ordre de soutenir partout les efforts du peuple.

« Art. 9. — Les patriotes des départements réfugiés à Paris, et les braves officiers destitués sont appelés à se distinguer dans cette lutte sacrée.

« Art. 10. — Les deux Conseils et le Directoire, usurpateurs de l'autorité populaire, seront dissous. Tous les membres qui les composent seront immédiatement jugés par le peuple.

« Art. 11. — Tout pouvoir cessant devant celui du peuple, nul prétendu député, membre de l'autorité usurpatrice, directeur, administrateur, juge, officier, sous-officier de garde nationale, ou quelque fonctionnaire public que ce soit, ne pourront exercer aucun acte d'autorité, ni donner aucun ordre ; ceux qui y contreviendront seront à l'instant mis à mort.

« Tout membre du prétendu corps législatif, ou directeur,

CLICHÉ DE GANDON

Les Otages sont conduits du secteur au mur pour être fusillés.

trouvé dans les rues, sera arrêté, et conduit sur le champ à son poste ordinaire.

« Art. 12. — Toute opposition sera vaincue sur le champ par la force. Les opposants seront exterminés.

« Seront également mis à mort :

« Ceux qui battront ou feront battre la générale ;

« Les étrangers de quelque nation qu'ils soient, qui seront trouvés dans les rues ;

« Tous les présidents, secrétaires et commandants de la conspiration royale de vendémiaire qui oseraient aussi se mettre en évidence.

« Art. 13. — Il est ordonné à tous les envoyés des puissances étrangères de rester dans leurs domiciles durant l'insurrection ; ils sont sous la sauvegarde du peuple.

« Art. 14. — Des vivres de toute espèce seront portés au peuple sur les places publiques.

« Art. 15. — Tous les boulangers seront en réquisition pour faire continuellement du pain, qui sera distribué *gratis* au peuple ; ils seront payés sur leur déclaration.

« Art. 16. — Le peuple ne prendra de repos qu'après la destruction du gouvernement tyrannique.

« Art. 17. — Tous les biens des émigrés, des conspirateurs et de tous les ennemis du peuple, seront distribués sans délai aux défenseurs de la patrie et aux malheureux.

« Les malheureux de toute la République seront immédiatement logés et meublés dans les maisons des conspirateurs.

« Les effets appartenant au peuple, déposés au Mont-de-Piété, seront sur le champ gratuitement rendus.

« Le peuple français adopte les épouses et les enfants des braves qui auront succombé dans cette sainte entreprise ; il les nourrira et entretiendra ; il en sera de même à l'égard de leurs pères et mères, frères et sœurs, à l'existence desquels ils étaient nécessaires.

« Les patriotes proscrits et errants dans toute la République recevront tous les secours et moyens convenables pour rentrer dans le sein de leurs familles. Ils seront indemnisés des pertes qu'ils auront soufferts.

« La guerre contre la tyrannie intérieure étant celle qui s'oppose le plus à la paix générale, ceux des braves défenseurs de la liberté qui prouveront avoir concouru à la terminer, seront libres de retourner avec armes et bagages dans leurs foyers; ils y jouiront, en outre immédiatement, des récompenses depuis si longtemps promises.

« Ceux d'entre eux qui voudront continuer de servir la République, seront aussi sur le champ récompensés d'une manière digne de la générosité d'une grande nation libre.

« Art. 18. — Les propriétés publiques et particulières sont mises sous la sauvegarde du peuple.

« Art. 19. — Le soin de terminer la Révolution et de donner à la République la liberté, l'égalité et la constitution de 1793, sera confié à une Assemblée nationale composée d'un démocrate par département, nommé par le peuple insurgé sur la présentation du Comité insurrecteur.

« Art. 20. — Le Comité insurrecteur de salut public restera en permanence jusqu'à l'accomplissement total de l'insurrection. »

Par la promesse de distribution, le Directoire fixait l'attention et entretenait l'espérance de la classe laborieuse, sans indisposer ceux qui, tout en haïssant la nouvelle aristocratie, n'aimait pas pour cela l'égalité de fait. « Distribuer les biens ne signifiait pas morceler la propriété territoriale; car les véritables biens ne sont pas les terres, mais les fruits qu'elles produisent; or, en distribuant les fruits, la promesse eût été complètement exécutée, et c'est là ce que le Directoire secret se proposait de faire, ainsi qu'on va le voir. » — (*Id.*, p. 100-101.)

II. — Le décret d'égalité, de liberté et de bonheur.

A l'effet d'obtenir du peuple victorieux un décret conforme à ses véritables intérêts, le Directoire comptait soumettre à ses suffrages les noms des démocrates qu'il jugeait les plus dignes d'une si haute confiance. Cette nouvelle Assemblée serait venue contracter à la face du ciel l'engagement de se dévouer pour le salut de tous, et jurer d'exécuter fidèlement les ordres qu'on se proposait de lui faire prescrire par le décret suivant :

« Le peuple de Paris, après avoir terrassé la tyrannie, tenant des droits qu'il a reçus de la nature, reconnaît et déclare au peuple français :

« Que l'inégale distribution des biens et des travaux est la source intarissable de l'esclavage et des malheurs publics ;

« Que le travail de tous est une condition essentielle du pacte social ;

« Que la propriété de tous les biens de la France réside essentiellement dans le peuple français qui peut seul en déterminer ou en changer la répartition ;

« Ordonne à l'Assemblée Nationale qu'il vient de créer dans l'intérêt et au nom de tous les Français, d'améliorer la Constitution de 1793, d'en préparer la prompte exécution et d'assurer, par de sages institutions, fondées sur les vérités ci-dessus reconnues, à la République française, une inaltérable égalité, la liberté et le bonheur ;

« Enjoint à ladite Assemblée de rendre compte, dans un an au plus tard, à la nation, de l'exécution du présent décret ;

« Il s'engage enfin à faire respecter les décrets de cette Assemblée conformes aux ordres ci-dessus, et à punir de la peine des traîtres ceux de ses membres qui s'écarteront des devoirs qu'il vient de leur prescrire. » — (*Ibid.*, p. 101-102.)

On voit ainsi, dans les documents décisifs de la conspiration de Babeuf, les traits dominants de ce qu'on appellera ultérieurement la « méthode blanquiste » des sociétés secrètes. Les inspirateurs de ces sociétés s'imaginèrent qu'on pouvait *décréter la révolution*, mettre en paragraphes bien alignés les événements à venir. Tout fut réglé d'avance. Il ne manquait qu'une chose : le succès final. Car les projets de révolution ne tenaient pas compte des conditions matérielles nécessaires à leur réussite. La révolution ne se décrète ni par l'initiative d'en haut ni par celle d'en bas.

CHAPITRE IV

LA RÉVOLUTION ET LES PROGRÈS ÉCONOMIQUES

I. — Une contre-vérité.

La réaction prétend encore aujourd'hui (voir les livres de M. Gustave Le Bon) que la Révolution n'accumula que des ruines. C'est là une contre-vérité.

La Révolution « a libéré » les forces productives de la France sans émanciper les producteurs. En abolissant les droits féodaux, elle a donné un nouvel essor à l'agriculture. Par la suppression du régime des corporations, elle a déblayé le terrain au profit du développement industriel, préparé le lit au régime capitaliste. Voici un résumé de la situation économique de la France pendant la période de 1800 à 1815 d'après M. A. Arnauné et quelques autres (*Histoire générale* de MM. E. Lavisse et Rambaud) :

II. — Cultures.

Vers 1815, d'après le comte Chaptal, la superficie de la France était de 52 millions d'hectares, les terres labourables occupaient près de 25 millions d'hectares ; les pâturages, 3 millions et demi, les prés également 3 millions et demi ; les vignes près de 3 millions d'hectares ; les terres vagues, landes et bruyères, 3,841,000 hectares. Les bois s'étendaient sur 7 millions d'hectares, dont 5 millions en bois taillis et près d'un demi-million en futaie, appartenant à des particuliers

1 million et demi d'hectares formaient le domaine forestier de l'État.

Les produits en céréales s'étaient accrus d'un dixième de 1790 à 1812 ; les prairies artificielles s'étaient considérablement agrandies aux dépens des jachères stériles. C'est l'époque où la doctrine des assolements commence à se répandre. Chaptal constate, en 1819, que cette théorie a fait de grands progrès ; « il est reconnu aujourd'hui que la terre ne demande pas de repos et qu'elle peut produire sans interruption, pourvu qu'on la prépare convenablement par de bons labours, des engrais suffisants et surtout par des assolements bien entendus ». Cependant, l'agriculture ne s'affranchit que lentement de la vieille routine de semer du blé, puis de l'avoine et de laisser la terre se reposer la troisième année. Dans la Dordogne, par exemple, en 1808, la rotation se borne au seigle et à la jachère ; même pratique dans la Haute-Garonne, sauf dans l'arrondissement de Villefranche et une faible partie de ceux de Toulouse et de Muret, où l'assolement est triennal et comporte le blé, le maïs et la jachère. Dans le Gers, en 1815, les prairies artificielles sont encore inconnues.

La pomme de terre, longtemps dédaignée, est d'un emploi plus général après les disettes de 1811 et 1812.

La vigne se répand sur de grandes étendues de terrain, autrefois en friche. En 1808, d'après Chaptal, la récolte du vin est de 35 millions et demi d'hectolitres. L'augmentation des produits est évaluée par les uns au quart, par les autres à la moitié de ce qu'ils étaient avant 1790.

La production des huiles végétales avait également beaucoup progressé. Dans une enquête faite en 1912, il fut constaté qu'on en exportait une quantité notable, tandis qu'antérieurement on en importait annuellement pour environ 20 millions de francs.

La culture du lin avait augmenté. Elle occupait 40.000 hectares dans une quarantaine de départements ; on en estimait le produit à 19 millions. Cent mille hectares environ étaient

ensemencés en chanvre dans 57 départements, donnant une récolte évaluée à 30 millions. Signalons la découverte d'un nouveau procédé de rouissage inventé par un fabricant d'Amiens, Bralle, qui permettait de rouir très rapidement, en toute saison, d'une manière complète et égale.

Parmi les cultures accessoires, nous indiquerons le houblon, dans quelques départements du Nord ; la garance en Alsace, dans le Vaucluse, l'Hérault, les Bouches-du-Rhône ; le pastel dont la culture très florissante au XVIe siècle, très atteinte depuis par l'invention de l'indigo, reprit quelque faveur pendant le blocus continental ; la betterave, alors à ses débuts. Nous ne mentionnerons que pour mémoire le tabac, cultivé librement de 1791 à 1798, puis placé, à partir de 1808, sous la surveillance de l'Etat ; le coton, dont l'acclimatation fut essayée dans l'extrême midi au moment du blocus continental.

III. — Élevage.

L'introduction du mérinos avait eu les plus heureux résultats. Le poids des toisons avait doublé par suite de l'amélioration des races. L'industrie était mise en possession d'une grande variété de laines pouvant servir à la fabrication des tissus les plus fins et des tissus ordinaires. La production des laines fines était évaluée à 9 millions de kilogrammes.

La population bovine était estimée en l'An XIII à 6 millions de bœufs et vaches. Les exportations de ces animaux représentaient en moyenne, avant 1790, 4 millions et demi de francs ; en 1811 et 1812, elle était évaluée à près de 9 millions ; l'importation, dans la même période, était tombée de 6 millions à 2 millions de francs. En 1812, on comptait 200.000 taureaux, 1.700.000 bœufs, 3.000.000 vaches, 850.000 génisses, en tout 6.000.000 têtes.

Plus de la moitié des cultures était alors faite au moyen de bœufs.

On estime qu'en 1812 les divers travaux de l'agriculture occupaient environ 1.500.000 chevaux. Les mouvements de l'exportation et de l'importation de ces animaux ont été surtout affectés par les nécessités de la guerre. — (LAVISSE et RAMBAUD. *Histoire générale du IVe siècle à nos jours*, t. IX, p. 392-395.)

IV. — L'Industrie.

La période du Consulat et de l'Empire a été marquée par de sérieux progrès industriels. On peut dire que dans ces quinze années l'industrie a regagné tout ce qu'elle avait brusquement perdu sous la Révolution.

L'action du gouvernement et les initiatives particulières concoururent à ce résultat. La *Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, fondée en 1801, par Monge, Conté, Berthollet, Chaptal, recueillait les découvertes utiles aux arts, propageait l'instruction industrielle, provoquait des expériences. Le Gouvernement ne ménageait pas ses efforts dans le même but ; c'est ainsi qu'un tissage modèle était établi à Passy, où des ouvriers choisis dans tous les départements venaient apprendre le maniement de la navette volante.

V. — Industries textiles et Vêtements.

Les industries textiles sont au premier rang. Parmi elles, la filature et le tissage du coton occupent une place importante.

En 1812, le nombre des broches dépasse 1 million ; la production s'élève à près de 10 millions et demi de kilogrammes. On compte plus de 200 filatures mécaniques, dont 60 sont des plus considérables. Il y a 70.000 métiers à tisser ; 10.500

métiers pour la bonneterie. Le commerce du coton paraît porter sur 190 millions de francs.

C'est une industrie toute nouvelle. Avant la Révolution, la filature mécanique était presque inconnue en France. L'introduction des premières mull-jennys et métiers continus est postérieure au traité de commerce de 1786. Depuis cette époque, les mécaniques les plus parfaites ont été importées, puis perfectionnées par nos inventeurs, par Pouchet, Calla, de Lafontaine, Albert, Werther. La filature mécanique a fait d'immenses progrès, et seuls les numéros les plus fins, nécessaires à nos fabriques de mousseline de Tarare et de Saint-Quentin, sont encore demandés à la contrebande.

Le tissage a fait des progrès analogues. A la fabrication des mouchoirs de coton, dont Rouen et Montpellier fournissaient au commerce, dès avant 1789, pour plus de 15 millions, se sont ajoutées celles des nankins, crépons, basins, mousselines, percales, organdis, calicots, tulles unis ou façonnés, tricots de Berlin, tricots à mailles fixes, bas à coins à jour. Dans l'Ain, la Seine-Inférieure, la Somme et le Nord, on tisse par an plus de 1.500.000 pièces de nankin.

Les progrès de la filature, du tissage et du coton, eurent leur répercussion sur ceux de la laine et du lin. Chaptal attira en France un des meilleurs constructeurs de la Grande-Bretagne, Douglas, lui forma un établissement et, en peu de temps, nos fabricants purent se pourvoir non seulement de mécaniques nécessaires à la filature, mais de toutes les machines nécessaires aux nombreuses opérations de la draperie. On compta bientôt, rapporte Chaptal, plus de 300 équipages complets de mécaniques et une quantité prodigieuse de machines détachées, soit pour la filature, soit pour le lainage, soit pour le tissage. Les améliorations furent surtout importantes dans la filature pour la draperie fine et dans la tonte des draps. Dale et Richards adaptèrent à la filature de la laine les machines employées à la filature du coton; l'adoption de la navette volante accéléra le travail, en épargnant la

fatigue du tisserand et en économisant la main-d'œuvre d'un ouvrier dans la fabrication des tissus larges.

Le tissage des laines occupe alors un grand nombre d'ouvriers. La suppression des jurandes et des règlements de fabrication permet à Elbeuf et à Darnétal de donner à leurs fabriques une grande extension. Sedan et Louviers tiennent le premier rang pour les beaux produits fabriqués avec le mérinos. Les drapiers de l'Aude utilisent les laines des Corbières, dont la finesse approche celle des mérinos. En 1812, Sedan emploie 18.000 ouvriers, 1.550 métiers, et fabrique 37.000 pièces de drap. Carcassonne entretient 290 métiers, 9.000 ouvriers, et fabrique 12.000 pièces.

Plusieurs sortes anciennes d'étoffes de laine ont disparu ; on ne fabrique plus de ratines, de prunelles, de camelote, de calmandes, de flanelles imprimées. La mode s'est portée sur de nouveaux genres. Ce sont des tissus fins et brillants, formés de la laine la plus fine, dont on fait des châles, des voiles, des robes, etc. ; le centre de fabrication est à Reims, avec 6.265 métiers, près de 20.000 ouvriers et une production d'environ 1 million de pièces d'étoffe.

Chaptal admet que l'industrie de la laine utilise 93 millions de francs de matière première provenant du cru ou de l'importation, et crée en étoffes, bonneterie, couvertures, tapis, matelas, une valeur totale de 200 millions.

Le développement de la fabrication du coton avait eu pour conséquence une diminution notable dans celle du lin. Avant 1790, Saint-Quentin fabriquait jusqu'à 100.000 pièces de toile fine ; Valenciennes 50.000 ; Cambrai et Douai ensemble 18.000 ; en tout 170.000 pièces, d'une valeur de 7 millions et demi. Ces toiles ont été remplacées par des toiles fines de coton jusqu'à la concurrence de moitié. En 1812, Saint-Quentin occupait 40.000 ouvriers à l'une et l'autre industrie.

Dans le Dauphiné, Voiron, Mans et Bourg-d'Oisans ont accru leur production ; ils avaient, en 1789, 3.200 métiers,

14.000 ouvriers, et fabriquaient 18.000 pièces ; en 1812, les chiffres sont de 3.000 métiers, 17.000 ouvriers, 24.000 pièces. Dans l'Ouest, Laval reste l'un des centres les plus importants de la manufacture des toiles. A Montpellier et à Amiens, on a trouvé le moyen de donner au fil de lin la même solidité de couleurs qu'au fil de coton, ce qui permet de supprimer dans les mouchoirs de fil les bandes de coton teint qu'on y faisait entrer.

L'industrie des soies est en progrès : Gensoul imagine le chauffage des bassines à la vapeur ; les machines de Vaucanson à mouliner et à organsiner la soie, perfectionnées par Tabarin, sont introduites dans un plus grand nombre d'ateliers ; dans la fabrication des tissus, les machines de Jacquard et de Jaillet opèrent la tire, autrefois confiée à des enfants et à des femmes ; le nouveau mécanisme accroît la rapidité du tissage, permet de multiplier les combinaisons du dessinateur, non seulement dans les modèles riches, mais dans les sortes à bon marché, et ouvre ainsi à la soierie lyonnaise des débouchés inattendus.

Lyon, qui n'avait plus compté que 5.800 tisserands en 1800, en occupa jusqu'à 15.500 avant la crise de 1812, le nombre de ses métiers était passé de 3.500 à 17.700 ; tous les genres de fabrication y sont représentés. Nîmes fabrique des taffetas, de la bonneterie de soie, des étoffes mélangées ; de 1800 à 1812 ses métiers ont été portés de 1.200 à près de 5.000, le nombre de ses ouvriers de 3.450 à 13.700. Tours s'adonne aux étoffes pour tentures, avec un millier d'ouvriers. Le département de la Loire-Inférieure produit presque toute la rubanerie de soie, avec 8.000 métiers et 15.400 ouvriers.

Les exportations de soieries représentent 30 millions de francs.

La passementerie, les modes et les fleurs artificielles donnent lieu à un commerce important. Les dentelles de point deviennent obligatoires dans le costume de cour, au grand bénéfice des fabriques d'Alençon, de Bruxelles, de Chantilly et d'Arras. La chapellerie occupe 17.000 ouvriers.

VI. — Métallurgie.

L'industrie métallurgique avait repris son ancienne activité.

A l'Exposition de 1802, plus de 150 usines avaient envoyé des échantillons; une usine de la Haute-Marne avait fabriqué du fer au charbon de terre et au bois, à l'exemple de ce qui se pratiquait à Namur. La France comptait 230 hauts-fourneaux, 76 forges à la catalane et 792 feux d'affinerie. La production était de 99.000 tonnes de fonte en gueuse, qui donnaient 69.000 tonnes de fer marchand, contre 61.000 tonnes de fonte et 46.000 tonnes de fer marchand en 1789. La fonte moulée passait de 7.000 tonnes à 11.000 tonnes.

Cette consommation plus grande du fer, de même que celle de la houille, qui était passée de 250.000 tonnes à 929.000, témoignent d'un certain progrès dans la grande industrie.

A l'Exposition de 1802, l'acier fondu fait son apparition en même temps que les premières faux de Bischwiller.

La consommation du cuivre, bronze et laiton, était estimée à 8 millions de francs contre 7 millions en 1789; celle du plomb, 3 millions et demi au lieu de 2 millions trois quarts.

VII. — Porcelaine.

La poterie d'Angleterre, imitée dans nos ateliers, se substituait à la faïence; la fabrication de la porcelaine blanche s'était développée.

VIII. — Produits chimiques.

La préparation de l'acide nitrique avait été améliorée, celles de l'acide chlorhydrique et de l'acide sulfurique créées par la chimie. Ce dernier acide, autrefois uniquement employé

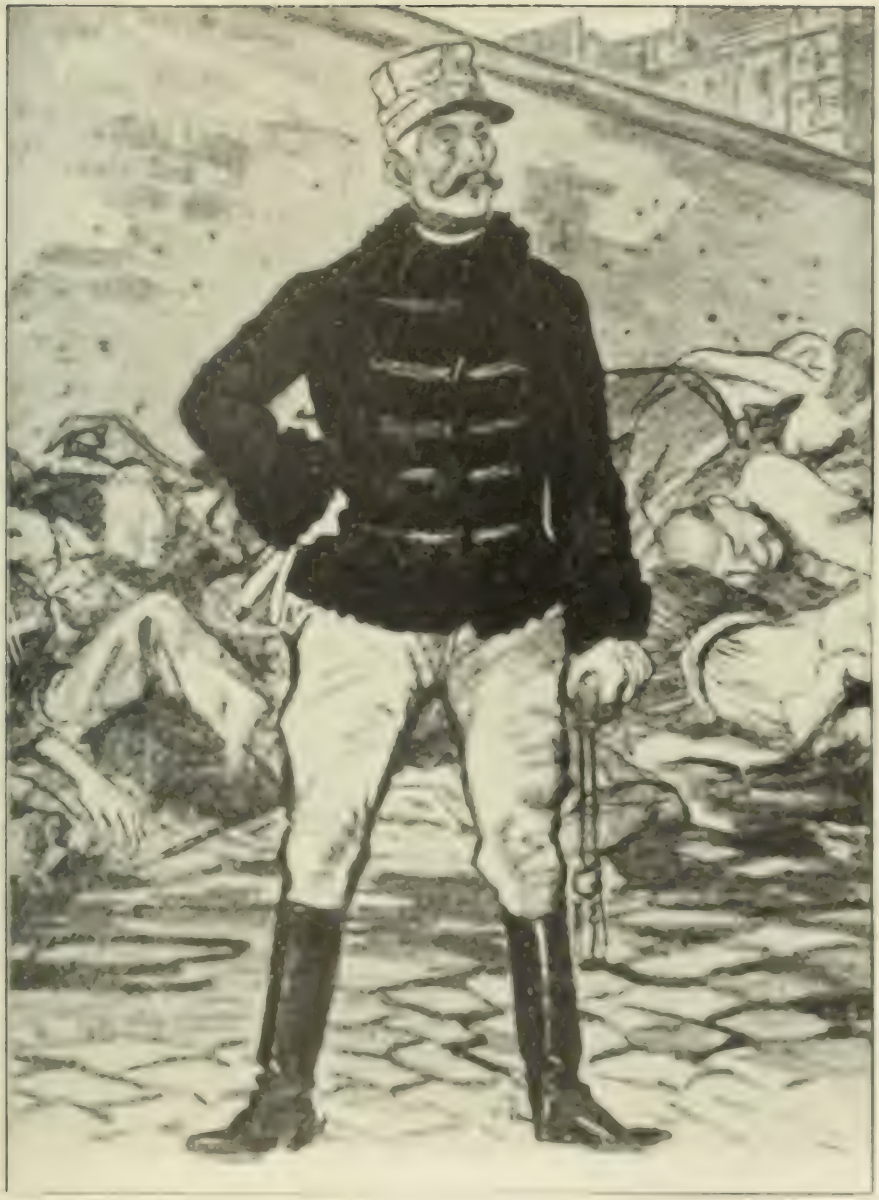
à dissoudre l'indigo et à décomposer quelques sels, sert à préparer la soude artificielle par le procédé de Leblanc, à composer l'alun, à épurer l'huile d'éclairage. On en fabrique 200,000 quintaux. Le blanchiment au chlore est introduit pour les toiles et pour les chiffons qui servent à la fabrication du papier. L'extraction, l'épuration ou la composition de l'alun occupent 21 établissements. On sait maintenant préparer l'ammoniaque ; Thénard a enseigné la fabrication du blanc de céruse ; Edouard Adam distille l'alcool ; Darcet extrait la gélatine des os ; les recherches de Vauquelin et de Fourcroy permettent de fabriquer le vinaigre de bois ; Séguin allège les procédés de la tannerie. — (LAVISSE et RAMBAUD, *Ibid.*, p. 396-401.)

QUATRIÈME PARTIE

LA RÉVOLUTION DE 1848

« Beaucoup moins malheureux matériellement qu'aux époques antérieures, le peuple souffrait cependant davantage, parce qu'il avait plus conscience de l'infériorité de sa position. »

DANIEL STERN.



Dans toute sa gloire.

D'après un [illegible] de [illegible] (Le Chemin de)

CHAPITRE PREMIER

LE CARACTÈRE DE LA RÉVOLUTION DE 1848

I. — Préludes révolutionnaires.

La marche générale, écrit Georges Renard, de la Révolution de 1848 en France est à la fois particulière et très simple. D'ordinaire, une révolution présente dans son cours une courbe ascendante et une courbe descendante. C'est ainsi que le 9 thermidor marque dans la première Révolution française la fin du mouvement en avant et le commencement du retour en arrière. Ici, rien de pareil. Le point culminant est atteint dès le début. Il se livre, durant quelques semaines, une lutte indécise entre les forces qui veulent maintenir la France à ce niveau et celles qui tendent à lui faire redescendre la pente gravie en trois jours.

Cette lutte de forces est, au fond, une lutte de classes, qui se révèle dès les premiers instants, s'envenime bientôt en conflits aigus et donne leur sens aux journées échelonnées de mois en mois avec une étrange régularité : 25 février, 17 mars, 16 avril, 15 mai, 22 juin. Pendant ces quatre mois, chacune des deux classes et des deux tendances opposées l'emporte tour à tour, mais chaque victoire éphémère et incomplète de l'une est suivie d'une revanche de l'autre, jusqu'au moment où, dans le sang de la guerre civile, la classe et la tendance bourgeoises triomphent de la classe et de la tendance populaires. Dès lors, la réaction victorieuse se précipite et, de chute en chute, fait retomber le peuple

et la bourgeoisie elle-même au-dessous du point d'où ils étaient partis à la conquête de la République. Mais, malgré l'inutilité apparente de l'effort avorté, il y a des choses abattues qui ne se relèvent pas, des progrès réalisés qui subsistent, des idées lancées qui continuent leur mouvement à travers le monde.

Le 24 février 1848, pendant que Paris gronde, bouillonne encore comme un volcan en éruption, la première affaire à régler entre les vainqueurs surpris de la facilité de leur victoire « arrivée, suivant l'expression de Cabet, comme une bombe ou un éclair », est la constitution du nouveau gouvernement. Sera-ce la Régence ou la République? Une bonne partie de la bourgeoisie se fût, sans aucun doute, accommodée d'un changement se bornant à mettre la couronne sur une autre tête. *Les républicains modérés croyaient la République prématurée.* L'avocat Marie, un des chefs de l'opposition sous Louis-Philippe, disait : « Son temps n'est pas venu. Je l'aime trop pour souhaiter qu'elle naisse avant terme ». Béranger a écrit plus tard : « Nous voulions descendre marche à marche ; on nous a fait sauter un étage ». Mais il fallait compter avec les combattants des barricades, qui n'entendaient pas qu'on renouvelât ce qu'ils appelaient l'escamotage de 1830. Déjà le peuple célébrait à sa façon les funérailles de la royauté en brûlant les voitures de gala et le trône avec une allégresse gouailleuse. A la Chambre, la Régence disparaissait avant d'avoir existé. La duchesse d'Orléans, le duc de Nemours, suivaient Louis-Philippe sur le chemin de l'exil, et l'on décidait de nommer un gouvernement provisoire. — (*Histoire Socialiste*. G. Renard. La deuxième République française.)

II. — Les oppositions de classe au sein du gouvernement provisoire.

Le peuple de Paris, si l'on fait abstraction de quelques organisations secrètes, ne possédait pas son organisation propre. Il ne pouvait agir que sous la forme de foules, de masses rangées sur les barricades ou en manifestant, par des cortèges, sa volonté collective. Ses délégués au pouvoir furent nommés par acclamation sur la place publique. Sa confiance alla tout naturellement vers les grands noms à la renommée consacrée, et d'origine bourgeoise. Déjà, il cherche dans son propre sein des représentants directs, les hommes de sa classe. A côté de Louis Blanc nous trouvons l'ouvrier Albert. Mais c'était relativement peu. La majorité du gouvernement provisoire se composait de bourgeois d'origine, de tempérament et de conception, qui paralysaient tout effort sérieux des représentants de la classe ouvrière.

Dès l'origine, une sourde hostilité se manifeste entre les onze hommes qui se chargent de présider aux destinées de la France. On peut distinguer parmi eux trois groupes divers. Le plus nombreux comprend les républicains modérés, ceux qui considèrent la Révolution comme accomplie du moment que la monarchie et la Chambre des Pairs censitaire ont été balayées par la nation. Ce sont : Dupont de l'Eure, Arago, Crémieux, Garnier-Pagès, Marie et Marrast. Le plus avancé se compose des républicains socialistes Albert et Louis Blanc, partisans déclarés d'une profonde transformation économique. Entre ces deux extrêmes se placent, poids mobile oscillant de droite à gauche, des radicaux, des démocrates, Flocon, Ledru-Rollin, qui veulent très sincèrement des réformes sociales sans trop savoir lesquelles, mais qui n'en-

tendent pas qu'on touche à la constitution de la propriété et au régime du salariat.

Les premiers correspondent à cette partie moyenne, instruite et aisée de la bourgeoisie, qui se sent majeure et capable de diriger, sans roi, sans cour et sans nobles, les affaires publiques ; les derniers résument en eux les velléités frondeuses et vaguement humanitaires des petits bourgeois, des petits boutiquiers, des petits artisans qui souffrent des impôts mal assis, des inégalités consacrées par la loi et accrues par le développement du grand commerce et de la grande industrie, mais sans être réduits à la condition précaire des travailleurs contraints de louer leurs bras pour vivre. Les autres, enfin, sont les porte-voix de la classe ouvrière proprement dite et de ses aspirations imprécises, mais nettement orientées vers un régime plus égalitaire qui doit s'établir par l'association des hommes et la socialisation des choses. « Tous, d'ailleurs, fait observer justement Georges Renard, reflètent les opinions et représentent les intérêts des villes, non des campagnes ».

Comme à toutes les grandes époques révolutionnaires, Paris seul, plus ou moins en communauté d'idées avec les grandes villes de France, porte tout le poids de la Révolution, laquelle, manquant de base nationale, finit fatalement par l'écraser.

III. — Les ouvriers proclament la République.

Tout en mettant au premier rang le problème social, la classe ouvrière ne peut se désintéresser de la *forme politique*. Et comment en serait-il autrement ? Elle vient de renverser la monarchie des banquiers et des riches. Elle était témoin de la protection accordée par Louis-Philippe aux oligarchies financières et capitalistes. C'est le roi qui enlevait au peuple tout droit politique, toute possibilité d'organisation, parce que

lui seul assumait aux yeux de la nation la responsabilité du pouvoir. Et le peuple identifiait tout naturellement le régime d'odieux privilèges sociaux et politiques avec la royauté. Par instinct le peuple de Paris fut donc républicain.

Mais les chefs bourgeois du gouvernement provisoire hésitaient. Ils sentaient, par instinct eux aussi, que *la République* est, dans sa logique et dans ses conséquences sociales, *le régime politique de la classe ouvrière*. La peur instinctive du peuple les éloignait de la République. Cette peur se complique par l'éternel et indéracinable préjugé des intellectuels bourgeois de toutes nuances qui prétendent que le pouvoir n'appartient pas à « une classe », mais aux « lumières » et à l'instruction, c'est-à-dire à messieurs les intellectuels, qui s'accordent généreusement l'un et l'autre. Et pourtant, *c'est la classe ouvrière qui a imposé le gouvernement de la République*.

A peine constitué, écrit Georges Renard, le gouvernement hésite à se qualifier, à s'engager sans retour. Républicain de fait, le sera-t-il de nom? Osera-t-il devancer le vote de la nation sur un sujet de pareille importance? Les témoins de ces heures troubles s'accordent à noter les scrupules et les tergiversations de Marie, de Garnier-Pagès, de Lamartine lui-même. Mais toute la journée, du milieu des groupes armés qui fourmillent sur la place, montent des sommations d'en finir. Raspail donne deux heures au gouvernement pour se décider. Lagrange et des insurgés, qui se sont improvisés délégués du peuple et installés dans l'Hôtel de Ville, surveillent et harcèlent les maîtres du pouvoir. Lamartine propose une formule longue et embarrassée. On amende, on simplifie. Les modérés ne veulent pas de la rédaction trop timide : « Le gouvernement provisoire *désire* la République ».

Crémieux fait alors prévaloir ce moyen terme : « Le gouvernement provisoire *veut la République*, sauf ratification par le peuple, qui sera immédiatement consulté ».

Aussitôt des ouvriers, sur une large bande de toile blanche, charbonnent ces mots en lettres énormes : « La République une et indivisible est proclamée en France ». Ils grimpent sur le rebord d'une fenêtre et développent l'inscription à la clarté des torches. Une formidable acclamation retentit, suivi d'un cri de détresse. Un des ouvriers venait de tomber sur la place et on l'emportait tout sanglant. Les anciens auraient vu là un présage. Hélas! la République de 1848, après avoir suscité un élan d'enthousiasme, devait tomber, elle aussi, dans le sang ouvrier.

La République était proclamée. Mais que devait-elle être? Serait-elle un simple changement dans l'organisation politique de la France? Toucherait-elle à son organisation économique? Grave problème qui se posait de façon obscure en cette heure critique, mais qui allait se dégager en pleine lumière et devenir la question essentielle du moment. Les bourgeois avaient entendu, pendant la bataille, un cri qu'ils ne comprenaient pas : « Vive la République démocratique et sociale! » Sociale! qu'est-ce que cela pouvait bien signifier? Une estampe du temps figure la Révolution de février sous les traits du sphinx classique dévoreur d'hommes; et c'était bien, en effet, une terrible, une mortelle énigme qu'elle posait à la France et à l'Europe.

Cela fut sensible dès le matin du 25 février. Des faubourgs et des quartiers pauvres étaient descendus sur la place de Grève des hommes armés de fusils, de sabres, et portant qui une ceinture rouge, qui un bonnet rouge, qui un ruban rouge au chapeau; autour d'eux ils distribuaient des insignes rouges; au-dessus d'eux ils faisaient claquer au vent des bannières rouges; les maisons, l'Hôtel de Ville, la statue d'Henri IV furent bientôt pavoisés de rouge, et le gouvernement provisoire fut sommé de remplacer le drapeau tricolore par le drapeau rouge. — (*Ibid.*)

IV. — La lutte entre Drapeau tricolore et Drapeau rouge. — Les premières mesures.

L'opposition de classe entre bourgeois modérés et prolétaires se manifesta avec éclat dans le conflit des drapeaux. Le drapeau tricolore devint le symbole de la domination bourgeoise. Son origine est connue. Lorsque Louis XVI revint de Versailles, le blanc, emblème de la dynastie des Bourbons, fut inséré entre le rouge et le bleu, couleurs du tiers-état et de Paris, pour marquer la réconciliation du peuple avec la royauté. Le drapeau tricolore prit un caractère révolutionnaire pendant la période de la grande Révolution. L'Empire le fit sien. La Restauration l'avait abattu, 1830 l'avait relevé. Louis-Philippe, en revanche, l'avait compromis. Le drapeau tricolore devint le drapeau de la royauté et des républicains malgré eux, c'est-à-dire des républicains modérés, qui sont modérément républicains et immodérément bourgeois.

En revanche, le drapeau rouge flottait sur les barricades, témoin de l'héroïsme populaire. Il est devenu le drapeau de la Révolution après avoir été le drapeau de la répression, car il devait être déployé chaque fois qu'au nom de la loi on dispersait un attroupement populaire. Il avait fait le tour du Champ de Mars en 1791 et 1793 lors des massacres du peuple. Le peuple s'y attacha et par ses malheurs et par ses triomphes. Lamartine, homme de gouvernement bourgeois, ne pouvait pas le souffrir. Et il fit adopter un décret en faveur du drapeau tricolore. Toutefois, on accorda au peuple vainqueur une *rosette rouge* à la hampe du drapeau.

La bourgeoisie paya le peuple en rubans.

Le soir même, une série de décrets essayait de satisfaire à la fois les modérés et les républicains d'avant-garde : Trans-

formation des Tuileries en un hospice d'invalides civils; adoption des enfants dont les pères venaient de mourir en combattant pour la patrie; mise en liberté de tous les détenus politiques; enfin abolition de la peine de mort « en matière politique », mesure incomplète qui ne proclamait pas l'inviolabilité de la vie humaine, comme le dit à tort un des considérants rédigés par Louis Blanc, mais qui témoignait de la générosité des vainqueurs, rassurait les timorés et leur prouvait que la guillotine de Quatre-vingt-treize était reléguée au musée des antiques.

V. — Le peuple intervient et impose un décret sur le droit au travail.

Cette fois, le peuple tient à ne pas se laisser voler la victoire. Jusqu'à son écrasement par la bourgeoisie traîtresse sur les barricades de Juin, il ne cesse pas de « déranger » le pouvoir en lui représentant la note des barricades émancipatrices à payer. N'ayant que des idées vagues sur la solution à donner au problème de la misère, il formule souvent des revendications qui ne sont pas réalisables sous le régime de la propriété oligarchique. Au premier rang de ces revendications, se trouve celle du droit au travail. Devant le Gouvernement se présentait en tumulte et en armes une délégation conduite par un ouvrier. Marche, un de ces inconnus que leur énergie fait chefs dans les moments de troubles. Il réclame la reconnaissance immédiate du « droit au travail ». Le gouvernement regimbe devant cette sommation impérieuse. Lamartine s'efforce de prendre l'ouvrier à la glu de son éloquence. « Assez de phrases comme cela! » interrompt brutalement le jeune homme. Peut-être se fut-il laissé gagner quand même, si Louis Blanc, après un instant d'hésitation, ne se fût prononcé en sa faveur. Avec Flocon et

Ledru-Rollin, Louis Blanc rédige, séance tenante, le décret suivant, dont les redites sentent la hâte de l'improvisation :

« Le Gouvernement provisoire de la République Française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail.

« Il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens.

« Il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du fruit de leur travail. »

Ledru-Rollin fait ajouter cet article, qui ressemble à un don de joyeux avènement :

« Le Gouvernement provisoire rend aux ouvriers, auxquels il appartient, le million qui va échoir de la liste civile. »

On attribue à Marche les célèbres paroles : « Le peuple attendra : il met trois mois de misère au service de la République. »

Le matin du 28 Février, jour où la République devait officiellement être proclamée sur la place de la Bastille, plusieurs milliers d'ouvriers, rangés par corps de métiers, couvraient la place de Grève : ils portaient des bannières où se lisaient ces mots : *Ministère du Progrès. — Organisation du Travail. — Abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.* — Une députation populaire s'annonce au Gouvernement provisoire.

Grand émoi parmi ses membres. Dans l'intervalle écoulé depuis l'avant-veille, les modérés s'étaient repris ; ils s'étaient effrayés de leur décret, et répugnaient à donner une sanction si prompte à des paroles dépassant leur pensée. Lamartine se fit l'interprète de ce revirement : il déclara que pour lui *organisation* et *travail* sont deux termes incompatibles dont *il ne peut comprendre l'accouplement.* Il refuse de signer le nouveau décret qu'on réclame du Gouvernement et il entraîne avec lui la quasi-unanimité de ses collègues. Louis Blanc, de son côté, ne veut point laisser protester l'engagement pris envers le peuple ; il offre sa démission et celle d'Albert. Mais on est bien près des barricades. Ne sera-ce pas le

signal d'une reprise de la guerre des rues? On cherche une transaction. Si Louis Blanc et Albert voulaient consentir à présider une Commission qui siègerait au Luxembourg et dresserait avec l'aide des travailleurs eux-mêmes un plan d'organisation du travail!... Une Commission au lieu d'un ministre; une assemblée délibérante au lieu d'un organe d'action! Pas d'argent, pas de pouvoir pour réaliser les réformes rêvées. Un cours sur la faim devant des affamés; une parlotte autour d'une marmite vide. Il y avait cent motifs de refuser. Louis Blanc accepta une proposition qui était une façon déguisée d'éluder les demandes du prolétariat; il abritait cette espèce de retraite derrière de belles paroles qu'il prit la peine d'écrire en tête du décret.

Faute de pouvoir organiser le travail, le Gouvernement va organiser l'aumône. Le 27 Février, était publié un décret ainsi conçu:

« Le Gouvernement provisoire décrète l'établissement d'ateliers nationaux.

« Le Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret. »

VI. — L'Ouvrier roi du jour.

L'ouvrier, écrit Georges Renard, qui jaillissait ainsi de l'ombre où on l'avait maintenu, est vraiment le personnage-type, le héros de ces premières semaines de la Révolution. Il est traité en souverain de fraîche date; il est flatté, courtisé, imité. Les orateurs officiels vantent son courage dans la bataille, sa générosité dans la victoire, son dévouement au bien général, son intelligence politique, louanges méritées sans doute, mais à dessein grossies, qui visent l'avenir plus encore que le présent et ressemblent à des conseils enveloppés de miel. Un refrain du temps traduit naïvement l'idolâtrie dont la « sainte canaille est l'objet ».

VII. — Chapeau bas devant la casquette! A genoux devant l'ouvrier!

Le bourgeois essaie de se rapprocher autant qu'il peut de cet être idéal : vestons sans façon, cravates lâches, chapeaux mous, barbes croissant en liberté, manières simples, voire un peu débraillées, très familier et au besoin trivial, phrases humanitaires où le mot de *citoyen* se carre et s'élargit à chaque tournant : voilà ce qui remplace le langage et le costume gourmés de la veille. A la Comédie-Française, pendant que Rachel déclame la *Marseillaise* à genoux et roulée dans les plis du drapeau tricolore, on peut voir dans son auditoire, en apparence tout populaire, des blouses qui recouvrent du linge fin. Une dame de l'aristocratie anglaise qui vit alors à Paris, écrit : « Nous portons tous de gros souliers ; nous portons tous un parapluie et nous tâchons de ressembler autant que possible à nos portières. » *La Revue des Deux-Mondes*, c'est tout dire, félicite le Gouvernement d'avoir proclamé le droit au travail.

Qu'y avait-il au fond de cet étalage de tendresse à l'adresse des ouvriers ?

Un sentiment de peur, à n'en pas douter, devant ces masses énigmatiques qui sortaient de leurs noirs taudis ; un respect de leur puissance démontrée non seulement par l'aisance avec laquelle avaient été bousculés, en France, un ministre et un roi, mais par l'espèce de tremblement de trônes qui secouait toutes les capitales d'Europe ; probablement aussi une reconnaissance secrète pour ces meurt-de-faim qui, maîtres de richesses énormes, avaient sauvé les diamants de la couronne et fusillé sans pitié les voleurs ; enfin, dans une bonne partie de la population, un sincère élan de fraternité humaine. Un témoin, alors simple ouvrier, a écrit :

« Je crois qu'à nulle autre époque de notre histoire l'opi-

nion publique n'avait montré de meilleures dispositions pour améliorer la condition morale et matérielle du peuple. »

Certes, les mauvais vouloirs ne manquaient pas ; mais ils se dissimulaient prudemment. Ce lendemain d'orage fut un de ces rares moments de sérénité où le ciel bleu rit sur la terre encore détrempée et semée de débris ! Accalmie trompeuse si l'on veut, et déjà traversée d'éclairs qui annoncent une prochaine bourrasque ; mais halte bienfaisante qui repose, fait miroiter devant les nations lassées l'image et l'espoir d'une concorde durable et les aide par là même à poursuivre leur marche sur la route rocailleuse où elles cheminent !

Cet âge d'or d'une Révolution, « qui ressemblait à une fête plutôt qu'à une catastrophe », était encore illuminé par l'accueil que la province faisait au nouveau régime.

C'est la loi de toutes les révolutions populaires. Pendant les premiers jours après la victoire, toute la valetaille gouvernementale s'agenouille devant le peuple, le flatte et le caresse.

Ainsi, le roi de Prusse, après la victoire du 18 mars, apparaît sur le balcon et salue humblement les victimes de sa propre soldatesque. Et tout récemment encore, le comte Witte s'adresse au Comité des députés ouvriers à Saint-Pétersbourg, après la révolution du 17/30 octobre 1905, avec ces paroles : « Ouvriers-frères ! » Mais aussitôt que le peuple découvre sa faiblesse, il est lâchement mitraillé par ses courtisans d'hier.

VIII. — La situation en 1848.

La décomposition du vieux monde s'opérait rapidement. Au-dessus du Peuple sans existence légale, sans droits politiques ni civils, sans garanties contre l'oppression, l'exploitation et la misère, les classes officielles s'endormaient en paix, en proie à une gangrène dévorante.

Je ne sais, écrit Louis Ménard, ce qu'avaient fait les villes maudites que consuma le feu du ciel, mais à coup sûr, la cor-

ruption ne fut en aucun temps aussi profonde que dans la notre. Elle était arrivée à un tel degré qu'elle n'avait plus conscience d'elle-même : le sens moral était atrophié, la tyrannie du capital érigée en dogme, le vol légalisé et pratiqué impudemment au grand jour par tout ce qu'on appelait alors le pays légal, depuis le notaire, l'agent de change et le banquier, s'enrichissant de la ruine des familles et spéculant sur la disette des grains, jusqu'au petit marchand fraudant sur le poids et la qualité de sa marchandise et falsifiant les aliments du Peuple avec des drogues vénéneuses ; les lois de la nature elle-même viciées et perverties, le mariage transformé en un marché de prostitution, le foyer conjugal en un bagne, la famille en un troupeau d'héritiers s'abattant comme des corbeaux sur un cadavre.

La corruption avait passé des mœurs dans la politique. La Chambre des députés, devenue une armée disciplinée et salariée de fonctionnaires, ne servait plus qu'à couvrir d'une apparence de légalité la honteuse politique du pouvoir exécutif. A l'extérieur, cette politique rayait la France du rang des nations indépendantes pour en faire l'instrument servile de tous les gouvernements absolus ; à l'intérieur, elle étouffait toutes les libertés politiques, organisant la vénalité des charges d'un côté, celle des consciences de l'autre, et appuyant la monarchie bourgeoise sur une aristocratie de fonctionnaires et de financiers. — Louis Méssan, *Prologue d'une Révolution.*)

IX. — Louis Blanc.

Le Gouvernement provisoire chargea pour ainsi dire Louis Blanc de reprendre la question sociale. Louis Blanc accepta. Ce fut, de sa part, une grave erreur.

Sa tentative était condamnée d'avance. Le triomphe de la classe ouvrière doit suivre et non précéder l'établissement du régime capitaliste développé. Sans en voir la raison, l'his-

torien trace le tableau que voici de l'état d'esprit de Louis Blanc à la période de son activité gouvernementale :

« ...Cependant l'imagination de M. Louis Blanc, un moment éblouie par la pensée des grands débats parlementaires qui, du Luxembourg, allaient retentir dans toute l'Europe, se calmait singulièrement, en voyant dans la réalité, d'une part, des difficultés extrêmes à la moindre amélioration, de l'autre, d'infiniment petits détails auxquels, du sommet de ses théories, il lui fallait descendre dans le domaine de la pratique. Son début en matière de gouvernement n'avait pas été heureux. Son premier décret du 2 mars n'était que très imparfaitement exécuté et jetait déjà le trouble dans l'industrie. Son second décret, qui portait création dans les douze mairies de Paris de douze bureaux de renseignements, chargés de dresser des tableaux statistiques de l'offre et de la demande du travail et de faciliter ainsi les rapports entre les chefs d'industrie et les ouvriers, ne reçut pas même un commencement d'exécution. C'étaient là des échecs sensibles et qui tempéraient beaucoup sa première ardeur. Des conciliations, après d'interminables débats, entre les entrepreneurs et les conducteurs d'omnibus et de cabriolets de place, entre les maîtres et les ouvriers couvreurs, boulangers, paveurs, etc., quoique d'une utilité réelle, ne pouvaient suffire à une ambition qui rêvait de changer le monde. On voit dans les réunions de publicistes et d'économistes qu'il provoque à plusieurs reprises au Luxembourg, et où se rendent MM. Considérant, Vidal, Pecqueur, Dupont-White, Duveyrier, Dupoty, Wolowski, Toussenel, combien ses espérances de réformateur sont déjà réduites, car il n'expose aucun plan général de réforme industrielle et il se borne à proposer des palliatifs momentanés à la misère des ouvriers, tels que la création de cités ouvrières et la suppression du travail dans les prisons. Le langage de M. Louis Blanc aux ouvriers se ressent aussi de ce découragement intérieur. Il insiste de jour en jour davantage sur le danger de la *précipitation;* sur la nécessité

de *méditer profondément* les problèmes, sur la *patience* et la *prudence* qu'il convient d'apporter dans les délibérations; sur l'impossibilité d'aucune réalisation immédiate; il reporte constamment la pensée de ses auditeurs sur la prochaine convocation de l'Assemblée nationale et, pour remplir les heures de séance, il use amplement des moyens oratoires que M. de Lamartine employait à l'Hôtel de Ville, en recommençant à tout propos le récit épique de la révolution et le tableau des grandes choses accomplies par le peuple. (Daniel Stern). »

Mais l'œuvre de la Commission du Luxembourg ne fut pas complètement vaine. Marx, qui n'est pas suspect de faiblesse pour le « socialisme » réformiste de Louis Blanc, l'a établi dans son brillant exposé (1).

Le témoignage d'un des meilleurs historiens de l'époque — j'ai nommé Daniel Stern, le pseudonyme de la comtesse d'Agoût — confirme ce jugement. Le mouvement socialiste et prolétarien, qui a l'avenir pour lui, profite même des erreurs que les circonstances lui imposent. L'école du prolétariat ne se tient pas entre les quatre murs du cabinet de travail d'un savant, mais dans les larges avenues de la vie, de l'action et de la lutte. Si la science veut mériter son nom et justifier sa renommée qui ne sera jamais trop grande, c'est dans cette grande école qu'elle doit chercher les matériaux pour ses synthèses, pour ses lois nécessaires, utiles et bienfaisantes, car celles-ci, venant de la vie, lui apportent de la lumière et de l'enseignement.

X. — L'état d'esprit ouvrier.

Les prolétaires, que le sentiment de leurs droits rendait persévérants, continuaient de se réunir, apprenaient ainsi à se connaître, à se considérer en corps et comme une force collective. Peu enclins à s'absorber dans l'examen des théories, ils commençaient à s'entretenir des avantages pratiques de l'association; ils discutaient ses divers modes, se communiquaient des projets de société, des plans de règlements disciplinaires, se confirmaient insensiblement les uns

(1) Voir le volume *Un peu d'Histoire de l'Enseignement*.

les autres dans cette salutaire pensée que c'était en eux-mêmes et par eux-mêmes, en substituant à l'ancienne association partielle, incomplète et égoïste du *compagnonnage* une solidarité générale des corporations ouvrières, qu'ils devaient chercher la réalisation de leurs vœux. La sagacité de M. Louis Blanc comprit toute l'importance de cette nouvelle direction des esprits; il se flatta de ressaisir par cette voie l'ascendant qu'il compromettait par ses harangues trop multipliées et trop vagues. Il encouragea les désirs manifestés par les ouvriers tailleurs, qui forment la corporation la plus nombreuse, la plus intelligente et la plus souffrante de Paris, de former une association; il les aida à rédiger des statuts, leur fit ouvrir, le 28 mars, l'ancienne prison des détenus pour dettes à Clichy, et obtint pour eux, du ministère de l'intérieur et de la ville de Paris, une commande considérable d'habillements pour la garde nationale sédentaire et pour la garde mobile. M. Louis Blanc contribua aussi à fonder une association de selliers et une association de fileurs. (Daniel STERN.)

Ainsi tous les efforts de régénération sociale aboutissent à un résultat pratique à la portée des masses de cette époque : à l'organisation ouvrière. La révolution ouvrière finit par où elle doit normalement commencer : par l'organisation de la classe sans laquelle toute révolution prolétarienne ne peut qu'avorter.

XI. — La pression populaire. La Manifestation du 17 Mars.

Instruit par la leçon des choses déduites des révolutions précédentes — 1789-95 et 1830 — le peuple de 1848 reste sur le qui vive, presse et aiguillonne ses représentants, leur dicte ses volontés. De ce besoin de contrôle permanent, qui doit être la règle de tout mouvement vraiment populaire, est sortie la manifestation du 17 mars.

Paris fut jusqu'au matin en proie à un grand trouble. L'impression produite par ce que l'on savait et par ce que l'on soupçonnait des événements de la journée pesait sur tous les esprits. Ce long cortège de prolétaires qui, de l'Arc-de-Triomphe à l'Hôtel de Ville

Exécution en masse des insurgés dans la cour de la caserne Lobau.

D'après une composition de Lix (*Monde Illustré*).

et de l'Hôtel de Ville à la Bastille, avait partout sur son passage notifié, imposé en quelque sorte à la bourgeoisie, avec une effrayante solennité, et sa volonté « muette et mystérieuse », jetait les imaginations dans une perplexité extraordinaire. Personne ne comprenait clairement le sens indéterminé de cette manifestation; chacun l'interprétait à sa manière. La majeure partie des ouvriers qui s'étaient joints spontanément à la manifestation, dans un esprit naïf et sincère de fraternité républicaine, demeuraient persuadés qu'ils avaient donné au gouvernement un témoignage de respect et qu'ils l'avaient protégé contre un complot des carlistes. Plusieurs entre les chefs populaires, MM. Cabet, Raspail, Barbès, qui accusaient ce qu'ils appelaient le parti du *National* de conspirer au sein du gouvernement, d'accord avec M. Thiers, le retour de la duchesse d'Orléans et de son fils, avaient eu principalement en vue de raffermir la minorité du conseil et d'enlever M. de Lamartine, en lui montrant le peuple si fort et si sage, aux influences d'un entourage suspect. Les cinq ou six cents partisans de Blanqui, dont l'espoir était déjoué, n'osaient pas le laisser voir et feignaient de partager la joie populaire. Louis Blanc, qui avait eu l'initiative et la conduite principale de la manifestation, avait senti cependant qu'il n'en tenait pas tous les fils; il se demandait à part lui ce que signifiait cette intervention occulte de quelques meneurs; il s'étonnait aussi que Ledru-Rollin eût une part égale, sinon supérieure à la sienne, dans l'acclamation populaire.

On le voit, autant il y avait eu d'ordre, de régularité, de discipline extérieure dans cette grande procession populaire, autant il y avait de confusion dans l'esprit de ceux qui l'avaient préparée. Mais les jours qui suivirent en marquèrent le sens et jetèrent dans la bourgeoisie une grande appréhension. Elle vit, dès le soir du 17 mars, M. de Lamartine, en qui elle avait mis tout son espoir, devenir soupçonné. Elle reconnut dans les décrets, dans les proclamations qui suivirent coup sur coup, la prépondérance de Ledru-Rollin et l'influence de Louis Blanc. Elle comprit que Paris était décidément acquis à la révolution, et elle tourna son principal effort vers les départements où les royalistes et les conservateurs, un moment dispersés, étourdis par un choc inattendu, commençaient à reprendre haleine, à se rapprocher, à se concerter pour conquérir, dans la lutte électorale, les avantages politiques que donnent en tout temps l'hérédité ou l'illustration du nom, l'éducation supérieure et la fortune acquise. (Daniel Stern.)

Ce que l'historien bourgeois de la Révolution, malgré sa sagacité, ne voit pas assez clairement, c'est le désir du peuple

ouvrier de Paris, après les illusions de 1789 et de 1830, de rester maître de la Révolution, de ne pas la laisser escamoter par les chefs bourgeois. C'est le trait le plus remarquable de la Révolution de 1848. Le peuple ouvrier de Paris la considère comme *sa* révolution, cherche à la contrôler et à la diriger.

XII. — La Révolution sous le contrôle populaire.

L'influence du 17 mars était, dit Louis Blanc, depuis, restée comme vivante dans le Conseil. Il y avait bien toujours sept votants d'un côté, quatre de l'autre; mais derrière les quatre, le souvenir du 17 mars faisait apparaître un cinquième votant... le Peuple. Esprit généreusement agité, intelligence mobile comme le progrès, âme susceptible d'enthousiasme, M. Crémieux en avait pris son parti résolument; mais, de tous les membres de la majorité, c'était le seul qui penchât à se livrer tout entier à la Révolution. M. Arago, que la science avait trop distrait de la politique, s'arrêtait étonné devant l'imprévu. M. Dupont (de l'Eure), un de ces hommes qu'on respecte et qu'on aime, alliés ou adversaires, avait contre la Révolution et contre son propre cœur sa vieillesse manifestement effrayée. MM. Garnier-Pagès et Marrast cachaient leur inquiétude, celui-ci sous une habile affectation de légèreté, celui-là sous les dehors d'une activité prompte à se répandre en paroles; et, quant à M. Marie, on devinait aisément ses appréhensions à sa bouche contractée, à son front soucieux, à ses regards qu'altérait le soupçon.

Pour ce qui est de M. de Lamartine, il avait plus particulièrement à reprocher au 17 mars d'avoir été l'œuvre des délégués du Luxembourg et d'avoir fait passer en revue par le Gouvernement la grande, pacifique et puissante armée des corporations ouvrières. Car, lui qui était si prodigue envers tous de ses avances et de ses caresses, lui qui recherchait avec tant d'empressement l'approbation des clubs pour en fortifier sa popularité de salon, lui qui entretenait des rapports suivis avec Sobrier, lui qui se hasardait jusqu'à Blanqui, il s'était toujours montré aveuglément, opiniâtrément hostile au Luxembourg. Est-il vrai que le socialisme, officiellement discuté, lui ait déplu comme divisant l'attention publique ? Est-il vrai que, s'étant réservé la partie théâtrale de la Révolution, il se soit inquiété de ce qui en était le côté sérieux ? Est-il vrai que ses familiers l'aient poussé à combattre une popularité qui importunait la sienne ? Pour moi, j'ai

toujours pensé que la haine dont M. de Lamartine m'honora était parfaitement désintéressée, loyale et sincère. Étranger à la science de l'économie politique, il prit de très bonne foi en aversion des doctrines qu'il n'avait pas étudiées et que la nature de son esprit était, d'ailleurs, peu propre à approfondir. Entouré d'égoïstes qui abhorraient les idées sociales, pour les avoir trop comprises, il ne les jugea dangereuses, lui, que faute de les comprendre. A l'en plaindre, il y a plus de justice qu'à l'en blâmer.

XIII. — Ce qu'a fait le gouvernement provisoire de 1848.

Le Gouvernement provisoire ne creusa pas un sillon aussi large, aussi profond que celui qu'il eût été, selon moi, en son pouvoir de creuser. Mais le droit d'oublier ce qu'il fit de noble et grand est-il compris dans le droit de lui reprocher ce qu'il n'eut pas l'intrépide sagesse de faire? A quelle époque et dans quel pays trouvera-t-on un pouvoir qui, en deux mois — en deux mois! — ait rendu autant de décrets favorables à la liberté et empreints du respect de la dignité humaine? En deux mois, abolir la peine de mort, établir le suffrage universel, proclamer le droit au travail, donner une tribune au prolétariat, décréter l'émancipation des esclaves, supprimer les peines corporelles dans le Code maritime, préparer un plan d'éducation universelle et gratuite, étendre l'institution du jury, supprimer les serments politiques, couper court à l'emprisonnement pour dettes, poser le principe de la suspension et de la révocation des magistrats, faciliter la naturalisation des étrangers, organiser la représentation de la classe ouvrière, inaugurer le grand mouvement de l'association et dénoncer officiellement dans le salariat la dernière forme de l'esclavage, n'était-ce donc rien?

« Une injustice bien étrange et cependant bien commune est celle qui consiste à mettre à la charge du Gouvernement provisoire les fautes qui furent commises après qu'il eut cessé d'être et les désastres politiques que ces fautes enfantèrent. » (Louis Blanc, *Histoire de la Révolution de 1848*, T. I, Préface pages V-VI.)

XIV. — Les premiers bénéficiaires de la Révolution.

Pendant que le peuple devait se contenter de belles paroles, les bourgeois obtenaient des places, raconte Louis Ménard, un combattant de la Révolution.

La monarchie avait eu pour principal appui les intérêts coalisés de ses innombrables fonctionnaires. La conscience publique exigeait une réforme complète de l'administration ; il fallait surtout détruire l'odieux abus du cumul et des sinécures, et révoquer de leurs emplois ceux que la faveur et la corruption y avaient appelés. On se contenta de prononcer quelques destitutions inévitables. En même temps, quelques-uns des membres du Gouvernement provisoire s'occupèrent de bien placer leurs amis.

On reproche à M. Crémieux, ministre de la justice, la préférence marquée qu'il montra pour ses coreligionnaires. On se plaignit aussi du grand nombre d'emplois confiés aux anciens rédacteurs du *National*. Ce journal était l'organe des opinions de la bourgeoisie libérale, et le Peuple craignait que la Révolution qu'il avait faite ne fût accaparée et exploitée par une fraction.

L'Hôtel de Ville et les ministères étaient encombrés de solliciteurs ; les plus implacables serviteurs de la monarchie remplissaient les colonnes du *Moniteur* du scandale de leurs adhésions à la République. Cependant, les détenus politiques récemment mis en liberté par le Peuple se tenaient éloignés de cette curée des places. Au lieu de s'entourer de ces hommes énergiques qui, comme réparation de leur long martyre, auraient accepté avec joie le droit de se dévouer à l'organisation de la République, le gouvernement les laissa dans l'ombre et dans l'oubli. Quelques-uns reçurent seulement des gouver-

tements de châteaux et de parcs, et autres sinécures destinées à annuler leur influence.

Cependant, le Peuple commençait à se demander quel serait pour lui le résultat de la Révolution qu'il avait faite. Bien des réformes étaient indispensables, des citoyens isolés en avaient indiqué quelques-unes : ainsi on voyait sur les murs de Paris, l'affiche suivante avec la signature de Sobrier, de l'entourage de Blanqui.

XV. — Programme du Peuple français

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

« *Solidarité des Peuples, aimons-*
« *nous comme des frères.* »

1° Droit au travail. Obligation pour le pouvoir public de fournir du travail, et au besoin un minimum à tous les membres de la société que l'industrie privée n'occupe pas.

2° Invalides de l'industrie.

3° Despotisme à jamais désarmé par la transformation de l'armée en régiments industriels propres à la fois à la défense du territoire et à l'exécution des grands travaux de la République.

4° Éducation publique, égale, gratuite, obligatoire pour tous.

5° Les caisses d'épargne, capital mort, seront vivifiées par le travail. Le Peuple, qui produit toutes les richesses, est assez riche pour être son banquier.

6° Réforme des tribunaux ; le jury partout.

7° Liberté absolue de tous les moyens de communiquer la pensée.

8° Impôt progressif.

9° Impôt proportionnel sur les forces employées dans l'industrie.

10° Garantie du partage loyal des bénéfices entre le capital et le travail.

11° Impôt sur le luxe.

12° Suffrage universel.

13° Assemblée nationale.

14° Élections annuelles de tous par tous.

Vive la République !

Gardons nos armes.

XVI. — La tactique de la majorité du gouvernement provisoire.

En exilant du siège de leurs délibérations, avec la périlleuse mission de magnétiser un peuple affamé, deux de leurs collègues (Louis Blanc et Albert), dont les principes socialistes les gênaient, les membres réactionnaires du gouvernement provisoire leur laissaient tout le poids d'un immense problème à résoudre, sans budget spécial, sans aucun moyen d'action, avec une écrasante responsabilité s'ils échouaient. Pour atteindre plus sûrement ce résultat, on se hâta d'ouvrir, sur la proposition de M. Marie, ministre des travaux publics, des ateliers nationaux dans lesquels on enregimenta une immense quantité d'ouvriers et auxquels on donna une direction essentiellement hostile aux principes de la Commission du Luxembourg. Cependant, cette Commission, dès les premiers jours de son installation, rendit d'importants services. Louis Blanc partagea avec Caussidière l'honneur du maintien de la paix dans Paris pendant les deux premiers mois de la Révolution. Chaque jour, des différends s'élevaient entre les patrons et les ouvriers ; ceux-ci menaçaient de se mettre en grève ; mais les uns et les autres venaient exposer leurs griefs à Louis Blanc qui terminait toujours la discussion à l'amiable. C'est ainsi, notamment, qu'il empêcha que Paris manquât de pain du jour au lendemain, par suite d'une difficulté survenue entre les boulangers et les ouvriers qui refusaient de travailler.

Le premier acte de la Commission du Luxembourg fut de faire rendre par le Gouvernement provisoire le décret suivant, dont les termes avaient été fixés d'un commun accord par les délégués des patrons et des ouvriers :

Sur le rapport de la Commission du Gouvernement pour les travailleurs.

Considérant :

1° Qu'un travail manuel trop prolongé non seulement mine la santé du travailleur, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à la dignité de l'homme ;

2° Que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits marchandeurs ou tâcherons, est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité ;

Le Gouvernement provisoire de la République décrète :

La journée de travail est diminuée d'une heure. En conséquence, à Paris, où jusqu'ici elle avait été de onze heures, elle est réduite à dix ; et en province, où elle avait été jusqu'ici de douze heures, elle est réduite à onze.

L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandeurs est abolie.

Il est bien entendu que les Associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres ne sont pas considérées comme marchandage.

Ce décret, abrogé depuis par l'hostilité taquine de l'Assemblée nationale, était un bienfait pour les patrons et pour les ouvriers : il abolissait le marchandage, impôt prélevé sur les uns comme sur les autres, et, en diminuant la journée de travail, il augmentait le nombre des ouvriers occupés. Quelques jours après, la Commission du Luxembourg fit établir, dans toutes les mairies, un bureau gratuit de renseignements où les demandes et les offres de travail étaient inscrites sur des registres. Les ateliers commencèrent à se rouvrir, et la confiance parût renaître. Le Peuple, confiant dans la bonne volonté et les lumières de la Commission du Luxembourg, disait qu'il mettrait encore trois mois de misère au service de la République. — (Louis Blanc.)

XVII. — La Presse et les Clubs.

Le gouvernement se montra indécis et irrésolu : il annonça d'abord que l'impôt du timbre serait suspendu dix jours avant la convocation des Assemblées électorales ; puis, forcé de

céder du terrain pied à pied, il supprima définitivement l'impôt. Les fameuses lois de septembre furent en même temps abrogées.

Affranchie de ces entraves, la presse prit un développement immense, et l'éducation politique du Peuple fit plus de progrès en quelques jours qu'elle n'en avait fait pendant les cinquante dernières années de la monarchie. Mais rien ne contribua aussi puissamment à initier le Peuple à la vie démocratique que les clubs : « Quand trois d'entre vous seront réunis en mon nom, avait dit Jésus-Christ, je serai au milieu d'eux ». « Les clubs sont les églises de la religion nouvelle, la religion du droit ». (Louis Ménard.) C'était un magnifique spectacle que de voir ces hommes qui, la veille, demandaient au vin ou à la littérature pourrie des théâtres le délassement de leurs travaux, s'assembler chaque soir pour entendre la bonne nouvelle, l'évangile de la justice, et boire la parole de vie qui tombait des lèvres des initiateurs. La plupart des présidents de clubs étaient des prisonniers politiques de la monarchie ; c'étaient les confesseurs de la foi : leur pâleur, leur vieillesse précoce, les ravages ineffaçables de leur captivité, rappelaient au Peuple qu'ils avaient offert leur sang en témoignage à la vérité, et donnaient à leurs paroles l'autorité du martyre. Depuis, presque tous sont retournés dans les prisons qu'ils avaient un instant quittées.

Blanqui ouvrit le premier club sous le nom de *Société républicaine centrale*. Sa parole *calme et froide* faisait pénétrer dans les masses de vagues soupçons sur les tendances du pouvoir. Instruit depuis longtemps à la défiance, il dénonçait avec une sagacité prophétique, la marche rétrograde de la Révolution. Il poursuivait avec une ombrageuse obstination ces deux agents de toutes les tyrannies, la magistrature et l'armée. Mais sa personnalité hautaine éloignait de lui les hommes de son parti qui se groupaient de préférence autour de Barbès, fondateur du club de la Révolution, nature sympathique et franche, dont le seul défaut était de trop compter

sur la loyauté de ses ennemis. Quelques clubs avaient pour but exclusif la propagation d'une doctrine, par exemple, celui des communistes icariens, fondé par Cabet. D'autres s'organisèrent en sections armées destinées à opposer, s'il le fallait, une digue aux envahissements de la réaction. Tel fut le club de la Société des Droits de l'Homme composé principalement des sectionnaires des Sociétés secrètes.

Des clubs s'ouvrirent dans tous les quartiers de Paris ; les royalistes en eurent aussi et bientôt le Peuple entier prit part à ces luttes de la pensée qui devaient le préparer à l'exercice de ses droits reconquis. Caussidière et Ledru-Rollin, comprenant l'importance de cette initiative pour les élections prochaines, facilitèrent l'établissement des clubs en leur ouvrant les salles inoccupées des monuments publics. Depuis, on a fermé les clubs en même temps qu'on a bâillonné la presse ; mais le Peuple, qui a vécu un jour de cette communion des esprits, n'y renonce plus. Quand on empêcha les chrétiens de s'assembler au grand jour, ils descendirent dans les catacombes ; les clubs fermés deviennent les sociétés secrètes. (Louis MESSAGE.)

XVIII. — La République et le Peuple.

La monarchie avait laissé en héritage à la République, une dette considérable et une situation financière embarrassée ; pour en sortir, il eût fallu des réformes radicales : l'organisation du crédit, la centralisation des banques, la remise entre les mains de l'État des chemins de fer, canaux, mines, etc., et leur exploitation par des associations ouvrières, la soumission du capital au travail, la réduction du taux de l'intérêt, et, par suite, des loyers et fermages, la réforme budgétaire, l'abolition des douanes, etc. Mais pour adopter ces mesures, il aurait fallu être révolutionnaire, et le gouvernement provisoire n'avait pas foi dans la Révolution.

Au lieu de s'appuyer sur le Peuple, il semblait avoir pour

unique occupation de se faire accepter par la bourgeoisie. Cependant, tandis que les capitalistes retiraient le numéraire de la circulation et compromettaient la République par leur défiance réelle ou simulée, les ouvriers lui venaient en aide par l'offrande générale de leurs épargnes. Sobrier avait donné l'exemple de ces sacrifices en versant 20,000 francs, un cinquième de sa fortune, dans les caisses de l'État. De nombreux démocrates l'imitèrent ; dans tous les ateliers on fit des collectes. Des hommes, à peine assurés de leur subsistance du lendemain, offraient à la patrie ce qu'ils avaient pu retrancher de leur salaire de chaque jour. Pourquoi faut-il ajouter que la plupart de ces obscurs dévouements populaires ont eu pour récompense, quelques mois plus tard, la prison, l'exil ou la mort !

Ces dons volontaires offerts, à peu d'exceptions près, par des hommes du Peuple, ne suffisaient pas pour parer aux difficultés de la situation. Le ministre des finances, Garnier-Pagès, qui avait succédé à Goudchaux, proposa quelques demi-mesures également impuissantes : la vente des diamants de la Couronne, l'aliénation des forêts de l'ancienne liste civile, la réalisation du complément de l'emprunt voté sous la monarchie. Il fut décrété que les citoyens qui apporteraient des offrandes volontaires seraient considérés comme souscripteurs de l'emprunt national et recevraient un coupon 5 0/0 de rente au pair, quand bien même ce fonds dépasserait le pair avant le complément de la souscription. Mais tous ces palliatifs étaient des gouttes d'eau dans la rue. On se décida à demander des ressources à un emprunt exceptionnel. Une addition de 45 centimes par franc au montant des quatre contributions directes fût décrétée pour l'année 1848. Cet impôt pesait surtout sur les petits propriétaires des campagnes, dont les terres sont en général grevées d'hypothèques. Le mécontentement fut universel ; pour les paysans, assez indifférents, en général, aux questions politiques, la République, c'était l'impôt des 45 centimes. (Louis Ménard.)

XIX. — Les Élections de Paris.

Le parti républicain fondait de grandes espérances sur les élections du département de la Seine, qui devait nommer à lui seul trente-quatre représentants. Les délégués des clubs et des corporations d'ouvriers s'entendirent pour former une liste, qu'ils recommandèrent aux suffrages populaires. Cette liste contenait vingt noms d'ouvriers et quatorze noms de socialistes et de démocrates connus, la plupart anciens détenus politiques. On s'abstint de porter ceux de Blanqui et de Cabet, que les intrigues de la réaction avaient réussi à déconsidérer aux yeux d'une partie du peuple. Malgré cette exclusion, la liste républicaine eut peu de succès; aucun de ses ouvriers ne fut élu; en revanche, les ouvriers millionnaires, que les journaux royalistes avaient appuyés pour se donner un vernis de républicanisme, furent tous admis. Les membres du Gouvernement provisoire et les ministres furent tous élus à Paris; on eut si peur d'en oublier qu'on porta jusqu'au libraire Pagnerre, devenu secrétaire du gouvernement. Les membres démocrates et socialistes du gouvernement eurent beaucoup moins de voix que leurs collègues; le complot réactionnaire du 16 avril portait ses fruits.

Ce fut le jeudi 4 mai que l'Assemblée nationale se réunit pour la première fois dans la salle provisoire qui lui avait été construite dans la cour de l'ancienne Chambre des députés. Les partis se trouvaient dessinés d'avance par la place qu'ils occupaient. Les anciens députés se placèrent à la droite et au centre; les républicains démocrates et socialistes, qui formaient à peu près un dixième de l'Assemblée, à gauche, surtout aux bancs de la Montagne: nom trop glorieux et trop lourd pour les républicains de notre époque; la Montagne de la Convention n'eut pas laissé périr la République; réduite à quelques hommes, elle défendit jusqu'à la mort les principes de la Révolution. (L. Méssan.)

XX. — La classe ouvrière au Palais de Médicis.

(Palais du Luxembourg)

Mais le cœur du peuple de Paris allait vers le Palais du Luxembourg où siégeait la Commission de Louis Blanc.

Ce fut un spectacle, écrit Stern, d'une nouveauté étrange pour la France et pour l'Europe, où l'on observait à ce moment avec inquiétude tous les pas, tous les actes, toutes les paroles du peuple de Paris, de voir le palais de Marie de Médicis, ses cours, ses escaliers, ses galeries de marbre, ses vastes et majestueuses enceintes chaque jour traversées par de longues files de prolétaires, inattentifs à ces magnificences de l'art florentin et de la royauté française, recueillis en eux-mêmes, absorbés par une pensée unique, et qui poursuivaient avec une ardeur concentrée, digne d'un succès meilleur, un but qu'il ne leur était pas donné d'atteindre.

La salle de délibération de l'ancienne chambre des pairs avait été choisie pour la convocation du Parlement de l'industrie. Les huissiers, en tenue officielle, vêtus de noir, l'épée au côté, étaient venus reprendre, dans l'Assemblée des vestes et des blouses, l'office qu'ils remplissaient huit jours auparavant auprès des habits brodés ; et cette invariabilité dans l'apparat du pouvoir, quand le pouvoir même avait, pour ainsi dire, changé de pôle, mettait en saillie, de la manière les plus pittoresque, l'élément comique presque toujours mêlé aux plus tragiques vicissitudes de l'histoire.

Le 1er mars, à neuf heures du matin, deux cents délégués des différentes corporations ouvrières prenaient place sur les sièges de cette pairie chargée naguère de condamner à la mort ou au cachot les soldats et les confesseurs de l'égalité républicaine. M. Louis Blanc occupait le fauteuil du chancelier duc Pasquier. L'ouvrier Albert, en qualité de vice-président, était assis au bureau, à ses côtés. M. Louis Blanc nous

dit lui-même (*Pages d'histoire*, p. 491) qu'il éprouva en ce moment une impression solennelle et profonde ; mais combien cette impression eût été douloureuse si la joie qu'il ressentait à présider au triomphe extérieur de ses idées lui eût permis de voir, dans un avenir bien rapproché, l'impuissance d'un système et d'une volonté, si énergique qu'elle fût, à changer les conditions essentielles de la vie sociale. Bien que M. Louis Blanc eût deviné les motifs qui déterminèrent le Gouvernement provisoire à lui faire tenir, loin de l'Hôtel de Ville, ce qu'il nomma plus tard les assises de la faim, il croyait néanmoins, et cette croyance très vive faisait tout à la fois sa force et sa faiblesse, qu'il s'emparait ainsi de la révolution sociale et s'imposait à l'opinion. M. Louis Blanc avait trop d'élévation dans l'esprit pour jouer, comme M. Ledru-Rollin, à la terreur ; il respectait trop sincèrement le peuple pour le vouloir faire servir d'instrument à ses desseins personnels. Mais il ambitionnait d'être reconnu par tous comme l'organe éloquent des vertus et des douleurs sans voix de la masse populaire ; il voulait donner à cette masse incohérente la conscience de sa force ; il espérait opérer dans l'esprit de la bourgeoisie, par le déploiement de cette force calme, mais inébranlable du prolétariat, une conversion qui rendrait toute violence inutile. (Daniel Stern.)

XXI. — L'Œuvre de la Révolution de 1848.

Voici comment Louis Blanc lui-même esquisse l'œuvre sociale de la Révolution de 1848. Cette œuvre fut, malgré l'insuffisance des moyens, considérable.

— Oui, je le prédis sans crainte : les deux mois de mars et d'avril 1848 seront un des ornements de l'histoire. Oui, lorsque, dans quelque temps d'ici, l'on se rappellera quelle société fut léguée à la Révolution de février par un demi-siècle de dégravation monarchique, quelles choses furent accomplies sous le Gouvernement provisoire, et par quels moyens, c'est à peine si elles paraîtront croyables.

Car enfin, y eut-il jamais éléments plus rebelles que ceux qui, en février, s'offraient au maniement d'un pouvoir républicain ? En dehors de ce peuple des grandes villes, si préoccupé de l'avenir et si intelligent, où était la France ? Au-dessus de ce peuple, y avait-il, je le demande, quelque autre passion que celle de l'or ? Une soif de bien-être brutale et sans bornes, l'esprit de mercantilisme dans ce qu'il a de plus grossier, la vanité dans ce qu'elle a de plus étroit, n'avaient-ils pas pris victorieusement, sous l'influence de Louis-Philippe, la place de toute forte pensée, de toute aspiration glorieuse, de tout élan de légitime orgueil, de tout dévouement ? Et la bourgeoisie n'en était-elle pas venue à s'inquiéter elle-même de cette corruption qu'elle suait par tous les pores ? Ajoutez à cela l'absence d'une éducation vraiment publique, l'empire des préjugés monarchiques sur les quatre cinquièmes de la nation, la nuit intellectuelle répandue sur les campagnes, la faiblesse numérique du parti républicain, les souvenirs de 93 hypocritement évoqués et dessinant au fond des imaginations effrayées la République en traits de sang : vous aurez alors le tableau fidèle de la société dont il s'agissait d'élever le destin.

Or, en deux mois, voici ce qui fut fait : On consacra la République, c'est-à-dire le seul mode de Gouvernement digne d'une nation majeure.

Le peuple fut reconnu souverain et mis en possession de sa souveraineté par le suffrage universel.

L'inviolabilité de la vie humaine fut proclamée hautement ; le bourreau fut désavoué au nom de la civilisation ; l'esclavage des noirs fut aboli.

Un décret, oublié dans la fameuse nuit du 4 août, déclara les titres nobiliaires anéantis et effaça jusqu'aux derniers vestiges de l'aristocratie.

La contrainte par corps, abolie comme un sacrifice immoral de la liberté de l'homme à la puissance de l'argent, laissa vides des prisons qui se transformèrent en ateliers..

Le droit au travail, inscrit au nombre des droits les plus saints, prépara la chute de la tyrannie financière.

La réduction des heures données à un labeur manuel, par ordre de la pauvreté, rendit solennellement témoignage du droit de l'être humain à vivre de la vie de l'intelligence et de la vie du cœur.

La formule aux trois termes radieux qui prophétise tout l'avenir et l'embrasse, parut en lettres d'or sur les monuments, sur les drapeaux de la patrie et, pour la graver dans les cœurs, ce fut — nouveauté remarquable — ce fut du haut du pouvoir qu'on prêcha au Peuple l'évangile de l'égalité .

Ah ! ce n'était donc rien que cela !

Qu'on songe maintenant aux ressources dont on pouvait [illegible] et aux moyens mis en usage. Voyons ! où étaient nos canons et nos soldats et nos gendarmes et nos juges en robes rouges ? Qu'on cite, pendant ces deux mois, un individu que nous ayons arrêté, un domicile que nous ayons profané, un journal que nous ayons saisi, une insulte que nous ayons vengée, une voix calomnieuse à notre égard que nous ayons fait taire, une liberté que nous ayons confisquée, une violence que nous ayons ou exercée ou permise, une mère qui ait à nous demander un fils envoyé au bagne ou froidement assassiné le lendemain d'un combat ! Contre tant de résistances prévues, contre l'ancien égarement de l'opinion, contre la ligue des vieux préjugés, contre la corruption invétérée des uns et leur égoïsme en émoi, contre l'ignorance des autres, quelle était notre force ? La parole.

Et quand nous remîmes à la nation les pouvoirs que nous tenions des événements et du peuple de Paris, nous eûmes cette joie de voir la France entière s'incliner devant l'image de la République, s'imposant à ses ennemis et aux nôtres. — (Louis Blanc, *Histoire de la Révolution de 1848*, T. II, pages 7-9.)

XXII. — J. Stuart-Mill et la Révolution de 1848.

Ce grand et noble esprit de l'Angleterre démocratique a eu souvent l'occasion de prendre parti pour la cause des opprimés. Il prit la défense de la Révolution de 1848 dans des termes excellents qui méritent d'être reproduits :

...Sous un certain rapport, écrit le philosophe anglais, il faut reconnaître que la révolution de février est extraordinaire et sans précédents : seule entre toutes elle a mis le pouvoir aux mains d'hommes qui ne le désiraient et ne le recherchaient pas, et qui n'en ont fait usage dans leur intérêt personnel. Même pour établir l'ascendant de leur parti, ils n'eurent recours qu'à la discussion. Alors que tant d'autres, tout en se croyant sincères, travaillent un peu pour leur opinion et beaucoup pour eux-mêmes, on a vu, ce qui est chose rare, les hommes de 1848 dans leur passage au pouvoir, absolument désintéressés dans leurs actes politiques, ne songer qu'au bien de leurs concitoyens et souvent même aller au-devant de leurs aspirations. — (J. Stuart-Mill, *La Révolution de 1848 et ses défenseurs*, traduction par Sadi Carnot, p. 4.)

De même que Napoléon avait cultivé l'amour de la gloire militaire comme son grand moyen d'action sur la multitude, de même Louis-Philippe chercha à absorber la France dans le *culte des intérêts matériels,* dans la religion de la Banque et du Grand-Livre.

Le caractère français ne se contente pas ou, du moins, ne s'est pas contenté jusqu'ici de si peu.

Pour le gagner et assurer son obéissance, il faut représenter à ses yeux quelque grande pensée ou quelque intérêt national.

Le Gouvernement de Louis-Philippe n'invoquait, pour se recommander aux classes moyennes, d'autre argument que celui-ci : « Les révolutions et les émeutes nuisent au commerce. » Oui, sans contredit, mais c'est un point de vue quelque peu étroit pour les juger. Quoi qu'il en soit, on cherchait à gagner les classes par leurs intérêts de classes et, de même, les individus par leurs intérêts individuels, dès que leur position, leur réputation ou leur talent donnait une valeur quelconque à leur acquisition. Suivant le caractère de chacun, on avait recours à l'argent ou on s'adressait à la vanité, parfois en vain, trop souvent avec succès. Le Gouvernement pratiquait la corruption sur une vaste échelle, il la poussait aussi loin que le lui permettaient ses ressources.

Aussi, en France, les meilleurs esprits sentaient-ils depuis longtemps, et chaque année davantage, combien l'influence du Gouvernement de Louis-Philippe était démoralisatrice et funeste : tout principe, tout esprit public, tout souci des convictions politiques s'effaçaient de plus en plus devant l'indifférence égoïste des classes riches prises en masse et devant cette poursuite effrénée de la fortune à laquelle se livraient les particuliers les plus en évidence. — (*Ibid.*, p. 17-18.)

La rue de Ri

8 Mai 1871.

CHAPITRE II

LE DÉCLIN DE LA RÉVOLUTION

I. — Vers la défaite.

Les élections ont dévoilé la véritable situation du pays. *La révolution fut mise en minorité.* Le prolétariat ne représentait qu'une petite minorité de la nation. Et c'est une minorité de cette minorité qui a fait la Révolution de Février. La majorité des ruraux, qui présentaient les *deux tiers* de la France ont *défait ce que le peuple révolutionnaire de Paris avait fait.* Le suffrage universel, la suppression de la royauté avaient la sympathie de la majorité. Ces conquêtes restèrent acquises. Mais la « question sociale » et les solutions prolétariennes faisaient horreur à la majorité. On ne tint pas compte du prolétariat.

II. — L'agitation avant les journées de Juin.

On ne se communique plus que de mauvaises nouvelles. Presque chaque jour on apprend qu'un nouveau corps de métier est entré en grève. Depuis le mois de mars, les ouvriers ont des altercations très vives avec les patrons, dont ils repoussent les tarifs. Un très grand nombre d'entre eux, particulièrement les chapeliers, les tisseurs, les mécaniciens, plutôt que d'accepter l'augmentation de salaire qui leur est offerte, se font inscrire aux ateliers nationaux. A tout moment on voit passer des colonnes d'ouvriers mêlés à des gardes mobiles et à des gardes républicains, qui se promènent

par les rues en tenant des propos menaçants. On sait que les montagnards licenciés n'ont jamais cessé de se réunir. Ils se vantent de pouvoir compter sur cinquante mille hommes qui se tiennent prêts pour une insurrection prochaine; ils affirment que Caussidière reste leur chef; ils répètent que, s'il avait été libre au 15 mai, l'émeute aurait triomphé; ils font afficher sa candidature à la présidence de la République.

On entend crier par les rues des feuilles dont le titre seul épouvante: le *Tocsin des travailleurs*, le *Robespierre*, la *Carmagnole*, le *Journal de la Canaille*. Les nouveaux journaux bonapartistes fomentent l'esprit de révolte avec un incroyable cynisme. Les représentants, selon ces feuilles, ne sont que des commis oisifs à raison de vingt-cinq francs par jour, qui, *lorsque le peuple demande du pain, lui donnent une pierre*. Les membres de la Commission exécutive sont des Sardanapales gorgés d'or et repus de festins. On excite le prolétariat contre la bourgeoisie, les pauvres contre les riches. On en vient jusqu'à publier des listes de banquiers, de notaires, et d'autres capitalistes, en donnant l'indication de leur fortune.

Enfin l'annonce d'un *banquet des travailleurs* pour lequel 15,000 souscripteurs sont déjà inscrits dans les bureaux du *Père Duchesne*, et qui se rattache, dit-on, à un complot pour délivrer les prisonniers de Vincennes, est considéré par tout le monde comme un rendez-vous pris pour une insurrection générale.

Les nouvelles qui viennent de la province ne sont pas plus satisfaisantes. Dans un grand nombre de départements, la perception de l'impôt des quarante-cinq centimes que l'Assemblée a sanctionné est l'occasion de luttes à main armée. Le Gouvernement provisoire n'avait rencontré presque aucune difficulté dans la perception de cet impôt, quelque pesant qu'il fût pour la petite propriété. Dans beaucoup de départements très pauvres, mais républicains, il avait été recouvré avant les élections dans la proportion surprenante de 77 o/o. Mais à partir du mouvement électoral, les choses ont changé

d'aspect. Beaucoup de candidats, pour se rendre populaires, se sont engagés à faire abolir l'impôt par l'Assemblée. Ils disent aux paysans que le Gouvernement provisoire n'avait pas le droit de l'établir. Les agents de la candidature Louis-Napoléon annoncent que le neveu de l'Empereur le payera en entier sur ses revenus ou encore qu'il le fera payer par les Anglais. Il n'est jamais bien difficile de persuader aux pauvres gens qu'il leur est loisible de refuser l'impôt; aussi le succès de cette propagande est-il rapide. Sur tous les points où elle s'exerce, l'impôt ne se recouvre plus qu'avec une difficulté excessive. En beaucoup de lieux on le refuse au cri de: Vive l'Empereur !

Dans le département de la Creuse, où la propriété est extrêmement divisée, une troupe de paysans s'est levée au son du tocsin; armés de fourches, de faux, de gourdins, de piques et de serpes, ils se sont jetés dans les campagnes, en menaçant de mort les propriétaires qui paieraient l'impôt. A Guéret, un engagement avec la garde nationale eut lieu; dix personnes furent tuées, cinq blessées.

Sur d'autres points de la France les révoltes éclatent pour d'autres motifs. Dans le département de Vaucluse, dans la ville de Saint-Étienne, à Rive-de-Gier, les ouvriers quittent les fabriques et se rassemblent par petits groupes; ils prennent, sans dire pourquoi, la route de Paris. Dans les départements de l'Ouest et du Nord, les émissaires du bonapartisme mettent tout en mouvement. Mille bruits absurdes sont colportés dans les fêtes de villages, dans les foires, dans les marchés. A Lisieux, à Fécamp, à Chartres, à Saintes, les crieurs de journaux annoncent que Napoléon, proclamé empereur, marche sur Paris à la tête de 40,000 hommes; dans le Morbihan et le Finistère, où l'opinion penche vers le général Cavaignac, on a dit qu'il a été tué et que Bonaparte est nommé président de la République. Dans les Ardennes, on distribue des proclamations et des appels aux armes. A Nîmes, à Toulouse, où les discussions prennent le caractère de

guerres religieuses entre catholiques et protestants, on y mêle, sans que personne en comprenne la raison, le cri de : Vive l'Empereur ! (STERN.)

III. — Les ateliers nationaux.

Ils étaient la conquête éphémère des vainqueurs de février. Fort de l'appui de la province, le Gouvernement était décidé, selon le mot célèbre de l'époque, *à en finir*. Les *bénéficiaires* de la Révolution résolurent d'en finir, une fois pour toutes, avec les *ouvriers* et les héros de la Révolution. Les alliés bourgeois de février se transformèrent en massacreurs de juin. Mais avant de raconter la fin tragique de la Révolution qui fut en même temps la fin de la liberté, jetons un coup d'œil sur ce qui était la tragi-comédie des ateliers nationaux.

Les ateliers nationaux étaient nés d'une nécessité impérieuse que personne n'avait jamais songé à contester. Longtemps la partie modérée du Gouvernement provisoire s'était flattée d'en disposer à son gré, soit au jour des élections, soit pour combattre une émeute, soit, comme au 15 mai, pour faire avorter ce qu'on appelait les manifestations populaires. Dans ce dessein on les avait tenus en jalousie contre les corporations du Luxembourg, qu'on leur représentait comme des privilégiés. Mais les choses ont tourné dans les mains même du Gouvernement contre ces prévisions. Peu à peu des éléments nouveaux se sont infiltrés dans les ateliers et en ont changé le caractère, ou plutôt cette masse confuse et flottante qu'on a poussée là, pour en débarrasser la place publique, s'est animée insensiblement d'un esprit commun ; elle s'est disciplinée, organisée, par sa propre force ; elle constitue, à l'heure dont je parle, une armée véritable, mais une armée qui ne connait pas ceux qui l'ont créée et qui s'est donné, par l'élection, des chefs de son choix auxquels seuls elle obéira au jour décisif. La rivalité avec les corporations a cessé d'exister par les soins d'un nouveau Comité qui, après la dissolution de la

Commission du Luxembourg et la retraite de M. Louis Blanc, s'est formé sous la direction d'un ouvrier. Les délégués des corporations ont noué des rapports réguliers avec les délégués des ateliers nationaux. Le vote du 5 juin a consommé l'alliance par l'élection de Pierre Leroux, Lagrange et Proudhon.

A cette époque également a commencé à s'exercer dans l'un et l'autre de ces centres populaires la propagande du parti bonapartiste. Elle n'y épargne pas l'argent. Avoir pour soi les ateliers nationaux était, dans ces temps révolutionnaires, un point capital. Le nombre des hommes enrôlés depuis leur fondation s'était accru avec une promptitude incroyable. On se rappelle que, d'après l'état approximatif dressé à l'Hôtel de Ville le 2 mars, on ne comptait pas plus de 17,000 ouvriers sans travail dans Paris ; mais au 15 mars le chiffre réel de ces ouvriers s'élevait déjà à 40,000 ; le 20 juin, il dépassait 107,000. Dans ce nombre, 15,000 hommes, entrés par fraude dans les ateliers, ne sont pas des ouvriers véritables ; on compte environ 2,000 forçats ou réclusionnaires libérés. Il reste donc 75,000 hommes, prolétaires, artisans ou artistes qui appartiennent à la ville de Paris et qui ont le droit d'y rester. Pendant le long espace de temps qui s'est écoulé depuis la formation des ateliers, on n'a jamais trouvé à occuper sérieusement plus de 10,000 hommes par jour. Une somme de 4 millions, votée par l'Assemblée, a été dépensée en pure perte. Les ouvriers n'ont pas fait autre chose, suivant l'expression de Caussidière, « que gratter la terre et la transporter d'un endroit à un autre. » Ils se sont indignés de plus en plus, en voyant que rien ne se prépare pour améliorer cette condition d'oisiveté et de travail dérisoire qui les humilie. Le danger croît à vue d'œil. Un tel état de choses ne saurait se prolonger sans amener la démoralisation complète des ouvriers, la ruine des finances, l'anarchie dans Paris. Il faut donc qu'il cesse au plus tôt ; c'est ce que personne ne met en doute.

Seulement, quelques esprits, tenant compte des circonstan-

ces et voulant agir avec humanité, considérant d'ailleurs l'État comme engagé envers les ouvriers par des promesses formelles, cherchent un mode de dissolution lent et ménagé qui ne jette pas brusquement dans la détresse les familles de 75,000 braves ouvriers dont le seul tort est de manquer d'ouvrage. D'autres, au contraire, traitant de complaisance coupable la compassion, l'équité des premiers, veulent, sur l'heure, sans transition ni ménagement, chasser de Paris et disperser à tout prix, sans s'occuper de leur trouver du pain, ces *lazzaroni*, ces *janissaires*, comme ils les appellent dans leur langage aussi injuste qu'imprudent. (STERN.)

Le grand nombre des ouvriers dans les ateliers dits nationaux est dû à différentes circonstances. Les modérés facilitent l'embrigadement pour soustraire le plus d'hommes possible à l'influence redoutée du socialisme. Le capital fait grève ; l'argent émigre et se cache ; les fabriques se ferment tantôt par peur, tantôt pour augmenter l'embarras d'un pouvoir qui a reconnu le droit au travail. On rencontre sur les listes d'inscription, souvent bâclées à la hâte, des enfants de dix à douze ans. Ce sont des maîtres d'apprentissage qui se procurent ainsi un revenu supplémentaire. Des patrons aussi ont la prétention de faire descendre les salaires au prix dérisoire que paient les ateliers nationaux et leur personnel les abandonne alors avec indignation. Les ouvriers, de leur côté, veulent saisir l'occasion de relever la valeur du travail ; ils se mettent en grève d'autant plus aisément qu'ils sont sûrs de vivre, sans toucher à leur fonds de réserve, quand ils en ont un. Peut-être même quelques-uns voient-ils là un moyen de faire capituler la classe patronale. Puis des travailleurs de province affluent, poussés par la misère et par l'espoir d'avoir part à la manne officielle. A la fin de mai, les garnis parisiens comptent 30,000 locataires, au lieu de 8 à 10,000, chiffre ordinaire en cette saison. Enfin, trop heureux de vivre en lazzaroni payés, des professionnels de la fainéantise (si l'on peut ainsi parler) comme il en existe en tout

temps, viennent réclamer du travail avec d'autant plus d'insistance qu'ils savent qu'on n'en a pas à leur donner.

L'accroissement est donc rapide. A la fin de mars, il arrive à 40,000 hommes, sans compter les femmes, et la dépense journalière s'élève à 70,000 francs. Le 15 avril, E. Thomas dit avec une espèce de fierté : « Bientôt vous serez cent mille ! » Ce beau chiffre est, en effet, atteint au début de mai. Cependant, où en est-on pour les travaux ? Il y en a beaucoup de projetés : les habitations ouvrières à édifier, canaux à creuser ; chemins de fer à construire ; camp de Saint-Maur à défricher. On demande au Gouvernement des avances pour les entrepreneurs en bâtiments. Mais le Gouvernement n'a point d'argent. Rien ne se fait. On n'occupe plus les hommes qu'un jour sur quatre. Et ce n'est plus seulement la misère, c'est la démoralisation pour la classe ouvrière. Elle s'habitue à recevoir l'aumône, à perdre son temps au cabaret ou en promenades bruyantes qui ressemblent à des émeutes ; la presse retentit des plaintes et des craintes de la bourgeoisie (RENARD.)

IV. — Campagne de calomnie contre les républicains.

La tactique des royalistes déguisés, dit Georges Renard, qui combattent alors derrière les modérés, consiste à dénaturer et à fausser en les exagérant les idées émises au Luxembourg ou dans les clubs ; à entretenir et à grossir les craintes qu'elles inspirent ; mais elle consiste aussi et surtout à salir, sous le bouclier de l'anonyme, les hommes qui les propagent. Il fut fait grand emploi de cette méthode dans les journaux conservateurs, dès qu'ils se crurent certains de l'impunité. D'abord prudemment respectueux du peuple, ils s'étaient habitués, le voyant si débonnaire, à provoquer le monstre, à le piquer, à le harceler, comme un taureau pour

le combat. Largement pourvus d'argent, ils pouvaient payer le talent et pousser les gens de lettres dans une voie où la plupart, appartenant à la classe bourgeoise, ne demandaient qu'à s'engager. Ce furent des moqueries sans fin sur la sueur du peuple, des parodies de la *Marseillaise*, des railleries acérées contre les étrangetés qui s'épanouissaient dans une grande ville en fermentation. Ce furent aussi des calomnies grossières, énormes, dédaignées par cela même de ceux qui en étaient victimes, mais qui, sans cesse répétées, colportées, ne laissaient pas de faire impression. Qui fixera jamais les limites où peut atteindre la crédulité humaine, surtout quand elle est entraînée par la haine ou la peur ? Telle feuille élégante du moment, comme le *Lampion*, fut une fabrique incessante de bons mots qui étaient souvent de mauvaises actions. De spirituels forbans de la presse inventèrent à jet continu des histoires qui faisaient le régal des salons. Albert l'ouvrier, Louis Blanc le socialiste, paraissaient dangereux ; il fallait les déshonorer pour les annihiler. Et Albert se transformait en millionnaire, Louis Blanc refusait de louer à des gens du peuple la maison qu'il ne possédait pas, mais dont on donnait l'adresse faubourg Saint-Germain. Les hôtes du Luxembourg étaient de nouveaux Lucullus ; ils prenaient pour nappe un châle de l'ex-reine Amélie ; ils se nourrissaient de purée d'ananas, menu merveilleux pour des repas qui coûtaient six francs par jour et par tête. Ledru Rollin, le démocrate, n'était pas plus épargné. Le *Constitutionnel* lui prêtait un déjeuner fin à Trianon et une chasse à courre à Chantilly. Un autre jour, on contait qu'il devait 25,000 francs à un orfèvre pour un achat de bijoux. Dans les villages, on allait dire bientôt que le duc Rollin faisait des orgies avec deux femmes de mœurs légères, *la Marie et la Martine*. (On dénaturait ainsi les noms de Marie et de Lamartine, membres du Gouvernement, pour en faire des noms de filles.)

V. — La dissolution des ateliers nationaux.

M. de Falloux, qui a ses vues cachées et qui poursuit un plan politique, prodigue toutes les ressources de son esprit pour déconcerter et tromper tous ceux des membres de la Commission qui souhaitent des mesures tempérées ; il veut, il lui faut la dissolution immédiate des ateliers nationaux.

La lutte à main armée que tout le monde prévoit, que les républicains appréhendent comme le plus grand péril que puisse courir la République, il ne la craint pas, lui, qui n'a vu dans la révolution qu'un moyen extrême, mais assuré, de revenir à la monarchie légitime. Il redoute bien plutôt que, par des mesures prudentes et bien combinées, on ne gagne sans secousse le moment prochain où l'Assemblée va discuter la Constitution. Si cette Constitution est faite en conformité avec les principes de la Révolution de Février, si elle est votée en pleine paix publique, sans effroi, sans que la scission entre la bourgeoisie et le prolétariat soit consommée, l'État républicain, selon toute vraisemblance, est fondé ; la démocratie française a trouvé son expression et sa forme. Pour les ambitieux des partis royalistes, c'est là la plus insupportable des perspectives, la pire des humiliations. Mieux vaut cent fois le mal passager d'une insurrection de prolétaires, que l'on ne peut manquer de vaincre, et qui produira sur les âmes un salutaire effroi.

C'est à cette politique pleine d'arrière-pensée, à ce tortueux esprit d'égoïsme et de rancune, qu'il faut attribuer en grande partie les paroles et les actes provocants qui tout à l'heure vont tomber sur les esprits, comme l'étincelle sur la poudre, et faire éclater la plus calamiteuse des insurrections. Cet esprit dangereux s'insinue dans les salons, dans les clubs, dans l'Assemblée, dans le Gouvernement. *Il faut en finir* ! tel est le mot qu'on entend prononcer partout. (Sourires.)

Le Gouvernement fit enlever par un procédé d'ancien régime, en rétablissant les lettres de cachet, Emile Thomas, le directeur des ateliers nationaux. En réponse à un discours généreux, mi-mystique, mi-utopique de Pierre Leroux que tout le monde applaudissait, Goudchaux, le ministre des finances, répond par des promesses de réformes sociales que l'on est encore à attendre de nos jours, mais tout particulièrement par l'annonce de la fermeture immédiate des ateliers nationaux.

VI. — La réponse des ouvriers à Goudchaux.

Voici en quels termes ils répondaient, le 18 juin, par une affiche, posée sur tous les murs de Paris, au discours de M. Goudchaux :

Les Travailleurs des Ateliers Nationaux au Citoyen GOUDCHAUX

« Ce n'est pas notre volonté qui manque au travail ; c'est un travail utile et approprié à nos professions qui manque à nos bras. Nous le demandons, nous l'appelons de tous nos vœux.

« Vous demandez la suppression immédiate des ateliers nationaux, mais que fera-t-on des cent dix mille travailleurs qui attendent chaque jour de leur modeste paye les moyens d'existence pour eux et leurs familles ? *Les livrera-t-on aux mauvais conseils de la faim, aux entraînements du désespoir ?* Les jettera-t-on en pâture aux factieux ? Ouvriers appelés à la construction de l'édifice social, organisez, instruisez, moralisez les ateliers nationaux, mais ne les détruisez pas ! »

Dans le même temps, ils rédigent, de concert avec les délégués du Luxembourg, la proclamation suivante :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

A TOUS LES TRAVAILLEURS,

Nous, délégués des ouvriers au Luxembourg, nous vous corps et âme à la République, pour laquelle, comme vous tous, nous avons combattu, nous vous prions, au nom de cette liberté si durement achetée, au nom de la patrie régénérée par vous, au nom de la fraternité, de l'égalité, de ne pas joindre vos voix et votre appui à des voix monarchiques, de ne pas prêter vos bras et vos cœurs pour encourager les partisans d'un trône que vous avez brisé ! Les hommes sans âme, sans conviction, amèneraient inévitablement l'anarchie au milieu du pays, qui n'a besoin que de liberté et de travail.

Nul ne doit prétendre désormais qu'au plus beau de tous les titres, à celui de citoyen. Nul ne doit essayer de lutter contre le véritable souverain, le *peuple*.

Le tenter serait un exécrable crime, et quiconque l'essaierait serait traître à l'honneur et à la patrie.

La réaction travaille, elle s'agite ; ses nombreux émissaires feront luire à vos yeux un rêve irréalisable, un bonheur insensé.

Elle sème l'or. Défiez-vous, amis, défiez-vous. Attendez encore quelques jours, avec ce calme dont vous avez fait preuve et qui est la véritable force.

Espérez, car les temps sont venus, l'avenir nous appartient ; n'encouragez pas par votre présence les manifestations qui n'ont de populaire que le titre ; ne vous mêlez pas à ces folies d'un autre âge.

Croyez-nous, écoutez-nous, rien n'est maintenant possible en France que la *République démocratique et sociale*.

L'histoire du dernier règne est terrible ; ne la continuons pas ; pas plus d'empereur que de roi. Rien autre chose que la *liberté*, l'*égalité*, la *fraternité*.

Tel est notre vœu, tel doit être le vôtre, celui du peuple.

Vive la République !

VII. — Les journées de Juin.

Le 21 juin, le ministre des Travaux publics signait un arrêté invitant tous les ouvriers de dix-huit à vingt-cinq ans à s'enrôler immédiatement dans l'armée ou à se tenir prêts à partir pour aller faire dans les départements des travaux de terrassement : c'était la révolution.

L'insurgé de Juin, ne l'oublions pas, c'est le combattant de Février, le prolétaire triomphant, à qui un Gouvernement proclamé par lui-même assure solennellement, à la face du pays qui ne proteste pas, le fruit modeste de sa conquête : le travail pour récompense de sa misère, le travail comme prix du combat. .

Et ce prolétaire, à qui l'on confie en tremblant les embarras de la République, ajourne l'exécution de la promesse ; il se montre désintéressé, patient ; il donne du temps à l'État qui s'est reconnu son débiteur ; il offre *trois mois de misère* à la patrie.

Trois mois sont écoulés.

Le prolétaire confiant vient réclamer son droit au travail ; mais qu'entend-il alors ? que rencontre-t-il ? quelle réponse et quel accueil ? Les mêmes hommes qui ont débattu avec lui, d'égal à égal, les conditions d'un pacte qu'ils ont ratifié, lui enjoignent, par un commandement subit et inexpliqué, de quitter sa famille, sa demeure, la ville où il est né, le séjour qui a vu ses triomphes, pour s'enrôler dans une armée qui n'ira pas, il le sait bien, au secours des peuples dont il souhaite la délivrance ; et, s'il refuse de devenir soldat, ces hommes, portés par lui au pouvoir suprême, le condamnent à gagner loin de leurs yeux, par des travaux insalubres qui ne sont pas de son choix, auxquels il n'est pas propre, un salaire dérisoire qui ne saurait suffire à la plus humble existence.

La simple exposition de ces faits inouïs, le seul rapprochement de ces deux dates : *28 février-22 juin*, me dispensent de réflexions plus longues. Le lecteur ne doit point perdre de vue ces dates, s'il veut apprécier avec équité les tragiques, les néfastes jours de Juin, s'il veut comprendre cette insurrection formidable, où le peuple de Paris, qu'on venait de voir si généreux, si plein de douceur et de sagesse, se jeta d'une aveugle furie dans une mêlée barbare, noya dans son sang, dans le sang de ses fils et de ses frères, la liberté qu'il avait voulu fonder sur la raison, et porta à la République, pour laquelle il croyait une seconde fois donner sa vie, une atteinte mortelle.

« A demain, ici, à six heures ! » avait dit Pujol, l'orateur populaire, en quittant, le jeudi 22 juin, à dix heures du soir, ses hommes fanatisés.

Le vendredi 23, à six heures du matin, sept à huit mille ouvriers, rassemblés sur la place du Panthéon, attendaient impatiemment sa venue. Du haut du péristyle, il regarda pendant quelque temps cette masse agitée, fit signe qu'il allait parler ; tout bruit cessa : « Citoyens, dit Pujol, vous avez été fidèles à ma voix, je vous en remercie. Vous êtes aujourd'hui les hommes d'hier. En avant ! » Et la masse se range avec ordre à sa suite... Elle marche, bannières déployées, jusqu'à la Bastille ; elle entoure la colonne de Juillet. Pujol monte sur le piédestal : « Têtes nues ! » s'écrie-t-il. Toutes les têtes se découvrent. « Citoyens, reprend Pujol, vous êtes sur la tombe des premiers martyrs de la liberté. A genoux ! » Tous ploient le genou. Alors, au-dessus de ce vaste champ de têtes inclinées, au-dessus de cette multitude, frémissante tout à l'heure, mais soudain recueillie dans un silence religieux, on entend la voix grave de l'homme qui, en ce moment, commande à toutes les émotions et dispose de toutes les volontés : « Héros de la Bastille, dit Pujol, en levant les yeux vers le ciel, les héros des barricades viennent se prosterner au pied du monument érigé à votre immortalité. Comme vous, ils ont

fait une révolution au prix de leur sang, mais jusqu'à ce jour leur sang a été stérile. La révolution est à recommencer. Amis, continue-t-il, en ramenant son regard sur la foule agenouillée, notre cause est celle de nos pères. Ils portaient écrits sur leurs bannières ces mots : « La liberté ou la mort ! — Amis ! la liberté ou la mort ! » Et la foule, en se relevant sur un signe de sa main, répète à l'unisson : « La liberté ou la mort ! »

On voit alors une jeune fille, une marchande de fleurs, qui se détache de la foule et s'avance vers Pujol. Elle lui présente un bouquet ; il l'attache à la hampe d'un drapeau. Puis le dictateur en blouse fait un geste de commandement ; la masse s'ébranle et se remet en marche avec solennité.

VIII. — La bataille des rues.

Le peuple de Paris a le culte des morts. Ce peuple, incrédule et railleur à l'excès, est possédé d'un instinct de personnalité si fort, qu'il lui tient lieu de toute autre croyance. Il voit et il veut la personnalité partout ; il la restitue jusque dans la tombe. Ingénieux à en multiplier les emblêmes sur les restes muets de ceux qu'il a aimés, il semble vouloir ainsi les protéger contre la plus lointaine idée de destruction. C'était le bien connaître assurément que de le mener au tombeau de ses martyrs, à la première heure d'un jour où l'on voulait de lui des actes surhumains de courage ; c'était consacrer à ses propres yeux l'insurrection par le seul acte religieux qui ne le trouva jamais indifférent, frivole ou profane.

La masse populaire est arrivée par le boulevard à la hauteur de la rue Saint-Denis. Là, on s'arrête ; un moment de silence se fait ; puis, tout à coup : « Aux armes ! aux barricades ! » crient les chefs. Aussitôt ils se mettent à l'œuvre. Ils tracent, en enlevant rapidement quelques pavés, les principales lignes de retranchement ; ils ne semblent pas inquiets.

ils ne craignent pas apparemment qu'on vienne les surprendre, car ils procèdent avec ordre et méthode. Ce sont, pour la plupart, d'anciens soldats, aujourd'hui brigadiers des ateliers nationaux. On les reconnaît au galon doré de leur casquette, à leur brassard tricolore. Tous portent la blouse des ouvriers; un mouchoir lié autour des reins leur sert à la fois de ceinture et de cartouchière.

A dix heures et demie, une première barricade est construite sur le boulevard Bonne-Nouvelle, une autre à vingt-cinq pas plus loin, une troisième en face de la rue Marignan. On y plante les drapeaux tricolores des ateliers nationaux, dont plusieurs portent cette inscription : *Du pain ou la mort !* Le poste du boulevard Bonne-Nouvelle, qui compte à peine une vingtaine de gardes nationaux, n'a reçu aucun ordre et ne peut songer à s'opposer à quelques milliers d'hommes, que la population paraît favoriser, au moins de ses vœux. De tous côtés on leur apporte des armes. Dans le même temps, sur un ordre simultané, mystérieux, des barricades s'élèvent au faubourg Saint-Martin, au faubourg du Temple, au faubourg Saint-Antoine, sur la place de la Bastille et dans tout le faubourg Poissonnière. Sur la rive gauche de la Seine, la place du Panthéon, le faubourg Saint-Jacques, la Cité, sont occupés par les ouvriers. A onze heures, la moitié de Paris semble déjà leur appartenir, quand pour la première fois on entend battre le rappel; on n'a vu jusqu'alors, sur aucun point, paraître aucune troupe.

La probabilité d'une insurrection prochaine est cependant, depuis près d'un mois, le sujet de tous les entretiens. A différentes reprises, la Commission exécutive en a délibéré avec le ministre de la Guerre. Elle a discuté avec lui, non seulement le chiffre des troupes nécessaires, mais encore le mode le meilleur de les disposer et de les faire agir.

IX. — La fin de la Révolution et de la liberté.

Cavaignac, pour sauver l'honneur de l'armée et l'ordre, fusille le peuple. La République bourgeoise assassine ses fondateurs, en se suicidant elle-même et en ouvrant largement la porte au prétendant de l'Empire.

Dans la séance qui se tint le 22 juin, après minuit, M. de Lamartine, tout en repoussant avec beaucoup de fierté, au nom de son propre honneur et de celui de ses collègues, l'avis de se retirer, que M. Martin (de Strasbourg) leur apportait de nouveau, au nom de la réunion du Palais-National, insista encore, et cette fois avec succès, pour que l'on concentrât toutes les forces militaires entre les mains du général Cavaignac. M. de Lamartine conseillait aussi, afin d'agir avec toute la célérité et tout l'accord désirables en des circonstances aussi graves, et pour rendre cet accord évident, qu'une partie du Gouvernement demeurât auprès du général en chef, à l'hôtel du président de l'Assemblée.

L'opinion de M. de Lamartine ayant prévalu, et les choses étant ainsi réglées, le général Cavaignac prit ses dispositions. Pendant qu'on battait le rappel et que la garde nationale courait aux barricades, il appelait à lui les généraux Bedeau, Lamoricière, Damesme, Foucher, Lebreton et leur remettait les commandements qu'il leur avait destinés. Selon le plan convenu, il faisait masser les troupes dans les Champs-Élysées, dans les Tuileries, sur la place de la Concorde, sur l'esplanade des Invalides, et le général Foucher recevait l'ordre de veiller à la sûreté de l'Assemblée. Deux divisions principales devaient se partager les opérations. La première division, confiée au général Bedeau, allait se porter à l'Hôtel de Ville. La seconde, sous les ordres du général Lamoricière, devait couvrir les faubourgs de la rive droite, sur toute la ligne des boulevards, depuis le Château-d'Eau jusqu'à l'église

Jugement des dix-sept principaux membres de la Commune (2 Septembre 1871).

de la Madeleine. Une brigade de cavalerie commandée par le général Grouchy devait occuper les boulevards, depuis la rue du Helder jusqu'au faubourg Montmartre, et pousser des reconnaissances jusqu'au quartier général de M. de Lamoricière. Le général Damesme, à la tête d'une subdivision, était chargé de protéger la rive gauche, particulièrement le palais du Luxembourg, où siégeait une partie de la Commission exécutive.

Il y a lieu, en effet, de s'alarmer. Pendant le peu d'heures qui viennent de s'écouler, les insurgés ont pris des positions très fortes sur la rive droite de la Seine. Sur la rive gauche, ils sont maîtres du Panthéon, d'où ils descendent dans toutes les directions, par des rues barricadées de trente en trente pas, jusqu'au fleuve. Au centre, ils occupent toute la partie de la Cité qui s'étend au delà de la Préfecture de Police et du Palais de Justice. Partout, la population semble leur être favorable ou tout au moins elle restera spectatrice du combat sans prêter aucun appui à la troupe. (D. STERN, *Ibid.*, p. 383.)

Entre temps, Arago cherche à apaiser la foule des insurgés. Il n'y parvient pas. La bataille recommence de plus belle.

...Soit que les insurgés ne se trouvent pas en nombre, soit que la vue du canon les intimide, ils quittent précipitamment la barricade et se jettent par les rues en criant : « Aux armes ! » Alors M. Arago se dirige vers la place de Cambrai et la rue des Mathurins-Saint-Jacques, où une forte barricade commandée par un capitaine de la 12e légion, oppose à la troupe une longue résistance. On ne parvient qu'à l'ébranler par le canon. Il faut l'enlever à la baïonnette en perdant beaucoup de monde. Après avoir pris deux ou trois autres barricades et dégagé le pourtour du Panthéon, Arago, suivi seulement des gardes nationaux, rentre au Luxembourg, laissant les canons et la troupe au général Damesme, qui vient d'établir son quartier général sur la place.

Vers la même heure, un engagement vif avait lieu sur le boulevard Bonne-Nouvelle. J'ai dit comment Pujol avait fait

construire, à la hauteur de la porte Saint-Denis, la première barricade. Elle était flanquée de deux autres qui fermaient l'entrée des rues Mazagran et de Cléry. .

Un détachement d'une cinquantaine d'hommes environ de la 2e légion, escortant les tambours qui battent le rappel, descendait sur le boulevard, sans se douter que les insurgés fussent si proches, lorsqu'il se vit inopinément en face de la barricade.

X. — Sur les barricades.

Les gardes nationaux font signe de ne pas tirer et continuent d'avancer jusqu'à quarante pas environ, mais, soit qu'on n'ait pas compris leur signe, soit qu'on n'en tienne pas compte, une fusillade, partie de la terrasse d'une maison qui forme l'angle du boulevard Bonne-Nouvelle et du faubourg Saint-Denis, les prend en écharpe ; une dizaine d'entre eux tombent morts ou blessés. Au bruit des coups de feu, plusieurs gardes nationaux accourent isolément ; bientôt on voit arriver un bataillon de la 2e légion, commandé par le lieutenant-colonel Bouillon, et une compagnie de la 3e légion, sous les ordres du commandant Leclerc. Le représentant Coraly est avec eux.

Accueillis par un feu terrible, ils avancent résolument sur la barricade ; une seconde décharge les force à reculer. Les insurgés qui descendent de la barricade, d'autres qui sortent en foule des maisons, les enveloppent. Une lutte s'engage ; on se bat corps à corps ; douze gardes nationaux sont tués ; une quarantaine d'autres, parmi lesquels MM. Thayer et de Sussy, sont blessés grièvement. Rien n'ébranle cependant les courages. Les gardes nationaux reviennent à la charge avec vigueur. Le chef des insurgés qui, debout sur une voiture renversée, un drapeau à la main, commande le feu, est atteint mortellement.

On croit le combat terminé ; mais au moment où le drapeau

échappe au chef, une jeune fille, qu'on n'avait pas aperçue jusque-là, le saisit ; elle l'élève au-dessus de sa tête, elle l'agite d'un air inspiré. Les cheveux épars, les bras nus, vêtue d'une robe éclatante, elle semble défier la mort. A cette vue, les gardes nationaux hésitent à faire feu ; ils crient à la jeune fille de se retirer ; elle reste intrépide, elle provoque les assaillants du geste et de la voix ; un coup de feu part ; on la voit chanceler et s'affaisser sur elle-même. Mais une autre femme s'élance soudain à ses côtés ; d'une main elle soutient le corps sanglant de sa compagne, de l'autre elle lance des pierres aux assaillants. Une nouvelle décharge retentit ; la voici qui tombe à son tour sur le cadavre qu'elle tenait embrassé. A ce moment terrible, au plus fort de la fusillade, un chirurgien de la garde nationale quitte les rangs pour venir porter secours à ces femmes. Les voyant sans vie, il retourne, toujours au milieu du feu croisé des balles, vers les blessés de la garde nationale. La barricade est prise d'assaut ; les insurgés fuient vers le faubourg Saint-Denis. Le feu n'a pas duré moins d'une demi-heure.

Presque au même moment, paraît sur le boulevard, venant du côté de la Madeleine, la tête de la colonne que commande le général Lamoricière. Il est environ deux heures et demie. Le général Lamoricière vient établir son quartier-général au Château-d'eau. Il commande en chef à quatre colonnes qui doivent opérer simultanément dans le faubourg Poissonnière, dans les faubourgs Saint-Martin, Saint-Denis et du Temple. Sa position est critique : on n'a pu lui donner que quatre à cinq mille hommes, avec lesquels il lui faut occuper la vaste surface qui s'étend, dans une direction, depuis l'extrémité du faubourg du Temple jusqu'à l'église de la Madeleine ; dans l'autre direction, depuis le haut de la rue de Clichy jusqu'au palais du Louvre.

Son premier soin est d'envoyer reconnaître les positions de l'ennemi. Les rapports sont mauvais. La lutte est engagée partout, et reste au moins indécise entre les insurgés qui

paraissent très résolus et la troupe qui montre peu d'ardeur. A la petite Villette, les insurgés se sont emparés de vingt-cinq caisses de mousquetons. Le général Clément Thomas, accompagné de MM. J. Favre et Landrin, qui a parcouru au pas de charge la rue Saint-Antoine, et s'est avancé jusqu'à la rue Culture-Sainte-Catherine, près l'église Saint-Paul, à la tête d'un détachement de la première légion, du 21e de ligne et d'un escadron de dragons, a reçu deux balles dans la cuisse à l'attaque de la barricade qu'il enleva au bout d'une demi-heure seulement, après quatre assauts où il laissa plus de cinquante hommes tués ou blessés.

Le représentant Dornès, à la tête d'un détachement de gardes mobiles, a voulu essayer de parlementer à une barricade du faubourg Saint-Martin ; il est atteint dangereusement. Sur la place des Vosges, deux cents gardes nationaux, tenus en échec par les insurgés, tirent par mégarde sur la garde mobile qui arrive à leur secours ; huit hommes morts et quinze blessés sont victimes de cette méprise. Dans le faubourg Poissonnière, les insurgés occupent les barrières Rochechouart, Poissonnière, de la Villette ; ils s'appuient sur Montmartre et la Chapelle-Saint-Denis, où la population entière et la garde nationale font cause commune avec eux.

Il serait impossible au général Lamoricière, qui n'a en ce moment sous ses ordres que deux pièces de canon, deux escadrons de lanciers, deux bataillons des gardes mobiles, deux bataillons de la 2e légion et quelques détachements du 11e léger, de prendre l'offensive. Inquiété sur ses derrières, obligé d'attaquer à la fois les barricades du faubourg Saint-Denis et du faubourg Saint-Martin, celles du Temple qui avancent et menacent son aile droite, il ne peut songer qu'à barrer aux insurgés le chemin de l'Hôtel de Ville, en gardant le bas des faubourgs, principalement l'extrémité des rues qui ouvrent sur le boulevard. Mais cela seul est d'une difficulté excessive. Le général Lamoricière accomplit là des prodiges d'habileté. Forcé d'agir avec une poignée d'hommes sur une immense

étendue de rues et de carrefours qu'il ne connaît pas, où l'insurrection occupe les positions les plus favorables, il parvient, pendant tout un jour, par la rapidité et l'audace de ses manœuvres, à tromper l'ennemi sur l'état des forces dont il dispose, et à étourdir ses propres troupes auxquelles il ne laisse pas le loisir de se compter.

On le voit partout sur les points menacés. Tantôt il franchit, sur le pavé glissant, où son cheval tient à peine, toute la longueur d'une rue; tantôt, au contraire, il ralentit le pas et s'avance nonchalamment, son cigare à la bouche, sous le feu croisé des balles, vers la barricade où tous les fusils l'ajustent, en gourmandant gaiement ses soldats, comme il pourrait le faire en un jour de parade. Et cette valeur brillante, cette intrépidité de tous les instants, qui étonne les plus intrépides, elle est d'autant plus admirable que Lamoricière, qui ranime et relève autour de lui tous les courages, loin de s'abuser sur les chances d'une lutte trop inégale, s'en exagère encore le péril. Il laisse échapper une exclamation de surprise en apprenant avec quelle bravoure la garde nationale a enlevé sans le secours de la troupe les premières barricades. Il la considérait à peu près comme nulle dans son plan d'opérations, ou plutôt il craignait qu'elle ne se jetât, comme au 24 février, entre le peuple et l'armée. Plus que personne, il se défiait de la garde mobile; il soupçonnait partout la trahison, il appréhendait à toute minute de voir la démoralisation gagner les soldats. Enfin, il jugeait sa position tellement difficile qu'il envoyait dire au général Cavaignac que, à moins de prompts renforts, il ne répondait pas de tenir jusqu'au soir contre une insurrection dont la confiance semblait croître de minute en minute, et décelait à coup sûr des ressources cachées.

XI. — Les « démocrates » se couvrent de gloire en supprimant la République.

Sur la place Lafayette et dans les rues voisines, un combat acharné durait depuis plusieurs heures. Les insurgés y ont construit, avec des tonneaux d'arrosage, des planches et des pavés, une barricade très haute, que défendent les ouvriers mécaniciens de la Chapelle-Saint-Denis, commandés par le capitaine de la garde nationale Legénissel, dont la compagnie tout entière a passé à l'insurrection.

Les insurgés occupent aussi les maisons qui forment l'angle de la place et des rues Lafayette et d'Abbeville. Un peu plus bas, deux autres barricades, également fortes, barrent la rue de Bellefond et la rue du Faubourg-Poissonnière, à la hauteur de la fabrique de gaz. Cette position est formidable. Plusieurs bataillons de la 2e légion, quelques compagnies du 7e léger et de la garde mobile, commandés par le général Lafontaine, arrivent successivement par le faubourg Poissonnière, où les insurgés n'ont pas opposé de résistance, en vue de la barricade qui traverse la place Lafayette. On fait les trois sommations, mais inutilement. Le feu commence. Les insurgés ripostent. Pendant vingt minutes, les balles pleuvent des deux côtés et frappent un grand nombre de combattants. Le général Lafontaine fait battre la charge ; on marche sur la barricade la baïonnette en avant ; une vingtaine de soldats, pour protéger ceux qui montent à l'assaut, brisent les portes des maisons à coups de crosse et s'emparent des fenêtres de vive force. Enfin la barricade est enlevée ; mais l'avantage est chèrement payé. Les insurgés ont montré un courage et un sang-froid qui étonnent la troupe. La garde nationale a perdu une vingtaine d'hommes. Le sang rougit les pavés. On voit passer sur un brancard le brave Lefèvre, qui comman-

dait en second le 3e bataillon de la 2e légion et qui s'était avancé avec quelques tirailleurs jusqu'à l'angle des rues de Dunkerque et de Denain. Atteint mortellement d'une balle au foie : « La barricade est-elle prise ? dit-il d'une voix expirante à ceux de ses camarades qui viennent l'entourer. — Elle est à nous, lui répondent-ils.— Eh bien, vive la République ! » murmure Lefèvre en élevant sa main avec effort ; et « chacun s'unissait en silence à la noble simplicité d'un patriotisme qui, à ce moment, remplissait et excitait tous les cœurs. »

Dans le même temps, une colonne de troupes, commandée par le général Rapatel, poussait jusqu'au faubourg Saint-Denis, attaquant au pas de course et prenait successivement, en moins d'une demi-heure, cinq barricades élevées à une petite distance l'une de l'autre dans la rue Saint-Laurent et autour de l'église du même nom. Le commandant Bassac, à la tête du 5e bataillon de la garde mobile, affrontait le feu avec une intrépidité qui électrisait sa jeune troupe. Quatre insurgés périssent de sa main ; il en désarme deux autres. Le général Rapatel, qui voit ces prodiges de courage, va vers lui, lui tend la main, et l'embrassant sous le feu de la barricade : « Vous et votre bataillon, lui dit-il, vous vous couvrez de gloire. » (STERN.)

La bataille est terminée. La Révolution et la République sont écrasées. Napoléon le Petit peut venir. Mais les représailles commencent de plus belle.

« Il faut en finir » avec les révolutionnaires qui eurent le tort de réclamer leur salaire pour l'œuvre révolutionnaire accomplie. Et des milliers prennent la route de l'exil. Les prisons se remplissent. La bourgeoisie est nolde. Elle paye largement sa dette. On connaît la fin. Le 2 décembre 1851, Bonaparte a pris la place des démocrates traîtres à la Révolution et à la République, tenant sous sa botte impériale, la France pendant une vingtaine d'années et préparant Metz et Sedan. Une fois de plus, *la majorité* rurale conservatrice eut le dernier mot. L'évolution capitaliste n'était pas encore suf-

fisamment avancée dans les campagnes. La classe ouvrière fut calomniée auprès de ses frères des villages. Et c'est dans cet abîme qui séparait Paris et les campagnes que la Seconde République démocratique s'est effondrée. La Révolution sociale ne peut sortir que de la solidarité des travailleurs, de tous les travailleurs des villes aussi bien que des campagnes.

CINQUIÈME PARTIE

LE CHARTISME

CHAPITRE PREMIER

LE MOUVEMENT CHARTISTE

I. — En France et en Angleterre.

Écrasé en France, le mouvement ouvrier surgit un peu partout. En Angleterre, il porte le nom de *Chartisme*.

C'est le premier grand mouvement prolétarien européen. Il dura quinze ans (1837-1852) et bouleversa l'Empire britannique. Il emprunta son nom à la *Charte*, qui formula les revendications des droits politiques : suffrage universel, représentation égale au parlement pour toutes les classes, la suppression des *cens*, vote secret, de courts parlements. Le mouvement, à l'origine, se sépara complètement de deux grands partis d'Angleterre, les torys et les whigs, en cherchant à organiser la classe ouvrière en parti de classe. C'est pour la première fois que surgit l'idée de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Si la *théorie* socialiste moderne est née en France — les découvertes ultérieures peuvent révéler des précurseurs, mais non modifier le fait de la filiation réelle des idées — la pratique de l'action, le programme de la prise du pouvoir par le prolétariat nous est arrivé de l'Angleterre. A ce titre, le mouvement chartiste acquiert une grande portée historique d'ordre international. Ici nous ne pouvons que résumer très brièvement les idées directrices et les faits décisifs de ce remarquable mouvement.

Les revendications politiques n'étaient pas nouvelles. Déjà, en 1776, avant la Révolution française, le major Cartwright demandait le suffrage universel, le vote secret et des parlements annuels. Paine, Priestley, Godwin, le cordonnier Nar-

dy, Coblot, sir Francis Burdett se trouvent parmi les combattants de la première heure pour l'égalité politique.

Le socialisme était tout d'abord étranger à ce mouvement exclusivement politique. Francis Place, l'ami intime de Bentham (1748-1832) et de James Mill (1773-1836), était un chaud partisan de l'Economie politique orthodoxe de Malthus et de Ricardo.

C'est Robert Owen (1), Thomas Hodgskin et leurs disciples qui enrichissent le mouvement politique des idées sociales et même socialistes. Hodgskin est considéré par certains comme précurseur de la théorie de la plus-value de Marx (Anton Menger, Lujo Brentano). Il aurait exposé cette théorie dans une brochure publiée en 1825 (« Labor defended against the claims of capital by a labourer » — *Le travail défendu contre les réclamations du capital par un ouvrier*). Ses idées ont été vulgarisées et développées par un autre « précurseur » de Marx : William Thompson (Labor rewarded, 1827). Mais leur influence sur les premières organisations ouvrières (L'Union nationale de la classe ouvrière, 1833-4) avait une toute autre portée que celle de Marx. Tandis que celui-ci fait de l'économie politique une arme éminemment révolutionnaire, les disciples de Hodgskin traitent « l'économiste » en *ennemi* du peuple, confondant l'Economie bourgeoise avec l'Economie socialiste.

Nous avons démontré, dans le premier volume de l'*Encyclopédie socialiste*, que tel fut également le cas des prétendus *précurseurs économiques en France:* Pecqueur et Vidal.

Le mouvement chartiste est, en partie, le produit de la trahison de la bourgeoisie libérale et même radicale anglaise qui, après avoir conquis la réforme électorale de 1832, avec le concours de la classe ouvrière, abandonna celle-ci à son triste sort, négligeant d'examiner les desiderata et les revendications de leurs alliés de la veille.

---

(1) Voir le volume *Un peu d'Histoire*, de l'Encyclopédie

Le mouvement fit de rapides progrès. Après la publication de la *Charte* des revendications politiques, le 8 mai 1838, on compte déjà, à l'époque de l'automne, un million d'adhérents. Le 12 juillet 1839, 1,280,000 signatures furent acquises à une pétition ayant pour objet la Charte. La classe ouvrière considérait les droits politiques, comme moyen, mais son but était foncièrement social. Aussi Rev. L.-S. Stephen pouvait-il dire : « Le chartisme est une question de couteau et de fourchette, de pain et de fromage », en désignant, d'une manière pittoresque et concrète, à l'anglaise, le caractère social du mouvement chartiste.

II. — La période révolutionnaire du chartisme. Sa défaite. Ses conséquences.

On discuta les moyens de faire aboutir la Charte. Deux courants se dessinèrent : le Parti de la « force morale » et celui de « la force physique ». A la tête du premier se placèrent Lovett et les owenistes ; à la tête du second, l'Irlandais Feargus O'Connor. On fut obligé d'employer tour à tour les deux méthodes. Toute la persévérance du caractère anglo-saxon s'y manifesta avec éclat.

Lorsque le parlement eut passé outre aux pétitions couvertes des millions de signatures, les partisans de « la force physique », (en France, on aurait dit de l' « action directe »), prirent le dessus. Le gouvernement répondit, selon son habitude, par la terreur. Toutes les libertés publiques furent supprimées pour la classe ouvrière. Les réunions colossales et les démonstrations pacifiques éclairées la nuit aux flambeaux durent cesser et des années et des années de prison tombèrent sur la tête des ouvriers.

Après le rejet de la pétition (1,280,000 signatures, le 12 juillet 1839), par le parlement, une émeute éclata à Birmingham. Le parti de la force physique déclara le 5 août, la grève générale pour un mois (« le mois sacré »). Elle échoua

Une nouvelle émeute éclata le 3 novembre 1839, à la suite des mauvais traitements des prisonniers chartistes. Un écrivain conservateur de beaucoup de génie, Thomas Carlyle, publia un livre sur le Chartisme, où il déclara, contre le gouvernement libéral alors au pouvoir, le mouvement chartiste indestructible.

Les chefs et les orateurs chartistes étaient en prison. Mais la classe ouvrière, les masses continuèrent la lutte. Le 20 juillet 1840, se réunit à Manchester un Congrès qui décida la fusion des organisations locales et la formation de l'*Association nationale des Chartistes de la Grande-Bretagne*. Ce Congrès se prononça pour les moyens constitutionnels et pacifiques. Pendant cette nouvelle phase, l'influence prépondérante appartient aux socialistes O'Brien et ses amis. Malgré la conduite odieuse des libéraux, O'Brien fut adversaire de l'alliance avec les conservateurs, qui cherchèrent naturellement à s'emparer du mouvement dans un but politique. O'Connor, le chef du « Parti de la force », recommanda, par contre, cette alliance. La majorité donna raison à ce dernier, et contribua, en 1841, à la chute des libéraux et à la victoire des conservateurs (les libéraux se nomment en Angleterre *whigs*, les conservateurs *torys*). O'Connor se prononça contre toute réforme, contre toute amélioration partielle de la situation de la classe ouvrière, parce qu'il les croyait de nature à diminuer son élan révolutionnaire. La lutte des deux méthodes troubla considérablement le mouvement chartiste et contribua à amener sa défaite momentanée.

Un nouveau Congrès se réunit le 2 avril 1842, afin de soumettre une nouvelle pétition au Parlement qui, cette fois, recueille 3,300,000 signatures. La remise eut lieu le 2 mai. Seize hommes la portèrent. Les portes du parlement furent trop petites pour pouvoir la faire passer. On dut la faire entrer par fractions. Le parlement, cette fois conservateur, refusa d'entendre les pétitionnaires. Le parti de « la force physique » prit de nouveau le dessus. Manchester et les

environs, sur une distance de 50 milles anglais, se mit en grève. Quelques autres districts suivirent le mouvement. Cette fois, les ouvriers, sauf quelques exceptions, évitaient tout excès de violence. On trouve la description détaillée de cet intéressant mouvement dans le roman *Sybil* du futur président du Conseil et chef du parti conservateur (malgré son origine israélite), le Lord Beaconsfield Disraeli, qui déclara que dans chaque nation, il y a deux nations : ceux qui travaillent et ceux qui les exploitent. La grève générale échoua de nouveau.

Après cette défaite, le chef des violents, O'Connor, cherche à faire adopter par la classe ouvrière un projet utopique, selon lequel tout ouvrier peut devenir, par une combinaison commerciale, propriétaire d'une ferme. Malgré la résistance d'un grand nombre de chartistes, le projet préoccupait fortement les esprits.

La Révolution de février 1848, en France, ranima de nouveau le mouvement. Une nouvelle pétition couverte, prétend-on, de 5,700,000 signatures, fut soumise au parlement qui devait, selon O'Connor, être suivie d'un cortège de 150,000 personnes.

Une réunion de 30,000 personnes eut lieu pour l'organiser. Mais l'interdiction du gouvernement la fit échouer. Le gouvernement prétendit que la pétition ne contenait que 1,975,496 signatures. Ce dernier chiffre est encore assez joli

Le mouvement commença à décliner. O'Connor perd toute influence. Il finit, après l'écroulement de son projet de faire de la classe ouvrière une classe de propriétaires, dans une maison de santé.

Néanmoins, le chartisme marque une grande date dans l'Histoire. Il réveilla la classe ouvrière anglaise. Une période d'organisation syndicale pacifique date de ce mouvement. *L'action directe* échoua. Et les prolétaires anglais comprirent la nécessité des fortes organisation. Comme toujours, la réaction contre la période violente tombe dans un autre excès. On

prêche ouvertement la conciliation des classes. Il se forme, sous le nom de *Trades-Unions*, une sorte d'aristocratie ouvrière, sans idées générales, se traînant à la remorque des partis bourgeois. Mais cette période, contraire à la nature des choses, ne pouvait durer indéfiniment.

Au début du XXe siècle, un demi-siècle après la défaite du chartisme, nous assistons à un réveil formidable du prolétariat anglais qui, par son grandiose mouvement gréviste, et par l'influence croissante de son Parti du travail au Parlement, étonne le monde entier.

Au point de vue politique, le chartisme contribua puissamment aux réformes ultérieures accordant le droit de vote à une grande partie de la classe ouvrière.

Au *point de vue révolutionnaire*, le chartisme contient des enseignements utiles pour la classe ouvrière de tous les pays. Quelles que soient la persévérance et l'ardeur de l'action d'une classe, la minorité ne peut *aboutir* si elle se trouve en face de la résistance organisée et méthodique ou même de l'hostilité persistante d'une grande majorité de la nation. *La majorité finit toujours par se faire valoir et par imposer sa loi.*

IV. — La Bourgeoisie et la classe ouvrière.

La classe ouvrière s'est alliée un moment avec les éléments avancés de la bourgeoisie pour réclamer la *Charte*. Cette alliance se fit non sans conditions de part et d'autre. Voici comment un des meilleurs historiens du mouvement chartiste expose les bases de cette alliance, de ce *bloc* chartiste :

« Ce n'était pas, dit R.-G. Gammage (*History of the Chartis movement*. London, 1894), ce n'était pas, cependant, sans la promesse d'avantages substantiels que la classe moyenne réussit à obtenir la coopération des masses qui, elles-mêmes, aspiraient à une extension du pouvoir politique, mais qui étaient trop facilement détournées de leur but. La classe

Exécution d'une insurgée.

moyenne leur persuada de pousser encore plus loin leurs réclamations pour les assurer plus effectivement dans l'avenir. « Aidez-nous, leur disaient-ils, à faire triompher le « Reform Bill », et dès que nous aurons réussi, nous ferons usage de notre pouvoir pour vous aider à assurer vos propres droits. » Ce fut la promesse invariable faite à la classe ouvrière toutes les fois que celle-ci soulevait la question plus large de la souveraineté populaire. Elle y crut d'autant plus aisément qu'à cette époque on était convaincu que les intérêts des deux classes étaient identiques. Aussi on pensait que l'une ne pouvait se proposer de tromper l'autre; elles ne pouvaient suspecter mutuellement leur bonne foi, car elles ne pouvaient pas comprendre le but d'une telle façon d'agir. La grande différence dans la position sociale des deux classes était perdue de vue de part et d'autre; leurs esprits admettaient confusément qu'une réforme de l'impôt et quelques autres mesures que pouvait aisément voter un Parlement de classe moyenne étaient le principal but de leur entreprise. Et il suffisait à un homme de se proclamer réformateur ou libéral et de s'adonner à quelques vagues généralités sur des questions courantes pour s'attirer les sympathies de la majorité aussi efficacement que s'il avait été en mesure de les introduire dans un paradis social. Réformes, économies, paix, réforme de l'Église, réforme des corporations, justice accordée à l'Irlande, tels étaient les mots d'ordre des patriotes de la classe moyenne : les classes pauvres ne s'attachaient que peu à ces quelques sujets, mais elles prenaient les bonnes intentions de leurs alliés pour argent comptant; elles regardaient avec des yeux ravis les quelques améliorations futures promises à leur condition. »

SIXIÈME PARTIE

LE HÉROS RÉVOLUTIONNAIRE DU XIXe SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

AUGUSTE BLANQUI

I. — La Révolution personnifiée.

Auguste Blanqui fut la révolution personnifiée, sa conscience, sa haine, sa clairvoyance. Il fut indomptable et fidèle, ardent et méfiant. Il vit tous les fantoches de la politique démocratique trahir la révolution, l'un après l'autre. Et il en conçut une telle haine, un tel mépris, que ces sentiments, à eux seuls, pouvaient constituer une source d'énergie inépuisable. Ce qui le distingue des démocrates avancés, ce n'est pas autant la conception de la Révolution — Blanqui fut *avant tout* démocrate et partisan de la République démocratique laïque, apôtre de l'instruction égalitaire — mais plutôt la fidélité au drapeau de la Révolution. Il lui fit le sacrifice de sa vie et, ce qui est plus difficile, de sa liberté. Il passa sa vie en prison et n'en sortit que pour crier sa haine contre les lâches renégats de la République démocratique. C'était une nature délicate et fine, un esprit concis et pénétrant. Mais il est venu à une époque où le développement capitaliste était à son début. Les *conditions objectives* de la révolution sociale manquaient : une industrie développée et un prolétariat organisé. Et Blanqui est condamné à cet expédient de Sociétés secrètes. Elles jouèrent un rôle considérable pendant presque tout un siècle, depuis Babeuf. Elles étaient le refuge des idées républicaines et socialistes. Elles étaient aussi l'école de dévouement révolutionnaire. Devenues inutiles, ou nuisibles, sous un régime de liberté relative de propagande et d'organisation — et toute tentative de les restaurer est réactionnaire — elles furent bienfaisantes et absolument nécessaires

à l'époque de Blanqui. Elles jouèrent un rôle dans toutes les révolutions victorieuses.

Néanmoins, la conception blanquiste d'arriver à la révolution par une série de coups de main, de conspirations, fut et reste utopique. La classe ouvrière ne saurait rester à l'ombre des Sociétés secrètes, à l'état de fantôme. Elle doit prendre sa place au grand jour de la vie sociale et politique. Elle ne peut pas être à la merci des agents provocateurs, ce fléau des sociétés secrètes. Du reste, la société capitaliste ne pouvant se passer du prolétariat, celui-ci en profite et lui impose, par la force de son action, son droit à la lutte pour son émancipation.

La vie de Blanqui, c'est l'histoire d'un demi-siècle de lutte révolutionnaire. Elle doit être racontée le plus amplement possible.

II. — Auguste Blanqui.
Sa Vie. Faits et Dates de 1805-1848.

Blanqui (Louis-Auguste), né le 8 février 1805, à Puget-Théniers, mort à Paris, le 1er janvier 1881. Il fit ses études, de 1818 à 1824, à l'Institution Massin et au collège Charlemagne. Quelque temps précepteur des enfants du général Compsans, puis répétiteur à l'Institution Massin, il étudia à la fois le droit et la médecine. Attiré de bonne heure par la politique, il s'affilia à la Charbonnerie, et on connaît l'influence considérable qu'exerçait alors sur les ventes un des survivants de la conspiration des Egaux, l'ami de Babeuf, le communiste Buonarroti.

Dans l'année 1827, sillonnée d'émeutes, Blanqui fut blessé trois fois : il reçut deux coups de sabre en avril et en mai; le 29 novembre il tomba, rue aux Ours, atteint au cou par une balle. Arrêté pendant un voyage à Nice, alors italienne, à cause de son nom qui inspirait de l'ombrage au gouverne-

ment sarde — son père avait contribué à l'annexion du comté de Nice à la France — il fut incarcéré : c'était son début dans les cachots. A la fin de 1829, il entrait au journal saint-simonien *le Globe*, où il se renferma dans sa fonction de rédacteur des Chambres. Le 27 juillet 1830, il prit le fusil. Une monarchie succéda à une monarchie ; ce n'est pas ce qu'il avait espéré, et il devint un des membres les plus ardents d'une société républicaine, la *Société des Amis du Peuple* ; il mena dans ses réunions, dans son journal, une telle campagne qu'il était arrêté le 11 juillet 1831. Traduit, le 10 janvier 1832, en cour d'assises, il ne voulut pas d'avocat et exposa ses théories. Le jury l'acquitta ; la cour, elle, pour avoir proclamé la nécessité de « la guerre entre les riches et les pauvres » le condamna, le 12 janvier, à un an de prison et 200 francs d'amende. Son discours a été publié en brochure.

Inscrit parmi les défenseurs des accusés d'avril 1834, cette qualité lui valut de comparaître, le 20 mai 1835, devant la Cour des Pairs. Arrêté le 13 mars 1836 pour l'affaire dite de la rue de Lourcine, qui se rattachait à la *Société des Familles* (organisation républicaine secrète) et reconnu coupable d'association illicite et de fabrication clandestine de poudre de guerre, il fut condamné, le 11 août, par la 6e Chambre correctionnelle, à deux ans d'emprisonnement, 3.000 francs d'amende et deux ans de surveillance. L'amnistie du 8 mai 1837 le délivra de la prison. Interné à Pontoise, il se remit à conspirer. Le 12 mai 1839, les membres de la *Société des Saisons*, dont il était un des chefs, prenaient les armes et luttaient vainement tout un jour. Pendant cinq mois, Blanqui échappa à la police. Dénoncé au moment où il allait passer en Suisse, arrêté le 14 octobre 1839 et traduit le 13 janvier 1840 devant la Cour des Pairs, il refusa de répondre. Condamné à mort le 31 janvier, il ne pouvait guère être exécuté, Barbès ayant été gracié ; sa peine fut commuée en une détention perpétuelle, et on l'envoya, le 6 février, au Mont-Saint-Michel. Aux souffrances physiques endurées là vinrent

s'ajouter les tortures morales ; il eut la douleur de perdre sa femme moins d'un an après son incarcération ; il l'avait épousée en 1837, étant à Saint-Pélagie. Une tentative malheureuse d'évasion rendit sa captivité encore plus pénible jusqu'au jour où, brisé par la maladie, on le transféra, de brigade en brigade, au pénitentier de Tours (février 1844), puis, le mal s'aggravant, à l'hôpital de cette ville. Un avis des médecins le déclarant perdu parvint le 4 décembre 1844 au ministère qui, le surlendemain, expédia sa grâce. Blanqui protesta contre cette perfidie et, sur une sommation du Préfet d'Entraigues, le 26 décembre, il réitérait son refus par une lettre qu'inséra le *Courrier d'Indre-et-Loire*. Au commencement de 1846 il était à peu près rétabli, mais résolu à ne pas sortir de l'hôpital. A la fin de mai, on plaçait dans une chambre à côté de la sienne un agent provocateur nommé Houdin qui, le 23 novembre, le dénonçait comme instigateur d'une société secrète ; le 27, Blanqui était enfermé au pénitencier. L'affaire se dénoua le 29 avril 1847 devant la police correctionnelle de Blois. Blanqui, à qui était reproché le délit « d'association illicite pour le développement du communisme » fut renvoyé des fins de la plainte et rentra à l'hôpital de Tours. Dix mois après, le 25 février 1848, il était acclamé au club du Prado à Paris : la révolution l'avait libéré.

III. — De 1848 à 1870.

« Changement de forme, maintien du fond », dit-il du nouveau gouvernement. Il protesta en faveur du drapeau rouge et fonda la *Société républicaine centrale*, qui tint ses séances rue Bergère, au Conservatoire de musique. Le 2 mars, il demanda des actes ; le 7 et le 14 il réclama l'ajournement des élections ; le 22, il insista sur la nécessité de mettre fin à l'exploitation capitaliste. Malgré ses efforts, l'opposition de Louis Blanc et de Barbès avait fait échouer la manifestation

du 17 mars, qui avait eu pour but, dans son esprit, la modification du gouvernement. Il fut alors attaqué de tous côtés. Le 31 mars, M. Taschereau publiait, dans le premier numéro de sa deuxième *Revue rétrospective*, un factum intitulé *Déclarations faites par *** devant le ministère de l'Intérieur*, rapport supposé de Blanqui à M. Duchâtel sur le complot du 12 mai 1839. Il y eut procès, et M. Taschereau ne put jamais produire l'original. Blanqui n'en fut pas moins contraint de se défendre, et son argumentation serrée fut sans réplique.

Il prit une part active à la manifestation du 16 avril. La veille, il avait eu une entrevue avec Lamartine, qui ne parvint pas, malgré les flatteries, à se servir de lui. Après la journée du 16 avril, un mandat d'arrêt fut décerné contre Blanqui; l'instruction de cette affaire se confondait avec celle relative au 15 mai.

Le 20 avril, Blanqui signala la concentration des troupes aux environs de Paris; le 2 mai, il dénonça les massacres de Rouen. Le 15, il se borna à subir, selon son expression « cette invasion du sentiment populaire ». L'Assemblée envahie, il prit la parole et chercha à substituer à la question populaire la question sociale. Il n'y réussit pas, et on connaît le résultat de la journée. Arrêté le 26 mai, pendant l'instruction il refusa de répondre. Le 7 mars 1840, il comparut devant la Haute Cour réunie à Bourges. Le 2 avril il était condamné à dix ans de détention.

Conduit à Doullens, il fut bientôt transféré à Belle-Isle. Là, avec un de ses codétenus, Caravant, il tenta, en novembre 1853, une audacieuse évasion. Ils atteignirent la cabane du pêcheur avec qui ils avaient noué des intelligences. Celui-ci, une fois payé par eux, les livra afin d'avoir la prime de 50 francs accordée par évadé.

En 1857, on le transporta en Corse, à Corte. Interné à Mascara (Algérie) à l'expiration de ses dix ans, en vertu de la loi de sûreté générale, il ne recouvra la liberté que par l'amnistie du 16 août 1859. Naturellement, l'Empire ne tarda

pas à le ressaisir. Arrêté le 10 mars 1861 et impliqué dans un procès de société secrète et de publications clandestines, il fut condamné, le 14 juin, par la 7e Chambre correctionnelle, à quatre années de prison. Malade, il quitta, en mars, Sainte-Pélagie pour aller à l'hôpital Necker, d'où il s'évada le 27 août ; le lendemain il adressait aux journaux une lettre que publiait en partie le *Siècle* du 31 août, et dans laquelle il disait : « J'ai subi non pas quatre ans, mais quatre ans et six mois de prison, 12 pour cent en sus du principal. Je ne dois pas aller plus loin ». En mai de cette même année, il avait, en outre des quelques lignes de programme, donné sous le pseudonyme de Suzamel formé avec les premières syllabes des prénoms de sa femme, Suzanne-Amélie, des articles remarqués, notamment sur la morale, le monothéisme, la science et la foi, au journal *Candide,* supprimé au bout de huit numéros.

Il vécut à l'étranger, principalement à Bruxelles, d'une petite rente, cherchant sans cesse à organiser quelque chose et venant en secret à Paris. Il y habitait depuis quelque temps, à la suite de l'amnistie du 15 août 1869, et avait même un instant songé à y publier, avec M. Ranc et M. le Dr Regnard, un journal hebdomadaire, la *Renaissance,* dont le programme seul fut lancé, quand Victor Noir tomba assassiné par Pierre Bonaparte. Il assista à ses funérailles, le 12 janvier 1870, armé, comptant sur un soulèvement.

IV. — De 1870 à la Commune.

Peu après il quitta Paris, où il ne rentra que le 12 août. Le 14, avec une poignée d'hommes, il essaya de s'emparer par surprise des fusils déposés à la caserne des pompiers du boulevard de la Villette. L'affaire manqua. Trois semaines après, l'Empire croulait et Blanqui fondait le club et le journal *la Patrie en danger.* Le premier numéro du journal

est du 7 septembre. Le club siégea d'abord au café des Halles, 20, rue Saint-Denis, puis 3, rue d'Arras.

Élu à l'unanimité, le 14 septembre, chef du 169e bataillon de la garde nationale, à Montmartre, il était remplacé le 19 octobre.

Le 31 octobre, informé, vers cinq heures et demie, que son nom figurait sur la liste du nouveau pouvoir, il se rendit aussitôt à l'Hôtel de Ville, rédigea et signa divers ordres. Un instant saisi par des gardes nationaux du 17e bataillon (faubourg Saint-Germain), à moitié étranglé, il fut sauvé par les tirailleurs de Flourens. Au dernier moment, un accord étant intervenu entre les membres des deux gouvernements en présence pour affirmer publiquement la convention faite, Blanqui sortit au bras du général Tamisier. Le gouvernement de la Défense Nationale procédant, néanmoins, à des arrestations, Blanqui se cacha.

De sa retraite, il rédigea jusqu'au 8 décembre *la Patrie en danger*. Quelques-uns de ceux qui avaient participé au 31 octobre, firent la manifestation désespérée du 22 janvier 1871 ; Blanqui y était. Il échouait, à Paris, aux élections du 8 février, avec 52.389 voix. Le 12, il publiait, sous le titre *Un dernier mot*, un vif réquisitoire contre les hommes du 4 septembre, et quittait Paris le jour même. Après quelques jours passés publiquement à Bordeaux, il se retira, dans les premiers jours de mars, à Bretenoux (Lot), près d'une de ses sœurs.

Le 10 mars, le 3e Conseil de la 1re division militaire le condamnait à mort par contumace pour avoir voulu, le 31 octobre, renverser un gouvernement légal aux yeux de ses juges. Arrêté le 17 mars et conduit à Figeac, il était, le 20, transféré à Cahors ; enfin, le 24 mai, il arrivait au fort du Taureau, à l'entrée de la rade de Morlaix.

V. — Dans les prisons républicaines.

Blanqui fut toute sa vie durant un républicain fervent et fidèle. Il ne sépara jamais la cause du prolétariat de celle de la République. On peut même dire qu'il fut *avant tout* républicain, considérant la République — ainsi que la laïcité — comme condition nécessaire de l'émancipation sociale. Cependant pour toute récompense, les deux Républiques, la seconde et la troisième, — dont il était fondateur et le plus glorieux martyr, — l'enfermèrent en prison. Les républicains modérés se méfiaient du républicain Blanqui, pour qui la République était autre chose qu'un vain mot et une étiquette.

Blanqui avait été, le 26 mars, élu membre de la Commune, dans le XVIIIe arrondissement, par 14.953 voix, et dans le XXe par 13.859. Des membres de la Commune songèrent à obtenir son élargissement en l'échangeant contre les principaux otages. Le vieil ami de Blanqui, B. Flotte, s'en occupa mais ne réussit pas dans ses démarches, qu'il a racontées avec documents à l'appui.

Blanqui resta six mois au fort du Taureau, en butte à un épouvantable régime, dont le récit, dû à sa plume, a paru dans la *République française* du 15 janvier 1872 sous le titre *Un prisonnier politique en* 1871. Dans sa casemate il écrivit une note concernant les causes de la lumière zodiacale, communiquée le 8 janvier à l'Académie des Sciences et insérée dans la *République française* du 27, et *l'Éternité par les astres*, hypothèse astronomique déduite de la double infinité du monde en durée et en étendue. Le 19 novembre 1871, il était transporté à Versailles. Le 16 février 1872, après onze mois de séquestration, il passait devant le 4e Conseil de guerre, siégeant en cette ville. Malgré les dépositions catégoriques de MM. Dorian et Edmond Adam, affirmant

qu'il y avait eu promesse formelle le 31 octobre, de n'exercer aucune poursuite, il était condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée. Le Conseil de revision ayant, le 11 avril, cassé ce jugement pour vice de forme, Blanqui était, le 29, traduit devant le 6e Conseil de guerre, et la même peine de la déportation dans une enceinte fortifiée était prononcée contre lui. Enfermé à la maison centrale de Clairvaux, le 17 septembre 1872, c'est là qu'il devait subir sa peine transformée — les médecins l'ayant déclaré impropre au voyage — en détention perpétuelle.

VI. — Le martyrologe de Blanqui.

L'auteur de l'*Enfermé*, M. Gustave Geffroy, a essayé de ressusciter la noble, fine et douloureuse figure du martyr de la révolution prolétarienne. Voici sa description d'une des innombrables prisons où avait passé Blanqui :

Ces cages, hissées à quatre-vingts mètres au-dessus de la grève, ces greniers où le détenu ne peut se mouvoir que sur une surface de quatre mètres carrés, ces pièces étroites meublées d'une paillasse dans une caisse, d'une chaise et d'un seau, n'ont de prise d'air et de lumière que par une lucarne treillissée de fer. Il fallait braver la poussée brutale du vent, la pluie cinglée au visage, coller son front aux barreaux pour apercevoir le haut rocher, le profil des constructions de la Merveille, l'arrivée de l'eau, les voiles lointaines, l'ouverture de la baie sur la haute mer vers Cancale.

Dans cet espace étroit des loges, la discipline s'est faite plus dure, la persécution s'est aggravée. Ceux qui ont demandé des explications sur leur déplacement sont conduits au cachot et mis aux fers.....

..... Généralement, on les traîne par les pieds jusqu'aux cachots, noirs, visqueux, grouillants de rats, pullulants de vermine, cachés dans les profondeurs du roc. Barbès connaît cette aventure pour avoir refusé de rentrer dans son cabanon où le soupirail avait été bouché pendant l'heure de la promenade. Il est terrassé, traîné, quatre gardiens acharnés sur lui, la barbe, les cheveux arrachés, la poitrine meurtrie d'un coup de pied. On l'enferme dans l'*in pace*. Delescluze

Martin Bernard, qui ont voulu intervenir, le rejoignent. Puis d'autres, qui se sont agités, qui ont crié, sont saisis à leur tour par les geôliers, sabre au poing, ils sont ferrés, boulonnés, vissés, le sang jaillit parfois, précipités au plus profond des souterrains, ou enchaînés dans leur cellule. Toute la nuit, les cris et les gémissements sortent de la pierre, avec les cliquetis de la ferraille. La responsabilité n'existe plus, l'autorité de quelques maniaques s'exalte jusqu'à la bestialité, se complique de grossière ironie. Les oiseaux, les poules, les pigeons des prisonniers sont tués. Des rires bruyants éclatent tout près des visages pâles, aux dents serrées. Ce fut le temps le plus atroce de la détention. La maladie sévit, la folie se montre et se propage.

Juin, juillet, août se passent encore dans les loges. Blanqui sera parmi les derniers qui seront reconduits en cellule, le 23 août, après cent vingt-sept jours. Pendant les mois d'été, le supplice a changé. Ce n'est plus le vent, c'est le soleil qui est le bourreau. Les rayons implacables font flamber les cahutes si haut juchées vers le ciel. Les regards ne peuvent errer par les grèves, resplendissantes et hostiles. Il faut fuir, aveuglé, loin de la lucarne, chercher anxieusement, dans les angles de la chambre minuscule, une illusion de fraîcheur et d'ombre. Le prisonnier cuit et rissole dans la puanteur de ces fours suspendus. Il n'a de répit et de repos que pendant la sortie d'une heure qui lui est concédée. Avide de se mouvoir, il va, à son tour, sous la conduite d'un gardien, marcher par les escaliers, par les plate-formes, devant le porche de l'église, sous les arcades du cloître. Il s'arrête au parapet du saut Gauthier où se précipita autrefois un détenu affolé de réclusion, cherchant et trouvant la liberté dans cet abîme de mort, sur ce roc où se brisa son corps. Toutefois, la pente est praticable. Les mains accrochées à une corde, en s'aidant des pieds contre la muraille, une évasion par ce saut Gauthier aurait des chances... Et partout, tout autour de l'église, tout autour du cloître, c'est l'espace, c'est la promesse, la ligne des côtes, les avancées des promontoires d'où peuvent partir des barques, la pleine mer sous le plein ciel.

VII. — Blanqui candidat. — Blanqui élu à Bordeaux. Blanqui libéré.

Si les républicains, même les plus bourgeois de l'époque de 1878-1880 avaient eu le sentiment vraiment républicain, ils auraient considéré comme une dette d'honneur de faire cesser le martyre de Blanqui, l'éternel Enfermé dans les geoles de

tous les régimes monarchiques et républicains. Mais la peur de ce républicain ardent, qui avait le grand tort de prendre le régime républicain au sérieux et d'en déduire, malgré et contre la bourgeoisie, toutes les conséquences pour la cause du peuple, étouffait la voix de la conscience des républicains.

Blanqui a vu se dresser contre sa candidature libératrice de prétendus républicains.

Le 27 janvier 1878, l'*Egalité* de Paris, dirigé par Jules Guesde, Deville et Paul Lafargue, émit pour la première fois l'idée d'imposer au gouvernement la mise en liberté de Blanqui en créant sur son nom une agitation électorale. Conformément à cette idée, sa candidature fut posée, le mois suivant, dans la deuxième circonscription de Marseille, où elle réunissait, le 3 mars, 601 voix ; le 7 juillet dans le VIe arrondissement de Paris, elle obtenait 618 suffrages. En janvier 1879, une campagne était entreprise dans la *Révolution française* en faveur de Blanqui ; le 29 était de nouveau lancée l'idée de sa candidature qui fut, bientôt après, posée d'abord dans la première circonscription de Roanne, puis dans la première circonscription de Bordeaux.

Le 6 avril, Blanqui recueillait 1.485 voix à Roanne et 3.700 à Bordeaux. Mais dans ce dernier scrutin, il y avait ballottage et Blanqui était deuxième sur quatre concurrents. Son succès probable lui valut certains concours qui, jusque-là, lui avaient malheureusement fait défaut, et, le 20 avril, il était élu député de la première circonscription de Bordeaux par 6.801 suffrages contre 5.330 donnés à M. Lavertujon.

La Chambre invalidait cette élection par 354 voix contre 33. Une loi ayant accordé les bénéfices de l'amnistie aux condamnés politiques, qui seraient gracies du 5 mars au 5 juin 1879, c'est le 10 juin que fut signée la grace de Blanqui. Le lendemain, il était à Paris. Dès la fin du mois, il allait à Bordeaux remercier ses électeurs et se représentait en août. Le 31, il venait en tête, avec 3.929 suffrages ; mais au second tour, le 14 septembre, M. Achard l'emportait de 158 voix.

Il alla alors passer quelques semaines dans le Sud-Est et parla notamment à Marseille, Nice, Saint-Etienne et Lyon (1).

L'année suivante, sa candidature était posée dans la première circonscription de cette ville. Si, le 23 mai, il arrivait premier avec 5.950 voix, il était battu le 6 juin, au ballottage, avec 5.947 voix contre 8.280 à M. Ballue.

Le 3 novembre 1880, il était à Milan, à l'inauguration du monument élevé en l'honneur des Italiens tombés à Mentana. Le 20 il faisait paraître à Paris le journal *Ni Dieu ni Maître* qui, le 14 décembre, devenait hebdomadaire. A cette époque aussi il a publié l'*Armée esclave et opprimée.*

VIII. — La mort d'Auguste Blanqui.

Blanqui mourut comme il vécut : en combattant. Jusqu'à son dernier souffle, il luttait pour l'émancipation intellectuelle et sociale de la classe ouvrière. Etranger à la conception moderne du socialisme, produit de l'évolution capitaliste, il attachait l'idéal socialiste à la glorieuse tradition philoso-

---

(1) De tous les hommages touchants qui affluèrent de tous les côtés au martyr de la Révolution nous ne voulons produire qu'une lettre d'une petite Niçoise que nous trouvons dans ses papiers conservés à la *Bibliothèque Nationale* (Papiers Blanqui, liasse V) en gardant son orthographe enfantine.

Nice, le 25 septembre 1879.

Cher Monsieur Blanqui,

Je vous offre ces fleurs à l'occasion de votre retour dans votre pays. Les Niçois sont heureux de vous voir et vous aiment beaucoup. Ils vous saluent comme leur père et moi je me dis, cher Monsieur Blanqui, votre servante bien dévouée.

Colombe Euphratie,
Une petite Niçoise.

Intérieur de la Prison des Chantiers de Versailles
où furent détenues les Femmes accusées d'avoir pris part à l'insurrection de 1871.

phique et révolutionnaire du XVIIIe siècle. Il est resté toute sa vie conspirateur. Mais il conspirait pour la Révolution sociale, dont il fut la plus pure gloire. Le but final de la Révolution sociale lui paraissait lointain. Et son but immédiat fut la République démocratique et laïque.

Le 27 décembre 1880, il présida, rue Lecourbe, une réunion où il glorifia le drapeau rouge. Frappé dans la nuit même d'une attaque d'apoplexie, il mourut le 1er janvier, à 9 heures du soir, dans une petite chambre du cinquième étage, au numéro 25 du boulevard d'Italie qui porte actuellement son nom.

Une foule immense, drapeaux rouges déployés, assista, le 5 janvier, à ses obsèques. Il fut inhumé au Père-Lachaise, où le chef-d'œuvre émouvant de Dalou, la statue en bronze de Blanqui, couché mort sous le linceul, a été inauguré le 9 août 1885.

Ses articles de la *Patrie en danger* ont été publiés à part sous ce titre en 1871. En 1885, par les soins d'un de ses amis, d'un de ses disciples, Granger, a paru « tout ce qui, dans les manuscrits de Blanqui, avait trait à l'économie politique et sociale ». Enfin, le *Cri du Peuple* des 1er, 2 et 3 octobre 1885, a publié une longue lettre politique inédite dont nous citons plus loin les passages essentiels (1).

Les idées de toute sa vie peuvent, selon G. Deville qui les a excellemment résumées, se formuler ainsi : le communisme comme but final ; la guerre entre les deux camps adverses, entre les deux classes, prolétariat et bourgeoisie, comme but immédiat afin d'enlever le pouvoir à la bourgeoisie par un coup de force ; ce pouvoir révolutionnairement conquis, l'établissement de la dictature parisienne ayant aussitôt à appliquer dans l'ordre économique et politique un certain

(1) Il reste aux Manuscrits de la Bibliothèque Nationale des liasses de papiers de Blanqui (N. A. Fr. 9768-98) malheureusement non classées. Nous en extrayons quelques documents.

nombre de dispositions jugées de nature à rallier peu à peu la masse au communisme, qui ne saurait s'imposer par décret.

Comme nous l'avons montré dans le premier volume de l'*Encyclopédie*, l'instruction laïque fut pour Blanqui le moyen par excellence de l'émancipation populaire, et Blanqui peut être considéré comme le père spirituel et le véritable précurseur de l'œuvre républicaine et laïque parcimonieusement accomplie par la troisième République bourgeoise.

IX. — Blanqui publiciste.

Blanqui fut non seulement un conspirateur, un révolté héroïque, il fut un penseur solide et fin, un écrivain et publiciste de premier ordre. Nous donnons ci-dessous les extraits de ses études sur les causes de la défaite de la Révolution de 1848, empruntés à une lettre publiée par le *Cri du Peuple* en octobre 1885.

En 1852, Blanqui, emprisonné au fort de Belle-Isle, écrivait à un proscrit espagnol son appréciation sur les hommes et les choses de la deuxième République.

Cette lettre, vieille de 33 ans, observe le *Cri du Peuple*, semble avoir été écrite aujourd'hui même. C'est dire qu'elle n'a pas encore perdu son intérêt.

. . . . . .

...Vous accusez de l'avortement de février les chefs d'école, les peureux, les philosophes, les avocats, les divisions du parti.

De toutes ces causes, je n'en admets qu'une seule, les *avocats*, non point en qualité d'avocats, mais comme portion assez notable de cette tourbe d'intrigants qui ont dévoré la République et, ne pouvant la digérer, n'ont pas tardé à la rendre par en haut et par en bas.

Les renégats, soyez-en convaincu, ne prétendaient rien changer, rien détruire, bien au contraire, ils n'avaient qu'un but, qu'un désir, *conserver*, conserver les places. Vous les croyez plus bêtes qu'ils ne sont. C'est l'erreur générale. On accuse leur intelligence plutôt que leurs intentions, et c'est ainsi qu'on leur aplanit tout doucement la voie pour un nouveau tour de passe-passe.

Comment croire que des gens rompus à toutes les roueries de la politique vont se tromper si grossièrement sur l'*a, b, c, d,* du métier? S'ils n'ont pas fait de la révolution, c'est qu'ils n'en voulaient pas faire. Leur trahison s'est trouvée une ineptie, voilà tout. Ils tenaient enfin la queue de la poêle; ils ont voulu frire à leur tour. Leur sottise a été d'imaginer qu'ils friraient longtemps. Mais c'est l'incurable infirmité des pouvoirs, de se croire tous immortels.

Rayez du catalogue des coupables les *peureux*. Personne n'a eu peur en février, si ce n'est de perdre sa part de la curée.

Les philosophes ? Ils sont bien innocents de nos désastres et, d'ailleurs, c'est aujourd'hui plus que jamais qu'il faut être philosophe.

Les chefs d'école ? Les accusations dirigées contre eux sont une des perfidies de la faction des intrigants.

Qu'est-ce donc que les chefs d'école ?

Les auteurs, ou du moins les tenants principaux des diverses théories sociales qui se proposent de reconstituer le monde sur la base de la justice et de l'égalité. *Le socialisme, c'est la croyance à l'ordre nouveau qui doit sortir du creuset de ces doctrines.*

Elles se combattent, sans doute, sur bien des points, mais elles poursuivent le même but. Elles ont les mêmes aspirations, elles s'accordent sur les questions essentielles, et déjà de leurs efforts est sortie une résultante qui, sans être encore bien déterminée, a cependant saisi l'esprit des masses, est devenue leur foi, leur espérance, leur étendard.

Le socialisme est l'étincelle électrique qui parcourt et secoue les populations. Elles ne s'agitent, ne s'enflamment qu'au souffle brûlant de ces doctrines, aujourd'hui l'effroi des intrigants et bientôt, je l'espère, le tombeau de l'égoïsme.

Les chefs d'école tant maudits sont, en définitive, les premiers révolutionnaires, comme propagateurs de ces idées puissantes qui ont le privilège de passionner le peuple et de le jeter dans les tempêtes.

Ne vous y trompez pas. *Le socialisme, c'est la révolution. Rien n'est que là. Supprimez le socialisme, la flamme populaire s'éteint.* Le silence et les ténèbres se font sur toute l'Europe.

X. — Les divisions révolutionnaires.

Vous déplorez les divisions de la démocratie; si par là vous entendez les haines personnelles, les jalousies, les rivalités d'ambition, je me joins à vous pour les flétrir; *elles sont un des fléaux de notre cause; mais remarquez que ce n'est pas une plaie spéciale au parti.* Nos

adversaires de toutes couleurs en souffrent comme nous. Elles n'éclatent plus bruyamment dans nos rangs que par suite du caractère plus expansif, des mœurs plus ouvertes du monde démocratique.

Ces luttes individuelles, d'ailleurs, tiennent à l'infirmité humaine. Il faut s'y résigner et prendre les hommes tels qu'ils sont. S'emporter contre un défaut de nature, c'est de la puérilité, sinon de la sottise. Les esprits fermes savent naviguer au travers de ces obstacles qu'il n'est donné à personne de supprimer et qu'il est possible à tous d'éviter ou de franchir. Sachons donc nous plier à la nécessité et, tout en déplorant le mal, n'en pas ralentir notre marche. Je le répète, *l'homme vraiment politique ne tient pas compte de ces entraves et va droit devant lui sans s'inquiéter autrement des cailloux qui sèment la route.*

Aussi, les récriminations, dont vous me parlez, entre les diverses écoles, si toutefois vous n'y attachez pas une trop grande importance, me paraissent aussi misérables que burlesques. Proudhoniens et communistes sont également ridicules dans leurs diatribes réciproques et ils ne comprennent pas l'utilité immense de la diversité dans les doctrines.

Chaque école, chaque nuance a sa mission à remplir, sa partie à jouer dans le grand drame révolutionnaire, et si cette multiplicité des systèmes vous semblait funeste, vous méconnaîtriez la plus irrécusable des vérités : La lumière ne jaillit que de la discussion.

Ces débats théoriques, cet antagonisme des écoles sont la plus grande force du parti républicain. C'est ce qui constitue sa supériorité sur les autres partis formés d'immobilisme et pétrifiés dans leur vieille formule immuable.

Nous sommes un parti vivant, nous autres, nous avons le mouvement, *l'âme*, l'activité, l'énergie, l'impulsion, la vie ; les autres ne sont que des cadavres. Plaignez-vous donc de vivre en chair et en os, au lieu d'être une statue de pierre couchée sur un vieux tombeau.

Venons aux professions de foi. Vous vous dites *républicain révolutionnaire. Prenez garde de vous payer de mots et d'être dupe.* C'est précisément ce titre de républicain révolutionnaire qu'affectent de prendre les hommes qui ne sont ni révolutionnaires ni peut-être même républicains, les hommes qui ont trahi, perdu et la Révolution et la République.

Ils le prennent en opposition à celui de socialiste qu'ils excommunient et dont ils n'hésitaient pas à s'affubler cependant, lorsque le vent populaire soufflait de ce côté et que le socialisme paraissait à la veille de son triomphe. Ils l'ont renié depuis, renié et conspué, lorsque nos défaites ont abattu son drapeau.

Je me rappelle le temps où Ledru-Rollin se prétendait plus socia-

liste que Proudhon et Cabet et se posait en Don Quichotte du socialisme.

Ce temps est loin. Nous avons perdu une série de batailles qui ont chassé des premiers plans de la scène les doctrines avantageuses. *Aujourd'hui Ledru-Rollin et ses amis lancent l'anathème au socialisme et lui imputent tous nos malheurs. C'est un mensonge et une lâcheté.*

XI. — Contre le confusionnisme.

Vous me dites : « Je ne suis ni *bourgeois* ni *prolétaire*, je suis *démocrate*. » *Gare les mots sans définition. C'est l'instrument favori des intrigants.*

Je sais bien ce que vous êtes ; je le vois clairement par quelques passages de votre lettre, mais vous mettez sur votre opinion une étiquette fausse, une étiquette empruntée à la phraséologie des entremoteurs, ce qui ne m'empêche pas de démêler parfaitement que vous et moi nous avons les mêmes idées, fort peu conformes à celles des intrigants. Ce sont eux qui ont inventé ce bel aphorisme : *Ni prolétaire ni bourgeois !* mais *démocrate !*

Qu'est-ce qu'un *démocrate*, je vous prie ? C'est là un mot vague, banal, sans acception précise, un mot en caoutchouc. Quelle opinion ne parviendrait pas à se loger sous cette enseigne ? Tout le monde se prétend *démocrate*, surtout les *aristocrates*. Ne savez-vous pas que M. Guizot est *démocrate ?*

Les roués se complaisent dans ce vague qui fait leur compte ; ils ont horreur des points sur les *i*. Voilà pourquoi ils proscrivent les termes : *bourgeois* et *prolétaires*. Ceux-là ont un sens clair et net ; ils disent catégoriquement les choses. C'est ce qui déplait. On les repousse comme provocateurs de la guerre civile. Cette raison ne vous suffit-elle pas pour vous ouvrir les yeux ? Qu'est-ce donc que nous sommes contraints de faire depuis si longtemps, sinon la guerre civile ?

Et contre qui ? ah ! voilà précisément la question qu'on s'efforce d'embrouiller par l'obscurité des mots, car il s'agit d'empêcher que les deux drapeaux ennemis ne se posent carrément en face l'un de l'autre, afin d'escroquer, après le combat, au drapeau victorieux les bénéfices de la victoire et de permettre aux vaincus de se relever tout doucement les vainqueurs.

XII. — Les Intellectuels.

... Grâce au ciel, il y a beaucoup de bourgeois dans le camp prolétaire. Ce sont eux qui en font même la principale force, ou du moins la plus persistante. Ils lui apportent un contingent de lumière que le peuple, malheureusement, ne peut pas encore fournir. Ce sont des bourgeois qui ont levé les premiers le drapeau du prolétariat, qui ont formulé les doctrines égalitaires, qui les propagent, qui les maintiennent, les relèvent après leur chute. Partout ce sont les bourgeois qui conduisent le peuple dans ses batailles contre la bourgeoisie. Voilà justement ce qui a permis aux roués d'accréditer leur astucieux axiome : *Ni bourgeois, ni prolétaires, mais démocrates!*

Quoi ! parce que nombre d'habits figurent dans le camp des blouses et que bien plus de blouses encore combattent à la solde des habits, s'ensuit-il que la lutte ne soit pas entre la masse bourgeoise, d'une part, et la masse prolétaire de l'autre, c'est-à-dire entre le revenu et le salaire, entre le capital et le travail? Mais de ce que beaucoup de nobles et de prêtres avaient pris fait et cause pour la première Révolution, faut-il conclure que la Révolution n'était pas dirigée contre le clergé et la noblesse? Qui oserait soutenir une telle absurdité? *Le malheur de notre parti, c'est que l'alliance de la plupart des bourgeois avec les travailleurs n'est pas sincère.* L'ambition, la cupidité les poussent dans le camp des prolétaires soulevés contre l'oppression, ils se placent à leur tête, les mènent à l'assaut du gouvernement, s'en emparent, s'y installent, s'y retranchent, et, dès ce moment, transformés en conservateurs, se retournent contre ce pauvre peuple qui perd la tramontane en voyant des généraux de la veille devenus des fustigateurs du lendemain.

... Cette mystification, toujours renouvelée avec le même succès, date de 89. Tout parut légitime à la classe moyenne pour renverser les anciennes castes et prendre leur place, comme pour maintenir son nouveau joug sur les prolétaires. La lutte a commencé aussitôt entre la bourgeoisie et le prolétariat. C'est la même lutte qu'en 89, les mêmes mots, les mêmes péripéties : c'est un calque exact. Vous retrouverez aujourd'hui les hommes d'alors, les prétendus amis du peuple qui prétendent prendre la place des exploiteurs chassés.

Nos soi-disant Montagnards, Ledru-Rollin en tête, sont des Girondins, copies fidèles de leurs devanciers. Ils ne jurent que par Robespierre et les Jacobins. Mais il le faut bien. Comment tromper sans cela? C'est la ruse habituelle des intrigants d'arborer le drapeau

populaire. Les masses sont confiantes et crédules. Elles se laissent prendre aux grosses paroles et aux grands gestes. On cherche aujourd'hui à leur imposer et à les fourvoyer en même temps par des banalités ronflantes telles que : *républicains révolutionnaires démocrates!* Mais on repousse des termes précis qui tranchent et expliquent la situation : *bourgeois prolétaires!* Ne vous y laissez pas prendre. Soyez de votre camp et mettez votre cocarde. Vous êtes prolétaire, parce que vous voulez l'égalité réelle entre les citoyens, le renversement de toutes les castes et de toutes les tyrannies. (Auguste Blanqui.)

Il est évident que cette glorification « des intellectuels » par Blanqui correspond à l'époque pour ainsi dire préhistorique du mouvement du prolétariat comme classe. Les intellectuels furent les initiateurs, les théoriciens, les précurseurs de la lutte des classes. Ce sont des héros isolés. Mais aussitôt qu'ils affluent *en masse* vers le mouvement prolétarien, il y apportent leur esprit de classe, qui est un esprit bourgeois. Et Blanqui lui-même, qui les défend, mais qui les connaissait bien, accuse « la plupart » parmi eux de l'insincérité. La classe ouvrière doit accepter tous les concours, mais, ainsi que l'a dit Marx, l'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que l'œuvre de *la classe ouvrière* elle-même.

XIII. — Socialisme et Démocratie.

Que doit être la Révolution? L'anéantissement de l'ordre actuel, fondé sur l'inégalité et l'exploitation, la ruine des oppresseurs, la délivrance du peuple du joug des riches. Eh bien! les soi-disant républicains révolutionnaires ou démocrates ne veulent rien de cela. Ils l'ont prouvé en février. Ils le prouvent encore depuis 1830. Ne croyez pas qu'alors ils n'aient pas su renverser. Ils ne l'ont pas voulu. Ils ne le veulent pas davantage à présent. Ils se moquent de vous. Ce sont des égoïstes prêts à se jeter sur une nouvelle curée et à crier encore une fois : « Ôte-toi de là que je m'y mette! » Les imbéciles! ils perdraient une dernière fois et pour toujours la Révo-

lution. Car, vous le voyez, chaque avortement entraîne une réaction plus terrible. Au surplus, vous avez vu tout ce monde-là à l'œuvre depuis quatre ans; jugez de l'avenir par le passé. Le sage ne doit pas faire autrement.

Je ne suis, dites-vous, ni Français ni Espagnol, je suis *cosmopolite*. Ah ! très bien ! moi aussi. Mais, gare encore la mystification ! Dans votre enthousiasme cosmopolite, vous venez précisément d'envoyer votre adhésion à l'homme le moins cosmopolite et le plus égoïstement national de toute l'Europe, à Mazzini. Connaissez-vous Mazzini ? *C'est un charlatan*, un ambitieux et même pis que tout cela. Cet homme a deux passions : la soif de l'unité italienne, *la haine de la France*, à qui il ne pardonne pas sa supériorité intellectuelle et politique. Il voudrait anéantir cette France, pour faire oublier qu'elle a émancipé le genre humain.

En outre, *Mazzini abhorre le socialisme* et il ne perd aucune occasion d'insulter la France et d'écraser le socialisme. Croirait-on qu'un homme ait pu accuser le socialisme de la défaite de Décembre ? Comment ! c'est Pierre Leroux, Louis Blanc et Cabet qui ont perdu ou fait perdre la bataille de 1851 !

Si dans la Nièvre, le Cher, l'Allier, la Saône-et-Loire, le Jura, la Drôme, l'Ardèche, le Var, l'Hérault, le Gard, le Gers, le Lot-et-Garonne, etc., etc., des milliers d'hommes armés ont fui devant le tricorne d'un gendarme ou le pompon d'un Jean-Jean, c'est la faute du socialisme ! Quelle moquerie ! et cela se débite impunément au nez de l'Europe ! Le crime, ici, est aux accusateurs, l'honneur à l'accusé ! C'est le socialisme qui avait levé ces populations. Ce sont les chefs politiques qui n'ont pas su les mettre en œuvre.

Que faisaient à Londres, en Suisse et ailleurs, MM. Ledru-Rollin et compagnie, pendant les douze mortels jours de la lutte? Pourquoi ne sont-ils pas accourus sur le champ de bataille, jeter dans la balance le poids de leur nom et de leur immense popularité ? Leur présence aurait rallié ces masses abandonnées sans direction, raffermi les courages, démoralisé l'armée et conquis la victoire? (Auguste Blanqui.)

Blanqui, tout en se rattachant aux principes démocratiques de la grande Révolution, ne cessa pas de dénoncer la fourberie et l'hypocrisie des démocrates bourgeois. Il les vit à l'œuvre. Ils accouraient à toutes les révolutions victorieuses pour les exploiter et en chasser les véritables révolutionnaires. Blanqui avait la perspicacité et la méfiance d'un Marat

tout en ne suivant pas la méthode chirurgicale par trop simple de ce dernier. Il demandait à éclairer les têtes au lieu de les couper.

XIV. — Il manquait un homme à la Révolution de 1848.

Le socialisme, dit Blanqui, a rempli sa mission et accompli son rôle, les hommes ont manqué au leur. Si par hasard il s'était rencontré une tête vigoureuse pour maintenir ces masses, les organiser, les conduire à l'ennemi, lui aurait-on demandé, par hasard, la nuance de son opinion? L'aurait-on sommé d'exhiber son brevet de communisme, de rolliniste ou de proudhonien? Si aujourd'hui encore un homme se présentait pour ressaisir les campagnes, les grouper, les discipliner et transformer la cohue en armée, s'aviserait-on de scruter la nuance de sa couleur socialiste ou républicaine?

... Quelles inepties que les tirades de Mazzini! Le mouvement de Décembre a échoué par des raisons purement militaires. Il ne s'est trouvé ni généraux ni soldats lorsqu'il a fallu combattre, mais des troupeaux effarés. Comme vous le dites, on n'a vu partout que faiblesse, hésitation, terreurs, incapacité, bêtise. Les chefs d'école n'ont rien à revendiquer dans cette déroute. (*Le Cri du Peuple*, 3 octobre 1885.)

Blanqui dévoile ainsi le côté faible de sa méthode. Elle est individualiste. C'est la conception *héroïque* de l'histoire, qui ne voit pas que ce sont les foules, les masses ou, plus exactement, les classes qui mettent en mouvement les individus qui ont un rôle important à remplir. Mais ce rôle dépend des forces collectives des masses mues par la force des choses, c'est-à-dire par leur situation économique et sociale qui, à son tour, dépend du degré de développement des forces productives.

XV. — Blanqui idéaliste.

Blanqui fut un idéaliste. La série de ses articles remarquables dans *Le Candide* le fait ressortir avec une clarté suffisante.

La morale est de toute évidence le fondement des sociétés. Mais qu'est-ce que la Morale ? Une révélation divine ou un instinct humain ? La politique et l'ignorance l'ont fait descendre d'en haut, l'une par tromperie, l'autre par crédulité. Egarement funeste ! elle a ses racines dans notre cœur. Les déplacer, c'est les détruire.

Guerre au surnaturel ! C'est l'ennemi. Il veut être l'exagération du bien, il n'en est que la grimace et la ruine. Sa tactique est le guet-apens. D'un geste séraphique il indique le ciel, et quand l'homme, en détournant ses regards du sol vers les nues, trébuche et tombe, Tartuffe se jette sur lui, l'égorge et le dépouille.

Exagérer l'idéal au delà des forces humaines, c'est ouvrir la porte à l'hypocrisie, mère des crimes, et déchaîner les calamités sur la terre. Ainsi ont procédé les religions, le monothéisme surtout. Le précepte chrétien : « Aime ton prochain comme toi-même » est resté à l'état de chimère, et sa sanction « pour l'amour de Dieu », n'est l'idéal que du sarcasme. « Faire une chose pour l'amour de Dieu » est devenu le proverbe du mépris et de la dérision. On est victime de l'hypocrisie, mais pas toujours dupe, et le dégoût public sait parfois lui inscrire au front un sanglant stigmate. (*Candide*, n° 1, page 1, colonnes 2 et 3.)

Mais l'idéalisme de Blanqui est un idéalisme sain et robuste, un idéalisme d'action et de lutte, qui rejette loin de lui toute phraséologie grandiloquente et hypocrite, toute obscurité mystique et métaphysique : ce vêtement transparent des intérêts terrestres des classes dominantes, qui maintient leurs privilèges à la faveur de l'ignorance et des ténèbres.

XVI. — La Morale et l'Histoire.

...Comme la loi n'est qu'une revendication de la justice, elle doit garder fortement l'empreinte du précepte qui représente la justice, sous peine de n'être plus une sanction, mais une représaille. Or, les

représailles sont la loi de la guerre, c'est-à-dire du mal. Donc, l'expiation ne doit jamais égaler la faute. On le voit, la morale, c'est la réciprocité.

Cette doctrine, purement humaine, sera notre flambeau dans toute recherche, notre guide dans toute appréciation. Faire de la philosophie, c'est étudier la pensée et la conscience. *Faire de l'histoire, c'est raconter le rôle de la conscience et de la pensée dans la vie des peuples.* Tout ce qui entrave, tout ce qui pervertit ces deux éléments essentiels de l'humanité est justiciable de la loi morale. A ce titre, le surnaturel et le despotisme lui doivent des comptes sévères. Car ils en ont été la violation perpétuelle. (*Candide, Ibid.*, page 2, colonne 1.)

Le célèbre philosophe révolutionnaire russe Pierre Lavroff (Voir le premier volume de l'*Encyclopédie*.), l'éminent théoricien des blanquistes russes, est arrivé à la même conclusion que Blanqui. Lui aussi considérait l'Histoire comme un processus du développement « de la conscience et de la pensée ».

XVII. — Pas de conciliation entre la foi et la science.

Vous essayez en vain, écrit-il, d'ajouter la Foi et la Science. Cette œuvre impossible se brise à chaque instant sous vos doigts. Les pièces éclatent d'elles mêmes. Laissez là ce piteux amalgame. Il faut choisir. Point de thé de Mme Gibou. Faites votre deuil de la Science, tenez-vous à la Foi. Du moins elle vous conservera une affirmation franche et nette : Ordre de Dieu. Le surnaturel... sans limites... sans entraves... sans explications ! L'Evangile a dit que les étoiles tomberaient sur la terre ? elles tomberont. — Comment ! — Peu importe. Dieu tiendra sa parole. — La chose est impossible... — Rien n'est impossible à Dieu. — Contraire aux lois naturelles. — Dieu n'obéit pas aux lois. Les lois lui obéissent. (*Candide, Ibid.*, n° 7, 8 colonne.)

Sur ce chapitre, Blanqui est irréconciliable. C'est l'anti-clérical-né. Témoin des maux engendrés par la superstition et l'ignorance, il n'admet pas de compromis. En cela aussi

Blanqui se distingue du tout au tout des démocrates bourgeois, qui ont commencé par une hostilité déclarée envers les croyances traditionnelles et fini par se concilier avec l'Église. La réaction politique et sociale a, à toutes les époques, comme corollaire, la réaction intellectuelle. On le voit également de nos jours, où les classes de la conservation sociale soutiennent de toutes leurs forces une « nouvelle » philosophie (James et Bergson) qui prétend détrôner la raison et « la science au profit de l'intuition » et de la foi, la clarté et la logique au profit des impénétrables suggestions mystiques. La nuit est favorable aux voleurs. La nuit intellectuelle l'est non moins aux grands expropriateurs sociaux.

XVIII. — Blanqui patriote.

Blanqui fut patriote dans le noble sens révolutionnaire de 1793 et de 1848. En défendant la France, il défendait la patrie de la Révolution. Ce n'était pas le patriotisme louche et mensonger des capitalistes de nos jours, qui sont capables de faire massacrer une partie de la France pour s'enrichir. Blanqui aimait la France passionnément, comme tout socialiste et tout révolutionnaire doit l'aimer pour ses qualités humaines et révolutionnaires. Mais, dans son ardeur patriotique, sous les coups des malheurs de la guerre, il sacrifia, lui aussi, un moment, au confusionnisme en mettant sa confiance en un gouvernement bourgeois et en maudissant « la race germanique ». Il ignorait la protestation de Karl Max, Bebel, Liebknecht et leurs amis, « Germains » révolutionnaires.

En présence de l'ennemi, écrit-il en tête de son journal *La Patrie en danger,* plus de partis ni de nuances.

Avec un pouvoir qui trahissait la nation, le concours était impossible.

Le Gouvernement sorti du grand mouvement du 4 Septembre représente la pensée républicaine et la défense nationale.

Cela suffit.

Toute opposition, toute contradiction doit disparaître devant le salut commun.

Il n'existe plus qu'un ennemi, le Prussien, et son complice, le partisan de la dynastie déchue qui voudrait faire de l'ordre dans Paris avec les baïonnettes prussiennes.

Maudit soit celui qui, à l'heure suprême où nous touchons, pourrait conserver une préoccupation personnelle, une arrière-pensée, quelle qu'elle fût.

Les soussignés, mettant de côté toute opinion particulière, viennent offrir au Gouvernement provisoire leur concours le plus énergique et le plus absolu, sans aucune réserve ni condition, si ce n'est qu'il maintiendra quand même la République et s'ensevelira avec nous sous les ruines de Paris, plutôt que de signer le déshonneur et le démembrement de la France.

Balscuq, Blanqui, Casimir Bonis, Breuille, Brideau, Caria, Eudes, Flotte, E. Gois, Granger, Lacambre, Ed. Levraud, Lemée Levraud, Pilhes, Regnard, Sourd, Tridon, Henri Verlet, Emile Villeneuve, Henri Villeneuve. (Blanqui. — *La Patrie en danger*, p. XXX-XXXI.)

XIX. — Contre une accusation infâme, ou l'Affaire Taschereau.

Les démocrates bénéficiaires de la Révolution décidèrent de se débarrasser de Blanqui, qui, seul, voyait clair dans leur jeu et était de taille à leur créer des embarras sérieux. Ne pouvant l'assassiner physiquement, ils entreprirent de le tuer moralement. Et ils osèrent le dénoncer comme agent délateur, comme traître. Et c'était Barbès, le noble démocrate, qui couvrit de son autorité cette infamie dont l'odieux n'égalait que le ridicule. La *Revue rétrospective* du 30 mai 1848 publia un soi-disant document, fabriqué probablement par un mouchard quelconque, que l'on attribua à Blanqui. Ce papier, non signé, d'une écriture inconnue, contenait des prétendues révélations contre les membres des sociétés secrètes. Blanqui dut se défendre contre cette calomnie grotesque. Et sa défense fut une attaque contre ses agresseurs inattendus.

Elle représente une grande valeur biographique. Nous en donnons de larges extraits.

Blanqui se demande quel profit il pouvait tirer d'un acte de trahison.

« Ai-je, du moins, dit-il, stipulé l'allègement de mes fers? Le Mont-Saint-Michel, le pénitencier de Tours, sont là pour répondre. Parmi mes compagnons, qui a bu aussi profondément que moi à la coupe d'angoisse? Pendant un an, l'agonie d'une femme aimée s'éteignant loin de moi, dans le désespoir; et puis quatre années entières, un tête-à-tête éternel, dans la solitude de la cellule, avec le fantôme de celle qui n'était plus, tel a été mon supplice, à moi seul, dans cet enfer de Dante. J'en sors, les cheveux blanchis, le cœur et le corps brisés, et voici retentir à mon oreille le cri : Mort au traître! Crucifions-le!

« Tu as vendu tes frères à prix d'or, écrit la plume prostituée des coureurs d'orgie. De l'or, pour aller mourir lentement dans un tombeau, entre le pain noir et la cruche d'angoisse! Et qu'en ai-je fait de cet or? Je vis dans un grenier avec cinquante centimes par jour. J'ai pour fortune, à l'heure qu'il est, dix francs. Et c'est moi, triste débris, qui traîne par les rues un corps meurtri sous des habits râpés, c'est moi qu'on foudroie du nom de vendu! tandis que les valets de Louis-Philippe, métamorphosés en brillants papillons républicains, voltigent sur les tapis de l'Hôtel de Ville, flétrissant, du haut de leur vertu nourrie à quatre services, le pauvre Job échappé des prisons de leur maître.

« Ah! fils des hommes! qui avez toujours une pierre en main pour lapider l'innocent, mépris sur vous!

Et voici comment Blanqui caractérise « le document révélateur » :

« Dans ce fatras sans fin, il n'y a pas vingt lignes de révélation. Elles portent sur le personnel de la Société des Saisons reconstituée après le 12 mai. Or, dans le nouveau comité, il se trouvait deux hommes, l'un chef direct de la moitié

des sociétaires, lequel a été reconnu plus tard agent de police; l'autre, homme d'intelligence et de savoir, qui est devenu procureur du roi.

« N'oublions pas l'espion Teyssier, ami et confident de Lamyeussens, Delahodde, membre des Familles et des Saisons, vivant dans l'intimité des chefs principaux. Voilà des sources suffisantes de renseignements pour la rue de Jérusalem (1)! »

XX. — Le portrait de Blanqui fait par ses adversaires et sa réponse.

« Esprit sombre, altier, farouche, atrabilaire, sarcastique, ambition immense, froide, inexorable, brisant les hommes sans pitié pour en paver sa route « cœur de marbre, tête de fer ». Ce fut le portrait de Blanqui fait par ses ennemis.

A quoi Blanqui répond :

« Le profil n'est pas gracieux. Mais n'y a-t-il point d'ombre à ce tableau, et le cri de la haine est-il parole d'évangile? J'en appelle à ceux qui ont connu mon foyer domestique. Ils savent si toute mon existence n'était pas concentrée dans une affection vive, profonde, où mes forces se retrempaient sans cesse pour les luttes politiques.

« La mort, en brisant cette affection, a frappé le seul coup, je l'atteste, qui ait pu atteindre mon âme. Tout le reste, y compris la calomnie, glisse sur moi, comme un tourbillon de poussière. Je secoue mon habit, et je passe.

« Sycophantes, qui voudriez me poser en monstre moral, ouvrez donc aussi, vous, la porte de votre foyer; mettez à nu la vie de votre cœur. Sous vos dehors hypocrites, que trouverait-on? la brutalité des sens, la perversité de l'âme. Sépulcres blanchis, je lèverai la pierre qui cache aux yeux votre pourriture.

« Ce que vous poursuivez en moi, c'est l'inflexibilité pério-

(1) L'emplacement de la police secrète du temps.

lutionnaire et le dévouement opiniâtre aux idées. Vous voulez abattre le lutteur infatigable. Qu'avez-vous fait depuis quatorze ans? De la défection. J'étais sur la brèche en 1831 avec vous; j'y étais sans vous en 1839 et 1847; en 1848, m'y voilà contre vous. »

Et Blanqui conclut:

« Réacteurs de l'Hôtel de Ville, vous êtes des lâches! Je vous gêne, mais vous n'osez pas m'attaquer en face, et vous me lancez aux jambes trois ou quatre bassets de la meute de Louis-Philippe, en quête d'un nouveau chenil! Vous les excitez par derrière, hors de la portée des éclaboussures. Recevez mes sincères compliments.

« Il y a des royalistes parmi vous! Je leur pardonne. Ils vengent sans doute la monarchie sur un de ses ennemis les plus acharnés. Mais il y a aussi des républicains, et à ceux-là, je le demande, la main sur la conscience, est-ce bien ainsi qu'ils devaient traiter un vétéran qui a enterré la moitié de sa vie, sa famille, ses affections dans les culs de basse fosse de la royauté?

« Si vous aviez une accusation à porter contre moi, il fallait la produire au grand jour, solennellement, et entourée de toutes les garanties de certitude, d'authenticité; il fallait parler au nom de la justice, de la morale, sans rien décliner de la responsabilité d'une telle œuvre.

« Mais vous l'avez dit vous mêmes, ce sont des représailles que vous exercez! C'est la haine, la peur, l'intérêt qui vous inspirent! Tous les moyens vous sont bons pour écraser une rivalité dangereuse. Le succès à tout prix, c'est votre doctrine, il paraît, comme celle de vos prédécesseurs. Ce document Taschereau vous était nécessaire; il s'est trouvé. *Is fecit cui prodest.* L'infamie de son origine se trahit dans les honteux détours de sa publication.

« *Réacteurs, vous êtes des lâches!* » (Auguste Blanqui.)

Exécution de Rossel, Bourgeois et Ferré dans la plaine de Satory (28 Novembre 1871).

SEPTIÈME PARTIE

LA COMMUNE

CHAPITRE PREMIER

L'INSURRECTION PARISIENNE

I. — Conscience de classe.

Au fur et à mesure que la Révolution se développe, la participation du prolétariat au mouvement devient de plus en plus consciente. Pendant la grande Révolution de 1789, le peuple ne figurait qu'en sa qualité de combattant. Le pouvoir échouait aux bourgeois. En 1848, il *participe* au pouvoir dans la personne de l'ouvrier Albert, et de son défenseur Louis Blanc. En 1871, la classe ouvrière, alliée à la petite bourgeoisie, tient provisoirement tout le pouvoir du gouvernement de la Commune. Cependant, la petite bourgeoisie prédomine, mais elle s'identifie avec le peuple. Ainsi se justifie notre conception de la marche de la révolution vers la conscience et l'organisation.

II. — Le 18 Mars.

(*Une attaque nocturne de 150 hommes aboutissant à une révolution.*)

Voici la marche des événements selon Da Costa.

Dès trois heures du matin, les troupes disponibles, quelques milliers d'hommes, sortaient des casernes.

A quatre heures et demie, elles arrivaient toutes à destination.

Mais il faut absolument raconter ici les choses par le menu.

La division Susbielle, chargée de l'opération des buttes Montmartre, était ainsi composée : 1° brigade Paturel, comprenant :

17e bataillon de chasseurs à pied;
2 bataillons du 76e de ligne;
1 bataillon de ligne, venu du Palais de l'Industrie;
1/2 compagnie du génie;
Gardiens de la paix armés.
2° Brigade Lecomte, comprenant:
3 bataillons du 88e de marche;
18e bataillon de chasseurs à pied. (*C'est à ce 18e bataillon qu'avaient appartenu comme engagés volontaires: Paschal Grousset, Olivier Pain et Ch. Da Costa*).
1/2 compagnie de garde républicaine;
1/2 compagnie du génie;
Gardiens de la paix armés.

La brigade Paturel, partant de la place Clichy, devait marcher dans l'ordre suivant :

Gardiens de la paix armés;
1/2 compagnie de garde républicaine;
1/2 compagnie du génie;
1er bataillon du 76e avec le colonel;
2e bataillon du 76e avec le général Paturel.

Cette brigade avait pour mission de tourner le cimetière Montmartre par l'avenue de Saint-Ouen et la rue Marcadet, jusqu'à la rue des Saules. Par là elle arriverait à la crête et se porterait à droite, par la rue de Norvins, sur le parc du Moulin-de-la-Galette.

Pendant ce mouvement, le bataillon venu du Palais de l'Industrie s'établissait au bas de la butte, côté nord et côté ouest, le long de la rue Marcadet, sur l'avenue de Saint-Ouen et dans la partie de la rue de Maistre qui domine le cimetière.

Enfin, le 17e bataillon de chasseurs à pied restait à la disposition du général Susbielle qui, avec des gardes républicains, un escadron de chasseurs à cheval et deux batteries d'artillerie, occupait le boulevard Clichy, et rejoignait la brigade Lecomte, à la place Pigalle.

L'ordre de marche prescrit au général Lecomte était le suivant :

Gardiens de la paix armés ;
1/2 compagnie de garde républicaine ;
1/2 compagnie du génie ;
1er bataillon du 88e de marche ;
2e bataillon du 88e de marche.

Ces troupes devaient arriver par le boulevard Ornano, prendre, à gauche, la rue Marcadet, et gravir la butte Montmartre par la rue du Mont-Cenis, pour arriver à la hauteur de l'église Saint-Pierre.

Le 18e bataillon de chasseurs à pied et une batterie de quatre, sous les ordres immédiats du général Lecomte, devaient se tenir en réserve sur le boulevard Rochechouart, à l'angle de la rue Magenta, et surveiller de ce côté les abords de la butte, vers la place Saint-Pierre et le marché.

Le 3e bataillon du 88e de marche s'établirait au bas de la butte, du côté nord-est, le long de la rue Marcadet et de la rue Clignancourt.

Remarquons tout de suite que le général Lecomte, tout en suivant à la lettre l'ordre d'attaque prescrit, modifia néanmoins sur les lieux l'emploi de ses unités : dans les deux colonnes d'attaque qu'il va former, il substituera les chasseurs à pied du 18e bataillon au 1er bataillon du 88e de marche. Le fait est très important à signaler : il indique, en effet, que le général Lecomte se défiait de la solidité du 88e de marche, expédié cependant tout récemment à Paris par le général Le Flô, ministre de la guerre.

L'attaque des buttes par les troupes du général Lecomte commença dès cinq heures du matin. Au vrai, ce ne fut qu'une ascension rapide, dans la nuit et sans ennemi devant soi.

Une première colonne, formée de gardiens de la paix et de gardes républicains à pied, était conduite par le commandant des gardiens de la paix, Vassal.

Une seconde colonne, formée avec le 18e chasseurs à pied, était sous les ordres du commandant Poussargue.

Le commandant Vassal devait s'emparer du parc établi sur le plateau inférieur de la butte ; le commandant Poussar-

gue avait ordre d'occuper le plateau supérieur, où se trouvait le parc le plus important.

Cette première phase de l'attaque nocturne réussit complètement.

Le plateau inférieur fut rapidement enlevé à la baïonnette. Les gardes nationaux qui le gardaient étaient peu nombreux.

Avant que les gardes nationaux aient eu le temps de sortir des postes et de se mettre en défense, ils sont enveloppés. La position est enlevée, les canons sont pris. Leurs défenseurs, très rares, sont prisonniers. Quelques-uns cependant battent en retraite en tirant des coups de fusils. Les anciens sergents de ville ripostent de la tranchée où ils sont à l'abri ; ils blessent quelques gardes ; un seul est grièvement atteint.

« Je prévins aussitôt le général Lecomte que c'était chose faite, dit le commandant Vassal, et je lui demandai des renforts, car je n'avais guère *que* 140 *hommes.* » (*Déposition du commandant Vassal au procès dit des assassins des généraux Lecomte et Clément-Thomas.*)

Le 2e bataillon du 88e de ligne vint alors appuyer la colonne Vassal et se porta à l'ouest, dans la direction de la tour Solférino.

III. — Le mauvais coup gouvernemental avorte faute d'attelages pour les canons volés au peuple.

De son côté, le commandant Poussargue, après avoir occupé plus facilement encore le plateau supérieur, crut devoir prendre immédiatement ses dispositions, en vue d'une surprise.

Cette précaution l'entraîna à éparpiller le petit nombre d'hommes dont il disposait. En effet, il plaça une compagnie dans le jardin des Filles-du-Calvaire, qui entourait l'église et dont le mur bordait en partie le parc d'artillerie, une autre

à l'intersection de la rue des Rosiers et de la rue du Mont-Cenis, il ne gardait donc autour de lui qu'une compagnie.

Il était alors environ six heures du matin.

Si, à ce moment précis, la brigade Paturel eût exécuté son mouvement et si le général Lecomte avait pu procéder à l'enlèvement des canons, le coup de main réussissait certainement.

Mais les attelages, impatiemment attendus, ne devaient arriver que peu à peu, et très tardivement.

Le général Vinoy l'a déclaré lui-même devant la Commission d'enquête parlementaire sur le 18 Mars, cette partie de l'opération — l'enlèvement des pièces d'artillerie — était la plus délicate et la plus dangereuse, parce que la plus lente. Il s'agissait, en effet, de descendre les canons sur le boulevard extérieur, pour les conduire de là, au galop, jusqu'à l'esplanade des Invalides.

Le général Lecomte voyant que les attelages promis n'arrivaient pas, donna l'ordre de descendre à bras, et aussi avec les rares chevaux, les canons du parc. A cet effet, il fit d'abord combler la tranchée creusée en face du plateau supérieur, de manière à faciliter la descente des pièces.

Mais cette opération marchait avec une extrême lenteur.

« Vous savez, a déposé Vinoy, que pour mener des pièces de quatre ou de huit, il faut quatre chevaux, et il s'agissait de pièces de douze. »

Néanmoins, il paraît établi qu'on descendit de cette façon une cinquantaine de ces pièces au pied des buttes.

IV. — Le 88e fraternise avec la foule.

Cependant, le grand jour était venu et, avec lui, l'agitation. Ceux des gardes nationaux qui avaient pu fuir avaient donné l'alarme. Le Comité de vigilance du XVIIIe arrondissement s'était réuni. Dès sept heures et demie, le tocsin sonnait, on

battait la générale et l'on entendait le clairon dans tout Montmartre. Les compagnies se réunissaient à la hâte un peu partout, place de la Mairie, aux abords de la place Saint-Pierre, derrière la butte et même dans la chaussée Clignancourt, aux environs du Château-Rouge, vaste bal public transformé en poste et situé à peu près sur l'emplacement actuel des magasins Dufayel.

En même temps, une foule constamment croissante, composée de femmes, d'enfants et de badauds, se massait un peu partout, pour assister, avec une curiosité mêlée de colère, à l'enlèvement des canons.

Cette foule, d'abord gouailleuse, devient rapidement menaçante et gêne singulièrement la troupe dans ses mouvements déjà si pénibles.

Vers sept heures, Clemenceau, maire de l'arrondissement, vient au plateau supérieur. Il veut enlever sur un brancard et conduire à l'hôpital un blessé que soigne Louise Michel. Le commandant Vassal s'y oppose. Clemenceau insiste. On en réfère au général Lecomte qui maintient le refus, sous prétexte qu'un médecin militaire s'occupait du blessé et qu'il ne voulait pas se prêter à « cette promenade du cadavre ».

Pendant ce temps la foule grossissait. Vers 7 h. 45, elle formait une véritable barricade humaine entre les soldats et la garde nationale armée, maintenant concentrée, très irritée et toute disposée à la résistance.

Le général Lecomte comprend, mais trop tard, le danger de ce contact.

Menacé d'être cerné, isolé du reste de l'armée, ne s'expliquant sans doute pas d'autre part l'inaction de la brigade Paturel, il veut se donner un peu d'air et commande de charger.

Les troupes les plus en danger étaient alors celles du commandant Poussargue ; situées au plateau supérieur, sans contact avec la brigade Paturel qui manquait au rendez-vous, elles se trouvaient directement menacées par plusieurs bataillons de gardes nationaux.

Une première fois, vers 8 heures, après sommations, le commandant fait mine de charger.

La garde nationale recule.

A 8 h. 1/2, prévoyant une attaque, le commandant Poussargue

avise le général Lecomte qui lui donne l'ordre de faire feu « si les gardes nationaux s'avancent à moins de trente pas ». (*Procès dit des assassins des généraux Clément-Thomas et Lecomte. Déposition Poussargue.*)

Le commandant fait de nouvelles sommations. Les gardes nationaux reculent encore. « Alors, a déposé le commandant, j'envoyai le capitaine Franck demander au général si je devais faire de nouvelles sommations, dans les cas où ils se présenteraient à nouveau ». (*Même procès.*) Le général aurait répondu : « Non, il ne faut pas tirer, mais seulement les repousser à la baïonnette ». (*Même procès.*)

*
**

Mais à ce moment, au plateau inférieur, le commandant Vassal et ses hommes sont en grand danger. Une foule énorme d'hommes armés et de femmes commencent à gravir les buttes. La place Saint-Pierre est noire de monde.

Le général Lecomte est alors dans la nécessité de se rapprocher du commandant Poussargue.

« Déjà, a déclaré ce dernier, une partie de la foule s'était mêlée à une compagnie du 88e de ligne. J'ordonnai au capitaine Franck de faire apprêter les armes ; ce que voyant les gardes nationaux se couchèrent à plat ventre. Ils se relevèrent, voyant qu'on ne tirait pas.

Le général s'approcha de moi.

— Que faire ? lui dis-je.

— Ne tirez pas. Faites redresser les armes et si vous êtes attaqués, défendez-vous à la baïonnette. »

Puis le général descend au plateau inférieur, encore occupé par les gardiens de la paix, les gardes républicains et des hommes du 88e de ligne.

La situation est devenue désastreuse. Le général, voyant ses hommes entourés de toutes parts, donne à nouveau l'ordre de charger. Les gardiens de la paix et les gardes républicains se préparent à obéir, mais la foule s'est mêlée plus intimement aux soldats.

Les femmes leur crient :

— Est-ce que vous tirerez sur nous ? Sur vos frères ? Sur nos maris ? Sur nos enfants ?

Les soldats sont de plus en plus hésitants. Les officiers les menacent. Ils sont entourés et injuriés par les femmes.

Enfin les soldats du 88e de ligne mettent la crosse en l'air.

Alors ce sont des cris frénétiques de : « Vive la ligne ! A bas Vinoy ! A bas Thiers ! »

V. — Le général Lecomte fait prisonnier.

Les lignards n'écoutent plus leurs chefs. Beaucoup les injurient. Tous fraternisent avec les 152e et 228e bataillons de la garde nationale. Les municipaux et les anciens sergents de ville sont entourés, bousculés, désarmés. Nombre de gardiens de la paix jettent leur képi, seule partie de leur costume qui les distingue des gardes nationaux, et parviennent ainsi à se dérober dans la foule.

D'ailleurs leur commandant, Vassal, a pris les devants. Il s'est réfugié dans la maison n° 3 de la rue des Rosiers, où deux femmes vont lui proposer un déguisement. (*Procès dit des assassins des généraux Clément Thomas et Lecomte. Déposition Vassal.*)

Quant aux gardes républicains, ils sont faits prisonniers et, heureusement pour eux, conduits sous escorte à la mairie.

Le général Lecomte est désarmé par ses propres soldats, et frappé par la foule qui s'imagine tenir Vinoy !

Seuls le commandant Poussargue et ses chasseurs tiennent encore au plateau supérieur.

Pour l'historique de leur résistance, il est intéressant de donner ici l'impression simultanée des assaillants et des assaillis.

« .... Garcin conduisant le flot des insurgés montait toujours. Comme il était en tête et qu'il voulait monter le premier, le comman-

dant Poussargue lui donna un coup de poing qui le fit reculer. Il essaya alors de passer de mon côté et je disposai mon poing pour le repousser. Garcin crut que je lui tendais la main pour gravir le talus, très escarpé en cet endroit, et il voulut me saisir le poignet, mais je le repoussai violemment. » (Déposition du capitaine Franck au procès Garcin, mars 1878.)

Mais le poste détaché de la tour Solférino a lâché pied. Le commandant Poussargue est lui-même séparé du capitaine Franck par une poussée de la foule, au moment où, le voyant très menacé, il veut se porter à son secours avec la seule compagnie qui lui reste. Les chasseurs pressés de toutes parts se débandent. Le commandant et ses officiers sont pris. La partie est perdue.

Voici maintenant les impressions d'Arthur Chevalier, garde au 169e bataillon (ancien bataillon Blanqui) sur cette phase de l'action.

« On a décidé d'escalader la butte, sous les ordres du capitaine Garcin et du lieutenant Piger. De tous côtés une masse considérable fait irruption par tous les passages. Le côté de la rue Ramey n'était pas construit comme maintenant, ce n'était à cette époque que terrains vagues. Il y avait là soldats, gardes nationaux, femmes, enfants. A peine à découvert, les chasseurs de Vincennes qui étaient à mi-côte mettent un genou à terre et nous mettent en joue. Il paraît que le général Lecomte a commandé le feu. Les femmes et les enfants crient. Les hommes sont affolés. Une panique s'empare de tous et on redescend la butte dans un désordre complet. A l'abri des maisons, on reforme immédiatement une colonne de laquelle on élimine cette fois les femmes et les enfants. On recommence l'attaque. Cette fois, les chasseurs sont débordés et entraînés. »

Peu après, sous les huées de la foule victorieuse, le général Lecomte et plusieurs de ses officiers sont conduits au poste du Château-Rouge, que commande le capitaine Simon Mayer, du 70e bataillon.

Il est alors 9 heures du matin.

Gardes nationaux et soldats du 88e gagnent ensuite le boulevard Ornano. Ils le descendent jusqu'au boulevard Rochechouart où, depuis le matin, se trouvent, l'arme au pied, sous une pluie fine et incessante, les restes du 88e de marche.

Voyant arriver leurs camarades, la crosse en l'air et frater-

nisant avec la population, les soldats suivent leur exemple et crient : « Vive la Garde nationale ! »

Le colonel essaie bien de contenir ses hommes, mais il est bientôt entouré par la foule et jeté, avec son chef de bataillon, dans une boutique du boulevard Rochechouart.

Ainsi, à neuf heures et demie, la colonne d'attaque du général Lecomte et l'aile droite de la petite armée chargée d'occuper les buttes n'existaient plus.

VI. — Le général Lecomte. Le général Vinoy abandonne son collègue.

Cependant les troupes sous les ordres directs du général de division Susbielle restent intactes. Elles occupent toujours le boulevard extérieur, depuis la place Pigalle jusqu'à la place Clichy et au delà.

En outre, le général peut rappeler immédiatement la brigade Paturel, dont nous nous occuperons tout à l'heure.

Par un rapide mouvement offensif, il pouvait s'avancer jusqu'au boulevard Ornano, pénétrer chaussée Clignancourt et délivrer son brigadier.

A cette heure critique, le général en chef Vinoy était sur les lieux. Sa responsabilité n'est pas douteuse. Le sacrifice du malheureux Lecomte était accepté comme fatal ou nécessaire.

Les troupes de Susbielle ne bougèrent point. Ce furent les gardes nationaux qui vinrent à leur rencontre, enhardis et entraînés par les soldats débandés du 88e de ligne.

La place Pigalle était alors occupée par des gardes républicains à pied et par un escadron de chasseurs. La garde nationale et la foule avançant, le général Susbielle donna l'ordre de charger.

Un officier, plutôt bienveillant, eut cette idée de recourir, pour refouler la foule, au moyen qu'emploient dans nos fêtes publiques les gardes municipaux chargés du service d'ordre. Les cavaliers, évitant ainsi la charge meurtrière, se tournèrent et donnèrent dans la

foule de leur monture. Heure mal choisie! Ils furent accueillis par des huées. L'insurrection avait déjà comme une hâblerie de la victoire. Cette bonne action d'un chef fut regardée comme une lâcheté!

Dès lors les choses tournèrent rapidement au tragique. Furieux, un officier vient se placer au front des chasseurs et commande de charger, sabre au clair.

Les hommes hésitent, dégainent cependant, et trois fois remettent le sabre au fourreau.

C'est alors que le capitaine Saint-James vient prendre la tête de l'escadron et l'entraîne du moins vaillamment.

Fuite des femmes, des gamins et des badauds dans toutes les rues avoisinantes.

Les chasseurs essuient le feu des gardes nationaux et des lignards; le capitaine Saint-James tombe, mortellement atteint.

En même temps un capitaine d'artillerie est tué à l'angle de la rue Houdon. Les chasseurs viennent se replier derrière les gardes républicains à pied, qui vont protéger la retraite de leur général.

Abrités derrière les baraquements du boulevard extérieur, ils font feu sur la foule et arrêtent l'envahissement.

Une escouade s'élance, baïonnette en avant, pénètre dans le passage Piémontésie où une lutte corps à corps s'engage. Pliant sous le nombre, ils rejoignent, baïonnettes ensanglantées. Il était temps; général, chasseurs et le reste se retiraient en hâte vers la place Clichy.

Dans cette journée du 18 mars, la place Pigalle fut le seul point où il y eut véritablement combat. Encore ce combat ne dura-t-il que quelque vingt minutes.

C'est à ce moment que, renonçant à toute action, le général Vinoy donna l'ordre de ramener sur la rive gauche toutes les troupes engagées et de les concentrer au Champ de Mars.

Ainsi, sans combat, on abandonnait le général Lecomte et ses officiers prisonniers au Château-Rouge, à quelque cinq cents mètres.

Dans la guerre ordinaire, pareil abandon serait sans explication, sans excuse.

Seule, la guerre civile offre de ces défaillances. L'héroïsme et la lâcheté s'y coudoient dans tous les camps. Saint-James meurt en soldat. Vinoy fuit en général de coup d'État déconcerté! (Gaston Da Costa. *La Commune vécue.*)

VII. — Le manque d'organisation de la résistance révolutionnaire.

Tant est grande parfois la puissance des mots que si le 18 Mars, le Comité central avait été le pouvoir dictatorial qu'on s'imaginait, dit Da Costa, les choses eussent tourné tout autrement : le gouvernement pris au ministère des affaires étrangères, il est fort probable que l'armée, de plus en plus désorientée, fût restée éparpillée dans Paris, soumise au contact de la foule et progressivement entraînée — sauf peut-être quelques régiments — à fraterniser, comme le 88e de marche, avec la garde nationale fédérée.

Au vrai, sur presque tous les points de Paris, le soulèvement de la population fut la résultante spontanée des actes mêmes du gouvernement, *et le Comité central n'y fut tout d'abord pour rien.*

Durant toute la matinée, les quartiers s'étaient agités sous la seule impulsion, tantôt des Comités de vigilance, tantôt de chefs de bataillon résolus, tantôt de membres du Comité central agissant sans entente préalable, sans ordre et de leur propre initiative.

Mais ce furent surtout les Comités de vigilance qui prirent un peu partout, comme nous l'avons vu à Montmartre, la résolution de résister. On comprend dès lors pourquoi leur action, exclusivement locale, ne produisit pas plus tard la cohésion ni les mouvements d'ensemble qui eussent mis le gouvernement thiériste dans le plus grand des périls et très probablement transformé en victoire définitive les succès de la matinée.

Toutefois, si le rappel battu par les ordres du gouvernement dans les quartiers du centre ne donnait aucun résultat sérieux, il n'en était pas de même de la générale battue pour le ras-

semblement des nombreux bataillons fédérés dans les quartiers de la périphérie.

A toutes ces forces, il ne manqua ce jour-là et dès le début, qu'un chef militaire, capable de les mener à une victoire facile et définitive. (Gaston Da Costa. *La Commune vécue*, tome I, p. 108-109.)

VIII. — Ce que la France doit à la Commune.

La France, redevenue forte, prospère, indépendante vis-à-vis des nations rivales, émancipée à l'intérieur, affranchie de la séculaire servitude de l'Église, ouvrant au proletariat les routes jusqu'ici barrées, ou à peu près, du pouvoir politique, organisant le monde du travail, donnant à tous, comme l'air et la lumière, l'instruction et la liberté, *la France républicaine du* XX*e siècle n'existerait pas sans les événements de* 1871. (Ed. Lepelletier. *Histoire de la Commune de* 1871, tome I, page 9.)

Ce témoignage d'un historien bourgeois est confirmé par tous ceux qui ont sérieusement étudié l'histoire de la Commune et de la période qui l'a suivie. La France doit la République à la Commune. Et les républicains bourgeois qui maudissent la Commune, sont, comme toujours, des héritiers ingrats et inconscients. La bourgeoisie s'est d'ailleurs spécialisée dans l'art d'exploiter les révolutions tout en supprimant les révolutionnaires devenant gênants au moment même de la victoire. La besogne révolutionnaire faite, l'ouvrier est chassé du chantier ou fusillé. Car il n'y a que les morts qui ne réclament pas leur salaire.

Dès qu'elles ont fini leur miel
Le maître chasse les abeilles.

(Pierre Dupont.)

IX. — La Commune était-elle de droit ?

Les historiens bourgeois ont toujours considéré la Commune comme un gouvernement d'usurpation. Opposons à cette opinion bourgeoise vulgaire, celle d'un bourgeois éclairé et consciencieux.

.... Est-ce que le fait de substituer, le 4 septembre, au gouvernement impérial, qui était plutôt rassurant pour la France et l'Europe, un pouvoir nouveau, populaire, ayant une renommée et une légende, celles des Républicains de l'an II, inquiétantes pour les dynasties, n'apparaît pas, à distance, plus susceptible d'alarmer et de provoquer à nouveau l'Allemagne, que l'acte simple et logique de remplacer, le 18 mars, M. Thiers en fuite avec ses ministres? La situation vis-à-vis du gouvernement allemand ne changeait pas du 17 au 18 mars. Le nouveau pouvoir provisoire se recommandait, comme le cabinet en déroute, de la République. C'était donc le même gouvernement de fait. Il déclarait reconnaître et respecter les conventions passées avec l'Allemagne, ratifiées par le vote de l'Assemblée de Bordeaux, le 1er mars 1871. Il n'y avait rien de changé pour les rapports avec le gouvernement allemand, qu'un ministre remplacé. Le 5 septembre apparaît donc comme un acte plus périlleux et plus grave, accompli en face de l'ennemi en armes, que le 18 mars se produisant aussi sous les yeux de ce même ennemi, mais désarmé, ayant renoncé aux hostilités, désireux seulement de voir maintenues et exécutées les conditions de la paix. Au point de vue de la légalité momentanée, les deux insurrections sont pareilles : elles sont également des rébellions justifiables, des voies de fait légitimes. (Ed. Lepelletier. *Ibid.*)

.... La constitution du gouvernement de la Commune fut prompte, presque immédiate, et, en fait, elle apparaît aussi formaliste, aussi régulière que celle des membres des assemblées municipales qui suivirent. Le choix des électeurs fut libre, et le vote fut reconnu sincère. Ceci est démontré par la preuve qu'un grand nombre d'élus qui, d'ailleurs, refusèrent le mandat ne l'ayant pas sollicité. *Ils avaient été élus sans affiches, sans réunions, sans promesses, sans visites, sans argent.* Fait plutôt rare dans les périodes électorales ordinaires, prouvant la spontanéité et la vérité de l'élection. (Ed. Lepelletier. *Ibid.*)

CLICHÉ GANIDON

La veuve du fusillé.

TABLEAU D'ÉDOUARD FOURNIER.

X. — La responsabilité des républicains bourgeois.

C'est à la désertion de ces élus de Paris que doit être attribué, pour une grande part, l'avortement du mouvement du 18 mars, l'ajournement indéfini des espérances et des rêves du prolétariat. La chute de la Commune, à la lueur sinistre des incendies, au bruit des détonations brutales, dans un lac de sang, parmi le fracas frénétique de la haine, les exploits de la cruauté, les clameurs de la vengeance, les fureurs du désespoir, a pu avoir pour auteurs directement responsables les Parisiens insurgés, mais une grosse part de complicité et de responsabilité dans la défaite, et dans le carnage qui en fut la suite, doit être imputée aux Tirard, aux Méline, aux Ranc et autres déserteurs du devoir et du péril. Ils n'ont pas, sans doute, participé aux exécutions des otages, au massacre en masse de la population parisienne, mais leur prudente retraite les a rendus possibles : elle a donné à l'extermination des meilleurs républicains l'estampille de la légalité républicaine. Ils ont prétendu que, pendant ces deux mois, Paris avait été livré à des incapables ou à des furieux ; eux, les sages et les capables, ils n'avaient qu'à rester à Paris, et à gouverner puisqu'on leur offrait le gouvernement. Ils se sauvèrent à Versailles plutôt que de l'accepter. (Ed. Lepelletier. *Ibid.*)

Mais M. Lepelletier paraît ignorer que l'on ne saurait vraiment pas exiger d'une classe le suicide. La Commune ne pouvait pas profiter à la bourgeoisie. Elle était d'origine ouvrière. Et MM. Méline et Tirard furent donc logiques en allant à Versailles rejoindre leur classe. La lutte entre Paris et Versailles était fatale, comme l'est celle du prolétariat et de la bourgeoisie.

XI. — Comment la Commune devint inévitable.

La Commune ne fut pas un coup de tête d'une ville affolée. Elle fut plutôt le produit complexe d'une situation tragique. Paris, le cœur et la tête du pays, perdit toute confiance en son gouvernement plus ou moins régulier. On peut même

dire que la France n'avait pas de gouvernement. L'Empire était par terre. Et « le gouvernement de la défense » fut sans crédit. L'Assemblée de Bordeaux fut considérée comme une poignée de conspirateurs contre la liberté et l'intégrité de la France. Et lorsque le pouvoir est par terre, et l'anarchie complète, le pouvoir appartient au premier qui a le courage de le prendre. La situation spéciale de Paris y était on ne peut plus favorable.

On en était arrivé à la dernière bouchée de pain, au moins dans les boulangeries, et pour la consommation du gros public. Les prix atteints par les denrées courantes devenaient fantastiques. Le beurre se payait 25 à 30 francs la livre, la pomme de terre 25 francs le boisseau, l'oignon 1 franc la pièce. Et encore ne trouvait-on que difficilement ces comestibles coûteux. Le chat et le chien se débitaient à 5 francs la livre. Le bois vert et peu combustible valait 15 francs le cent. Les volailles, le cheval, le mulet, l'âne étaient hors de prix et réservés pour les tables riches. Le sucre, le riz et le vin ne manquèrent jamais et servirent à sustenter les deux millions d'affamés.

La mortalité était considérable. Le froid, les privations, les fatigues des gardes aux remparts, les interminables attentes des femmes à la porte des boucheries et des boulangeries avaient multiplié les malades. Le chiffre des décès dans la dernière semaine fut inouï : 4,465. La moyenne mortuaire à Paris, avec une population plus forte de cinq à six cent mille êtres, varie en temps ordinaire de 750 à 900, selon les saisons. La situation était véritablement critique, et la position devenait intenable. Le moment « psychologique » prévu, attendu par Bismarck et par Trochu, était arrivé.

D'après le recensement de l'année 1861, l'industrie de Paris est entre les mains de 101,171 fabricants ou corps d'atelier ; le chiffre de leurs affaires atteint 3,320,092,040 francs ; les lieux occupés par leurs usines, fabriques, etc., représentent une valeur locative de 107,300,710 francs ; le total des ouvriers s'élève au nombre de 416,811, les salaires varient entre 0 fr. 50 et 20 francs (*sic*) par jour pour les hommes et 0 fr. 50 à 10 francs (*sic*) pour les femmes. (*Annuaire de l'Economie politique et de la Statistique*, par MM. Guillaumin, Joseph Garnier et M. Block, année 1865, p. 2, 23.)

Les ouvriers touchant 20, 10 francs par jour, étaient naturellement en nombre minime. Les salaires de l'immense majo-

rité des ouvriers approchaient plutôt la limite inférieure donnée par les économistes bourgeois eux-mêmes. Ajoutez-y le chômage quasi-complet pendant la guerre.

XII. — Thiers était-il un provocateur ?

Trois données principales composaient le problème qu'il voulait résoudre : 1° le désarmement ; 2° la répression ; 3° l'organisation de la République modérée, libérée de la double crainte des monarchistes et des socialistes.

Pour le résoudre, il concevait trois opérations : 1° une provocation ; 2° un refus de toute conciliation ; 3° l'intervention brutale de la police et de l'armée. Ensuite il serait maître de la situation et l'Assemblée nationale voterait tout ce qu'il lui demanderait. Il en serait différemment si la population parisienne demeurait calme sous les provocations et se laissait désarmer, menacer, museler, sans résistance. Alors il ne pourrait longtemps se camper en sauveur. On oublierait probablement ses services assez rapidement. Il n'aurait pas le prestige du Saint Georges ayant terrassé l'hydre de l'anarchie. Il laisserait dans les faubourgs de dangereux ferments de haine et de révolte. On lui rendrait le gouvernement difficile, sinon impossible. Les parlementaires de la gauche, craignant les attaques des révolutionnaires, deviendraient d'autant plus audacieux en paroles, en ordres du jour de réunions publiques, en manifestes imprimés, qu'ils auraient été timides dans l'action. Ils accentueraient leurs revendications et leurs programmes, pour conserver leur popularité. Les monarchistes, de leur côté, ne croyant plus au danger à gauche, s'orienteraient entièrement à droite, et avec l'appui du parti clérical, s'efforceraient de lui créer des obstacles, l'empêcheraient d'organiser la république constitutionnelle et bourgeoise qu'il rêvait, qu'il estimait être la seule possible. Une insurrection dont il aurait raison lui était indispensable pour garder l'équilibre, pour tenir le gouvernail entre Charybde monarchique et Scylla révolutionnaire. (Edmond Lepelletier. *Histoire de la Commune de 1871*, T. 1er, p. 272-273.)

Cette hypothèse de M. Lepelletier est assez plausible, bien que difficilement démontrable. En tout cas, Thiers, en décidant d'enlever les canons au peuple, savait qu'il risquait gros et qu'un soulèvement était inévitable. Il précipita les choses. Le massacre des Parisiens, *après la victoire des Versaillais*,

fut évidemment pour lui un moyen d' « épurer Paris », de se débarrasser des éléments révolutionnaires. Les prétendues considérations patriotiques et les exigences de « l'ordre » servaient à apaiser une conscience qui n'avait pas de raisons pour être difficile.

XIII. — Raisons économiques.

Deux événements économiques ont contribué au succès de la Commune : la loi sur les échéances et le projet de loi sur les loyers.

La loi sur les échéances constituait le plus grand péril commercial, en même temps qu'elle atteignait les particuliers, souscripteurs de petits effets à des fournisseurs, ou débiteurs ou débiteurs de factures en retard. Elle était ainsi conçue dans ses dispositions principales :

« Les effets de commerce soumis avant ou après la loi du 13 août 1870 (qui avait justement prorogé les échéances en raison de la guerre), venant à échéance après le 12 avril 1871, ne jouiront d'aucune prorogation et seront exigibles. Les effets de commerce souscrits du 13 août au 12 novembre 1870, seront exigibles avec les intérêts, date pour date, sept mois après l'échéance fixée. »

Quant aux effets échus du 13 novembre 1870 au 12 avril 1871, ils devenaient exigibles, date pour date, du 13 juin au 12 juillet.

C'était la ruine et la faillite en perspective pour tous les débiteurs gênés. Les porteurs d'effets de commerce étaient, sans doute, désireux de recouvrer leurs fonds, mais sauf des cas particuliers et fort rares, ces effets n'étaient plus entre les mains de leurs bénéficiaires ; les banquiers, les escompteurs, et principalement la Banque de France, les avaient en portefeuille. La rentrée des fonds dans les banques était légitime assurément, mais ne pouvait avoir un caractère d'extrême

urgence et de nécessité absolue. Au contraire, les souscripteurs de ces effets, qui avaient pris des engagements sans prévoir la guerre ou sa prolongation, se trouvaient dans l'impossibilité à peu près générale de les tenir. Il n'y avait eu ni affaires, ni travaux, ni recettes, ni salaires pendant le siège, et le chômage ainsi que l'absence de bénéfices duraient encore, au moment où l'on déclarait les effets prorogés exigibles. Le report en juin et juillet des effets souscrits durant les mois d'investissement était insuffisant.

De nombreuses protestations, émanant de groupes commerciaux, s'élevèrent. « Si la loi était maintenue, nous serions tous ou à peu près, disait un de ces manifestants, à la veille de perdre notre position, notre honneur ».

Un autre manifeste contenait ces justes récriminations :

« Si la loi sur les effets de commerce, qui vient d'être votée à Bordeaux, n'est pas promptement, immédiatement modifiée, rapportée ou refaite, après enquête, par des gens qui se seront donné la peine d'écouter les vrais commerçants, la France va être couverte de faillites.

« Quoi ! alors qu'il a été reconnu que, depuis sept mois, le commerce a été absolument paralysé, le commerçant va être obligé, subitement, avant que les affaires aient pu reprendre, lorsque les communications ne sont pas rouvertes, quand rien ne fonctionne encore de ce qui est la vie commerciale, de payer dès demain ce qu'il a été déclaré déjà impuissant à payer, il y a sept mois, à une époque où relativement sa situation était moins chargée, moins malheureuse ! Il sera obligé ensuite de payer de mois en mois, à des termes qu'il n'a pu choisir en vue de ses rentrées, dans des mois de vente morte, dans des mois d'été, des échéances qu'il avait réservées pour les époques de grande vente. C'est un non-sens, égal à celui qui exigerait de l'agriculteur livraison de ses blés avant qu'ils ne soient levés. »

Un Comité de commerçants, fabricants et négociants, au nombre de plus de 1,000, sous la signature de son secrétaire, M. Alfred Ollive, publiait également une protestation vigoureuse. Elle contenait notamment cette curieuse et affligeante remarque :

« La guerre a fait cesser toutes transactions, la guerre a interrompu tous rapports avec la province et l'étranger, un commerçant s'est vu contraint, par suite de ce cas de force majeure, de profiter du délai accordé le 13 août et successivement renouvelé, jusqu'au 13 mars courant. Or, pendant les six mois qui viennent de s'écouler, la vie commerciale a été totalement suspendue ; au lieu de recevoir, ce commerçant a dû dépenser.

« Il a servi son pays, il a fait son devoir de citoyen, mais cela ne lui a pas mis d'argent en caisse ; pourtant, il devra s'exécuter le 15 mars et dates suivantes, et payer capital et intérêts ! En vérité, ce serait une triste récompense de son patriotisme !

...Eh bien ! c'est ce qui arrivera si la loi Dufaure passe : plus de 100,000 fabricants, commerçants et négociants, seront ruinés et déshonorés, et ces déshonneurs et ces ruines amèneront forcément la débâcle générale... »

La loi Dufaure, écrit M. Ed. Lepelletier, fut maintenue malgré les protestations des intéressés, et malgré l'affirmation populaire « qu'elle était désastreuse et inique ».

Le plan conçu par Thiers se déroulait méthodiquement. Les ministres Dufaure et Jules Favre avaient été pressentis, et leur adhésion se manifestait. Il ne pouvait y avoir de doute pour Dufaure que la loi des échéances qu'il proposait, qu'il faisait voter, exciterait, en l'accablant, la population commerçante de Paris. Ernest Picard était aussi entré dans la pensée de Thiers en supprimnt les journaux. Jules Favre parut bien la comprendre quand il indiqua, comme une mesure urgente et utile, la reprise des canons de la garde nationale.

Il écrivait, huit jours avant la tentative du 18 mars, en félicitant Thiers de sa nomination comme chef du pouvoir exécutif :

« Paris, 10 mars, minuit.

« Cher président et ami, le Conseil vient de recevoir avec une grande joie la bonne nouvelle du vote de l'Assemblée.

« Ce soir, nous avons arrêté la suppression de cinq journaux qui prêchent chaque jour l'assassinat : *Le Vengeur, Le Mot d'Ordre, La Bouche de fer, Le Cri du Peuple, La Caricature.*

« Nous sommes décidés à en finir avec les redoutes de Montmartre et de Belleville, et nous espérons que cela se fera sans effusion de sang.

« Ce soir, jugeant une seconde catégorie des accusés du 31 octobre, le Conseil de guerre a condamné par contumace Flourens, Blanqui, Levraud, à la peine de mort ; Vallès, présent, à six mois de prison.

« Demain matin, je vais à Ferrières, m'entendre avec l'autorité prussienne sur une foule de points de détails. »

XIV. — La loi des loyers.

A la provocation directe s'adressant aux commerçants, fabricants, petits industriels — en attendant la provocation décisive à la garde nationale et, derrière elle, à la République, que les citoyens armés jugeaient menacée, et qu'ils voulaient être à même de défendre en gardant fusils et canons — succéda une nouvelle mesure également désastreuse, englobant toute la population non aisée, et même la partie de la petite bourgeoisie, qui n'avait ni travaillé ni encaissé durant le siège. Ce fut la menace de la loi dite « des loyers. »

Elle ne fut pas votée à Bordeaux, mais le dépôt du projet en fut annoncé. Les termes en étaient de nature à effrayer la grande masse des locataires pauvres ou gênés. La simple divulgation des intentions de l'Assemblée de Bordeaux, que l'Assemblée de Versailles transformerait, dès son arrivée, en loi exécutoire, suffisait à indisposer les trois quarts des Parisiens. Cette loi constituait le plus intensif élément de troubles. Elle a suffi d'ailleurs à entraîner vers la Commune une quantité de gens se voyant sur le point d'être saisis, expulsés. La révolution ajournait le paiement impossible, empêchait la saisie, les sauvant. Donc ils laissaient faire la Commune. Beau-

coup de ces locataires gênés, qui eussent peut-être combattu le mouvement, tout au moins par leur abstention, le favorisèrent, puisque, grâce à lui, la prorogation des échéances et des loyers, refusée par le gouvernement versaillais, se trouvait déjà obtenue par le fait de l'insurrection, serait sanctionnée par le gouvernement parisien. (Ed. Lepelletier. *Ibid.*, p. 286-287.)

XV. — L'état de Paris après le 18 Mars.

Le peuple, si l'on exempte une infime minorité de déclassés corrompue par la misère et par l'exemple venant d'en haut, est généreux, souvent même par trop généreux, aux époques révolutionnaires. Sachant qu'il combat pour une cause juste, pour une cause générale, il garde jalousement la dignité de sa cause sacrée.

Mais jamais révolution ne fut si bon enfant que celle du 18 Mars.

Paris, si bon, écrit Lissagaray, si fraternel, ne frémit pas de cette lutte entre Français. L'idée couvre les bataillons de ses larges ailes. Ils marchent le front levé, les yeux brillants, la bouche fière. Si le bourgeois refuse de se battre et dit : « J'ai de la famille », le travailleur dit : « Moi, je me bats pour mes enfants ».

Pour la troisième fois depuis le 18 Mars, la ville n'a qu'un souffle. Les dépêches officielles, les journalistes de louage attablés à Versailles, dépeignaient Paris comme le pandémonium de tous les coquins de l'Europe. Les honnêtes femmes n'osaient plus s'aventurer dans les rues ; quinze cent mille personnes opprimées par vingt mille scélérats faisaient des vœux ardents pour Versailles. Le voyageur qui s'aventurait dans Paris trouvait les rues, les boulevards tranquilles, vivant de leur vie ordinaire. Ces pillards n'avaient pillé que la guillotine solennellement brûlée devant la mairie du XIe. De tous les quartiers le même murmure d'exécration partait contre les assassinats des prisonniers, les scènes ignobles de

Versailles. Et tel, venu indigné contre Paris, voyant ce calme, cette union des cœurs, ces blessés criant : Vive la Commune ! ces bataillons enthousiastes, là-bas, le Mont-Valérien crachant la mort, ici les hommes vivant en frères, sentait ses yeux humides, un frisson parcourir sa peau, prenait en quelques heures la maladie parisienne.

C'était une fièvre de foi, de dévouement, d'espoir surtout. Quelle rébellion fut armée de la sorte ? Il ne s'agit plus, comme en juin 48, de désespérés derrière des pavés, réduits à charger leurs fusils de lingots ou de pierres. La Commune de 71, bien autrement armée que celle de 1793, possède plus de soixante mille hommes aguerris, des centaines de mille de fusils, douze cents canons, cinq forts, une enceinte couverte par Montmartre, Belleville, le Panthéon, des munitions pour des années, des milliards si elle veut. Que lui faut-il pour vaincre ? Un peu d'instinct révolutionnaire. Il n'est personne à l'Hôtel de Ville qui se vante d'en avoir.

XVI. — La Banque gardée par un proudhonien.

Le peuple révolutionnaire de Paris n'a pas seulement ménagé ses adversaires. Il s'est aussi constitué gardien de « leur » propriété, de la Banque de France. Il s'est privé lui-même du « nerf de guerre », de l'immense somme d'argent contenu dans les coffres-forts de la Banque. Et c'est un disciple et un ami de Proudhon, l'auteur de « La propriété, c'est un vol ! » qui s'en est chargé. Mais laissons la parole à l'Histoire qui raconte cet exemple inouï de candeur populaire avec force détails instructifs.

Les journaux bourgeois crièrent bien à l'abomination et M. Thiers qui fusillait sans décret, dénonça la férocité de la Commune, tout ce monde au fond riait sous cape. Les réactionnaires de grande marque avaient fui depuis longtemps. Il ne restait dans Paris que le menu fretin et quelques attardés que Versailles saurait sacrifier au besoin.

« Les otages! les otages! tant pis pour eux! », disait le doux Barthélemy Saint-Hilaire à qui lui parlait d'une journée possible dans les prisons. La Commune dans son indignation aveugle ne voyait pas les vrais otages qui crevaient les yeux : la Banque, l'Enregistrement et les Domaines, la Caisse des Dépôts et Consignations, etc. Par là on tenait les glandes génitales de Versailles ; on pouvait rire de son expérience, de ses canons. Sans exposer un homme, la Commune n'avait qu'à lui dire : Transige ou meurs!

Les élus du 26 mars n'étaient pas pour l'oser. Le Comité central avait fait une grande faute en laissant filer l'armée versaillaise ; la Commune en commit une cent fois plus lourde. Toutes les insurrections sérieuses ont débuté par saisir le nerf de l'ennemi, la caisse. La Commune est la seule qui ait refusé. Elle abolit le budget des cultes qui était à Versailles et resta en extase devant la caisse de la haute bourgeoisie, qu'elle avait sous la main.

Scène d'un haut comique, si l'on pouvait rire d'une négligence qui a fait couler tant de sang. Depuis le 19 mars, les régents de la Banque attendaient chaque matin l'exécution de leur caisse. De la déménager à Versailles, on n'y pouvait songer à moins de cent fourgons et d'un corps d'armée. Le 23, le gouverneur Rouland n'y tint plus et disparut. Le sous-gouverneur de Plœuc le remplaça. Dès la première entrevue avec les délégués de l'Hôtel de Ville, il perça leur timidité, batailla, parut fléchir, fila son argent écu par écu. Le côté vaudeville est qu'il chicanait à Paris l'argent même de Paris, un solde créditeur de neuf millions quatre cent mille francs, déposé à la Banque. Il manœuvra ainsi jusqu'au 28 mars. La Banque renfermait : numéraire 77 millions, billets de banque 166 millions, portefeuille 899 millions, valeurs en garantie d'avance 120 millions, lingots 11 millions, bijoux en dépôt 7 millions, titres déposés 900 millions, soit deux milliards 180 millions. Huit cent millions en billets n'attendaient que la griffe du caissier, griffe facile à faire. La Commune avait donc près de trois milliards sous la main, dont presque un milliard liquide, de quoi acheter mille fois tous les Galliffet et hauts fonctionnaires de Versailles ; pour otages les quatre-vingt-dix mille dépôts de titres et les deux milliards en circulation dont le gage se trouvait rue de la Vrillière.

Le 30 mars, Beslay, délégué par la Commune, se présenta devant le tabernacle. Il avait voulu se retirer après son discours d'ouverture, se trouvant bien trop vieux pour servir une telle lutte ; sur les instances de tous ses collègues il était resté. De Plœuc, pour le recevoir, avait mis sur pied ses 430 employés armés de fusils sans cartouches. Beslay, qui le connaissait beaucoup, lui demanda de satisfaire aux nécessités de la solde. De Plœuc parla de se défendre.

« Mais enfin, dit Beslay, si, pour éviter l'effusion du sang, la Commune nommait un gouverneur. — Un gouverneur! jamais! dit de Ploeuc, mais un délégué; si ce délégué était vous, nous pourrions nous entendre ». Et passant au pathétique: « Voyons, monsieur Beslay, aidez-moi à sauver ceci; c'est la fortune de votre pays, c'est la fortune de la France ».

Beslay, très attendri, vint le soir à la Commune répéter l'argument, d'autant qu'il y croyait, se piquant de finances: « La Banque de France est la fortune du pays; hors d'elle, plus d'industrie, plus de commerce; si vous la violez, tous ses billets font faillite ». Ces niaiseries circulèrent à l'Hôtel de Ville. Les proudhoniens du Conseil, oubliant que leur maître a mis la suppression de la Banque en tête de son programme révolutionnaire, renforçaient le père Beslay. La forteresse capitaliste n'avait pas à Versailles de défenseurs plus acharnés. Si encore on eût dit: « Occupons-nous au moins de la Banque. ». La Commune n'eut même pas de nerf, se contenta de commissionner Beslay. De Ploeuc le reçut à bras ouverts, l'installa dans le cabinet le plus proche, l'amena même coucher à la Banque, et dès lors respira.

Dès la première semaine, elle apparaissait, la Commune, faible envers les auteurs de la sortie, le Comité central, la Banque, légère dans ses décrets, dans le choix de son délégué à la guerre, sans plan militaire, discutant à bâtons rompus. Les irréconciliables restés après la fuite des libéraux comprirent où l'on allait. Ne tenant pas au martyre, ils donnèrent leur démission. (Lissagaray. *Ibid*, p. 199-201.)

XVII. — Les forces de Versailles et de Paris.

Le 6 avril, Thiers avait rendu le commandement d'une armée française à ce Mac-Mahon qui ne rendit jamais compte de l'armée par lui précipitée dans Sedan. La Versaillaise, raccolée partout, comptait au début 40,000 hommes, en majeure partie résidus de dépôts, incapables d'une action sérieuse. L'appel aux volontaires de Paris et de la province n'avait donné que deux corps : les volontaires de la Seine avec 350 hommes, ceux de Seine-et-Oise 200 environ, sorte de guérillas d'anciens officiers ou sous-officiers de francs-tireurs, mobiles, et dont l'uniforme rappelait beaucoup celui de la

garde nationale. Pour avoir une force, M. Thiers envoya Jules Favre repleurer auprès de Bismarck. Le Prussien rendit 60,000 prisonniers et autorisa son confrère à porter à 130,000 hommes le nombre des soldats sous Paris qui, d'après les préliminaires de paix, ne devait pas dépasser 40,000. Le 25 avril, l'armée versaillaise comprenait cinq corps dont deux, Douai et Clinchant, formés de libérés d'Allemagne et une réserve commandée par Vinoy, en tout 110,000 hommes. Elle monta jusqu'à 130,000 combattants et eut 170,000 rationnaires. M. Thiers montra une habileté réelle à la dresser contre Paris. Les soldats furent bien nourris, bien habillés, sévèrement éloignés de tout contact avec le dehors ; la discipline se rétablit. Ce n'était pas cependant une armée d'attaque et les hommes détalaient devant une résistance soutenue. Malgré les vantardises officielles, les généraux ne comptaient réellement que sur l'artillerie à laquelle ils devaient les succès de Courbevoie et d'Asnières. Le canon seul pouvait battre Paris.

Il était littéralement entouré de baïonnettes, comme au temps du premier siège, cette fois moitié étrangères, moitié françaises. L'armée allemande en hémicycle depuis la Marne jusqu'à Saint-Denis, occupant les forts de l'Est (sauf celui de Vincennes désarmé) et du Nord, l'armée versaillaise fermant le cercle depuis Saint-Denis jusqu'à Villeneuve-Saint-Georges, maîtresse seulement du Mont-Valérien. Les fédérés avaient les cinq forts d'Ivry, de Bicêtre, de Montrouge, de Vanves, d'Issy, les tranchées, les avant-postes qui les reliaient et les villages de Neuilly, Asnières, Saint-Ouen.

Le point vulnérable de l'enceinte, au sud-ouest, était le saillant du Point-du-Jour. Le fort d'Issy le gardait. Suffisamment défendu à droite par le parc, le château d'Issy et une tranchée le reliant à la Seine que balayaient les canonnières fédérées, ce fort était dominé en face et à gauche par les hauteurs de Bellevue, Meudon et Châtillon, M. Thiers les arma de grosses pièces venues de Toulon, Cherbourg, Douai, Lyon et Besançon — 293 bouches de siège — et leur effet fut tel que dès le premier jour le fort d'Issy craqua. Le général Cissey, chargé de conduire ces opérations, commença aussitôt les cheminements.

Éteindre le fort d'Issy et celui de Vanves qui le soutenait, forcer

ensuite le Point-du-Jour d'où une armée peut se déployer dans Paris. tel était le plan de M. Thiers.

Les opérations de Saint-Ouen à Neuilly n'avaient pour objet que d'arrêter le débouché des Parisiens sur Courbevoie.

Quelles forces et quel plan opposait la Commune?

XVIII. — Les forces de la Commune.

Les effectifs disaient 96,000 soldats et 4,000 officiers environ pour la garde nationale active; pour la sédentaire, 100,000 soldats et 3,500 officiers. Chiffres très approximatifs, car les états étaient erronés, souvent fictifs, surtout depuis l'administration du chef d'état-major Mayer. Trente-six corps francs prétendaient compter pour 3,450 hommes. Toutes déductions faites, on pouvait obtenir 60,000 combattants, si l'on savait s'y prendre. Mais la faiblesse de la guerre laissait en dehors du contrôle les moins braves ou ceux qui pouvaient se passer de solde. En réalité, de Saint-Ouen à Ivry, on ne sut opposer à l'armée de Versailles qu'un rideau de 15 à 16,000 fédérés.

La cavalerie ne figurait que sur les états: cinq cents chevaux au plus pour traîner l'artillerie ou les fourgons, monter les officiers et les estafettes. Le service du génie fut rudimentaire, malgré les plus beaux arrêtés. Des 1,200 bouches à feu que Paris possédait, la Guerre n'en utilisa que 200. Il n'y eut que 500 artilleurs quand les états en accusaient 2,500.

Dombrowski occupait le pont d'Asnières, Levallois, Neuilly avec 4 ou 5,000 hommes au plus. Pour se couvrir, il avait à Clichy et à Asnières une trentaine de bouches à feu et deux wagons blindés qui, depuis le 15 avril jusqu'au 22 mai, même après l'entrée des troupes, ne cessèrent de sillonner la voie; à Levallois, une dizaine de pièces. Les remparts du nord l'assistaient et la valeureuse porte Maillot le couvrait à Neuilly.

Sur la rive gauche d'Issy à Ivry, dans les forts, les villages, les tranchées, il y avait 10 à 11,000 fédérés. Le fort d'Issy contenait en moyenne 600 hommes et 50 pièces de sept et de douze, dont les deux tiers inactives. Les bastions 72 et 73 le soulageraient un peu, aidés de quatre locomotives blindées, en pâme sur le viaduc du

Point-du-Jour. Au-dessous, les canonnières réarmées tiraient sur Bonneuil, Sèvres, Brimborion, osaient, même s'aventurer jusqu'à Châtillon et canonner Meudon à découvert. Quelques centaines de tirailleurs occupaient le parc et le château d'Issy, les Moulineaux, le Val et les tranchées qui reliaient le fort d'Issy à celui de Vanves. Ce dernier, dominé comme Issy, soutenait vaillamment son effort avec une garnison de 500 hommes et une vingtaine de canons. Les bastions de l'enceinte le secondaient très mal.

Le fort de Montrouge, avec 350 hommes et 10 ou 15 bouches à feu, n'avait d'autre rôle que d'appuyer les feux de Vanves. Celui de Bicêtre, pourvu de 500 hommes et de vingt bouches à feu, tirait au jugé. Trois redoutes considérables l'éclairaient : les Hautes-Bruyères fortes de 500 hommes et de 20 pièces, le Moulin Saquet avec 700 hommes et 14 pièces environ, Villejuif avec 300 hommes et quelques obusiers. A l'extrême gauche, le fort d'Ivry et ses dépendances avaient 500 hommes et une quarantaine de pièces. Les villages intermédiaires, Gentillly, Cachan, Arcueil, étaient occupés par 2 à 5,000 fédérés.

Le commandement nominal des forts du Sud, d'abord confié à Eudes, assisté par un ex-colonel du génie de l'armée de la Loire, La Cécilia, passa, le 20 avril, à l'Alsacien Wetzel, officier de la même armée. De son quartier général d'Issy, il devait surveiller les tranchées d'Issy et de Vanves et la défense des forts. En réalité, les commandants des forts qui changèrent souvent agirent toujours à leur guise.

Le commandement d'Ivry à Arcueil fut donné, vers le milieu d'avril, à Wroblewski, un des meilleurs officiers de l'insurrection polonaise de 63, jeune, avec de bonnes études militaires, brave, méthodique, délié, utilisant tout et tous, excellent chef pour de jeunes troupes.

Tous ces officiers généraux ne reçurent qu'un ordre : « Défendez-vous. » De plan général, il n'y en eut pas. Il n'y eut jamais de Conseil général de défense. Les hommes furent très souvent abandonnés à eux-mêmes, sans soins ni surveillance. Peu ou point de roulement. Tout l'effort portait sur les mêmes. Tels bataillons restaient vingt, trente jours aux tranchées, dénués du nécessaire, tels demeuraient continuellement en réserve. Si quelques intrépides s'endurcirent au feu au point de ne plus vouloir rentrer, d'autres se décourageaient, venaient montrer leurs vêtements pouilleux,

demandaient du repos ; les chefs étaient forcés de les retenir, n'ayant personne pour les remplacer.

Cette incurie tua vite la discipline. Les hommes braves ne voulurent relever que d'eux seuls, les autres esquivèrent le service. Les officiers firent de même, ceux-ci quittant leur poste pour aller au feu du voisin, ceux-là abandonnant. La Cour martiale, que présidait Rossel, voulut punir. On se plaignit à la Commune de sa sévérité. Longuet dit qu'il n'avait pas « d'esprit politique ». La Commune cassa ses arrêts, commua en trois mois d'emprisonnement une condamnation à mort. Rossel se retira et fut remplacé par Gois. (LISSAGARAY.)

XIX. — Les ministres de la Commune.

La Commission des Finances, c'était Jourde, ce jeune comptable qui s'était révélé le 18 mars d'une dextérité rare. Très fin, enthousiaste, il avait conquis l'amitié de son collègue Varlin. Le premier problème de chaque matin était de nourrir 300 ou 350.000 personnes. Sur les 600.000 ouvriers travaillant chez un patron ou chez eux que renfermait Paris en 1870-1871, il n'y en avait d'occupés que 114.000 environ, dont 62.500 femmes. Il fallait ensuite alimenter les différents services. Versailles, on l'a vu, n'avait laissé dans les caisses que 4.658.000 francs, et Jourde voulait conserver intacts les 214 millions de titres trouvés au Ministère des Finances. Il y avait bien la plantureuse Banque de France ; on s'était interdit d'y toucher. La délégation en était réduite, pour faire vivre et défendre Paris, aux recettes des Administrations : télégraphes, postes, octrois, contributions directes, douanes, halles et marchés, tabacs, enregistrement et timbre, caisse municipale, chemins de fer. La Banque de France dégorgea peu à peu les 9.400.000 appartenant à la Ville et avança, avec l'autorisation de M. Thiers, 7.200.000 francs du sien. Du

20 mars au 30 avril, la Commune récolta ainsi 26 millions. Dans la même période, la guerre en prit plus de 20. L'Intendance reçut 1.813.000 francs, l'ensemble des municipalités 1.446.000, l'Intérieur 103.000, la Marine 29.000, la Justice 5.500, le Commerce 50.000, l'Enseignement *mille,* les Relations extérieures 112.000, les Sapeurs-pompiers 100.000, la Bibliothèque Nationale 80,000, la Commission des barricades 44.500, l'Imprimerie Nationale 100.000, l'Association des tailleurs et des cordonniers 24.662. Ces proportions restèrent à peu près les mêmes du 1er mai à la chute de la Commune. Les dépenses de cette seconde période s'élèvent à 20 millions environ. Le chiffre total des dépenses du Comité Central et de la Commune pour neuf semaines est d'un peu plus de 46.300.000 francs, dont 16.690.000 fournis par la Banque et le reste par les services, l'octroi contribuant pour une douzaine de millions. Et Jules Simon d'écrire : « Jamais sous aucun régime il n'y eut autant de gaspillage d'argent ». Pendant que la Commune obtenait juste de quoi ne pas mourir, la Banque de France acceptait 257.630.000 francs de traites tirées sur elle par Versailles pour combattre Paris. (LISSAGARAY.)

XX. — L'organisation des services.

...Ces services étaient tenus par des ouvriers ou par le prolétariat des employés. Partout on suffit avec le quart des employés ordinaires. Le Directeur des Postes, Theisz, un ciseleur, trouva le service désorganisé, les bureaux divisionnaires fermés, les timbres cachés ou emportés, le matériel, cachets, voitures, etc., détournés, la caisse mise à sec. Des affiches apposées dans les salles et les cours ordonnaient aux employés de se rendre à Versailles sous peine de révocation. Theisz agit vite et énergiquement. Quand les employés inférieurs arrivèrent comme d'habitude pour le départ, il les harangua, discuta, fit fermer les portes. Peu à peu on se rallia. Quelques

Manifestation du Père-Lachaise (Anniversaire de la Commune, 1910).

employés socialistes aidèrent. Les premiers commis reçurent la direction des services. On ouvrit les bureaux divisionnaires et, en 48 heures, la levée et la distribution des lettres pour Paris furent réorganisées. Des agents adroits allèrent jeter dans les bureaux de Saint-Denis et de dix lieues à la ronde les lettres pour la province. Pour l'introduction des lettres dans Paris, on laissa toute latitude à l'initiative privée, qui organisa des agences. Un Conseil Supérieur fut institué qui augmenta le traitement des facteurs, gardiens de bureaux, chargeurs, abrégea le surnumérariat, décida que les aptitudes des travailleurs seraient constatées par voie d'épreuves et d'examen. (LISSAGARAY.)

XXI. — La Commune était mal défendue.

Comparé à celui des Finances, le service de la Guerre était une chambre obscure où tout le monde se heurtait. Les officiers, les gardes, encombraient les bureaux du Ministère, réclamant des munitions, des vivres, se plaignant de n'être pas relevés. On les renvoyait à la Place, d'abord gouvernée par le colonel Henry Prud'homme, puis par Dombrowski. A l'étage inférieur, le Comité Central, installé par Chuseret, s'agitait en séances diffuses, blâmait le délégué, s'amusait à créer un insigne, recevait les mécontents, demandant des situations à l'état-major général, prétendait donner ses avis sur les opérations militaires. De son côté, le Comité d'artillerie, né le 18 mars, disputait les canons à la Guerre. Elle avait ceux du Champ-de-Mars et le Comité ceux de Montmartre. Jamais on ne put créer un parc central ni même savoir le nombre exact des bouches à feu. Il s'élève à plus de 1.100, canons, obusiers, mortiers et mitrailleuses. Des pièces à longue portée restèrent, jusqu'au dernier moment, couchées le long des remparts, pendant que les forts n'avaient pour répondre aux canons monstres de la marine que des pièces

de 7 et de 12 ; souvent les munitions envoyées n'étaient pas de calibre.

Le service de l'armement ne put fournir de chassepots tous les hommes en campagne et les Versaillais, après la victoire, en trouvèrent 285.000, plus 100.000 fusils à tabatière, 14.000 carabines Enfield. A côté, le désordre. « J'ai vu des comptes épouvantables au matériel d'artillerie, dit, le 6 mai, Avral ; depuis le 18 mars, il a été délivré aux officiers des milliers de revolvers à 50 francs, des armes, des épées à un prix excessif. J'avais installé un homme à moi, le Comité central a envoyé un délégué avec une écharpe, qui a mis mon homme à la porte ». Aussitôt la Commune décrète que les fonctionnaires civils et militaires coupables de concussion passeront immédiatement devant le Conseil de guerre. Le 8 encore, Johannard fait une violente sortie contre les officiers d'état-major créés par le Comité central : « De petits jeunes gens, des hommes de toutes sortes ne se gênent pas pour venir dans nos magasins choisir les armes qui leur plaisent ». Dès le début, la Commune s'était plainte de l'Intendance. « C'est un véritable chaos », dit-on encore le 24 avril ; Delescluze signale le mauvais équipement des hommes qui n'ont ni pantalons, ni souliers, ni couvertures ; le 28, les plaintes redoublent ; les frères May, intendants, sont révoqués et la Commune les flétrit par une note à l'*Officiel* ; le 8 mai, Varlin dit que, faute de contrôle, plusieurs bataillons ont touché plusieurs fois leurs vêtements, tandis que d'autres n'en reçoivent pas.

Aussi grand le désordre à la direction des barricades qui devaient former une seconde et une troisième enceinte. Leur construction était abandonnée à un fantaisiste qui semait des travaux sans méthode et contre les plans de ses supérieurs.

Les autres services allaient de même, sans principes arrêtés, sans délimitation, les rouages engrenant à faux. Dans ce concert sans chef, chaque instrumentiste jouait ce qu'il lui plaisait, mêlant sa partition à celle du voisin. Une main ferme eut vite ramené l'harmonie. Le Comité central, malgré sa prétention de régenter la Commune dont il disait : « C'est notre fille, nous devons l'empêcher de mal tourner », était facile à réduire. Il s'était en grande partie renouvelé par des élections très disputées ; douze membres seulement de l'ancien Comité figuraient dans le second où Ed. Moreau n'avait pas été réélu, il fallut prendre un biais pour l'introduire. La jalousie de la Commune faisant seule l'importance du Comité actuel. Le Comité d'artillerie, accaparé par des bruyants, eût cédé au moindre souffle ; l'Intendance et les autres services dépendaient de l'énergie du délégué.

Le général (Cluseret), étendu sur son canapé, dictait des ordres, des circulaires tantôt mélancoliques, tantôt doctorales, et se retournait. Il raconta aux revues anglaises que, par ses soins, le 30 avril, 41.500 hommes étaient encadrés, habillés, armés ; tout cela avait fondu après son arrestation, les gardes nationaux n'ayant confiance qu'en lui seul. Ce charlatanisme montre l'homme. La vérité est qu'il paperassait sur place. Quelqu'un venait-il le secouer : « Que faites-vous donc ? en tel endroit il y a péril », il répondait : « Toutes mes précautions sont prises ; laissez à mes combinaisons le temps de s'accomplir ». Un jour il arrêtait un membre du Comité Central, et le Comité Central allait bouder rue de l'Entrepôt ; huit jours après, il courait après le Comité, le réinstallait au ministère. Vaniteux jusqu'à dire que l'ennemi l'estimait un million, il montrait de prétendues lettres de Totleben lui offrant des plans de défense. Il fit plus, demanda le 15 avril une entrevue à l'état-major allemand. l'obtint et, suivant lui, fut couvert d'éloges par le comte de Hastfeld, secrétaire du comte de Bismarck. (LISSAGARAY.)

XXII. — Les clubs avant la Commune.

Lorsque les pouvoirs constitués se désagrègent, les forces populaires cherchent à les remplacer, à organiser ou à soutenir le nouveau pouvoir. Les clubs, présentant une force populaire de premier ordre, tenaient des séances publiques. Un écrivain libéral, de Molinari, a esquissé leur rôle.

Un des résultats essentiels, écrit-il, de cette divulgation quotidienne de mystères des clubs rouges, ç'a été d'avertir le gouvernement des complots qui se tramaient contre lui. Le 21 janvier au soir, par exemple, les meneurs du parti révolutionnaire annonçaient au public du club de la *Reine Blanche*, à Montmartre, qu'on irait le lendemain, à midi, installer la Commune à l'Hôtel de Ville. Le 22 janvier, les lecteurs de journaux en étaient prévenus en prenant le café du matin. l'Hôtel de Ville était gardé et les amis de l'ordre se tenaient sur

le qui-vive. La « surprise » était manquée et les partisans de la Commune, surpris à leur tour, étaient obligés de se replier sur les faubourgs. Aussi l'un d'entre eux n'hésitait-il pas à attribuer aux clubs l'insuccès de la « journée » : « Croyez-moi, citoyens, disait-il (séance du 22 janvier au club *Favié*), tout le mal vient des clubs. Comment voulez-vous qu'on prenne des résolutions viriles au milieu d'un tas de femmes, d'enfants et de propres à rien qui viennent ici pour digérer leur dîner. (*Hilarité.*) D'ailleurs, quand nous prenons une résolution, quand nous nous donnons rendez-vous publiquement, est-ce que nos ennemis n'en sont pas informés tout de suite? Ce sont les clubs qui nous perdent. Des sociétés de carbonari; voilà ce qu'il nous faut. — Il a raison! plus de clubs! des sociétés secrètes! — Alors nous pourrons nous concerter, donner des mots d'ordre, et quand le moment sera venu, nous ne trouverons pas des mobiles à l'Hôtel de Ville avec des mitrailleuses. » (*Applaudissements.*) (G. DE MOLINARI. *Les Clubs Rouges pendant le Siège de Paris*, p. IV, préface.)

XXIII. — Club de la Cour des Miracles. Les Folies-Bergère.

Les clubs se multiplient : il y en a bien en ce moment une trentaine dans les différents quartiers de Paris; ils remplacent les théâtres, que l'on a eu peut-être raison de fermer lorsqu'on s'attendait à une attaque immédiate et à un bombardement, mais qu'il serait sage de rouvrir pour aider la population à supporter les longueurs énervantes et agaçantes d'un blocus. En attendant, nous n'avons guère d'autres distractions intellectuelles que celles des clubs, distractions un peu monotones, car c'est toujours la même pièce déclamée par les mêmes acteurs. C'est au point qu'on se demande comment cette troupe infatigable peut à la fois suffire au service des remparts et aux exigences de la tribune révolutionnaire, sans parler des réunions fermées des comités et des députations destinées à stimuler le zèle du gouvernement de la défense nationale. Dieu nous garde toutefois de blâmer cette activité de gestes et de paroles! Ce qu'elle produit est fort mêlé sans doute, mais tout n'y est pas à reprendre. Les tentatives d'un certain parti ou, pour être plus exact, d'une certaine collection d'energumène, pour sauver la patrie en affaiblissant le gouvernement, n'y ont eu jusqu'à présent qu'un médiocre succès; il n'est plus que faiblement question depuis quelques jours de la reconstitution de la Commune de Paris, qui serait « la tête », et dont le gouvernement,

ou plutôt « le Comité de l'Hôtel de Ville », pour parler comme on parle au club, serait le « bras ». Nous avons cependant appris, au club de la *Cour des Miracles*, que, si le parti révolutionnaire a ajourné l'exécution de ce projet favori, il ne l'a pas abandonné. *Le gouvernement hésite, s'est écrié un orateur, mais il finit toujours par céder quand on le pousse vigoureusement.* Nous avons déjà obtenu qu'il serait procédé sans retard à la confection des listes électorales. Il ne s'agit plus maintenant que de le déterminer à fixer le jour des élections. Un autre orateur insistait avec complaisance sur la forte organisation du parti révolutionnaire. Il y a, disait-il, dans chaque arrondissement, un Comité de vigilance composé de vingt-cinq ou trente membres; chacun de ces comités a délégué quatre ou cinq membres au comité central républicain, qui forme ainsi une véritable représentation des besoins et des vœux populaires; outre ces vingt-et-un comités, nous en possédons encore sept ou huit autres; comités des barricades, comité des anciens proscrits, etc., sans parler du « comité » qui siège à l'Hôtel de Ville. Il est clair que cela fait beaucoup de comités; mais quelques-uns, grâce au ciel, n'existent guère que sur le papier, et nous ne pensons pas que les autres aient toute l'influence dont ils se flattent. En tout cas, le « Comité de l'Hôtel de Ville » est bien averti que les concurrents ne lui manquent pas, et ce serait, pour un philosophe, un assez beau sujet de méditations que cette manie gouvernante que possèdent certains esprits et cette soif inextinguible du pouvoir dont ils sont tourmentés, même dans les moments où le pouvoir est, hélas! peu enviable. (G. DE MOLINARI. *Ibid.* p. 42-44.)

Ce compte rendu de la séance du Club fut publié par le *Journal des Débats*.

M. Molinari est tout naturellement hostile au mouvement populaire, au gouvernement du peuple par le peuple, dont les assemblées populaires sont une ébauche nécessaire. Mais aveuglé par son point de vue de classe, il ne voit pas que cette organisation du pouvoir d'en bas, cette « manière de gouverner » n'est que le résultat de la dislocation du pouvoir d'en haut.

CHAPITRE II

LES LEÇONS DU PASSÉ

I. — La possibilité de la Commune.

Le Comité Central possédait une force militaire considérable. Il avait des canons, des vivres. Il savait où trouver de l'argent : les caves de la Banque étaient à sa portée. Il n'avait qu'à étendre la main et à ouvrir ou briser les portes du trésor. Sur les 200,000 gardes nationaux, armés, équipés, dont il disposait, il y avait un quart de mauvais combattants, inutilisables, non-valeurs ou réfractaires franchement hostiles, un quart de douteux, un quart de passables qui marcheraient au succès passivement, craintivement, mais qui feraient nombre comme dans toutes les armées. Restaient donc 25,000 hommes intrépides, résolus à vaincre ou à périr, avec lesquels on pouvait tout espérer, tout tenter. Ce sont ces hommes-là qui ont soutenu la lutte héroïque et disproportionnée dans les communes suburbaines, Neuilly, Asnières, Clichy, Issy, Vanves, Montrouge, pendant un mois et demi et qui ont fourni les combattants, les héros et les cadavres de la dernière semaine.

Versailles ne pouvait, dans les journées de mars, opposer à cette armée de 25,000 républicains, pleins d'enthousiasme, que des bataillons aux faibles contingents, démoralisés, peu disciplinés, épuisés physiquement, déprimés par le siège et par la défaite. Ces troupes, en majeure partie depuis six semaines décimées, étaient comme disloqués par le séjour dans Paris ; les officiers étaient découragés, et les hommes disposés à la défection, à la suite du long contact avec l'habitant, par les propos libertaires recueillis, et aussi par les verres choqués avec des socialistes devant les comptoirs. Les chefs, Ducrot, Vinoy, d'Aurelle de Paladines, se trouvaient totalement démonétisés. La déroobade du 18 mars n'était pas de nature à relever leur prestige. Elle ne devait pas accroître la confiance qu'ils pouvaient avoir dans leurs soldats, dans le gouvernement, dans eux-mêmes aussi. Les troupes impériales captives, sur lesquelles Thiers comptait, commencaient seulement à revenir d'Allemagne. Les régiments, rapatriés en

petit nombre, n'avaient pas encore eu le temps de se refaire, de réparer leurs forces ni de recevoir l'équipement et l'armement indispensables. Il leur fallait plusieurs jours pour reprendre l'esprit de corps et la pratique de la discipline. L'argent faisait défaut à Versailles, et il était facile de supprimer les ressources susceptibles d'être envoyées de Paris. Les hauteurs non défendues et le Mont-Valérien évacué, rien n'était plus aisé que de s'emparer de Versailles et d'envelopper l'Assemblée. (Ed. Lepelletier. *Histoire de la Commune de* 1871. T. II. p. 38-39.)

M. Lepelletier se place au point de vue stratégique, au point de vue des forces militaires de Paris et de Versailles en lutte. Et il croit la victoire possible. Il n'est pas le seul. Le citoyen Protot, un survivant de la Commune, que se battit héroïquement jusqu'à la dernière minute, le croit également. Il rend la « défection » de la minorité responsable de la défaite. Nous nous plaçons à un autre point de vue, au point de vue social. Les forces sociales, les forces productives de la France et de l'Europe, l'organisation du prolétariat, tous ces éléments indispensables à la victoire de la classe ouvrière, étaient-ils suffisamment développés pour pouvoir assurer le triomphe de la Commune ? Evidemment non. Même si Paris eut été prêt pour une révolution — ce n'était pas le cas — la France était loin de l'être, et l'Europe non plus. Bismarck représentait les classes dominantes de cette dernière aux portes de Paris. C'est le Brunswick vainqueur de 1871. L'Europe réactionnaire a écrasé la France révolutionnaire de 1793, après une victoire d'un moment. L'Europe capitaliste, avec l'aide des canons prussiens, aurait fatalement écrasé Paris et même la France socialiste. La révolution sociale ne s'improvise pas et ne se fera jamais par et pour un seul pays.

« Les ruraux auraient-ils émigré ? se demande M. Lepelletier, se seraient-ils retrouvés à Fontainebleau ou au Mans, ou seraient-ils recourus à Bordeaux ? C'était invraisemblable ; surtout si la prise de Versailles, la marche en avant était commencée dans la nuit du 19 au 20 et était effectuée dans la matinée du lundi, quelques heures avant la réunion de l'Assemblée au château. Les députés auraient été sur-

pris et dispersés sans qu'il y eût du sang répandu, au moins dans les rangs parlementaires. Les ruraux désagrégés eussent alors prudemment regagné leur terroir ou recherché quelque cachette à Paris. Les politiciens de la gauche, effarés et irrésolus, eussent accepté le fait accompli. Les députés vraiment républicains n'auraient pas osé demeurer avec les monarchistes. Louis Blanc, Clemenceau, Lockroy, Floquet avec leurs amis, n'auraient pu continuer à refuser leurs noms et leur concours à un gouvernement insurrectionnel, imposé par Paris sans doute, mais dont ils fussent devenus membres par la force des choses, imitant leurs devanciers du 4 septembre. La Commune victorieuse en les appelant dans son sein aurait eu alors tous les titres, toutes les vertus, et ceux-là mêmes qui, en refusant de la servir, l'ont fait prendre en défiance, puis en horreur, par la province, eussent été ses parrains et ses répondants devant la France. L'idée communaliste était sauvée. (*Ibid.*, p. 30-40.)

C'est considérer les choses à un point de vue légitime peut-être — et encore ! — pour les coups d'État politiques. La révolution sociale demande une base plus large. Le hasard et la bonne volonté y jouent un rôle, mais un rôle bien effacé en face des forces colossales historiques qu'elle doit mettre en action pour arriver à ses fins. Une société mûre pour la révolution sociale trouvera toujours les hommes nécessaires. Le manque d'hommes, l'absence d'énergies est le meilleur indice que la société n'est pas encore mûre et que les conditions de la réussite sont loin d'être remplies.

II. — La victoire possible. La Commune et Bismarck.

...Devant une révolution générale , les Prussiens seraient intervenus. « Et mes milliards ! Qui me les paiera ? » auraient-ils dit. Il me faut un gage, une garantie, je ne puis les trouver que dans un gouvernement régulier et suffisamment réactionnaire pour maintenir la France dans un état d'abaissement moral et matériel qui a permis mes victoires.

Les Prussiens alors auraient repris leur mouvement en

avant, recommencé la guerre, bombardé, occupé Paris, étendu leur domination en province, sans qu'il fut possible de leur résister.

Leur résister? avec quels éléments, en effet, au milieu de cette désorganisation générale?

Ce n'est point, certes, le gouvernement de Versailles qui aurait envoyé contre eux, en s'unissant aux révolutionnaires, ce qui restait de troupes régulières en France, et les révolutionnaires, n'ayant même pas eu vingt-quatre heures devant eux pour organiser un force quelconque, n'auraient pu que mourir.

Ils l'auraient fait, mais la France était perdue.

Dans le jeu de M. Thiers il n'y avait qu'un atout, mais un atout terrible : les Prussiens !

Avec eux il n'avait rien à craindre.

La révolution victorieuse pour un jour, à laquelle il n'eût même pas essayé de résister, qu'il attendait à Versailles, son sac de voyage sous le bras, se fut brisée le lendemain sur la pointe des casques allemands.

Avec les Prussiens il l'écrasait, il soulevait le reste du pays, en lui criant :

« Voyez ces révolutionnaires, ces socialistes, ce sont eux qui livrent la patrie à l'étranger, qui nous condamnent à subir les plus grandes humiliations, à accepter de plus cruelles concessions. Ce sont les complices, les soudoyés de Bismarck. Ce sont des Prussiens ! »

L'idée communaliste, l'idée nouvelle, ne pouvait se produire, s'affirmer, se formuler; elle disparaissait, déshonorée et noyée, dans l'immense cataclysme de la patrie.

Cette considération, cette crainte de l'intervention prussienne, domina toutes les préoccupations du Comité Central, pesa sur toutes ses décisions. (*Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris*. Arthur Arnould, Bruxelles 1878.)

Ces idées du communard Arnould correspondent évidemment plus exactement à la vérité de la situation que la conception optimiste de M. Lepelletier.

III. — La victoire aurait été possible malgré les Prussiens.

Nous donnons pourtant la parole à la thèse adverse de la possibilité de la victoire.

Qu'a-t-il donc manqué, demande M. Lepelletier, à ce gouvernement (de la Commune) pour qu'il durât, pour qu'il prit racine et put se développer, s'améliorer, s'adapter aux besoins et aux nécesistés du moment? Des éléments secondaires lui firent certainement défaut : son infériorité militaire fut une cause d'échec final, mais la seule, la dominante cause de l'avortement de la Commune, fut l'existence de la Commune elle-même.

Sans la préoccupation, honorable mais impolitique, de se transformer en gouvernement régulier, sans cette impatience de la sanction du suffrage universel, le Comité Central eût agi en pouvoir provisoire insurrectionnel, il ne se fût pas arrêté aux amusettes électorales : il eût évité l'embuscade des négociations où les maires, inconscients ou perfides, l'attirèrent et il eût commandé, entraîné cette sortie torrentielle, tant et si vainement réclamée sous Trochu. Il eût lancé, dès le 19 mars, toute l'armée parisienne emportée par la victoire, sur Versailles surpris, à peine défendu, privé alors de son gardien invincible, le Mont-Valérien. La capitale de la réaction se fut rendue avec armes, bagages, assemblée, ministère. Paris victorieux devenait maître de ses destinées et de celles de la France.

Les deux objections de la retraite de l'Assemblée sur une autre ville, Fontainebleau, Le Mans, Bordeaux, et celle de l'intervention des Allemands ne résistent pas à l'examen. Est-il nécessaire de réfuter cette double supposition, dont plusieurs écrivains ont paru admettre l'importance? Une Assemblée errante, aux membres dispersés, n'aurait eu aucune autorité sur la France. Les députés républicains qui formaient les deux tiers de l'Assemblée, n'eussent pas suivi les royalistes dans leur nouvelle émigration, et, impressionnés par l'arrivée des

troupes républicaines, ils eussent d'eux-mêmes suspendu leur mandat. Quant aux Allemands, à moins de prétendre qu'ils tenaient à recommencer la guerre, ce que démentent les faits, ils n'eussent pas attaché plus d'importance à la substitution de la Commune de Paris, comme gouvernement, à l'Assemblée de Versailles qu'ils n'en attribuèrent à la substitution du ministère de M. Thiers à celui de Trochu ou de Gambetta. C'étaient là des affaires intérieures dont ils entendaient ne pas se mêler, à condition toutefois que les conditions du traité de paix fussent respectées. Il est certain que le gouvernement communal aurait, comme celui de Versailles, maintenu les termes convenus du traité et de l'indemnité de guerre.

On aurait donc abouti, soutenu aussi, un gouvernement quelconque, comme a dit M. Edouard Hervé. Ce gouvernement était possible et durable, mais à la condition de l'imposer par la force, dont on ne sut pas user à propos. L'édifice communal, pour demeurer solide et inébranlable, devait reposer sur les fermes assises de la victoire militaire. Il n'eut qu'une victoire électorale éphémère. Par la faute du Comité Central, par l'habileté de M. Thiers, par l'illusoire capitulation des maires, par l'ivresse du triomphe populaire, le Dix-Huit Mars devint une insurrection inutile, et la Commune, condamnée à mort en naissant, malgré l'allégresse du jour de baptême, eut pour berceau un cercueil. — (Ed. Lepelletier, *Ibid.*, p. 449-451.)

M. Lepelletier tombe ici d'un extrême à l'autre. La Commune n'était pas une « insurrection inutile ». Les défaites de classe préparent des victoires futures. L'effort fait n'est pas complètement perdu. Il sert d'enseignement et d'avertissement aux générations à venir. Les luttes sociales déchirent les voiles et font tomber les masques. Les hécatombes de la Commune, glorieusement tombée, ont à jamais rendu impossible le mensonge de l'harmonie des intérêts des exploiteurs et des exploités. Les victoires, même momentanées de la Révolution remplissent d'espoir les classes socialement écrasées et piétinées. Ce qui est devenu possible à un moment donné peut le redevenir. Et la défaite même a son utilité. Pierre le Grand, en se faisant souvent battre par Charles XII, a appris le chemin de la victoire.

IV. — La répression.

Voilà ces journées de force et de carnage, l'une des plus grandes éclipses de la civilisation qui, depuis les Césars, aient obscurci l'Europe. Ainsi Vitellius se rua dans Rome, ainsi, par un mouvement tournant, il cerna ses adversaires. Même férocité dans le massacre des prisonniers, des femmes et des enfants ; mêmes brassardiers à la suite des vainqueurs, mais au moins Vitellius ne parlait pas de civilisation.

Heureux peut-être les morts, ils n'eurent pas à gravir le calvaire des prisonniers.

Quand les fusillades avaient lieu en masse, qu'on juge des arrestations. Razzias furibondes d'hommes, femmes, enfants, Parisiens, provinciaux, étrangers, indifférents, pêle-mêle de gens de tout sexe, de tout âge, de tous partis, de toutes conditions. On enlevait en masse les locataires d'une maison, quelquefois les habitants d'une cité. La peur fermait les portes ; plus d'hospitalité de la rue. Un soupçon plus ou moins motivé, une parole, une attitude mal interprétée, suffisaient pour qu'on fut saisi par les soldats. Du 21 au 30 mai, ils ramassèrent ainsi 40.000 personnes.

Les captifs, formés en longues chaînes, tantôt libres, tantôt, comme en juin 48, reliés par des cordes de manière à ne former qu'un bloc, étaient acheminés sur Versailles. Qui refusait de marcher était piqué par la baïonnette et, s'il résistait, fusillé sur place ou attaché à la queue d'un cheval. Devant les églises des quartiers riches on les forçait à s'agenouiller, tête nue, pendant que la tourbe des laquais, des élégants et des filles criait : « A mort ! à mort ! N'allez pas plus loin ! Fusillez-les ici ! » Aux Champs-Elysées, ils voulurent rompre les files, tâter du sang.

Galliffet les attendait à la Muette. Là, il prélevait sa dîme, parcourait les rangs avec sa mine de loup maigre : « Vous

avez l'air intelligent, disait-il à quelqu'un, sortez des rangs ». — « Vous avez une montre, disait-il à un autre, vous deviez être fonctionnaire de la Commune », et il le mettait à part. Enveloppé dans une razzia, le correspondant du *Daily News* dut accompagner une colonne jusqu'à la Muette.

« Dans l'avenue Ulhrich, dit-il, la colonne fit halte et les captifs furent placés en quatre ou cinq files sur la chaussée. Le général marquis de Galliffet, qui nous avait précédé avec son état-major, descendit de cheval et commença son inspection par la gauche, près de l'endroit où je me trouvais. Il marchait lentement, examinant les rangs comme à une revue, tapait sur l'épaule d'un prisonnier ou lui ordonnait de passer derrière. L'individu ainsi choisi était, souvent sans autre interrogatoire, conduit au milieu de la route, où il se forma bientôt une colonne supplémentaire. Ceux-là comprenaient bien que leur dernière heure était venue, et leur attitude était horriblement intéressante à observer. L'un, blessé, à la chemise saturée de sang, s'assit sur la route, hurlant sa douleur... d'autres pleuraient en silence. Deux soldats présumés déserteurs, suppliaient les autres prisonniers de dire s'ils les avaient jamais vus dans leurs rangs. Plusieurs souriaient avec défi... Quelle horrible chose que de voir un homme ainsi arraché à ses semblables et massacré sans autre forme de procès... A quelques pas de moi, un officier à cheval désigna au marquis de Galliffet un homme et une femme, coupables de je ne sais quelle offense. La femme s'élança hors des rangs, se jeta à genoux et, les bras tendus, implora pitié, protestant de son innocence dans les termes les plus pathétiques. Le général la contempla quelque temps, puis, avec une impassibilité absolue : « Madame, dit-il, j'ai fréquenté tous les théâtres de Paris, ce n'est pas la peine de jouer la comédie... » Je suivis le général, toujours prisonnier, mais escorté par deux chasseurs à cheval, et je cherchai à me rendre compte de ce qui pouvait le diriger dans ses choix. Je m'aperçus qu'il n'était pas bon d'être sensiblement plus

grand, plus petit, plus sale, plus propre, plus vieux ou plus laid que son voisin. Un individu dut à son nez cassé d'être libéré des maux de ce monde... Le général ayant ainsi choisi une centaine de prisonniers, un peloton d'exécution fut formé et la colonne reprit sa marche. Quelques minutes après, nous entendîmes derrière nous des décharges qui durèrent un quart d'heure. C'était l'exécution sommaire de ces malheureux ». (*Daily News*, 8 juin 1871. *The Times*, 31 mai 1871.)

Le dimanche 28, Galliffet dit : « Que ceux qui ont des cheveux blancs sortent des rangs. » Cent onze captifs s'avancèrent : « Vous, continua Galliffet, vous avez vu juin 1848, vous êtes plus coupables que les autres ». Et il fit rouler leurs cadavres dans les fossés des fortifications.

Cete épuration subie, les convois entonnaient la route de Versailles, pressés entre deux files de cavaliers. On eut dit l'enlèvement d'une cité par des hordes tartares. Des enfants de 12 à 16 ans, des barbes blanches, des soldats la capote retournée, des hommes élégants, des hommes en blouse, toutes les conditions, les plus délicates et les plus rudes, emportées par la même cataracte. Beaucoup de femmes ; quelques-unes les menottes aux mains ; celle-ci avec son bébé effrayé qui serrait le cou maternel dans ses petites mains ; celle-là le bras cassé ou la chemisette teinte de sang ; telle, accablée, se cramponnait au bras de son voisin plus vigoureux ; telle, d'une attitude statuaire, défiant la douleur et les outrages était toujours cette femme du peuple qui, après avoir porté le pain aux tranchées et la consolation aux mourants, à bout d'espoir, découragée de mettre au jour des malheureux, s'était élancée au-devant de la mort libératrice...

Leur attitude, qu'admiraient les étrangers, exaspérait la férocité versaillaise. « En voyant passer les convois de femmes insurgées, disait le *Figaro*, on se sent, malgré soi, pris d'une sorte de pitié. Qu'on se rassure en pensant que toutes les maisons de tolérance de la capitale ont été ouvertes par les gardes nationaux qui les protégeaient et que la plu-

part de ces dames étaient des locataires de ces établissements.

Haletants, souillés d'ordures, têtes nues sous un soleil ardent, idiots de fatigue, de faim, de soif, les convois se traînaient pendant de longues heures dans la poussière brûlante de la route, harcelés par les cris et les coups des chasseurs à cheval. Le Prussien ne les avait pas aussi cruellement traités, ces acharnés soldats, quand, prisonniers eux aussi, quelques mois auparavant, ils les emmenaient de Sedan ou de Metz. Les captifs qui tombaient étaient abattus à coups de revolver ; rarement on voulait bien les jeter dans les charrettes à la suite.

A l'entrée de Versailles, la foule les attendait, toujours l'élite de la société française, députés, fonctionnaires, prêtres, femmes de tous les mondes. Les fureurs du 4 avril et des convois précédents furent autant dépassés que la mer se surpasse aux marées d'équinoxe. Les avenues de Paris et de Saint-Cloud étaient bordées de ces Caraïbes qui enveloppaient les convois de vociférations, de coups, les couvraient d'ordures, de tessons de bouteilles.

« L'on voit, disait le *Siècle* du 30 mai, des femmes, non pas des filles publiques, mais des femmes du monde, insulter les prisonniers sur leur passage et même les frapper avec leurs ombrelles ». Quelques-unes, de leurs mains gantées, ramassaient la poussière et la jetaient à la face des captifs. Malheur à qui laissait échapper un geste de pitié. Il était jeté dans le convoi, trop heureux de n'être conduit qu'au poste comme M. Ratisbonne, qui venait d'écrire dans les *Débats* : « Quelle victoire inestimable! » Effroyable rétrogradation de la nature humaine, d'autant plus hideuse qu'elle contrastait avec l'élégance du costume. Des officiers prussiens vinrent de Saint-Denis voir, une fois de plus, quelles classes gouvernantes ils avaient eues devant eux. (LISSAGARAY.)

V. — Où sont les barbares?

La guerre des classes est la plus féroce des guerres. Elle ne fait pas de quartier.

Après l'écrasement de la Commune, les Versaillais se sont vengés sur les prisonniers. C'est le plus grand crime du XIXe siècle.

Les premiers convois furent promenés en spectacle dans les rues de Versailles. D'autres stationnèrent des heures sur la place d'armes torride, à deux pas des grands arbres dont on leur refusait l'ombrage, tant accablés d'ignominies, que les malheureux rêvèrent après le refuge des dépôts.

Il y en avait quatre : les caves des Grandes écuries, l'Orangerie du château, les docks de Satory, les manèges de l'Ecole de Saint-Cyr. Dans les caves humides, où la lumière et l'air ne pénétraient que par quelques soupiraux étroits, les captifs furent entassés, sans paille dans les premiers jours. Quand ils en eurent, elle fut bien vite réduite en fumier. Pas d'eau pour se laver ; nul moyen de changer ses guenilles ; les parents qui apportaient du linge étaient brutalement renvoyés. Deux fois par jour, dans une auge, un liquide jaunâtre : la pâtée. Pas de médecin. La gangrène rongea les blessés ; des ophthalmies se déclarèrent. Le délire devint chronique. La nuit mêlait les plaintes, les gémissements aigus aux hurlements des fous. En face, les gendarmes, fusils chargés, plus durs que jamais, n'ayant jamais vu, disaient-ils, des bandits pareils à ces Parisiens.

Ces ténèbres avaient encore leurs ténèbres, la Fosse-aux-Lions, caveau sans air, noire antichambre de la tombe, sous le grand escalier rose de la Terrasse. On y jetait quiconque était noté dangereux ou seulement avait déplu au brigadier. Au moindre bruit, le capitaine commandant les faisait bâtonner, à moins qu'il ne les bâtonnât lui-même. Les plus

Manifestation du Père-Lachaise (Anniversaire de la Commune, 1911)

robustes n'y résistaient que quelques jours. Au sortir, la tête vide, aveuglés par le grand jour, ils trébuchaient. Heureux quand ils rencontraient le regard d'une épouse. Contre les grilles de l'Orangerie, les femmes se pressaient, essayant de retrouver quelqu'un dans ce troupeau vaguement entrevu. Elles suppliaient les gendarmes, qui les repoussaient, les appelaient de noms infâmes.

L'enfer au grand jour c'était le dock du plateau de Satory, vaste parallélogramme clos de murs, au terrain argileux que la moindre pluie détrempait. Les premiers arrivés emplirent vite les bâtiments, qui pouvaient contenir 1,300 personnes au plus ; les autres furent laissés dehors.

Le jeudi soir, à 8 heures, un convoi, surtout composé de femmes, arriva au dock. « Plusieurs d'entre nous, m'a redit l'une d'elle — la femme d'un chef de légion — étaient restées en route ; nous n'avions rien pris depuis le matin. Il faisait encore jour. Nous vîmes une grande foule de prisonniers. Les femmes étaient à part, dans une baraque auprès de l'entrée. Nous allâmes les rejoindre.

« On nous dit qu'il y avait une mare. Mourantes de soif, nous y courûmes. Les premières qui burent poussèrent un grand cri : « Oh ! les misérables ! ils nous font boire le « sang des nôtres ! » Depuis la veille, les prisonniers blessés venaient là laver leurs plaies. La soif nous torturait si cruellement que quelques-unes se rincèrent la bouche avec cette eau sanguinolente.

« La baraque étant pleine, on nous fit coucher à terre, par groupe de 200 environ. Un officier vint et nous dit : « Viles créatures, écoutez l'ordre que je donne : « Gendar- « mes, à la première qui bouge, tirez sur ces putains ».

« A dix heures, des détonations voisines nous firent sauter : « Couchez-vous, misérables ! » crièrent nos gendarmes, qui nous mirent en joue. On fusillait à deux pas quelques prisonniers. Nous crûmes que les balles nous traversaient la tête. Les fusilleurs vinrent relever nos gardiens. Nous res-

tâmes toute la nuit, gardées par ces hommes échauffés de carnage. Ils grommelaient à celles qui se tordaient de terreur et de froid : « Ne t'impatiente pas, ton tour va venir ». Au petit jour, nous vîmes les morts. Les gendarmes se disaient entre eux : « J'espère qu'en voilà une vendange! »

Un soir, les prisonniers entendirent un bruit de pioches dans le mur du sud. Les fusillades, les menaces les avaient affolés; ils attendaient la mort de tous les côtés, sous toutes les formes; ils crurent que cette fois on allait les faire sauter. Des trous s'ouvrirent et des mitrailleuses apparurent.

Le vendredi soir, un orage de plusieurs heures éclata sur le camp. Les prisonniers furent contraints, sous peine d'être mitraillés, de s'étendre toute la nuit dans la boue. Une vingtaine moururent de froid.

Le camp de Satory devint l'excursion favorite de la bonne compagnie versaillaise. Le capitaine Aubry en faisait les honneurs aux dames, aux députés, aux gens de lettres, comme Dumas fils en quête d'études sociales, leur montrait ses sujets grouillant dans la boue, rongeant quelques biscuits, prenant des lampées à la mare où les gardiens ne se gênaient pas pour faire leurs ordures. Quelques-uns, devenant fous, se cassaient la tête contre les murs; d'autres hurlaient, s'arrachaient les cheveux et la barbe. Un nuage pestilentiel s'élevait de cet amas vivant de haillons et d'épouvantes. « Ils sont là, disait l'*Indépendance Française,* plusieurs milliers empoisonnés de crasse et de vermine, infectant à un kilomètre à la ronde. Des canons sont braqués sur ces misérables, parqués comme des bêtes fauves. Les habitants de Paris craignent l'épidémie résultant de l'enfouissement des insurgés tués dans la ville; ceux que l'*Officiel* de Paris appelait les ruraux craignent bien davantage l'épidémie résultant de la présence des insurgés vivants au camp de Satory. » (Lissagaray.)

VI. — Le décret des otages.

« Le mardi soir, 4 avril, me dit Protot, qui était alors délégué à la Justice, nous étions en séance depuis une demi-heure — il était dix heures environ — quand Chardon entra. Il était en uniforme de colonel. Membre de la Commune, élu par le treizième arrondissement, Chardon avait accompagné les bataillons fédérés qui avaient tenté d'atteindre Versailles par le plateau de Châtillon. Extraordinairement ému, les yeux gros de larmes, Chardon annonça que Duval avait été fusillé, dans la matinée, par l'ordre du général Vinoy. Les détails de l'exécution de Duval et de deux officiers de son état-major, au Petit-Bicêtre, avaient été apportés à Chardon par un prisonnier échappé on ne sait comment. Des cris de colère et de vengeance éclatent. Tout le monde est debout... « Il faut le venger... Il faut, en représailles, fusiller, nous aussi. » Les propositions les plus violentes sont clamées. Rigault veut qu'on fusille l'archevêque arrêté la veille, détenu à Mazas..., que l'on fusille les curés et les jésuites arrêtés en même temps que lui. « Il faut ouvrir les prisons au peuple qui fera justice », crie quelqu'un. Le tumulte et la fureur sont au comble....

Je demande la parole. C'est à grand' peine que je parviens à obtenir quelque silence. Je représente à la Commune l'énorme responsabilité qu'elle va endosser, si elle ne résiste pas au courant de violences vers lequel on cherche à l'entrainer. « On ne répond pas, dis-je, au massacre par le massacre. Nous ne pouvons pas violer le droit des gens. Il faut agir légalement ». La salle est frémissante. Rastoul me crie : « Alors, si on continue à nous tuer, nous continuerons à ne faire que de la légalité ». Je lui répondis : « On peut être terrible avec ses ennemis en restant justes et humains.... Du reste, il n'y a pas dans les prisons que des ennemis de la Commune, il s'y trouve des gens dénoncés qui peuvent être des innocents.... Ce que nous pouvons faire, c'est prendre une résolution légale, rédiger,

discuter et adopter, si nous l'approuvons, une proposition qui institue un mode de représailles, tout en restant dans les limites du droit ».

Mes collègues m'ont écouté presque sans interrompre. Certains m'approuvaient franchement. « Protot a trouvé la vraie solution », dit Lefrançois. Delescluze quitte sa place, vient à moi, me donne l'accolade. « Il nous faut, dit Delescluze, charger le citoyen Protot, notre délégué à la Justice, le plus compétent de nous dans les questions de droit, de rédiger un projet de décret qu'il nous soumettra à la prochaine séance. Afin d'en terminer sans retard, je propose de clore notre séance et de fixer la prochaine à une heure du matin. Le citoyen Protot aura le temps de rédiger son projet. Nous nous en remettons entièrement à lui ». La séance est levée au milieu d'une extrême agitation....

Sur la place de l'Hôtel de Ville, je suis rejoint par des amis qui attendaient la fin de la séance, Bricon, Fontaine, Desesquelle. (Bricon, Desesquelle étaient attachés à la délégation de la Justice. Fontaine fut nommé le 12 avril directeur des Domaines.) Je les mets rapidement au courant. Tous quatre, nous nous dirigeons vers les Halles pour nous y réconforter. Chemin faisant, je songeais à mon décret. Quand nous entrâmes au restaurant du *Père Tranquille,* la rédaction était tout entière dans mon cerveau. Pendant que mes amis prenaient leur repas, je transcrivis le décret, tel qu'il parut le lendemain a l'*Officiel.* Le manuscrit était sans une rature. Nous regagnâmes l'Hôtel de Ville. Dès mon entrée en séance, je remis mon projet de décret au président. Il était environ deux heures du matin. Le président en donna lecture à l'Assemblée, très nombreuse, très calme. Le projet fut adopté à l'unanimité. Les procès-verbaux de la Commune, qui sont à Carnavalet, font erreur quand ils disent que le projet fut présenté par Delescluze. Ils commettent une autre erreur en disant que Chardon lut une lettre annonçant la mort de Duval. Chardon parla. Il ne lut aucune lettre. Il parla, tout en pleurs, et c'était un spectacle poignant que ce colosse, en uniforme de colonel, l'écharpe rouge barrant le large torse, pleurant comme un enfant, pendant qu'à travers ses sanglots, il nous disait la mort de l'un des plus héroïques soldats de notre révolution.

Voilà comment fut rédigé et voté le décret des otages. Versailles fut tenu en respect jusqu'au milieu de mai par la menace du talion. Il ne recommença ses assassinats que lorsque la trahison de la minorité de la Commune lui eut ouvert les portes de Paris. A la séance du 17 mai, Urbain, poussé par Montaut, agent de Versailles, réclama l'exécution de dix otages dans les vingt-quatre heures. Je combattis la proposition Urbain et la fis repousser. Rigault s'apaisa

lorsque je lui eus fait remarquer que nous n'avions pas un seul prisonnier que M. Thiers désirât sauver... (Maxime Vuillaume. *Mes Cahiers rouges*. VIII, p. 164-166.)

VII. — La garde nationale.

C'est la garde nationale, c'est-à-dire le peuple armé de Paris, qui a fait la Commune. Il est donc nécessaire de connaître cette avant-garde de la Révolution communaliste. Disons tout d'abord que c'est à contre-cœur que le gouvernement bourgeois avait laissé les armes aux mains de la garde nationale.

« La garde nationale, écrit Lepelletier, aux termes de la Convention de Versailles, avait conservé ses armes, tandis que l'armée régulière, sauf la division Farou, réservée pour le service d'ordre, avait dû subir le désarmement et verser ses fusils aux commissaires prussiens. Au premier abord, cette exception paraît une anomalie, presque une aberration de Jules Favre, comme pour l'armée de l'Est. Il n'en est rien, et le privilège accordé par le vainqueur à la garde nationale s'explique parfaitement. Quand, au cours des négociations, on fut arrivé à cette clause du projet d'armistice, Bismarck dit à Jules Favre :

« — Vous demandez que la garde nationale conserve ses armes, je le veux bien, mais croyez-moi, vous faites une bêtise !

Jules Favre leva les bras au plafond, plissa fortement sa lèvre dédaigneuse, et laissa tomber cet aveu : « Je le sais aussi, et je partage votre avis, mais puis-je faire autrement ? » (Edmond Lepelletier. *Histoire de la Commune de 1871*.)

VIII. — L'Organisation de la garde nationale.

...La garde nationale armée, c'était une force considérable mise à la disposition d'un mouvement insurrectionnel toujours possible, mais ce n'était pas suffisant comme sauvegarde, pen-

saient ceux que les dispositions réactionnaires du gouvernement et la composition de la nouvelle Assemblée alarmaient. Il fallait mieux que la conservation des fusils par des compagnies sans lien, sans union, pour mettre la République à l'abri d'un péril imminent. Cette force éparse de la population armée devait être rassemblée, organisée, disciplinée. Il lui fallait des chefs nommés par elle, des chefs sûrs, au républicanisme avéré. On devait pouvoir la rassembler promptement pour une action commune, la tenir dans la main. De là vint à quelques citoyens d'initiative l'idée de grouper les bataillons séparés, de faire de ces compagnies sans relations entre elles un faisceau formidable. La période électorale parut une occasion propice. Une réunion fut organisée par le journaliste-conférencier Henri de la Pommeraye. Elle eut lieu au Cirque d'Hiver, sous la présidence d'un commerçant du 3e arrondissement (Arts-et-Métiers-Saint-Merry), nommé Courty. Ce n'était ni un révolutionnaire, ni même un militant notoire, et cet actif citoyen s'effaça, après avoir joué pendant trois semaines le rôle important de promoteur de la Fédération de la garde nationale.

Après avoir arrêté une liste de candidats dans cette réunion, en vue des élections, les gardes nationaux présents décidèrent de se rassembler à nouveau, toujours dans un but électoral, pour le cas d'élections doubles qu'on pouvait prévoir. Un bureau du Comité, premier embryon du Comité central, fut aussi nommé, avec mandat de convoquer les compagnies. Ce bureau les convoqua pour 15 février, au Tivoli-Waux-Hall, vaste salle de bal de la rue de la Douane. Plus de 3.000 gardes nationaux de tous les arrondissements, mais surtout ceux des quartiers populaires, se rendirent à l'appel. On négligea de s'occuper des candidatures, objet primitif de la réunion. On se mit surtout en mesure de grouper les bataillons, représentés par les délégués. La Commission fut nommée pour rédiger un projet de statuts de la Fédération. Sur les 20 arrondissements de Paris, 18 étaient représentés à la

réunion du Waux-Hall. Ils nommèrent chacun un commissaire. Tous ces commissaires étaient des inconnus, n'ayant qu'une notoriété restreinte ne dépassant pas leur quartier. Aucun avocat, aucun journaliste, aucun politicien notoire ne firent partie de ce premier Comité. Ceux qui furent désignés étaient des commerçants, des employés, des ouvriers. Les élus avaient fait connaissance avec ceux qui les nommaient, au bataillon, durant les longues factions aux remparts, pendant les discussions dans les postes, à l'exercice, aux appels. Au lendemain de l'Assemblée du Waux-Hall, il y eut, dans chaque arrondissement, des réunions locales organisées par les commissaires élus le 15 février. Une citation du procès-verbal du XVe arrondissement, réunion à la salle Ragache (Grenelle), donnera une idée de ces assemblées primaires de la Fédération :

Séance du 16 février 1871. Salle Ragache. — Président : Solair; assesseurs : Chauvière et Léon Angevin. — Le citoyen Masson, délégué provisoire (au Waux-Hall) pour le XVe arrondissement, explique le but de la réunion. Il s'agit de réunir dans un immense faisceau la grande famille qui s'appelle la garde nationale de Paris, jusqu'à ce jour si malheureusement divisée. Il lit une ébauche de statuts : l'idée républicaine domine dans chacun des articles. En voici le sens : la garde nationale ne reconnaît pas d'autre forme de gouvernement que la République. La garde nationale doit être, dans l'avenir, la seule armée de la France. Elle nomme à l'élection tous ses chefs, depuis le caporal jusqu'au général en chef. Le citoyen Chauvière déclare qu'il adhère à ces idées. Il annonce que le lendemain, chaque compagnie du XVe arrondissement nommera deux délégués chargés de la représenter au Comité central de la garde nationale (*Le Mot d'Ordre*, n° daté du 18 février 1871).

On voit par cet extrait, combien sérieusement s'accomplirent les diverses élections pour la composition du futur Comité central. (Ed. Lepelletier, *Ibid.* p. 230-232.)

Dans une réunion générale subséquente, le 24 février, au Tivoli Waux-Hall, fut complétée l'organisation de la garde nationale. Les statuts furent adoptés, et la fédération se constitua sur les bases suivantes :

« La Fédération comprend l'assemblée générale des délégués, le cercle de bataillon, le conseil de légion, le comité central.

« L'Assemblée générale est formée de : 1° trois délégués élus dans chaque compagnie, sans distinction de grade ; 2° d'un officier par bataillon, élu par les officiers ; 3° du chef de bataillon.

Le cercle de bataillon est fourni : 1° du délégué à l'Assemblée générale ; 2° de deux délégués par compagnie ; 3° de l'officier délégué à l'Assemblée générale ; 4° du chef de bataillon.

« Le Conseil de légion est formé : 1° de trois délégués par cercle de bataillon, élus sans distinction de grade ; 2° des chefs de bataillon de l'arrondissement.

« Enfin le Comité Central est formé : 1° de trois délégués par arrondissement, élus sans distinction de grade par le Conseil de légion ; 2° d'un chef de bataillon par légion, délégué par ses collègues. — (Ed. Lepelletier. *Ibid.*)

IX. — La garde nationale recommande le calme à l'entrée des Prussiens.

Rien ne démontre le sens rassis de la force populaire armée que les conseils de modération donnés à la population parisienne au moment le plus tragique de la période tourmentée de la guerre. Le junker Bismarck décida, pour donner satisfaction à ses congénères, de mettre sa botte de cuirassier sur le corps de la noble vaincue : il voulait faire fouler par les sabots de ses chevaux, le plus beau coin de Paris affamé, trahi, mais non soumis. L'indignation populaire fut à son comble. Et c'est à ce moment suprême que le Comité central de la garde nationale a fait preuve de courage.

Manifeste du Comité Central à l'entrée des Prussiens.

« Toute attaque, disait cet appel, servirait à désigner le peuple aux coups des ennemis, qui noieraient les revendica-

tions sociales dans un fleuve de sang. Nous nous souvenons des journées de juin...

Citoyens, toute agression serait le renversement de la République !

Il sera établi tout autour des quartiers que doit occuper l'ennemi, une série de barricades, propres à isoler complètement cette partie de la ville. La garde nationale, de concert avec l'armée, veillera à ce que l'ennemi ne puisse communiquer avec les parties retranchées de la ville. »

Suivaient les signatures, qu'il est intéressant de reproduire : Alayoine, Boint, Frontier, Boursier, David, Boisson, Barroud, Gritz, Tessier, Ramel, Badois, Arnold, Piconel, Audoynaud, Masson, Weber, Lagarde, Laroque, Bergeret, Pouchain, Lalette, Fleury, Maljournal, Chouteau, Cadaze, Castioni, Dutil, Matté, Ostyn. — (Éd. Lepelletier, *Ibid.* p. 248.)

X. — Le Dix-Huit Mars dans l'Histoire.

...Le 18 Mars fut un épisode, un incident imprévu, commencé en bagarre et achevé en révolution, provoqué par la fuite du gouvernement existant, mais la Révolution était faite le jour où la garde nationale se fédérant, formait une armée, devenait maîtresse de la ville et de l'autorité.

Le manifeste aux Parisiens, pour leur ordonner de rester tranquilles pendant les heures de l'occupation prussienne, fut la proclamation du nouveau règne. Le 18 Mars fut la conséquence logique et inévitable du pronunciamento républicain du 28 février, où l'armée parisienne notifiait son avènement à la France entière. Le Comité central existait donc. Il se révélait, il prenait la parole, il donnait des ordres, il était écouté, il était obéi ; il tenait Paris, mais la France devait lui échapper.

Le 28 février 1871 est la date que devrait porter la grande insurrection parisienne. Il y eut ce jour-là un pouvoir nouveau, accepté, respecté, aux lieu et place de Thiers, de Vinoy, pouvoirs déchus, méprisés et remplacés à cette date.

Le Comité central, dont les pouvoirs furent seulement votés et notifiés le 3 mars, au Waux-Hall, dès le jour de l'entrée des Prussiens dans Paris, faisait son entrée dans l'Histoire. (Éd. Lepelletier. *Ibid.* p. 249-250.)

XI. — Les causes de la défaite de la Commune. Sa portée historique.

Ces causes sont aussi claires, aussi simples, on peut dire aussi obligatoires que celles de la défaite de la Révolution de 1848 : la Commune fut une révolution d'une petite minorité en face d'une nation indifférente ou hostile. Paris était isolé de la province. Quelques villes seulement ont répondu — et très partiellement — à son appel. La Commune était trop avancée pour une Révolution purement bourgeoise et trop confuse pour une révolution exclusivement prolétarienne. *Les conditions matérielles de sa victoire firent défaut.* Il ne s'agit pas de la condamner. Elle fit plus qu'elle ne pouvait faire humainement. Elle eut l'héroïsme d'exister comme un îlot au milieu d'un océan hostile dont les vagues menaçaient de l'emporter. Sous le regard narquois d'un vainqueur brutal et impitoyable, prêt à se jeter sur elle pour l'étrangler, entourée des ennemis, cernée par la soldatesque de Thiers, sans communion d'idées avec la France entière, la Commune eut l'idéalisme d'espérer contre toute espérance. Cette sorte d'idéalisme n'est accessible qu'aux classes héroïques qui prennent ainsi, on peut dire, un acompte sur l'avenir qui leur appartient.

La Commune a démontré aussi que la classe ouvrière est capable de lutter et de mourir pour une grande cause en défiant le destin lui-même. Elle a également démontré aux classes corrompues et égoïstes qu'on peut tenir le pouvoir sans s'en servir pour des appétits et des ambitions.

C'était enfin le premier gouvernement honnête dont les ministres se considéraient comme « les délégués » du peuple et vivaient comme des ouvriers. La femme du ministre des Finances Jourde, allait au lavoir laver son linge. Le « ministre » Protot quitta « le pouvoir » pauvre et honnête comme il y était entré. Il continue de vivre dans l'obscurité, travailleur acharné, incorrigible idéaliste, en chevalier de la Révolte. Vaillant, « ministre » lui aussi, ne cessa pas depuis sa condamnation à mort, de donner tout son vaste et profond savoir à la cause ouvrière, ne vivant et ne respirant que pour elle. Le ministre « métèque », le juif hongrois Léo Frankel, continua la lutte en ouvrier modeste et probe. Et ceux qui sont morts ! Quelles admirables figures que celles de Milière, Delescluze, Varlin, Ferré et tant d'autres. Et qui pourra dire les mérites des dizaines de mille de héros anonymes morts sur les barricades par devoir et pour défendre une cause momentanément perdue ?

Nul n'a rendu une justice aussi éclatante à la Commune que Karl Marx. Son hommage, il l'a lui-même résumé en deux mots : « Paris, toute vérité, Versailles tout mensonge ! » Lorsque quelques années après la Commune, Auguste Bebel en fit l'apologie, tout frémissant d'enthousiasme et d'indignation, en plein Reichstag, Bismarck comprit « le danger socialiste ». Il décréta la loi scélérate contre les socialistes qui n'a pas empêché la social-démocratie de devenir si puissante. Toute l'Internationale fête la Commune. Et c'est au nom de l'Internationale que Marx lui avait adressé le suprême adieu.

Louis Dubreuilh, dans son excellent livre sur la Commune, que nous voudrions voir dans les mains de tous les

socialistes, trace le tableau que voici de la première révolution ouvrière :

Il n'est rien de malaisé comme de juger un mouvement avorté. Les vaincus ont toujours tort même pour qui les aime, pour qui fraternise avec eux. Celui-là qui eut le plus souhaité leur victoire est tenté bien souvent de se montrer le plus sévère. C'est pourquoi, sans doute, la Commune a obtenu et obtient encore si peu d'indulgence de la part des intellectuels, même sympathisants, qui ont bien voulu s'occuper d'elle. La Commune n'a trouvé grâce, en somme, adhésion franche et entière, qu'auprès du prolétariat qui, négligeant le détail et l'accidentel, par conséquent les faiblesses, les incapacités et les tares individuelles, ne s'est souvenu que de la barricade dont il projette l'image sur l'écran du passé comme celle de l'épisode le plus notoire de sa lutte séculaire contre les détenteurs du capital et du pouvoir. Vision simplifiée, peut-être, et qui ne tient compte, ni des oppositions, ni des nuances! Mais, à tout prendre, ne serait-ce cependant pas la plus juste et même la seule juste?

C'est vrai, on l'a dit, nous l'avons dit aussi et essayé de le montrer, la Commune fut un mouvement étrangement mêlé et confus à ses origines et traversé dans son orageuse carrière de courants multiples et divergents. C'est vrai, des patriotes, et nombreux, s'y égarent au début et, comme Rossel, crurent que par elle, avec elle, on pouvait galvaniser la France exsangue et moribonde et la jeter sur le Prussien. Rêve extravagant, imagination folle, mais qui hanta, il est certain, bien des cervelles. C'est vrai aussi : les républicains, tous les républicains de la capitale se rallièrent un instant expressément ou tacitement au gouvernement insurrectionnel, parce qu'ils discernaient en lui une garantie à l'égard des complots ourdis à l'Assemblée nationale et dans le pays par les revenants de la réaction contre le régime issu de la Révolution du 4 septembre. Oui, et l'on peut même prétendre qu'en tant que mouvement républicain, la Commune n'a pas échoué complètement, que sous sa pression, Thiers, pour contenir les grandes villes de province frémissantes, dut promettre la République maintenue et ne put ensuite ou ne voulut défaire ce qu'il avait fait sous le coup de la nécessité. Il est permis de dire encore que la Commune fut un mouvement communaliste, qu'elle se proposa des fins de décentralisation, de large autonomie administrative et politique, et plusieurs même ont été jusqu'à avancer cette opinion, légèrement hasardeuse, que ce fut là sa pensée maîtresse, son idée directrice et comme son legs testamentaire.

Oui, toutes ces affirmations comportent une part, souvent une

large part de vérité. C'est qu'aussi bien la Commune, pas plus du reste qu'aucune autre Révolution, ne se développa selon un schéma doctrinaire préconçu, sur une sorte de plan idéal, dans le vide de l'abstraction. Heurtée, chaotique, mouvante, comme la vie elle-même, et comme les circonstances extraordinaires où elle avait trouvé naissance, elle s'offre au spectateur avec les caractéristiques les plus diverses et parfois les plus disparates. Patriote, républicaine, communaliste, certainement elle fut ces choses et d'autres encore. Mais avant tout, surtout, par dessus tout, elle fut prolétaire, partant socialiste, car le prolétariat en mouvement ne peut agir et combattre que pour un but socialiste. Elle fut — et c'est ce que la conscience populaire a bien vu et senti et a seule vu et senti — une insurrection ouvrière qui mit debout exploités contre exploiteurs, d'abord pour la garde de leurs armes qu'on leur voulait arracher, pour leur émancipation ensuite. Elle fut dans son essence, elle fut dans son fond la première grande bataille rangée du Travail contre le Capital. Et c'est même parce qu'elle fut cela avant tout, d'un républicanisme qui n'était qu'un socialisme s'ignorant et qui allait jusqu'à menacer les bases mêmes du vieil ordre social et à évoquer un ordre nouveau, qu'elle fut vaincue et que vaincue elle fut égorgée. (L. Dubreuilh. La Commune. *Histoire Socialiste*, sous la direction de J. Jaurès. T. XI, p. 494-495.)

HUITIÈME PARTIE

L'ANARCHIE

Manifestation du Père-Lachaise (Anniversaire de la Commune, 1911).

CHAPITRE PREMIER

L'INDIVIDUALISME ANARCHISTE

I. — Anarchie et Socialisme.

A la conception socialiste de la Révolution sociale s'opposent : 1° l'individualisme anarchiste ; 2° l'anarchisme communiste (qu'il ne faut pas confondre.) Toute l'histoire du Socialisme est remplie de cette violente lutte qui n'est pas près de sa fin, car elle tient aux conditions vitales de la société actuelle. Les révolutionnaires eux-mêmes naissent et vivent dans la société capitaliste, qui leur communique, grâce à ses puissants moyens d'influence (l'Eglise, l'Ecole, la Littérature, la Science, la Presse, l'Opinion publique), son esprit, son idéologie, ses méthodes et habitudes de penser et de sentir. Il a fallu au socialisme un effort extraordinaire pour dégager sa doctrine des éléments et des idées bourgeois qui l'assaillaient de toutes parts. Cet effort doit toujours être renouvelé, car le danger est loin d'être conjuré. La société mourante se défend avec l'énergie du désespoir. Elle empoisonne les meilleurs éléments. Le mort saisit le vif. Et elle communique son souffle mortel à ses adversaires eux-mêmes.

L'anarchie — individualiste et communiste — s'infiltre d'autant plus facilement qu'elle contient quelques éléments qui lui sont communs avec le socialisme révolutionnaire : la haine du régime de l'iniquité, la critique impitoyable de ce régime et l'ardeur combative qui ne s'arrête devant aucun sacrifice.

Et il est naturel que l'anarchie ait plus de chances de succès dans les pays latins, où l'esprit de combativité et de

contradiction est très développé et qui possèdent une longue et glorieuse tradition révolutionnaire. D'autant plus que leur faible développement capitaliste rend difficile d'opposer la tactique des masses prolétariennes organisées à celle des individus révoltés qui prennent leurs désirs pour des réalités et leur bon vouloir révolutionnaire pour de la force.

Avant de les critiquer, nous considérons comme un devoir de bonne foi de donner, aux idées des adversaires anarchistes du socialisme organisé, le plus ample développement. Ainsi le lecteur les jugera par lui-même en ayant à sa disposition la substance même de leur doctrine exposée par les meilleurs et les plus autorisés représentants.

II. — Max Stirner. — Sa vie.

« Moi, Johann-Caspar Schmidt, de la confession évangélique, je suis né à Bayreuth, ville appartenant alors à la Prusse et rattachée aujourd'hui à la Bavière, le 25e jour du mois d'octobre de l'an 1806, d'un père fabricant de flûtes qui mourut peu de jours après ma naissance. Ma mère épousa trois ans plus tard, l'apothicaire Ballerstedt, et, s'étant, après des chances diverses, transportée à Kulm, ville située sur la Vistule, dans la Prusse occidentale, elle m'appela bientôt près d'elle en l'an 1810.

« C'est là que je fus instruis dans les premiers rudiments des lettres ; j'en revins à l'âge de douze ans, à Bayreuth, pour y fréquenter le très florissant gymnase de cette ville. J'y fus pendant près de sept ans sous la discipline de maîtres très doctes, parmi lesquels je cite avec un souvenir pieux et reconnaissant, Pausch, Kieffer, Neubig, Kloeter, Held et Gabler, qui méritèrent toute ma gratitude par leur science des humanités et par la bienveillance qu'ils me témoignaient.

« Préparé par leurs préceptes, j'étudiai pendant les années 1826-1828, la philologie et la théologie à l'Académie de Berlin, où je suivis les leçons de Boeckh, Hegel, Marheinecke, C. Ritter, H. Ritter et Schleiermacher. Je fréquentai ensuite pendant un semestre les cours de Rapp et de Winer à Erlangen, puis j'abandonnai l'Université pour faire en Allemagne un voyage auquel je consacrai près d'une année. Des affaires domestiques m'obligèrent alors à passer une année à Kulm, une autre à Königsberg ; mais, s'il me fut impossible pendant ce temps, de poursuivre mes études dans une académie, je ne négligeai cependant pas l'étude des lettres et je m'abandonnai d'un esprit studieux aux sciences philosophiques et philologiques.

« L'an 1833, au mois d'octobre, j'étais retourné à Berlin pour y reprendre le cours de mes études, lorsque je fus atteint d'une maladie qui me tint pendant un semestre éloigné des leçons. Après ma guérison, je suivis les cours de Boeckh, de Lachmann et de Michelet. Mon triennium étant ainsi terminé, je me propose de subir, Dieu aidant, l'examen *pro facultate docendi* ».

Quelques noms, quelques dates, une maladie, un voyage, nous ne connaissons rien de plus des premières années de celui qui devait un jour s'appeler Max Stirner. Ce « curriculum vitæ », qu'il rédigea en 1834, lorsqu'il s'apprêtait à terminer ses longues et pénibles études universitaires, résume à peu près tout ce que nous savons de sa jeunesse, de ses études et de la formation de son esprit. Le reste de sa vie est plongé dans la même obscurité. Il publie en 1844 l'*Unique et sa propriété*, puis il disparaît. Le court et violent scandale qu'avaient soulevé son intraitable franchise et l'audace de sa critique est étouffé par la rumeur grandissante des événements de 48 qui approchent ; et lorsqu'il meurt en 1856, les rares contemporains qui se rappellent encore le titre de son œuvre apprennent avec quelque surprise que l'auteur vient seulement de s'éteindre dans la misère et dans l'oubli. (Max

STIRNER. *L'Unique et sa propriété*. Préface de Robert. L. Reclaire. Edit. Stock.)

Grâce à son admirateur, J.-H. Mackay, l'auteur du roman « Anarchistes », nous connaissons un peu mieux la vie et l'œuvre du chef de l'anarchisme individualiste.

Pendant cinquante ans, l'ombre s'amasse sur son œuvre et sur son nom ; seuls quelques curieux que leurs études forcent à fouiller les coins poudreux des bibliothèques ont feuilleté d'un doigt soupçonneux ce livre réprouvé ; s'ils en parlent parfois, en passant, c'est comme d'un paradoxe impudent ou d'une gageure douteuse. — Les idées marchent, et un jour vient où l'on s'avise que ce solitaire inconnu a été un des penseurs les plus vigoureux de son époque ; on s'aperçoit qu'il a prononcé les paroles décisives dont nous cherchions hier la formule, et cet isolé retrouve chez nous une famille. Il sort de l'oubli, et des mains pieuses cherchent à retrouver sous la poussière d'un demi-siècle les traces de ce passant hautain en qui palpitèrent déjà nos haines et nos amours d'aujourd'hui.

Le poète J.-H. Mackay a, pendant dix ans, recueilli avec un soin jaloux tous les documents, tous les renseignements, tous les indices capables de jeter quelque clarté sur la vie de Max Stirner ; mais la consciencieuse enquête à laquelle il s'est livré, les fouilles laborieuses qu'il a pratiquées dans les registres des facultés, les publications de l'époque et les souvenirs de ceux qui avaient croisé son héros dans la vie — nous osons à peine dire de ceux qui l'avaient connu — n'ont malheureusement point réussi à faire sortir Stirner de « l'ombre de son esprit ». L'ouvrage, fruit de ses patientes recherches, nous donne une description exacte jusqu'à la minutie du milieu dans lequel dut évoluer l'auteur de l'*Unique*, ses tableaux abondants et sympathiques font revivre les hommes qu'il dut fréquenter, les êtres et les choses parmi lesquelles il vécut ; mais cette esquisse, encore pleine de lacunes, de la vie extérieure de J.-Caspar Schmidt, Max Stirner ne la tra-

verse que comme un étranger. C'est un cadre, mais le portrait manque et manquera vraisemblablement toujours.

Ce cadre, c'est l'Allemagne des « années quarante », grosse de rêves et d'espoirs démesurés, pleine du juvénile sentiment qu'il suffisait de volonté et d'enthousiasme pour faire éclore le monde nouveau qu'elle sentait tressaillir dans ses flancs. La jeune Allemagne, nourrie des doctrines de Hegel, mais que ne satisfait plus la scolastique pétrifiée du maître, s'était jetée dans la mêlée philosophique et sociale qui devait aboutir aux orages de 1848-1849, et se pressait sous les drapeaux du radicalisme et du socialisme, ou combattait autour de Br. Bauer, de Feuerbach et des « Nachhegelianer », avec, pour centres de ralliement, les *Annales de Hall* de Ruge et la *Gazette du Rhin*, du jeune docteur Karl Marx.

C'est sur ce fond tumultueux et lourd de menaces, où chaque livre est une arme, où toute parole est un acte, où l'un sort de prison quand l'autre part pour l'exil, que nous voyons passer la silhouette effacée, l'ombre fugitive du grand penseur oublié.

Cet homme silencieux et discret, sans passions vives ni attaches profondes dans la vie, qui contemple d'un œil serein les événements politiques se dérouler devant lui, avec parfois un mince sourire derrière ses lunettes d'acier, c'est J.-C. Schmidt.

Ceux qui le coudoient au milieu des promptes et chaudes camaraderies du champ de bataille, le connaissent peu. Ils savent que la vie lui est dure, que dès sa jeunesse la chance lui fut hostile, que des « affaires de famille » pénibles troublèrent ses études, et qu'un mariage conclu en 1837 le laissa après six mois, veuf et seul, sans autres relations que sa mère, « dont l'esprit est dérangé ». Ils savent que, son examen *pro facultate docendi* passé, il a fait un an de stage pédagogique à Berlin, puis que, renonçant à acquérir le grade de docteur et à entrer dans l'enseignement officiel, il a accepté en 1839 une place de professeur dans un établissement

privé d'instruction pour jeunes filles. Mais nul n'a pénétré dans l'intimité de sa vie et de sa pensée, et il n'est pas de ceux à qui l'on peut dire : pourquoi ?

De 1840 à 1844, « les meilleures années de sa vie », on le voit fréquenter assidûment, plutôt en spectateur qu'en acteur, les cercles radicaux où trône Br. Bauer ; il publie, en 1842 et 1843, quelques articles de philosophie sociale sous le pseudonyme de Max Stirner, mais n'occupe qu'une place effacée dans les réunions turbulentes de la jeunesse de Berlin. En 1843, il se remarie et la vie semble un instant vouloir sourire au pauvre « professeur privé ».

En 1844, paraît chez l'éditeur Otto Wigand, de Leipzig, « *L'Unique et sa Propriété* ». Stupeur de ceux qui, voyant sans cesse l'auteur au milieu d'eux, le croyaient des leurs, et scandale violent dans le public lettré dont il renverse les idoles avec une verve d'iconoclaste. Le livre, répandu en cachette chez les libraires, est interdit par la censure qui, quelques jours après, revient sur sa condamnation, jugeant l'ouvrage « trop absurde pour pouvoir être dangereux ». Les anciens compagnons s'écartent, le livre est oublié et la solitude se fait.

Dès ce moment commence la longue agonie du penseur. L'année même de la publication de son œuvre, « cette œuvre laborieuse des plus belles années de sa jeunesse », l'établissement où il professait lui ferme ses portes, et la gène s'installe à son foyer ; l'éditeur Wigand qui resta un ami fidèle du proscrit moral, lui confie, pour l'aider, quelques traductions, et il publie en allemand, de 1846 à 1847, le *Dictionnaire d'Economie politique* de J.-B. Say et les *Recherches sur la richesse des Nations*, de Smith. Mais les embarras d'argent vont croissant ; une tentative commerciale malheureuse achève de fondre en peu de mois quelques milliers de francs qui avaient formé la dot de sa femme, et celle-ci se sépara de lui en 1846. Dès lors, c'est la misère de plus en plus profonde. Ceux qui l'avaient connu le perdent complètement de vue, Wigand lui-

même ignore où il cache son orgueilleuse détresse ; les événements de 1848 se déroulent sans qu'on voie Stirner y prendre aucune part.

En 1852, paraît encore une *Histoire de la Réaction*, en deux volumes, entreprise de librairie sans intérêt, où la part de la collaboration de Stirner est d'ailleurs mal définie. — Et puis, plus rien, à peine quelques lueurs ; en 1852, il est commissionnaire, et son biographe a retrouvé les traces de deux séjours de J.-C. Schmidt dans la prison pour dettes en 1852 et 53.

Il achève de mourir le 25 juin 1856, âgé de quarante-neuf ans et huit mois. On peut voir aujourd'hui sur sa tombe, grâce aux soins pieux de J.-H. Mackay, une dalle de granit portant ces seuls mots : MAX STIRNER. (MAX STIRNER. Préface *Ibid.* p. III-VI.)

III. — Les idées, vérités, droit, morale, sont des fantômes ou des marottes.

« Homme, écrit Max Stirner, ta cervelle est hantée, tu fais la campagne ! Dans tes rêves démesurés, tu te forges tout un monde divin, un royaume des Esprits qui t'attend, un idéal qui t'invite. Tu as une idée fixe !

Ne crois pas que je plaisante ou que je parle par métaphore, quand je déclare radicalement fous, fous à lier, tous ceux que l'infini, le surhumain tourmente, c'est-à-dire, à en juger par l'unanimité de ses vœux, à peu près toute la race humaine. Qu'appelle-t-on, en effet, une « idée fixe ? » Une idée à laquelle l'homme est asservi. Lorsque vous reconnaissez l'insanité d'une telle idée, vous enfermez son esclave dans une maison de santé. Mais que sont donc la Vérité religieuse dont il n'est pas permis de douter, la Majesté (celle du Peuple par exemple), que l'on ne peut secouer sans lèse-majesté, la Vertu à laquelle le censeur, gardien de la moralité, ne tolère pas la moindre atteinte ? Ne sont-ce point autant d' « Idées

fixes ? » Et qu'est-ce que, par exemple, que ce radotage qui remplit la plupart de nos journaux, sinon le langage de fous que hante une idée fixe de légalité, de moralité, de christianisme, fous qui n'ont l'air d'être en liberté que grâce à la grandeur du préau où ils prennent leurs ébats ? Essayez donc d'entreprendre un tel fou au sujet de sa manie, immédiatement vous aurez à protéger votre échine contre sa méchanceté, car ces fous de grande envergure ont encore cette autre ressemblance avec les pauvres gens dûment déclarés fous, qu'ils se ruent haineusement sur quiconque touche à leur marotte. Ils vous volent d'abord votre arme, ils vous volent la liberté de la parole, puis ils se jettent sur vous les griffes en avant. Chaque jour montre mieux la lâcheté et la rage de ces maniaques, et le peuple, comme un imbécile, leur prodigue ses applaudissements. Il suffit de lire les gazettes d'aujourd'hui et d'écouter parler les Philistins pour acquérir bien vite la désolante conviction qu'on est enfermé avec des fous dans une maison de santé. « Tu ne traiterais pas ton frère de fou, sinon, etc. ! » Mais la menace me laisse froid, je le répète : mes frères sont des fous fieffés.

Qu'un pauvre fou dans son cabanon se nourrisse de l'illusion qu'il est Dieu le Père, l'Empereur du Japon, le Saint-Esprit, ou qu'un brave bourgeois s'imagine qu'il est appelé par sa destinée à être bon chrétien, fidèle protestant, citoyen loyal, homme vertueux, — c'est identiquement la même « idée fixe ». Celui qui ne s'est jamais risqué à n'être ni bon chrétien, ni fidèle protestant, ni homme vertueux, est enfermé et enchaîné dans la foi, la vertu, etc. C'est ainsi que les scolastiques ne philosophaient que dans les limites de la foi de l'Église, et que le pape Benoît XIV écrivit de volumineux bouquins dans les limites de la superstition papiste, sans que le moindre doute effleurât leur croyance ; c'est ainsi que les écrivains entassent in-folios sur in-folios traitant de l'État, sans jamais mettre en question l'idée fixe d'État elle-même ; c'est ainsi que nos gazettes regorgent de politique parce qu'el-

les sont infectées de cette illusion que l'homme est fait pour être un « zoon politicon ». Et les sujets végètent dans leur servitude, les gens vertueux dans la vertu, les libéraux dans les « eternels principes de 89 », sans jamais porter dans leur idée fixe le scalpel de la critique. Ces idoles restent inébranlables sur leurs larges pieds comme les manies d'un fou, et celui qui les met en doute joue avec les vases de l'autel ! Redisons-le encore : une idée fixe, voilà ce qu'est le vrai sacro-saint ! »

IV. — Les possédés de la vertu.

« Ne nous heurtons-nous qu'à des possédés du Diable, ou rencontrons-nous aussi souvent des possédés d'espèce contraire, possédés par le Bien, la Vertu, la Morale, la Loi ou n'importe quel autre « principe ». Les possessions diaboliques ne sont point les seules : si le Diable nous tire par une manche, Dieu nous tire par l'autre ; d'un côté, la « tentation », de l'autre, la « grâce » ; mais quelle que soit celle qui opère, les possédés n'en sont pas moins acharnés dans leur opinion.

« Possession » vous déplaît. Dites obsession, ou, puisque c'est l'Esprit qui vous possède et qui vous suggère tout, dites *inspiration, enthousiasme*. J'ajoute que l'enthousiasme, dans sa plénitude, car il ne peut être question de faux, de demi-enthousiasme, s'appelle *fanatisme*.

Le *fanatisme* est spécialement propre aux gens cultivés, car la culture d'un homme est en raison de l'intérêt qu'il attache aux choses de l'esprit, et cet intérêt spirituel, s'il est fort et vivace, n'est et ne peut être que *fanatisme* ; c'est un intérêt fanatique pour ce qui est sacré (*fanum*.)

Observez nos libéraux, lisez certains de nos journaux saxons, et écoutez ce que dit Schlosser (*Achtzehntes Jahrhundert* (*dix-huitième siècle*, 22, 5101) : « La société d'Holbach ourdit un complot formel contre la doctrine traditionnelle et

l'ordre établi, et ses membres mettaient dans leur incrédulité autant de fanatisme que moines et curés, jésuites, piétistes et méthodistes, ont coutume d'en mettre au service de leur piété machinale et de leur foi littérale. »

Examinez la façon dont se comporte aujourd'hui un homme « moral », qui pense en avoir bien fini avec Dieu, et qui rejette le Christianisme comme une guenille usée. Demandez-lui s'il lui est déjà arrivé de mettre en doute que les rapports charnels entre frère et sœur soit un inceste, que la monogamie soit la vraie loi du mariage, que la piété soit un devoir sacré, etc. Vous le verrez saisi d'une vertueuse horreur à cette idée qu'on pourrait traiter sa sœur en femme, etc. Et d'où lui vient cette horreur ? De ce qu'il *croit* à une loi morale. Cette foi morale est solidement ancrée en lui. Avec quelque vivacité qu'il s'insurge contre la *piété* des chrétiens, il n'en est pas moins resté chrétien par la moralité. Par son côté moral, le christianisme le tient enchaîné, et enchaîné dans la *foi*. La monogamie doit être quelque chose de sacré, et le bigame sera châtié comme un *criminel ;* celui qui se livre à l'inceste portera le poids de son *crime*. »

V. — L'État gardien de la morale.

« Et ceci s'applique aussi à ceux qui ne cessent de crier que la Religion n'a rien à voir avec l'État, que juif et chrétien sont également citoyens. Inceste, monogamie, ne sont-ce point autant de *dogmes ?* Qu'on s'avise d'y toucher, et l'on éprouvera qu'il y a dans cet homme moral l'étoffe d'un *inquisiteur* à faire envie à un Krummacher ou à un Philippe II. Ceux-ci défendaient l'autorité religieuse de l'Église, lui, défend l'autorité morale de l'État, les lois morales sur lesquelles l'État repose ; l'un comme l'autre condamnent au nom d'articles de foi ; quiconque agit autrement que ne le permet leur *foi* à eux, on lui infligera la flétrissure due à son « crime », et on

l'enverra pourrir dans une maison de correction, au fond d'un cachot. La croyance morale n'est pas moins fanatique que la religion. Et cela s'appelle « liberté de conscience », quand un frère et une sœur sont jetés en prison au nom d'un principe que leur « conscience » avait rejeté ? — Mais ils donnaient un exemple détestable ! — Certes, oui, car il se pourrait que d'autres s'avisassent grâce à eux que l'État n'a point à se mêler de leurs relations, et que deviendrait la « pureté des mœurs ? » D'où, tollé général : « Sainteté divine ! » crient les zélateurs de la Foi, « Vertu sacrée ! » crient les apôtres de la Morale.

Ceux qui s'agitent pour des intérêts sacrés se ressemblent souvent fort peu. Combien les orthodoxes stricts ou vieux croyants diffèrent des combattants pour « la Vérité, la Lumière et le Droit », des Philalèthes, des amis de la Lumière, etc. ! Et cependant rien d'essentiel, de fondamental ne les sépare. Si l'on attaque telle ou telle des vieilles vérités traditionnelles (le miracle, le droit divin), les plus éclairés applaudissent, les vieux croyants sont seuls à gémir. Mais si l'on s'attaque à la vérité elle-même, aussitôt tous se retrouvent croyants, et on les a tous à dos. De même pour les choses de la morale : les bigots sont intolérants, les cerveaux éclairés se piquent d'être plus larges ; mais si quelqu'un s'avise de toucher à la Morale elle-même, tous font aussitôt cause commune contre lui. « Vérité, Morale, Droit », sont et doivent rester « sacrés ». Ce qu'on trouve à blâmer dans le Christianisme ne peut, disent les libéraux, qu'y avoir été introduit ; tout et n'est pas vraiment chrétien ; mais le Christianisme doit rester au-dessus de toute discussion ; c'est la « base » immuable qu'il est « criminel » d'ébranler. L'hérétique contre la croyance pure n'est plus exposé, il est vrai, à la rage de persécution de jadis, mais celle-ci s'est tournée tout entière contre l'hérétique qui touche à la morale pure. » (Max Stirner, *L'Unique et sa propriété*, p. 48-52.)

VI. — Libéralisme et Socialisme sont également des « fantômes ».

La Révolution a rendu la bourgeoisie toute-puissante, et a supprimé toute inégalité en ce sens que chacun a été, selon sa position antérieure, élevé ou abaissé au rang de « citoyen » ; le plébéien a été très élevé et le noble abaissé; le tiers état est devenu l'unique état, l'état des citoyens.

A cela le communisme répond : Ce qui fait notre valeur, notre dignité, ce n'est pas notre qualité d'*enfants tous égaux* de notre mère l'État, et nés tous avec les mêmes droits à son amour et à sa protection, mais le fait que nous existons *les uns pour les autres*. Notre égalité, ou ce qui nous fait égaux, consiste en ce que moi, toi, nous tous, tant que nous sommes, nous agissons ou « travaillons » ; autrement dit, si nous sommes égaux, c'est parce que chacun de nous est un travailleur. L'essentiel pour nous n'est pas ce que nous sommes *pour l'Etat*, c'est-à-dire notre qualité de citoyen ou notre *bourgeoisie*, mais ce que nous sommes les uns pour les autres; chacun existe par et pour autrui; vous soignez mes intérêts et réciproquement je veille sur les vôtres. Ainsi, par exemple, vous travaillez à me vêtir (tailleur), moi à vous amuser (auteur dramatique, danseur de corde, etc.); vous travaillez à me nourrir (aubergiste, etc.), moi à vous instruire (savant, etc.) C'est le travail qui fait notre dignité et notre égalité.

Quel avantage retirons-nous de la bourgeoisie? Des charges! Et comment estime-t-on notre travail? Aussi bas que possible. Le travail fait cependant notre unique valeur; le travailleur est en nous ce qu'il y a de meilleur, et si nous avons une signification dans le monde, c'est comme travail-

leurs. Que ce soit donc d'après notre travail qu'on nous apprécie, et que ce soit notre travail qu'on évalue.

Que pouvez-vous nous opposer? Du travail, et rien que du travail. Si nous vous devons une récompense, c'est à cause du travail que vous fournissez, de la peine que vous vous donnez, et non simplement parce que vous existez; c'est en raison de ce que vous êtes *pour nous* et non de ce que vous êtes *pour vous*. Sur quoi sont fondés vos droits sur nous? Sur votre haute naissance, etc.? Nullement! rien que sur ce que vous faites pour satisfaire nos besoins ou nos désirs. Convenons donc de ceci : vous ne nous évaluerez que d'après ce que nous ferons pour vous, et nous en userons de même à votre égard. Le travail crée la valeur, et la valeur se mesure par le travail, nous entendons le travail qui nous profite, la peine qu'on se donne *les uns pour les autres, le travail d'utilité générale*. Que chacun soit aux yeux des autres un *travailleur*. Celui qui accomplit une besogne utile n'est inférieur à personne; en d'autres termes, tous les travailleurs (dans le sens, naturellement, de producteurs pour la communauté, travailleurs communistes) sont égaux. Si le travailleur est digne de son sort, que son sort soit digne de lui.

VII. — Le droit des prolétaires au bonheur.

Tant que la loi suffit pour assurer à l'homme sa dignité et son rang, on n'eut rien à objecter au travail, quelque absorbant qu'il fût, du moment qu'il ne détournait pas l'homme de la foi. Mais aujourd'hui que chacun a en soi une humanité à cultiver, la relégation de l'homme dans un travail de machine n'a plus qu'un nom : c'est de l'esclavage. Si l'ouvrier de fabrique doit se tuer à travailler pendant douze heures et plus par jour, qu'on ne parle plus pour lui de dignité humaine! Toute besogne doit avoir un but qui satisfasse

l'homme, et il faut pour cela que chaque ouvrier puisse devenir *maître* dans son art, et que l'œuvre qu'il produit soit un tout. Dans une fabrique d'épingles, par exemple, l'ouvrier qui ne fabrique que des têtes, ou qui ne fait que passer à la filière le fil de laiton est ravalé au rang de machine, c'est un forçat qui ne sera jamais un artiste ; son travail ne saurait l'intéresser et le *satisfaire*, et il ne peut que l'*éreinter*. Son œuvre, considérée en elle-même, ne signifie rien, n'a aucun but *en soi*, n'est rien de définitif ; c'est le fragment d'un tout qu'un autre emploie — en exploitant le producteur.

Tout plaisir d'un esprit cultivé est interdit aux ouvriers au service d'autrui ; il ne leur reste que les plaisirs grossiers, toute culture leur est fermée. Pour être bon chrétien, il suffit de *croire*, et croire est possible en quelque situation qu'on se trouve ; aussi les gens à convictions chrétiennes n'ont-ils en vue que la piété des travailleurs asservis, leur patience, leur résignation, etc. Les classes opprimées purent à la rigueur supporter toute leur misère aussi longtemps qu'elles furent chrétiennes, car le Christianisme est un merveilleux étouffoir de tous les murmures et de toutes les révoltes. Mais il ne s'agit plus aujourd'hui d'*étouffer* les désirs, il faut les *satisfaire*. La bourgeoisie, qui a proclamé l'évangile de la *joie de vivre*, de la jouissance matérielle, s'étonne de voir cette doctrine trouver des adhérents parmi nous, les pauvres ; elle a montré que ce qui rend heureux, ce n'est ni la foi ni la pauvreté, mais l'instruction et la richesse ; et c'est bien ainsi que nous l'entendons aussi, nous autres, prolétaires !

VIII. — Le régime de la chance.

La bourgeoisie s'est affranchie du despotisme et de l'arbitraire individuels, mais elle a laissé subsister l'arbitraire qui résulte du concours des circonstances et qu'on peut appeler

la fatalité des événements; il y a toujours une chance qui favorise et « des gens qui ont de la chance ».

Lorsque, par exemple, une branche de l'industrie vient à s'arrêter et que des milliers d'ouvriers sont jetés sur le pavé, on pense assez juste pour reconnaître que l'individu n'est pas responsable, mais que « c'est la faute des circonstances »; changeons donc ces circonstances, et changeons-les assez radicalement pour qu'elles ne soient plus à la merci de pareilles éventualités; qu'elles obéissent désormais à une loi! Ne soyons pas plus longtemps les esclaves du hasard! Créons un nouvel ordre de choses qui mette fin à toutes les fluctuations, et que cet ordre soit sacré!

Jadis, pour obtenir quelque chose, il fallait « complaire à son *maître* »; depuis la Révolution, il faut « avoir de la chance ». Une poursuite de la chance, un jeu de hasard, telle est la vie bourgeoise; de là le précepte qu'il ne faut pas risquer de nouveau au jeu ce qu'on est parvenu à y gagner.

Contradiction bizarre, et pourtant toute naturelle : la concurrence, thème unique autour duquel se déroulent toutes les variations de la vie civile et politique, est devenue une pure loterie, depuis la spéculation à la Bourse jusqu'à la chasse aux clients, aux places, au travail, à l'avancement et aux décorations, et jusqu'au misérable petit négoce des usuriers juifs. Si l'on réussit à battre et à évincer ses concurrents, on a fait « un heureux coup ». Ce ne peut être, en effet, que par une faveur du sort, que le vainqueur est doué (quelque application qu'il ait d'ailleurs mise à les acquérir) de facultés contre lesquelles les autres n'ont pu lutter; il a eu la chance de ne rencontrer sur sa route personne de mieux doué.

Ces gens qui, sans y voir de mal, passent leur vie ballottés par le flux et le reflux de la « veine » sont saisis de la plus vertueuse indignation quand leur propre privilège se révèle sous son vrai jour de jeu de hasard en leur « portant malheur ». Un cornet de dés est une image de la concur-

rence beaucoup trop nette, trop peu déguisée ; comme toute nudité, elle offense la décence et la pudeur.

C'est à ces caprices de la fortune que les socialistes veulent mettre un terme, en fondant une société où les hommes ne soient plus le jouet de la chance. Tout naturellement, cette tendance se manifeste tout d'abord par la haine des « malheureux » contre les « heureux », c'est-à-dire de ceux pour lesquels le hasard n'a que peu ou rien fait contre ceux qu'il a comblés. Mais la mauvaise humeur du malheureux ne s'adresse pas tant à celui qui a de la chance qu'à la chance elle-même, cette colonne pourrie de l'édifice bourgeois.

IX. — Le Communisme.

Les communistes, partant de ce principe que l'activité libre est l'essence de l'homme, ont besoin du dimanche qu'exige comme compensation leur pensée des jours ouvrables. Il leur faut le dieu, l'élévation et l'édification que réclame tout effort matériel pour mettre un peu d'esprit dans leur travail de machines.

Si le communiste voit en toi un homme et un frère, ce n'est là que sa manière de voir des dimanches ; les autres jours de la semaine, il ne te regarde nullement comme un homme tout court, mais comme un travailleur humain ou un homme qui travaille. Si le premier point de vue s'inspire du principe libéral, le second recèle l'illibéralité. Si tu étais un « fainéant », il ne reconnaîtrait pas en toi l'homme, il y verrait un « homme paresseux » à corriger de sa paresse et à cathéchiser pour le conserver à la *croyance* que le travail est la « destination et la vocation » de l'homme.

Aussi le communisme s'offre-t-il sous un double aspect : d'une part, il attache grande importance à la satisfaction de l'homme spirituel, et d'autre part, il avise aux moyens de

Anniversaire de la Commune (1911)

satisfaire l'homme matériel ou charnel. Il poursuit l'homme d'un double *bénéfice*, à la fois matériel et spirituel.

La bourgeoisie avait *proclamé libres* les biens spirituels et matériels, et s'en était remise à chacun du soin de chercher à obtenir ce qu'il convoitait. Le communisme donne réellement ces biens à chacun, les lui impose, et l'oblige à en tirer parti ; considérant que ce ne sont que les biens matériels et spirituels qui font de nous des hommes, il regarde comme essentiel que nous puissions acquérir ces biens sans que rien ne nous fasse obstacle, afin d'être hommes.

La bourgeoisie rendait la production libre, le communisme *force* à la production et n'admet que les *producteurs*, les *artisans*. Il ne suffit pas que les professions te soient ouvertes, il faut que tu en pratiques une.

Il ne reste plus à la critique qu'à démontrer que l'acquisition de ces biens ne fait encore nullement de nous des hommes.

Le postulat du libéralisme, en vertu duquel chacun doit faire de soi un homme et acquérir une « humanité », implique la nécessité pour chacun d'avoir le temps de se consacrer à cette « humanisation » et de travailler *à soi même*.

Le libéralisme politique pensait avoir fait le nécessaire en livrant à la concurrence tout le champ de l'activité humaine et en permettant à l'individu de tendre vers tout ce qui est humain. « Que tous puissent lutter contre tous ».

Le libéralisme social juge cette permission insuffisante, parce que « permis » signifie simplement « qui n'est défendu à personne » et non « qui est rendu possible à chacun ». Il part de là pour soutenir que la bourgeoisie n'est libérale qu'en paroles, mais en fait suprêmement illibérale. Lui, de son côté, prétend nous fournir à tous le moyen de travailler à nous-mêmes.

Le principe du travail supprime évidemment celui de la chance et de la concurrence. Mais il a également pour effet de maintenir le travailleur dans ce sentiment que l'essentiel

ou lui est le « travailleur » dégagé de tout égoïsme ; le travailleur se soumet à la suprématie d'une société de travailleurs, comme le bourgeois acceptait sans objection la concurrence.

Le beau rêve d'un « devoir social » est aujourd'hui encore le rêve de bien des gens, et l'on s'imagine encore que la société nous donnant ce dont nous avons besoin, nous sommes ses obligés, à elle à qui nous devons tout.

Proudhon, par exemple, s'écrie (*De la création de l'ordre*, page 414) : « Dans l'industrie comme dans la science, rendre publique une découverte est le premier et *le plus sacré des devoirs!* »

On persiste à vouloir servir un dispensateur suprême de tout bien.

Que la société n'est pas un « moi » capable de donner, de prêter ou de permettre, mais uniquement un moyen, un instrument dont nous nous servons — que nous n'avons aucun devoir social, mais uniquement des intérêts à la poursuite desquels nous faisons servir la société — que nous ne devons à la société aucun sacrifice, mais que si nous sacrifions quelque chose, ce n'est jamais qu'à nous-mêmes — ce sont là des choses dont les socialistes ne peuvent s'aviser : ils sont « libéraux », et, comme tels, imbus d'un principe religieux : la société qu'ils rêvent être ce qu'était auparavant l'État : — sacrée !

La société dont nous tenons tout est un nouveau maître, un nouveau fantôme, un nouvel « être suprême » qui nous impose « service et devoir ». — (Max Stirner. *Ibid.*)

X.— L'État est un fantôme.— Le Moi est une réalité. L'Égoïste en lutte contre l'État.

Dire que l'État doit faire état de notre humanité, revient à dire qu'il doit compter sur notre moralité. Voir en autrui un homme et se comporter en homme à cet égard, c'est

agir moralement : tout l' « amour spirituel » du Christianisme n'est rien d'autre. Si je vois en toi l'Homme, de même que je vois en moi l'Homme et uniquement l'Homme, je ferai pour toi ce que je ferais pour moi, car nous sommes en ce cas ce que les mathématiciens appellent deux quantités égales à une troisième : A = C et B = C, d'où A = B, autrement dit : « je = Homme » et « tu = Homme », d'où « je = tu » : toi et moi sommes la même chose.

La moralité est incompatible avec l'égoïsme, parce que ce n'est pas à moi, mais seulement à l'Homme que je suis qu'elle accorde une valeur. Si l'État est une société d'hommes, et non une réunion de Moi dont chacun n'a en vue que lui-même, il ne peut subsister sans la moralité et doit être fondé sur elle.

Aussi l'État et moi sommes-nous ennemis. Le bien de cette « société humaine » ne me tient pas au cœur, à moi, l'égoïste ; je ne me dévoue pas pour elle, je ne fais que l'employer ; mais, afin de pouvoir pleinement en user, je la convertis en ma propriété, j'en fais ma créature, c'est-à-dire que je l'anéantis, et que j'édifie à sa place l'*association des égoïstes*.

L'État, de son côté, trahit son hostilité à mon égard en exigeant que je sois un Homme, ce qui sous-entend que je pourrais n'en pas être un et passer à ses yeux pour un « non-homme » ; il me fait de l'humanité un *devoir*. Il exige en outre que je m'abstienne de toute action susceptible de compromettre son existence ; l'existence de l'État, l'État de choses régnant doit être sacré. Aussi ne dois-je pas être un égoïste, mais un homme « bien pensant » et « bien faisant », autrement dit moral. Devant l'État et son état, je dois être impuissant, respectueux, etc. — (STIRNER, *Ibid.*)

XI. — Il n'y a que Moi.

Toutes les vérités *au-dessous* de Moi me sont les bienvenues; de vérités *au-dessus* de Moi, de vérités auxquelles je doive me plier, je n'en connais pas. Il n'y a pas de vérité au-dessus de Moi, car au-dessus de Moi il n'y a rien. Ni mon essence ni l'essence de l'Homme ne sont au-dessus de Moi! Oui, de Moi, cette « goutte dans la cuve », de cet être « infime! »

Vous croyez être d'une audace extraordinaire quand vous affirmez hardiment qu'il n'y a pas de « Vérité absolue », attendu, dites-vous, que chaque époque a sa vérité qui n'est qu'à elle. Vous accordez cependant que chaque époque eut sa vérité? mais par là même vous créez promptement une « vérité absolue », une vérité que ne manque à aucune époque, parce que chacune, quelle que soit sa vérité, en a une.

Suffit-il de dire qu'on a de tout temps pensé et qu'on a, par conséquent, eu des pensées et des vérités, autres à chaque époque qu'à l'époque précédente? Non, on doit dire que chaque époque eut sa « vérité de foi », et il est un fait, c'est qu'on n'en a jamais vu aucune où l'on ne reconnût une vérité suprême, devant laquelle on se croyait obligé de s'incliner comme devant la « souveraine majesté ». La vérité d'une époque en est l'idée fixe; lorsqu'un jour vient où l'on trouve une autre vérité, on ne la découvre que parce qu'on en cherchait une autre : on ne faisait que réformer sa folie et l'habiller à neuf. Car on voulait être « inspiré » par une idée, on cherchait à être dominé, possédé par une pensée. Le dernier né de cette dynastie est « notre essence » ou « l'Homme ».

Pour toute critique libre, le critérium était une pensée; pour la critique propre, égoïste, le critérium, c'est Moi, Moi

l'indivisible et par conséquent l'indispensable (car la pensée est toujours exprimable attendu que parole et pensée coïncident). Est vrai ce qui est mien ; est faux ce dont je suis la propriété ; vraie, par exemple, est l'association, faux sont l'Etat et la société. La « libre et vraie » critique travaille à la domination logique d'une pensée, d'une idée, d'un esprit ; la critique « propre » ne travaille qu'à ma *jouissance*. En cela elle se rapproche — et nous ne voudrions pas lui épargner cette « honte » — de la critique animale de l'instinct. Il en est de moi comme de l'animal critiquant ; je ne vois dans mes affaires que moi et non elles. Je suis le critérium de la Vérité, mais je ne suis pas une idée, je suis plus qu'une idée, car je dépasse toute formule. *Ma* critique n'est pas « libre », libre vis-à-vis de moi, et elle n'est pas une critique officieuse, au service d'une idée ; elle m'est *propre*.

La véritable critique ou critique humaine ne découvre dans ce qu'elle examine que la *convenance* pour l'Homme, le véritable Homme ; par la critique propre, tu vérifies si l'objet te convient.

La critique libre s'occupe *d'idées ;* aussi est-elle toujours théorique. Quelle que soit sa rage contre les idées, elle ne s'en débarrasse pourtant pas. Elle se bat contre les fantômes, mais elle ne peut le faire qu'en les tenant pour des fantômes. Les idées auxquelles elle s'en prend ne disparaissent pas tout-à-fait : le souffle de l'aube ne les met pas en fuite.

La critique peut, il est vrai, parvenir à l'ataraxie envers les idées, mais il n'en sera jamais quitte, c'est-à-dire qu'il ne comprendra jamais qu'il n'y a rien de supérieur à l'homme *corporel*, ni son humanité, ni la liberté, etc. Il s'en tient toujours à une « vocation de l'homme, à l'humanité ». Si cette idée de l'humanité reste toujours irréalisée, c'est précisément parce qu'elle reste et doit rester « idée ».

Mais si je conçois au contraire l'idée comme *mon* idée, alors elle se trouve par le fait même réalisée, attendu que

je suis sa réalité, sa réalité vient de ce que c'est Moi, le corporel, qui l'ai.

On dit que c'est dans l'histoire universelle que se réalise l'idée de liberté. Cette idée est au contraire réelle dès qu'un homme la pense, et elle est réelle dans la mesure où elle est idée, c'est-à-dire pour autant que je pense ou que je l'*ai*. Ce n'est pas l'idée de liberté qui se développe, mais ce sont les hommes qui se développent et qui, en se développant, développent naturellement aussi leur pensée.

En résumé, le critique n'est pas encore *propriétaire*, parce qu'il combat encore dans les idées des étrangères puissantes, exactement comme le chrétien n'est pas propriétaire de ses « mauvais désirs » aussi longtemps qu'il a à s'en défendre : pour celui qui combat le vice, le vice existe.

La critique reste embourbée dans la « liberté de l'entendement », dans la liberté de l'esprit ; et l'esprit gagne vraiment sa liberté lorsqu'il s'emplit de la pure, de la vraie idée ; telle est la liberté de penser, qui ne peut être sans pensées.

La critique ne fait qu'abattre une idée par une autre, par exemple celle du privilège par celle de l'humanité, ou celle de l'égoïsme par celle du désintéressement.

En somme, c'est le commencement du Christianisme qui reparait à sa fin dans la critique, car ici comme là l' « égoïsme » est l'ennemi, ce n'est Moi, l'unique, mais l'idée, le général, que je dois mettre en valeur.

La guerre du clergé contre l'*égoïsme* et des spirituels contre les mondains forme tout le contenu de l'histoire chrétienne. Dans la critique contemporaine, cette guerre ne fait que s'universaliser, et le fanatisme se complète. Il faut bien qu'il vive et qu'il exhale sa rage avant de disparaître. (Max Stirner, *Ibid.* p. 435-438.)

XII. — La glorification de l'Egoïsme, au Moi : l'Unique.

Que m'importe que ce que je pense et que ce que je fais soit chrétien? Que ce soit humain ou inhumain, libéral ou illibéral, du moment que cela mène au but que je poursuis, du moment que cela me satisfait, c'est bien. Accablez-le de tous les prédicats, je m'en moque.

Il se peut que moi aussi je rompe avec les pensées que j'ai eues il n'y a qu'un instant, et il se peut que je change brusquement ma façon d'agir; mais ce n'est point parce que ces pensées ou ces actions ne sont pas conformes au Christianisme, ce n'est pas parce qu'elles portent atteinte aux éternels droits de l'homme ou sont un soufflet à l'idée d'Humanité; non, — c'est qu'elles ne sont plus conformes à Moi, c'est qu'elles ne me procurent plus une pleine jouissance et que je doute de ma pensée de naguère ou ne me plais plus à agir comme je le faisais.

De même que le monde, en devenant une propriété, est devenu un *matériel* dont je fais ce que je veux, l'esprit doit, en devenant une propriété, redescendre à l'état de *matériel* devant lequel je ne ressens plus la terreur du sacré. Désormais je ne frissonnerai plus d'horreur à aucune pensée, quelque téméraire ou « diabolique » qu'elle paraisse, car, pour peu qu'elle me devienne trop importune et désagréable, sa fin est en mon pouvoir; et désormais je ne m'arrêterai plus en tremblant devant une action parce que l'esprit d'impiété, d'immoralité ou d'injustice y habite, pas plus que saint Boniface ne s'abstint par scrupule religieux d'abattre les chênes sacrés des païens. Comme les choses du monde sont devenues vaines, vaines doivent devenir les pensées de l'esprit.

Aucune pensée n'est sacrée, car nulle pensée n'est une « dévotion » ; aucun sentiment n'est sacré (il n'y a point de sentiment sacré de l'amitié, de saint amour maternel, etc.), aucune foi n'est sacrée. Pensées, sentiments, croyances sont révocables, et sont ma propriété, propriété *précaire* que moi-même je détruis comme c'est moi qui l'a crée.

Le chrétien peut se voir dépouillé de toutes les choses ou objets, il peut perdre les personnes les plus aimées, ces « objets » de son amour, sans pour cela désespérer de lui-même, c'est-à-dire au sens chrétien, de son esprit, de son âme. Le propriétaire peut rejeter loin de lui toutes les pensées qui étaient chères à son esprit et embrasaient son zèle, il en « regagnera mille fois autant », car lui, leur créateur, demeure.

Inconsciemment et involontairement, nous tendons tous à l'individualité ; il serait difficile d'en trouver un seul parmi nous qui n'ait abandonné quelque sentiment sacré et rompu avec quelque sainte pensée ou quelque sainte croyance ; mais nous ne rencontrions personne qui ne pût encore s'affranchir de l'une ou l'autre de ses pensées sacrées. Chaque fois que nous nous attaquons à une conviction, nous partons de l'opinion que nous sommes capables de chasser, pour ainsi dire, l'adversaire des retranchements de sa pensée. Mais ce que je fais inconsciemment, je ne le fais qu'à moitié ; aussi, après chaque victoire sur une croyance, redeviens-je le *prisonnier* (le possédé) d'une nouvelle croyance, qui me reprend tout entier à son service ; elle fait de moi un fanatique de la raison quand j'ai cessé de m'enthousiasmer pour la Bible, ou un fanatique de l'idée d'Humanité quand j'ai assez longtemps combattu pour celle du christianisme.

Propriétaire des pensées, je protégerai sans doute ma propriété sous mon bouclier, juste comme, propriétaire des choses, je ne laisse pas chacun y porter la main ; mais c'est en souriant que je déposerai mon bouclier sur les cadavres de mes pensées et de ma foi, et en souriant que, vaincu, je

triompherai. C'est là justement qu'est l'humour de la chose. Pour laisser les gens s'égayer aux dépens des petitesses des hommes, il suffit de se sentir « trop haut pour être atteint » ; mais les laisser jouer avec toutes les « grandes pensées », avec les « sentiments sublimes », le « noble enthousiasme », et la « sainte croyance » suppose que je suis le propriétaire de tout.

Tu n'es pas simplement *voué* à tout le divin et *autorisé* à tout l'humain, mais tu es *possesseur* du tien, c'est-à-dire de tout ce que tu as la force de t'approprier.

On a toujours cru devoir me donner une destination extérieure à moi, et c'est ainsi qu'on en vint finalement à m'exhorter à être humain et à agir humainement, parce que Je = Homme. C'est là le cercle magique chrétien. Le Moi de Fichte est également un être extérieur et étranger à Moi, car ce moi est chacun et a seul des droits, de sorte qu'il est « le moi » et non Moi. Mais Moi, je ne suis pas un « moi » auprès d'autres « moi » ; je suis le seul Moi, je suis Unique. Et mes besoins, mes actions, tout en Moi est unique. C'est par ce seul fait que je suis le Moi unique que je fais de tout ma propriété, rien qu'en me mettant en œuvre et en me développant. Ce n'est pas comme Homme que je me développe, et je ne développe pas l'Homme : c'est *Moi* qui *Me* développe.

Tel est le sens de l'Unique. (Max Stirner, *Ibid.* p. 438-443.)

XIII. — Le Nihilisme intégral.

Que l'individu est pour soi une histoire du monde, et que le reste de l'histoire n'est que sa propriété, cela dépasse la vue du chrétien. Pour ce dernier, l'histoire est supérieure, parce qu'elle est l'histoire du Christ ou de « l'Homme » ; pour l'égoïste, seule *son* histoire a une valeur, parce qu'il

ne veut développer que *lui* et non le plan de Dieu, les desseins de la providence, la liberté, etc. Il ne se regarde pas comme un instrument de l'Idée ou un vaisseau de Dieu, il ne reconnaît aucune vocation, il ne s'imagine pas n'avoir d'autre raison d'être que de contribuer au développement de l'humanité et ne croit pas devoir y apporter son obole ; il vit sa vie sans se soucier que l'humanité en tire perte ou profit. — Eh quoi! suis-je au monde pour y réaliser des idées ? pour y apporter par mon civisme ma pierre à la réalisation de l'idée d'Etat, ou pour, par le mariage, donner une existence comme époux et père à l'idée de famille ? Que me veut cette vocation ? Je ne vis pas plus d'après une vocation que la fleur ne s'épanouit et n'exhale son parfum par devoir.

L'idéal « Homme » est *réalisé*, lorsque la conception chrétienne se transforme et devient « Moi, cet Unique, je suis l'Homme ». La question : « Qu'est-ce que l'Homme » ? devient alors : « Qui est l'Homme ? »

On dit de Dieu : « Les noms ne te nomment pas ». Cela est également juste de Moi : aucun *concept* ne m'exprime, rien de ce qu'on donne comme mon essence ne m'épuise, ce ne sont que des noms. On dit encore de Dieu qu'il est parfait et n'a nulle vocation de tendre vers une perfection. Et Moi ?

Je suis le *propriétaire* de ma puissance, et je le suis quand je me sais *Unique*. Dans l'*Unique*, le possesseur retourne au Rien créateur dont il est sorti. Tout Être supérieur à Moi, que ce soit Dieu ou que ce soit l'Homme, faiblit devant le sentiment de mon unicité et pâlit au soleil de cette conscience.

Si je base ma cause sur Moi, l'Unique, elle repose sur son créateur éphémère et périssable qui se dévore lui-même, et je puis dire :

Je n'ai basé ma cause sur Rien. — (Max Stirner, *Ibid.*, p. 448-449.)

XIV. — La critique de l'anarchisme individualiste.

Stirner est la victime d'un immense malentendu logique. Il a absolument raison lorsqu'il combat l'idée du renoncement de l'individu au profit d'un être supérieur et extérieur à lui. L'homme n'existe pas pour l'idée, mais l'idée pour l'homme. Cela est vrai même pour l'homme-idée. Tout pour l'individu et son bonheur. Mais quel est le moyen d'y arriver ? Le Moi de Stirner est lui aussi un « fantôme ». Le Moi réel n'existe que par la société. Au lieu de combattre l'interprétation mystique et métaphysique de la société, Stirner combat la société elle-même, qui n'est qu'un *moyen* pour l'individu. Stirner est, d'ailleurs, inconséquent : il réclame *l'association*, la collaboration des égoïstes. Il a bâti une métaphysique du Moi, d'un Moi qui n'existe pas. Et voilà pourquoi il est arrivé à la négation de l'enthousiasme, lequel est le Moi plein, au profit du Moi vide, le Moi concret au profit du Moi abstrait. A force d'être « logique », Stirner tombe dans l'absurde. C'est de la logique formelle, abstraite, qui ne tient pas compte de la complexité de la vie. Si Stirner se bornait à combattre les Tartuffes de la morale bourgeoise qui prêchent le renoncement — pour les autres — il aurait mille fois raison. Car cette morale aboutit, dans la réalité, à sacrifier l'égoïsme des uns à celui des autres, les malhabiles au profit des malins et des arrivistes. Mais Max Stirner ne s'en tient pas là. Il vise plus haut. Ce n'est pas la morale bourgeoise, hypocritement altruiste et, au fond, platement égoïste, qu'il combat, mais la Morale comme telle. Il est le véritable précurseur de Frédéric Nietzsche et le fondateur de l'Immoralisme. Cette théorie est une arme de plus pour

les classes dominantes, qui les débarrasse des scrupules gênants. L'Immoralisme est la morale intéressée des exploiteurs, la « Morale des Maîtres » ainsi que l'a appelée Nietzsche lui-même. Pour les socialistes et les prolétaires, la morale est, au contraire, une arme de combat pour leur émancipation, mais non la morale verbale et vaine des philanthropes bourgeois, qui ont de la peine à se prendre eux-mêmes au sérieux ; elle est la morale en action, luttant contre les conditions sociales, qui ne laissent aux hommes d'autre choix que de vivre dans la honte ou de mourir dans la misère. Les bases de la société actuelle sont profondément immorales, car elles condamnent les uns à la misère et aux travaux forcés de l'usine et de l'atelier, à une mort lente sans lumière ni joie, et les autres à une vie de plaisirs souvent stupides, à une vie inutile et immorale.

Le prolétariat socialiste oppose *sa* morale supérieure du bonheur universel, de solidarité, de fraternité internationale à la morale verbale des classes dominantes qui se résume dans la formule : « chacun pour soi » mieux observée que les dix commandements de la Bible et « l'aime ton prochain » de l'Evangile. Cette morale de combat n'exclut pas l'égoïsme élargi et bien compris. Elle l'ennoblit. Elle défend les intérêts de la classe ouvrière et de tous les individus qui la composent. Elle n'a pas besoin de sacrifier l'individu à un « fantôme » d'un prétendu intérêt général. Car l'intérêt général s'opposant à celui des individus est le produit d'une société basée sur l'antagonisme des intérêts, sur l'*égoïsme* étroit et injuste *organisé* et érigé en système social. Dans la société socialiste, l'intérêt général est la totalisation des intérêts de chacun. Dans notre société, le malheur des uns fait le bonheur des autres. La maladie fait vivre le médecin. La police ne saurait exister sans le criminel. La lutte de tous contre tous crée un titre de légitimité relative à l'État chargé de veiller à ce que les hommes se dévorent entre eux selon les règles, les convenances et les lois. L'expropriation des moyens

de production et la misère sont la condition préalable de l'industrie capitaliste. Il faut chasser l'artisan de son atelier, le paysan de son lopin de terre pour que l'industrie trouve « des bras ». Le « moraliste » anglais Bernard de Mandeville a prêché ouvertement la misère et l'ignorance du peuple dans le but d'assurer de la chair à exploitation au régime capitaliste. Nous n'en finirions pas si nous voulions énumérer toutes les contradictions dont vit et dont, certainement, mourra le régime capitaliste.

Cette base antagonique du régime capitaliste engendre de nombreux « cas de conscience » chez les individus sensibles dont la moralité est *au-dessus du régime*. Ainsi naît l'idée du renoncement des intérêts de l'individu aux prétendus intérêts généraux qui est exploitée par la classe dominante. Celle-ci en profite pour placer dans la conscience de ses exploités une sorte de gendarme moral qui veille à l'intégrité de la propriété et de la sécurité capitalistes. Au lieu de démasquer cette morale de classe, Stirner déclare la guerre à toute morale, ce qui est évidemment absurde. Car la morale rationnelle est la condition de vie pour chacun et pour tous, la garantie indispensable à notre sécurité, à notre bonheur.

Au point de vue *philosophique*, l'individualisme anarchiste de Stirner représente une survivance *métaphysique*. Car son Moi se suffisant à lui-même est une entité abstraite à un continu indéterminé. On ignore ce que ce Moi veut et ce qu'il vaut. On sait où l'égoïsme sans frein commence, mais on ignore où il finit. Jusqu'où s'étend son pouvoir illimité? S'arrête-t-il au crime, lorsqu'il s'agit de « vivre sa vie »? On a vu récemment que non. Rien n'empêche à l'individualisme, qui est une *théorie bourgeoise*, de dégénérer en banditisme. Le despotisme oriental le plus abject, ainsi que la domination de classe la plus cynique, peuvent se réclamer de l'individualisme de Stirner — le moi du souverain et le moi de classe!

La « Morale des Maîtres » du malheureux Nietzsche avec

sa devise : *tout est permis !* procède logiquement de Stirner. En cherchant à généraliser l'individualisme, en appliquant à *tous*, le moi composant la société, on le détruit. Car, dans ce cas, on crée *l'intérêt général*, ce « fantôme » abhorré par Stirner...

Au point de vue social, l'individualisme de Stirner ne fait qu'ériger en *théorie* ce qui se *pratique* sous nos yeux dans le régime bourgeois. *L'Unique et sa propriété* est un manuel du parfait bourgeois ou du parfait arriviste, pour lequel tous les moyens sont bons pourvu qu'ils servent son intérêt ou son ambition. Max Stirner est l'enfant terrible de la bourgeoisie : sans ménagement aucun il dévoile le secret de son existence. Car l'intérêt bourgeois exige la discrétion. L'immoralisme ne réussit que pratiqué en secret. Le grand jour lui est fatal. La morale, ainsi que la religion, sont choses nécessaires « pour le peuple », pour le maintenir dans l'obéissance. Ainsi doit raisonner un bourgeois conscient de son intérêt de classe. Oui, la morale est nécessaire au peuple. Le crime est pour lui une mauvaise affaire. Il ne réussit et et ne rapporte qu'aux classes dominantes qui ont le Code, l'État, la police et la magistrature pour se défendre. Mais il s'agit de créer la *morale populaire* basée sur la solidarité, la réunion des efforts, l'organisation du travail. Cette morale n'a rien à faire avec l'idée de renoncement. Elle légitime la satisfaction la plus complète des besoins, la vie la plus heureuse et la plus intense. Car elle se base, pour la première fois, sur l'harmonie des intérêts de chacun et de tous. Le bonheur des uns cesse d'être la source du malheur des autres. Il y a plus. Le bien-être de chacun devient la condition du bien-être général et vice versa. Le socialisme réhabilite, avec l'école fouriériste et saint-simonienne, la nature humaine et ses forces passionnelles, ses aspirations, ses ardeurs et son égoïsme éclairé (1).

---

(1) Voir le volume *Un peu d'Histoire*, de l'Encyclopédie.

Avec l'école marxiste, il découvre dans la production développée au plus haut degré les moyens efficaces pour leur large satisfaction. La Révolution se charge de mettre ces moyens à la disposition de tous. La morale, en cessant d'être « fantôme et hypocrisie », deviendra une réalité bienfaisante. Le socialisme est la mort de l'individualisme anarchiste à l'âme bourgeoise et aux allures révolutionnaires.

CHAPITRE II

L'ANARCHISME COMMUNISTE

I. — Doctrine.

C'est l'anarchie individualiste moins la logique. Il veut sauver l'individu, son autonomie absolue, sa liberté sans frein. Mais il veut vivre, agir. Pour vivre, il faut s'organiser, abdiquer, renier l'âme de son âme qui est la métaphysique égoïste et libertaire. De là un conflit tragique qui mène à la décomposition, à l'impuissance. Les uns vont à l'organisation, deviennent syndicalistes révolutionnaires, les autres s'enferment dans une sorte de tour d'ivoire.

Les représentants les plus remarquables de l'anarchie communiste sont : Michel Bakounine, Pierre Kropotkine, Malatesta, Jean Grave. Bakounine les dépasse tous par son action, son influence et ses capacités théoriques. Il fut un hégélien de gauche. Ses idées contre l'État et l'Autorité méritent d'être méditées, ainsi que ses idées philosophiques

II. — Idéalisme et Matérialisme.

Qui a raison? Les idéalistes ou les matérialistes? Une fois que la question se pose ainsi, l'hésitation devient impossible. Sans nul doute les idéalistes ont tort, et seuls les matérialistes ont raison. Oui, les faits priment les idées; oui, l'idéal, comme l'a dit Proudhon, n'est qu'une fleur dont les conditions matérielles d'existence constituent la racine. Oui, toute l'his-

Les Prisonniers co

ts à Versailles.

toire intellectuelle et morale, politique et sociale de l'humanité est un reflet de son histoire économique.

Toutes les branches de la science moderne, consciencieuse et sérieuse, convergent à proclamer cette grande, cette fondamentale et décisive vérité : oui, le monde social, le monde proprement humain, l'humanité, en un mot, n'est autre chose que le développement dernier et suprême — pour nous au moins et relativement à notre planète — la manifestation la plus haute de l'animalité. Mais comme son développement implique nécessairement une négation, celle de la base ou du point de départ, l'humanité est en même temps et essentiellement la négation réfléchie et progressive de l'animalité dans les hommes. Et c'est précisément cette négation aussi rationnelle que naturelle — fatale comme le sont les développements et les réalisations de toutes les lois naturelles dans le monde — qui constitue et qui crée l'idéal, le monde des convictions intellectuelles et morales, les idées.

Oui, nos premiers ancêtres, nos Adams et nos Ève, furent, sinon des gorilles, au moins des cousins très proches du gorille, des omnivores, des bêtes intelligentes et féroces, douées, à un degré infiniment plus grand que les animaux de toutes les autres espèces, de deux facultés précieuses : *la faculté de penser et la faculté, le besoin de se révolter.*

Ces deux facultés, combinant leur action progressive dans l'histoire, représentent proprement le « moment », le côté, la puissance négative dans le développement positif de l'animalité humaine, et créent par conséquent tout ce qui constitue l'humanité dans les hommes. — (BAKOUNINE, *Œuvres*, tome III, p. 18-20.)

Bakounine est matérialiste en philosophie, mais sa conception sociale, comme celle de tous les anarchistes, est *idéaliste*. La Révolution est, pour l'idéaliste, une affaire de tempérament et d'éducation, le résultat de la propagande ou de l'agitation, mais sa critique de l'idéalisme philosophique est pénétrante et frappe juste.

III. — Critique de l'idéalisme.

Trois éléments, ou, si vous voulez, trois principes fondamentaux constituent les conditions essentielles de tout développement humain, tant collectif qu'individuel, dans l'histoire : 1° l'*animalité humaine;* 2° la *pensée;* et 3° la *révolte.* A la première correspond proprement l'*économie sociale et privée;* à la seconde, la *science;* à la troisième, la *liberté.*

Les idéalistes de toutes les écoles, aristocrates et bourgeois, théologiens et métaphysiciens, politiciens et moralistes, religieux, philosophes ou poètes — sans oublier les économistes libéraux, adorateurs effrénés de l'idéal, comme on sait — s'offensent beaucoup lorsqu'on leur dit que l'homme, avec toute son intelligence magnifique, ses idées sublimes et ses aspirations infinies, n'est, comme tout ce qui existe dans le monde, rien que matière, rien qu'un produit de cette *vile matière.*

Nous pourrions leur répondre que la matière dont parlent les matérialistes — matière spontanément, éternellement mobile, active, productive ; matière chimiquement ou organiquement déterminée, et manifestée par des propriétés ou les forces mécaniques, physiques, animales et intelligentes qui lui sont forcément inhérentes — que cette matière n'a rien de commun avec la *vile matière* des idéalistes. Cette dernière, produit de leur fausse abstraction, est effectivement un être stupide, immobile, incapable de produire la moindre des choses, un *caput mortuum*, une *vilaine* imagination opposée à cette *belle* imagination qu'ils appellent *Dieu*, l'Être suprême vis-à-vis duquel la matière, leur matière à eux, dépouillée par eux-mêmes de tout ce qui en constitue la valeur réelle, représente nécessairement le suprême Néant. Ils ont enlevé à la matière l'intelligence, la vie, toutes les qualités

déterminantes, les rapports actifs ou les forces, le mouvement même sans lequel la matière ne serait même pas pesante, ne lui laissant rien que l'impénétrabilité et l'immobilité absolue dans l'espace ; ils ont attribué toutes ces forces, propriétés et manifestations naturelles, à l'Être imaginaire créé par leur fantaisie abstractive ; puis, intervertissant les rôles, ils ont appelé ce produit de leur imagination, ce fantôme, ce Dieu qui est le Néant : « l'Être suprême », et, par une conséquence nécessaire, ils ont déclaré que l'Être réel, la matière, le monde, était le Néant. Après quoi ils viennent nous dire gravement que cette matière est incapable de rien produire, ni même de se mettre en mouvement par elle-même, et que par conséquent elle a dû être créée par leur Dieu. — (BAKOUNINE. *Ibid.* p. 23-25.)

IV. — Critique de la Religion.

Bakounine se déclare ennemi personnel de Dieu.

Il est, dit-il, une catégorie de gens qui, s'ils ne croient pas, doivent au moins faire semblant de croire. Ce sont tous les tourmenteurs, tous les oppresseurs et tous les exploiteurs de l'humanité. Prêtres, monarques, hommes d'État, hommes de guerre, financiers publics et privés, fonctionnaires de toutes sortes, policiers, gendarmes, geôliers et bourreaux, monopoleurs, capitalistes, pressureurs, entrepreneurs et propriétaires, avocats, économistes, politiciens de toutes les couleurs, jusqu'au dernier vendeur d'épices, nous répétons à l'unisson ces paroles de Voltaire : Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer. Car, vous comprenez, il faut une religion pour le peuple. C'est la soupape de sûreté.

Il existe enfin une catégorie assez nombreuse d'ames honnêtes, mais faibles, qui, trop intelligentes pour prendre les dogmes chrétiens au sérieux, les rejettent en détail, mais n'ont ni le courage ni la force, ni la résolution nécessaire

pour les repousser en gros. Elles abandonnent à votre critique toutes les absurdités particulières de la religion, elles font fi de tous les miracles, mais elles se cramponnent avec désespoir à l'absurdité principale, source de toutes les autres, au miracle qui explique et légitime tous les autres miracles, à l'existence de Dieu. Leur Dieu n'est point l'Être vigoureux et puissant, le Dieu brutalement positif de la théologie. C'est un Être nébuleux, diaphane, illusoire, tellement illusoire que, quand on croit le saisir, il se transforme en Néant; c'est un mirage, un feu follet qui ne réchauffe ni n'éclaire. Et pourtant ils y tiennent, et ils croient que s'il allait disparaître, tout disparaîtrait avec lui. Ce sont des âmes incertaines, maladives, désorientées dans la civilisation actuelle, n'appartenant ni au présent ni à l'avenir, de pâles fantômes éternellement suspendus entre le ciel et la terre, et occupant entre la politique bourgeoise et le socialisme du prolétariat absolument la même position. Ils ne se sentent la force ni de penser jusqu'à la fin, ni de vouloir se résoudre, et ils perdent leur temps et leur peine en s'efforçant toujours de concilier l'inconciliable. Dans la vie publique, ils s'appellent les socialistes bourgeois.

Aucune discussion avec eux ni contre eux n'est possible. Ils sont trop malades.

Et Bakounine arrive à la conclusion logique :

N'en déplaise donc aux métaphysiciens et aux idéalistes religieux, philosophes, politiciens ou poètes : *L'idée de Dieu implique l'abdication de la raison et de la justice humaines, elle est la négation la plus décisive de la liberté humaine et aboutit nécessairement à l'esclavage des hommes, tant en théorie qu'en pratique.*

A moins donc de vouloir l'esclavage et l'avilissement des hommes, comme le veulent les jésuites, comme le veulent les mômiers, les piétistes et les méthodistes protestants, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas faire la moindre concession ni au Dieu de la théologie, ni à celui de la métaphysique.

Car dans cet alphabet mystique, qui commence par dire A devra fatalement finir par dire Z, et qui doit adorer Dieu doit, sans se faire de puériles illusions, renoncer bravement à sa liberté et à son humanité.

Si Dieu est, l'homme est esclave; or l'homme peut et doit être libre: donc Dieu n'existe pas.

Je défie qui que ce soit de sortir de ce cercle, et maintenant qu'on choisisse. — (BAKOUNINE, *Ibid.* p. 43-44.)

V. — Contre l'autorité.

La liberté de l'homme consiste uniquement en ceci qu'il obéit aux lois naturelles parce qu'il les a reconnues *lui-même* comme telles, et non parce qu'elles lui ont été extérieurement imposées par une volonté étrangère, divine ou humaine, collective ou individuelle, quelconque.

Supposez une académie de savants, composée des représentants les plus illustres de la science; supposez que cette académie soit chargée de la législation, de l'organisation de la société et que, ne s'inspirant que du plus pur amour de la vérité, elle ne lui dicte que des lois absolument conformes aux plus récentes découvertes de la science. Eh bien! je prétends, moi, que cette législation et cette organisation seront une monstruosité, et cela pour deux raisons. La première, c'est que la science humaine est toujours nécessairement imparfaite et que, en comparant ce qu'elle a découvert à ce qui lui reste à découvrir, on peut dire qu'elle est toujours à son berceau. De sorte que si l'on voulait forcer la vie pratique, tant collective qu'individuelle, des hommes à se conformer strictement, exclusivement, aux dernières données de la science, on condamnerait la société aussi bien que les individus à souffrir le martyre sur un lit de Procuste, qui finirait bientôt par les disloquer et par les étouffer, la vie restant toujours infiniment plus large que la science

La seconde raison est celle-ci : une société qui obéirait à une législation émanée d'une académie scientifique, non parce qu'elle en aurait compris elle-même le caractère rationnel, auquel cas l'existence de l'académie deviendrait inutile, mais parce que cette législation émanant de cette académie, s'imposerait au nom d'une science qu'on vénérerait sans la comprendre, une telle société serait une société non d'hommes mais de brutes. Ce serait une seconde édition de cette pauvre république du Paraguay, qui se laissa gouverner si longtemps par la Compagnie de Jésus. Une telle société ne manquerait pas de descendre au plus bas degré de l'idiotisme.

Mais il est encore une troisième raison qui rend un tel gouvernement impossible. C'est qu'une académie scientifique revêtue de cette souveraineté pour ainsi dire absolue, fût-elle même composée des hommes les plus illustres, finirait infailliblement et bientôt par se corrompre elle-même et moralement et intellectuellement. C'est déjà aujourd'hui, avec le peu de privilèges qu'on leur laisse, l'histoire de toutes les académies. Le plus grand génie scientifique, du moment qu'il devient un académicien, un savant officiel, patenté, baisse inévitablement et s'endort. Il perd sa spontanéité, sa hardiesse révolutionnaire, cette énergie incommode et sauvage qui caractérise la nature des plus grands génies, appelés toujours à détruire les mondes caducs et à jeter les fondements des mondes nouveaux. Il gagne sans doute en politesse, en sagesse utilitaire et pratique, ce qu'il perd en puissance de pensée. Il se corrompt, en un mot.

C'est le propre du privilège et de toute situation privilégiée que de tuer l'esprit et le cœur des hommes. L'homme privilégié, soit politiquement, soit économiquement, est un homme intellectuellement et moralement dépravé. Voilà une loi sociale qui n'admet aucune exception, et qui s'applique aussi bien à des nations tout entières qu'aux classes, aux compagnies et aux individus. C'est la loi de l'égalité, condi-

tion suprême de la liberté et de l'humanité. Le but principal de ce livre est précisément de la développer et d'en démontrer la vérité dans toutes les manifestations de la vie humaine. — (BAKOUNINE, *Ibid.*, p. 51-54.)

VI. — Science et savants.

Je me résume. Nous reconnaissons donc l'autorité absolue de la science, parce que la science n'a d'autre objet que la reproduction mentale, réfléchie et aussi systématique que possible, des lois naturelles qui sont inhérentes à la vie tant matérielle qu'intellectuelle et morale du monde physique et du monde social, ces deux mondes ne constituant dans le fait qu'un seul et même monde naturel. En dehors de cette autorité uniquement légitime, parce qu'elle est rationnelle et conforme à la liberté humaine, nous déclarons toutes les autres autorités mensongères, arbitraires, despotiques et funestes.

Nous reconnaissons l'autorité absolue de la science, mais nous repoussons l'infaillibilité et l'universalité des représentants de la science. Dans notre Eglise à nous — qu'il me soit permis de me servir un moment de cette expression que d'ailleurs je déteste : l'Eglise et l'Etat sont mes deux bêtes noires ; — dans notre Eglise, comme dans l'Eglise protestante, nous avons un chef, un Christ invisible, la science ; et comme les protestants, plus conséquents même que les protestants, nous ne voulons y souffrir ni pape, ni conciles, ni conclaves de cardinaux infaillibles, ni évêques, ni même de prêtres. Notre Christ se distingue du Christ protestant et chrétien en ceci que ce dernier est un être personnel et que le nôtre est impersonnel ; le Christ chrétien, déjà accompli dans un passé éternel, se présente comme un être parfait, tandis que l'accomplissement et la perfection de notre Christ à nous, de la science, sont toujours dans l'avenir : ce qui équivaut à dire

qu'ils ne se réaliseront jamais. En ne reconnaissant l'autorité absolue que de la *science absolue*, nous n'engageons donc aucunement notre liberté. — (BAKOUNINE. *Ibid.*, p. 57-58.)

VII. — Contre l'État.

...Nous voilà retombés dans l'Eglise et dans l'Etat. Il est vrai que dans cette organisation nouvelle établie, comme toutes les organisations politiques anciennes, par la *grâce de Dieu*, mais appuyée cette fois, au moins pour la forme, en guise de concession nécessaire à l'esprit moderne, et comme dans les préambules des décrets impériaux de Napoléon III, sur la *volonté* (fictive) *du peuple*, l'Eglise ne s'appellera plus l'Eglise, elle s'appellera l'Ecole. Mais sur les bancs de cette école ne seront pas assis seulement les enfants; il y aura le mineur éternel, l'écolier reconnu à jamais incapable de subir ses examens, de s'élever à la science de ses maitres et de se passer de leur discipline, le peuple. L'Etat ne s'appellera plus Monarchie, il s'appellera République, mais il n'en sera pas moins l'Etat, c'est-à-dire un tutelle officiellement et régulièrement établie par une minorité d'*hommes de génie ou de talent vertueux*, pour surveiller et diriger la conduite de ce grand incorrigible et terrible enfant, le peuple. Les professeurs de l'Ecole et les fonctionnaires de l'Etat s'appelleront des républicains; mais ils n'en seront pas moins des tuteurs, des pasteurs, et le peuple restera ce qu'il a été éternellement jusqu'ici, un troupeau. Gare alors aux tondeurs, car là où il y a un troupeau, il y aura aussi des tondeurs et des mangeurs du troupeau.

Le peuple, dans ce système, sera l'écolier et le pupille éternel. Malgré sa souveraineté toute fictive, il continuera de servir d'instrument à des pensées, à des volontés et par conséquent aussi à des intérêts qui ne seront pas les siens. Entre cette situation et ce que nous appelons, nous, la liberté,

la seule vraie liberté, il y a un abîme. Ce sera, sous des formes nouvelles, l'antique esclavage ; et là où il y a esclavage, il y a misère, abrutissement, la vraie *matérialisation* de la société, tant des classes privilégiées que des masses.

En divinisant les choses humaines, les idéalistes aboutissent toujours au triomphe d'un matérialisme brutal. Et cela pour une raison très simple : le divin s'évapore ou monte vers sa patrie, le ciel, et le brutal seul reste réellement sur la terre. — (BAKOUNINE. *Ibid.*, p. 63-66.)

VIII. — Les contradictions fondamentales de l'anarchisme communiste.

En généralisant la lutte contre l'autorité, contre toute contrainte publique, l'anarchiste communiste a pour guide le principe de la liberté abstraite. Et c'est seulement après un demi-siècle d'expérience — au prix d'une inconséquence — que l'anarchisme communiste arrive à reconnaître, à contre-cœur et en rechignant, la nécessité de l'organisation. Cette nécessité provoque même un crise dans l'anarchie. Une partie s'en détache pour aller au syndicalisme révolutionnaire, basé sur le principe de l'organisation et du groupement. Les anarchistes purs, traités un peu dédaigneusement par les syndicalistes, comme des « doctrinaires », des « géométriques », sont obligés de faire des concessions à la vie, au mouvement ouvrier. Après une discussion animée au Congrès anarchiste tenu à Amsterdam en 1907, on s'est mis d'accord sur une résolution que voici :

Motion Dunois.

Les anarchistes, réunis à Amsterdam le 27 avril 1907, considérant que les idées « anarchie » et « organisation », loin d'être inconciliables, comme on l'a quelquefois prétendu, se complètent et s'éclairent l'une l'autre, le principe même de l'anarchie résidant dans la libre organisation des producteurs ;

Que l'action individuelle, pour importante qu'elle soit, ne saurait suppléer au défaut d'action collective, de mouvement concerté, pas plus que l'action collective ne saurait suppléer au défaut d'initiative individuelle ;

Que l'organisation des forces militantes assurerait à la propagande un essor nouveau et ne pourrait que hâter la pénétration dans la classe ouvrière des idées de fédéralisme et de révolution ;

Que l'organisation ouvrière, fondée sur l'identité des intérêts n'exclut pas une organisation fondée sur l'identité des aspirations et des idées ;

Sont d'avis que les camarades de tous les pays mettent à l'ordre du jour la création de groupes anarchistes et la fédération des groupes déjà créés.

La motion syndicaliste Dunois obtint 46 voix. Mais elle est complétée par l'adjonction Vohryzek-Malatesta, qui obtint plus de voix (48) et qui cherche à sauver l'élément individualiste de l'anarchie, au fond destructif de l'organisation (1). La voici :

La Fédération anarchiste est une association de groupes et d'individus où personne ne peut imposer sa volonté ni amoindrir l'initiative d'autrui. Vis-à-vis de la société actuelle, elle a pour but de changer toutes les conditions morales et économiques et, dans ce sens, elle soutient la lutte par tous les moyens adéquats.

Pour comprendre la portée de cette addition, il faut citer le discours de son auteur, reproduit par le compte rendu analytique du Congrès. (Paris, Delesalle, 1908.)

K. Vohryzek. — *C'est en qualité d'individualiste que je veux plaider la cause de l'organisation!* — Il est impossible de prétendre que l'anarchisme, du fait même de ses principes, ne saurait admettre l'organisation. L'individualiste attitré lui-même ne condamne pas radicalement l'association entre les individus.

Dire, comme on le fait quelquefois, ou Stirner *ou* Kropotkine, en opposant ainsi ces deux penseurs, *c'est faire une erreur. Kropotkine et Stirner ne peuvent être opposés l'un à l'autre:* ils ont exposé la

(1) « Le principe *essentiel* de l'anarchie, c'est l'*autonomie individuelle* ». (Emma Goldman.)

même idée à des points de vue différents. Voilà tout. Et la preuve que Max Stirner n'était pas l'individualiste forcené qu'on se plaît à dire, c'est qu'il s'est prononcé en faveur de « l'organisation ». Il a même consacré un chapitre entier à l'association des égoïstes.

Notre organisation n'ayant aucun pouvoir exécutif ne sera pas contraire à nos principes. Dans les syndicats ouvriers, nous défendons les intérêts économiques des travailleurs. Mais pour tout le reste, nous devons nous grouper à part, créer des organisations à bases libertaires.

Mais les individualistes ont tenu à se compter sur une motion à eux, qui était celle de Pierre Ramus. Nous donnons le texte de cette motion, qui obtint 13 voix pour contre 17.

Motion Pierre Ramus.

Le Congrès anarchiste d'Amsterdam propose aux groupes de tous les pays de s'unir en fédérations locales et régionales, d'après les diverses divisions géographiques.

Nous déclarons que notre proposition s'inspire des principes mêmes de l'anarchisme, car nous ne voyons pas la possibilité de l'initiative et de l'activité individuelles en dehors du groupement, lequel constitué selon nos vœux fournira seul un terrain pratique à la libre expansion de chaque individualité.

L'organisation fédérative est la forme qui convient le mieux au prolétariat anarchiste. Elle unit les groupes existants en un tout organique qui s'accroît par l'adhésion de groupes nouveaux. Elle est anti-autoritaire, n'admet aucun pouvoir législatif central à décisions obligatoires pour les groupes et individus, ceux-ci ayant un droit reconnu à se développer librement dans notre mouvement commun et à agir dans le sens anarchiste et économique sans aucun ordre ou empêchement. La fédération n'exclut aucun groupe et chaque groupe est libre de se retirer et de rentrer en possession des fonds versés, quand il le juge nécessaire.

Nous recommandons, en outre, aux compagnons de se grouper selon les besoins et nécessités de leur mouvement respectif, en ayant de ne pas perdre de vue que la force du mouvement anarchiste, national et international, dépend de sa constitution sur des bases fédératives, les moyens d'émancipation ne pouvant dériver que d'une action internationale concertée.

Compagnons de tous les pays organisez-vous en groupes autonomes et unissez-vous en une fédération internationale. L'Internationale anarchiste.

C'est le compagnon H. Croiset qui se chargea d'expliquer cette motion. Il lui donne une portée individualiste à la Max Stirner.

H. Croiset. — Ce qui importe avant toute autre chose, c'est de donner une définition de l'anarchie qui servira de base à mes démonstrations. Nous sommes anarchistes en ce sens que nous voulons instaurer un état social dans lequel l'individu trouvera la garantie de sa liberté intégrale, dans lequel chacun pourra vivre pleinement sa vie, autrement dit dans lequel il sera donné à l'individu de vivre sans restriction d'aucune sorte, toute sa vie *à lui*, et non plus comme aujourd'hui la vie *des autres*, je veux dire la vie que d'autres lui imposent.

Ma devise c'est : Moi, moi, moi.... et les autres ensuite!

Ainsi même dans sa phase ultérieure et développée, l'anarchiste communiste se trouve en butte aux contradictions fondamentales. La vie lui crie : organise-toi, ou tu seras perdu! Mais son âme, sa conscience, sa raison d'être théorique, répond aux voix de la vie : « Moi ! Moi ! Moi !... Moi avant tout ! » Le bourgeois révolté et honnête, dévoué et héroïque ne trouve pas d'autre solution, et l'Anarchie continue à mener une vie éphémère et purement théorique.

NEUVIEME PARTIE

REVISIONNISME & RÉFORMISME

CHAPITRE PREMIER

LA CRITIQUE REVISIONNISTE DE BERNSTEIN

I. — Les deux courants.

Il y avait toujours dans le Parti socialiste, comme d'ailleurs dans tout grand parti politique, deux courants dominants : le courant modéré ou opportuniste, et le courant radical ou intransigeant. Bernstein n'a fait qu'ériger en système ce que l'on appelle communément la tendance de l'aile droite du Parti. La campagne revisionniste a fait sensation. Cela s'explique par de différentes raisons. Bernstein fut pendant longtemps un marxiste intransigeant, revêtu d'un poste de confiance par le Parti socialiste allemand. Il était notamment rédacteur de l'organe central du Parti au moment de la loi d'exception et un des rédacteurs de la *Neue Zeit*, reliée par Karl Kautsky.

Bernstein a écrit son livre lorsqu'il n'y avait que 2 millions d'électeurs socialistes et 420.000 ouvriers syndiqués sur 6.165.735 occupés dans les différentes industries. Le Parti socialiste fut déjà assez fort pour prétendre à un rôle important dans l'État, mais il ne le fut pas suffisamment pour faire une révolution. De là la tendance de Bernstein à une double exagération : il exagère la capacité réformatrice de l'État capitaliste et il déprécie démesurément la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière. Tout en prétendant demeurer marxiste, il cherche à mettre à néant tous les éléments de

la doctrine marxiste : la théorie de la valeur, celle de la concentration capitaliste, l'idée de la lutte des classes et la conception matérialiste de l'Histoire. Toute la vie intérieure du Parti socialiste en Allemagne, en France et dans plusieurs autres pays, fut, pendant les dix dernières années, fortement influencée par ce qu'on a injustement appelé « la crise du marxisme » ou même « la crise socialiste ». Un exposé complet du grand procès revisionniste s'impose. L'impartialité nous oblige à donner aux deux thèses : revisionniste et anti-revisionniste le développement nécessaire.

Bernstein a écrit tout un livre : *Die Voraussetzungen des Socialismus und die Aufgaben der Socialdemokratie* (1899), qui, dans la traduction française de M. Alexandre Cohen (Paris, Stock 1900) porte le titre : *Socialisme théorique et social-démocratie pratique,* pour justifier ses conceptions rejetées ensuite par plusieurs Congrès socialistes allemands et par le Congrès socialiste international d'Amsterdam (1904). Ces conceptions avaient été développées par l'auteur dans une lettre adressée au Congrès de la Social-démocratie allemande siégeant à Stuttgart du 3 au 8 octobre 1898.

Nous donnons ci-dessous les principaux passages de cette lettre. La manière de Bernstein n'est ni simple ni claire. Il prétend ne rien détruire, mais *amender* et *compléter*. Mais ses amendements ont un caractère décisif et détruisent la thèse qu'il prétend redresser. Et voilà pourquoi Bernstein se plaint toujours d'être mal compris ou mal interprété. Il est donc nécessaire de donner à Bernstein lui-même la parole en lui laissant exposer tout au long ses thèses destinées, aux yeux de nos adversaires, à bouleverser la doctrine socialiste, ce que nous faisons. D'ailleurs, Bernstein, chemin faisant, nous donnera une foule de renseignements intéressants.

Anniversaire de la Commune (1911).

II. — Comment Bernstein lui-même comprend sa campagne.

Les idées émises par moi dans la série d'articles intitulée PROBLÈMES DU SOCIALISME ont été discutées récemment dans des journaux et dans des réunions socialistes, et on a demandé que le Congrès de la SOCIAL-DÉMOCRATIE allemande se prononçât à ce sujet. Pour le cas où cela arriverait, je dois dire ce qui suit :

Certaines personnes ont prétendu que la conclusion pratique de ma façon de voir serait le renoncement à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat politiquement et démocratiquement organisé...

C'est là une conclusion absolument arbitraire, dont je nie catégoriquement la justesse.

Je me suis opposé à la propagation de l'idée que l'écroulement de la société bourgeoise fût proche, que la Social-Démocratie *doive régler sa tactique sur cette grande catastrophe sociale imminente et, éventuellement, l'y subordonner. Je m'y tiens entièrement.*

Les partisans de cette théorie du cataclysme invoquent, à l'appui de leur façon de voir, le « Manifeste communiste ». A tort sous tous les rapports.

L'hypothèse de l'évolution de la société moderne, exposée dans le « Manifeste communiste » était exacte, en ce qu'elle caractérisait les tendances générales de cette évolution. Mais elle était erronée en plusieurs conclusions spéciales, et notamment en ce qui concerne l'évaluation du temps que nécessiterait cette évolution. Cette dernière erreur a été reconnu sans réserve par Frédéric Engels, le co-rédacteur du « Manifeste », dans l'avant-propos de « Les luttes de classe en France ». Et il est de toute évidence que, puisque l'évolution

économique a pris un temps beaucoup plus considérable qu'on ne le croyait tout d'abord, elle devait aussi revêtir des *formes* et conduire à des situations imprévues et impossibles à prévoir à l'époque de la rédaction du « Manifeste ».

L'aggravation de la situation économique ne s'est pas effectuée comme l'avait prédit le « Manifeste ». Il est non seulement inutile, mais très sot même de dissimuler ce fait. Le nombre des possédants n'a pas diminué, mais grandi. L'énorme accroissement de la richesse sociale n'est pas accompagné par la diminution du nombre des magnats du capital, mais, au contraire, par l'augmentation du nombre des capitalistes de tout degré. Les couches moyennes modifient leur caractère, mais elles ne disparaissent pas de l'échelle sociale.

La concentration de la production ne s'effectue pas partout de nos jours avec une force et une rapidité toujours égales. Dans nombre de branches de production, elle justifie, il est vrai, toutes les prévisions de la critique socialiste, mais dans beaucoup d'autres elle n'y répond pas encore actuellement. Plus lent encore est le processus de la concentration dans l'*agriculture*. La statistique de l'industrie révèle une particulation infinie des entreprises. Aucune catégorie ne fait mine de vouloir disparaître. Les importantes modifications survenues dans la structure interne des entreprises et leurs rapports réciproques ne changent rien à ce fait.

Dans le domaine politique, nous voyons disparaître petit à petit les privilèges de la bourgeoisie capitaliste devant les progrès des institutions démocratiques. Sous l'influence de celles-ci et la pression toujours plus forte du mouvement ouvrier, une contre-action sociale a commencé contre les tendances exploitrices du capital, contre-action encore hésitante et tâtonnante aujourd'hui, mais qui, néanmoins, étend de plus en plus le champ de ses opérations. La législation sur les fabriques, la démocratisation des administrations municipales et l'élargissement de leur champ d'action, l'émancipation des institutions syndicales et coopératives de toute

entrave légale et *la prise en considération* des organisations ouvrières pour tous les travaux exécutés pour le compte de l'administration, caractérisent cette phase de l'évolution sociale. Qu'en Allemagne, on puisse encore songer à entraver l'action des Syndicats, cela ne caractérise pas l'état avancé, mais l'état arriéré de l'évolution politique de ce pays.

III. — Evolution ou révolution.

Mais plus les institutions politiques des nations modernes se démocratisent, plus aussi la nécessité et l'éventualité des grandes catastrophes politiques disparaissent. Celui qui s'en tient à la théorie des catastrophes devra, logiquement, combattre à outrance et chercher à entraver l'évolution constatée ici, comme, d'ailleurs, les partisans logiques de cette théorie l'ont fait jadis. Mais est-ce que la conquête du pouvoir politique par le prolétariat est, en réalité, autre chose que la conquête de ce pouvoir par une catastrophe politique ? Est-ce qu'elle signifie la conquête et l'utilisation exclusivistes du pouvoir politique par le prolétariat envers et contre l'univers non-prolétarien tout entier ?...

Si non, on ne peut pas non plus raisonnablement se formaliser lorsque quelqu'un dit que ce que la Social-démocratie aura, pendant longtemps encore, à faire, au lieu de spéculer sur « la grande catastrophe », c'est « d'organiser politiquement et de préparer, pour la démocratie, la classe ouvrière et de lutter pour toutes les réformes dans l'État, propres à relever la classe ouvrière et à transformer l'institution de l'État dans un sens démocratique ».

C'est là ce que j'ai dit dans mon article tant incriminé, et ce que, maintenant encore, je maintiens intégralement. Pour la question qui nous occupe, cela aboutit à l'assertion d'Engels. Car la démocratie signifie toujours : *juste autant de pouvoir, exercé par la classe ouvrière, que celle-ci est capable*

d'en exercer, conformément à sa maturité intellectuelle et au degré de développement de l'évolution économique...

Et comme je suis absolument convaincu qu'il est impossible de sauter des périodes importantes dans l'évolution des peuples, j'attache la plus grande signification aux devoirs présents de la Social-démocratie, à la lutte pour les droits politiques des ouvriers, à l'activité politique des ouvriers dans l'intérêt de leur classe, ainsi qu'à l'œuvre de leur organisation économique. C'est en ce sens que j'ai écrit à un moment donné que, pour moi, le mouvement était tout et que ce qu'on appelle *habituellement* le but final du socialisme n'était rien. Et dans ce sens, je répète cela encore aujourd'hui.

Même si le mot *habituellement* n'avait pas indiqué que ma phrase devait être interprétée conditionnellement, il était de toute évidence qu'elle ne *pouvait* pas signifier de l'indifférence en ce qui concerne la réalisation finale des principes socialistes, mais seulement de l'indifférence ou, mieux : de l'insouciance quant au « comment » de l'aspect final des choses.

La conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, l'expropriation des capitalistes, ne sont pas, en elles, des buts finaux, mais des moyens seulement pour la réalisation de certains efforts et buts déterminés. Comme telles, elles font partie du programme de la Social-démocratie et ne sont combattues par personne. On ne peut rien prédire, quant aux circonstances dans lesquelles se fera leur réalisation. On ne peut que combattre pour cette réalisation. Mais, pour pouvoir conquérir le pouvoir politique, il faut des *droits politiques,* et la plus importante des questions de tactique que la Social-démocratie allemande a à résoudre actuellement, me paraît être celle du *meilleur moyen d'élargir les droits politiques et économiques* des ouvriers allemands. Et jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante soit trouvée à cette question, l'accentuation des autres ne saurait être, finalement, que de la déclamation. — (Ed. Bernstein. *Socialisme théorique et Social-démocratie pratique.* Traduction d'Alexandre Cohen. Avant-propos de l'édition allemande, p. XXXV-XL.)

IV. — Objections philosophiques.

Le matérialisme historique ne nie nullement le mouvement propre des facteurs politiques et idéologiques. Il combat uniquement l'inconditionnalité de ce mouvement individuel, et démontre que l'évolution des bases économiques de la vie sociale — conditions de production et évolution des classes — exerce finalement sur l'évolution de ces facteurs, une influence prépondérante.

Néanmoins, la multiplicité des facteurs demeure un fait acquis, et il n'est pas toujours facile de démontrer leurs relations mutuelles d'une façon suffisamment détaillée pour qu'il soit possible d'affirmer exactement d'où, dans un cas donné, émane la plus considérable force d'impulsion. Les causes purement économiques ne font que créer les prédispositions nécessaires à l'adaptation de certaines idées, mais il dépend de la coopération de toute une série d'influences de quelle façon ces idées se répandront à la suite et quelle forme elles adopteront. On fait plus de mal que de bien à l'idée du matérialisme historique en récusant dédaigneusement et *a priori*, en les taxant d'éclectisme, la démonstration positive des influences autres que celles d'une nature purement économique et la considération des facteurs économiques autres que la technique de la production et son développement prévu. L'éclectisme — sélection parmi les différents exposés et explications des phénomènes, n'est souvent que la réaction naturelle contre la prétention doctrinaire de vouloir tout faire dériver d'une cause unique et de tout traiter suivant une même méthode. Dès qu'une semblable prétention se manifeste, l'esprit de l'éclectisme se fait jour avec une violence élémentaire. Il constitue la rébellion du bon sens contre la tendance innée de toute doctrine à rigoureusement comprimer la pensée humaine dans une camisole de force.

Or, plus les facteurs d'essence autre — à côté des facteurs purement économiques — influent sur la vie sociale, plus aussi se modifie l'action de ce que nous appelons la nécessité historique. Dans la société moderne, nous indiquons sous ce rapport deux courants capitaux. D'un côté se manifeste une compréhension toujours plus nette des lois de l'évolution, et notamment de l'évolution économique. A cette compréhension se joint — partiellement comme étant sa cause même, partiellement comme étant sa conséquence — la faculté croissante de diriger l'évolution économique. Au même titre que le physique, le facteur naturel économique devient, à mesure que son essence est comprise, de maître qu'il était, le serviteur des destinées humaines. Théoriquement, la société se trouve, vis-à-vis de la force d'impulsion économique, plus libre que jamais, et seul l'antagonisme des intérêts entre ses éléments divers — la puissance des intérêts privés et des groupes — empêche de convertir en liberté pratique cette liberté théorique. Cependant, l'intérêt collectif empiète de plus en plus sur l'intérêt particulier et partout où cela a lieu, l'action inconsciente des facteurs économiques diminue. Son évolution s'effectue de plus en plus vite et de plus en plus facilement. C'est ainsi que des individus et des peuples soustraient une partie toujours plus considérable de leur existence à l'influence d'une nécessité contraire ou indépendante de leur volonté.

C'est parce que les hommes prêtent une attention toujours grandissante aux facteurs économiques qu'il semble que ceux-ci jouent actuellement un rôle plus considérable que jadis. Il n'en est rien pourtant. Cette erreur est engendrée par le fait que de nos jours, le motif économique se manifeste ouvertement, tandis que jadis, il était rendu méconnaissable sous toutes sortes d'affublements autoritaires et idéologiques.

En idéologies non déterminées par l'économie et par la nature agissant comme facteur économique, la société moderne est plutôt plus riche que ne l'étaient les sociétés du passé. Les

sciences, les arts, un plus grand nombre de relations sociales sont aujourd'hui beaucoup plus indépendants de l'économie qu'à n'importe quelle époque passée. Ou, plus exactement : le degré de l'évolution actuellement atteint, laisse aux facteurs idéologiques et plus particulièrement aux éthiques, le champ plus libre qu'auparavant pour une activité indépendante. Conséquemment, la connexité causale entre l'évolution technico-économique et l'évolution des autres institutions sociales devient toujours plus indirecte, et c'est ainsi que les nécessités naturelles de la première déterminent de moins en moins le développement de la dernière.

Le *il le faut d'airain* de l'histoire subit ainsi une restriction qui, disons-le tout de suite, signifie, pour la pratique de la Social-démocratie, non pas une diminution, mais une *augmentation* et une *qualification* de ses devoirs politico-sociaux. — (Ed. Bernstein. *Ibid.*, p. 15-18.)

V. — Le nombre des possédants augmente.

Dans la Social-démocratie, l'opinion prédomine qu'une concentration des fortunes va de pair avec la concentration des entreprises industrielles.

Or, il n'en est nullement ainsi. L'agencement de la société anonyme s'oppose en des proportions considérables à cette tendance : centralisation des fortunes par la centralisation des entreprises. Il permet un fractionnement considérable de capitaux déjà concentrés et rend superflue l'appropriation des capitaux, par quelques magnats isolés, en vue de la concentration d'entreprises industrielles. Que des économistes non socialistes aient utilisé ce fait dans le but d'excuser l'état social actuel, cela n'est pas une raison, pour des socialistes, de la cacher ou de n'en pas parler. Il s'agit bien plutôt d'en reconnaître l'extension réelle et la portée.

Le trust du fil à coudre anglais, fondé il y a un an, ne compte pas moins de 12,300 actionnaires.

6,000 détenteurs d'actions de fondateurs avec 1,440 francs de capital moyen.

4,500 détenteurs d'actions privilégiées, avec 3,600 francs de capital moyen.

1,800 détenteurs d'obligations avec 7,560 francs de capital moyen.

Le trust des filateurs de fil fin aussi a un nombre respectable d'actionnaires. Ce nombre est de 5,454.

2,904 détenteurs d'actions de fondateurs, avec 7,200 francs de capital moyen.

1,870 détenteurs d'actions privilégiées avec 12,000 francs de capital moyen.

680 détenteurs d'obligations avec 31,200 francs de capital moyen.

Pareillement, le trust de coton T. et P. Coats. Le nombre des actionnaires du grand canal de navigation de Manchester est de 40,000; ceux de la société de comestibles T. Lipton sont de 74,262. L'entreprise Spiers et Pond à Londres — citée récemment comme exemple de la concentration du capital — compte, avec un capital total de 31,200,000 francs, 4,650 actionnaires, dont 550 seulement de qui le montant des actions dépasse 12,000 francs. Voilà quelques exemples du fractionnement des fortunes dans les entreprises centralisées. — (BERNSTEIN. *Ibid.*, p. 81-82.)

Bernstein donne le nombre total des détenteurs d'actions en Angleterre, qui dépasse de beaucoup un million pour l'année 1896. Ils se répartissent entre 21,223 sociétés au capital de 27 milliards de francs, en chiffres ronds.

VI. — Le nombre des possédants en Angleterre, en France, en Prusse.

Dans l'année financière 1893-1894 (je n'ai pas à ma disposition de données plus récentes) le nombre des personnes jouissant d'un revenu de 3,000 francs et plus (revenus provenant de profits commerciaux, de fonctions supérieures, etc.) était dans le Royaume-Uni de 727,270.

Il faut y ajouter les personnes qui tirent leurs revenus de la terre (rentes, fermages), de maisons de rapports et d'emplois imposables de capitaux. Ces groupes-là, ensemble, payent presque autant d'impôts que les groupes sus-mentionnés. Respectivement, ils sont évalués à 7,200 et 8,400 millions de francs de revenus. De sorte que le nombre de personnes jouissant d'un revenu de 3,000 francs se trouve probablement doublé.

Dans la *British Review* du 22 mai 1897, nous trouvons quelques chiffres sur l'augmentation des revenus en Angleterre de 1851 à 1881. D'après ces chiffres, le nombre total des familles jouissant d'un revenu de 150 à 1,000 livres sterling (la moyenne et petite bourgeoisie et la plus haute aristocratie ouvrière) était en Angleterre en 1851 et en 1881, de 300,000 et de 990,000 respectivement. Tandis que la population pendant ces trente ans augmenta dans la proportion de 27 à 35, c'est-à-dire d'à peu près 30 o/o, le chiffre des contribuables de cette catégorie augmenta dans la proportion de 27 à 90, c'est-à-dire de 233 1/3 o/o. Actuellement, Giffen évalue leur nombre à un million et demi.

D'autres pays ne présentent pas une image en principe différente. La France compte, d'après Mulhall, sur un total de 8,000,000 de familles, 1,700,000 familles vivant dans des conditions matérielles de grande et de petite bourgeoisie (revenu

moyen : 6.240 francs) contre 6.000.000 d'ouvriers et 160,000 individus très riches. En Prusse, il y avait en 1854, comme le savent les lecteurs de Lassalle, sur une population de 16.3 millions, 44.407 individus seulement avec un revenu de plus de 1.000 thalers (3.600 fr.). Dans l'année 1894-95, sur une population totale de 33 millions d'individus, on en comptait 321.296 jouissant d'un revenu au-dessus de 3.600 francs.

En 1897-1898, leur nombre était de 347.323. Tandis que la population doublait, le nombre des individus jouissant d'une certaine aisance septuplait. Mieux, en tenant compte du fait que les provinces annexées en 1866, donnent des chiffres d'aisance généralement plus élevés que l'ancienne Prusse proprement dite, et que le prix de beaucoup de vivres a été considérablement augmenté dans l'intervalle, la proportion des plus aisés, comparée à celle de la population totale, indique néanmoins une augmentation de plus de 2:1. Et si nous prenons une période ultérieure, nous trouvons que dans les quatorze années entre 1876 et 1890, à côté d'une augmentation totale de 20.56 o/o de contribuables, les revenus entre 2,400 et 24.000 francs (bourgeoisie aisée et petite bourgeoisie) ont augmenté de 31,52 o/o (582,024 contre 442,534). La classe des possédants proprement dits (7,200 francs de revenu et au-dessus) a augmenté, durant la même période, de 58.47 o/o (109.095 contre 66.310). Cinq sixièmes de cette augmentation (à savoir 33.226 sur 38.776) incombent à la partie moyenne des revenus entre 7,200 et 24.000. Les proportions ne sont pas différentes dans l'Etat le plus industriel de l'Allemagne, la Saxe. Dans ce pays, le nombre des revenus entre 1.920 et 3,960 s'éleva de 62,140 en 1879 à 94.124 en 1890, et celui des revenus entre 3,960 et 11,520 de 24,414 à 38,841. — (*Ibid.*, p. 83-85.)

VII. — Le nombre des possédants ne diminue pas.

De même dans d'autres États autonomes allemands. Bien entendu tous les bénéficiaires de revenus élevés ne sont point des possédants, mais l'importance de leur nombre ressort de ce fait que dans l'année 1895-1896, en Prusse, 1.152.332 contribuables ont été classés comme appartenant au groupe jouissant d'un revenu de *possession* net de plus de 7.200 fr. Plus de la moitié de ces personnes : 598.063 étaient imposées à raison d'une fortune nette de plus de 24.000 francs et 385.000 à raison d'une fortune de plus de 38.400.

L'affirmation est donc absolument erronée, que l'évolution économique actuelle tende à une diminution relative, voire même absolue, du nombre des possédants. Non point « plus ou moins », mais simplement *plus*, c'est-à-dire absolument *et* relativement le nombre des possédants augmente. Si l'action et les perspectives de la Social-démocratie dépendaient du fait de la diminution du nombre des possédants, alors celle-ci pourrait en effet « aller se coucher ». Mais le contraire est vrai. *Les perspectives de la Social-démocratie ne dépendent pas de la rétrogradation, mais de l'accroissement des richesses sociales.* Le socialisme et le mouvement socialiste des temps modernes ont survécu à plusieurs superstitions déjà. Ils survivront bien encore à celle qui subordonne leur avenir à la concentration des richesses ou, si l'on veut, à l'absorption de la plus-value par un groupe toujours se rétrécissant de mammouths capitalistes. Que le produit surplus social soit accaparé par 10.000 personnes ou bien réparti sur un demi-million d'individus, cela est, au point de vue essentiel, absolument indifférent aux neuf ou dix millions de pères de familles que ce partage lèse. Leurs efforts pour obtenir une plus équitable répartition ou bien une organisation compor-

tant une répartition plus juste n'en sont pas nécessairement moins justifiés. Au contraire. Maintenir quelques privilégiés dans l'abondance occasionne peut-être moins de travail-surplus que d'en conserver un demi-million et plus dans un bien-être inique. — (BERNSTEIN. *Ibid.*, p. 86-88.)

VIII. — La concentration industrielle.

Pour le pays de l'Europe le plus avancé, sous le rapport de l'évolution capitaliste, c'est-à-dire l'Angleterre, une statistique générale de l'industrie fait défaut. Cette statistique n'existe que pour certaines branches de production soumises aux lois sur les fabriques, ainsi que pour quelques localités. En ce qui concerne les fabriques et usines soumises aux lois en question, elles occupaient en 1896, suivant le rapport des inspecteurs des fabriques, 4,398,983 personnes, ce qui ne fait pas encore la moitié des individus employés dans l'industrie d'après le recensement de 1891. Ce recensement donne 9,025,092 individus, sans compter ceux occupés dans les diverses branches de transport. Sur l'excédent de 4,626,919 personnes, on peut compter un quart ou un tiers employées dans le commerce des productions respectives, et dans quelques industries moyennes et grandes non soumises aux lois sur les fabriques. Restent, en chiffres ronds, trois millions d'employés et de petits patrons dans les industries minuscules. Les quatre millions d'ouvriers soumis aux lois sur les fabriques se répartissent sur un ensemble de 160,948 fabriques et ateliers, ce qui donne une moyenne de 27 à 28 ouvriers par entreprise. En séparant fabriques et ateliers, nous comptons 76,279 fabriques avec 3,743,418 et 81,669 ateliers avec 655,565 ouvriers, soit une moyenne de 49 ouvriers par fabrique et 8 par atelier enregistré. Ce chiffre moyen de 49 ouvriers par fabrique indique déjà ce qu'une vérification plus minutieuse du rapport confirme : que deux tiers pour le

moins des entreprises qualifiées « fabriques » tombent sous la rubrique des entreprises moyennes avec 6 à 50 ouvriers, de sorte qu'il reste tout au plus 20.000 à 25.000 entreprises avec 50 ouvriers et plus, représentant ensemble environ trois millions d'ouvriers. Des 1.171.000 personnes employées dans les diverses branches de transport, trois quarts tout au plus peuvent être considérés comme appartenant aux grandes entreprises. En joignant ceux-ci aux catégories précédentes, nous arrivons, quant au personnel ouvrier et auxiliaire des grandes entreprises, à un total variant entre 3 1/2 et 4 millions d'individus contre 5 1/2 millions occupés dans les entreprises moyennes et petites. « L'atelier universel », on le voit, est loin encore d'être tombé entièrement entre les mains de la grande industrie. Les entreprises industrielles, au contraire, font montre, en Angleterre, comme ailleurs, de la plus grande variété et aucune classe n'en a encore disparu. (*Ibid.* p. 94-96.)

IX. — En Allemagne, en France, en Suisse.

En Allemagne, en 1895, la grande industrie occupait dans la production, une place proportionnellement identique à celle de l'Angleterre en 1891. En Prusse, en 1895, 38 o/o des ouvriers industriels appartenaient à la grande industrie. Le développement grand-industriel s'est effectué, là comme dans tout le reste de l'Allemagne, avec une rapidité inouïe. Si telles branches de l'industrie (et parmi celles-ci, l'industrie textile) sont encore, sous ce rapport, en arrière de l'Angleterre, les autres (l'industrie des machines et des engins) ont atteint la moyenne anglaise, et quelques unes (l'industrie chimique, l'industrie verrière, certaines branches des professions graphiques, et, probablement, l'électrotechnique) l'ont dépassée. La grande masse cependant des personnes occupées dans l'industrie appartiennent encore, en Allemagne, aux moyennes et petites entreprises. De 10 1/4 millions d'ouvriers industriels

occupés en 1895, un peu plus de 3 millions appartenaient à la grande industrie, 2 1/2 millions à la moyenne (de 6 à 50 ouvriers) et 4 3/4 millions à la petite industrie. Il n'y avait que 1 1/4 million de petits patrons manuels. Dans cinq industries leur nombre avait augmenté d'une façon absolue et relative (en proportion de l'accroissement total de la population), dans neuf d'une façon absolue seulement, et dans onze, il avait diminué absolument et relativement.

En France, l'industrie est encore inférieure, quantitativement à l'agriculture. Elle ne représentait, d'après le recensement du 17 avril 1894, que 25,9 0/0 de la population, contre le double presque, 47,3 0/0, que l'agriculture occupe. Des proportions semblables sont présentées par l'Autriche, où l'agriculture occupe 55,9 0/0 et l'industrie 25,8 0/0 de la population. En France, il y a dans l'industrie 1 million de patrons des divers degrés — contre 3,3 millions de salariés. En Autriche, il y a 600,000 d'indépendants contre 2 1/4 millions de salariés et d'hommes de peine. Ici, aussi, les proportions sont à peu près égales. Les deux pays comptent une série d'industries extrêmement développées (industries textile et minière, fonderies, etc.) qui, par rapport à la dimension des entreprises, vont de pair avec celles des pays les plus avancés, mais qui dans l'économie nationale ne sont encore que des phénomènes partiels.

La Suisse compte, dans l'industrie, 127,000 patrons et ouvriers isolés contre 400,000 salariés. Les Etats-Unis d'Amérique, dont le sus-mentionné collaborateur à la *New-Yorker-Volkszeitung* dit qu'ils sont le pays capitalistement le plus avancé du monde, avaient aussi, il est vrai, — d'après le recensement de 1890, une moyenne relativement élevée d'ouvriers par entreprise, à savoir 3 1/2 millions d'ouvriers répartis sur 355,415 entreprises industrielles, c'est-à-dire 10 : 1. Mais ici, comme en Angleterre, les industries domestiques et minuscules n'entrent pas en ligne de compte. En prenant les chiffres de la statistique industrielle de la Prusse, de haut

en bas, on arrive à une moyenne presque exactement égale à celle que produit le rencensement américain. Et lorsqu'on regarde de plus près, le *Statistical Abstract*, le tableau des industries comprises dans le recensement, on y rencontre une quantité énorme d'industries avec, par entreprise, une moyenne de cinq ouvriers et moins. Ainsi, à la toute première page déjà, après 910 fabriques de machines agricoles, avec 30,723, 35 fabriques de munitions avec 1,993, et 251 fabriques de fleurs et plumes artificielles, avec 3,628 ouvriers, nous voyons 59 fabriques de membres artificiels (bras, jambes, etc.) avec 154, et 581 fabriques de voiles et de tentes avec 2,873 ouvriers.

Si l'incessant progrès de la technique et de la centralisation industrielle dans un nombre toujours grandissant d'industries est un fait donc, de nos jours, la signification n'est plus passée sous silence que par d'impénitents réactionnaires, il n'en est pas moins vrai que dans toute une série d'industries, à côté des grandes entreprises, d'autres, moyennes et petites, font preuve d'une incontestable vitalité. Dans l'industrie, pas plus qu'ailleurs, l'évolution ne s'effectue de façon identique pour toutes les entreprises. Des entreprises conduites de façon routinière continuent à être l'apanage de la petite et de la moyenne industrie, tandis que certaines branches des métiers d'art, que l'on croyait définitivement appartenir à la petite industrie, finissent par échoir à la grande. Pendant une assez longue période, la « Hausweberei » (industrie du tissage exercée à domicile) dans l'industrie de la soie périclitait dans le canton de Zurich. Mais de 1891 à 1897, le nombre des tisserands à domicile a augmenté de 24,708 à 27,800, tandis que le nombre des ouvriers et employés aux métiers mécaniques ne s'est accru que de 11,840 à 14,550.

Reste à savoir si cette augmentation du nombre des tisserands à domicile est un symptôme économique réjouissant. Pour l'instant, il ne s'agit que de la constatation d'un fait. — (*Ibid.*, p. 97-100.)

X. — La concentration dans le commerce.

Il en est dans le commerce comme dans l'industrie. En dépit des grands magasins, le moyen comme le petit commerce se maintiennent. Naturellement, il ne s'agit pas ici de nier l'élément parasitaire dans le commerce, ce qu'on appelle commerce intermédiaire. Mais, sous ce rapport aussi, il y a beaucoup d'exagération. La grande production et le commerce international jettent sur le marché des masses de denrées toujours plus considérables qui, de quelque façon qu'il soit, doivent êtres mises sous la main du consommateur. Que cela pourrait se faire avec une dépense moindre de travail et de frais que par l'intervention du commerce intermédiaire, personne ne le niera. Mais tant que cela ne se fait pas, ce commerce se maintiendra. Et il est aussi utopique d'attendre des grands magasins capitalistes une absorption tant soit peu considérable des petits et moyens boutiquers, qu'il est illusoire de croire à une absorption à peu près complète, dans un laps de temps calculable, de la petite et moyenne industrie par la grande. Les grands magasins font du tort à certains commerces et troublent par ci par là, et pendant quelque temps, le petit commerce tout entier. Mais peu à peu celui-ci trouve le moyen de faire concurrence au grand commerce et à tirer parti de tous les avantages que les conditions locales lui offrent. De nouvelles spécialisations et de nouvelles combinaisons de commerce se présentent et des formes et des méthodes nouvelles de commerce. Le grand magasin capitaliste est, jusqu'ici, beaucoup plus *le produit de l'accroissement énorme de la masse des denrées* que l'instrument d'anéantissement du petit commerce parasitaire. Et sa tendance a été plutôt de faire sortir le petit commerce de l'ornière de la routine et de le désaccoutumer de certaines habitudes monopolistiques que de le détruire. Le nombre des petites boutiques va toujours en

Anniversaire de la Commune (1911).

augmentant. En Angleterre, il a augmenté, entre 1875 et 1886, de 295,000 à 366,000.

Et le nombre des personnes employées dans le commerce s'est accru dans des proportions plus considérables encore. Comme la statistique anglaise de 1891 a été établie, sous ce rapport, d'après des principes différentes de ceux de 1881, nous donnons ici les chiffres de la statistique prussienne.

En Prusse, le nombre des personnes occupées dans le commerce et le trafic (sans compter les employés des chemins de fer et de la poste) était :

Dans les entreprises avec :

	1885	1895	Augmentation
2 auxiliaires au moins.	411.509	467.656	13,6 o/o
3 à 5	176.867	342.112	93,4 —
6 à 50.	157.328	303.078	92,6 —
51 et plus	25.619	62.056	142,2 —
	771.323	1.174.902	

Proportionnellement, l'augmentation est la plus considérable dans les grandes entreprises qui, cependant, ne représentent pas beaucoup plus que 5 o/o de l'ensemble.

Ce ne sont pas les grandes entreprises qui font une concurrence meurtrière aux petites, celles-ci se la font réciproquement autant que possible. Mais il n'y a que peu de cadavres relativement et l'échelle graduée des entreprises reste intacte. C'est la petite entreprise moyenne qui accuse l'augmentation la plus importante (p. 105-107.)

XI. — La concentration dans l'agriculture.

Lorsque, finalement, nous arrivons à l'agriculture, nous constatons, en ce qui concerne les proportions des entreprises, en Europe partout et partiellement déjà en Amérique, un mouvement qui est en contradiction apparente avec tout ce que la théorie socialiste a jusqu'ici avancé. L'industrie et le commerce n'ont révélé qu'un mouvement ascendant *plus*

lent vers la grande entreprise, tandis que l'agriculture montre ou bien *l'arrêt* ou bien une *diminution* directe des dimensions des entreprises.

En ce qui concerne l'Allemagne, le recensement de 1895 révèle, comparé à celui de 1882, l'augmentation la plus considérable relativement, dans le groupe des *entreprises agricoles moyennes* (5 à 20 hectares), augmentation de 8 o/o à peu près, tandis que l'extension du terrain occupé par ces entreprises a été plus considérable encore, à savoir de 9 o/o exactement.

Viennent ensuite les petites entreprises (2 à 5 hectares) avec 3,5 o/o d'augmentation pour les entreprises elles-mêmes et 8 o/o d'extension de terrain. Les entreprises elles-mêmes (au-dessous de 2 hectares) accusent une augmentation de 5,8 o/o au point de vue du nombre et de 12 o/o quant à l'étendue des terrains. Ce qui n'empêche pas que la partie cultivée de ces terrains accuse une diminution de 1 o/o. Les grandes entreprises paysannes (grossbünerlichen Betriche) — 20 à 100 hectares — en partie capitalistes déjà, accusent une augmentation de pas tout à fait 1 o/o, qui d'ailleurs incombe entièrement aux entreprises forestières, tandis que les grandes entreprises agricoles (20 à 100 hectares) — également capitalistes en partie — augmentent de pas tout à fait 1/3 o/o.

Voici les chiffres pour 1895 :

Genre des entreprises	Nombre des entreprises
Entreprises minuscules (jusqu'à 2 H. A.)	3.236.367
— de petits paysans (de 2 à 5 H. A.).	1.016.318
— de moyens — (de 5 à 20 —)	998.804
— de grands — (de 20 à 100 —)	281.767
Grandes entreprises (100 H. A. et plus)	25.061

	Terrain agricole cultivé	Superficie totale
Entreprises minuscules (jusqu'à 2 H. A.) . . .	1.808.444	2.415.414
— de petits paysans (de 2 à 5 H. A.)	3.285.984	4.142.071
— de moyens — (de 5 à 20 —	9.721.875	12.537.660
— de grands — (de 20 à 100 —	9.869.837	13.157.201
Grandes entreprises (de 100 H. A. et plus) . .	7.831.801	11.031.896

Plus des deux tiers de la superficie totale incombent aux trois catégories des entreprises paysannes, et un quart environ à la grande industrie agricole. En Prusse, la condition des entreprises paysannes est plus favorable encore. Elles y occupent à peu près trois quarts de la superficie cultivée totale, à savoir 22,875,000 hectares sur 32,591,000.

Si de la Prusse nous nous tournons vers la Hollande voisine, nous trouvons :

Dimensions des entreprises	Entreprises 1884	Entreprises 1893		Augmentation ou diminution		pour cent
1 à 5 H. A.	66.842	77.767	+	10.925	—	16,2
5 à 10 —	31.552	94.199	+	62.647	+	198,5
10 à 50 —	48.278	51.940	+	3.662	+	7,6
Au-dessus de 50.	3.554	3.520	—	44	—	1,2

Ici, la grande entreprise a diminué directement, tandis que les petites et moyennes entreprises paysannes ont triplé. — (Pages 107-109.)

XII. — En Belgique, en France, en Angleterre.

En Belgique, d'après Vandervelde, la propriété terrienne aussi bien que l'agriculture sont soumises à une décentralisation ininterrompue. La dernière statistique générale indique une *augmentation* du nombre *des propriétaires* terriens de 201,226 en 1846, à 293,524 en 1880, et de celui des fermiers de 371,320 à 616,872.

La superficie agricole totale de la Belgique était, en 1880, de pas tout à fait 2 millions d'hectares, dont plus d'un tiers ont été cultivés par leurs propriétaires. L'agriculture parcellaire y rappelle les conditions agraires de la Chine.

La France comptait, en 1882, des entreprises agricoles :

			Entreprises	Extension
Au-dessous de	1	hectare	[illegible]	
—	1 à 10	—	2.635.050	11.368.274
—	10 à 40	—	727.080	14.845.660
—	40 à 100	—	113.285	
—	100 à 200	—	20.644	22.266.104
—	200 à 500	—	7.942	
Au-dessus de	500	—	217	

Aux entreprises de 40 à 100 hectares incombaient en chiffres ronds 14 millions d'hectares, à celles au-dessus de 200 hectares, 8 millions, de sorte qu'au total les grandes entreprises agricoles représentaient entre un cinquième et un sixième de toute la superficie cultivée. Les entreprises paysannes, petites, moyennes et grandes couvrent presque trois quarts du territoire français. De 1862 à 1882, les entreprises de 5 à 10 hectares se sont accrues de 24 o/o et celles de 10 à 40 hectares de 14,28 o/o. La statistique agraire de 1892 accuse une augmentation du nombre total des entreprises de 30,000, mais une diminution des entreprises moyennes de 33,000 unités, ce qui indique un morcellement toujours plus grand de l'agriculture.

Et qu'est-ce qu'il est en Angleterre, le pays classique de la grande propriété terrienne et de l'agriculture capitaliste ? On connaît les listes des « mammouths-landlords » que de temps à autre la presse publie pour illustrer la concentration de la propriété terrienne en Angleterre, et on connaît aussi ce passage du « Capital », où Marx dit que l'affirmation de John Bright, à savoir que : 150 propriétaires détiennent la moitié du sol britannique et 12 la moitié du sol écossais, n'a jamais été contredite. La vérité est que les choses n'en sont pas encore là. D'après l'étude de Brodrick : *English Land and English Landlords,* sur 33 millions d'acres de terrain inscrites dans le « Domesday-Book », en 1876 pour l'Angleterre et le pays de Galles, 14 millions en chiffres ronds appartenaient à un ensemble de 1,704 propriétaires terriens, détenant chacun 3,000 acres (1,200 hectares) et se divisent au-dessus. Les autres 19 millions d'acres se répartissaient entre 150,000 propriétaires, détenteurs chaque de une acre et au-dessus, et un nombre infini de propriétaires de petites parcelles de terre. Malhall, en 1892, donna, pour le Royaume-Uni tout entier, le chiffre de 176,520 propriétaires de plus de 10 acres de terre. Et comment cette terre est-elle cultivée ? Ci-dessous les chiffres de 1885 et 1895 pour la Grande-Bretagne (l'Angle-

terre avec le pays de Galles et l'Écosse, sans l'Irlande). Afin de faciliter les comparaisons, nous avons, pour autant qu'il s'agit des classifications, réduit les acres en hectares. On comptait :

Entreprises	1885	1895		Augmentation et diminution
2 à 20 H. A. .	232.955	235.481	—	2.526
20 à 40 —	64.715	66.625		1.920
40 à 120 —	79.573	81.245	+	1.672
120 à 200 —	13.875	13.568	—	307
Au-dessous de 200 —	5.489	5.219	—	270

Ici aussi nous avons donc une diminution des grandes et très grandes entreprises et augmentation des entreprises paysannes moyennes et petites.

Les chiffres concernant les entreprises ne nous disent cependant rien sur l'étendue cultivée. Complétons-les donc par les chiffres des superficies incombant aux diverses classes. Ils constituent un tableau absolument stupéfiant. Il y avait dans la Grande-Bretagne, en 1895 :

		Acres de 40 ares	Pour cent de la superficie totale
Entreprises au-dessus de	2 H. A.	366.792	1.13
—	2 à 5 —	1.667.647	5.12
—	5 à 20 —	2.864.976	8.79
—	20 à 40 —	4.885.203	15 »
—	40 à 120 —	13.875.964	42.59
—	120 à 200 —	5.113.945	15.70
—	200 à 400 —	3.401.184	9.41
—	400 —	801.852	2.47
		32.577.513	100 »

De ces chiffres, il résulte que tout au plus 27 à 28 o/o de la superficie cultivée de la Grande-Bretagne incombent à la grande agriculture proprement dite et seulement 2,40 aux entreprises géantes. Par contre, plus de 66 o/o sont occupés par *les moyennes et grandes entreprises paysannes*. Dans la Grande-Bretagne, les conditions sont donc plus favorables encore pour l'agriculture paysanne (où d'ailleurs les grandes entreprises paysannes déjà capitalistes prédominent) qu'en

moyenne en Allemagne. Même dans l'Angleterre proprement dite, les entreprises de 5 à 120 hectares occupent 64 o/o de la superficie cultivée, et 13 o/o seulement reviennent aux entreprises d'au-dessus de 200 hectares. Dans le pays de Galles, sans compter les entreprises minuscules, 92 o/o et en Ecosse 72 o/o des entreprises paysannes occupent de 2 à 1,210 hectares.

Sur toute l'étendue arable, 61,014 entreprises avec 4,6 millions d'acres de terre, étaient cultivées par leurs propriétaires mêmes; 19,607 entreprises occupaient des terrains dont les détenteurs étaient, pour une partie, propriétaires, pour une autre, fermiers seulement, et 439,405 entreprises occupaient des terrains affermés exclusivement. Il est de notoriété qu'en Irlande le nombre des petits paysans, respectivement des petits fermiers, est prédominant; de même en Italie.

XIII. — Conclusion : Le nombre des grandes entreprises agricoles diminue.

Il est donc hors de doute que partout dans l'Europe occidentale, comme dans les Etats de l'Est de l'Union américaine, le nombre des entreprises agricoles petites et moyennes augmente et que celui des entreprises grandes et géantes diminue. Il est de toute évidence que les entreprises moyennes ont souvent un cachet capitaliste on ne peut plus caractérisé. La concentration ne procède pas ici par une absorption toujours s'accentuant de terrains par l'entreprise individuelle, comme le voyait Marx, mais simplement par une condensation des entreprises et par le passage soit à un autre genre de culture (exigeant plus de travail par unité de superficie), soit à l'élevage de bétail. On sait que ce résultat est dû pour une grande partie (pas exclusivement) à la concurrence des pays et régions agricoles transatlantiques et de l'Europe

orientale. On sait également que ces pays et régions seront, pendant longtemps encore, à même de fournir au marché européen du blé et toute une série d'autres produits du sol à des prix suffisamment modérés pour que nous n'ayons pas à nous attendre, de ce côté, à un déplacement sérieux des facteurs de développement. — (P. 109-114.)

XIV. — Le Socialisme serait un genre de libéralisme.

Le libéralisme avait pour mission historique de briser les liens dont l'économie et les institutions juridiques du moyen âge ont ligoté le progrès social. Qu'il se soit révélé, en premier lieu, sous l'aspect d'un libéralisme bourgeois, cela ne l'empêche pas, de fait, d'exprimer un principe social général beaucoup plus large dont l'aboutissement sera le socialisme.

Le socialisme ne veut pas créer une contrainte nouvelle, quelle qu'elle soit. L'individu doit être libre — non pas dans le sens métaphysique comme le rêvent les anarchistes, c'est-à-dire libre de tout devoir envers la communauté, mais libre de toute contrainte économique dans ses mouvements et dans le choix de sa profession. Et une liberté semblable n'est possible pour tous qu'au moment de l'organisation.

Dans ce sens, on pourrait aussi bien appeler le socialisme « libéralisme organisateur » ; car si on analyse un peu plus profondément les organisations voulues par le socialisme, on découvrira que ce qui les sépare avant tout des institutions féodales apparemment analogues, est précisément leur libéralisme, leur constitution démocratique, leur accessibilité. C'est pourquoi le Syndicat professionnel tendant à l'exclusivisme des corporations, tout en étant un moyen de défense — explicable aux yeux des socialistes — contre la tendance capitaliste à encombrer le marché, est en même temps, et

précisément à cause de son penchant pour l'exclusivisme, une organisation non socialiste. Il en serait de même du Syndicat professionnel comme propriétaire d'une branche de production tout entière, étant donné que forcément il tendrait aussi à l'exclusivisme, tout comme les Associations « pures » de production. — (Pages 222-223.)

XV. — Le Socialisme serait une démocratie élargie.

Dans la première partie du présent chapitre, nous avons démontré que la démocratie est, à un beaucoup plus haut degré qu'on ne le croit assez couramment encore, une condition primordiale de la réalisation du socialisme, c'est-à-dire qu'elle ne l'est pas seulement en tant que moyen, mais encore comme substance. Sans un certain contingent d'institutions ou de traditions démocratiques, la doctrine socialiste contemporaine ne serait pas même possible. Il pourrait y avoir mouvement ouvrier, mais point de démocratie sociale. Le mouvement socialiste moderne, quelle que soit son explication théorique, est, de fait, le produit de l'influence des conceptions juridiques, engendré s par la Révolution française et par elle généralisées, sur le mouvement des salaires et du temps de travail des ouvriers industriels. Le mouvement nommé se serait aussi bien produit sans les dites conceptions juridiques tout comme sans et avant elles il a existé un communisme populaire approchant du christianisme primitf. Mais ce communisme populaire était très vague et quelque peu mystique, et le mouvement ouvrier manquerait de cohésion intérieure s'il n'avait pas pour base ces institutions et ces conceptions juridiques qui, il est vrai, sont pour une grande partie les compléments nécessaires de l'évolution capitaliste. C'est ainsi que la chose se présente de nos jours dans les pays orientaux. Une classe ouvrière, dépourvue de droits

politiques, mal éduquée et élevée dans la superstition, peut bien de temps à autre se révolter et se livrer à de petites conspirations, mais elle n'engendrera jamais un mouvement socialiste. Il faut une certaine largeur d'esprit pour faire d'un ouvrier, qui occasionnellement se révolte, un socialiste. C'est aussi pourquoi le droit politique et l'instruction populaire figurent partout en tête du programme d'action socialiste. — (Pages 239-240.)

XVI. — Le Parti Socialiste ne serait qu'un parti de réformes démocratiques et sociales.

Il faut que la social-démocratie ait le courage, dit Bernstein, de s'émanciper de la phraséologie du passé et de vouloir paraître ce qu'elle est actuellement en réalité : *un parti de réformes démocratiques et socialistes*. Il ne s'agit pas d'abjurer le soi-disant droit à la révolution, ce droit purement spéculatif, qu'aucune Constitution ne saurait mettre en paragraphe ni aucun Code prohiber et qui existera tant que la loi naturelle nous forcera à mourir si nous renonçons au droit de respirer. Ce droit inécrit et imprescriptible n'est pas plus atteint, si on se transporte sur le terrain de la réforme, que le droit de défense légitime n'est supprimé par le fait que nous nous sommes donné des lois réglant nos différends personnels ou de propriétés.

Est-ce que vraiment la social-démocratie est aujourd'hui autre chose qu'un parti visant à la transformation socialiste de la société par le moyen de réformes démocratiques et économiques ?...

Dans ses discours sur les attentats, Bebel a, avec la dernière énergie, repoussé l'insinuation que la social-démocratie comportait une politique de violence et tous les journaux du Parti ont enregistré ces discours en les approuvant. Nulle part on n'a protesté contre. Kautsky, dans son étude sur la

question agraire, développe des principes de politique agraire de la social-démocratie qui ne sont autre chose que des réformes démocratiques. Le programme communal de Brandebourg est un programme de réformes démocratiques. Dans le Reichstag allemand, le Parti réclame l'extension des compétences et l'institution obligatoire des Conseils de prud'hommes, ces organes promoteurs de la paix économique.

Je le répète : plus la social-démocratie *se décidera à vouloir paraître ce qu'elle est, plus aussi ses chances augmenteront de réaliser des réformes politiques.*

Certes, la peur est un facteur puissant dans la politique, mais on se trompe en croyant qu'il suffit de provoquer la peur pour obtenir tout ce qu'on veut. Ce n'est pas quand le mouvement chartiste était dans sa phase la plus révolutionnaire que les ouvriers anglais obtinrent le droit de suffrage mais lorsque l'écho des tirades révolutionnaires s'était éteint et qu'ils s'allièrent à la bourgeoisie radicale dans la lutte pour les réformes. Et si quelqu'un m'objecte qu'une chose semblable serait impossible en Allemagne par exemple, je lui recommande de lire ce que, il y a quinze à vingt ans, la presse libérale écrivait au sujet des luttes syndicales et de la législation ouvrière, et comment les représentants de ces partis parlaient et votaient au Reichstag au cours des débats sur ces questions. Il reconnaîtra peut-être ensuite que la réaction politique n'est certainement pas le phénomène le plus significatif dans l'Allemagne contemporaine. — (Pages 274-275.)

XVII. — La conclusion fatale de l'exposé théorique de Bernstein.

Ainsi tout l'ouvrage de Bernstein peut être considéré comme une tentative très savante de *justifier sa thèse principale imprimée en toutes lettres dans la* Neue Zeit, *organe du socialisme scientifique: le but final n'est rien, le mouvement*

est tout. Par « but final » on comprend « communément » l'idée fondamentale du socialisme : la socialisation des moyens de production ; par « le mouvement », Bernstein entend évidemment désigner notre œuvre réformiste, notre action quotidienne. En ramenant toute notre action à une action réformiste dans les cadres du régime capitaliste, Bernstein détruit la raison d'être du Parti socialiste : en suivant la tactique de Bernstein, le Parti socialiste deviendrait tout simplement un parti démocratique. Cette objection lui a été, en effet, faite par ses adversaires aux nombreux Congrès socialistes (Stuttgart, Hanovre, Lubeck, Dresde), où fut discutée et rejetée sa thèse.

Un grand nombre d'écrivains socialistes, dans tous les pays où il y a un parti socialiste développé, a pris part à la discussion des thèses bernsteiniennes : Auguste Bebel, Victor Adler, Georges Plekhanoff, Rosa Luxembourg, Parvaus, Boudin, etc., etc. Mais la critique la plus complète et la plus systématique des idées de Bernstein fut faite par Karl Kautsky. Cette critique contient en même temps un exposé lumineux de la doctrine et de la tactique socialistes. Elle donne la philosophie de l'action socialiste internationale. Nous en donnons l'essentiel.

CHAPITRE II

KAUTSKY CONTRE BERNSTEIN

I. — Kautsky et Bernstein.

Dans sa préface à l'édition française de sa réponse à Bernstein (1900), Karl Kautsky trace le portrait suivant du chef du revisionnisme international :

« Marx disait de Proudhon :

« La nature de Proudhon le portait à la dialectique. Mais n'ayant jamais rien compris à la dialectique scientifique, il ne parvint qu'au sophisme. En fait, cela découlait de son point de vue petit-bourgeois. Le petit-bourgeois, tout comme notre historien Rammer, dit toujours : « d'une part et d'autre part ». Deux courants opposés, contradictoires, dominent ses intérêts matériels et par conséquent ses vues religieuses, scientifiques et artistiques, sa morale, enfin son être tout entier. Il est la contradiction vivante. »

Mais Bernstein n'est pas un proudhoniste pur et cela complique encore les choses. Il est proudhoniste d'une part et marxiste d'autre part. Il n'est pas étonnant que d'une part il emploie les arguments du libéralisme contre le socialisme, et que d'autre part il en reste à son ancien point de vue socialiste ; que d'une part il réclame la rectification de l'interprétation intégrale de la lutte et des devoirs de la social-démocratie et la transformation de notre Parti en un Parti réformiste, démocratique, mais que, d'autre part, il se rallie au Congrès de Hanovre, sans hésiter, à une motion qui repousse cette prétention.

Il est certain que cette science affranchie par l'éclectisme

de la logique et de l'unité de la théorie marxiste est très commode, commode pour les libéraux que gêne aujourd'hui l'autonomie du Parti socialiste, commode avant tout pour ces gens de plus en plus nombreux qui voudraient bien vivre en bons termes avec le Parti socialiste sans déclarer la guerre à la société bourgeoise. Cette science est enfin très commode pour les gens hostiles à toute théorie aux bases profondes, et qui se contentent d'effleurer tout sujet avec leur formule : « d'une part et d'autre part ».

C'est dans ces besoins auxquels elle répond, qu'il faut chercher la raison de la force du mouvement Bernstein dans quelques cercles politiques et littéraires. Ce mouvement devient ainsi sympathique à beaucoup de gens dont les vues diffèrent de celles de Bernstein sur les points essentiels.

Mais pour les grandes tâches historiques qui incombent au prolétariat, et où il aura besoin de toute sa force, de tout son esprit de sacrifice, de tout son enthousiasme, cette science que résume la formule « d'une part et d'autre part » est pernicieuse.

Et elle doit rester complètement lettre morte pour la théorie, pour la science réelle, que l'éclectisme n'a jamais fait progresser, un éclectisme qui n'est qu'un retour à des formes surannées de la pensée.

Certes le marxisme n'est pas le plus haut point que puisse atteindre la pensée humaine. Quelques progrès que le marxisme ait fait faire à la science, la pensée humaine les dépassera et se créera des formes nouvelles et plus élevées. Mais cela ne se produira pas par la résurrection des morts.

Mais Bernstein croit développer le marxisme, quand il lui crie : « Arrière ! Retourne à Kant, retourne à Lange, retourne à Proudhon ! » Et même on entendra : « Retourne à Bastiat ! »

Mais nous, nous ne dirons jamais que : En avant ! Et tant que de nouvelles voies ne seront pas ouvertes à notre pensée, nous crierons : En avant, sur la route que nous indiquèrent

Marx et Engels ! D'ici longtemps un progrès théorique ne sera réalisable, à mon avis, que si on spécialise davantage les recherches, soit pour combler les lacunes de la théorie, soit pour perfectionner la méthode qui nous a été donnée.

Que celui qui sait une meilleure voie pour développer la théorie et se sent la force de la parcourir, nous la montre. Mais que du moins le poteau indicateur ne nous envoie pas dans deux directions opposées, conformément à la formule consacrée : « D'une part..., d'autre part ». — (Karl KAUTSKY. *Le Marxisme et son critique Bernstein*, p. 22-24.)

II. — Pourquoi le livre de Bernstein eut un grand retentissement.

Dans la littérature socialiste allemande le livre de Bernstein est le premier ouvrage sensationnel. Comme succès littéraire, la « Femme » de Bebel a sans doute laissé loin derrière soi le reste de notre littérature spéciale, mais ce n'est pas, à proprement parler, un livre sensationnel. Il n'y a en effet rien de sensationnel à ce qu'un socialiste écrive un livre socialiste.

La chose est bien différente quand un socialiste éminent, un des Marxistes « les plus orthodoxes », écrit un livre dans lequel il brûle solennellement ce qu'il a adoré jusqu'ici et adore ce qu'il a brûlé. Il arrive tous les jours qu'un bourgeois démocrate devient démocrate socialiste et la presse bourgeoise n'a aucune raison de le crier sur les toits. Il en est tout autrement quand le contraire paraît se produire. Est-ce vraiment le cas de Bernstein? Son livre signifie-t-il que Bernstein abandonne les théories du Parti socialiste? Ce n'est pas ici le lieu d'en juger. Mais il est évident que c'est là l'idée que la presse bourgeoise se fait de son livre, qu'elle exploite et dont elle ne se lasse pas de se réjouir. Enfin, une victoire après tant de défaites ! un symptôme que

l'un au moins des penseurs de ce Parti socialiste orgueilleux et invincible commence à ne plus savoir que penser de son parti et à montrer que l'espoir de vaincre a fait place en lui à l'hésitation et au doute. On ne pouvait proclamer trop haut une aussi joyeuse nouvelle.

Cette attitude de nos adversaires devait à elle seule appeler l'attention générale des membres du parti sur le livre de Bernstein. Il méritait d'autant plus d'être pris en considération que, même au sein du parti, il n'était pas condamné à l'unanimité. Il est vrai que les avocats de Bernstein se contredisaient sur plus d'un point. Tandis que les uns déclaraient qu'il ne faisait que confirmer ce qui avait été admis jusqu'ici par notre parti, d'autres le proclamaient le réformateur de notre politique pratique, plus importante que la théorie pâle et froide ; d'autres enfin s'élevaient contre cette même politique pratique, disant que ce qu'il y avait de nouveau en elle ne valait rien et que ce qu'il y avait de bon n'était pas nouveau, mais que le mérite de Bernstein était de s'être montré penseur original sur le terrain de la théorie et d'avoir vivifié la pensée théorique reléguée au second plan.

Cependant la plupart des voix du parti qui se sont fait entendre, tout en s'associant au dernier jugement que je viens de citer sur la politique pratique de Bernstein, ont qualifié ses théories de simple pastiche des idées surannées des socialistes de la chaire.

Cette diversité de vues vient de ce que, comme nous le verrons plus tard, Bernstein n'a pas présenté son point de vue d'une façon absolument claire et conséquente, mais aussi et surtout de ce qu'il existe dans notre parti lui-même des courants assez opposés dans les questions de la plus haute importance. — (KAUTSKY, *Ibid.*, p. 1-3.)

III. — La méthode de Marx.

La justesse plus ou moins absolue de la conception matérialiste de l'histoire ne dépend pas des lettres et des articles de Marx et d'Engels, elle ne peut être prouvée que par l'étude de l'histoire même. Bernstein a beau parler avec dédain de ce « *mot commode de Scolastique* », je partage absolument l'opinion de Lafargue, qui qualifie de *Scolastique* le fait de discuter la justesse de la conception matérialiste de l'histoire en soi au lieu de la vérifier par l'étude de l'histoire elle-même. C'était aussi l'opinion de Marx et d'Engels ; je le sais par des conversations privées avec ce dernier et j'en trouve la preuve dans ce fait qui paraîtra étrange à plus d'un, que tous les deux ne parlaient que rarement et brièvement des fondements de leur théorie et employaient la meilleure part de leur activité à appliquer cette théorie à l'étude des faits.

Il n'est pas moins important de remarquer que ceux d'entre les marxistes, qui ont suivi leur exemple et se sont occupés de recherches historiques, n'ont jamais été en désaccord, ni entre eux ni avec leurs maîtres, sur ce qu'ils entendaient par conception matérialiste de l'histoire.

Non que chacun de nous acceptât tous les résultats obtenus par les autres ; plus d'un résultat, auquel Engels et Marx eux-mêmes étaient parvenus, est actuellement inacceptable. Mais les historiens de l'école marxiste sont unanimes à reconnaître que toutes leurs recherches confirment la description que Marx a faite du processus historique dans la préface citée plus haut. Ceux qui contestent à cette conception de l'histoire son caractère scientifique ne sont pas des historiens.

Mais Marx et Engels se seraient placés plus tard à un autre point de vue, ils auraient restreint leur théorie et l'auraient rendue par là plus scientifique.

Anniversaire de la Commune (1911).

Ici encore Bernstein confond de nouveau deux questions qui ont, il est vrai, plusieurs points communs, mais qu'il faut considérer séparément, si l'on veut les élucider et ne pas se perdre dans le vague. Bernstein considère comme identique le déterminisme et l'hypothèse que le développement des forces productives détermine le développement des conditions sociales. Mais cela est faux. Il se trompe d'abord quand il prétend qu'être matérialiste, c'est affirmer la nécessité de tout ce qui arrive. Sans doute le matérialisme affirme la nécessité de tout ce qui arrive, c'est-à-dire la valeur de la loi de causalité pour tous les faits d'expérience, mais il y a aussi des philosophes idéalistes qui sont de cet avis. Par conséquent, quand bien même Marx et Engels auraient restreint la puissance déterminante des conditions de production et reconnu aux idées un mouvement propre indépendant, cela ne voudrait pas dire que leur conception de l'histoire a cessé d'être déterministe.

Prenons, par exemple, la conception historique de Buckle. Elle est assez différente de celle de Marx. Buckle ignorait encore que des lois économiques différentes correspondent à des formes sociales différentes ; il en était encore à l'économie politique libérale, pour laquelle les lois de la production développée des marchandises étaient les lois naturelles de toute forme de production ; il ne voyait dans l'histoire que deux facteurs, la nature et l'esprit, et il la croyait déterminée par le développement de l'esprit et le progrès de la science.

Si l'on considère ce progrès comme celui des découvertes et des inventions, la conception de Buckle conduit à celle de Marx. Mais Buckle était arrêté par le point de vue libéral que nous avons signalé et qui considérait les lois du mode de production en vigueur comme des lois naturelles. A ce point de vue, la société ne progressait qu'autant qu'on reconnaissait de plus en plus clairement ses lois naturelles et qu'on constituait la société conformément à ces vérités éternelles.

La conception de Buckle est complètement différente de celle de Marx, et cependant Buckle reste fermement fidèle au principe de la nécessité de *tout ce qui arrive*.

Nous devons donc considérer séparément les deux jugements de Bernstein, affirmant d'une part que Marx et Engels ont finalement renoncé au déterminisme dans leur conception de l'histoire, et de l'autre qu'ils ont attribué par la suite une moindre importance au facteur économique dans le développement historique.

Mais on ne saurait trop sévèrement exiger que les propositions sur lesquelles Bernstein appuie son premier jugement soient probantes. N'oublions pas que Bernstein lui-même déclare que le matérialisme est déterministe.

La conception marxiste de l'histoire était au début déterministe, et elle aurait cessé de l'être dans la suite! Marx et Engels sont cependant restés matérialistes jusqu'à la fin de leur vie. Cela ne revient-il pas à dire qu'au début ils étaient conséquents et que plus tard ils sont devenus inconséquents?

Ce changement est, il est vrai, aux yeux de Bernstein, un progrès au point de vue scientifique, et il exige de nous que nous acceptions la conception marxiste dans sa forme inconséquente et non dans sa forme conséquente.

Mais qu'est-ce que la science ? La connaissance des rapports nécessaires et naturels des phénomènes. Or, des phénomènes si compliqués qu'il n'a pas encore été possible de découvrir leurs rapports nécessaires, de sorte que nous ne pouvons voir en eux que le jeu du hasard et de l'arbitraire, sont en dehors du domaine de la science. Le progrès de la science consiste à restreindre le domaine du hasard et de l'arbitraire et à étendre celui de la nécessité reconnue.

Le grand mérite de Marx et d'Engels est d'avoir, avec plus de succès que leurs devanciers, fait entrer les faits historiques dans le domaine des faits nécessaires et élevé ainsi l'histoire à la hauteur d'une science. Alors intervient Bernstein qui prétend que le progrès scientifique de Marx et

d'Engels a consisté à supprimer le déterminisme dans l'histoire.

Le plus étrange dans tout cela, c'est que Marx et Engels n'ont pas eu le moins du monde conscience de cette transformation radicale de leur pensée. La conception matérialiste de l'histoire, déclare Bernstein lui-même, est la loi fondamentale sur laquelle repose le système tout entier. D'après Bernstein, Marx et Engels, au cours de leur évolution, font devier le déterminisme de cette loi fondamentale et néanmoins ils restent convaincus jusqu'à la fin de leur vie, qu'ils sont restés fidèles à la même conception de l'histoire ! Dans la lettre d'Engels à C. Schmidt du 27 octobre 1890, mentionnée également par Bernstein, Engels le renvoie au « *18 Brumaire* composé en 1852 comme un modèle de récit historique au point de vue matérialiste ».

Quelle force démonstrative devrait avoir la preuve qui pourrait nous forcer à admettre que la conception marxiste de l'histoire n'est pas déterministe! Et que nous apporte Bernstein ? *Rien, absolument rien.* — (KAUTSKY, *Ibid.*, p. 17-21.)

IV. — Le facteur économique n'est pas le seul à déterminer l'évolution historique.

La manie qu'a Bernstein de couper les cheveux en quatre est d'autant plus singulière qu'il est moins précis quand il expose le résultat de la prétendue évolution de la conception marxiste de l'histoire. « Quiconque applique aujourd'hui la théorie du matérialisme économique, dit-il, est tenu de l'appliquer dans sa forme la plus parfaite et non dans sa forme primitive, c'est-à-dire qu'il est tenu, à côté du développement et de l'influence des forces productives et des conditions de production, de tenir grand compte des notions de droit et de morale, des traditions historiques et religieuses

de chaque époque, des influences naturelles, au nombre desquelles se trouve la nature de l'homme et de ses facultés intellectuelles. »

« *Tenir compte* », peut-on s'exprimer avec moins de précision? Quiconque applique la conception matérialiste de l'histoire et par conséquent étudie l'histoire au point de vue matérialiste, doit tout naturellement « tenir compte » de tous ces facteurs. Les rapports entre ces facteurs, leur action réciproque, leur fonction passive ou active, tout cela est précisément ce qu'il faut étudier et expliquer. Mais tout historien doit en faire autant, quelle que soit sa philosophie : ce n'est pas le « tenir compte » qui est contestable, c'est ce qui en résulte. Mais examinons de plus près chacun des facteurs auxquels nous renvoie Bernstein : A côté des forces productives et des rapports de production nous avons les notions de droit et de morale, et les traditions historiques et religieuses. Mais que sont les traditions d'après la dernière définition de la conception matérialiste de l'histoire, sinon le produit de formes sociales antérieures et par conséquent aussi des modes de production antérieures? Et il en est de même des notions de droit et de morale, quand elles sont traditionnelles et qu'elles ne résultent pas de la forme sociale momentanée. Mais les influences naturelles sont, elles aussi, une facteur matériel. Bernstein dit lui-même : « Chez les peuples préhistoriques la nature ambiante est la puissance économique déterminante ». La nature est donc le facteur économique initial. On peut donc ramener, après un examen plus attentif, les facteurs agissant à la surface de l'histoire, auxquels nous renvoie Bernstein, aux facteurs économiques ; il aboutit donc à la thèse qu'on ne peut expliquer l'histoire d'une époque par sa seule histoire économique, mais qu'il faut « *tenir compte* » de l'ensemble de l'évolution économique qui l'a précédée et de ses résultats. Cela est juste, mais c'est précisément ce que n'ont cessé de faire Marx et les historiens marxistes. On peut dire qu'en

histoire la méthode marxiste est la seule qui tienne pleinement compte de la préhistoire. Ce fait que l'historien matérialiste est tenu de commencer toutes ses recherches *ab ovo* est une des raisons qui rendent sa tâche beaucoup plus difficile que celle de tout autre.

Si Bernstein voulait dire que la conception marxiste de l'histoire s'est modifiée de telle sorte qu'elle a exagéré au début l'influence directe du mode de production en vigueur et fait peu de cas de l'influence indirecte du mode de production antérieur, on pourrait discuter. En effet, les progrès des études d'histoire primitive, à peine nées à l'époque des débuts du matérialisme économique, ont exercé sur lui une influence très considérable. On peut suivre à ce point de vue l'évolution de la théorie, elle a été constatée par les auteurs mêmes de la conception matérialiste de l'histoire, par exemple par Engels dans la première note de la plus récente édition du « *Manifeste communiste* ».

Au contraire, l'évolution que Bernstein fait accomplir à cette conception de l'histoire n'a été reconnue nulle part par ses auteurs ; elle est simplement déduite par Bernstein de la comparaison de textes isolés tirés de leurs ouvrages, textes qui, quand ils n'offrent pas d'équivoque, disent tous la même chose et qui, alors même qu'ils pourraient prêter à diverses interprétations, peuvent être considérés sans peine comme ayant la même signification.

L'argumentation de Bernstein peut être très facilement caractérisée par une image empruntée aux sciences naturelles, où les rapports sont plus simples et plus manifestes que dans les sciences sociales. Supposons qu'un naturaliste ait soutenu dans ses premiers ouvrages le principe que la lumière et la chaleur du soleil sont en dernier ressort le principe actif de la vie organique sur la terre. Plus tard on lui demanderait s'il est vrai qu'il prétende que la végétation d'un arbre dépend seulement de la quantité de lumière et de chaleur qu'il reçoit directement du soleil. Il répondra na-

turellement que c'est absurde, qu'il ne faut pas comprendre sa théorie de la sorte, qu'il n'ignore pas que la nature de la semence, du sol, l'alternance d'humidité et de sécheresse, la direction et la force des vents, etc., exercent également une influence sur la végétation des arbres.

Arrive alors un commentateur qui confond l'influence directe du soleil sur la végétation des plantes avec son action comme principe unique de vie sur la terre, et qui déclare alors que la théorie de notre naturaliste ne doit pas être envisagée dans sa forme primitive et générale, mais dans sa forme dernière, restreinte et partant beaucoup plus scientifique. Il ne voit pas du tout que la théorie sous cette forme cesse d'être scientifique : c'est un lieu commun, familier aux paysans depuis des siècles.

V. — En quoi consiste l'originalité de la théorie marxiste.

Il en est de même, quoique moins rigoureusement, de l'évolution que la théorie de Marx et d'Engels aurait subie. L'idée que l'histoire n'est pas seulement déterminée par les concepts de morale et de droit, les traditions et les facteurs naturels, mais aussi par le mode de production, n'avait pas besoin d'être découverte par Marx et Engels ; elle était déjà bien connue au siècle dernier, comme peuvent en témoigner quelques exemples, que nous avons justement sous la main et dont on pourrait facilement augmenter le nombre.

Montesquieu, né il y a plus de deux siècles, a recherché déjà dans « *l'Esprit des Lois* » l'influence du mode de production sur les institutions idéologiques. « Les lois, dit-il dans le chapitre VIII du livre XVIII, ont un rapport très étroit avec la manière dont les différents peuples se procurent leurs moyens de subsistance ». Et cette thèse, il l'explique dans les chapitres suivants avec beaucoup de

finesse en ce qui concerne les peuples chasseurs, les nomades, les agriculteurs, et même les industriels.

Tout récemment Kampfmeyer a signalé dans la « Neue Zeit » J. Moser, qui a déjà fortement insisté sur l'influence du mode de production sur la vie intellectuelle. « La religion du mineur, dit-il, diffère de la croyance du pâtre ».

Hegel a quelquefois très clairement saisi l'importance qu'a l'infrastructure économique pour la superstructure politique et idéologique. Dans sa « Philosophie de l'Histoire », il expliquait le fédéralisme lâche des États-Unis par leurs conditions économiques. « En ce qui concerne l'organisation politique de l'Amérique du Nord, on n'y voit pas de but nettement visé, et le besoin d'une union solide ne s'y fait pas sentir, car un véritable État et un véritable gouvernement ne s'organisent que quand il existe déjà une différence entre les classes, quand la richesse et la pauvreté sont devenues très grandes, et que les conditions sociales deviennent telles que l'on ne peut plus satisfaire par les moyens ordinaires à une foule considérable de besoins. Mais l'Amérique n'en est pas encore là, car elle a toujours à sa disposition le dérivatif puissant de la colonisation et les foules ne cessent d'affluer dans les plaines du Mississipi. Si les forêts de la Germanie avaient encore existé, la révolution française n'aurait pas eu lieu ».

Ce que Bernstein nous présente comme le fruit de la pensée de Marx et d'Engels dans tout sa maturité n'est qu'un concept qui existait déjà bien avant eux.

En présence de tous ces faits nous devons nous élever de toutes nos forces contre les façons dont Bernstein décrit l'évolution du matérialisme historique. Ce n'est pas la conception de Marx, c'est celle de Bernstein qui s'est modifiée dans le sens qu'on vient d'indiquer et qui s'est ainsi éloignée de la conception marxiste. — (KAUTSKY, *Ibid.*, p. 28-32.)

VI. — L'homme n'est pas maître des forces économiques dans la société capitaliste.

Ces faits ne lui sont pas inconnus (à Bernstein). Sur quoi s'appuie-t-il donc quand il prétend que dans la société moderne, l'homme domine de plus en plus les forces économiques ? Au sein même de cette société, nous pouvons sans doute distinguer des périodes, dans lesquelles les forces économiques dominent l'homme, et d'autres ou celui-ci croit, au contraire, les dominer. Les premières sont les périodes de crise, les autres des périodes d'essor économique. Depuis quelques années, nous vivons dans une de ces périodes. Cela suffirait-il à Bernstein pour en déduire un loi historique de « la société moderne » et la faillite du matérialisme historique ? Dans ce cas, sa conception de l'histoire moderne manque de solidité.

Mais quelle est « la société », quels sont « les hommes » qui asservissent de plus en plus les forces économiques ? Sont-ce les paysans, les artisans, les petits commerçants ! Ou bien les salariés ? Ou bien sont-ce même les petits capitalistes et les gentilshommes campagnards ? Tous arrivent à dépendre de plus en plus — aux bonnes comme aux mauvaises périodes — d'une poignée de gros capitalistes. Ces derniers forment la *société, l'humanité* qui « s'affranchit de plus en plus des forces économiques ».

Sans doute, il ne s'agit ici pour Bernstein, que de liberté en théorie. Dans la pratique, elle est étouffée par les conflits d'intérêts existants : ceux-ci sont à leur tour dominés — dans la société actuelle — notez bien — par l'*intérêt collectif* qui l'*emporte progressivement sur l'intérêt particulier*.

Je n'en croyais pas mes yeux en lisant cela, et c'est en vain que je cherchais des faits qui pussent corroborer cette audacieuse proposition. Où, dans quelle classe voit-on que l'inté-

rêt collectif l'emporte sur les intérêts de classe ? Est-ce chez les agrariens, qui demandent à grands cris des privilèges ? Chez les artisans et les petits commerçants qui voudraient voir toute mesure économique rationnelle interdite ? Chez les gros industriels qui s'efforcent de faire monter artificiellement les prix par des tarifs protecteurs et des trusts ? Tous réclament des privilèges aux dépens de la collectivité et cherchent à piller l'État et le consommateur. C'est tout l'intérêt qu'ils prennent à la collectivité. La seule classe qui s'intéresse à la collectivité est le prolétariat ; non que nous soyons meilleurs, mais parce que l'intérêt du prolétariat coïncide avec celui de l'évolution sociale et parce qu'en sa qualité de classe inférieure, il finit par payer à ses dépens tout privilège accordé aux classes supérieures. On peut donc dire que tout accroissement des forces du prolétariat profite à l'intérêt général. Mais ce n'est pas là ce que veut dire Bernstein, qui est convaincu qu'on arrivera, par une moralité plus haute et une vue plus claire des choses, à atténuer les inégalités entre les classes.

Il pense que dans l'état actuel du développement économique, les facteurs idéologiques et plus particulièrement les facteurs moraux ont un champ d'action indépendante plus vaste qu'autrefois. Bernstein dit cela de peur qu'on ne se méprenne sur le sens de sa phrase « que les sciences, les arts, un plus grand nombre de relations sociales sont aujourd'hui beaucoup plus indépendants de l'économie qu'à n'importe quelle époque passée ». Mais la phrase n'en est pas moins équivoque. De quelle sorte de dépendance s'agit-il ici ? Bernstein veut-il dire que la conscience de l'homme dépend moins aujourd'hui de son mode d'existence sociale, que le milieu influence moins la vie psychique, qu'il y a aujourd'hui des problèmes, que les hommes se posent eux-mêmes à leur gré, pour la solution desquels ils inventent leur méthode à leur gré et dont ils déterminent la solution à volonté ? Mais alors sa phrase n'est qu'une affirmation sans preuve de ce qu'il veut démontrer.

Ou bien veut-il dire que les sciences, les arts, la morale subissent aujourd'hui moins que jamais l'influence immédiate des forces économiques momentanément dominantes ?

Cela ne revient-il pas à prétendre que les autres forces qui les influencent, aptitudes naturelles, idées reçues, traditions, sont plus puissantes que jamais, à une époque où l'homme domine plus que jamais la nature, où les différences de races s'atténuent de plus en plus, grâce aux rapports internationaux, où règne un mode de production qui révolutionne sans cesse les rapports sociaux, détruit toutes les anciennes traditions et empêche qu'il ne s'en forme de nouvelles !

Ou bien Bernstein veut-il dire que les intellectuels dépendent aujourd'hui économiquement moins des pouvoirs dominants, qu'ils peuvent exercer leur action plus indépendamment qu'autrefois ? Mais depuis que les différences de classes existent jusqu'à l'époque capitaliste, l'intelligence a toujours été l'apanage des classes dirigeantes et possédantes. Ou bien les éléments intelligents formaient l'unique classe dirigeante, comme toujours au début de la division de la société en classes, comme aussi dans la Grèce classique.

Ou bien ils constituaient à côté de la caste guerrière une classe particulière, la caste religieuse. On sait quelle puissance surent conquérir ces idéologues. Qui ne connaît la souveraineté universelle de l'Église au moyen âge ? C'est seulement le mode de production capitaliste qui a privé les intellectuels de la puissance et en a fait des salariés au service des capitalistes. Jamais les idéologues n'ont autant dépendu des forces économiques d'aujourd'hui.

Quoique ce fait soit en contradiction avec la thèse de Bernstein, nous croyons avoir trouvé dans ce fait même le motif qui permet de donner à cette thèse une interprétation conforme à la réalité des faits.

Les intellectuels ont cessé d'être classe dirigeante. Ils ont, du reste, cessé de représenter une classe homogène, ayant des intérêts de classe particuliers. Ils forment un groupe

de coteries et d'individus ayant les intérêts les plus divers. Comme on l'a fait souvent remarquer, ces intérêts se confondent en partie avec ceux de la bourgeoisie, en partie avec ceux du prolétariat. De plus, leur degré de culture les rend des plus aptes à considérer de haut l'évolution économique. N'étant pas poussés par des intérêts de classe nettement définis, agissant souvent conformément à la connaissance plus profonde qu'ils ont acquise des phénomènes sociaux, les intellectuels se sentent souvent les représentants de l'intérêt général en face des intérêts de classe, les représentants d'idées indépendantes des facteurs économiques. Le nombre des intellectuels est toujours croissant et avec eux semble progresser l'intérêt collectif en face des intérêts de classe, semble croître l'affranchissement des arts, des sciences, des concepts moraux des forces économiques. C'est seulement en les interprétant ainsi que les phrases de Bernstein deviennent intelligibles pour nous et perdent leur caractère mystique, mais elles cessent aussi de prouver quoi que ce soit contre le matérialisme historique. C'est l'interprétation qu'en a donnée Bernstein qui, maintenant, nous devient intelligible.

L'évolution qu'on vient de décrire fait naître dans les *couches intellectuelles* des sympathies d'autant plus fortes pour le prolétariat, que le mouvement prolétarien grossit davantage et menace la société actuelle, que la situation économique des *intellectuels* se rapproche davantage de celle du prolétariat, et qu'ils dépendent plus d'une aristocratie d'argent vaniteuse et brutale. Mais un petit nombre seulement se décide à prendre une part directe à la lutte prolétarienne. Ce n'est pas seulement leur situation hybride entre les deux classes en lutte qui les empêche de prendre nettement position, leur condition même les rend impropres à la lutte. — (Kautsky, *Le Marxisme*, p. 38-40.)

VII. — La théorie catastrophique.

« D'après cette conception, une crise industrielle d'une violence considérable enflammera tôt ou tard tellement les esprits contre le système économique capitaliste, à cause de la misère qu'elle fera naître, elle convaincra si profondément les masses populaires de l'impossibilité de diriger avec ce système les forces productives pour le bien de la collectivité, que le mouvement dirigé contre ce système acquerra une puissance irrésistible et provoquera fatalement l'écroulement de ce système. En d'autres termes, la grande crise économique inévitable prendra les proportions d'une crise sociale générale dont le résultat sera la souveraineté politique du prolétariat, seule classe révolutionnaire ayant conscience de son but, et une transformation accomplie sous la direction de cette classe ». C'est là, répète Berstein, la conception du Parti socialiste.

« Le Parti socialiste est donc convaincu que ce mode d'évolution est une loi naturelle inévitable, et que la grande crise économique générale est le seul et unique moyen de transformer la société dans le sens socialiste ». (*Neue Zeit*, p. 549.) Il serait difficile à Bernstein de prouver que le Parti socialiste est réellement convaincu de cela. Il se contente de citer le paragraphe nullement probant de la motion présentée au Congrès international, paragraphe qui ne fut pas même discuté et qui, si le rapport du *Vorwaerts* est exact, ne fut pas admis.

C'est en vain que Bernstein cherchera dans les documents officiels du Parti socialiste allemand un seul passage qui concorde avec la théorie exposée par lui de l'écroulement dans le passage du programme d'Erfurt, qui traite des crises, le mot « écroulement » ne se trouve nulle part. Mais on ne trouverait même pas dans les discours et les articles de jour-

naux des membres du Parti, un passage où on soutienne d'une manière précise que la révolution sociale sera précédée d'une crise industrielle ou que le prolétariat ne pourra conquérir le pouvoir politique qu'à la faveur d'une crise industrielle. Belfort Bax a exprimé, si je ne me trompe, des idées analogues et il semblait naturel que Bernstein en fît la critique dans l'article cité. Quand il y parlait de la théorie de l'écroulement comme d'une opinion dominante dans le Parti socialiste, cela pouvait passer pour une exagération, facile à commettre dans l'ardeur de la polémique.

Mais Bernstein ne songe pas à rectifier cette exagération dans son livre qui n'est pas dirigé contre Bax. Au contraire, il l'exagère encore en donnant à la théorie de l'écroulement une portée plus grande encore.

Ce qui, en 1898, n'était encore qu'une théorie dominante dans le Parti socialiste, est devenu, en 1899, la théorie du Parti socialiste; la polémique dirigée contre Bax se tourne contre Marx et Engels, la critique d'un paragraphe accessoire de la motion au Congrès de Londres devient la critique du « Manifeste communiste » et du « Capital ».

Cette critique a été depuis portée aux nues par les anti-marxistes au dedans et au dehors du Parti, et considérée comme la réfutation la plus catégorique de la théorie marxiste de l'écroulement. — (KAUTSKY, *Ibid.*, p. 87-89.)

VIII. — Concentration et expropriation.

D'après la doctrine de Marx, le développement économique amène dans la société moderne la disparition de l'ouvrier travaillant à son compte et sa transformation en ouvrier salarié, exploité par celui qui est maître des moyens de production, c'est-à-dire par le capitaliste :

« ...La propriété privée basée sur le travail personnel, cette propriété qui soude, pour ainsi dire, le travailleur isolé et au-

tonome aux conditions extérieures du travail, est supplantée par la propriété privée capitaliste fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat.

« Dès que ce mouvement de transformation a décomposé de fond en comble la vieille société, que les producteurs sont changés en prolétaires et leurs moyens de travail en capital, que, enfin, le régime capitaliste se soutient par la seule force économique des choses, alors la socialisation future du travail, ainsi que la transformation progressive du sol et des autres moyens de production en instruments socialement exploités, communs, en un mot, l'élimination future des propriétés privées va revêtir une nouvelle forme. Ce qui est maintenant à exproprier, ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une escouade de salariés.

« Cette expropriation s'accomplit par l'action des lois de la production capitaliste elle-même, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux. En même temps que la centralisation, expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit, se développent sur une échelle toujours plus grande, l'application de la science à la technique, l'exploitation de la terre avec méthode et ensemble, la transformation de l'outil en instruments puissants seulement par l'usage commun, par conséquent, l'économie des moyens de production, les relations de tous les peuples sur le marché universel, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste.

« A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, augmentent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et grâce à lui. La socialisation du travail et la

centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe va se briser. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs vont être à leur tour expropriés ». (*Capital*, I, reedit., p. 792-793.)

C'est la forme classique de la fameuse légende dévoratrice de Marx que Bernstein a entrepris de détruire. Il est évident qu'il faut savoir comprendre cette description lapidaire d'une évolution qui met des siècles à s'accomplir, il faut y voir une certaine recherche d'esprit, principalement où Marx parle au figuré. L'enveloppe qui se brise, l'heure du capitalisme qui sonne, l'expropriation des expropriateurs doivent être considérées comme des faits de l'évolution historique qui doivent inévitablement se produire, mais dont il est impossible de déterminer d'avance le caractère et l'imminence.

Nous allons d'abord démontrer que la justesse de la théorie marxiste ne dépend ni de la vraisemblance plus ou moins grande de catastrophes, ni de la rapidité de l'évolution, mais seulement de la direction qu'elle prend. S'il y a des marxistes s'attendant à des catastrophes politiques et sociales, cela n'est pas une conséquence nécessaire de leur théorie, mais une déduction tirée de situations politiques et sociales déterminées. Si la « légende dévoratrice » signifiait qu'une expropriation immédiate et générale de tous les capitalistes est inévitable, je la sacrifierais volontiers. Mais je ne puis non plus garantir que l'évolution se fera peu à peu et méthodiquement. Il est plus important de savoir si la concentration du capital s'effectue véritablement ou non. Il est difficile de savoir ce que Bernstein pense de cette question. Est-il vrai que la concentration et tous les phénomènes qui l'accompagnent se produisent dans les conditions indiquées par Marx ? Bernstein répond ainsi à cette question : « Oui et non. L'exposé est surtout exact dans sa tendance. Les éléments mentionnés sont là et ils agissent dans la direction indiquée. Si l'image ne répond pas à la réalité, ce n'est pas que les choses dites soient

erronées, mais parce que les choses dites sont incomplètes. Des facteurs, dont l'action sur les contradictions relevées est limitative, sont ou bien complètement négligés par Marx ou ne sont traités qu'occasionnellement. En résumant et en faisant ressortir l'antagonisme réciproque entre les faits constatés, Marx ne fait aucune allusion à ces facteurs limitatifs, de sorte que l'influence sociale des antagonismes apparait plus sérieuse et plus immédiate qu'elle n'est en réalité ». (P. 79.)

Cela peut avoir deux sens. Il est évident que la théorie doit négliger tous les phénomènes qui pourraient l'obscurcir, si elle veut pouvoir étudier les lois fondamentales de ces phénomènes. Quiconque oublie cette règle et exige de la théorie qu'elle concorde en tout avec les phénomènes superficiels, verra qu'ainsi comprise elle donne aux choses un relief qu'elles n'ont pas dans la réalité. Mais quiconque voudra remédier au mal et faire entrer dans la théorie tous les éléments de la réalité superficielle, sera toujours débordé par l'abondance des phénomènes, perdra le fil conducteur, restera confus et ne parviendra pas à une vue claire des choses. — (KAUTSKY. *Ibid.*, p. 98-101.)

IX. — Comment la Révolution sort de la production capitaliste.

La production privée des artisans et des paysans ne peut prospérer que si la propriété privée des moyens de production existe. L'expérience prouve que là où les socialistes ont fondé des colonies communistes basées sur la production des artisans et des paysans, le besoin irrésistible d'arriver à la propriété privée des moyens de production l'emportait tôt ou tard sur l'enthousiasme socialiste qui avait créé la colonie, quand des influences externes ne contribuaient pas à resserrer les liens de l'association communiste, — par exemple la vie des

Anniversaire de la Commune (1911).

colons au milieu d'une population hostile de langue et de religions différentes. Il en doit être tout autrement quand la production isolée n'est pas la règle, mais l'exception, quand les conditions économiques rendent la production collective de plus en plus générale et avantageuse et contribuent à modifier de plus en plus les sentiments et les idées des classes ouvrières dans le sens de la coopération sociale. Une organisation socialiste devient alors possible, sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir un enthousiasme qui fut toujours l'apanage de caractères exceptionnels et qui ne résiste pas à la longue au terre à terre de la vie journalière.

Ce sont les éléments qui, d'après la théorie de Marx, doivent engendrer le socialisme. La concentration du capital pose le problème historique de l'introduction d'un mode de production socialiste dans la société. Elle produit les forces nécessaires à la solution du problème, c'est-à-dire les prolétaires, et elle crée le moyen de le résoudre, à savoir : la coopération sur une grande échelle, mais elle ne résout pas elle-même le problème. Cette solution ne peut sortir que de la lutte du prolétariat, de sa force de volonté et du sentiment qu'il a de ses devoirs.

Mais s'il en est ainsi, des chiffres isolés, démontrant qu'il y a encore un nombre considérable de petites exploitations, n'ont pas la moindre importance pour notre recherche. Ils ne nous disent absolument rien de la direction de l'évolution, et nous ne pouvons y découvrir le moment où notre société sera mûre pour le socialisme. Ce moment dépend d'un nombre immense d'éléments impondérables que personne ne saurait calculer, dont on peut bien constater *a posteriori*, les motifs économiques, mais dont il est impossible de déterminer la force *a priori*. Nous n'en sommes pas encore arrivés à pouvoir remplacer les luttes de classe par des statistiques. Nous devons lutter ; aucune statistique au monde ne saurait nous apprendre si nous sommes plus ou moins près de vaincre, et s'il nous sera donné bientôt de tirer sérieusement profit de la

victoire. Sans doute, nos chances de victoire dépendent de la concentration du capital, mais il serait enfantin de prétendre fixer à quel moment son développement rendra notre victoire possible. — (KAUTSKY, *Ibid.*, p. 106-107.)

X. — Bernstein contre Bernstein.

Bernstein écrit :

« Tout homme compétent reconnaît qu'actuellement le signe caractéristique du développement de l'industrie en Allemagne est le passage du petit au grand, du métier de l'artisan à la fabrique de l'industriel, des grandes fabriques aux exploitations gigantesques. Le chiffre de la statistique des industries et des professions dans l'empire allemand récemment publiée ne permettent pas de mettre ce fait en doute. Comparé avec la dernière statistique faite en 1882, le groupe B des professions recensées (industries, mines, usines, bâtiment), indique en 1895, pour une augmentation de 14,48 o/o dans le chiffre de la population, les changements suivants :

	1882	1895		absolue	Augmentation (+) Diminution (—) p. o/o
Patrons	1.861.502	1.774.481	—	87.021	— 4.68
Artisans à leur compte . . .	339.644	287.389	—	52,255	— 15.39
Personnel de surveillance industrielle. .	99.076	263.747	+	164.671	+ 166 21
Compagnons apprentis . .	4.096.243	5.955.613	+	1.859.370	+ 45.39
Ensemble . . .	6.396.465	8.281.230	+	1.884.765	+ 29.47

« Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Si, en 1882, on comptait deux employés sur trois travailleurs, la proportion était en 1895 de 3 sur 4 ; l'importance de cette transformation saute aux yeux.

« Cependant ces chiffres ne se révèlent pas aux yeux des profanes dans toute leur gravité.

« Cette proportion de trois employés salariés contre un industriel non salarié pour le pays tout entier permet encore de supposer que la grande industrie est actuellement encore de beaucoup dépassée par la petite industrie (métiers et petites fabriques), qu'elle a sans doute pris une extension considérable, mais qu'elle est encore loin d'être la reine. Si en treize ans et malgré les progrès gigantesques accomplis pendant ce temps au point de vue technique, le nombre des non-salariés de l'industrie n'a diminué que de 140.270, c'est-à-dire de moins de 6 0/0, il semble que la disparition des métiers et de la petite industrie soit encore loin d'être un fait accompli et que les métiers aient encore, même en dehors du travail artistique, un vaste domaine ».

Ce que Bernstein désigne ici comme un fait apparent, qui pourrait induire en erreur les gens incompétents, est devenu pour lui dans l'espace de deux ans, une réalité, au sujet de laquelle les fous, qui jurent aveuglément par les paroles du maître, peuvent seuls se tromper.

Or, en 1896, Bernstein lui-même comptait encore au nombre de ces fous, et son œil perçant savait découvrir la réalité cachée sous les chiffres. Il continuait :

« Cependant ces chiffres grossiers sont loin d'exprimer le rapport entre la grande et la petite industrie. Ils ne montrent que le groupement extérieur de la fraction de la population occupée, au sens étroit du mot, dans l'industrie ; ils sont muets au sujet de tous les faits qui nous sont nécessaires pour connaître les relations intimes de la production, étendue, caractère, etc... Pour nous instruire sur ce point, nous avons besoin non seulement des renseignements que nous donnera la statistique des professions sur la distribution en groupes d'exploitations de chacune des branches de la production, mais de renseignements analogues sur la situation de chaque exploitation en particulier dans son groupe de production en-

tre eux et autres questions de détail, dont la statistique des professions ne parle pas en général ».

Il cherche alors à évaluer « le véritable état des choses » en se basant sur les données du livre de Sinzheimer « sur les limites du développement des grandes fabriques en Allemagne », et il arrive à ce résultat :

« Si l'on tient compte des déplacements importants dans la distribution des travailleurs, suivant les classes d'entreprises, déplacements que nous montre la plus récente statistique industrielle, si on tient compte en outre de ce fait incontesté et incontestable, que c'est dans les grandes exploitations que la force productive du travail s'est le plus accrue, on pourra conclure sans crainte d'exagération que, si, en 1882, un minimum de 47 à 54 o/o de la production industrielle totale revenait aux grandes fabriques, leur part actuelle ne peut être inférieure à 60 ou 70 o/o de la production totale.

« *Les deux tiers, sinon les trois quarts de la production industrielle de l'Allemagne appartiennent aux grandes fabriques, à la grande exploitation capitaliste.* — Une foule de circonstances nous cachent ce fait ; une très grande partie des produits de la grande industrie ne sont qu'à demi fabriqués, un certain nombre d'autres nous sont livrés par des personnes, qui n'ont contribué qu'en apparence à leur fabrication et qui ne sont en réalité que des intermédiaires et des marchands. Mais il ne paraît pas possible d'en contester l'exactitude. Les exploitations collectivistes, qui contribuent pour une si large part à la production nationale sont-elles assez mûres, en général, pour être soustraites à l'initiative privée ? C'est une autres question ».

Elle ne peut trouver sa solution que dans le succès du collectivisme et non dans les recherches statistiques. Nous pouvons donc la négliger. Mais nous remarquerons que Bernstein est arrivé lui-même récemment à ce résultat, que les grandes fabriques, qui en 1882 ne livraient que la moitié de la production nationale, en produisaient treize ans plus tard déjà

les deux tiers, sinon les trois quarts. Si on n'appelle pas cela une concentration rapide du capital, une évolution qui marche à pas de géant, vers la production socialiste et collectiviste, c'est qu'on applique aux processus historiques une singulière mesure. — (KAUTSKY, *Ibid.*, p. 110-113.)

XI. — Les progrès de la grande exploitation.

La comparaison des quantités de produits fait voir plus clairement les progrès de la grande exploitation, que la comparaison du nombre des exploitations des différentes catégories de grandeur et des ouvriers qu'elles occupent.

Mais là aussi les progrès de la grande exploitation sont indéniables. On comptait, dans l'industrie, la manufacture, le commerce, le trafic, l'horticulture, la pisciculture, etc.

Exploitations			1882	1895	Augmentation o/o
Avec	1-5	personnes. .	2 882 768	2 934 723	1 8
—	6-10	— . .	68 763	113 547	65.1
—	11-50	— . .	43 952	77 752	76.9
—	51-200	— . .	8 095	15.624	93.0
—	201-1 000	— . .	1 752	3 076	75.6
—	plus de 1 000	— . .	127	225	100 8
		TOTAL. . . .	3 005 457	3 144 947	4 6

Tandis que l'augmentation totale des exploitations était de 4,6 o/o, les petites exploitations ne croissaient que de 1,8 o/o et les grosses exploitations de 100 o/o. Le nombre absolu des premières augmentait, c'est vrai, mais leur nombre relatif diminuait.

La répartition proportionnelle des exploitations était pour o/o :

			1882	1895
Exploitations avec	1-5	personnes . . .	95.9	93.3
—	6-10	— . . .	2.3	3.6
—	11-50	— . . .	1.5	2.5
—	51-200	— . . .	0.3	0.5
—	201-1 000	— . . .	0.0	0.1
—	plus de 1 000	— . . .	0.0	0.0

La proportion des petites exploitations dans l'ensemble des exploitations est donc tombée de 96 o/o à 93 o/o en chiffres ronds.

Il est vrai que la proportion o/o des petites exploitations est encore énorme. Mais les choses changent si nous considérons le nombre des personnes employées.

Nombre des personnes employées dans les

Exploitations		1882	1895	Augmentation o o
De 1-5	personnes. .	4.335.822	4.770.669	10.0
De 6-10	— . .	500.097	833.409	66.6
De 11-50	— . .	891.628	1.620.848	81.8
De 51-200	— . .	742.688	1.439.776	93.9
De 201-1.000	— . .	657.399	1.155.836	75.8
De plus de 1.000	— . .	213 160	448.731	110.5
	TOTAL. . . .	7.340.789	10.269.269	39.9

Le nombre des personnes employées dans l'ensemble des industries augmentait de 40 o/o, dans les petites exploitations de 1 o/o seulement, dans les grandes exploitations de 110 o/o. Nous trouvons donc ici une diminution relative considérable du personnel des petites exploitations.

Proportion o/o des personnes employées :

Proportion o o des personnes employées :

			1882	1895
Exploitations de	1-5	personnes . . .	59.0	46.5
—	6-10	— . . .	6.8	8.1
—	11-50	— . . .	12.2	15.8
—	51-200	— . . .	10.1	14.0
—	201-1 000	— . . .	9 0	11.2
—	plus de 1.000	— . . .	2.9	4.4

Les petites exploitations, qui comprenaient encore en 1882 près des 2/3 de la population industrielle, en comptaient en 1895 moins de la moitié. — (KAUTSKY. *Ibid.*, p. 113-115.)

XII. — La concentration agricole.

Mais l'agriculture ? Ne prouve-t-elle pas la faillite de la théorie marxiste ?

La chose est évidemment moins claire que dans l'industrie. Dès 1864, Marx disait aux ouvriers, dans son discours d'inauguration de l'Association internationale des travailleurs : « Feuilletez les listes officielles (d'Angleterre) de 1861 et vous verrez que le nombre des propriétaires fonciers en Angleterre et dans le pays de Galles, qui était, en 1851, de 16,934, n'était plus en 1861 que de 15,066, de sorte que la concentration de la grande propriété a augmenté de 11 o/o en dix ans. Si la réunion de toute la propriété foncière entre les mains d'un petit nombre de personnes devait progresser dans cette proportion, la question agraire en serait certainement très simplifiée ».

Mais cette simplification ne devait pas se réaliser. Une série de faits, qui se sont produits depuis que Marx a écrit ces lignes, principalement le développement de la production agricole d'outre-mer et l'exode général des ouvriers agricoles, retardent la concentration de la propriété foncière comme celle des exploitations agricoles. Au lieu de se simplifier, la question agraire se complique de plus en plus : elle devient même la plus embrouillée et la plus difficile des questions, à la solution desquelles le Parti socialiste doit travailler.

Mais nous pensons qu'on peut affirmer ce qui suit. Quelle que puisse être l'évolution des conditions agraires, la population des campagnes influera de moins en moins sur l'évolution sociale considérée dans son ensemble, parce que d'abord le chiffre de cette population diminue rapidement, et même çà et là d'une façon absolue. C'est là un fait nécessaire, mais dans les pays d'industrie, qui fabriquent pour l'exportation des produits manufacturés qu'ils échangent contre des objets de consommation et des matières brutes. L'évolution économique tout entière tend à enlever successivement à l'agriculteur

ses diverses fonctions, pour les confier aux manufactures et à la grande industrie. Elle ruine même l'industrie domestique qui fournit au paysan les objets de première nécessité ; il ne file plus lui-même son lin et sa laine, il ne prépare plus sa boisson avec les fruits de sa récolte, etc. Bien plus, il en est de même de ses propres produits destinés à la vente : les industries spéciales s'en emparent. Le lait de ses vaches n'est plus travaillé à la ferme, il va aux fabriques de beurre ; le vin ne vieillit plus dans le cellier du vigneron, mais dans la cave du marchand de vin.

L'industrie en arrive même à fabriquer ou à remplacer les matières premières que l'agriculteur produisait autrefois. Elle remplace les plantes tinctoriales par les dérivés du goudron de houille, elle permet d'économiser le raisin et le houblon dans la fabrication du vin et de la bière ; elle substitue aux chevaux, consommateurs d'avoine, les bicyclettes et les automobiles, les charrues et les chemins de fer électriques, etc... Ajoutez à cela que l'agriculture elle-même emploie les engrais artificiels, les machines, le drainage et autres moyens provenant de l'industrie. Tout cela doit nécessairement amener une diminution dans la population agricole des nations modernes.

Cela est tellement le cas en Allemagne, qu'au point de vue social général, les obstacles qui s'opposent à la concentration en sont complètement renversés.

Tableau
de la répartition des personnes vivant de leur industrie dans l'empire allemand
(Proportion %)

	CHEFS D'EXPLOITATION		SALARIÉS	
	1882	1895	1882	1895
Agriculture. . . .	27.78	30.98	72.22	69.02
Industrie.	34.41	24.90	65.59	75.10
Commerce	44.67	36.07	55.33	63 93
	32.03	28.94	67.97	71.06

Aussi, bien que dans l'agriculture le nombre des chefs d'exploitation augmentât considérablement, il diminuait pourtant d'une façon notable pour l'ensemble des personnes vivant de

leur industrie d'abord par suite de la progression constante de la concentration dans le commerce et l'industrie et ensuite de la diminution absolue de la population agricole. Celle-ci comptait encore en 1882, 10.225.455 personnes, dont 8.336.496 industrieux, et en 1895 seulement 18.501.307 personnes, dont 8.292.692 dans l'industrie. Dans le même laps de temps, l'ensemble de la population s'élevait de 45.282.000 à 51.800.000, celle des ouvriers industriels de 19 à 22 millions.

La population agricole formait encore en 1882, 42.5 o/o de la population totale et en 1895 seulement 35.7 o/o; le nombre des ouvriers agricoles formait 42.4 o/o de l'ensemble des industrieux et en 1895 seulement 36.2 o/o. — (KAUTSKY, *Ibid.*, p. 132-135.)

XIII. — Le nombre des possédants.

Les travaux préparatoires pour l'assiette de l'impôt en 1895 le remplissent de satisfaction, car il démontre le grand nombre des possédants : il y a des gens qui pensent très bourgeoisement et qui en sont beaucoup moins enchantés. « Les travaux préparatoires pour l'assiette de l'impôt prussien sur les fortunes (1895), écrit Herkner (*Arbeiterfrage*, 2e édit., p. 69) nous offrent un tableau peu réjouissant de la répartition des fortunes.

FORTUNES (SANS MOBILIER)	CONTRIBUABLES		TOTAL DES FORTUNES IMPOSÉES	
Valeur en marks	Nombre absolu	o/o	Valeur absolue en marks	o/o
6.000 à 20.000	563.370	48.89	2.978.304	2.50
20.000 à 32.000	203.834	17.69	2.214.248	7.13
32.000 à 52.000	162.262	14.08	3.286.804	10.59
52.000 à 100.000	122.083	10.60	4.279.589	13.78
100.000 à 200.000	55.179	4.86	3.993.869	12.86
200.000 à 500.000	29.373	2.55	4.500.373	14.50
500.000 à 1.000.000	8.375	0.73	2.979.304	9.60
2.000.000	3.429	0.30	2.453.064	7.90
au-dessus de 2.000.000	1.827	0.16	4.360.638	14.05

« On ne peut déclarer bonne une répartition des fortunes, d'après laquelle les deux classes supérieures, comprenant les millionnaires, au nombre de 5,256, possèdent encore 1,621 millions de marks de plus que les classes inférieures, quoique celles-ci représentent 767,284 contribuables. Et cependant ces chiffres ne montrent les contrastes qu'offre la répartition des fortunes que pour les classes aisées. Cette répartition des fortunes fait naître de graves scrupules si on se place au point de vue social et au point de vue du progrès économique ». Mais ce n'est pas le cas de Bernstein, car Bernstein n'est pas un économiste bourgeois, mais, comme il le dit, un socialiste et un marxiste.

Le reste de la masse colossale de chiffres qui prouverait d'après lui l'augmentation du nombre des propriétaires ne contient aucune statistique des fortunes et des biens, mais une simple statistique de l'impôt sur le revenu.

Revenu et revenu de propriété ne sont pas deux termes nécessairement identiques.

Si de nos jours les trois quarts des revenus au-dessus de 3,000 marks proviennent de la propriété et si dans trente ans les trois quarts de ces revenus sont devenus des revenus de travail, la statistique de l'impôt sur le revenu ne donnera aucune idée de la transformation opérée dans les conditions sociales, si le chiffre des revenus n'a pas changé. Elle ne nous renseigne précisément pas sur l'augmentation et la diminution du nombre des propriétaires.

Elle peut même indiquer une élévation des revenus, sans que celle-ci existe. Tenons-nous en à l'exemple ci-dessus et supposons que, dans l'espace de trente années, le chiffre du revenu soit resté le même, mais que son caractère ait changé. Il y a trente ans les trois quarts du revenu provenaient de la propriété et un quart du salaire et du traitement. C'est maintenant le contraire qui a lieu. Mais il est plus facile de fixer avec exactitude les revenus provenant des traitements que ceux provenant des entreprises commerciales. Si on a accusé

exactement, il y a trente ans, un quart des revenus et que pour les trois autres quarts on ait dissimulé en moyenne 30 o/o du revenu, la proportion contraire aurait maintenant lieu, toutes choses égales d'ailleurs. L'impôt sur le revenu indiquerait une augmentation des revenus, qui ne répondrait pas à la réalité, mais qui résulterait seulement de la diminution des revenus capitalistes.

Or, nous n'avons pas une statistique scientifique des revenus, mais seulement une statistique destinée au prélèvement de l'impôt. Elle n'est pas établie sur des bases scientifiques, mais à un point de vue fiscal et ses résultats sont faussés par des intérêts matériels. C'est pourquoi il ne faut s'en servir qu'avec la plus extrême prudence, même pour rechercher les déplacements du revenu, et c'est tout au plus si elle peut avoir une importance symptomatique. On n'en peut tirer aucun renseignement sur la répartition de la propriété. Nous ne pouvons non plus nous souvenir qu'une personne quelconque, en dehors de Bernstein, ait employé dans ce but la statistique de l'impôt sur le revenu. On s'en servait, pour démontrer l'accroissement du bien-être, mais non pour établir des changements de situation parmi les propriétaires. — (KAUTSKY. Ibid., p. 164-166.)

XIV. — Les statistiques de Bernstein.

Des Anglais ont maintes fois exprimé la crainte que l'Angleterre ne vienne à partager le sort de la Hollande qui, au XVIIe siècle, était à tous égards l'Etat capitaliste le plus avancé du monde entier. Mais le développement du capital commercial et du capital de prêts y étouffait de plus en plus le capital industriel, de sorte que, finalement, la Hollande qui était l'Etat le plus riche, celui où les propriétaires étaient les plus nombreux, devint un des Etats les plus arriérés au point de vue économique et des plus insignifiants pour le développement social.

On ne peut reconnaître encore si ce sera là la destinée de l'Angleterre, ni si elle est appelée à devenir le coffre-fort du monde après en avoir été l'usine. Mais ce qui est certain, c'est que le socialisme sortira de l'usine et non du coffre-fort.

Mais ces différences n'existent pas pour Bernstein. Marx a séparé le capital industriel du capital commercial et du capital de prêts et recherché les lois d'évolution de chacune de ces sortes de capital.

Bernstein, qui s'est imposé la tâche d'approfondir et de perfectionner le marxisme, confond toutes ces sortes de capital, remplace le terme précis de capitaliste par l'expression vague de possédant (Besitzender) et emploie ce dernier mot dans des acceptions si différentes que ni lui ni ses lecteurs ne savent plus ce qu'il entend par là. C'est ainsi qu'il débarrasse le marxisme de ses contradictions et en élève le niveau.

Même si Bernstein réussissait à prouver qu'il y a en Angleterre une augmentation relative des propriétaires, cela ne jetterait qu'une faible lumière sur les lois générales du mode de production capitaliste.

Cependant il ne nous donne pas plus ici qu'ailleurs une statistique de la propriété, mais une statistique du revenu. Nous voyons d'abord quelques chiffres absolus de l'année 1893-94, qui naturellement ne prouvent absolument rien. Puis il joue son dernier atout et il l'imprime en gros caractères, pour qu'il n'échappe pas au lecteur :

« Dans la *British Review* du 22 mai 1897, nous trouvons quelques chiffres sur l'augmentation des revenus en Angleterre de 1851 à 1887. D'après ces chiffres, le nombre de familles jouissant d'un revenu de 150 à 1,000 livres sterling (la moyenne et petite bourgeoisie et la plus haute aristocratie ouvrière) était en Angleterre, en 1851 et 1881, de 300,000 et de 900,000 respectivement. Tandis que la population pendant ces trente ans augmenta dans la proportion de 27 à 35,

c'est-à-dire d'à peu près 30 o/o, le chiffre des contribuables de cette catégorie augmenta dans la proportion de 27 à 90, c'est-à-dire de 223 1/3 o/o. Actuellement Giffen établit leur nombre à *un million et demi.* »

Giffen l'*évalue !* Le gros atout, imprimé en gros caractères, repose sur une évaluation et non sur une donnée précise. Plus tard, Bernstein désigne l'*hypothèse* construite sur cette évaluation, déjà « comme une *vérité* aujourd'hui inébranlable, notamment révélée par les employés du fisc ». [P. 180.]

Mais alors pourquoi a-t-on évalué et non recensé exactement le nombre des contribuables. Tout simplement parce qu'on ne le pouvait pas.

La loi anglaise de l'impôt sur le revenu partage les revenus en cinq grandes classes d'après la source de ces revenus : 1° Propriété foncière ; 2° Revenu agricole ; 3° Rentes sur l'Etat ; 4° Traitement des fonctionnaires et enfin 5° la classe de tous les autres revenus de l'industrie, du commerce, etc. Chacune de ces classes se subdivise en catégories et dans chacune de ces dernières l'impôt est assis séparément. Nous avons seulement le nombre des contribuables et leur répartition dans les différentes catégories de chacune des classes, mais nous ne pouvons calculer qu'approximativement le nombre total des contribuables et l'ensemble des revenus de chacun.

C'est un terrain propice aux tours de main de la statistique.

XV. — La valeur de la statistique de l'impôt sur le revenu.

Voici un exemple du peu de valeur qu'a la statistique anglaise de l'impôt sur le revenu. Kolb compare dans sa statistique les revenus du commerce et de l'industrie de 1842-1847.

Kolb fait à ce sujet la remarque suivante : « La population ayant augmenté en général de 60 o/o, le bien-être s'était accru par conséquent trois fois plus que la population ». (Cf. Statistique, 1875, p. 430.)

Revenus de	150 à 500	livres sterling.	Augmentation.	196 o o
—	500 à 1.000	—	—	148 o/o
—	1.000 à 2.000	—	—	148 o/o
—	2.000 à 3.000	—	—	118 o o
	5.000 et au-dessus	—	—	189 o o

C'est presque exactement le même résultat que Bernstein nous apporte pour la période de 1851 à 1881. La période de 1812 à 1847 a été la plus mauvaise pour la population ouvrière de l'Angleterre ; c'est le temps auquel Engels a emprunté les descriptions de sa « Situation des classes ouvrières », le temps où le prolétariat tomba dans le paupérisme et le crime, où la dégénérescence physique et morale du prolétariat n'était arrêtée ni par des lois en faveur des ouvriers, ni par un énergique mouvement syndical. Mais le développement de l'impôt sur le revenu était ce qu'il est aujourd'hui.

M. Leroy-Beaulieu lui-même, l'optimiste bourgeois *in optima forma*, et le prédécesseur de Bernstein sur le terrain qui nous occupe, est forcé d'avouer « que nous ne possédons malheureusement pas sur la distribution des revenus en Angleterre de données aussi positives que celles que nous offre, sur le même phénomène, l'Allemagne....

« Nous sommes donc obligés de nous en tenir aux indications approximatives ». (*Essai sur la Répartition des richesses*, p. 516.) Mais tandis que cet optimiste qui voit tout en beau ne s'avance que prudemment, à tâtons et avec une grande réserve, le socialiste Bernstein accepte d'un cœur léger tout nombre, d'où qu'il vienne, pourvu qu'il parle contre la doctrine socialiste. La « British Review » n'était pas (elle a cessé de paraître) une revue spéciale de statistique et d'économie politique, mais un journal hebdomadaire conservateur mi-politique, mi-littéraire qui, à en juger par le nu-

méro que j'ai pu me procurer, s'efforçait de démolir non seulement surtout le socialisme, mais le parti démocratique. L'article auquel se réfère Bernstein est un article de circonstance anonyme, écrit à l'occasion du Jubilé de la Reine, attaquant les utopistes et les radicaux ; c'est un tableau ridicule et fade du progrès social en Angleterre, qui aboutit à cette conclusion : « La classe ouvrière nous surprend par la rapidité avec laquelle elle s'est enrichie ; la petite bourgeoisie (the middle classes) par la rapidité avec laquelle elle s'est accrue ».

A l'appui de cette thèse, l'auteur fait défiler devant nous les chiffres précités, qui nous sont présentés sans indication de méthode ou de source. Mais Bernstein les accepte, les yeux fermés, et nous les oppose avec emphase. Le même article nous cite les nombreuses villas, que l'on construit autour de Londres, comme un fait qui vient corroborer les chiffres, — « des villas entourées de beaux jardins, où d'élégantes jeunes dames prennent leurs ébats et où de gentils jeunes messieurs jouent élégamment au lawn-tennis », etc.

Voici un exemple de la légèreté avec laquelle ce feuilleton de jubilé traite la statistique. Il n'y a pas eu jusqu'ici en Angleterre de recensement des ouvriers salariés, mais un dénombrement des personnes vivant de leur industrie sans distinction de situation.

Les membres de la famille sont même comptés à part. L'auteur de l'hymne du Jubilé dit cependant, avec la plus grande précision, que la population ouvrière du Royaume-Uni était, en 1851, de 29 millions et, en 1881, de 30 millions.

Mais l'ensemble de la population s'élevait, en 1851, à 27,749,000 ; en 1881, au contraire, à 34,885,000.

D'après cela, la population non prolétarienne (fermiers, artisans, petits commerçants, intellectuels, capitalistes et propriétaires fonciers, etc.) n'aurait été, en 1851, que d'un million et demi (seulement 6 100 de la population totale) ! C'est simplement absurde. Baxter évaluait, en 1867, le nombre des

ouvriers salariés à 80 o/o de toutes les personnes ayant un revenu.

Comme, grâce au travail des femmes et des enfants, le nombre des membres de la famille qui ne vivent pas de leur industrie est moins grand chez les ouvriers que dans les classes supérieures, la part de ces dernières dans la population totale était encore de plus de 20 o/o.

Cette harmonie vulgaire et superficielle est la source scientifique où Bernstein puise ses meilleures armes contre la doctrine marxiste.

Plus nous considérons de près les éléments de statistique de Bernstein, plus son changement de front est pour nous une énigme. C'est en vain que nous cherchons les faits qui ont pu le déterminer à attaquer une doctrine de la vérité de laquelle il était profondément convaincu, qu'il a été le premier à propager et qu'il a su défendre victorieusement contre toutes les attaques. — (Kautsky. *Ibid.*, p. 181-187.)

XVI. — Les chiffres de K. Kautsky complétés par ceux de Ed. Vaillant et de Compère-Morel.

Nous interrompons l'exposé de K. Kautsky pour compléter ses chiffres par ceux de Vaillant et de Compère-Morel. Éd. Vaillant est un des meilleurs connaisseurs de l'évolution économique ainsi que des théories de Karl Marx dont il fut longtemps l'ami personnel. Voici ce qu'il a dit à la séance du 30 novembre 1904, à la Chambre des députés :

Industries textiles. — En 1886, 1,030,229 personnes employées pour 151 860 établissements. En 1896, 815,717 personnes employées pour 37,235 établissements.

Industries extractives, mines et carrières. — En 1866, il y avait 152,326 personnes employées pour 20,368 établissements, tandis qu'en 1896 nous avons 227,063 personnes employées pour 6,951 établissements seulement. Vous voyez combien la concentration augmente concurremment avec la productivité.

Anniversaire de la Commune (1911).

Dans l'industrie métallurgique, c'est encore plus frappant : en 1866, il y avait 54816 personnes employées pour 1,786 établissements, et en 1896, nous avons 56,198 ouvriers pour 171 établissements seulement. Le nombre des établissements est tombé de 1,786 à 171.

Dans la fabrication d'objets en métal, il y avait, en 1866, 201,376 personnes employées pour 43,633 établissements ; en 1896, il y a 354,166 ouvriers pour 32,547 établissements.

Dans l'industrie du bois, il y avait, en 1866, 106,930 ouvriers pour 50,055 établissements ; en 1896, il y a 110,895 ouvriers pour 15,766 établissements.

Dans l'industrie du bâtiment, nous avions, en 1866, 833,263 ouvriers pour 297,093 établissements ; en 1896, il y avait 983,000 personnes employées pour 140,816 établissements.

L'industrie de l'éclairage occupait, en 1866, 22,597 ouvriers pour 5,628 établissements ; en 1896, elle comprenait un nombre double d'ouvriers : 41,248 pour 2,469 établissements seulement.

L'industrie de l'habillement et de la toilette, qui occupait, en 1866, 1,145,001 ouvriers et ouvrières pour 355,612 établissements, occupait, en 1896, 1,758,484 personnes pour 104,281 établissements.

L'industrie de l'alimentation qui, en 1866, occupait 195,355 personnes pour 374,558 établissements, occupait 1,104,219 personnes, en 1896, pour 245,285 établissements.

L'industrie des moyens de transport qui occupait, en 1866, 154,539 personnes pour 86,311 établissements, occupait, en 1896 258,297 personnes pour 55,798 établissements.

Enfin, passant par-dessus les autres de moindre importance et caractérisant moins la grande industrie, j'arrive à ce total pour l'industrie :

En 1866, 4,715,805 personnes employées pour 1,450,223 établissements ;

En 1896, 6,373,239 personnes employées pour 734,240 établissements.

Vous voyez la diminution progressive considérable des établissements pour une production, je le répète, très progressivement augmentée.

Dans le commerce, nous faisons les mêmes constatations : il y avait en 1866, 372,816 personnes employées pour 92,191 établissements ; en 1896, nous avons 916,532 personnes employées pour 161,991 établissements.

Vous voyez messieurs, combien ces faits révélés par l'enquête officielle démontrent la concentration des capitaux industriels et comment s'est produite, avec une augmentation constante de la pro-

duction, non pas une grande augmentation du personnel ouvrier, mais une réduction considérable des frais généraux, une concentration énorme des industries, bref un état de choses qui amène inévitablement un nombre de chômeurs de plus en plus grand.

Nous pouvons tirer de ces faits cette conclusion qu'aussi bien en temps de crise, qui fait table rase des petites concurrences au profit des grosses forces de résistance de la grande industrie, que pendant la période normale d'activité, cette accumulation capitaliste, cette concentration de capitaux s'accroît de plus en plus et que, par le fait même de cette concentration, le nombre des ouvriers, pour une production augmentée, diminue considérablement.

Voici en effet ce qui se passe. Non seulement la machine motrice joue un rôle de plus en plus grand et qui ira toujours en augmentant par suite de l'emploi des forces naturelles; par exemple, du transport de l'électricité des chutes d'eau jusqu'aux lieux de production, par l'emploi aussi d'instruments nouveaux; mais d'un autre côté, au fur et à mesure que se développe concurremment avec cette puissance de la machine motrice, celles des machines-outils dont on se sert de plus en plus, une transformation ouvrière considérable a lieu. L'ouvrier d'autrefois, qui était qualifié particulièrement alors qu'il était artisan et qui l'est devenu de moins en moins en devenant un serviteur de la machine, finit par voir sa place prise d'une part par la femme et l'enfant, de l'autre par la force de travail la moins rétribuée, la force de travail, quelle qu'elle soit de plus en plus réduite pour une productivité et production de plus en plus augmentées. — (Ed. Vaillant. *Le chômage à la Chambre*. Limoges, 1905.)

Et voici les conclusions de Compère-Morel, que tout le monde reconnaît comme le meilleur connaisseur de l'évolution agricole en France :

XVII. — La concentration capitaliste dans l'agriculture.

Les petites parcelles de terre se trouvent de plus en plus absorbées par la grande propriété terrienne (1).

Depuis une cinquantaine d'années, les petites exploitations ont

(1) En 1884, le nombre des cotes foncières était de 14.220.972 et en 1905 de 13.533.026, soit une diminution de 687.945 cotes foncières en 21 ans.

pour la plupart disparu, et les petites et les moyennes propriétés qui ont résisté jusqu'à aujourd'hui agonisent, vont succomber devant la puissance capitaliste des gros propriétaires du sol (2).

Aussi ne voit-on plus de ces petits ménagers qui jadis étaient si nombreux dans les campagnes. Ils se sont transformés en domestiques, en salariés des grandes fermes, à moins qu'attirés par le clinquant des villes, ils ne soient devenus les serfs de l'usine (3).

Il ne faut pas, parce que l'on voit encore d'innombrables cultivateurs avoir terres et maisons inscrites à leur nom, croire que la petite et moyenne propriété détiennent toujours une bonne partie de la terre (4).

Si l'on se contente des apparences, oui l'on peut prétendre que la propriété rurale évolue très lentement, paraît même en certains endroits figée dans sa forme primitive de petite propriété. Mais si l'on ne s'arrête pas à un examen superficiel, l'on s'aperçoit que la propriété rurale se transforme comme la propriété industrielle et que la petite propriété n'est qu'une des formes de la grande propriété capitaliste.

La vérité, c'est que les trois quarts du sol exploité par la petite culture sont grevés d'hypothèques et que chaque lopin de terre qu'elle semble posséder n'est qu'une parcelle du grand capital terrien (5).

Si la grande propriété est possédée en propre par les capitalistes terriens, la petite propriété est aussi leur chose.

---

(2) En 1892, petites exploitations allant jusqu'à 10 hectares ... [illegible]
En 1908, — — — [illegible]
Diminution de 1892 à 1908 ... [illegible]
En 1908, moyennes et grandes exploitations allant de 10 à 100 hectares et au-dessus ... [illegible]
En 1892, moyennes et grandes exploitations allant de 10 à 100 hectares ... [illegible]
Augmentation de 1892 à 1908 ... [illegible]

[illegible]

(3) [illegible]

(4) Ainsi, avant 1884, [illegible]

(5) M. Klotz, député de la Somme, rapporteur du budget de l'Agriculture [illegible], et aujourd'hui [illegible] ministre des Finances, a été obligé d'avouer que la dette hypothécaire dépasse le chiffre de 17 milliards, ce qui est encore au-dessous de la vérité.

Grevée d'hypothèques, cette petite propriété est pour eux une source de bénéfices, puisque ceux qui la possèdent doivent annuellement leur verser les intérêts des sommes qu'ils leur ont prêtées. Les petits propriétaires, chargés de dettes, ne louent pas la terre qu'ils cultivent, c'est vrai, mais comme ils louent l'argent qui leur est nécessaire pour exploiter leurs propriétés, cela revient au même. Ils ne sont propriétaires que de nom.

Et la petite propriété paiera ce tribut jusqu'au moment où les petits cultivateurs, ne pouvant plus résister à la concurrence de la grande exploitation agricole, détenue par la classe capitaliste — qui vend à meilleur compte qu'eux et avec plus de profits — se verront obligés de refuser de faire face à leurs engagements, de payer les intérêts des sommes qu'on leur a avancées, et seront, par conséquent, acculés à vendre leurs petites propriétés (6).

Et cette échéance ne saurait tarder.

XVIII. — La portée sociale des théories de Bernstein.

Les périodes de prospérité sont naturellement celles où le mécontentement social général est le moindre, où l'effort qu'on tente pour s'élever par son propre travail a le plus de chance de réussir, où le besoin d'en appeler à l'État est le plus faible. Alors non seulement les capitalistes, mais aussi les ouvriers prisent peu la politique et attachent au contraire une grande valeur aux entreprises et aux organisations économiques qui promettent des avantages immédiatement appréciables.

Pendant la crise s'évanouit l'espoir de faire des progrès sur le terrain économique ; la plus grande des puissances économiques, l'État, doit pouvoir apporter le remède, c'est de l'État qu'il faut s'emparer pour sentir de nouveau le terrain solide sous ses pas ; le mécontentement social croît,

(6) Les ventes d'immeubles sur saisie suivent une progression constante. De 5.538 en 1865 elles sont passées à 20.390 en 1898. — En 1894 elles avaient augmenté de 84 0/0 depuis 1875. Et ce qui prouve que la saisie atteint la petite propriété, c'est que les 3/4 de ces ventes ne dépassent pas 5.000 francs. En 1889, sur 736.000 ventes immobilières portant sur plus de 1 milliard, on en trouve 579.000 inférieures à 5.000 francs. En 1894 on en compte encore 647.505 sur 713.604.

tous les contrastes s'accentuent, tout pousse à la lutte politique.

Naturellement l'intensité de la lutte politique et son effacement derrière l'activité économique ne dépendent pas uniquement de la période de prospérité ou de crise que traverse l'industrie. D'autres facteurs agissent soit pour arrêter, soit pour précipiter le mouvement. En tout cas le cycle économique exerce une puissante influence sur les rapports entre la lutte économique et la lutte politique.

La Révolution de 1848 éclata pendant une crise économique. L'une des causes qui, après la défaite, rendirent une nouvelle tentative impossible, fut, avec la crainte que le prolétariat après les journées de juin inspira à la bourgeoisie, la période de prospérité industrielle qui commença en 1850. « La crise industrielle, écrivait en 1885 Engels dans son introduction aux « Révélations sur le procès des communistes de Cologne », p. 15, la crise industrielle de 1847, qui avait préparé la Révolution de 1848, était terminée. Une nouvelle période de prospérité industrielle était commencée; pour celui qui avait des yeux pour voir et s'en servait, il était clair que le mouvement de 1848 allait bientôt s'arrêter ».

Dès 1850, Marx et Engels déclaraient dans la revue « Die Neue Rheinische Zeitung » : « Il ne peut être question d'une vraie Révolution quand la prospérité est si grande, quand les forces productives de la société bourgeoise se développent aussi largement qu'il est possible. Une telle révolution n'est possible qu'aux époques où, entre ces deux facteurs, les forces de production moderne et les modes de production bourgeoise éclate une contradiction ».

Une autre période de grand essor économique s'ouvrit en 1871. Elle ne se rattacha pas comme celle de 1850 à une révolution manquée, mais au contraire à une révolution européenne des plus heureuses, mais qui fut, il est vrai, le résultat de guerres dynastiques et non des soulèvements populaires.

Les événements de 1866 et 1870-71, la chute de l'absolutisme en Autriche, et de l'Empire en France, l'unification de l'Allemagne, l'octroi du suffrage universel, enfin la lutte héroïque de la Commune, ces événements n'étaient pas de nature à assoupir chez les ouvriers l'intérêt qu'ils portaient à la politique, à paralyser la foi aux succès rapides des luttes politiques, et à faire passer au premier plan la nécessité de s'élever uniquement par l'activité économique. D'autant moins que la durée de cet essor fut si courte et que la vie syndicale et coopérative, à cause de la réaction qui suivit en 1849, avait à peine commencé.

Aussi pour le prolétariat, abstraction faite de l'Angleterre, la lutte politique resta-t-elle au premier plan. Le prolétariat resta révolutionnaire.

XIX. — L'optimisme de Bernstein correspond à une période de prospérité économique.

Depuis quelques années nous traversons une nouvelle période de prospérité, mais qui dure plus longtemps que celle de 1871 ; elle a déjà trouvé établies de fortes organisations économiques et elle coïncide avec une période déjà longue de stagnation politique, qu'elle ne fait que prolonger.

Nous avons donc une situation semblable à celle de 1850 : réaction politique et essor industriel. Mais entre ces deux époques il y a un demi-siècle de développement capitaliste et de luttes prolétariennes, une génération a déjà joui du droit de coalition. Tandis que la situation en 1850 amena un arrêt complet du mouvement ouvrier sur le continent européen, la situation en 1899 amena seulement le passage au premier plan des luttes économiques, car les classes laborieuses pensent qu'en ce moment elles peuvent plus obtenir par le mouvement syndical et coopératif que par l'activité politique.

C'est en partie dans cette situation que réside la force du livre de Bernstein. Il insiste sur la nécessité de s'occuper de la besogne économique pratique, ce qui est en effet nécessaire en ce moment. Son doute au sujet de la vraisemblance de changements politiques importants et subits, de catastrophes, répond aux expériences des dernières années. Et pour les « gens pratiques » qui lisent le livre de Bernstein, ses théories sont bien indifférentes : ce qui les intéresse ce sont ses considérations sur les devoirs et les nécessités du temps présent.

Mais aussi la faiblesse du livre de Bernstein vient de ce qu'il ne répond qu'à une situation particulière. Car il ne prétend pas s'occuper de nos prochains progrès, mais de socialisme ; il ne prétend pas traiter des tâches d'aujourd'hui, mais aussi des tâches du Parti socialiste en général.

Lorsque, en 1850, commença l'ère de prospérité, Marx et Engels tirèrent des conditions sociales d'alors des conséquences pour fixer la tactique des années suivantes, mais ils ne rejetèrent point comme entachés d'erreur les résultats de l'étude qu'ils avaient consacrée à l'ensemble de l'évolution capitaliste. Si Bernstein était venu déclarer : « Devant cette ère de prospérité et de réaction, on ne peut rien faire de grand sur le terrain politique. Aussi longtemps que cela durera, consacrons la plus grande partie de nos efforts au travail réformiste dans les syndicats, les municipalités, les coopératives, etc. » ; s'il avait ainsi parlé, il aurait trouvé dans notre parti la plus grande considération et l'approbation d'un grand nombre.

Mais Bernstein proclame que la situation économique et politique du moment est l'état normal de la société, que la stagnation politique est la voie lente, mais sûre par où progressent la démocratie et les réformes sociales ; il s'imagine que la prospérité d'aujourd'hui va se prolonger indéfiniment et c'est ainsi qu'il arrive à une conception optimiste de l'évolution de l'État et de la société. C'est là une vue inconsistante

qui ne peut durer qu'autant que la stagnation politique et la prospérité économique dureront.

Ce qui semble à Bernstein le contraste entre la phraséologie révolutionnaire traditionnelle et le véritable esprit de réforme n'est, du moins en partie, que le contraste entre une conception basée sur l'étude de tous les faits de l'histoire de notre société, et une conception basée sur l'examen d'une seule de ces phases.

Il parle d'une « tactique qui n'est fondée que sur l'éventualité de catastrophes ». Il n'indique pas où il a constaté une telle tactique dans le Parti socialiste allemand. En réalité, de par sa base théorique il n'est pas de tactique plus capable de s'adapter aux circonstances que celle du Parti socialiste. Il est prêt à toute éventualité, il compte avec la crise comme avec la prospérité, avec la réaction comme avec la révolution, avec les catastrophes comme avec l'évolution pacifique et lente. Sa vitalité réside en grande partie dans cette faculté d'adaptation. Le Parti socialiste n'a pas de raison de s'affaiblir en réglant toute sa tactique sur une situation particulière, sur l'éventualité d'une catastrophe, mais il ne doit pas non plus la réduire à tout jamais à la petite besogne des temps de paix. Une tactique qui par principe ne tient nul compte des crises, des catastrophes, des révolutions lui est aussi nuisible qu'une tactique qui ne spécule que sur ces éventualités. Le Parti socialiste doit profiter de toute situation et ne jamais se lier les mains. — (Kautsky. *Ibid.*, p. 304-309.)

XX. — Le prolétariat est-il mûr pour la Révolution.

Bernstein a des trésors d'indulgence pour les théoriciens bourgeois. Il ne devient sceptique et méfiant que lorsqu'il s'agit de théories socialistes. De plus il est optimiste et confiant à l'égard de la démocratie bourgeoise dont il exagère

la capacité réformatrice. Et il se méfie du prolétariat, doutant de sa maturité sociale et politique. A ce pessimisme que l'on peut désigner comme pessimisme de classe ou pessimisme unilatéral d'un intellectuel bourgeois, K. Kautsky oppose une appréciation basée sur les faits, sur *tous* les faits.

« Compare-t-on maintenant le prolétariat à un étalon idéal, mais aux autres classes, on trouve alors que ses aptitudes politiques peuvent hardiment soutenir la comparaison avec non seulement celles des petits bourgeois et des petits agriculteurs, mais encore avec celles de la bourgeoisie.

Jetons les regards sur les Parlements, les municipalités, les Caisses de secours mutuels où règnent exclusivement la bourgeoisie et ses employés, nous n'y trouvons que stagnation, corruption, impuissance. Dès que le Parti socialiste y pénètre, une nouvelle vie s'éveille : il apporte l'initiative, l'honnêteté, la force et les principes, et par sa concurrence régénère même ses adversaires. Dans toutes les positions importantes dont le Parti socialiste s'est emparé dans les dix et même dans les vingt années, il a su se maintenir, il a su se montrer supérieur à ses adversaires en activité utile et effective. Dans toute organisation dont il a conquis la direction, il s'est montré à la hauteur des circonstances. Que Bernstein nous montre donc un seul cas où le Parti socialiste se soit montré inférieur à sa tâche politique. — Et voilà ce qu'a pu faire seul, réduit à ses propres ressources, le Parti des pauvres et des ignorants. Quelle raison avons-nous d'admettre qu'il échouerait forcément, si toute la puissance économique et intellectuelle de l'Etat était mise à sa disposition ?

A dire vrai, Bernstein trouve que nous pouvons nous réjouir « de la grande somme d'intelligence, d'abnégation et d'activité que le mouvement ouvrier moderne a en partie révélée, en partie engendrée, mais, ajoute-t-il, ne reportons pas, sans discernement, sur la masse, sur les millions, ce

qui sans contredit se peut dire de l'élite — mettons de quelques centaines de mille ». (P. 303.)

Mais remarquons qu'on n'a jamais vu la totalité des membres d'une classe prendre part aux luttes sociales. Partout nous ne trouvons combattant au premier rang qu'une élite dont les aptitudes politiques témoignent de l'état de maturité de parti. Dans chaque classe la masse suit en partie l'élite, sans faire preuve d'initiative, et en partie s'abstient de prendre part au combat. La souveraineté politique du prolétariat ne signifie donc en fait que la souveraineté de son élite — comme nous le voyons pour la bourgeoisie, pour la noblesse, pour toute classe dirigeante. Et il ne faut pas s'attendre à ce que le Parti socialiste parvienne au pouvoir avant que cette élite, unie aux masses qui la suivent, soit devenue assez forte pour le conquérir.

Non, nous n'avons absolument aucune raison d'admettre que le Parti socialiste échouerait fatalement si demain des événements, qu'il est impossible de prévoir et qui ne sont guère probables, lui donnaient la majorité au parlement dans un des pays avancés de l'Europe et le portaient au pouvoir.

Et que signifie le mot *échouer?* Tous les progrès de la bourgeoisie ne se sont-ils pas réalisés dans des révolutions qui, en apparence, ont échoué, depuis la révolution d'Angleterre au milieu du XVIIe siècle jusqu'à la révolution européenne au milieu du XIXe? En fait la bourgeoisie n'a pu conserver le monopole du pouvoir dans aucune de ces révolutions. Et cependant chacune produisit un puissant mouvement en avant, chacune fit écrouler un grand nombre d'institutions vermoulues, qui ne peuvent depuis être réédifiées, chaque révolution ouvrit tant de nouvelles voies à l'évolution sociale qu'après son échec apparent elle laissa la société à un degré plus élevé de développement. Voudrait-on, pourrait-on regretter qu'une seule de ces révolutions « prématurées, manquées » se fut produite? Et peut-on imaginer qu'une de ces révolutions ait pu être ajournée jusqu'au

moment où les classes démocratiques aient eu plus de maturité politique?

Mais s'il est absurde de parler de l'ajournement d'un événement historique, que signifient donc les cris de Cassandre au sujet du défaut de maturité politique du prolétariat?

XXI. — Notre tâche socialiste.

Ce n'est pas nous qui dirigeons l'évolution historique. Elle dépend des facteurs bien plus puissants que les partis et leurs désirs. L'évolution du prolétariat est-elle assez avancée pour qu'il se charge du pouvoir? Sera-t-il à la hauteur de la tâche immense qui lui sera alors devolue? Ses victoires seront-elles interrompues par des défaites? L'évolution politique prochaine sera-t-elle lente ou rapide? — Qui pourrait répondre à ces questions? Mais alors, si l'on ne peut donner de réponse à ces questions, à quoi bon subtiliser sur la maturité du prolétariat? et ce n'est pas en suspectant ceux qui ne proclament pas d'un ton péremptoire l'impuissance du prolétariat, qu'on élèvera le niveau de celui-ci.

Notre devoir ne consiste pas à décourager le prolétariat au milieu du combat en dénigrant sans raison ses facultés politiques. Il consiste bien plutôt à demander le plus possible aux facultés politiques du prolétariat et par suite à mettre tout en œuvre pour les accroître de sorte que toujours sa capacité productrice soit à son plus haut degré.

Pour remplir cette tâche, nous n'avons pas seulement à organiser le prolétariat et à l'aider à obtenir de meilleures conditions de vie et de travail. Nous devons en outre faire que le prolétariat jette le regard au delà du cercle de ses intérêts professionnels du moment, et qu'il reconnaisse la grande connexité entre tous les intérêts des prolétaires et les intérêts de la société en général. Nous devons encore par la hauteur du but visé l'élever à une vie intellectuelle

plus haute, le placer au-dessus de la besogne journalière indispensable et que la vie exige assez impérieusement d'elle-même sans qu'il soit besoin d'y insister.

Veillons à ce que la micromanie ne dégrade pas le prolétariat et son but, à ce qu'une politique au jour le jour ne prenne pas la place d'une politique guidée par des principes et sachant prévoir, veillons en un mot à ce que la fade banalité ne chasse l'idéalisme, à ce que le prolétariat reste toujours conscient de la grande mission historique qui lui est échue.

Si nous déployons toutes nos forces dans ce sens, nous aurons rempli notre devoir de socialiste; le succès de notre œuvre dépend de facteurs dont nous ne disposons pas. — (Kautsky. *Ibid.*, p. 358-362.)

XXII. — Le problème de l'opportunisme.

Bernstein a été amené à la position qu'il occupe par des considérations d'un ordre général et qui méritent toute notre attention, parce qu'elles dépassent les frontières d'un pays et la portée d'une discussion de hasard. Elles se rattachent à un problème redoutable et compliqué, celui du rapport du « but final » de notre parti et les exigences immédiates; en un mot, entre l'Idéal et la Réalité. Et si l'on préfère les termes consacrés par l'usage, nous pouvons dire que ce problème est le problème de l'opportunisme, le plus important de notre époque de transition.

Disons tout de suite qu'il y a opportunisme et opportunisme. Il y a un opportunisme honnête et sincère, celui qui s'attache à la recherche des moyens pratiques par lesquels se réaliseront les idées et les principes, par lesquels l'idée s'adaptera, sans se déformer, à la réalité quotidienne de la vie. Cet opportunisme sain et nécessaire n'est pas inspiré

par la peur d'effaroucher les intérêts d'une classe égoïste qui tient coûte que coûte à l'ancien ordre de choses. Il n'est pas le résultat non plus d'une étroitesse de vues sur l'avenir et l'évolution historique qui le prépare. On ne peut pas le qualifier davantage comme le fruit pourri d'un tempérament débile, lâche, inapte à la lutte, à la grande lutte pour un idéal général et généreux.

Le « divin Platon » lui-même, le père de l'idéalisme le plus pur qui ait jamais existé, en opposant la réalité aux idées pures qui ne se réalisent dans les choses de ce monde que très incomplètement, n'a-t-il pas avoué par là que les transactions entre l'*idée* et la *réalité* sont souvent inévitables? Ou mieux encore: n'a-t-il pas fait lui-même de l'opportunisme à la cour de Syracuse quand il s'agissait pour lui de réaliser ses rêves?

Et, pour ne pas remonter trop loin, ne voyons-nous pas à chaque moment de notre vie individuelle et sociale, la nécessité « de transiger », la cruelle nécessité d'être ce qu'on appelle opportuniste?

Dans ce sens, Bebel avait absolument raison en proclamant que « nous sommes tous des opportunistes ». Au risque de déplaire aux opportunistes bourgeois qui ont si peu de respect pour leurs propres principes qu'ils vouent au mépris public les socialistes qui les appliquent, nous disons que oui, nous sommes opportunistes, parce que opportunisme dans le sens que nous lui donnons ne veut dire que ceci: la recherche des moyens pratiques et accessibles de réaliser effectivement un idéal social supérieur, un système de transactions nécessaires pour faire de l'idée socialiste une réalité vivante. Nous préférons, en somme, être redoutés et par conséquent, malgré des clameurs contraires, respectés par nos adversaires que nous combattons avec un succès toujours croissant, que de servir de cible à leur ironie comme « rêveurs » impuissants et sans influence dans les grands combats politiques et sociaux. Nous avons même la naïveté

de soupçonner que nos adversaires rient jaune en raillant notre opportunisme. Un grand journal bourgeois n'a-t-il pas déclaré, il y a peu de temps, que les « modérés » du socialisme sont encore plus dangereux que les « enragés » pour l'ordre qu'il est intéressé à croire éternel? En définitive, nous ne sommes pas socialistes pour plaire à nos adversaires, et nous n'envisageons les questions de notre tactique qu'au point de vue de l'intérêt du développement de notre parti. Et ces intérêts veulent que nous devenions une puissance qui soit en état de faire valoir dans toutes les questions pendantes de la vie politique et sociale son influence d'une manière efficace. Et il est évident que nous ne pouvons devenir une puissance sociale qu'à la condition d'étudier la réalité et de nous conformer à ses exigences. Cet opportunisme ne renie pas les principes parce qu'il cherche à les réaliser.

Mais il y a un autre genre d'opportunisme. C'est celui qui manque en même temps de principes et de courage, qui se plie non aux exigences de la réalité de l'évolution, mais à celles du moment, à celles des intérêts immédiats de ceux qui n'ont ni principes à défendre, ni idéal social élevé à réaliser. Dans les corps politiques, les mauvais opportunistes seront ceux qui sacrifieront leur *credo* politique et social aux intérêts électoraux, ceux qui dans les grandes questions de vérité et de justice regarderont trop « du côté de leur circonscription ». Ce sont les opportunistes par lâcheté, par insuffisance d'idées générales, par ignorance et méconnaisnaissance des lois de l'évolution sociale. Les mauvais opportunistes sont ceux qui, trop timides dans le choix de leurs moyens, — par crainte de brusquer les choses, — s'abstiennent sans cesse et, par peur continuelle d'échouer, ne réussissent jamais. Pour cette catégorie de mauvais opportunistes, qu'il serait plus juste d'appeler tout simplement des trembleurs, la vie n'est pas une source inépuisable de moyens à préparer un avenir meilleur, mais un sujet d'éternelles inquiétudes. Ce

sont les esclaves de la soi-disant opinion publique à laquelle il arrive trop souvent le malheur de ne pas avoir d'opinion et qui surtout, au lieu de la diriger et de l'éclairer, la courtisent et la subissent. Et *cette sorte* d'opportunisme n'est le privilège exclusif d'aucun parti. Et si tous possèdent de ces trembleurs et de ces timorés, un grand parti comme le Parti socialiste, qui a la juste ambition de seconder l'évolution politique et sociale dans le sens des principes qui lui sont propres, qui a un grand idéal clair et défini à réaliser, ne peut qu'avoir horreur de ces timorés, de ces socialistes à demi et à quart qui pour la plupart ne savent pas où ils vont et ce qu'ils veulent, qui en tous les cas ne désirent pas ardemment et définitivement ce que nous demandons en tant que socialistes — la transformation de notre société sur des bases nettement communistes.

XXIII. — Toute l'action socialiste.

Le prolétariat est notre premier combattant, le plus décisif, le plus énergique, le plus intéressé dans la révolution à venir. Mais il n'est pas le seul. Nous avons pour devoir de lui assimiler les éléments de la société qui sont intéressés directement à l'abolition du régime d'exploitation. Notre socialisme ne cesse pas par là d'être révolutionnaire.

Autre conclusion pratique. Nous ne pouvons pas assister impassibles à l'œuvre néfaste et démoralisatrice de la société capitaliste qui nous menace, si on lui en laisse la possibilité, de faire dégénérer et d'abêtir les masses populaires par le nationalisme et le militarisme. Nous lui devons arracher, lambeau par lambeau, toutes les améliorations possibles. Nous ne pouvons pas, pour cela, attendre le jour du règlement de compte définitif. Nous avons à purifier, dans la mesure du possible, l'air empesté du régime actuel, afin que le peuple ne soit pas asphyxié avant de pouvoir entrer dans le monde socialiste.

Aucun élément de notre société qui peut nous être utile ne doit être dédaigné. Tous ceux que notre société fait souffrir dans leur dignité intellectuelle ou morale, et qui consentent à être de bons soldats socialistes, doivent trouver leur place dans notre armée à côté du prolétariat militant.

L'habit ne fait pas le moine. La blouse ne fait pas plus le socialiste que le chapeau haut de forme fait le bourgeois.

Il y a encore bien de l'indifférence pour la lutte socialiste dans les milieux ouvriers, tout comme on peut provoquer un véritable enthousiasme, une fidélité inébranlable aux principes socialistes chez les intellectuels. Tous ceux qui adhèrent franchement et sincèrement aux revendications socialistes du prolétariat doivent être salués par nous avec joie. Ils sont les garants de notre victoire. L'évolution économique ne suffit pas à elle seule pour nous la donner. Le prolétariat en le supposant même éclairé et prêt à livrer bataille, ne peut triompher définitivement qu'en faisant de la cause de la société tout entière sa propre cause, comme l'ont fait, pendant la Révolution, non sans succès, les idéologues de la bourgeoisie triomphante, à cette différence près que, cette fois, les intérêts du prolétariat et de la société sont identiques.

La 3e partie du livre de Bernstein est selon nous la plus importante ; il y traite les questions de tactique socialiste. Il tire des conclusions pratiques de ses prémisses théoriques. Il nous paraît, dans cette partie consacrée aux questions de tactique et à l'action immédiate, trop timide et confus. Nous ne découvrons même pas assez clairement ce qu'il entend par socialisme. Sa définition du socialisme, qui est selon lui le régime de l'association et de la coopération, ne nous dit rien sur la question principale, celle qui est l'âme même — ou, si vous préférez, le corps de notre doctrine — la forme de la propriété. Est-il pour la socialisation des moyens de production ou non? Nous ne le savons pas. Nous ne pouvons, en toute conscience, dire ni oui ni non.

Nous voyons assez clairement ce que Bernstein ne veut

Anniversaire de la Commune (1911).

pas, mais nous sommes mal renseignés sur ce qu'il veut. Il ne veut pas la révolution violente tout en sachant qu'il ne dépend ni de lui ni de nous de l'empêcher. Il ne veut pas l'expropriation violente et simultanée de la classe possédante. Mais il ne dit pas si une fois au pouvoir nous avons le droit et le devoir de la faire dans la mesure de nos forces et de nos moyens. Il ne veut pas que nous combattions la démocratie bourgeoise. Mais il ne dit pas ce que nous avons à faire si elle s'oppose directement à nos revendications socialistes. Il ne veut pas que nous nous croyions dès maintenant prêts à prendre le pouvoir dans nos mains; mais il ne dit pas quel sera le signe de notre maturité politique et sociale. Il ne veut pas que les socialistes attaquent avec violence l'ordre de choses actuel, mais il ne nous explique pas pourquoi les réactionnaires seuls ont le droit d'avoir de l'audace, de nous provoquer, violemment, de nous combattre avec la dernière énergie. . . . Il ne veut pas, pour résumer toute sa pensée, que l'on brusque trop les choses, mais il ne nous éclaire pas sur le moyen d'organiser la marche normale et l'évolution historique. Supposez un homme comme Bernstein pendant une période révolutionnaire en France. Pas un acte violent n'aurait trouvé son approbation absolue. Il aurait trouvé scandaleux tout ce que les révolutionnaires ont fait pour nous donner le peu de liberté que nous possédons. Avec toute sa bonne foi, il se serait placé lui-même hors de l'histoire qui, depuis le commencement des siècles jusqu'à nos jours, n'est pas taillée sur la mesure que lui accorde Bernstein dans son livre. Tout cela nous paraît du mauvais opportunisme.

Kautsky lui a bien fait remarquer que la crainte de la victoire ne devrait pas être notre préoccupation constante. Et Bebel a bien fait d'insister, au Congrès de Hanovre, sur la nécessité, pour un grand parti, de ne pas se préoccuper trop des difficultés passagères et de s'élever à la hauteur de son idéal, de ne pas avoir le cœur timide et l'esprit mesquin.

Mais comment expliquer que Bernstein, audacieux en théorie, soit si timide et si terre-à-terre dans la pratique ? Comment concilier cette contradiction ? Remarquons d'abord qu'on trouve assez souvent cette contradiction chez les penseurs allemands, surtout chez ceux de l'école idéaliste. Et pas seulement chez les Allemands, car c'est un peu le propre de tous ceux qui ont donné toute leur énergie à la méditation scientifique. Toute leur initiative se trouve comme accaparée par leur activité théorique.

Il en reste très peu pour la vie active. L'exactitude même des méthodes scientifiques correspond mal aux exigences de la vie, trop compliquée pour que nous puissions agir selon des règles rigoureuses. Un homme d'action est mené le plus souvent par une inspiration, par un élan, par son tempérament plutôt que par une suite de calculs infaillibles. Un général qui ne livrerait pas de bataille à l'ennemi jusqu'à ce qu'on lui eut prouvé scientifiquement qu'il remportera la victoire serait tout ce que vous voudrez, excepté un homme de guerre. L'énergie, la décision, le progrès et l'excellence de nos revendications sont autant d'éléments possibles de notre succès. Bernstein ne semble pas tenir compte de tous ces *imponderabilia*. Plus l'idéal d'un parti est élevé, plus l'enjeu qu'il met dans la lutte est grand, plus il est sûr que tous ses efforts au moins ne seront pas perdus. Pour avoir réclamé beaucoup on recevra quelque chose. L'audace révolutionnaire comme l'audace tout court, est un élément important du succès dans les luttes de la vie quotidienne comme dans les grandes luttes sociales. Danton, qui fut un homme d'action doublé d'un homme d'État, l'a compris et l'a dit.

Fonder notre idéal socialiste sur la réalité comprise largement, dans sa totalité, sans rien perdre de notre énergie révolutionnaire, utiliser tous les moyens d'action sans rien sacrifier de notre idéal — voilà, nous semble-t-il, la conclusion qui se dégage des discussions soulevées par le grand débat revisionniste.

DIXIÈME PARTIE

RÉFORME OU RÉVOLUTION ?

CHAPITRE PREMIER

ADAPTATION ET RÉVOLUTION

I. — Réformer ou renverser.

Le problème de l'opportunisme c'est celui de l'adaptation de nos idées, de notre action au milieu où nous vivons, ou nous agissons. Le socialisme scientifique, ou marxiste, en opposition au socialisme rationnel ou idéaliste, attache plus d'importance aux *faits* qu'aux *idées* ou, plus exactement, déduit les idées des faits, en subordonnant la *conscience* à la *réalité* économique et sociale. La révolution sociale doit savoir se justifier par *les faits*, ou elle est une *utopie*, un *rêve*, un *idéal* d'hommes bien intentionnés. De là un certain respect du fait, un hommage rendu à la réalité. Aucune école socialiste n'avait accumulé tant de faits, n'avait étudié la réalité avec autant de soins et de succès que l'école marxiste. La presse socialiste allemande, qui représente de la façon la plus complète cette école, est une véritable encyclopédie des faits économiques, politiques et sociaux. Les revues économiques, financières, syndicales et corporatives y tiennent une place d'honneur.

Cette médaille a un revers. L'hommage rendu au fait existant risque de dégénérer en culte, en idolatrie du fait brutal, de ce qui existe. Un socialiste a le devoir de regarder la réalité *en face*, mais il ne doit pas *se prosterner*, se mettre à plat ventre, s'abîmer devant elle, comme devant un être supérieur, un Dieu tout-puissant. Il doit en tenir compte, mais nullement abdiquer son indépendance. Du reste, il y a fait et fait, comme il y a adaptation et adaptation. La réalité

sociale se compose de deux catégories de faits : les uns résument ce qui persiste ou résiste au mouvement, les intérêts des classes dominantes et, partant, conservatrices ; les autres expriment le mouvement, les intérêts des classes révolutionnaires qui s'agitent, qui tendent à changer, à transformer. En face de la réalité figée et pour ainsi dire morte, se dresse une réalité vivante. La méthode dialectique du socialisme scientifique s'attache à la réalité vivante, qui s'agite, se meut, avance et transforme. C'est la réalité révolutionnaire. C'est l'âme vivante de l'Histoire. Les théories bourgeoises, au contraire, s'inspirent de la réalité morte. Elles sont de plus en plus traditionnalistes.

Comme la femme de Loth, elles ont les yeux tournés en arrière, ou, comme l'école historique allemande de Savigny (1779-1861), selon le mot spirituel de Marx, ne voient que l'*a posteriori* de l'histoire. Elles baisent le fouet, pourvu qu'il soit « un fouet historique ». Le mouvement leur est mortel. L'avenir est un danger, plein de menace. Et elles appellent à la rescousse le passé. Toute leur Economie, leur Politique, leurs Croyances, leur Philosophie sont surchargées du Passé. Elles ne respirent qu'aux cimetières de l'histoire. Leur plus grand philosophe à la mode, M. Henri Bergson, un esprit remarquable et de premier ordre, d'ailleurs, retourne jusqu'à Plotin (205-270).

En cela, les revisionnistes se confondent avec les tendances réactionnaires. Leurs écrits nous prêchent toutes sortes de « retours » au passé. (« Le retour à Kant, à L. F. A. Lagne, à la méthode psychologique et rationnaliste du XVIIIe siècle, même jusqu'au vénérable législateur hébreu Moïse — chez M. Nossig.)

Le réalisme de Marx et de son école a, au contraire, les yeux fixés en avant, vers l'avenir. Dans la réalité capitaliste, il étudie avant tout le Mouvement et le Devenir. Il est la philosophie et la science de la classe la plus révolutionnaire de notre société, du prolétariat.

Cette distinction marque aussi le phénomène de l'*adaptation*. Tandis que le conservateur ou le réactionnaire s'adapte aux conditions de vie des classes dominantes, fait refouler son individualité, son meilleur moi, au profit des privilèges qui triomphent, le révolutionnaire, au service du prolétariat, ne reconnait qu'une forme d'adaptation : aux conditions de lutte pour un meilleur avenir. Il se soumet à la réalité en l'utilisant pour arriver à ses fins révolutionnaires. Il s'adapte au terrain de la lutte des classes, comme un général est obligé de prendre des dispositions en conformité avec la nature du terrain où se livrera la bataille. L'un *s'adapte* pour mieux vivre, pour jouir d'une vie de privilège, l'autre pour mieux lutter contre ce régime de privilège. Dans le premier cas adaptation signifie abdication ; dans l'autre, elle est une arme de *combat*.

Après avoir examiné la *méthode* du revisionnisme, il est nécessaire d'envisager de près ses thèses fondamentales, qui ont pour objet la *révolution sociale*. Elles se réduisent à trois :

1° L'Évolution démocratique atténue la lutte des classes ;

2° La réforme sociale doit se substituer à la révolution sociale ;

3° Le socialisme, par conséquent, n'est pas le produit inévitable de l'évolution du régime capitaliste. De réformes en réformes nous arriverons à la révolution, ou plutôt la révolution n'est autre chose qu'une suite de réformes.

CHAPITRE II

POURQUOI LA RÉVOLUTION SOCIALE EST INÉVITABLE

I. — Y a-t-il atténuation des antagonismes de classe ?

Marx a démontré, dit K. Kautsky, il y a déjà plus d'une génération, que l'exploitation augmentait et, à ma connaissance, personne encore n'a prouvé le contraire. Pour pouvoir contester ce fait que le prolétariat est de plus en plus exploité, il faudrait avoir commencé par réfuter le *Capital* de Marx.

Le tableau suivant confirme la thèse de Marx.

Son auteur est A.-L. Bowley qui, en mars 1895, fit à Londres une conférence sur ce sujet devant la *Société de statistique* (insérée dans le *Journal* de la Société, juin 1895, p. 224-285). Nous lui empruntons le tableau suivant :

ANNÉES	TOTAL du revenu annuel provenant de salaires		Revenu ne provenant pas de salaires			
			Soumis à l'impôt sur le revenu		Non soumis à l'impôt sur le revenu	
	Montant en millions de livres sterling	% du total du revenu national	Montant en millions de livres sterling	% du total du revenu national	Montant en millions de livres sterling	% du total du revenu national
1860	392	47	376	45 1/3	64	7 2/3
1866	464	45	485	47	81	8
1870	486	44 1/2	521	48	85	7 1/2
1874	609	45 1/4	635	47 1/4	100	7 1/2
1877	591	43	652	47 1/2	130	9 1/2
1880	567	42	652	48 1/2	126	9 1/2
1883	609	42 2/3	696	49	122	8 1/3
1886	605	42	715	49 1/2	125	8 1/2
1891	699	43 1/2	782	48 1/2	130	8

Ce tableau suggère bien des réflexions. Il me semble trop optimiste, et le total des salaires y apparaît plus considérable qu'il n'a été en réalité.

Dans le calcul de ce total, l'auteur ne tient pas compte du chômage ; il admet en outre que dans la classe ouvrière des moments importants restent égaux d'ailleurs quand il ne peut pas établir les variations. Comme statisticien, il a sans doute le droit d'agir ainsi ; mais ces moments tournent toujours de plus en plus au détriment des classes laborieuses. Citons par exemple la proportion entre le travail féminin et le travail masculin, entre le travail qualifié (skilled) et le travail non qualifié.

Ce qui est plus grave, c'est que le calcul ne porte que sur quelques branches de travail qui toutes, sauf celle des ouvriers agricoles, *sont puissamment organisées en Syndicats*. De plus, l'auteur admet sans examen que la situation de la classe ouvrière tout entière s'est améliorée, et a suivi en moyenne le sort des travailleurs organisés syndicalement qui, même en Angleterre, comprennent au plus le cinquième de toute leur classe. Il n'est pas sans intérêt d'examiner les variations de salaires dans ces différentes catégories. Le niveau du salaire comparé à celui de 1860 (celui-ci étant posé = 100) est le suivant :

	1860	1866	1876	1874	1877	1880	1883	1886	1891
Ouvriers agricoles . .	100	105	107	120	132	122	117	111	118
Ouvriers du bâtiment.	100	116	116	126	128	125	125	126	128
Industrie du coton. .	100	125	125	148	148	134	146	155	176
Industrie de la laine..	100	106	112	121	130	126	120	115	115
Industrie du fer.. .	100	127	127	143	112	112	110	100	124
Constr^on de machines	100	108	110	124	123	120	127	126	126
Ouvriers du gaz . .	100	115	120	125	128	128	130	130	149
Matelots...	100	113	103	129	123	102	118	110	143
Mineurs . . .	100	?	100	150	115	100	115	100	150
Moyenne .	100	113	113	138	132	124	130	125	140

Nous le voyons : l'élévation des salaires de 40 p. 100 pour la période de 1860 à 1891, qui, pour Bowley, atteint toute la classe ouvrière d'Angleterre, *n'intéresse même pas toute l'aristocratie du travail*, à l'exception des ouvriers de l'industrie cotonnière qui, en Angleterre, ne perdent rien à être conservateurs et sont présentés comme des modèles pour tous les rêveurs de « paix sociale ». En 1891, la moyenne n'a été dépassée que par les ouvriers du gaz, les matelots et les mineurs. Les premiers sont redevables de ce progrès d'abord à la politique qui, dans les grandes villes, a fait profiter les travailleurs municipaux de bien des améliorations. Pour les ouvriers du gaz, des considérations de concurrence et l'exploitation par le capital privé entrent fort peu en ligne de compte. D'autre part, le relèvement de 1891 est dû peut-être à l'influence du nouvel unionisme, qui éveilla de si vastes espérances pour bientôt se perdre dans le sable. Plus encore que chez les ouvriers du gaz, l'élévation des salaires en 1891 pour les matelots et les mineurs paraît soudaine, insolite, presque fortuite. En 1886, le niveau était le même qu'en 1860, en 1891 il avait haussé de 50 o/o. On ne peut appeler cette variation un progrès certain. *Mais chez les travailleurs du bâtiment, de la laine et du fer, l'accroissement des salaires reste depuis 1860 bien inférieur à la moyenne.* Bowley voudrait donc nous faire accepter que les salaires de l'ensemble des ouvriers anglais organisés se sont élevés de 40 o/o, pendant que les ouvriers du fer, malgré l'excellence de leur organisation, n'ont bénéficié que de 25 o/o d'augmentation, pendant la même période.

Prenons ce tableau comme il est. Que nous montre-t-il ? En dépit de l'optimisme fort extraordinaire qui a présidé à sa confection, les salaires forment une partie sans cesse décroissante du revenu national. De 1860 à 1874, ils constituaient en moyenne 45 p. 100 de celui-ci ; de 1877 à 1891, 42 2/ seulement. A défaut de chiffres mieux établis, soit la somme des revenus ne provenant pas de salaires et soumise à l'impôt égale à la masse de la plus-value, en 1860 cette plus-value était encore inférieure de 320 millions de marks au total des

salaires. En 1891, au contraire, elle dépassait déjà ce dernier de 1,600 millions de marks.

Voilà qui dénote un accroissement vraiment considérable de l'exploitation. *Le taux de la plus-value, c'est-à-dire le degré de l'exploitation de l'ouvrier, serait donc passé de 48 à 112 p. 100 durant cette période.* En fait, et d'après les chiffres de Bowley, c'est dans cette proportion que se serait augmentée l'exploitation frappant même les travailleurs organisés en syndicats; celle qui pèse sur la masse des ouvriers non organisés doit s'être accrue bien davantage encore. — (K. Kautsky. *La Révolution Sociale.*)

Les ouvriers augmentent leurs exigences. Mais les classes riches ont augmenté leurs besoins dans une proportion plus grande. Déjà Rodbertus constatait que la productivité du travail, c'est-à-dire la richesse, croît plus rapidement que les salaires. K. Kautsky le prouve par des chiffres empruntés à nos adversaires, amis du régime. Et il conclut :

Le progrès est beaucoup plus rapide pour les bourgeois que pour les prolétaires. Nous pouvons nous en rendre compte à chaque pas. Les habitations ouvrières ne se sont pas beaucoup améliorées depuis 50 ans, tandis qu'aujourd'hui l'appartement d'un bourgeois est fastueux si on le compare à un logement bourgeois ordinaire de cette époque. Un wagon de troisième classe actuel et un wagon d'il y a 50 ans, ne diffèrent pas beaucoup pour l'aménagement intérieur. Mais comparez un compartiment de première classe dans la moitié du XIXe siècle avec un coupé d'un de nos trains de luxe. Je ne crois pas que les matelots d'un transatlantique soient beaucoup mieux logés qu'il y a 50 ans, mais le luxe que l'on déploie dans le salon des passagers aurait été inouï à cette date, même dans un bâtiment de plaisance princier. (*Ib.*)

II. — La démocratie et la lutte des classes. Les intellectuels.

Les revisionnistes, ou les réformistes, invoquent les progrès démocratiques en faveur de leur théorie d'atténuation de la lutte des classes. Ils invoquent le fait de la sympathie croissante *des intellectuels* pour la classe ouvrière et les idées socialistes. Examinons ce que représentent les intellectuels.

Ce sont des couches, dit Kautsky, qui témoignent de plus en plus de sympathie au prolétariat et au socialisme. Elles n'ont pas d'intérêt de classe précis, par profession elles sont très accessibles aux vues scientifiques ; aussi des considérations intellectuelles peuvent-elles très bien les amener à certains partis politiques. La banqueroute théorique de l'économie bourgeoise, la supériorité théorique du socialisme devaient forcément leur apparaître.

Les intellectuels sentent également que les autres classes cherchent à ravaler toujours la science et l'art ; de plus, comparé surtout à la décadence fatale du libéralisme, le succès, le progrès irrésistible de la démocratie socialiste en impose à plus d'un. La sympathie pour les ouvriers, le socialisme deviennent populaires chez les gens instruits. Il n'existe peut-être pas de salon où l'on ne se heurte à un ou plusieurs socialistes.

Si ces cercles d'hommes cultivés signifiaient la bourgeoisie, sans doute nous aurions partie gagnée, et la révolution sociale serait superflue. On pourrait fort bien s'arranger à l'amiable avec eux ; l'évolution lente, silencieuse, n'a pas à redouter de leur part quelque empêchement violent.

Mais ils ne forment qu'une partie de la bourgeoisie. Ils écrivent, il est vrai, et parlent en son nom, mais ne déterminent pas son action. C'est sur ses actes et non sur ses paroles que l'on juge une classe ou un homme.

De plus, cette fraction de la bourgeoisie qui témoigne des sympathies prolétariennes en forme la partie *la moins propre au combat et la moins combative.*

Autrefois, certes, quand, même dans la masse des gens cultivés, le socialisme était flétri comme un crime, comme une démence, les éléments bourgeois ne pouvaient venir au mouvement socialiste qu'en rompant avec tout leur monde. Quiconque abandonnait alors les sphères bourgeoises pour aller au socialisme avait besoin, *pour le faire, d'une énergie, d'une passion et d'une conviction révolutionnaires beaucoup*

plus grande qu'il n'en fallait à un prolétaire. Et, en thèse générale, ces éléments étaient les membres les plus révolutionnaires du parti et nourrissaient les idées les plus radicales.

Il en est tout autrement aujourd'hui: le socialisme est accepté dans les salons, il n'est plus besoin d'une énergie particulière, il n'est plus nécessaire de rompre avec la société bourgeoise pour porter le nom de socialiste. Rien d'étonnant dès lors que ces nouveaux venus restent imbus des idées et des sentiments traditionnels de leur classe.

Mais les méthodes de combat des intellectuels sont différentes de celles du prolétariat. Ce dernier doit opposer à la richesse et à la force des armes la puissance du nombre et le faisceau de ses organisations de classe. Les intellectuels sont en nombre insignifiant et dénués de toute organisation de classe. Leur seule arme est la persuasion par la parole et par l'écrit, la lutte menée avec les « armes morales », à l'aide de la « supériorité morale » ; les socialistes de salon voudraient bien voir décider ainsi les luttes de classes, les luttes prolétariennes. Ils se déclarent prêts à accorder au prolétariat leur assistance morale, mais à condition qu'il renonce à la violence, non seulement à condition qu'il renonce à la violence, non seulement là où elle est sans espoir — les prolétaires l'abandonnent également dans ce cas, — mais même quand le succès est probable. *Aussi cherchent-ils à frapper de discrédit l'idée de révolution, à représenter celle-ci comme un moyen inefficace. Ils s'efforcent de séparer du prolétariat une aile de réformistes. Ils accomplissent donc une œuvre de division, d'affaiblissement.*

Tel est, jusqu'à présent, le seul résultat produit par ce commencement de conversion des intellectuels au socialisme.

III. — La décadence démocratique et la petite bourgeoisie.

Ainsi que l'a démontré dans son livre ingénieux, Rosa Luxembourg : *La Réforme sociale ou la Révolution* (Leipzig, 2e éd. 1908), tout le problème du revisionnisme se réduit à celui de savoir si le socialisme restera prolétarien ou s'il revêtira un caractère petit-bourgeois. Quel est le caractère de la petite bourgeoisie de nos jours ?

La petite industrie est condamnée à disparaître, sa décadence se poursuit fatalement. Mais elle se manifeste diversement, lentement dans la réduction des exploitations, rapidement dans leur ruine. Certains de leurs possesseurs tombent dans la dépendance complète du capital, ne sont plus que des ouvriers à domicile, des salariés qui, au lieu de travailler à la fabrique, exercent leur métier chez eux. D'autres petits-bourgeois, commerçants ou aubergistes, restent indépendants, mais toute leur clientèle se trouve dans les classes laborieuses. Leur existence est absolument liée à la prospérité ou à la misère du travailleur. Ces diverses catégories se rallient de plus en plus au prolétariat militant.

Par contre, il en est autrement, d'abord des couches de la petite-bourgeoisie qui ne sont pas encore tombées complètement sous la domination du capital, qui sont en voie de le faire ou courent à la ruine, puis de celles qui cherchent leur clientèle en dehors des classes prolétariennes. Elles n'espèrent plus se rétablir par leurs propres forces, elles attendent tout d'en haut, des classes supérieures et des Pouvoirs publics. Tout progrès les menace ; aussi sont-elles hostiles à tout progrès, sur quelque terrain d'ailleurs qu'il s'annonce. La servilité, le besoin de réaction en font les suppôts volontaires et même les défenseurs les plus fanatiques de la monarchie, de l'Eglise et de la noblesse. Elles n'en restent pas moins

démocratiques : les formes démocratiques seules leur permettent en effet d'exercer une influence politique et d'obtenir l'assistance des Pouvoirs publics.

C'est dans cette division de la petite-bourgeoisie que la décadence de la démocratie bourgeoise a sa cause principale. Certaines de ses fractions se tournent vers la démocratie socialiste prolétarienne, les autres vers la démocratie réactionnaire qui offre les nuances les plus variées, antisémitisme, nationalisme, démocratie chrétienne, subdivisions du parti conservateur et du centre, mais présente toujours le même contenu.

Cette démocratie réactionnaire a emprunté à la pensée socialiste ses raisonnements et ses arguments : on a pu croire au début qu'elle ne formait qu'une transition particulière du libéralisme à la démocratie socialiste. Aujourd'hui, chacun peut voir combien cette doctrine est insoutenable. *La démocratie socialiste n'a pas d'ennemi plus exaspéré que la démocratie réactionnaire.* La première doit favoriser en effet tout progrès, qu'il serve d'ailleurs directement ou non les intérêts de classe du prolétariat ; au contraire, il est de l'essence de la seconde de s'opposer à tout progrès, quand bien même il ne menace pas directement la petite-bourgeoisie. Si la démocratie socialiste est le parti le plus favorable au progrès, celui-ci n'a pas de plus grand adversaire que la démocratie réactionnaire ; cette dernière allie en effet à la haine que tous les partis réactionnaires portent à la civilisation, la liberté d'esprit que donne l'ignorance la plus grossière de tout ce qui dépasse l'étroitesse de son horizon. En outre, considérés comme exploiteurs, les petits-bourgeois ne prolongent plus leur existence qu'en abusant des forces de travail les plus faibles, les moins susceptibles de défense, les femmes et les enfants. Ils se heurtent naturellement alors à l'opposition de la démocratie socialiste, qui s'efforce par l'organisation et par la législation à entraver cette destruction sauvage de vies humaines.

Ainsi, et dans la mesure où elle ne se rallie pas à la démocratie socialiste, la petite-bourgeoisie, d'alliée, d'élément de conciliation entre la classe ouvrière et les classes supérieures, devient un ennemi exaspéré du prolétariat. Loin de s'atténuer, les antagonismes s'enveniment autant qu'on peut l'imaginer ; et ce phénomène suit une progression rapide : il n'y a que quelques années en effet qu'il s'est suffisamment manifesté pour devenir l'objet d'observations nettes. (*Ib.*).

IV. — Le gros et le petit paysan.

Avec l'industrialisation de l'agriculture, les divisions de classe dans les campagnes s'accentuent, ainsi que l'a démontré Compère-Morel à l'aide de faits innombrables. La paysannerie se divise de plus en plus en deux camps, l'un comprenant les éléments prolétariens, l'autre les gros propriétaires. Il est de notre devoir de favoriser ce procès de scission en éclairant les premiers de ces éléments sur leurs intérêts qui s'accordent avec ceux du prolétariat, et en les amenant ainsi à la démocratie socialiste. Mais nous entravons cette évolution en l'ignorant, et en nous adressant à toute la population paysanne sans distinction de classe. Par essence, la démocratie réactionnaire nous est aussi hostile à la campagne qu'à la ville, bien qu elle n'ait pas si nettement conscience de cet antagonisme. La ligue agraire ne constitue pas un stade de transition, ne forme pas, pour les paysans, un passage des anciens partis, du parti du centre en particulier à la démocratie socialiste. Les camarades qui le croiraient s'illusionneraient autant que ceux qui, dans les villes, attendaient le même effet de l'antisémitisme. Le gros paysan, le paysan moyen, haïssent déjà notre parti parce qu'il lutte pour que le travailleur voie diminuer son temps de travail et augmenter son salaire. C'est engager puissamment l'ouvrier agricole à émigrer dans les villes et à laisser là le paysan.

Anniversaire de la Commune (1911)

A la campagne également, les antagonismes sociaux s'accusent entre les possesseurs et les prolétaires.

Notre remarque s'applique plus encore au conflit qui oppose le grand propriétaire foncier au salarié agricole qu'à l'antagonisme qui met ce dernier aux prises avec le paysan.

Dans la grande exploitation agricole le prolétaire joue un rôle beaucoup plus important que dans l'exploitation paysanne. Pour lui, l'élévation du prix des subsistances a une toute autre importance que pour le paysan qui consomme lui-même une partie de ses produits. L'antagonisme entre le producteur et le consommateur de moyens de subsistance n'est pas le même qu'entre l'ouvrier et l'exploiteur ; il se ramène à l'antagonisme entre la ville et la campagne. Mais, à la ville, les prolétaires forment aujourd'hui la classe la plus nombreuse, la plus propre à la lutte, la plus combative ; et le vendeur de denrées se heurte ici encore au plus énergique de ses ennemis, au prolétaire.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, aujourd'hui, le grand propriétaire foncier ait changé de sentiment sur l'ouvrier industriel. Autrefois les luttes entre les capitalistes industriels et leurs ouvriers le laissaient indifférent. S'il les suivait, les insuccès des patrons lui procuraient une joie maligne et il témoignait aux prolétaires une certaine sympathie. L'obstacle pour lui n'était pas le travailleur, mais le capitaliste qui demandait des droits protecteurs là où il lui fallait le libre-échange, et qui, par contre, voyait dans la rente foncière un préjudice porté au profit, et cherchait à lui arracher le monopole des hauts emplois dans l'armée et dans la bureaucratie.

Il en est autrement aujourd'hui ; ils sont passés les temps où tories et hobereaux, Disraeli, Rodbertus, Vogelsang étaient sympathiques aux ouvriers. De même que la petite-bourgeoisie, de même que la classe paysanne des grands et des moyens propriétaires, la grande propriété foncière devient de plus en plus hostile aux travailleurs.

V. — Le capitalisme financier.

Dans son *Capital*, Marx eut en vue le capitalisme industriel. Depuis la mort de l'auteur, le capitalisme financier, ou comme on dit, la Finance, a fait des progrès considérables. Karl Kautsky, et tout dernièremeent Hilferding, ont étudié les conséquences de cette évolution. Elles sont très importantes. Sur ce domaine, comme sur les autres, la lutte des classes gagne en intensité.

L'opposition entre la finance et l'industrie s'atténue chaque jour davantage : grâce aux progrès de la concentration des capitaux, la première se rend de plus en plus maîtresse de la seconde. Ce qui y contribue beaucoup, c'est le remplacement progressif des entrepreneurs privés par les Sociétés montées par actions. Des optimistes bien pensants y voient un moyen de démocratiser le capital et de le changer ainsi, pacifiquement, insensiblement en propriété nationale. En fait, c'est le moyen de transformer en capital-argent tout l'argent que les classes moyennes et inférieures ne dépensent pas immédiatement dans la consommation ; c'est le moyen de les mettre à la disposition des grands financiers et de leur permettre de restreindre le nombre des capitalistes industriels ; c'est le moyen d'augmenter pour la finance la faculté de concentrer l'industrie entre les mains de quelques hommes d'argent. Sans le régime des Sociétés montées par actions, les grands financiers n'auraient pu gouverner que les exploitations qu'ils auraient achetées de leurs propres deniers. Grâce à ce système, ils arrivent à placer sous leur dépendance de nombreuses entreprises qu'ils ne peuvent acheter faute de fonds et à hâter ainsi leur acquisition. Toute la puissance fabuleuse d'un Pierpont-Morgan et Cie qui, aux Etats-Unis, dans l'espace de quelques années, a réuni en une seule main de nombreuses lignes de chemin de fer, des mines, presque toutes les usines

sidérurgiques, et monopolise les plus importantes lignes de transports transatlantiques, — toute cette conquête soudaine de l'industrie et du commerce des pays civilisés les plus importants, — serait impossible sans les Sociétés par actions.

D'après l'*Economist* de Londres, cinq hommes, J. D. Rockefeller, E. H. Harriman, J. Pierpont Morgan, W. K. Vanderbilt et G. D. Gould, possèdent ensemble plus de 3.000 millions de marks. Mais ils gouvernent, à eux cinq, un capital de plus de 30.000 millions de marks, alors que le capital total engagé dans les banques, chemins de fer, Sociétés industrielles des États-Unis s'élève à 70.000 millions. Ainsi, grâce au système des Sociétés par actions, ils gouvernent presque la moitié de ce capital dont dépend à son tour toute la vie économique de l'Union.

Et comme toujours, la crise, qui ne laissera pas d'éclater en Amérique, expropriera les petits actionnaires et étendra et assurera la propriété des grands.

Mais plus le capital financier s'empare de l'industrie, plus aussi le capital industriel adopte les méthodes du premier. Pour le patron qui vit à côté de ses ouvriers, ceux-ci sont encore des hommes. Leur prospérité, leur misère ne peuvent le laisser complètement indifférent s'il n'est pas absolument endurci. Pour l'actionnaire, seul le dividende existe, les ouvriers ne sont que les chiffres d'un problème d'arithmétique, mais d'un problème au résultat duquel il est puissamment intéressé, qui peut lui apporter plus de bien-être, plus de puissance ou le forcer à se réduire et le frapper même de dégradation sociale. Ainsi s'évanouit le reste d'égard que le simple capitaliste pouvait encore avoir pour l'ouvrier.

Le capital financier est celui qui incline le plus à la violence. C'est lui qui se joint le plus facilement aux monopoles et obtient ainsi un pouvoir illimité sur la classe ouvrière; c'est lui qui connaît le moins l'ouvrier, c'est lui qui élimine enfin le capital des capitalistes particuliers et commande de plus en plus à toute la production capitaliste. (*Ib.*)

VI. — La décadence de la démocratie provoque celle du parlementarisme bourgeois.

Ceux qui croient sincèrement que l'action parlementaire suffit seule à amener la révolution sociale ne tiennent pas compte de *la nouvelle phase* du parlementarisme bourgeois, qu'il ne faut pas confondre avec le parlementarisme tout court, garantie nécessaire des libertés publiques.

Le nombre des députés socialistes, observe K. Kautsky, s'accroît dans les corps représentatifs. L'explication est simple : il suffit de ne pas se borner à ce phénomène et de considérer aussi le revers de la médaille. Le nombre des députés socialistes grandit, il est vrai, mais en même temps la démocratie bourgeoise déchoit. Cette décadence se manifeste souvent publiquement : le nombre de voix obtenues par elle dans les élections diminue ; la démoralisation éclate par contre à chaque instant. Chaque jour elle montre moins de caractère, chaque jour elle devient plus lâche ; elle ne sait plus se défendre que d'une façon du reproche d'être réactionnaire : elle se déclare prête à pratiquer elle-même une politique de réaction ; et elle le fait réellement quand elle arrive au pouvoir. Telle est aujourd'hui la méthode qu'il plairait aux libéraux d'employer pour conquérir le pouvoir politique.

Quand Bismarck vit son régime chanceler, il demanda que l'on portât la législature du Reichstag de 3 à 5 ans. C'était une mesure désespérée, réactionnaire, qui déchaîna une tempête d'indignation. Mais en France le dernier ministère radical, le ministère de défense républicaine, qui comprenait un ministre socialiste, proposa de porter la législature de 4 à 6 ans ; et la majorité républicaine lui accorda la prolongation. Sans le Sénat, cette mesure, réactionnaire si jamais il en fût, passait au rang de loi.

Mais non seulement le libéralisme bourgeois tend à disparaître à mesure que la démocratie socialiste se développe; l'influence du Parlement décroît encore à mesure que notre parti voit son crédit grandir. Ces deux phénomènes sont simultanés, mais il n'y a entre eux aucune connexité immédiate. Au contraire, les Parlements où nous ne comptons pas de représentants, la Chambre prussienne ou saxonne, perdent plus rapidement que les autres leur influence, leur puissance de travail.

La décadence des Parlements a les causes les plus diverses. Les plus essentielles ne sont pas du ressort de la technique parlementaire; ne croyons pas qu'on puisse s'y soustraire en modifiant l'ordre du jour ou la compétence parlementaire. Les plus essentielles ont leur origine dans le caractère des classes qui, par le parlementarisme, exercent une action déterminante sur le Gouvernement.

Pour prospérer, ce régime a besoin de deux conditions préliminaires. Il lui faut d'abord une majorité forte, unie, puis un grand but social, qu'elle poursuive énergiquement et qu'elle impose au Gouvernement. A l'époque où le parlementarisme était dans sa fleur, ces deux conditions se trouvaienet remplies. Tant que le capitalisme représenta l'avenir de la nation, toutes les classes du peuple, importantes au point de vue parlementaire, et, entre toutes, la masse des intellectuels s'employèrent à sa libération; la majorité des petits bourgeois, l'ouvrier lui-même se mirent sous la conduite de la bourgeoisie.

Ainsi naquit le libéralisme; parti fermé, il se proposait des buts élevés. Ses efforts pour conquérir le Parlement, ses luttes dans le Parlement donnaient à ce dernier son importance.

Mais depuis s'est produite l'évolution que j'ai décrite plus haut: le prolétariat qui possède une conscience de classe spéciale, puis une fraction des intellectuels, de la petite-bourgeoisie et des paysans petits propriétaires sont entraînés dans

le camp socialiste ; le reste des petits bourgeois et des petits agriculteurs deviennent complètement réactionnaires, tandis que les éléments les plus puissants du capitalisme industriel s'unissent à la haute finance qui n'a jamais fait grand fond sur le parlementarisme, bien qu'elle sache en avoir raison — voir Panama.

Le parti libéral se résout ainsi en ses éléments sans que les classes dirigeantes puissent constituer pour le remplacer un autre grand parti parlementaire ayant un caractère suffisant d'unité. Plus les classes possédantes deviennent réactionnaires, moins elles forment une masse unique. Elles se divisent de plus en plus en petites fractions. Il devient de plus en plus difficile de réunir une majorité parlementaire homogène. A mesure que nous avançons, une majorité n'est plus possible que parce que les tendances les plus diverses se réunissent en coalitions passagères. Leur base est des moins sûres, aucun lien intime n'en guide le jeu, seules des considérations d'opportunité les provoquent. De prime abord, elles sont frappées de stérilité : leurs éléments sont si divers qu'ils ne peuvent demeurer unis qu'à une condition : chacun d'eux doit renoncer à agir délibérement dans le sens qui lui est propre. Ces combinaisons ont leur origine dans la décadence du parlementarisme ; elles dénotent son impuissance politique et sociale. C'est méconnaître étrangement leur nature que de s'imaginer qu'en y participant on permettra au prolétariat de s'emparer lentement, graduellement du pouvoir politique.

VII. — Le réformisme.

Bernstein conseillait au Parti socialiste allemand de se déclarer parti réformiste. Le groupe « socialiste » indépendant en France s'intitule *réformiste*. Son *credo* est exposé dans le *Socialisme réformiste français*, de M. Millerand (Paris, 1903). Les « socialistes » italiens, sous la direction

de M. Bissaloti, qui viennent d'être exclus du Parti socialiste italien, à Reggio (1912) s'intitulent, eux aussi, *Parti socialiste réformiste*. Quelle est la valeur et la portée des réformes dans la société bourgeoise ?

Les réformistes nous répètent tous les jours, avec une monotonie désespérante, qu'ils vont doter la classe ouvrière d'innombrables réformes, mais que les révolutionnaires les empêchent d'aboutir par leur attitude intransigeante.

Rien n'est plus contraire à la vérité.

Les socialistes révolutionnaires ont toujours formulé, à côté de leur haut idéal communiste ou collectiviste, une série de revendications dites « immédiates », à côté d'un programme *maximum*, un programme *minimum*. Il faut être aveuglé par une haine implacable de la révolution pour le nier.

Le *Manifeste des communistes*, de Karl Marx et de Frédéric Engels, préconisait la révolution violente comme une nécessité historique, inévitable et fatale. Or, le même *Manifeste* contient tout un programme de réformes dont l'accomplissement, pour la plupart, est possible déjà dans la société actuelle.

L'Internationale est restée fidèle à cet esprit du *Manifeste*. Nous relevons dans l'ordre du jour de sa première conférence, à Londres, en 1865, les articles suivants : impôts directs et indirects ; réduction des heures de travail ; le travail des femmes et des enfants, etc., etc.

Tous les Congrès, de 1889 à 1900, qui sont bien les successeurs de ceux de la première Internationale, ont formulé, au nom des partis socialistes de tous les pays, des revendications *minima*, en exigeant de la société capitaliste qu'elle améliore, dans la mesure du possible, la situation de la classe ouvrière.

Le *Parti Ouvrier Français*, plus particulièrement pris à partie par les ministérialistes pour son manque de respect envers les réformes bourgeoises, consacre la plus grande partie de son programme et des considérants de celui-ci (70

pages sur 98, édition de Lille) au commentaire des revendications politiques et économiques immédiates. Lisez les discours prononcés par Jules Guesde à la Chambre, de 1897 à 1898 (1), et vous y trouverez la même préoccupation. On n'a qu'à se rappeler les principaux sujets de ces mémorables discours. Les voici : la journée de huit heures, le Conseil supérieur du travail, la question des sucres, l'inspection du travail, les économats, les lois scélérates, la liberté communale, les retraites ouvrières, le suffrage universel, le travail à l'Exposition, etc.

Je détache d'un de ses discours (séance du 15 juin 1896) la déclaration suivante, où se résume la conception qui les domine tous :

« Elles (les masses) exigent que l'on fasse pour elles quelque chose, mais quelque chose qui ne soit pas un simple trompe-l'œil. *Elles ne demandent pas qu'à l'aide d'une baguette magique* (c'est pour M. le ministre !) *que vous n'avez pas et que nous ne possédons pas plus que vous,* vous transformiez la société d'aujourd'hui, société d'iniquités et de violences, en une société de justice, de bien-être et de liberté pour tous... Ce sera l'œuvre et ce ne peut être que l'œuvre du peuple ouvrier et paysan s'accomplissant en dehors de vous... car les assemblées ne sont que des chambres d'enregistrement ; ce n'est que quand une révolution est faite, qu'elles arrivent et la consacrent par des lois. C'est notre tâche, c'est notre mission historique ; *ce pourra être demain notre péril.* Mais ce que nous avons le droit d'exiger, c'est que vous soyez fidèles à vos propres engagements, c'est que, quand vous avez promis d'intervenir dans l'usine pour la protection, le salut de la femme et de l'enfant, vous ne jouiez pas un double jeu, en reprenant d'une main ce que vous accordez de l'autre. »

---

(1) Voir *Quatre ans de lutte de classe*, Jules Guesde, édition de la Librairie Jacques, 1, rue Casimir-Delavigne.

J'ai tenu à citer ce beau passage presque en entier, comme un exemple topique d'une affirmation nette et précise, qui est révolutionnaire et réformiste à la fois.

Au Palais-Bourbon, Jules Guesde ne renonce pas aux réformes au nom de la révolution et ne trompe pas le peuple, en lui donnant de vagues réformes pour la révolution.

Voici aussi comment Edouard Vaillant, du Parti Socialiste Révolutionnaire, se prononce au sujet des réformes partielles :

« Si insuffisantes que soient les lois actuelles de protection ouvrière, et si peu coordonnées, *leur effet est cependant très sensible pour les catégories de travailleurs protégés*, et montre tout ce que l'on peut attendre de leur développement mieux ordonné.

« *Elles permettent déjà aux énergies supérieures, à l'élite du prolétariat, d'y trouver un abri, un recours contre la misère, et de se mieux organiser pour se mieux défendre.* Abri bien incertain, il est vrai, car la maladie, l'accident, le désordre et les crises économiques en arrachent des multitudes de travailleurs pour les rejeter dans la foule misérable des indigents, des faibles et des sans-travail. (La *Législation ouvrière et l'hygiène*, publié par la Bibliothèque ouvrière socialiste, p. 48). »

Dans ces paroles décisives, nous avons toute la conception révolutionnaire de la réforme partielle, exposée d'une manière sobre et vraiment scientifique.

En 1891, le Congrès d'Erfurt vote la résolution que voici :

« Le Congrès déclare :

« Considérant que la conquête du pouvoir politique est le premier et principal but vers lequel doit aspirer tout mouvement prolétaire conscient ; que cependant la conquête du pouvoir politique ne peut être l'œuvre d'un moment, d'une surprise donnant immédiatement la victoire, mais doit être obtenue par un travail assidu et persistant, par le juste emploi

de tous les moyens qui s'offrent pour la propagation de nos idées et par l'effort de toute la classe ouvrière;

. . . . . .

« Le Congrès demande à ses représentants qu'ils travaillent énergiquement et sérieusement dans le sens du programme du parti, et qu'ils ne perdent jamais de vue le but intégral et final, *sans pour cela négliger d'obtenir des concessions des classes dirigeantes.* »

Sans vouloir insister outre mesure, voici encore la résolution adoptée par le Congrès de Vienne (1901) et où on lit:

« Le Parti démocrate socialiste autrichien poursuit la protection légale du Standard of life (Lebenshallung) des classes travailleuses et lutte pour assurer au prolétariat l'influence qui lui est due dans tous les domaines de la vie politique. »

Et plus loin:

« La social-démocratie autrichienne représentera en tout temps, dans toutes les questions politiques et économiques, l'intérêt de classe du prolétariat et s'opposera énergiquement à tout *ce qui peut obscurcir et dissimuler les oppositions de classe aussi bien qu'à ce qui amènerait les ouvriers à servir les intérêts des partis bourgeois.* »

Enfin, dans un livre récent, *A new catechism of socialism*, qui est un exposé remarquable des principes socialistes, nos amis E. Belfory, Bax et H. Quelch, porte-paroles autorisés du Parti social démocrate anglais, s'expriment ainsi:

« Le socialisme est essentiellement révolutionnaire au point de vue politique ainsi qu'au point de vue économique.... Mais en même temps les socialistes reconnaissent comme leur devoir d'adoucir, dans la mesure du possible, les effets désastreux des conditions existantes. »

Toute l'action parlementaire du prolétariat international qui, dans son immense majorité, n'a pas renié la Révolution, est là pour témoigner que ces affirmations théoriques se traduisent journellement en action vivante et continue.

VIII. — Réforme contre-révolutionnaire.

Dans les grands mouvements politiques et sociaux, on peut observer le phénomène invariable que voici : Lorsqu'un régime est à la veille de s'effondrer sous la poussée grandissante des nouvelles forces révolutionnaires, les partisans les plus éclairés et les plus prudents du régime mourant proposent une série de remèdes — en langage politique on les appelle des réformes — pour sauver leur client de la mort inévitable.

Pour conserver l'ancien régime avec son cortège de misères ses défenseurs se montrent généreux et prêts aux sacrifices. Le navire en détresse se propose de se débarrasser d'une partie de son chargement — pour sauver le reste. Nous pouvons observer ce phénomène, on peut même dire cette loi sociale, à tous les tournants de l'histoire humaine, au début de toute ère nouvelle.

En voici quelques exemples :

Aux XVe et XVIe siècles — pour ne pas remonter plus loin — les gens de l'Église cherchent en combattant ce qu'ils appellent les « abus », à prévenir la *Réforme*, pour *conserver* intégralement la suprématie du pouvoir papal sur le monde laïque. Plus tard, ce sont les hommes d'État de la monarchie héréditaire, les ministres de Louis XVI qui élaborent des réformes, pour *conserver* l'Ancien Régime, la tyrannie féodale et royale, et pour étouffer la Révolution dans l'œuf. Plus tard encore, c'est l'Empereur, le César qui joue au socialisme, et commande les *Blouses blanches* — les *Jaunes* de l'Empire — dirigées contre la Révolution sociale menaçante.

Tous ces sauveurs contre-révolutionnaires, partisans de la « conservation sociale » ont heureusement échoué. Ils n'ont arrêté ni la *Réforme* religieuse, ni la Révolution politique, ni le développement du socialisme.

Cependant, tenaces et ambitieux, hypnotisés par le désir du pouvoir et les avantages nombreux que les classes privilégiées sont en état d'offrir à leurs défenseurs et amis, ils ne cessent de renouveler leurs tentatives de « conservation sociale ».

C'est ainsi que le prince de Bismarck développa et accomplit tout un programme de réformes sociales dépassant de beaucoup l' « Œuvre » réformiste de M. le Ministre du Commerce chantée par M. Lavy. Il essaya de mettre dans son jeu Ferdinand Lassalle.

Après lui, c'est Guillaume II lui-même qui rêve l'établissement d'un Empire social. Il convoqua la fameuse Conférence pour la protection légale de la classe ouvrière. A vrai dire, la tentative échoua piteusement et il ne resta que M. Jules Simon pour chanter la gloire de l'*Empereur social*.

Lujo Brentano, le célèbre professeur de Munich, le chef le plus autorisé de la réforme sociale contre-révolutionnaire et du *socialisme de la chaire* (*Kathedersocialismus*), a clairement formulé la tendance et le but de cette sorte de *réformes*.

Parlant des réformes arrachées à la bourgeoisie anglaise par le prolétariat anglais, après une lutte acharnée de *trente* ans pour « la loi de dix heures » et par l'admirable mouvement *chartiste*, il se résume comme suit : « *Le principal* (*Die Hauptsache*), *et ce qui importe le plus*, est que (grâce à ces réformes) les revendications actuelles de la classe ouvrière anglaise *se trouvent en accord avec les conditions politiques et sociales du Régime existant, qu'il n'y a plus de parti dont le but serait la conquête du pouvoir par la classe ouvrière pour réorganiser la société dans son intérêt.* » — (Lujo Brentano. *Das Arbeiteverhaeltniss*, p. 167, 1877.)

On ne peut plus cyniquement avouer que les réformes venant d'en haut ont pour but direct, pour but « principal », non l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, non le soulagement de sa misère, mais la « conservation sociale », c'est-à-dire le maintien éternel de l'*état de dépendance* de

l'ouvrier, du « régime d'iniquité et de violence », en un mot, de l'esclavage à perpétuité. Décourager ou détruire chez le peuple tout noble effort indépendant, toute lutte révolutionnaire pour sa propre émancipation, tel est, tel fut et tel sera le but et le sens des réformes contre-révolutionnaires venant du Pouvoir établi, des classes dominantes. Ce sont, je le répète, des *réformes jaunes*. La haine ou la peur de la Révolution est leur raison d'être, leur justification sociale et politique.

Les ministres ex-socialistes sont obligés par leur situation d'adopter la conception de la réforme contre-révolutionnaire. Voici un exemple :

M. Millerand a lui-même expliqué le sens et le but de ses réformes dans un discours prononcé le 23 juin 1900, au banquet du *Comité républicain du Commerce*. « C'est surtout ici, dit-il, *dans ce milieu de commerçants et d'industriels*, que je suis heureux de constater à quel point l'union du parti républicain s'est faite dans le pays. *On n'évoquera plus le spectre de la défiance sociale pour apeurer la bourgeoisie* (« Ayons peur de faire peur », n'est-ce pas, M. le Ministre ?), lui faire croire que le péril vient du peuple. Non ! Non ! ON N'ARMERA PLUS L'UN CONTRE L'AUTRE LE PEUPLE ET LA BOURGEOISIE, OUVRIERS ET PATRONS, RÉPUBLICAINS QUI ONT LA MÊME ORIGINE ». (Reproduit par le *Temps* du 24 juin 1900, p. 2-3.)

L'organe le plus intelligent de la haute bourgeoisie avait donc pleinement raison de faire l'éloge de M. le ministre du Commerce dans les termes que voici :

« M. Millerand a pris, depuis un an, une forte leçon de *politique expérimentale*. Il sait maintenant qu'un gouvernement, quel qu'il soit, est avant tout obligé de *maintenir l'ordre* et, par conséquent, de faire marcher la police et la gendarmerie. Il sait même, depuis les événements de Chalon-sur-Saône (lisez : les massacres des ouvriers), dont *il a accepté la responsabilité comme ses collègues* (que cette obli-

gation *de maintenir l'ordre à tout prix* peut, quelquefois, occasionner des *accidents* (*sic!*) douloureux. » (Le *Temps*, 24 juin 1900, p. 1.)

Et, en parlant de son discours précité, il ajoutait :

« Il (M. Millerand) a donc *répudié avec éclat* la doctrine de la lutte des classes. Il a *proclamé avec insistance et solennité* l' « alliance de la bourgeoisie et des ouvriers ». Et, quant à l'avenir des ouvriers, *il s'est borné, sans plus parler des chimères collectivistes*, à leur promettre, *comme le plus prudent des philanthropes*, « plus de justice et de bien-être. » (Le *Temps*. *Ibid.*)

Dans la Préface de M. Lavy au livre *L'Œuvre de Millerand*, nous retrouvons, presque textuellement reproduit, le discours que je viens d'analyser.

IX. — Réforme et socialisme.

Il y a un abîme entre la réforme socialiste et la réforme bourgeoise et contre-révolutionnaire.

Il y a, tout d'abord, entre ces deux sortes de réformes, une *différence de principe*.

Les réformistes considèrent le socialisme comme une série de réformes légales. La révolution sociale n'est pas à faire. Elle se fait tous les jours. Toute réforme prépare la société nouvelle. Les réformistes considèrent la société capitaliste comme une femme légère qui, de concession en concession, en arrive à la capitulation suprême.

Telle est la thèse. Pour faire accepter cette thèse, — quelque peu légère, elle aussi, — les réformistes emploient un procédé simple et commode. Ils appellent de noms pompeux les choses les plus plus prosaïques du monde. La plus petite

concession du ministère en mal de popularité devient « une étape ». La loi ouvrière la plus discutable devient un « nouveau droit » prolétarien, un précurseur d'une « ère nouvelle », la gloire d'un siècle. Pour embellir les plus pauvres réformes, les réformistes vont jusqu'à plagier la métaphysique. Les faits ne sont plus des faits. Ils deviennent des abris pour Idées Éternelles, des vases d'élection pour un contenu sublime. Et telle combinaison parlementaire ou gouvernementale s'élève, Hegel aidant, comme une expression de la Justice sociale, comme une des manifestations de l'Incarnation.

Malheureusement les choses peuvent s'appeler autrement. Le « nouveau droit » prolétarien se trouve être une simple loi d'*assistance* et de pitié bourgeoises, ou « le gâteau jeté dans la gueule du Cerbère pour l'empêcher d'aboyer et de mordre ». (Jules GUESDE.)

En effet, de deux choses l'une : ou les réformes ne touchent pas aux bases du système capitaliste ; dans ce cas les réformes, même celles qui sont utiles au socialisme, ne sont pas encore le socialisme. Ou elles menacent d'ébranler le système de la propriété privée : alors, la classe capitaliste s'en apercevra bien vite. Elle leur opposera une résistance acharnée. La réforme devient révolution. Tout le reste, c'est « de la littérature » et de la métaphysiques hégéliennes.

Les règles de la rethorique ne s'opposent guère à ce que nous appelions l'impôt « un commencement d'expropriation », mais, d'autre part, la réalité nous enseigne que ce mode d' « expropriation », s'appliquant surtout à la classe ouvrière, n'est pas évidemment celui que nous désirons. Les socialistes ne veulent pas se contenter d'une « expropriation » allégorique, faite de métaphores. Autrement dit, une « expropriation » purement littéraire, verbale ou même juridique ne leur suffit pas. Ils réclament une expropriation réelle et directe. Ils laissent les mots aux [illegible] amateurs. Ils demandent la chose.

Si le prolétariat a quelque chose à craindre, c'est que l'on ne substitue à l'éloquence des faits celle des mots, dont on a tant bercé le prolétariat — surtout le prolétariat français. — Le mérite éternel du socialisme scientifique consiste précisément dans ce fait qu'il a mis fin au règne de la phrase vide et grandiloquente. « Dans la Révolution bourgeoise, a écrit Marx, la phrase dépassait la réalité ; dans la Révolution prolétarienne, la phrase cède la place à la réalité ». En un mot, tant que la classe ouvrière n'aura pas mis la main sur tous les moyens de production, elle ne se croira pas — même avec plusieurs ministres socialistes — dans la société vraiment socialiste. Le reste, c'est de la littérature ou de la métaphysique.

Il y a une autre différence entre la réforme socialiste et la réforme contre-révolutionnaire. C'est la *différence de l'attitude*. Le bourgeois considère toute réforme comme une *concession*. Comme toute concession, il la fait à contre-cœur et lorsqu'il y est contraint. Il propose donc le moins possible, le *minimum*. Le prolétaire, par contre, revendique son dû. Il réclame toujours le plus possible, *le maximum*. La différence est capitale. Elle a pour résultat nécessaire deux points de vues différents. Le point de vue du prolétariat, vis-à-vis des réformes, est un point de vue *critique*. Il cherche toujours à démontrer leur insuffisance. Il marque d'abord la distance entre le maximum demandé et le minimum proposé. Ensuite, il démontre que les réformes, une fois accomplies, laissent toujours le prolétariat à l'état de classe exploitée et dépendante.

On peut dire que le socialisme est né, politiquement et logiquement, de la critique des réformes partielles, proposées comme panacée, de leur insuffisance démontrée. Tous les partis réclament des réformes. Le Parti socialiste seul les déclare insuffisantes pour nous délivrer des misères sans nombre du régime actuel.

Le point de vue de la bourgeoisie gouvernante, qui est

Anniversaire de la Commune (1911).

celui des réformistes, est nécessairement celui de l'apologie. Pour faire accepter les réformes proposées, ils sont condamnés à en exagérer l'importance. Plus grande en apparaîtra la valeur, plus sera grande l'importance des hommes politiques qui les ont accomplies. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à parcourir les journaux ministériels de ces dernières années.

L'opposition d'intérêts des classes en lutte se retrouve dans l'appréciation de l'œuvre réformiste s'accomplissant dans la société actuelle.

Enfin, entre la réforme bourgeoise et la réforme socialiste, il y a une *différence de but*. Pour le bourgeois, la réforme est un moyen de domestication du prolétariat. Les gouvernants se posent en bienfaiteurs de la classe ouvrière, animés des sentiments généreux « de bonté et d'équité ». Pour le socialiste révolutionnaire, la réforme est un moyen de lutte, une arme de plus dans la grande bataille pour l'émancipation intégrale de la classe ouvrière et, avec elle, de toute l'humanité. La réforme contre-révolutionnaire amoindrit le prolétariat. La réforme populaire le grandit et le fortifie.

En résumé, les socialistes n'oublient jamais que les réformes ne font reculer que trop peu la misère envahissante, que, de plus, elles n'atteignent qu'une minime partie des victimes du régime capitaliste.

De là, souvent, des paroles de découragement et de désespoir chez des socialistes sincères en face des abîmes de misère que la réforme est impuissante à combler. Les bourgeois, satisfaits et heureux, ne comprenant pas cette exaspération légitime, en font grief aux révolutionnaires. Ils les accusent de négliger la réforme.

Le prolétariat se trouve dans le cas d'un individu condamné à rester sa vie durant dans une prison. Il lui arrive que l'on propose d'améliorer son *régime de prison*, de lui donner plus d'air, une meilleure nourriture. Dans la crainte

de mourir d'inanition, il n'ose pas refuser les améliorations proposées. Mais il serait criminel et stupide que l'on en profitât pour lui faire oublier sa captivité. Tant que le prolétariat restera dans la prison capitaliste, il ne cessera de réclamer l'amélioration de son régime provisoire. Mais il n'oubliera pas pourtant qu'il importe avant tout d'abattre la prison elle-même.

Les socialistes de tous les pays sont pour les réformes, pour toutes les réformes, mais ils se sont prononcés, à une immense majorité, contre le réformisme, comme conception socialiste. Ils n'opposent pas la propagande et l'organisation socialistes. Aussi le Congrès d'Amsterdam (1904) déclare-t-il, en condamnant le revisionnisme ? que notre but n'est pas de réformer ou d'améliorer la société actuelle, mais de la transformer en société communiste. (Voir vol. II de l'*Encyclopédie,* p. 67-68.)

X. — Le pays classique du capitalisme et de la « paix sociale ».

Marx étudia la genèse et l'évolution du capital en Angleterre. Les réformistes invoquent également ce pays pour justifier leurs théories de la paix sociale et de la collaboration systématique des classes. La politique libérale de ces dernières années, les grandes réformes sociales de M. Lloyd Georges, qui n'ont pas leur équivalent sur le continent, paraissent confirmer la thèse réformiste. D'autre part, si nous démontrons que la théorie de la lutte des classes et de la Révolution sociale, qui est la base de la tactique de l'Internationale ouvrière et socialiste depuis le Congrès d'Amsterdam (1904), se justifie aussi bien en Angleterre que dans les autres pays, la thèse de la Révolution est on ne peut plus

solidement établie. Voici ce que K. Kautsky écrivit avant l'ère de grandes réformes sociales de M. Lloyd Georges :

L'Angleterre était le terrain classique du capitalisme : c'est chez elle que pour la première fois, le capital industriel est arrivé à prévaloir.

Le capitalisme industriel triompha, l'emportant au point de vue économique non seulement sur les autres classes du pays, mais même sur l'étranger. Aussi put-il développer le plus librement du monde tous ces caractères qui lui sont particuliers et que j'ai déterminés précédemment. Il renonce à maintenir par la violence les classes laborieuses sous le joug ; il préfère suivre une voie pacifique, s'efforce de diviser le prolétariat en accordant des privilèges politiques à ses fractions les plus puissantes, les mieux organisées et en cherchant à gagner et à corrompre leurs chefs, ce qui ne lui réussit que trop souvent. Il renonce à toute violence à l'extérieur : paix et libre-échange, tel est son mot d'ordre. Il adopte une attitude pacifique vis-à-vis des Boërs, et feint même de vouloir enfin réparer le crime séculaire de l'Angleterre et accorder le home-rule à l'Irlande.

Mais entre temps la concurrence étrangère est devenue puissante, beaucoup trop puissante même. Elle oblige les capitalistes à supprimer à l'intérieur toutes les entraves apportées à l'exploitation de l'ouvrier, elle les force d'autre part à s'assurer des débouchés par la violence. En même temps, la haute finance exagère encore les pratiques usuraires qu'elle applique au procès de production. Depuis que se sont produits tous ces phénomènes l'Angleterre a bien changé. « L'esprit de l'époque, constataient B. et S. Webb dans la *Sozial Praxis* (20 mars 1902), s'est, dans ces dix dernières années dans les rapports entre employeurs et ouvriers, prononcé contre la pratique du « self-help » corporatif, qui caractérisait la génération antérieure. Dans les classes riches et chez les gens en place, l'opinion est réellement beaucoup plus hostile aux syndicats et aux grèves que ce n'était le cas il y a une génération ».

Par suite de ce revirement, les syndicats se voient très sensiblement entravés dans leur activité par les tribunaux. Le libre-échange perd du terrain et les tarifs douaniers provoquent l'enchérissement des moyens de subsistance. La politique coloniale de conquête reprend un nouvel essor, ainsi que la législation coercitive contre l'Irlande. Un seul trait dépare le tableau : l'armée anglaise n'est pas encore organisée à la prussienne. L'Angleterre est complètement entraînée dans l'orbite politique de l'Allemagne et la suit dans sa politique commerciale, dans sa politique sociale, dans sa politique extérieure, dans sa politique militaire.

Tous ces faits ne nous montrent-ils pas clairement que c'est en Allemagne (et en Amérique) qu'il faut aujourd'hui étudier la destinée de l'Angleterre, que l'état de ce dernier pays a cessé de nous représenter notre avenir ? Le stade de « l'atténuation des antagonismes sociaux », de la préparation à la « paix sociale » est resté limité à l'Angleterre, et, même chez elle, appartient déjà au passé. Gladstone fut le représentant le plus éminent de la politique des concessions faites pour émousser les antagonismes sociaux. Cette méthode répondait à la façon de penser des industriels anglais, tout puissants vis-à-vis des autres classes et des autres pays. Le représentant le plus remarquable de la nouvelle tactique est Chamberlain. Il est l'homme des capitalistes financiers qui luttent pour maintenir leur suprématie par la violence. Nous nous trouvons ici en présence d'une des plus étranges ironies de l'histoire : en Allemagne, on célèbre hautement l'époque de Gladstone, on y voit notre avenir, on la regarde comme une des conquêtes impérissables de l'Angleterre, juste au moment où l'héritage de cet homme d'Etat se dissipe à tous les vents et où Chamberlain devient un héros du peuple anglais.

Je l'avouerai ouvertement : j'ai, moi aussi, fondé de grandes espérances sur l'Angleterre. Je ne pensais pas que le stade représenté par Gladstone pût jamais se reproduire en Allemagne ; mais j'espérais cependant qu'en Angleterre, grâce aux conditions spéciales où se trouve placé ce pays, l'évolution du capitalisme au socialisme pourrait s'effectuer, non par une révolution sociale, mais, pacifiquement, par une série de concessions progressives, consenties au prolétariat par les classes dominantes. L'expérience de ces dernières années a ruiné également l'espoir que j'avais mis en ce pays. Sa politique intérieure commence à se modeler sur celle de sa rivale, l'Allemagne. Puisse l'analogie se poursuivre ! Puisse cette politique produire sur le prolétariat anglais les mêmes effets que sur le prolétariat allemand !

Nous voyons maintenant dans quelle mesure l'hypothèse est justifiée, jusqu'à quel point il faut admettre que les antagonismes de classe s'atténuent, que la bourgeoisie se rapproche du prolétariat. Elle n'est pas imaginée à plaisir, elle se fonde sur certains faits. L'erreur consiste à attribuer une valeur générale à des phénomènes propres à une sphère restreinte. On identifie à toute la bourgeoisie certaines classes d'intellectuels. Une tendance sociale particulière à l'Angleterre, appartenant déjà au passé, devient une tendance générale, sans cesse grandissante du mode de production capitaliste tout entier. — (K. Kautsky. *La Révolution Sociale.*)

De premier abord, les prévisions de Kautsky paraissent par trop pessimistes. L'ère de Chamberlain ne dura pas. Un nouveau Gladstone — et un Gladstone social — surgit dans la personne de Lloyd Georges, réalisant un vaste programme de réformes sociales sans précédent. *L'home rule* est pris tout à fait au sérieux. La Chambre des Lords, cette citadelle du capitalisme agraire et industriel, est humiliée et soumise à la Chambre des Communes. Une grande réforme électorale est en voie de réalisation.

Mais il suffit de voir les choses de plus près pour se convaincre que Karl Kautsky avait encore plus raison qu'il ne le croyait. Jamais l'Angleterre ne fut aussi impérialiste que durant cette ère réformiste. Elle augmente sa flotte dans des proportions colossales. Elle s'allie avec l'État le plus despotique — avec le tsarisme couvert du sang, la honte de l'Humanité — pour étouffer l'Indépendance de la Perse. Elle laisse commettre tous les brigandages coloniaux en demandant sa commission.

Ce n'est pas Lloyd Georges qui est le véritable maître de l'Angleterre, mais la coterie impérialiste de MM. Gray, Lord Churchill et Asquith (1). Le programme de la réforme sociale n'est pour ces nouveaux Chamberlain que le paravent derrière lequel ils jouent leur jeu funeste et dangereux pour l'Humanité.

D'autre part, cette politique réformiste fut un moyen de combattre la nouvelle tactique de l'indépendance politique de la classe ouvrière qui, pour la première fois, est représentée, comme classe, au Parlement du Royaume-Uni. Or, ces tentatives de paix sociale ont totalement échoué. Jamais le monde capitaliste n'a vu d'aussi grandioses mouvements prolétariens que durant cette période réformiste. Tout le pays fut bouleversé par l'arrêt complet des chemins de fer. La grève du mil-

(1) (Voir les études remarquables de Bernstein dans la *Neue Zeit* et de Miss Pavlovitch publiées en France.)

lion des mineurs anglais fait époque dans l'histoire de la lutte des classes. La grève des transports maritimes paralysa partiellement l'activité économique de ce grand pays industriel. On a même vu surgir un mouvement syndicaliste « révolutionnaire » à la mode française. Et la libérale Angleterre s'est cru obligée d'abandonner sa tradition séculaire de liberté et de jeter des journalistes et des propagandistes à la prison, comme chez nous...

L'Angleterre confirme donc la thèse de la Révolution sociale au lieu de l'infirmer, et d'une façon éclatante, irréfutable.

Il doit donc y avoir des raisons dans la structure du régime capitaliste lui-même, pour réduire au néant les meilleurs et les plus sincères volontés réformatrices.

XI. — Les limites du réformisme bourgeois « Le chiffre hideux ».

Cette faillite réformiste, inévitable et fatale, provient du fait que le réformisme se heurte aux limites infranchissables qui sont dans la nature du régime. C'est d'abord les bases du régime : la propriété-monopole. On peut le réformer tant que l'on veut, mais il n'est pas permis de toucher aux fondements même du régime. Et comme, pour nous, socialistes, il est démontré que tant que la propriété-monopole durera, les misères et les antagonismes sociaux ne peuvent pas disparaître, le capital peut laisser ronger sa part de lion, mais il ne peut se laisser *suicider* par persuasion. Il sacrifie à la paix sociale, à sa tranquille digestion, une part de ses bénéfices que nous n'avons pas le droit de dédaigner, mais sans y être forcé par la Révolution sociale, il ne saurait renoncer à la raison même de son existence, au principe même du bénéfice, de la plus-value qui croît sans cesse, ainsi que nous l'avons démontré.

De plus, — et là réside *le vice fondamental et irrémédiable* du réformisme — le régime capitaliste ne dispose que de

moyens très limités pour réaliser les réformes sociales qui coûtent terriblement cher. La politique impérialiste et coloniale, la nécessité de se tenir sur le qui-vive en face de la classe ouvrière qui s'organise et prend conscience de son rôle historique grandissant, obligent tous les États sans exception à de folles dépenses militaires qui ruinent littéralement les nations, renchérissent la vie et la rendent pour les masses de plus en plus intolérable. Nous pourrions citer des monceaux de chiffres pour confirmer, mais le fait est trop connu, trop incontesté même par nos adversaires, même par le tsar sanguinaire, initiateur de la Conférence de la Haye et de la comédie du désarmement, pour que nous ayons besoin d'insister. En face de dix milliards annuels de dépenses militaires, de ce véritable budget de mort, de ruine et de décadence humaine, le chancelier de l'Angleterre, M. Lloyd Georges a pu *officiellement* parler, sans être contredit, du « chiffre hideux » du budget militaire qui est une véritable menace de retour à la barbarie primitive.

Pendant que l'on jette quelques pauvres millions dans la « gueule du Cerbère » populaire, on vote simultanément, dans tous les grands pays capitalistes, *des milliards* pour la flotte et pour l'armée. De nouveaux engins terribles s'apprêtent à semer la mort des hauteurs et des profondeurs inconnues et ces sous-marins et ces aéroplanes nécessitent de nouvelles dépenses. A l'armée de terre et de mer s'ajoutent les nouvelles armées de l'air et de l'océan. Où donc puiser des ressources pour de grandes réformes sociales ? A cet écueil se brise toute tentative réformatrice sérieuse. L'État capitaliste prend d'une main ce qu'il a l'air de donner de l'autre.

XII. — La guerre impossible par ses conséquences.

La guerre est tellement onéreuse — la paix armée ne l'est pas moins — et le développement inouï des forces capitalistes créeraient une telle situation pour l'ensemble des êtres

humains que bien des spécialistes basent sur ces faits leur hypothèse de la guerre impossible. Voici ce qu'écrit Michel Pavlovitch, dans sa brochure : *Le Conflit anglo-allemand :*

Si, pour des raisons d'ordre économique et social, une guerre entre la Triple-Alliance et la Triple-Entente apparaît aujourd'hui comme invraisemblable, une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne seules n'apparaît pas moins invraisemblable, pour des raisons d'ordre purement technique, qu'une lutte entre une baleine et un éléphant. L'Angleterre ne peut attaquer les côtes allemandes avec quelques chances de succès ; il n'est même pas sûr qu'elle affaiblisse ainsi la flotte allemande, car si celle-ci n'est point disposée à accepter le combat, elle peut s'abriter sous les batteries de Borkum, Wilhelmhaven, etc. D'autre part, peut-on envisager sérieusement une descente des troupes allemandes en Angleterre, descente qu'on semble redouter si fort à la Chambre des Lords, grâce au fameux vainqueur des Boers, Lord Roberts ? De nombreux spécialistes militaires allemands, tels que Gaedke (voir son article dans la *Berliner Tageblatt* du 25 nov. 1908) et français, comme Charles Malot (*Les Débats*, 15 déc. 1908), ont démontré toute la vanité de ce plan attribué à l'état-major allemand. Pour transporter une armée de 75 à 80,000 hommes, avec 30 batteries, 6,000 chevaux et les vivres de munitions nécessaires, il faudrait 328 vaisseaux, et dans ce nombre d'énormes paquebots dont quelques-uns jaugeant de 30 à 45,000 tonnes (*Nord-Deustcher Lloyd* et *Hamburg-Amerikanische Packetfahrt.*)

Pour se rendre compte de l'énorme quantité de matériel de guerre que l'armée allemande devrait traîner avec elle, il suffit de rappeler ce fait que, lors de la bataille de Liao-Yang (23 août-4 sept. 1904), *l'armée russe employa — en un seul jour — plus de cartouches et de projectiles que dans les sept mois que dura la campagne russo-turque de* 1876. Dans cette même bataille de Liao-Yang, un régiment japonais, commandé par le capitaine Igami, employa, en treize heures de combat, 241,711 cartouches. D'après l'*Invalide Russe*, organe du ministère de la Guerre, l'artillerie des 1er et 3e corps sibériens tira, les 30 et 31 août, à Liao-Yang, une moyenne de 420 coups par pièce et par jour. Les déclarations du généralissime de l'armée russe, général Kouropatkine (voir ses mémoires), nous apprennent qu'il y eut, dans cette dernière guerre des cas où un seul bataillon employa, en un seul jour, jusqu'à 400,000 cartouches et un canon de campagne à tir rapide, 522 projectiles. En général, la guerre russo-japonaise l'a démontré, pour la mobilisation et l'enlèvement d'un corps d'armée avec tous ses services, il faudrait compter plus de cent trains.

Voilà à quelles difficultés se heurte la guerre contemporaine, alors même qu'il ne s'agirait que d'une guerre sur la terre ferme. Et combien les choses ne se compliquent-elles pas, lorsqu'il s'agit de transporter une armée par mer ? Je n'en veux pour témoin que la guerre italo-turque. Il s'est déjà écoulé 50 *jours depuis* que le premier bataillon italien a débarqué à Tripoli, et les Italiens malgré leur « maîtrise de la mer », leur flotte marchande et militaire relativement considérable, n'ont pu encore concentrer à Tripoli une armée plus nombreuse, capable de prendre l'offensive contre quelques milliers d'Arabes et de Turcs. Qu'on se rappelle aussi le temps qu'il fallut aux Japonais pour se concentrer sur le Yalou, pour leur première rencontre avec les armées russes. Quel nombre fantastique de vaisseaux ne faudrait-il pas réunir pour, en une nuit, amener [illegible] hommes en Angleterre, plusieurs milliards de cartouches et des centaines de milliers de projectiles, des voitures, etc., en quantité suffisante pour soutenir la lutte pendant deux semaines.

Compère-Morel, se plaçant à un autre point de vue, au point de vue de l'alimentation en cas de conflagration internationale, montre toutes les conséquences d'une guerre.

Si la société capitaliste contient en ses flancs des germes de guerre et si la dualité des intérêts économiques des nations et des hommes fait de notre planète un vaste champ de bataille, où les peuples se défient et se mesurent, tantôt à coups de tarifs, tantôt à coups de fusils, le développement même des modes de production et des méthodes d'échange en arrive à rendre toute conflagration internationale impossible.

Impossible, parce que la première guerre éclatant entre deux puissances européennes provoquerait fatalement, mécaniquement, la plus violente et la plus sauvage des révolutions que l'histoire n'ait jamais enregistrée.

Et la raison en est bien simple.

De l'avis de tous les stratégistes, le plus grand problème à résoudre dans un conflit sera celui du ravitaillement.

C'est quand on aura dirigé sur la frontière, ou les frontières menacées, des centaines de milliers d'hommes qu'il sera nécessaire de prendre toutes les dispositions nécessaires pour ne point les laisser manquer de projectiles et d'aliments.

Et quand on songe aux monceaux de fer et de plomb que nos canons et nos lebels vomiront ; quand on pense aux millions de kilogrammes de denrées alimentaires que nos soldats absorberont, on

comprend facilement quelle responsabilité incombera au service de l'intendance.

Non seulement tous les moyens de transports les plus rudimentaires, les voitures et les chariots de nos agriculteurs, de nos commerçants et de nos industriels devront être mobilisés, mais tout le matériel de nos Compagnies de chemin de fer sera mis à la disposition de la Défense nationale.

Et en supposant que ce soit avec l'Allemagne qu'une rupture se produise, c'est donc sur la ligne de l'Est que les convois succèderont aux convois, sans arrêt et sans interruption, tandis que le silence, un silence sinistre de mort, s'étendra sur toutes les voies ferrées des autres réseaux, dépossédées forcément de la presque totalité de leur outillage.

Toute la vie de la nation se trouvera concentrée sur un point du territoire, et à côté et autour des masses imposantes d'hommes, des troupes compactes de fantassins et de cavaliers, échelonnés sur un front de bandière de plusieurs dizaines de kilomètres, ce sera un va et vient continuel, ininterrompu de voitures, d'automobiles, de locomotives, de wagons venus des quatre coins de la France.

Mais le reste de la nation, toute la population non incorporée sous les drapeaux : les vieillards, les femmes et les enfants !

Comment alimentera-t-on, comment entretiendra-t-on les millions et les millions d'êtres humains à qui on n'aura pu mettre un engin de destruction dans les mains, et qui seront restés dans leurs foyers ?

On pourra me répondre que si les guerres d'hier ont été possibles, il en sera de même de celles de demain, et qu'il n'y aura pas plus de difficulté dans l'avenir à subvenir aux besoins des membres de la nation non armée qu'il ne l'a été dans le passé.

C'est une erreur absolue.

Dans le passé, tous les éléments sains et vigoureux, jeunes et alertes n'étaient pas obligés et contraints de prendre les armes. Un grand nombre de citoyens, capables de fournir un effort physique quelconque, restaient au milieu des leurs et pouvaient parfaitement subvenir à leurs besoins. Et si la terre ne manquait pas trop de bras pour la mettre en œuvre et la faire produire, il en était de même pour l'alimentation, c'est-à-dire pour la préparation des denrées nécessaires à l'existence.

Mais demain ? Est-ce que la mobilisation ne râfle pas tous les hommes valides ? Est-ce qu'elle ne provoque pas le vide dans les fermes, dans les métairies, dans toutes les maisons de culture enfin ? Est-ce qu'elle n'enlève pas des milliers de bras au pétrin du boulanger, à l'étal du boucher, au cylindre du meunier, etc., etc... Est-ce

qu'elle ne rend pas impossible, non seulement tout apprêt et toute transformation des produits, mais la production elle-même ?

Et plus, comment transporter les choses nécessaires à l'alimentation et à l'entretien des habitants — s'il était encore possible d'en créer ?

Oui, jadis, chaque ville, chaque village, chaque hameau même possédait son ou ses moulins à vent ou à eau. Le blé récolté dans le pays, sur le territoire de la commune, passait immédiatement chez le meunier et, chaque maison étant pourvue d'un four, la farine se transformait aussitôt en pain. Quant au point de vue des autres produits agricoles, non seulement les paysans se suffisaient à eux-mêmes, mais ils approvisionnaient encore directement toutes les villes, toutes les agglomérations urbaines, y portant leurs œufs, leur beurre, leur bétail, leurs légumes, etc., etc...

Mais, aujourd'hui, la division du travail s'est introduite partout, dans l'agriculture comme dans l'industrie, et le développement des moyens de communication et de transport a bouleversé la culture française.

Nos trente-neuf millions d'hectares de terre forment un immense domaine divisé, suivant les régions, en terres à céréales, à betteraves, en vignobles, en prairies, en cultures maraichères, etc., etc. L'emploi centuplé et raisonné des engrais artificiels et naturels a complètement changé la façon de concevoir les assolements, et la monoculture s'est introduite un peu partout. Aussi n'a-t-on plus sous les yeux et sous la main une production variée : on se borne à un seul produit, que l'on vend par grande quantité, et l'on reçoit en échange d'autres produits expédiés d'autres provinces. Ici, on fait des céréales et c'est par milliers de tonnes que le blé est expédié. Là, c'est l'élevage, et le bétail est embarqué dans des centaines de wagons. Plus loin, ce sont des centaines de mille de quintaux de légumes que des trains rapides transportent à des centaines de kilomètres en l'espace d'une nuit. Plus loin encore, c'est de la volaille, du beurre, des œufs, du lait, etc., etc., écoulés à trois, quatre, cinq, six cents kilomètres du lieu même de leur production.

Et qu'adviendra-t-il, lorsque la pénurie de matériel ralentira ces expéditions ? Comment vivront ces masses d'êtres humains qu'on se trouvera dans l'impossibilité d'alimenter ? Où trouver les denrées de première nécessité qui leur feront défaut, du jour au lendemain, dès les premières hostilités ? Par quel miracle [illegible] pourra-t-on subvenir aux besoins des millions d'hommes [illegible] faim ?

Je ne le vois pas !

C'est alors que se déchaînera la plus terrible, la plus sauvage et la plus inconsciente des révolutions — celle que le socialisme doit

redouter le plus — celle des ventres affamés, n'ayant, en fait d'idéal, que celui de manger !

Ce sera la ruée des gens crevant de privations, pillant et massacrant ceux qui auront encore à leur disposition quelques moyens de consommation !

Sous l'aiguillon terrible de la faim, la barbarie ancestrale se réveillera chez l'homme, et nous assisterons aux pires des excès ! Ce sera la guerre à l'intérieur comme à l'extérieur ! Partout du sang, des larmes et de la boue !

Aussi, c'est ce qui me fait dire que la guerre devient impossible, car je ne crois pas qu'on puisse trouver un seul gouvernement assez léger pour risquer son existence dans une semblable aventure.

Et si les dirigeants, avides de gloire et de conquêtes, étaient susceptibles de se laisser aller à tenter le sort des armes, je suis persuadé que la classe capitaliste — dont les gouvernants ne sont que les représentants, les délégués au pouvoir politique — soucieuse de son existence, saurait mettre le hola, et arrêter le branlebas de combat. Elle courrait trop de risques !

Que la guerre soit possible ou impossible, une chose est par trop certaine : la croissance indéfinie des armements. Ce fait, à lui seul, rend le réformisme impuissant et, partant, la Révolution sociale inévitable.

XIII. — Conclusion : La Révolution est inévitable.

Notre exposé théorique du premier volume de l'*Encyclopédie* (1) et nos recherches tactiques concernant tous les moyens possibles du progrès social et l'évolution de nos sociétés modernes du quatrième, aboutissent à la même conclusion : la Révolution sociale, ou la transformation du système même de la propriété et de la production capitaliste, est inévitable et fatale. Nous n'avons qu'à récapituler et à résumer les résultats acquis.

---

(1) *Un peu d'Histoire.*

Cette inévitabilité de la Révolution sociale ressort des faits que voici :

1° Comme résultat d'une longue évolution, un nouveau mode de production s'établit révolutionnant tous les rapports sociaux politiques, intellectuels et moraux : le mode de la production capitaliste.

2° La production capitaliste a développé dans des proportions extraordinaires les forces productives en dotant l'Humanité d'un nombre colossal d' « esclaves de fer », de machines à tout faire, à tout produire.

3° Le capitalisme a développé de nouveaux centres de vie sociale et collective, des villes modernes, dont la population égale celle des petits et moyens États. La population urbaine dépasse, dans tous les grands pays capitalistes, celle des campagnes. La ville capitaliste et industrielle a soumis à son pouvoir et à son influence, les campagnes vivant de l'agriculture. Les villes sont devenues les foyers actifs de la propagande et de l'organisation socialistes. Presque toutes les grandes villes allemandes sont représentées au Reichstag par des socialistes.

4° Le capitalisme industriel, financier, commercial et agricole se concentre chaque jour davantage. Un petit nombre de capitalistes associés et trustés domine de plus en plus la production et l'échange nationaux et internationaux. La grande industrie, la grande Banque, le grand commerce, l'agriculture industrielle tendent à faire disparaître *ou* à subordonner la petite industrie, la petite banque, le petit commerce, la petite agriculture. Cette évolution prépare *les moyens techniques et sociaux* de la Révolution sociale. Elle organise d'ores et déjà la production sur une vaste échelle collectiviste. La collectivité n'aura qu'à faire sienne ce qui fonctionne, grâce aux efforts concentrés et collectifs, pour effectuer la Révolution sociale en ne faisant que supprimer la contradiction mortelle qui existe entre le *mode collectif* de production et le *mode individualiste* d'appropriation, entre *le travail par tous et le profit pour quelques-uns.*

5° La concentration capitaliste est suivie de près par la concentration ouvrière. L'ouvrier moderne n'est pas un isolé. Il appartient aux grands organismes sociaux (syndicats, coopératives, partis politiques, etc.), qui l'éduquent, le disciplinent, le protègent, et l'entraînent pour la lutte finale de son émancipation intégrale. La classe ouvrière vit déjà d'une vie collective qu'elle n'a qu'à élargir et à doter des forces productives créées par elle — qui doivent partout être à elle — pour passer du régime homicide au régime bienfaisant et fraternel.

6° Avec le développement économique, politique, social et intellectuel de la classe ouvrière, avec la croissance de son organisation nationale et internationale, une contradiction flagrante se fait jour entre l'état dépendant, soumis, humilié d'une classe exploitée, chair à profit et à massacre d'une part et son rôle grandissant dans la vie économique, sociale et politique de l'autre. Toutes les fois que la situation réelle d'une classe était *au-dessous* de son rôle dans la vie économique et sociale, une révolution intervint pour rétablir l'équilibre. Ce fut le cas du Tiers-Etat en 1789. Etant Tout, il signifiait rien, politiquement parlant. En conquérant révolutionnairement le pouvoir, il a mis fin à *cette contradiction sociale* qui ne *peut pas durer indéfiniment*. C'est maintenant le tour de la classe ouvrière. Ou la société moderne la plus puissante et la plus riche depuis que l'Humanité existe sera détruite par la contradiction entre *ce que doit être la classe ouvrière et ce qu'elle est*, ou, comme toujours, dans l'Histoire, la contradiction sera résolue par une forme sociale supérieure, c'est-à-dire par le triomphe du socialisme, de la Révolution sociale.

7° De toutes les contradictions du régime capitaliste, trois sont parmi les plus flagrantes :

a) L'accumulation inouïe des richesses sociales, la possibilité technique de les multiplier indéfiniment et la misère, l'ignorance, la dégradation, la honte où vivent des centaines de millions d'êtres humains (pour les détails et les chiffres, voir

Ch. Fourier, Hertzka, Atlanticus, K. Kautsky, Lucien Deslinières, Georges Renard, les frères Boneff, Compère-Morel, Booth, etc., etc.), le gaspillage du régime et la possibilité de diminuer considérablement les faux frais de la vie sociale.

b) La souveraineté politique de la classe ouvrière, qui est partout la majorité et, par le suffrage universel là où il existe, le véritable maître, *en théorie*, de l'Etat et sa situation d'esclave économique et social. Maître théorique de l'Etat et esclave pratique de l'Usine capitaliste ! Cette contradiction flagrante ne peut pas durer. La Révolution sociale doit fatalement y mettre fin, ou ce sera la dégénérescence des luttes sanglantes sans trève, sans issue.

c) Le caractère industriel et pacifique de la production capitaliste jouant un rôle bienfaisant en créant des richesses illimitées, en établissant des conditions matérielles d'un bonheur collectif et individuel infini et l'état de paix armée avec ses dépenses militaires. Cette contradiction entre le caractère profondément pacifique du travail industriel créateur de la vie la plus intense et son *armature militaire barbare*, source de mort et de ruine fut constatée par tous les grands sociologues depuis Saint-Simon, Auguste Comte jusqu'à Herbert Spencer et Novikow. C'est probablement cette dernière contradiction qui provoquera, dans un avenir rapproché, les crises les plus terribles dont sortira une nouvelle forme sociale, qui ne peut être que la société socialiste.

Anniversaire de la Commune (1911).

ONZIÈME PARTIE

L'AVENIR

CHAPITRE PREMIER

COMMENT FERONS-NOUS LA RÉVOLUTION SOCIALE

I. — Les moyens de la Révolution.

Après avoir examiné ce qu'est une révolution sociale, les tentatives historiques révolutionnaires, les conditions sociales et économiques de la Révolution, l'imminence fatale de la Révolution, il nous reste à analyser les moyens dont nous disposons pour la faire aboutir le plus rapidement possible.

Sous quelles formes, demande K. Kautsky, s'engageront les luttes décisives entre les classes dominantes et le prolétariat ? Nous pouvons sans doute découvrir d'avance jusqu'à un certain point la tendance de l'évolution, mais nous n'en pouvons prévoir ni les formes, ni le rythme. En recherchant la tendance de l'évolution, nous n'avons affaire qu'à des lois relativement simples, nous pouvons faire abstraction de la variété confuse des phénomènes auxquels nous ne pouvons reconnaître ni régularité ni nécessité — qui nous paraissent simplement fortuits. Mais ces phénomènes jouent un grand rôle dans la détermination des formes et de la rapidité du mouvement. *Ainsi chez tous les peuples civilisés modernes, la direction de l'évolution capitaliste a été la même au siècle dernier, mais chez chacun d'entre eux, elle a affecté une forme différente et une rapidité différente.* Celles-ci dépendaient de particularités géographiques, de qualités de race, de la faveur ou de la défaveur des voisins, de grandes personnalités qui les contrariaient ou les favorisaient et de beaucoup d'autres cho-

ses. Beaucoup de ces faits ne pouvaient être connus d'avance, mais beaucoup des facteurs qu'on pouvait connaître réagissaient tellement les uns sur les autres que le résultat était extrêmement compliqué, impossible à démêler dans l'état actuel de la science. Ainsi, il arriva que même des gens qui dépassaient de beaucoup leurs contemporains par la connaissance complète et approfondie de l'état social de nos peuples civilisés, et par la méthode féconde suivie dans leurs recherches, Marx et Engels, par exemple, ont bien pu déterminer d'avance la tendance du mouvement économique pour un laps de temps assez long et leurs prévisions ont été justifiées brillamment par la marche des événements, mais *ces mêmes penseurs ont pu se tromper parfois sur les formes et sur la rapidité du mouvement portant sur l'espace de quelques mois.*

Il n'y a qu'une chose qu'à mon avis on puisse dire avec certitude de la prochaine révolution. *Elle ne ressemblera en rien aux précédentes.* C'est une des plus grandes erreurs que commettent les révolutionnaires et leurs adversaires, ils se représentent la prochaine révolution d'après le modèle des révolutions passées, et comme rien n'est plus facile que de démontrer que des révolutions comme ces dernières ne sont plus possibles, on en conclut sans peine que la révolution sociale est en somme une idée surannée. C'est la première fois dans l'histoire du monde que nous marchons à des luttes révolutionnaires, engagées *sous des formes démocratiques par des organisations fondées sur des libertés démocratiques,* contre des forces telles qu'on n'en avait encore jamais vues, contre les ligues d'entrepreneurs devant lesquelles les monarques eux-mêmes s'inclinent et dont la force s'augmente de toutes les ressources développées par le despotisme des grandes puissances, je veux parler de la bureaucratie et de l'armée.

Une des particularités de la situation actuelle est, comme nous l'avons déjà dit, que *ce ne sont plus les gouvernements qui nous opposent les plus vives résistances. Sous le régime de l'absolutisme auquel s'étaient attaquées les révolutions*

antérieures, le gouvernement était tout puissant, et les antagonismes de classes ne pouvaient pas se développer nettement. Le gouvernement empêchait non seulement les classes exploitées mais même les exploiteurs de défendre librement leurs intérêts ; et une partie seulement de ces derniers marchaient avec le gouvernement ; une fraction très considérable des exploiteurs, notamment des capitalistes industriels, était, dans le champ de l'opposition, aussi bien que toutes les classes laborieuses, les paysans et les petits bourgeois, à côté des prolétaires — abstraction faite de quelques régions arriérées. — Le gouvernement était par conséquent isolé dans la nation, il n'avait pas de soutien dans les masses populaires, il représentait la principale force qui opprimait et pillait le peuple. Dans certaines circonstances, on pouvait réussir à le renverser par un coup de main.

Dans la démocratie, non seulement les exploités mais aussi les exploiteurs peuvent plus librement développer leurs organisations ; et il faut qu'ils le fassent s'ils veulent se défendre contre la puissance croissante de leurs adversaires. Les uns et les autres sont plus forts que sous le régime de l'absolutisme ; ils usent de leurs forces plus brutalement, plus impitoyablement que le gouvernement lui-même, qui, loin de les dominer, leur est subordonné.

Les masses révolutionnaires ont donc affaire non seulement au gouvernement, mais encore à de puissantes organisations d'exploiteurs, et ces masses ne représentent plus, comme dans les révolutions antérieures, l'immense majorité de la nation en face d'une poignée d'exploiteurs. Elles représentent aujourd'hui essentiellement une classe, celle des prolétaires, qui a pour adversaires non seulement tous les exploiteurs, mais encore la majorité des petits-bourgeois et des paysans et une grande partie des intellectuels.

Une fraction seulement des intellectuels, des petits paysans et quelques petits-bourgeois qui sont en réalité des salariés ou qui vivent de la clientèle ouvrière, marchent de concert avec

les prolétaires. Mais ce sont des auxiliaires parfois peu sûrs, en général peu susceptibles de se servir de l'arme qui fait surtout la force du prolétariat, je veux parler de l'organisation.

Si les dernières révolutions ont été un soulèvement des masses populaires contre le gouvernement, on peut dire que *la révolution future*, — excepté peut-être en Russie — *aura plutôt le caractère d'une lutte d'une partie de la nation contre l'autre fraction et se rapprochera par cela, mais rien que par cela, plus des luttes de la Réforme que de la Révolution française*. Je dirai volontiers qu'elle n'aura rien d'une insurrection spontanée contre l'autorité, qu'elle ressemblera plus à une *guerre civile* prolongée, si l'on n'attache pas à ce mot l'idée de guerre véritable, de massacre. Mais nous n'avons aucune raison d'admettre que des insurrections à main armée, des combats sur les barricades et d'autres actes d'hostilité puissent aujourd'hui encore jouer un rôle décisif. Les raisons en ont été exposées si souvent que je n'ai pas besoin de m'y arrêter davantage. *Le militarisme ne sera brisé que parce qu'on ne pourra plus compter sur la fidélité des soldats et non parce que le peuple en révolte en triomphera.*

Nous ne devons pas plus attendre l'écroulement de la société actuelle d'une *crise financière* que des insurrections à main armée. Sous ce rapport aussi la situation est tout autre qu'en 1789 et en 1848. Alors le capitalisme était encore faible, l'accumulation des capitaux médiocre, le capital était rare et difficile à trouver. D'un autre côté, le capital était hostile à l'absolutisme, ou du moins montrait de la défiance à son égard. Les gouvernements étaient alors encore indépendants du capital, notamment du capital industriel, et souvent hostiles à son développement, bien qu'à regret. Mais la féodalité qui s'éteignait laissait se tarir toutes les sources de revenus, si bien que les gouvernements, tirant de moins en moins d'argent du pays, durent de plus en plus recourir aux emprunts Cela devait conduire à un krach financier ou à des conces-

sions aux classes qui tendaient à s'élever, mais l'un ou l'autre de ces événements entraînait après soi la débâcle politique.

Il en est tout autrement aujourd'hui. Le capitalisme ne néglige pas la production, comme le faisait le régime féodal, il l'exagère; il étouffe de pléthore. Le capital, loin de faire défaut, est en grande abondance, recherche un placement avantageux, les risques mêmes ne l'effrayent pas. *Les gouvernements sont dans la complète dépendance des capitalistes qui ont toutes sortes de bonnes raisons pour les protéger et les soutenir.* L'augmentation des dettes publiques ne peut devenir un facteur révolutionnaire qu'autant que les impôts devenant trop lourds poussent les classes inférieures à la révolte, mais elle conduira difficilement — exceptons la Russie — les gouvernements à la banqueroute ou même à une crise financière sérieuse. La crise financière ne nous conduira pas plus à la révolution que l'insurrection à main armée. — (K. Kautsky, *La Révolution Sociale.*)

Surtout si l'insurrection est l'œuvre d'une *minorité*, ajoutons nous. Il est évident que l'insurrection, à elle seule, est impuissante si elle ne s'appuie pas sur une organisation de classe. Mais, dans ce cas, elle ne joue le rôle que d'un accident de route, d'une poussée, d'un « coup de pouce », en un mot, d'un incident historique dont l'importance résule dans ses antécédents et ses conséquences. Ce qui importe de savoir, c'est que la Révolution sociale ne peut être que l'œuvre de la majorité au profit de la collectivité tout entière. Nous l'avons prouvé et par des considérations générales — par la méthode déductive — et par l'analyse des faits historiques — méthode inductive. La logique et les faits nous imposent la même conclusion. Pour aboutir, la Révolution sociale a besoin de la majorité agissante ou consentante. Et pour avoir la majorité, nous avons besoin de l'organisation sous toutes les formes.

II. — L'organisation syndicale comme moyen révolutionnaire.

Les auteurs des volumes qui suivront dresseront le formidable inventaire national et international de notre armature politique, syndicale, coopérative et éducative. Ici nous avons à examiner la *portée et la valeur révolutionnaire* de l'organisation syndicale, coopérative, éducative et politique du prolétariat.

Le Syndicat est tout d'abord un instrument de lutte pour des améliorations immédiates et pour la défense de la dignité ouvrière. C'est un instrument de lutte indispensable. Il ne faut pas, pourtant, exagérer sa force.

Mais si important, si indispensable que soit le Syndicat, dit K. Kautsky, pour le prolétariat militant, il a tôt ou tard à compter avec son rival, le syndicat patronal, qui, s'il prend la forme étroite d'un trust ou d'un cartel, ne présente que trop facilement un obstacle infranchissable à l'union ouvrière.

Les associations de patrons ne sont pas seules à menacer les groupements corporatifs : l'autorité publique n'est pas moins à craindre. Nous en savons quelque chose en Allemagne. Et des jugements récents, et que l'on connaît bien, ont montré que, même dans la démocratique Angleterre, les syndicats ne sont pas encore hors de tout péril ; ces décisions ne tendent à rien moins qu'à paralyser complètement leur action.

Sur ce point encore, l'article déjà cité (p. 451) qu'ont publié B. et S. Webb dans la *Soziale Praxis* nous fournit des renseignements dignes de remarque ; il jette une lumière spéciale sur l'avenir des syndicats. Il nous fait observer d'abord combien inégalement les groupements corporatifs se déve-

loppent en Angleterre : « D'une manière générale, les unions puissantes le sont devenues davantage encore; celles qui ne l'étaient pas sont maintenant plus faibles qu'auparavant. Les syndicats des mineurs, des travailleurs de l'industrie cotonnière, du bâtiment, de la métallurgie se sont développés. Ils ont perdu de l'importance parmi les ouvriers agricoles, les matelots, dans l'industrie du vêtement et parmi les manœuvres. L'hostilité croissante des classes dominantes menace le monde syndical tout entier. Les lois anglaises s'entendent très bien à étouffer les organisations incommodes. Le danger de les voir appliquées aux corporations ouvrières » s'est accru, l'aversion que l'on témoigne pour les syndicats et pour les grèves que magistrats et jurys partagent avec le reste des classes moyennes ou supérieures augmente encore l'inquiétude. » Les lois existantes peuvent « livrer au patron l'ouvrier pieds et poings liés ». B. et S. Webb en sont arrivés à prévoir une situation telle que le « contrat collectif, avec son corollaire obligé, la cessation collective du travail et l'arrêt accidentel de l'industrie, sera rendu sinon impossible, du moins onéreux et difficile, grâce aux interprétations données à la loi ».

Mais si les syndicats sont arrivés à gêner beaucoup les capitalistes, *on ne peut dire qu'ils aient réellement diminué l'exploitation*. Qu'on songe à la conduite que tiendraient les pouvoirs publics même dans cet Eldorado syndical, même en Angleterre, si les corporations ouvrières réussissaient à entraver sensiblement le capital. — (K. Kautsky, *La Révolution Sociale*.)

En effet, on l'a vu pendant les grèves de 1911-1912. L'Etat capitaliste assassinait, emprisonnait, et surtout ne cessa de livrer au capital des soldats transformés en briseurs de grève, en *jaunes*, ou, comme on les appelle en Angleterre, *blacks legs*.

Mais le Syndicat a une grande valeur révolutionnaire. En entraînant l'ouvrier à la lutte contre le patronat, il l'élève, d'une annexe à la machine ou d'une machine à produire de la

plus-value pour le capitaliste, à la dignité d'un homme combattant pour lui-même et pour sa classe. En outre, le Syndicat est une école de solidarité, donc du socialisme. Il y apprend ce qui le *lie* avec sa classe et ce qui le *sépare* de la classe ennemie. Il apprend à connaître sa force — la solidarité et le nombre — et sa faiblesse, l'absence des ressources et des moyens de production. En voyant chaque fois l'État capitaliste, avec son armée, sa police, sa magistrature, son Parlement, se dresser contre lui, il apprend à réfléchir et à comprendre la nécessité *d'élargir* sa lutte jusqu'à l'attaque contre *le pouvoir politique* des classes dominantes. Il apprend à connaître également que son véritable parti, son parti politique de classe est le Parti socialiste qui, seul, défend son intérêt envers et contre tous, au Parlement et en dehors du Parlement.

Le Syndicat a encore une valeur révolutionnaire et socialiste pour cette raison que, pendant la période transitoire il sera certainement utilisé, entre autres, comme moyen d'organisation collective, car son expérience des hommes et des choses sera d'une valeur inestimable pour l'œuvre de *construction socialiste*. C'est cette vérité qui a fait exagérer son rôle par une école syndicaliste, qui le considère comme « la cellule » principale de la production socialiste. Cette école néglige le caractère historique, provisoire, du Syndicat, créé pour la résistance et le combat capitaliste. A côté du Syndicat, le capitalisme développe de véritables « cellules » de la production collectiviste : de grandes usines, de grandes fabriques, de grands magasins, avec un admirable outillage technique et administratif, dont le socialisme n'aura qu'à s'emparer pour l'*adapter* à l'exploitation communiste, et le faire fonctionner au profit de tous.

III. — La valeur socialiste et révolutionnaire des Coopératives.

Comme le Syndicat, la Coopérative est, *avant tout*, un moyen de lutte pour l'amélioration immédiate de la situation ouvrière. L'ouvrier est obligé de lutter non seulement contre le patron, mais contre l'intermédiaire, qui l'exploite en sa qualité de consommateur en lui vendant cher une marchandise de qualité douteuse. Comme l'ouvrier a toutes les peines du monde à « boucler » son budget, *rien, absolument rien*, ne doit être négligé pour améliorer son sort quotidien. Il doit s'organiser avec ses camarades pour former des coopératives de consommation afin de *tirer de son salaire le maximum de rendement*.

Mais ici aussi il ne faut pas exagérer. La Coopérative n'est pas un moyen de régénération sociale. Elle ne fera pas la Révolution sociale, comme des coopérateurs de valeur (Franz Staudinger, Hans Muller et d'autres) l'admettent volontiers.

Les Coopératives, écrit K. Kautsky, dans *la Révolution Sociale*, et parmi elles seules les Sociétés de consommation méritent aujourd'hui l'attention, sont des plus innocentes. Leur caractère paisible les fait priser bien haut par tous les adversaires de la méthode révolutionnaire. Sans doute, elles peuvent offrir à la classe ouvrière quantité d'avantages. Mais il est ridicule d'attendre de leur fonctionnement l'expropriation même partielle du capital. Si elles éliminent une classe, c'est celle des petits boutiquiers et certaines catégories de métiers, les boulangers, par exemple. Aussi ne voit-on jamais les grands capitalistes combattre les Sociétés de consommation qui, dit-on, devraient les faire disparaître. Non, ce sont les petits-bourgeois qui s'élèvent avec rage contre elles; surtout ceux dont la clientèle est toute ouvrière, les plus susceptibles

par conséquent de se rallier à une politique prolétarienne. Si les coopératives de consommation procurent des avantages matériels à de nombreuses catégories d'ouvriers, elles éloignent du mouvement bien des éléments voisins du prolétariat. Ce moyen « destiné à faciliter l'absorption pacifique du capitalisme et à supprimer la lutte des classes » y introduit un nouveau sujet de discorde et attise une nouvelle haine de classe. La coopérative de consommation n'a jusqu'à maintenant triomphé encore que du petit boutiquier. Il lui reste à vaincre le grand magasin. Elle n'y arrivera pas sans peine.

Il est absolument absurde d'admettre que les dividendes de ces Sociétés, même s'ils n'étaient pas répartis mais épargnés, peuvent croître plus rapidement que ne s'accumule le capital, de croire qu'ils peuvent triompher de cette concentration et restreindre peu à peu la sphère du capitalisme.

Les Coopératives de consommation n'ont d'importance pour l'émancipation du prolétariat que là où la lutte des classes est menée énergiquement, où elles procurent aux militants un accroissement de force et de puissance. Mais elles dépendent complètement de l'état de la législation et de l'attitude du gouvernement. Tant que le prolétariat n'aura pas conquis le pouvoir politique, l'importance de ces Sociétés pour la lutte des classes restera renfermée dans d'étroites limites.

Pour le prolétariat, les syndicats présentent un intérêt bien plus puissant que les coopératives, mais seulement à titre d'organisation de combat et non comme groupement poursuivant la paix sociale. Là même où ils concluent des conventions avec les patrons — isolés ou organisés — ils n'y arrivent qu'autant qu'ils sont capables de mener la lutte à bien. — (*Ibid.*)

Il nous semble que Kautsky ne fait pas ici ressortir la valeur socialiste et même révolutionnaire de la *Coopérative pénétrée de l'esprit socialiste*. D'abord elle est un groupement de solidarité et un groupement de classe. Comme tout ce qui

groupe, organise et réunit le prolétariat en un faisceau d'énergie, elle a une valeur éminemment socialiste.

Il y a plus. Son principe — la coopération, l'association des efforts — est un principe socialiste. Et on a pu justement définir le socialisme comme la coopération de tous au profit de tous. Ce n'est pas la collaboration pour la lutte, comme le Syndicat, mais pour l'économie des efforts, pour éviter le gaspillage des forces, économiser le travail, faire rendre à un minimum d'efforts le maximum de résultats. *C'est de la méthode socialiste en tant que le résultat profite à tous.*

Il est évident que K. Kautsky a voulu protester — et avec raison — contre cette conception naïve que la coopérative se suffit à elle-même, que la coopération rend inutile l'expropriation politique et économique. A cela on peut répondre avec Sydney Webb, que même dans les pays avec une coopération très développée, comme l'Angleterre, sa valeur économique est minime en face de la production capitaliste (1/40). La coopération, sans expropriation, n'amènera pas la Révolution. Mais cette circonstance ne l'empêche pas d'avoir une valeur socialiste, sans être à elle seule, ainsi que le syndicat, le socialisme.

La coopérative aura certainement une grande valeur de transformation pendant la période transitoire du passage du régime capitaliste au régime socialiste. Elle fournira avec les grands magasins une partie des cadres d'organisation pour la distribution des produits. Ce que le Syndicat fera pour la production, la Coopérative le fera pour la consommation.

Mais déjà, dans la société actuelle, la coopérative devient — au moment des grèves — une arme de résistance et de combat prolétariens.

La coopérative, ainsi que le syndicat, peuvent devenir, aux mains de nos adversaires de classe, un instrument de conversation, de la conciliation des classes. Aussi, par exemple, les coopérateurs, comme M. Hans Muller, revent l'organisation

des consommateurs sans distinction de classe en vue de les concilier. Il y a aussi *les coopératives de propagande :* cléricales ou même patronales. C'est à la classe ouvrière et à son parti, le parti socialiste, de veiller à ce que la coopérative se dirige non contre le socialisme, mais agisse dans son intérêt et à son profit.

IV. — L'action communale ou la théorie des services publics.

Ce que l'on appelle le socialisme municipal trouve également sa limite dans l'ordre établi, politique et social, là même où le suffrage universel gouverne la commune. Celle-ci reste toujours soumise aux conditions générales, politiques et économiques, elle ne peut s'y soustraire par ses propres forces. Dans certaines localités industrielles, les prolétaires peuvent arriver à prendre en mains l'administration communale avant qu'ils ne soient assez forts pour conquérir le pouvoir public. Ils peuvent ainsi atténuer ce qu'elle contient de plus particulièrement hostile et y introduire quelques améliorations que l'on ne peut attendre d'un régime bourgeois. Mais l'activité de ces municipalités se heurte bientôt à une limite infranchissable, l'obstacle est moins le pouvoir central que l'impuissance économique. Les communes conquises les premières par la démocratie socialiste sont la plupart du temps pauvres, habitées presque exclusivement par des prolétaires. Où pourraient-elles trouver les moyens de réaliser de grandes réformes ? D'une manière générale, la législation limite l'imposition des habitants de la commune ; et, quand il n'en est pas, ainsi, on ne peut taxer les riches au delà d'un certain point sans faire émigrer ceux-là seuls que l'on peut utilement frapper. Toute réforme profonde exige de nouveaux impôts et ils déplaisent non seulement aux hautes classes, mais encore à des fractions importantes de la population. La question des impôts a fait perdre aux socialistes ou à des réformistes qui les touchent de près de nombreuses communes qu'ils avaient conquises. Il importe peu que leur administration ait été admirable. Ce fut le cas une fois à Londres et dernièrement à Roubaix. — (Karl Kautsky.)

La Commune, comme le Syndicat, comme la Coopérative, comme l'Etat bourgeois lui-même, a été considérée par

certains socialistes comme le point de départ par excellence de l'organisation socialiste. La Commune organiserait la production et la distribution, en commençant dès maintenant par la régie directe, la conquête graduelle des services publics. Telle fut la doctrine de Paul Brousse en France, empruntant bien des idées à Cesar de Paepe. Les partisans du socialisme municipal (Ed. Milhaud, Albert Thomas et leurs amis) suivent la même voie, avec des restrictions nécessitées par l'évolution politique de nos jours.

Jules Guesde a brillamment réfuté cette théorie qui saute, pour ainsi dire, par-dessus l'évolution capitaliste. Car la Commune existait avant le régime capitaliste, et la théorie de services publics peut aussi bien s'appliquer à la Commune précapitaliste qu'à la nôtre.

Fondée par l'antagonisme des classes sur la subordination économique et politique d'une majorité de non-propriétaires, à une minorité de possédants, la société actuelle ne laisse place à aucun service véritablement public, c'est-à-dire profitable également à tous ! Publics pour les frais qu'ils entraînent et qui portent sur tous, — le plus souvent en raison inverse des ressources de chacun, — ces services sont tout ce qu'il y a de plus privés, ne servant, en réalité, qu'à la classe privilégiée ou capitaliste. Témoin l'instruction dite publique qui coûte annuellement aux contribuables de toutes classes cent et quelques millions, et sous la forme lycées, facultés (de médecine et de droit), Ecoles supérieures (normale, polytechnique, des Chartes, etc.) n'est accessible qu'aux fils de la bourgeoisie. Témoin encore le service militaire qui, sous prétexte de défense nationale ou collective imposée à toute la nation, sans distinction de non-propriétaires et de propriétaires, n'aboutit qu'à une armée défensive de la propriété de quelques-uns. Témoin enfin et surtout la Dette publique qui fait servir par ceux qui ne possèdent pas — au taux de cent cinq francs par famille et par an — une *liste civile* de plus d'un milliard à ceux qui possèdent et font l'argent, converti en capital, acquiert la valeur reproductive sans qu'il ait pour cela — selon l'observation de Marx — à « subir les risques et les fatigues inséparables de son emploi « industriel ou même de l'usure privée ».

Seule une société ayant absorbé ou fondu toutes les classes en une seule, également propriétaire et également productrice, peut

donner lieu à des services réellement publics. C'est-à-dire que l'instauration de ces derniers est subordonnée à la socialisation des moyens de production et d'échange, subordonnée elle-même à la prise du pouvoir politique par le prolétariat et à l'expropriation de la classe capitaliste, — ce qui est affaire de révolution. ... (J. Guesde. *Service public et socialisme*. 1901.)

V. — L'action politique du prolétariat.

L'action politique du prolétariat est soit parlementaire, soit directement révolutionnaire, mais a toujours pour objet la conquête immédiate du pouvoir politique. L'action parlementaire est la prolongation dans les assemblées politiques de la lutte des classes, s'accomplissant en dehors du Parlement. Les révolutions ne se font pas au Parlement, mais elles y aboutissent. Le Parlement est le rendez-vous de toutes les classes participant à la vie politique, leur champ de manœuvre. Toutes les luttes du dehors y trouvent leur écho, leur expression. Une fois la Révolution accomplie dans les rapports sociaux d'abord, dans la rue ensuite, le Parlement enregistre les résultats acquis. Les rapports entre les groupements qui le composent, résument les rapports entre les forces sociales du pays. Toute révolution est un déplacemet du pouvoir politique. La Révolution faite, le Parlement réflète immédiatement le changement accompli.

Nier la nécessité de la lutte parlementaire, c'est nier la vie politique, l'action politique dans une de ses manifestations la plus importante. Car, dans un régime démocratique, le Parlement forme un tout avec le pouvoir exécutif, avec l'Etat, gardien du régime.

Le but de l'action politique est double. Elle *matérialise* d'abord le degré du développement social et politique atteint par le prolétariat. Notre absence du Parlement signifierait un effacement, une diminution de notre force de propagande. Toute force sociale doit se *manifester, être,* en un

Quand vo

oudrez !

mot. Le Parlement est le centre de la vie politique. Et le prolétariat y doit marquer sa place.

Formant un parti d'opposition au régime capitaliste, la classe ouvrière prolonge au centre politique de la bourgeoisie sa lutte. Elle y forme une opposition irréductible. Elle profite de tout conflit social pour porter sa protestation. Elle observe le fonctionnement des rouages du régime et souligne, par son intervention énergique, l'usage intéressé que font les classes dominantes des forces et des deniers publics.

En refusant de voter le budget de l'Etat bourgeois, la classe ouvrière refuse non seulement les moyens de son oppression et de prolongation du régime, mais elle manifeste, en même temps, avec une énergie croissante, sa volonté d'en finir avec le régime de privilège et de vol. Le refus du budget est un acte nécessaire. On ne signe pas son propre esclavage. On ne livre pas volontairement sa propre liberté, sa vie, ses ressources, à ses ennemis. Refuser le budget est aussi un moyen de propagande et d'agitation, une constatation éclatante de la séparation des classes, un appel à la lutte, un *memento mori* au régime exécré.

Le Parlement est une usine aux lois qui sont de trois ordres : 1° Lois oppressives, le prolétariat les combat ; 2° Lois assurant les droits et les libertés acquis, elles sont rares-mais elles sont possibles. Le prolétariat les soutient en cherchant à les élargir ; 3° Lois de réforme ; elles sont forcées, timides, toujours insuffisantes. Les représentants du prolétariat les critiquent et les amendent. C'est un parlementarisme de combat et d'opposition.

Le Parlement est une foire aux vanités, un bureau de placement, une pétaudière aux intrigues de couloirs. Vis-à-vis de ce Parlement, notre attitude est franchement et nettement hostile. Le prolétariat ne demande ni faveurs, ni portefeuilles. Mais rien de ce qui s'y passe ne lui est étranger. Il cherche à tout savoir, à tout comprendre pour tout utiliser dans son intérêt de classe.

Le Parlement est un lieu d'étude. Toutes les questions s'y débattent, doivent y être tournées et retournées. Il faut y aller pour travailler, pour connaître tous les rouages du régime, toutes les roueries, les échappatoires, toutes les ruses et les fourberies des classes dominantes, pour mieux les combattre. La force d'une classe se mesure à la hauteur de son savoir, à l'exactitude et la variété de ses informations. Savoir est souvent pouvoir.

L'évolution politique pousse les classes dominantes vers la réaction, vers l'impuissance. Le parlementarisme s'en ressent. Les Parlements s'agitent de plus en plus dans le vide. Le parlementarisme traverse une crise. Pour que le socialisme ne soit pas rendu responsable de la stérilité du *Parlement bourgeois,* il faut que son action soit nettement distinguée de celle des partis bourgeois. Tout *bloc*, toute collaboration systématique avec les partis bourgeois est une grave erreur de tactique. Même en ayant l'air de faire la même chose au Parlement, en votant les mêmes réformes, nous restons toujours séparés par l'abîme qui nous sépare comme classe opposée. Nous avons d'autres motifs, unautre intérêt, un autre critère, une autre appréciation du geste législatif à accomplir.

C'est K. Kautsky qui expose le mieux notre attitude au Parlement, dans le livre déjà cité.

Quantité de politiciens prétendent que seule la domination despotique d'une classe rend la révolution nécessaire, la démocratie la rend superflue. Et dans toutes les nations civilisées nous jouissons d'une dose de démocratie suffisante pour que l'évolution pacifique soit possible, pour qu'elle se produise sans révolution. Nous avons partout la faculté de fonder des sociétés de consommation; étendues, elles pratiquent elles-mêmes la production pour leur propre compte, et, lentement, mais sûrement, changent le caractère de la production capitaliste. Nous avons partout la faculté d'organiser des syndicats: ils limitent de plus en plus le pouvoir qu'exerce le capitaliste dans sa propre exploitation, remplacent dans la fabrique l'absolutisme par le constitutionnalisme et préparent ainsi lentement le passage

de celle-ci à la forme républicaine. Presque partout la démocratie socialiste a la faculté de pénétrer dans les conseils communaux, de faire entrer en ligne de compte, dans les travaux publics, les intérêts de la classe ouvrière, d'agrandir toujours la tâche des municipalités et de restreindre la production privée en élargissant constamment le domaine de la production communale. Enfin, la démocratie socialiste entre au Parlement, y conquiert une minorité grandissante, fait aboutir une réforme après l'autre, limite le pouvoir des capitalistes par une législation protectrice du travail, étend toujours davantage la sphère de la production d'État en poussant à la transformation des grands monopoles en services publics. Ainsi, par le simple usage des droits démocratiques et tout en restant sur le terrain déjà acquis aujourd'hui, la société capitaliste se développe en société socialiste, la conquête révolutionnaire du pouvoir public par le prolétariat devient inutile, la favoriser est tout simplement nuisible, elle ne peut avoir d'autre effet que de troubler le cours de ce progrès lent, mais sûr.

C'est ainsi que s'expriment les ennemis de la méthode révolutionnaire.

Sans doute le nombre des lois de protection ouvrière grandit tous les ans. Mais si on les examine, on s'aperçoit qu'elles ne sont qu'une extension à d'autres sphères des prescriptions existantes: on les applique maintenant aux employés de commerce, garçons marchands de vins, enfants travaillant au dehors des fabriques, industriels à domicile, matelots, etc. Les mesures sont timides, le résultat problématique, et l'on se garde bien de les renforcer là où elles existent déjà. Si l'on considère avec quelle rapidité peu commune le mode de production capitaliste étend sa sphère d'action, avec quelle promptitude il s'attaque successivement à toutes les professions, à tous les pays, on s'apercevra que la protection ouvrière ne se développe que lentement, que jamais ses progrès ne dépassent ceux du capitalisme lui-même, elle ne suit le capital qu'avec peine. L'extension de celui-ci se poursuit suivant une allure de plus en plus rapide. La protection du travail tend de plus en plus à rester stationnaire.

Si le progrès de celle-ci est déjà insuffisant en largeur, il est presque nul en profondeur. En 1847, en Angleterre, sous la pression du mouvement chartiste et de la misère croissante des ouvriers de l'industrie textile, on avait obtenu la journée de dix heures pour les femmes et les enfants.

En 1848, en France, la deuxième République avait mis la journée pour tous les ouvriers à Paris à dix heures, dans le reste de la France à onze heures. Quand dernièrement Millerand fit adopter une

le papier, avec de nombreuses restrictions) par la Chambre la journée de dix heures pour les industries où les femmes et enfants travaillent avec des hommes (pour certaines industries seulement), on vit dans cette mesure une œuvre digne de toute admiration et dont seul était capable un ministre socialiste. Et cependant, Millerand était moins généreux que la législation bourgeoise anglaise qui datait d'un demi-siècle. Il permit, en effet, que la journée de dix heures s'appliquât aux enfants dont le temps de travail en Angleterre, et dès 1844, était limité à six heures et demie !

Déjà en 1866, le Congrès de Genève de « l'Internationale » réclamait la journée de huit heures et y voyait la condition préliminaire de toute réforme sociale féconde. Et, trente-six ans plus tard, au récent Congrès socialiste français de Tours, un délégué pouvait s'opposer à ce que la journée de huit heures fût rangée au nombre de nos premières revendications. Il n'entendait demander que des mesures préparatoires. On ne rit pas au nez de cet individu, bien mieux, il put être candidat à Paris aux dernières élections. — (*La Révolution Sociale.*)

L'action parlementaire est liée naturellement à l'action électorale qui, bien conduite, est une admirable occasion de propagande socialiste. Toute victoire, toute augmentation du nombre des voix socialistes, marque un progrès, une étape socialiste dans la région — si les voix sont réellement socialistes. Le Socialisme s'est imposé au pouvoir et aux classes dominantes, a cessé d'être traité comme un crime politique grâce à nos succès électoraux éclatants, grâce à la croissance de notre nombre.

Les élections sont aussi un moyen de nous compter, de mesurer nos forces, nos progrès périodiques, de prendre l'habitude de nous mesurer avec nos adversaires.

Mais le but *principal* de l'action politique est la conquête du pouvoir politique.

Comment conquerrons-nous le pouvoir politique? On ne peut rien dire sur cette manière avec certitude, mais quelques suppositions sont permises.

La Révolution sortira de la situation où se trouve engagée notre société. Deux faits de premier ordre frappent

tout observateur : les organisations capitalistes et patronales, sous forme de *trusts* et la menace de la *guerre* européenne *toujours* suspendue sur nos têtes. Examinons ces deux faits.

VI. — Les trusts comme facteur de la Révolution sociale.

Notre regretté Paul Lafargue a tracé un tableau de développement des trusts qui ne laisse rien à désirer. L'intérêt de premier ordre qui s'attache à ce phénomène et le grand talent d'écrivain feront excuser notre longue citation, qui est un élément nécessaire d'information socialiste.

John Moody, qui publie à New-York l'annuaire des sociétés par actions et obligations — *Moody Manual of Corporation Securities* — donne dans une petite brochure portant le titre suggestif de *The Morganization of Industry*, la liste des *Industrial Consolidation* ou *trusts* formée du 1er janvier 1899 au 1er septembre 1902, d'une capitalisation d'au moins de 10 millions de dollars, soit de 51,500,000 fr. Elle mentionne entre autres : Deux trusts de cuivre, l'un de 800 millions et l'autre de 257,000,000 ; un trust des vitres et fenêtres de 87 millions ; un de la laine de 250 millions ; du papier à sucre de 200 millions ; du lait condensé de 125 millions ; de la levure en poudre de 100 millions ; des tabacs à priser, de 105 millions ; du sucre raffiné de 103 millions ; des ressorts d'acier pour wagons de 100 millions ; de produits caoutchoutés de 135 millions ; des fruits de 80 millions ; des produits de maïs de 400 millions ; des peaux et cuirs de 170 millions, de l'acier de 7 milliards, etc., etc. Il s'est formé des trusts dans toutes les branches de la production agricole et industrielle.

Les 82 trusts cités dans la brochure de Moody ont une capitalisation de 22 milliards 250 millions, mais cette liste est incomplète, puisqu'elle ne mentionne que les trusts constitués pendant ces trois dernières années et d'une capitalisation d'au moins 50 millions.

J. Moody sait qu'une liste qui ne tiendrait compte ni de la grandeur du capital, ni de la date de formation, comprendrait probablement 800 trusts dont la capitalisation serait d'environ 40 milliards, et si

on y ajoutait les compagnies de chemins de fer on arriverait à une capitalisation dépassant 76 milliards.

Les chiffres donnés par J. Moody sont au-dessous de la réalité. Le représentant de l'État du Maine, Littlefield, reproduisant les statistiques officielles contenues dans un rapport au Congrès, qui vient d'être publié, donne une liste de trusts existant le 1er janvier 1903, laquelle est considérée le document le plus complet sur la matière.

Le 1er janvier 1903, il existait 793 trusts classés en 453 « trusts industriels » et 340 « monopoles locaux et naturels » qui comprennent les Compagnies d'eaux, de gaz, de lumière électrique, de railways urbains, de télégraphe et de téléphone.

Les trusts industriels avaient une capitalisation de	47.539 mil.
Les monopoles locaux et naturels une capitalisation de	22.242 mil.
	69.781 mil.

Si à ce total de près de 70 milliards, on ajoute le chiffre de capitalisation de toutes les Compagnies de chemins de fer à traction par la vapeur, qui est de 20 milliards, on obtient une somme qui dépasse 100 milliards, représentée par les actions et obligations de toutes les Sociétés et constituant la puissance du trust-system.

Pour apprécier la grandeur de cette somme, il faut la comparer à celle de la fortune totale des Etats-Unis, évaluée à 485 milliards.

Une liste, d'après Littlefield, énumère les 52 trusts dont la capitalisation est d'au moins 50 millions de dollars, soit de 257 millions de francs.

Ce qui est aussi extraordinaire, si ce n'est plus que la grandeur de la masse des capitaux accumulés, c'est le petit nombre de personnalités financières sans mandat, sans contrôle et sans responsabilité, qui ont la gestion de cette centaine de milliards.

Cinq groupes de financiers, bien connus aux Etats-Unis : le groupe Morgan, le groupe Gould-Rockefeller, le groupe Harriman-Kuhn-Loeb, le groupe Vanderbilt et le groupe de Pensylvanie, administrent les grandes Compagnies des chemins de fer américains.

Les financiers qui forment ces cinq groupes, sous le nom de différentes Sociétés, administrent les entreprises industrielles, commerciales et financières les plus diverses ; ils prélèvent des bénéfices sur les chemins de fer, les banques, le charbon, le minerai de fer, de cuivre, d'argent, sur l'acier, le blé, la viande, etc. Toute la production agricole et industrielle des Etats-Unis leur paie un tribut.

J. Pierpont Morgan, à lui seul, d'après J. Moody, exerce une influence prépondérante dans les Compagnies de chemins de fer d'une

longueur de 88 880 kilomètres et d'une capitalisation de 15 milliards et demi; il « domine directement » des trusts industriels d'une capitalisation de 9 milliards.

Mais l'action pressurante de cette poignée de capitalistes ne s'arrête pas aux limites de l'Union américaine, elle s'étend sur toute la terre. Le trust du pétrole des Etats-Unis s'est partagé l'exploitation des Deux-Mondes avec le trust du pétrole de la Russie, où dominent les Rothschild. Les deux trusts s'entendent pour régler le prix de vente et se substituer l'un à l'autre quand il est besoin; ainsi le trust américain ne pouvant, à cause de l'insuffisance de sa production, remplir ses contrats avec l'Asie, les a cédés au trust russe.

Le trust de cuivre a, depuis des années, amené une hausse considérable dans le prix du métal qui, bien que réduite, persiste encore. Cette hausse artificielle leur a permis de frapper d'un impôt énorme tous les industriels employant le cuivre comme matière première.

Le *Temps* publiait une enquête faite au commencement de l'année auprès des marchands de chaussures: ils déclaraient que bientôt ils allaient être forcés d'augmenter leurs prix, à cause de l'accaparement des peaux en France et en Angleterre par le trust américain des peaux et cuirs. Dans le courant du mois de janvier, les marchands de cuirs d'Allemagne ont dû, pour la deuxième fois, augmenter leurs prix; ils expliquent, dans une circulaire, que les Américains ont accaparé les peaux au point de forcer les Allemands à les payer plus cher ou à fermer leurs manufactures.

Le trust de l'Océan, à peine âgé de quelques mois, bouleverse déjà les conditions générales d'exploitation des transports maritimes de France; il mettra un impôt de péage sur les produits agricoles et industriels naviguant entre l'Europe et l'Amérique. L'accaparement des voies de communication est une des plus importantes manœuvres des capitalistes pour rançonner l'industrie et le commerce; ce n'est qu'après s'être emparé des moyens de transports que Rockefeller parvint à constituer son gigantesque trust du pétrole.

Les trusts américains envahissent l'Europe. Le trust des tabacs, après avoir affirmé sa toute-puissance aux Etats-Unis, a traversé l'Atlantique et est venu s'établir en Angleterre. Les Anglais, pour lui disputer le terrain, formèrent un anti-trust; mais, après une lutte dont les consommateurs vont payer les frais, les deux trusts sont arrivés à une entente. On dit que le trust du verre a acheté les verreries de Belgique. Une Société américaine, dont Rockefeller est le capitaliste, propose au Conseil municipal de fournir le gaz à Paris. Une compagnie de constructions maritimes, dont le siège est à Chicago, et qui est en relation avec le trust de l'Océan, a acheté les Chantiers maritimes de Bordeaux. L'Europe a fourni aux Etats-Unis

d'importants capitaux pour la construction de ses chemins de fer; les financiers américains, qui en avaient la gestion, les ont appropriés, à l'aide de la spéculation et des coups de bourse, et maintenant ils les renvoient en Europe pour exploiter son industrie.

Si la théorie matérialiste de l'histoire de Karl Marx, pour qui « le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle » avait besoin d'une nouvelle et éclatante confirmation, les trusts la fourniraient. Ils dominent non seulement la vie économique, mais encore la vie religieuse, intellectuelle et politique de la nation américaine. Ils font son histoire.

Les Morgan et les Rockefeller sont des bâtisseurs d'églises et d'Universités; ils les dotent de millions, qui font loucher les universitaires français ; et prêtres et professeurs se dévouent à complaire aux volontés des manieurs d'or, qui, au besoin, les rappellent à leur tâche. Il y a quelques années, une des donatrices de l'Université de San-Francisco fit chasser un professeur d'économie politique qui avait eu la témérité de critiquer les privilèges du capital. Les cultes n'étant pas subventionnés par l'État, l'entretien de leurs ministres dépend de la libéralité des fidèles. Les églises se montent par actions, ainsi qu'une entreprise industrielle : Adorons Dieu, qui nous procure des dons « d'argent », est la prière qu'on y répète tous les dimanches. Les prêtres de toutes les églises sont agenouillés devant les grands capitalistes, ces dieux pour de vrai, qui leur donnent le manger, le coucher et le reste; l'évêque catholique de New-York vient d'interdire un prêtre de son diocèse, parce qu'il propageait le socialisme chrétien... Un évêque protestant de Boston affirmait en pleine chaire que si Jésus revenait sur la terre il vendrait et achèterait des actions à la Bourse, car rien n'est plus honorable. Rockefeller trouve cependant que leur enseignement ne porte pas suffisamment de fruits; il se propose d'organiser un trust pour la publication des livres d'école, qui expurgerait de la Bible les cris de colère et les dénonciations contre les riches qui se rencontrent dans l'Ancien et le Nouveau Testament. L'avilissante courtisanerie des prêtres et des intellectuels persuade ces détrousseurs de la classe ouvrière que, comme les rois de l'ancien régime, ils possèdent par droit divin les mines, les fabriques et les banques. Un des propriétaires des mines de Pensylvanie, Baer, le déclarait fièrement quand on lui parlait de prêter attention aux réclamations de ses mineurs en grève.

La presse, qui manipule l'opinion selon les intérêts des capitalistes, est entre leurs mains. Ils détiennent les télégraphes, qui sont industrie privée; et tout journal qui aurait la velléité de secouer leur joug verrait ses communications télégraphiques supprimées; c'est son arrêt

Anniversaire de la Commune (1911).

Anniversaire de la Commune (1911).

de mort. Un quotidien, aux Etats-Unis, ne peut vivre sans ces dernières nouvelles. Il n'y a que les journaux socialistes qui ne sont pas soumis à leur influence, parce qu'ils ne sont pas des opérations industrielles, mais des organes de propagande et des armes de combat.

Les financiers des trusts, au su et au vu de tous, fournissent aux républicains et aux démocrates, les deux partis rivaux, des millions pour les élections; personne n'ignore que ce sont les propriétaires des mines d'argent qui ont soudoyé Bryan pour sa campagne en faveur de l'argent et qui ont acheté les sénateurs et les députés lors du vote du *Sherman act* pour la frappe de l'argent. — (*Les Trusts américains*, par P. Leseraux, p. 7-14.)

VII. — Les conséquences du développement des trusts.

Les trusts deviennent tout puissants. Ils brisent toute résistance ouvrière. Les chances de grève deviennent de plus en plus douteuses. Les formidables *lock-out* exaspèrent la lutte des classes. Ils mettent en échec les pouvoirs publics eux-mêmes, se moquent des lois, font et défont les gouvernements. Le peuple supportera-t-il le joug despotique du capital trusté et vivra-t-il éternellement en esclave? Les pouvoirs publics perdront-ils tout prestige et seront-ils considérés comme des domestiques à tout faire du Capital? Le veau d'or sera-t-il roi? Science, littérature, art et beauté, tout se prostituera-t-il devant sa toute puissance? Une oligarchie plus tyrannique que tous les despotismes connus jusqu'ici arrêtera-t-elle tout progrès, tout élan, toute évolution? Si oui, ce serait la mort de la société aux pieds de Rockefeller, de Gould, de Vanderbilt, etc.

Mais cette éventualité est contraire à toutes les lois de l'Histoire, à tous les précédents. Toutes nos analyses précédentes le contrediront. La vie moderne est un perpétuel mouvement. Les forces prolétariennes sont en marche. Les trusts soulèvent contre eux le prolétariat et une grande partie des classes moyennes. La résistance grandira et deviendra

formidable. C est la Révolution avec toutes ses conséquences, et d'autant plus facile que les trusts auront réalisé, par la concentration de la production et de la possession poussée à l'excès, *les conditions matérielles* du régime collectiviste. Les expropriateurs de tous seront expropriés à leur tour... La Révolution sera faite!

VIII. — La guerre et la révolution.

Le militarisme devient le plus grand mal de l'époque. La guerre est le plus grand ennemi du prolétariat. Nous avons beau accumuler des millions d'adhérents, nos trésors de guerre ont beau se remplir, la guerre lance les prolétaires les uns contre les autres. Les libertés publiques sont supprimées, nos trésors de guerre dissipés! Aussi quel admirable moyen pour les classes dominantes de se débarrasser de leurs adversaires, de les décimer mieux et plus efficacement qu'avec des prisons, des potences, qui font trop de bruit pour peu de besogne. Avec la croissance de la classe ouvrière, en face de la marée socialiste qui monte, qui monte, les classes dominantes seront tentées de jouer le tout pour le tout. Le prolétariat doit suivre avec la plus grande attention la politique étrangère des classes dominantes, qui ne cessent de jouer avec le feu. Car elles savent la force dont elles disposent pour mater leurs adversaires dans cette faculté d'exciter les passions chauvines.

Mais le danger de la guerre est conjuré par la raison même qui le fait naître : la croissance du prolétariat révolutionnaire. La peur de la Révolution est à la fois un excitant pour les partis de la guerre et un obstacle à l'accomplissement du criminel dessein. Voyez l'Allemagne.

« Pour comprendre, écrit Michel Pavlovitch déjà cité, les raisons qui empêchent l'Allemagne, malgré son formidable matériel de guerre, de se lancer dans une aventure extérieure.

il suffit de relire le discours du prince Henri de Prusse, frère de Guillaume II, aux vétérans du 35e bataillon, quelques jours après les funérailles de Singer, où le royal orateur montre que l'Allemagne ne risque rien du côté de l'ennemi extérieur — qui peut à son gré lui envier ses forces — mais que toute l'armée doit se grouper autour de l'empereur *contre l'ennemi intérieur*, chaque jour plus menaçant. Il suffit, d'autre part, de remarquer l'énorme impression produite sur la bourgeoisie internationale par la magnifique démonstration des Berlinois à ces mêmes obsèques de Singer, où la social-démocratie allemande montra son merveilleux esprit de discipline et la puissance de son organisation. »

Pendant la crise marocaine, la presse pangermaniste ne cessa pas de dénoncer les millions de social-démocrates comme « le soutien de l'étranger » empêchant par leur attitude antichauvine et antigouvernementale de « causer sérieusement » avec la France.

Il est probable que la folie des armements croissants, dont on ne voit pas la fin, et les ambitions des classes dominantes provoqueront une conflagration. Et les désastres et les ruines seront telles, prendront des proportions si effrayantes, qu'à *un moment donné*, le seul parti qui a toujours combattu la guerre, pourra grouper autour de lui une majorité chargée de haine et de révolte, frémissante et décidée à tout.

Il est peu probable que nous ayons une crise révolutionnaire au début du conflit.

Ce n'est qu'au cours ou à la fin de la guerre que les passions révolutionnaires peuvent atteindre leur maximum. Et la Révolution éclatera, balayant les artisans des désastres!

IX. — Les conditions de notre victoire.

Tout cela ne sont que des suppositions, des possibilités, des hypothèses qui peuvent ne pas se réaliser. Mais, dans l'état actuel de l'Europe, il faut envisager cette éventualité. En tout cas, nous ne vaincrons qu'à trois conditions :

1° L'évolution économique et politique doit être assez avancée. Le capitalisme doit être développé à son plus haut degré. La démocratie doit être un fait accompli.

2° La *majorité* du prolétariat doit être consciente et organisée (ou une *élite* pouvant entraîner la *majorité*, c'est-à-dire une minorité très importante, très puissante, très populaire et très prudente).

3° L'immense majorité de la nation doit être détachée du régime actuel, n'espérant plus rien de lui et tout d'un changement.

En attendant, nous n'avons qu'une chose à faire : fortifier nos organisations, intensifier notre propagande, écarter tout ce qui pourrait nuire à notre recrutement, utiliser toutes les formes de l'action, et par dessus tout sauvegarder notre *unité de classe,* notre substance socialiste.

Ne rien faire qui pourrait affaiblir l'esprit de combativité de la classe ouvrière ; rester toujours, comme Parti, le conscience et la science du prolétariat militant. La société capitaliste est condamnée. Le socialisme ne peut pas mourir. Car ce serait la mort de l'Humanité, ou, ce qui revient au même, l'arrêt dans sa marche en avant.

FIN.

BIBLIOGRAPHIE

ANDLER (Ch.). — *Les Origines du Socialisme d'Etat en Allemagne*. Alcan, 1897.

ANGIOLINI. — *Socialismo e Socialisti in Italia*. Firenze, 1899.

ANSEELE (Ed). — *La Coopération et le Socialisme*. Gand, 1902.

ASKEW (J.-B.). — *Bernstein and the Social Party* (*Social-democrat*, 1902, 15 march.)

BAKOUNINE (M.). — *Œuvres*. Stock, Paris.

BERNSTEIN (Ed.). — *Socialisme théorique et pratique*, trad. d'Alex. Cohen. Stock, Paris.

— *Die Voraussetzungen des Sociaiismus und die Aufgaben der Socialdemokratie*. J. Dietz. Stuttgart, 1899.

— *Zur Geschichte und Theorie des Sociaismus*. Berlin, 1900.

BAUER (Otto). — *Der Kampf*. Vienne.

BERTRAND (Louis). — *L'Histoire de la Démocratie et du Socialisme en Belgique depuis 1830*. 2 vol., Bruxelles, 1900.

BEBEL. — *Die Frau* (La Femme). Dietz, Stuttgart.

CUNOW (Heinrich). — *Die Revolutionäre Zeitungslitteratur*. Berlin, 1908.

Comptes rendus des Congrès du Parti Socialiste (S. F. I. O.), 1906-1912. Paris, Librairie du Parti, 37, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris.

DEVILLE (Gabriel). — *Les Principes socialistes*. Giard et Brière, Paris, 1896.

ENGELS (Fr.). — *Die Bakunisten an der Arbeit*. Leipzig.

— *Der Deutsche Bauernkrieg*. 1875.

— *Socialisme utopique et Socialisme scientifique*, trad. de P. Lafargue, 1880.

FOUILLÉE (Alfred). — *Le Socialisme et la Sociologie réformiste*. Alcan, Paris, 1909.

FOURNIÈRE (Eugène). — *Revue Socialiste* (1885-1912) et *Sozialistische Monatshefte* (1896-1912). Berlin.

— *L'Idéalisme social*. Paris, F. Alcan, 1898.

GUESDE (J.). — *Le Socialisme au jour le jour*. 1899. Librairie du Parti, 37, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris.

— *Quatre ans de lutte de classe*. Paris, 1899.

— *En Garde !* Paris, 1912.

— *Problème et Solution*. Paris, 1903.

— *Le Suffrage universel* (Almanach du Peuple pour 1873).

GRAVE (J.). — *Œuvres*. Stock, Paris.

GRIMM (Robert). — *Sozialismus und Demokratie*. Berne.

— *Sozialismus und Syndicalismus*. Berne.

HERVÉ (Gustave). — *La Guerre Sociale* (1905-1912).
— *Leur Patrie.*
HERKNER (H.). — *Die Arbeiterfrage,* nouv. édit. 1910.
HYNDMAN. — *Justice.* London.
JAURÈS (J.). — *Histoire socialiste de la Révolution.* Paris, 1901 et suivants.
— *Action socialiste.* Bellais, 1899.
— *Etudes socialistes.*
— *L'Armée Nouvelle.* Paris, 1912.
KAUTSKY (Karl). — *La Révolution sociale.* Rivière, Paris, 1912.
— *La Question agraire.* Ed. allem. de 1899 et 1902.
— *Le Marxisme et son critique Bernstein.* Trad. de M. Martin-Leray. Paris, Stock, 1900.
— *Die Neue Zeit.* Revue à Stuttgart (1883-1912).
— *Le Programme socialiste.* Rivière, Paris.
KROPOTKINE (P.). — *Œuvres.* Stock, Paris.
LABRIOLA (Antonio). — *Zur Krise des Marxismus* (*Neue Zeit,* 1899-1900).
— *Socialisme et Philosophie; Lettres à Georges Sorel.* Giard et Brière, Paris, 1899.
LABRIOLA (Arturo). — *L'erreur tactique du Socialisme* (*Mouvement Socialiste,* VI, 1905.)
— *Syndicalisme et Socialisme* (*Mouv. Socialiste,* VIII, 1906.)
— *Karl Marx.* Rivière. Paris, 1911.
LAFARGUE (Paul). — *Œuvres.* (Voir catalogue de la Librairie du Parti.)
LAGARDELLE (Hubert). — *Le Mouvement Socialiste* (1899-1912).
LUXEMBURG (Rosa). — *Die Neue Zeit.* Stuttgart, 1883-1912.
— *Sociale Reform oder Revolution ?*
MARX. — *La Commune de Paris.* Trad. et notes de Charles Longuet. Paris 1901.
— *Nachlass.* Ed. par Fr. Mehring, I-IV vol. Dietz, Stuttgart.
(Pour *les* Œuvres, voir *Encyclopédie Socialiste,* 1er volume, et Bibliographie de Josef Stammahamer).
MEHRING. — *Die Neue Zeit.* Stuttgart, 1883-1912.
— *Die Geschichte der deutschen Socialdemokratie.*
MILLERAND. — *Le Socialisme réformiste.* Paris, Bellais, 1903.
MILHAUD (Edg.). — *La Tactique socialiste.* Bellais, 1905. (Bibliothèque socialiste).
NIEUVENHUIS. — *Le Socialisme en danger.* Stock, Paris, 1897.
NETTLAU. — *Die Biographie Bakunins.* (Manuscrit. Bibliothèque Nationale).

PANNEKOEK (Anton). — *Die Neue Zeit.*
— *De Nieuwe Tijd.* Amsterdam.
PARVUS. — *Die Neue Zeit.* Stuttgart (1883-1912).
QUELCH. — *The rout of Revisionism* (*Social Demokrat*, 1905.)
RACOVSKY (Chr.). — *Die Arbeiterbewegung in Rumaenien.* (*Neue Zeit*, 1906-1907).
RADEK (Karl). — *Die Gewerkschaftsbewegung in Russisch-Polen* (*Neue Zeit*, 1906).
RAMUS (Pierre). — *Michael Bakunin.* Zurich, 1906.
RAPPOPORT (Ch.). — *La Philosophie de l'Histoire comme science de l'Evolution.* Paris, 1903.
— *Revue Socialiste.* (Art. de 1899 à 1901).
— *Socialisme de Gouvernement et Socialisme révolutionnaire.* Paris, 1902.
— *Die Neue Zeit.* Stuttgart (1885-1912).
— *La Philosophie sociale de Pierre Lavroff.* Paris, 1900.
— *Encyclopédie,* vol. I.
— *Le Socialisme,* revue (1907-1912).
RENNER. — *Der Kampf.* Vienne.
ROLAND-HOLST. — *Generalstreik und Socialdemokratie.* Dresden. Kaden, 1905.
ROUANET (G.). — *Revue Socialiste* (1885-1912).
ROTHSTEIN (Th.). — *Die Neue Zeit.* Stuttgart. *Justice.* London
SCHIAVI (Alessandro). — *Sviluppo capitalistico e Organizzazione proletaria* (*Critica Sociale*, X, 1901.)
STAMMHAMMER (Josef). — *Bibliographie des Socialismus und Communismus.* Iéna. G. Fischer, 1909.
— *Bibliographie der Socialpolitik.* Iéna, 1896.
SOREL (Georges). — *Réflexions sur la Violence.* Rivière, Paris
TURATI (Filippo). — *Critica Sociale.* Milano (1890-1912)
TURATI et TREVES. — *Socialismo e Radicalismo.* Milano, 1912.
VANDERVELDE (Emile). — *La Belgique ouvrière.* Cornély, 1906.
— *Le Collectivisme et l'Evolution industrielle.* Paris, 1900.
— *Essais socialistes. l'Alcoolisme; la Religion; l'Art.* F. Alcan. Paris, 1906
— *Der Generalstreik* (*Archiv. f. Socialwissenschaft.* T. 26, 1908).
— *La Grève générale en Belgique* (*Mouvement Socialiste*, n° 90, 1902).
— *Le Socialisme agraire.* Paris. Giard et Brière, 1908.
NOTA. — Pour la bibliographie de la Révolution et de la Commune, voir les ouvrages cités dans ce volume

TABLE DES MATIÈRES

Avis de la Direction.

PREMIÈRE PARTIE

Qu'est-ce qu'une Révolution ?

Pages

CHAPITRE I. — **Violence et Révolution** 3

I. La Révolution 3
II. D'où vient une Révolution ? « Inertie sociale » 4
III. Misonéisme 5
IV. Le misonéisme des savants 7
V. L'inertie sociale et le misonéisme ne sont pas des explications 8
VI. Explication idéologique de la Révolution 9
VII. H. Taine et la Révolution 10

CHAPITRE II. — **Evolution et Révolution** 12

I. Révolution et « coups de main » 12
II. La Révolution comme fait historique 16
III. La théorie catastrophique et les sciences naturelles . . . 18
IV. Evolution et Révolution ne s'excluent pas 19
V. La conception matérialiste de la Révolution 22

CHAPITRE III. — **La Révolution sociale** 25

I. Les conditions de la Révolution sociale 25
II. La Révolution sociale est-elle une utopie ? Sommes-nous prêts pour la Révolution ? 27
III. La conception individualiste ou héroïque de la Révolution 29
IV. La loi de la majorité dans l'histoire 31
V. Le rôle de la violence dans les Révolutions 34
VI. La loi de la conscience croissante et de la violence décroissante des Révolutions 36

DEUXIÈME PARTIE

Les Révoltes inconscientes.

Pages

CHAPITRE I. — **Les luttes sociales à Rome** 43
I. Crises sociales 43
II. L'esclavage et ses conséquences 44
III. Tiberius Gracchus 47
IV. Gracchus tribun 50
V. Contre la grande propriété 52
VI. Caractère de la constitution de Caius Gracchus 54
VII. Insurrection d'esclaves en Italie 56
VIII. Le caractère général de la révolte d'esclaves 57

CHAPITRE II. — **La guerre des paysans** 60
I. L'oppression féodale 60

TROISIÈME PARTIE

La Révolution de 1789.

CHAPITRE I. — **Une grande date** 65
I. La République impossible 65
II. La justification et l'explication de la Terreur 67
III. La leçon de la Terreur 68
IV. Le budget d'un maître ouvrier en 1785 70
V. A qui a profité la Révolution ? 72
VI. La vie de Babeuf 75
VII. Babeuf en 1790-91 77
VIII. Babeuf après le 9 Thermidor 81
IX. Le journal de Babeuf 83
X. Contre l'agiotage 84
XI. Babeuf et le peuple 85
XII. Babeuf sur la propriété 86
XIII. Contre l'inégalité 88
XIV. L'emploi du temps nécessaire dans la société égalitaire . 89
XV. L'égalité politique est la garantie de l'égalité sociale . . . 91

Pages

XVI. Pour la patrie. Contre le militarisme 92
XVII. Contre la guerre 93
XVIII. Pour la petite propriété. 95

CHAPITRE II. — **La vie de Buonarroti et la Conspiration des Egaux** 97

I. Une grande conspiration 97
II. Buonarotti et la Revolution de 1789. 99
III. Buonarotti contre la richesse. 101
IV. Buonarotti et Robespierre. 102
V. Conspiration de Babeuf. 103
VI. Babeuf à sa femme. 104

CHAPITRE III. — **Le programme révolutionnaire de Babeuf** 108

I. « L'Acte insurrecteur » 108
II. Le décret d'égalité, de liberté et de bonheur. 116

CHAPITRE IV. — **La Révolution et les progrès économiques**. . 117

I. Une contre-vérité. 117
II. Cultures 117
III. Elevage. 119
IV. L'industrie 120
V. Industries textiles et vêtements. 120
VI. Métallurgie. 124
VII. Porcelaine 124
VIII. Produits chimiques. 124

QUATRIÈME PARTIE

La Révolution de 1848.

CHAPITRE I. — **Le caractere de la Revolution de 1848** 129

I. Préludes révolutionnaires. 129
II. Les oppositions de classes au sein du gouvernement provisoire. 131
III. Les ouvriers proclament la République 132
IV. La lutte entre drapeau tricolore et drapeau rouge. Les premières mesures 133
V. Le peuple intervient et impose un décret sur le droit au travail 136
VI. L'ouvrier roi du jour. 138

Pages

VII. Chapeau bas devant la casquette ! A genoux devant l'ouvrier ! 139
VIII. La situation en 1848. 140
IX. Louis Blanc. 141
X. L'état d'esprit ouvrier 143
XI. La pression populaire. La manifestation du 17 mars . . 144
XII. La Révolution sous le contrôle populaire 146
XIII. Ce qu'a fait le Gouvernement provisoire de 1848 147
XIV. Les premiers bénéficiaires de la Révolution. 148
XV. Programme du peuple français 149
XVI. La tactique de la majorité du Gouvernement provisoire. 150
XVII. La presse et les clubs. 151
XVIII. La République et le peuple. 153
XIX. Les élections de Paris. 155
XX. La classe ouvrière au Palais de Médicis. 156
XXI. L'œuvre de la Révolution de 1848. 157
XXII. J. Stuart-Mill et la Révolution de 1848. 159

CHAPITRE II. — **Le déclin de la Révolution**. 161
I. Vers la défaite 161
II. L'agitation avant les journées de Juin. 161
III. Les ateliers nationaux. 164
IV. Campagne de calomnie contre les républicains. 167
V. La dissolution des ateliers nationaux. 169
VI. La réponse des ouvriers à Goudchaux. 170
VII. Les journées de Juin 172
VIII. Le bataille des rues. 174
IX. La fin de la Révolution et de la liberté. 176
X. Sur les barricades. 178
XI. Les démocrates se couvrent de gloire en supprimant la République. 182

CINQUIÈME PARTIE

Le Chartisme.

CHAPITRE I. — **Le mouvement chartiste**. 187
I. En France et en Angleterre. 187
II. La période révolutionnaire du Chartisme. Sa défaite. Ses conséquences. 189
III. La bourgeoisie et la classe ouvrière 192

SIXIÈME PARTIE

Le Héros révolutionnaire du XIXe siècle

Pages

CHAPITRE I. — **Auguste Blanqui** 197

I. La Révolution personnifiée 197
II. Auguste Blanqui. Sa vie. Faits et dates de 1805-1848. . . 198
III. De 1848 à 1870 200
IV. De 1870 à la Commune. 202
V. Dans les prisons républicaines 204
VI. Le martyrologe de Blanqui 205
VII. Blanqui candidat. Blanqui élu à Bordeaux. Blanqui libéré. 206
VIII. La mort d'Auguste Blanqui 208
IX. Blanqui publiciste 210
X. Les divisions révolutionnaires 211
XI. Contre le confusionnisme. 213
XII. Les intellectuels 214
XIII. Socialisme et Démocratie. 215
XIV. Il manquait un homme à la Révolution de 1848. 217
XV. Blanqui idéaliste 218
XVI. La Morale et l'Histoire 218
XVII. Pas de conciliation entre la foi et la science. 219
XVIII. Blanqui patriote 220
XIX. Contre une accusation infâme ou l'affaire Taschereau. . 221
XX. Le portrait de Blanqui fait par ses adversaires et sa réponse 223

SEPTIÈME PARTIE

La Commune

CHAPITRE I. — **L'Insurrection parisienne**. . [illegible]

I. Conscience de classe . . . [illegible] 227
II. Le 18 Mars . . . [illegible] 232
III. Le mauvais coup gouvernemental avorté, faute d'attelages pour les canons volés au peuple . . . [illegible] 236
IV. Le 88e fraternise avec la foule 241

Pages

V. Le général Lecomte fait prisonnier 234
VI. Le général Lecomte. — Le général Vinoy abandonne son collègue 236
VII. Le manque d'organisation de la résistance révolutionnaire 238
VIII. Ce que la France doit à la Commune 239
IX. La Commune était-elle de droit ? 240
X. La responsabilité des républicains bourgeois 241
XI. Comment la Commune devint inévitable. 241
XII. Thiers était-il un provocateur ?. 243
XIII. Raisons économiques 244
XIV. La loi des loyers 247
XV. L'état de Paris après le 18 Mars 248
XVI. La Banque gardée par un proudhonien 249
XVII. Les forces de Versailles et de Paris 251
XVIII. Les forces de la Commune 253
XIX. Les ministres de la Commune 255
XX. L'organisation des services. 256
XXI. La Commune était mal défendue 257
XXII. Les clubs avant la Commune 259
XXIII. Club de la Cour des Miracles « Les Folies-Bergère ». . . 260

CHAPITRE II. — **Les Leçons du Passé** 262

I. La possibilité de la Commune 262
II. La victoire possible. La Commune et Bismarck. 264
III. La victoire aurait été possible malgré les Prussiens . . . 266
IV. La répression 268
V. Où sont les barbares ? 272
VI. Le décret des otages 275
VII. La garde nationale 277
VIII. L'organisation de la garde nationale 277
IX. La garde nationale recommande le calme à l'entrée des Prussiens. 280
X. Le Dix-Huit Mars dans l'Histoire 281
XI. Les causes de la défaite de la Commune. Sa portée historique 282

HUITIÈME PARTIE

L'Anarchie

Pages

CHAPITRE I. — **L'Individualisme anarchiste** 289
I. Anarchie et socialisme 289
II. Max Stirner. Sa vie 290
III. Les idées, vérités, droit, morale, sont des fantômes ou des marottes 293
IV. Les possédés de la vertu 297
V. L'Etat gardien de la morale. 298
VI. Libéralisme et socialisme sont également des « fantômes » 300
VII. Le droit des prolétaires au bonheur. 301
VIII. Le régime de la chance. 302
IX. Le communisme 304
X. L'Etat est un fantôme. Le Moi est une réalité. L'Egoïste en lutte contre l'Etat 306
XI. Il n'y a que Moi. 308
XII. La glorification de l'Egoïsme, au Moi : l'Unique 311
XIII. Le nihilisme intégral 313
XIV. La critique de l'anarchisme individualiste 315

CHAPITRE II. — **L'Anarchisme communiste** 320
I. Doctrine 320
II. Idéalisme et matérialisme. 320
III. Critique de l'idéalisme 322
IV. Critique de la religion 323
V. Contre l'autorité 325
VI. Science et savants. 327
VII. Contre l'Etat 328
VIII. Les contradictions fondamentales de l'Anarchisme communiste 329

NEUVIÈME PARTIE

Revisionnisme et Réformisme

CHAPITRE I. — **La Critique revisionniste de Bernstein**
I. Les deux courants 335
II. Comment Bernstein lui-même comprend sa campagne 337

Pages

III. Evolution ou Révolution 339
IV. Objections philosophiques 341
V. Le nombre des possédants augmente 343
VI. Le nombre des possédants en Angleterre, en France, en Prusse 345
VII. Le nombre des possédants ne diminue pas 347
VIII. La concentration industrielle 348
IX. En Allemagne, en France, en Suisse. 349
X. La concentration dans le commerce 352
XI. La concentration dans l'agriculture 353
XII. En Belgique, en France, en Angleterre 355
XIII. Conclusion : Le nombre des grandes entreprises agricoles diminue. 358
XIV. Le socialisme serait un genre de libéralisme 359
XV. Le socialisme serait une démocratie élargie 360
XVI. Le Parti socialiste ne serait qu'un parti de réformes démocratiques et sociales 361
XVII. La conclusion fatale de l'exposé théorique de Bernstein. 362

CHAPITRE II. — **Kautsky contre Bernstein** 364
I. Kautsky et Bernstein 364
II. Pourquoi le livre de Bernstein eut un grand retentissement. 366
III. La méthode de Marx 368
IV. Le facteur économique n'est pas le seul à déterminer l'évolution historique. 371
V. En quoi consiste l'originalité de la théorie marxiste. . . 374
VI. L'homme n'est pas maître des forces économiques dans la société capitaliste 376
VII. La théorie catastrophique. 380
VIII. Concentration et expropriation 381
IX. Comment la Révolution sort de la production capitaliste 384
X. Bernstein contre Bernstein 386
XI. Les progrès de la grande exploitation 389
XII. La concentration agricole. 391
XIII. Le nombre des possédants 393
XIV. Les statistiques de Bernstein 395
XV. La valeur de la statistique de l'impôt sur le revenu . . . 397
XVI. Les chiffres de K. Kautsky complétés par ceux d'Ed. Vaillant et de Compère-Morel. 400
XVII. La concentration capitaliste dans l'agriculture. 402
XVIII. La portée sociale des théories de Bernstein 404
XIX. L'optimisme de Bernstein correspond à une période de prospérité économique 406

Pages

XX. Le prolétariat est-il mûr pour la Révolution ? 408
XXI. Notre tâche socialiste. 411
XXII. Le problème de l'opportunisme 412
XXIII. Toute l'action socialiste. 415

DIXIÈME PARTIE

Réforme ou Révolution ? 419

Chapitre I. — **Adaptation et Révolution** 421
I. Réformer ou renverser 421

Chapitre II. — **Pourquoi la Révolution sociale est inévitable** 424
I. Y a-t-il atténuation des antagonismes de classe ?. 424
II. La démocratie et la lutte des classes. — Les intellectuels. 427
III. La décadence démocratique et la petite bourgeoisie 430
IV. Le gros et le petit paysan. 432
V. Le capitalisme financier. 434
VI. La décadence de la démocratie provoque celle du parlementarisme bourgeois 436
VII. Le réformisme 438
VIII. Réforme contre-révolutionnaire 443
IX. Réforme et socialisme. 446
X. Le pays classique du capitalisme et de la paix sociale . . 450
XI. Les limites du réformisme bourgeois. — « Le chiffre hideux » 454
XII. La guerre impossible par ses conséquences 455
XIII. Conclusion : La Révolution est inévitable. 460

ONZIÈME PARTIE

L'Avenir

Chapitre I. — **Comment ferons-nous la Révolution Sociale ?** 467
I. Les moyens de la Révolution 467
II. L'organisation syndicale comme moyen révolutionnaire 472
III. La valeur socialiste et révolutionnaire des coopératives. 475

Pages

IV. L'action communale ou la théorie des services publics. . 478
V. L'action politique du prolétariat 480
VI. Les trusts comme facteurs de la Révolution sociale . . . 485
VII. Les conséquences du développement des trusts 489
VIII. La guerre et la Révolution 490
IX. Les conditions de notre victoire 492
Bibliographie.

TABLE

des

Planches Hors-Texte en Noir et en Couleurs

Pages

Le triomphe de l'ordre (couleurs) 1
Exécution des généraux Thomas et Lecomte, 18 mars 1871 16
Massacre de 62 otages le 25 mai 1871, rue Haxo, à Belleville. 32
Exécution sommaire de Millière sur les marches du Panthéon, 26 mai 1871 48
Le dernier combat au Père-Lachaise, 28 mai 1871. 64
La dernière barricade, rue de Tourtille, prise le 28 mai, à 2 heures . 80
Mai 1871. — Examen des mains des prisonniers fédérés 96
Les otages sont conduits du secteur au mur pour être fusillés . . 112
Dans toute sa gloire 128
Exécution en masse dans la cour de la caserne Lobau . . 144
La rue de Rivoli, 28 mai 1871 (couleurs).. 160
Jugement des dix-sept principaux membres de la Commune . . 176
Exécution d'une insurgée 192
Intérieur de la Prison des Chantiers de Versailles où furent détenues les femmes accusées d'avoir pris part à l'insurrection de 1871. . 208
Exécution de Rossel, Bourgeois et Ferré dans la plaine de Satory, 28 novembre 1871 224
La Veuve du Fusillé 240
Manifestation du Père-Lachaise (Anniversaire de la Commune 1911) 256
Manifestation du Père-Lachaise (Anniversaire de la Commune 1911) 272
Manifestation du Père-Lachaise (Anniversaire de la Commune 1911) 288
Anniversaire de la Commune (1911) 304
Les Prisonnières conduites à Versailles (couleurs) . . 320
Anniversaire de la Commune (1911) 336
Anniversaire de la Commune (1911) 352
Anniversaire de la Commune (1911) 368
Anniversaire de la Commune (1911) 384
Anniversaire de la Commune (1911) 400
Anniversaire de la Commune (1911) 416
Anniversaire de la Commune (1911) 432
Anniversaire de la Commune (1911) 448
Anniversaire de la Commune (1911) 464
Quand vous voudrez ! (couleurs). 480
Anniversaire de la Commune (1911) 488
Anniversaire de la Commune (1911) 492

L'Émancipatrice (Imp. comm.), 3, rue de Pondichéry, Paris. 5111-11-12.

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

HX
21
E6
t.4

Encyclopedie socialiste,
syndicale et cooperative de
l'Internationale ouviere

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 11 10 05 15 013 1